NÉ EN 1926 – SE SUICIDE LE 2 DÉCEMBRE 1978

LAGANT, Christian *« CRI CRI » ; « LAG »*

CORRECTEUR D'IMPRIMERIE - MIAJ – FA – FCL – GAAR – CGT – PARIS 18

mercredi 23 juillet 2008

Christian Lagant avait appartenu à la libération au Groupe Artistique Montmartrois (GAM) puis au groupe surréaliste « *les enfants du paradis* » qui éclata rapidement suite aux querelles entre anarchistes et communistes. Ajiste actif , membre du groupe *Espero*, il participa à la scision qui donna naissance au Mouvement Indépendant des Auberges de Jeunesse (MIAJ) et collabora à son organe *Regain* (Paris, 45 numéros d'avril 1951 à novembre 1967). Il était également un espérantiste convaincu membre de l'organisation SAT.

C'est au début des années 1950 qu'il vint au local du quai de Valmy de la Fédération anarchiste pour y proposer ses dessins qui bientôt parurent dans *le Libertaire* sous la signature *Cri Cri*. Devenu militant actif du groupe du 18è de la FA, il défendait une conception sociale de l'anarchisme. Lors du congrès de 1951 il fut nommé au comité de lecture du *Libertaire* avec Devançon, Lustre, Devillard et Fontenis. Au congrès de décembre 1953, lors de la prise de contrôle de l'organisation par Georges Fontenis, 1953 il avait été nommé à la Commission des conflits du nouveau Comité National et poursuivit son militantisme à la Fédération Communiste Libertaire (FCL) au sein du groupe Paris nord. Après la publication en août 1954 par le groupe *Kronstadt* d'un Memorandum dénonçant les agissements des partisans de Fontenis regroupés au sein de l'organisme secret OPB (Organisation Pensée Bataille) et la décision de participation de la FCL aux élections de janvier 1956 , le groupe *Kronstadt* fut exclu de la FCL. Christian Lagant, après avoir participé au congrés de mai 1955 démissiona alors de l'organisation avec les camarades des groupes de Saint-Germain-en-Laye et de Mâcon. Il écrivit ultérieurement un texte critique , « *La FCL et les élections du 2 janvier 1956* » (cf. *Noir et Rouge*, n°9, qui sera réédité en 1971 par le groupe d'Arles de l'ORA, au moment de contacts et de tentatives de rapprochement entre l'ORA et le Mouvement Communiste libertaire (MCL) de G. Fontenis).

Puis il fut l'un des fondateurs à l'automne 1955 des Groupes d'Action Révolutionnaire Anarchiste (GAAR) dont l'organe allait être la revue *Noir et Rouge* (Paris, 46 numéros de mars 1956 à juin 1970) dont il sera le directeur. Dans le dernier numéro paru, Christian Lagant publiait un long texte sous le titre « *Sur le néo anarchisme* » où il racontait ainsi la naissance de la revue : « *En 1955 divers groupes et camarades, la plupart, après une décevante expérience et leur départ de la Fédération Anarchiste transformée en décembre 1953 en Fédération Communiste Libertaire aboutissant à une sorte de parti plus trotskiste que libertaire qui devait se suicider politiquement après le summun de la participation aux élections législatives de 1956… décidaient de se regrouper et créaient les GAAR en novembre 1955.Le premier numéro de Noir et Rouge est sorti à 50 exemplaires ronéotés en mars 1956 ; nous terminons au n°46, en juin 1970 à 3.000 exemplaires, 3.500 même au n°45….A l'origine cette revue était l'expression d'une organisation : les GAAR (Groupes Anarchiste d'Expression Révolutionnaire) lesquels ont scissionné en 1961n des camarades partant à la FA, pour créer l'UGAC (Union des groupes Anarchistes communistes), les autres formant le groupe Noir et Rouge…* ». Lorsque la majorité des GAAR avaient décidé de rejoindre la FA, Christian Lagant avait fait partie de la minorité qui s'y était opposé et qui constitua le groupe *Noir et Rouge* et poursuivit la publication de la revue qui devint un lieu ouvert de débats théoriques et d'analyses du mouvement libertaire et eut une certaine influence lors des évènements de mai 1968. C'est au cours de ce mouvement que la plupart des membres du groupe dont Christian Lagant collaborèrent et participèrent aux réunions du groupe *Informations et Correspondances Ouvrières* (ICO) dont le but était « *de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats..* » et « *considérant que les luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes* ».

Parallélement Christian Lagant participait au groupe *Jeunes Libertaires* auquel appartenaient entre autres Paul Barrère, René Bianco, Helyette Bess, Elisée Georgev, Tomas Ibañez, Pierre Labous *Pierric*, Marc Prevotel, Nestor Romero, Marcel Viaud et bien d'autres. Il collabora au bulletin de même nom (Paris, 1953-1967) et aux diverses activités clandestines du groupe : aide au insoumis et déserteurs pendant la guerre d'Algérie, soutien aux activités de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires (FIJL) dans ses activités antifranquistes, mise en place d'une filière permettant la vasectomie, pratique des avortements, etc.

Dans les années 1960 il collabora également au *Monde Libertaire*organe de la FA et au bulletin *Recherches Libertaires* (Viry Chatillon – Strasbourg, 9 numéris de décembre 1966 à mars 1972) publié par Michel Hirtzler et Annie Piron.

Suite à l'assassinat en Espagne de Salvador Puig Antich et de la publication d'un article condescendant et méprisant pour les anarchistes dans le journal "Libération", il fit la réponsa suivante :"*…Certes, il y a bien longtemps de ça, les foules s'étaient rassemblées, battues pour Sacco et Vanzetti, mais depuis ? Les "grands" partis de la gauche officielle appelèrent jadis à manifester pour le communiste Grimaud fusillé par le régime franquiste, et nous anarchistes, nous joignîmes à cette protestation. Mais peu de temps après les militants libertaires Delgado et Granados étaient garrottés dans l'indifférence quasi totale. Ce n'étaient que des anars, ces juifs du mouvement ouvrier et révolutionnaire, vous savez bien, ces gens dont les mots d'ordre en Espagne, selon M. Chabrol cinéaste ("Pour le cinéma", 9 janvier) d'abord "Viva la Muerte" et ensuite "Nada", ce qui prouve que le bonhomme sait de quoi il parle, à ce détail près que "Viva le muerte" fut lancé par le général franquiste Millan Astray et que "Nada" est nihiliste, tout ce qu'on veut, mais sûrement pas anarchiste. Qu'importe ! Ce genre de saleté est allègrement colporté de film en roman : voir "Nada" précisément écrit en Série Noire par un petit malin, puis le présent film de Chabrol, voir "Solo" et ses "anarcho-fascistes", voir "La Bande à Bonnot" -sous titré "les anarchistes" - film à palme objective mais en fait dégueulassement anti-anar….Alors voilà : nous les pelés, les galeux, ceux dont on garrotte les copains espagnols…on commence à en avoir marre que les margoulins, faiseurs de fric en tout genre, salissent en plus l'anarchisme et les*

anarchistes. On ne demande pas l'adhésion, ni même le soutien, voire un essai de compréhension, non, mais on leur demande de la boucler un peu, de la mettre en veilleuse ; les anars ce n'est pas le folklore que ces gens-là voudraient, ce ne sont pas les belles chansons, de bons "tubes", ce sont plus simplement des hommes et des femmes, jeunes et moins jeunes, qui se battent obscurément, durement et pas quoiqu'on en dise pour "Nada"(cf. *Libération*, 18 mars 1974).

Christian Lagant, qui était correcteur dans le labeur et adhérent au syndicat CGT, et l'auteur de nombreux dessins d'inspiration surréaliste restés inédits, ne désirant plus vivre dans une société revenu à la « normale », se suicidait le 2 décembre 1978.

Dans un texte intitulé *Mon Testament* (cf. *Jeunes Libertaires*, mars 1963) il avait écrit :

« Si je meurs/ Ne vous fatiguez pas pour moi/ L'incinération ou le cimetière ?/ Cela me laise froid /

Ne chantez pas de Marseillaise ou d'Internationale/ Ne cherchez pas de drapeau noir, de drapeau rouge, de drapeau noir et rouge/ Ne cherchez pas tout ça/

Si j'ai un trou/ Ne vous « recueillez » pas // Je n'y serai pour personne / Même si vous voulez me voir / Je serai plus loin avec les copains / Heureux de les voir rire / rigolant avec eux/

Je serai près du fou sous la cheminée traîtresse/ et si je m'y cogne les « Jeunes du Monde Entier »/ ne seront pas ébréchés. /

Pas de tristesse, amis, sinon j'irai la nuit/ vous chatouiller les pieds/ pour vous faire rire. »

Le Réfractaire, décembre 1978 (article d'Helyette Bess) // R. Bianco « Un siècle de presse… », op. cit. // *Libération*, 18 mars 1974 // Notes D. Dupuy//

La difficulté d'être anarchiste

Écrit en 1961 d'un point de vue anarcho-communiste, ces réflexions pratiques de Christian Lagant sur le militantisme quotidien et sa valeur, sur bon nombre de pîtres de la FCL et de la FA, sur nos valeurs et les bassesses autoritaires pourraient aussi bien passer comme "Les difficultés d'être anarcho-syndicalistes" en 2005 ...

J'ai rajouter un édito de Christian sur "L'extraordinaire", toujours utile, pour garder la tête froide.

Note personnelle : effectivement Christian avait du mal avec la vie, il a préféré en finir avec elle (au moment où d'autres camarades se faisaient "disparaître" par la dictature argentine, appuyée par les USA, l'URSS, Cuba et le FMI). Il y a des rendez-vous qui n'ont jamais lieu. Ils il reste la bonne humeur qui transparaît dans les lignes de Christian, la peine qui demeure aussi.

Frank, CNT 91.

La difficulté d'être anarchiste (1)

« Nous ne présentons pas de manifeste ronflant car nous ne croyons pas aux bibles révélées et immuables. Nous croyons plus réaliste, plus constructif et aussi... plus anarchiste de mettre perpétuellement au point un bulletin idéologique dans lequel et par lequel se dégageront notre doctrine, nos positions, notre attitude dans la lutte historique présente...". En rangeant une collection de "Noir et Rouge" (il faut bien ranger, parfois, l'Anarchie est d'ailleurs la plus haute expression de l'ordre...) j'ai machinalement feuilleté le premier numéro de nos cahiers et cet extrait de la page-éditorial m'a rappelé que bientôt cinq années se seront écoulées depuis la parution de ces quelques lignes. Cela donne toujours matière à réflexion. Et aussi l'occasion de "faire le point" et revenir sur certaines idées générales de l'Anarchisme, la routine et les petites luttes de la vie quotidienne ou au contraire la ve-nue soudaine d'événements importants avec leurs "grands objectifs" brusquement révélés à chaque fois risquant de voiler les principes simples et clairs de ce qui demeure, plus que jamais, notre idéal.

En fait, au travers de ces semaines, de ces mois, de ces ans passés, c'est toujours le même problème qui nous intéresse : la prise de conscience des hommes face à l'État, à la Société. Et l'Anarchisme nous paraissant l'unique moyen de parvenir à cette prise de conscience, nous sommes amenés à voir ou en sont l'Anarchisme et les anarchistes.Je dirai plus loin pourquoi je souligne la différence : entre ces deux termes. Mais, tout de suite, constatons que s'il n'y a pas lieu de pavoiser, nous n'avons pas non plus de raisons spéciales pour sombrer dans le découragement. En cinq ans les idées qui nous sont chères n'ont pas vu se cristalliser autour d'elles de mouvements puissants, certes, mais elles

n’ont pas reculé et continuent, au contraire, de se frayer un chemin lentement, patiemment et c’est pour nous, anarchistes, tout le problème : tenir le coup. Non que notre vie soit particulièrement dangereuse (nous ne lançons plus de bombes comme nos pères) ou particulièrement pénible (notre militantisme "actif" nous laisse parfois quelques loisirs ...) mais c’est précisément ce côté grisâtre, sans panache, obstiné des anarchistes de notre époque qui peut paraître ingrat à supporter, pour certains. Il y a enfin cette difficulté de se maintenir dans un camp où l’on sait que se trouve peu de compagnons de lutte. Et ça n’est pas toujours facile de militer, quand on n’est pas nombreux ! Car aux obstacles matériels, résultant du travail accompli par de trop petits groupes de camarades, s’ajoutent souvent d’une façon parfois plus aiguë les obstacles moraux, ce combat avec nous-mêmes, en un mot la difficulté d’être anarchiste.

Qu’on ne prenne surtout pas ces derniers mots au tragique : être dignes des idées pour lesquelles nous luttons ne signifie pas avoir l’auréole de quelconques saints laïques, non. C’est à la fois plus petit et plus grand, plus simple et plus compliqué que cela. D’où la nécessite de quelques "points de repères" jalonnant notre chemin. Et en fait, cet article n’a d’autre ambition que de présenter certaines réflexions sur une courte expérience. Ce ne sera donc pas une "étude idéologique" mais plutôt le rappel de quelques principes, ces principes "si simples et clairs" dont nous oublions parfois l’existence, pour notre plus grand malheur.

Et même le mot "principes" est un grand mot. On voudrait bien pouvoir dire au jeune qui vient à nos idées, et c’est à lui que je pense surtout en consignant ces réflexions désordonnées, on voudrait et on devrait pouvoir lui dire : "Vois-tu, nous avons quelques "trucs" à te repasser, tu verras ce qu’ils valent. Essaie-les, donne-nous tes impressions et si cela te va, repasse-les à d’autres...". Oui, nos principes libertaires sont si simples que l’on pou-rrait presque employer l’expression (vulgaire, je le concède) "piger le truc" en parlant de leur assimilation par quelqu’un. Mais comme cela ne ferait pas sérieux, il vaut mieux en revenir aux bons vieux principes.

La difficulté d’être anarchiste, c’est donc, entre autres constatations, cette difficulté de suivre notre vie patiemment, sans fanfares. De remettre comme disait un fabuliste célèbre, cent fois notre ouvrage sur le métier, et j’en reviens ainsi à l’éditorial de notre premier numéro cité au début de cet article. De savoir enfin que l’on est peu, oui, que les anarchistes resteront encore, (et pour longtemps) ces "hérissons" de résistance, plantés au beau milieu d’une Société toujours moribonde, mais qui a la vie dure...

Cette constatation de notre rôle de "mino-ritaires", qui est valable pour tous les anarchistes quelle que soit leur organisation, signifiera-t-elle pour autant une sorte de résignation de notre part, un refus systématique et lassé devant toute expansion de nos idées, devant toute volonté d’élargir le mouvement libertaire ? Certes non, bien au contraire car, en nous ôtant toutes illusions excessives, elle nous rendra conscients du travail précis que nous avons tous à accomplir. Elle nous évitera, peut-être cette "feuille de fièvre" à laquelle ressemblent trop souvent nos efforts : les périodes d’abattement succédant aux faux enthousiasmes et dont nous pouvons revoir ensemble les processus les plus classiques, ceux que nous connaissons le mieux.

Ou la température est basse, très basse, on se dit qu’on n’avance pas, qu’on "n’y arrivera jamais" à si peu devant tant d’obstacles et l’appareil formidable de l’Etat (effectivement, si on a cette fausse vision du problème uniquement considéré comme un rapport de forces, on risque d’avoir un mauvais moral !) et c’est rapidement le découragement, qui peut mener à l’abandon.

Ou c’est le contraire, la température est haute, trop haute même. On "pète le feu" et on milite à 100 %, c’est la période du "tout pour le Mouvement" et on a une fâcheuse tendance à considérer tout progrès de l’organisation dans laquelle on milite comme une avance de l’idée anarchiste en soi (c’est pour avoir personnellement connu cette déformation que je me permet d’en parler ; car il ne sert à rien de se faire, après coup, une belle conscience, un passé irréprochable et sans erreurs, alors que nous devrions signaler celles-ci aux plus jeunes, aux nouveaux camarades, afin qu’au moins nos défauts servent à quelque chose...) ; dans une volonté d’" action" effrénée, on croit avancer d’autant plus vite que l’on s’épuise plus. Et un jour, ayant soudain constaté que la Révolution n’avait pas éclaté parce qu’on avait, la veille, vendu cinq journaux, collé dix affiches de plus ou eu vingt personnes supplé-mentaires à un meeting, les yeux s’ouvrent brusquement et le militant infatigable, brutalement dégrisé se rend compte de la situation. réelle. Et quand je dis "réelle", même pas, car plus on était grimpé haut, plus la chute est rapide et à ce moment tout est au contraire minimisé, voire ridiculisé, par un individu écœuré qui disparaît bien souvent "dans la nature" sans laisser de traces...

Heureusement il n’est pas obligatoire de passer par de telles expériences pour acquérir une vision disons... plus simple des choses ! Aussi, pour-quoi ne pas nous pénétrer, une fois pour toutes, de cette idée que notre attitude d’anarchiste devant les difficultés de la vie militante doit être, plutôt que frénétique ou blasée, sereine ? Mais si cette sérénité fait partie de nos principes, n’oublions pas qu’elle n’est qu’un principe d’action, cette dernière ne pouvant être valable et réellement libertaire que si elle est accompagnée du ’’principe des principes’’, de ce vieux mot qui peut faire sourire certains mais dont nous constatons plus que jamais qu’il demeure la "règle d’or" de toute vie de militante anarchiste : L’ÉTHIQUE.

Que le lecteur se rassure, je ne m’amuserai pas à décortiquer ou à lui expliquer le livre magistral que Pierre Kropotkine consacra à cette question, l’ouvrage forme un tout et n’a nul besoin de commentaires, voire d’interprétations, Il nous suffit de l’avoir lu et médité au calme. Mais nous sommes en 1961 et si notre doctrine existe toujours et se voit même très souvent confirmée par les faits, le mouvement libertaire n’a pas, lui, le rayonnement et la puissance que l’on pourrait attendre d’hommes et d’organisations guidés par une idée si juste. Et combien d’entre nous, n’est-il pas vrai, ont souvent pu se poser cette question : "Comment se fait-il qu’une doctrine dont tout nous montre qu’elle est la seule valable, humainement parlant, ne se répande pas plus vite dans le monde, qu’elle n’ait pas plus d’adeptes et de défenseurs ?" C’est alors que, très naturellement, on peut être amené à la question suivante, complémentaire plutôt :"L’Anarchisme ne serait-il qu’une belle idée, une philosophie séduisante, certes, mais inapplicable dans les faits ? L’Anarchisme n’est-il donc pas aussi une doctrine sociale, donc réalisable dans la vie et viable sur le plan organisationnel ? "

On voit tout le danger de telles questions posées dans l’absolu car les faits sont là : c’est vrai, le mouvement libertaire est faible et pesait dérisoire à l’échelle mondiale. Mais outre ce fait élémentaire qu’il faut nous armer de patience et de ténacité, comme déjà dit, et que nous risquons d’être encore très longtemps "petits" du point de vue du nombre, il y a un autre point à ne pas oublier cette fameuse éthique.

Bien sûr, cela parait puéril et certains pourront s’étonner ou s’amuser de ce qui semble une re-découverte de l’œuf de Colomb, soit. Mais après tout, ce sont souvent les choses les plus simples dont on a tendance à ne pas parler, quand on ne les oublie pas purement et simplement ! Elles peuvent pourtant parfois nous rendre bien service, et parler de notre morale nous amènera à cette idée toute simple qu’il existe à la fois une doctrine,une règle , de vie l’Anarchisme, et des hommes : les anarchistes. Là réside cette différence mentionnée en début d’article et peut-être aussi une certaine explication de nos difficultés. Ceci n’est, bien entendu, qu’un point de vue et pourra être largement débattu, attaqué, controversé dans les numéros suivants de " Noir et Rouge".

Il est difficile de parler "morale", Cela suppose d’abord de la part du rédacteur une vie exemplaire sur le plan éthique, (ce qui n’est pas mon cas d’où d’ailleurs mon intérêt pour cette question !) et puis le sujet lui-même a une petite allure de discussion académique pouvant sembler futile en regard des événements que nous vivons. Peut-être. Mais si l’on a soi-même, pendant des années, discuté de sujets considérés comme plus "concrets." et plus précisément d’un sujet comme l’Organisation, si l’on a vécu ce dont on a discuté, je pense qu’on a le droit (si ce n’est le devoir) de signaler ce qui nous a paru le plus caracté-ristique, dans une certaine mesure, l’essentiel.

0r, si nous nous posons parfois des questions sur la viabilité de l’Anarchisme, nous devrions peut-être nous dire que ce n’est pas notre doctrine qui doit être mise en cause, car elle est plus que jamais valable, mais bien nous-mêmes : en clair, les anarchistes sont-ils à la hauteur de l’Anarchisme ? C’est tou-te la question.

Dire maintenant que, pour ma part, nous ne sommes pas toujours à la hauteur de notre doctrine n’étonnera certainement pas le lecteur, encore faut-il donner quelques précisions. Je ne veux surtout pas dire que tous les anarchistes souffrent d’un relâchement de leur éthique (ce que cela fait médical !) et il y a, heureusement, assez de camarades dont la vie est elle-même un exemple et un réconfort. Il est à remarquer, en passant, que ces camarades sont souvent des hommes (et des femmes) très simples, ce sont presque les plus "ternes", les moins "brillants" mais ils mettent leurs actes en accord avec leur pensée et ceux-là sont nos vrais guides, au sens exemplaire de ce mot.

Des guides ? Bien sûr ils ne disent pas "suivez-moi" ! Mais leur vie est elle-même une affirmation de leur anarchisme et on a envie de leur ressembler, rien de plus. J’ai personnellement connu de ces copains (j’en connais toujours) et leur tranquille courage, leur sens de la solidarité, leur aptitude â ne jamais réagir ou se conduire en salauds ont fait autant, sinon plus, pour mon réconfort et mon renforcement dans les idées libertaires que tous les beaux discours entendus à de beaux meetings...

Car ils n’étaient pas anarchistes parce qu’ils avaient une carte, eux ; ils n’étaient pas anarchistes parce qu’ils possédaient l’art des brillantes péroraisons, celles que l’on fait devant des auditoires trop souvent béats et admiratifs et dont on oublie les magnifiques principes quelques heures plus tard, après son "moment de militantisme" ; ils n’étaient pas anarchistes parce qu’ils se proclamaient les "élites" du Mouvement et ceux d’entre eux qui avaient plus lu d’autres ne se chargeaient pas de rappeler à tout instant leur érudition, ils ne méprisaient pas les copains dont les capacités ou le bagage intellectuels étaient moindres ou, pire, ne les considéraient pas avec cette condescendance apitoyée fort en honneur chez nos "Précieux Ridicules" car, bien sûr, l’Anarchisme a aussi les siens ...

Ils n’étaient pas anarchistes pendant un 1/4 d’heure ou un jour par semaine, ils l’étaient en permanence et n’avaient nul besoin d’aller le brailler, de l’écrire à satiété, pour qu’on les croie. Et grâce à ceux-là, l’Anarchisme, c’est notre certitude.

Mais nous ne sommes pas tous semblables aux camarades dont je viens de parler et c’est peut-être parce qu’ils ne sont pas l’écrasante majorité chez les libertaires que nos idées éprouvent tant de peine à se frayer un chemin !

Nous avons déjà vu qu’appliquer l’éthique libertaire dans notre vie ne signifiait pas pour autant se transformer en Salutistes ou en Scouts attar-dé à la recherche de leur "B.A." quotidienne, certes, mais nous avons tout de même tendance à oublier quel-ques petits principes pas tellement difficiles à suivre et dont l’application ne fera pas de nous des héros ou des martyrs. Parmi ceux-ci, on pourrait mention-ner en bonne place la rigueur.

Brrr ! La rigueur, vous parlez d’un program-me ! Ne dramatisons pas mais enfin il serait peut-être temps de reconnaître que nous autres, anarchistes, avons tendance à être de plus en plus rigoureux ...envers autres et de moins en moins envers nous-mêmes ! Nous dénonçons inlassablement les fautes, bassesses, défauts (etc.) de la Société, parfait, mais tendons-nous à être personnellement des hommes et des femmes plus valables, plus dignes de ce que nous défendons ? Et à quoi sert d’être sans indulgence pour les autres si l’on se donne de bonnes excuses à soi--même ? La rigueur ? Ce n’est en réalité pas bien terrible, mais c’est cette profonde honnêteté qui consiste à nous voir tels que nous sommes, à faire ce à quoi on s’est engagé, à être le camarade sur lequel on peut compter, dans lequel on a confiance.

Ce petit couplet sur la rigueur paraîtra bien fragile à côté de problèmes très importants. Ainsi nous avons souvent parlé de l’Organisation, et nous en reparlerons, car le morceau est de taille et mérite toutes les études et examens possibles (2). Mais précisément, comment pourra-t-on bâtir une organisation anarchiste valable si les membres qui la composent n’ont pas eux-mêmes cette rigueur, en fait cette morale dont nous parlons déjà depuis un moment ? On aura beau faire tous les plans imaginables, se casser la tête sur les plus parfaits et mieux, créer même une organisation dont les rouages fonctionneraient à merveille et l’appeler anarchiste. Rien à faire : si les militants de cette organisation (il suffit parfois même de quelques-uns !) n’agissent pas réellement en anarchistes, s’ils n’ont pas cette éthique plus importante que toutes les qualités extérieures, l’organisation ainsi crée sera tout ce qu’on voudra, mais pas anarchiste.

Un exemple pas tellement lointain dans le temps nous rappelle que s’il est bon de se consacrer à son organisation, celle-ci ne doit pas devenir le but suprême, au détriment de la qualité d’homme de ses mi-litants : pour s’être acharnés à vouloir construire une Fédération Communiste Libertaire "efficace" certains en arrivèrent à oublier qu’ils étaient des anarchistes et à se conduire comme tels, donnant de surcroît une superbe occasion aux détracteurs du Communisme libertaire de dire que celui-ci aboutissait inéxorablement à un néo bolchevisme (3) ! Mais le danger inverse est également prévisible, quand on abandonne sa morale (oui, sa morale !) et que la haute satisfaction que l’on a d’être un "leader écouté et entouré de sa petite cour risque de conduire à un éparpillement de minuscules "chapelles" dont les brillants conducteurs se déchirent en toute fraternité, bien entendu...

Ces déviations nous montrent toute la difficulté d’être anarchiste, Il y a d’ailleurs bien d’autres aspects de cette question. Ceux-ci feront l’objet d’une seconde série de petites réflexions dans un prochain numéro de "Noir et Rouge" et nous en tirerons les conclusions ensemble,

Christian Lagant

La difficulté d’être anarchiste (fin de l’article) (4)

En attaquant cette suite (et fin) de l’article paru dans le denier N° de N& R, il me semble nécessaire de préciser et même de repréciser quelques points, afin que certains camarades n’attendent pas de ce qui n’est qu’une suite d’observations et de réflexions on ne sait quelle panacée, remède-miracle aux maux dont souffrent l’anarchisme et surtout les anarchistes...

Il faut, décidément que nous perdions cet-te fâcheuse habitude d’exiger un travail tout mâché, voire digéré, et si la difficulté d’être anarchiste a de multiples causes, une des principales est aussi (après un progressif’ engourdissement "physique" dont nous ressentons, tous, les effets) cette sorte de flemme morale à laquelle nous nous sommes habitués : pourquoi de brillants penseurs se pencheront (comme on dit) sur les problèmes et les résoudront à notre place ! Cet aspect très important de la question qui nous occupe sera d’ailleurs revu en cours d’article mais on peut déjà en voir une application pratique dans le fait que plusieurs camarades, croyant m’être agréable, écrivent ou disent à peu près ceci : « très bien ton truc ! Et dans ta suite, tu vas nous donner des solutions « concrètes », hein ? etc. » Pas question de discuter tel argument, de réfuter tel autre, de dire en clair pourquoi on est d’accord ou pas, en un mot d’aider dans la recherche de difficultés qui sont après tout les nôtres et concernent de ce fait plus qu’un individu, à savoir le rédacteur qui a pondu l’article, non ! On ne dit rien ou, ce qui est pire, on approuve tout de confiance et on attend "le reste" qui est la solution idéale d’organisation anarchiste, rien que ça !

Si c’est ce qu’espèrent ces lecteurs de l’article aujourd’hui, ils risquent fort d’être déçus, car l’objet en était nettement indiqué dans la première partie : un simple rappel de principes dont l’expérience de la vie militante nous a fait apprécier la valeur, rien de plus. Principes d’acte ensuite ? Aux camarades d’en discuter entre eux une application effective, mais nous n’avons voulu pour cette fois que soulever le problème moral, ce problème d l’éthique anarchiste dont nous avons constaté le rôle déterminant dans notre action de chaque jour...

Sur l’organisation

A vouloir commencer en précisant certaines choses, je m’aperçois que nous sommes déjà arrivés reparler de la grosse question : "l’organisation". Bon. Finissons-en avec le sujet avant d’aller plus avant. Car si quelques lecteurs attendent le miracle en silence, d’autres démarrent au contraire à fond et envoient des projets d’organisation épatants, tout y est prévu (ou presque) et on se sert soudain écrasé, vaguement inquiet, devant le grandiose processus déclenché par quelques lignes. Un peu le coup de l’apprenti-sorcier, quoi ! Mais là encore, cette réaction prouve une mauvaise compréhension car la première partie du présent article insistait sur cette idée, qui devrait être, au fond, une lapalissade. "On pourra créer la plus parfaite organisation et l’appeler anarchiste. Rien à faire. Si les militants qui composent cette organisation, n’agissent pas réellement en anarchistes, elle sera tout ce qu’on voudra mais pas anarchiste". Partant de ce principe, créer l’organisation avant de créer anarchiste revient à bâtir une maison en commençant par le toit, les murs et les fondations venant ensuite. D’où le risque de constructions pour le moins bizarres.

On pourra m’objecter que c’est trop in-sister sur de simples évidences et que tout le monde a compris cela depuis longtemps, alors que le temps urge et que nous ferions mieux de bâtir le mouvement anarchiste puissant qui reste à fai-re !.

A première vue, l’argument est impressionnant et a ce style "concret" qui emporte d’amblé l’adhésion des gens dits d’action, ceux qui "font" quelque chose (quelquefois même n’importe quoi) et réfléchissent après, quand la bêtise est faite. Et encore, s’il y avait réflexion après chaque erreur, cela ne serait pas si mal, mais c’est justement ce qui nous tracasse : nous ne sommes pas du tout certains que les évidences énoncées plus haut soient tellement comprises d’un grand nombre d’anarchistes, et cela est gave ! Car si elles étaient comprises, on ne verrait pas si souvent des camarades revenir avec une sorte d’impatience sur des problèmes organisationnels qui voudraient traiter des structures mais en fait se ramènent presque toujours à négliger la qualité d’homme au profit de la quantité. J’exagère ? Combien de fois a-t-on entendu et entendra-t-on encore une phrase du genre suivant. "C’est bien gentil de récupérer un bonhomme de temps à autre mais en avoir dix ou vingt d’un coup, c’est plus efficace ’." dite avec les meilleures intentions du mon-de au départ, certes, mais dont les conséquences peuvent parfois être dangereuses pour le mouvement anarchiste lui-même. Nous verrons pourquoi plus loin, chaque chose en son temps. Mais je ne voudrais pas conclure cet alinéa sans répondre aux gens pressés de "faire du monde" que chaque individu amené à l’anarchisme et consolidé dans les idées anarchistes est déjà par lui-même une victoire et un acquis irremplaçables et

qu’après tout un anarchiste valable est peut-être aussi précieux à la progression de l’idéal libertaire que dix individus auxquels on aura seulement donné un vernis anarchiste, question d’appréciation.

D’autre part, si nous avions tous tellement bien compris (ou retenu) les idées-bases de notre doctrine, on ne verrait pas non plus cette étrange répugnance qu’ont trop d’anarchistes à tirer profit des erreurs passées, non pour se couvrir la tête de cendres par un quelconque masochisme, mais pour les considérer lucidement, ces erreurs, je dirai presque froidement. Bien sûr, les mêmes situations historiques ne se répètent pas toujours et ce qui était valable en 1936 peut ne plus l’être en 196l mais je soutiens qu’il y a un minimum d’erreurs, élémentaires, à ne plus commettre pour en avoir subi les funestes effets !.) Si nous ne voulons pas passer pour des rigolos ou, ce qui est plus grave, pour des gens entraînant quasi sciemment de nouveaux camarades vers des échecs dont nous savions qu’ils étaient inscrits dans certains comportements ou certaines méthodes. Nous n’avons pas, nous n’avons plus le droit de dégoûter des jeunes de l’anarchisme (et la politique des "yeux fermés" conduit droit à cela) pour ménager notre petit amour-propre ! La quête acharnée de cet-te vérité devrait amener tous les camarades ayant une expérience du combat libertaire, ayant vu ses bons et ses mauvais côtés, à se consacrer à une tâche que l’en pourrait appeler de démystification au sein même du mouvement anarchiste. Je reconnais que parler de démystification pour qualifier les erreurs et faiblesses de "l’autocritique" anarchiste peut paraître dur mais je ne vois pas d’autre mot !

Pour notre part, c’est l’objectif que nous nous étions fixé en créant "Noir et Rouge", nous le poursuivons et le poursuivrons (qu’on en assurés) de toutes nos forces, même si nos moyens sont plus restreints que nous le voudrions. Certes ; la poursuite d’un tel but, à la fois modeste et immense, exige de toujours parler clairement aux camarades, sans concessions, non pour jouer aux moralistes mais pour justement tirer nos conclusions ensemble. Nous savons que cela nous obligera à voir encore en face quelques réalités désagréables, celles dont on n’aime pas parler parce que c’est plus facile comme ça, des réalités qu’une certaine pruderie anarchiste a transformées en sujets "tabous’’ (à titre d’exemple, rappelons que nous fumes amenés dans le passé à consacrer un numéro spécial de nos cahiers (5) à un problème sur lequel beaucoup trop de libertaires gardaient, selon nous, un silence prudent : la Franc-maçonnerie), mais nous pensons qu’agir ainsi est nécessaire si l’on veut aller de l’avant. Et nous reviendrons autant de fois qu’il le faudra sur ce qui nous paraîtra digne d’examen, sujet à méditation et à enseignement, apport pas toujours facile à l’expérience commune.

Terminons sur la question (à savoir que les deux articles sur la "difficulté d’être anarchiste" ne donneront pas un système d’organisation mais des éléments éthiques sans lesquels il nous paraît vain de bâtir toute organisation anarchiste que ce soit) en précisant que la partie "technique" organisationnelle ne nous paraît pas pour autant à négliger, que nous avons déjà vu divers as-pects de cette question. dans les numéros passés de N & R (minorités-majorités, problèmes du parti, ainsi que des extraits des "classiques" comme par exemple l’opinion de Maria Korn au sujet de l’organisation, etc. ...) et que nous aurons certainement l’occasion de revenir sur le sujet dans le futur. Mais cette recherche dépend autant de l’effort de nos camarades lecteurs que de nous-mêmes car de tels travaux se font en commun.

Chercher n’est pas condamner

Nous avons vu, dans la première partie de cet article, que la grande difficulté d’être anarchiste ne vient pas d’une faiblesse de notre idéal (il y a des anarchistes qui le croient et se posent à ce sujet de faux problèmes) mais d’une faiblesse de notre conviction, laquelle se résout souvent par un abandon plus ou moins prononcé de l’éthique libertaire. Suite à cette constatation, une question était posée : les anarchistes sont-ils à la hauteur de l’anarchisme ? Question à laquelle je répondais pour ma part : non, pour un grand nombre.

Certes, notre affrontement permanent avec une société gangrénée explique beaucoup de faiblesses (voir à ce sujet la lettre d’un camarade de Bretagne, que nous publions dans le « le courrier des lecteurs » de ce numéro -6-) et nous n’avons jamais eu la prétention d’être parfaits ou même « bons » (nous ne luttons pas contre quelque chose de « mauvais » ou de « méchant » parce que nous sommes « meilleurs » et que nous avons reçu la grâce...) car nous ne croyons ni à la bonté ni à la méchanceté originelles de l’homme, parce que d’abord on s’en fout et aussi parce que l’homme est tributaire des autres hommes, donc d’un ensemble et de conditions psycho-économiques également déterminants pour sa vie. D’accord. Mais à côté des facteurs sociaux ci-dessus, les révolutionnaires en général (anarchistes ou pas) ont tout de même un fil conducteur, lequel pourra s’appeler par exemple le sens de la justice (ou de l’injustice) et aura, quoi qu’on en dise ou y fasse, un rapport direct avec le comportement moral. Les anarchistes attachant une valeur spéciale à l’individu, et les

anarchistes-communistes et autres communistes libertaires ne font pas exception à la règle (mais oui !), il est normal que nous cherchions à voir et à combattre toutes les déviations de notre comportement, ce qui n'est pas une condamnation ou de l'intolérance mais un travail aussi nécessaire que vendre un journal, faire une conférence, coller une affiche. L'avance de nos idées est faite de l'addition de tous ces petits travaux.

Pas à la hauteur de l'anarchisme ?

Je rappelais, toujours dans la première partie, qu'une brillante péroraison, si elle peut avoir un côté utile, ne vaut pas toujours la vie simple de camarades moins « doués » et que ces derniers nous apportent souvent un exemple et un réconfort plus valables que les plus belles théories, celles dont on se sert uniquement les jours de galas. Enfin, la rigueur était mentionnée, rigueur pour nous-mêmes et qui ne peut que nous pousser à une sérénité (pas d'excitation mais pas non plus de découragemeent excessifs) nécessaire à un bon travail anarchiste. Les dernières lignes annonçaient d'autres aspects du problème moral posé par l'anarchisme et son application au stade quotidien. Nous allons examiner un de ces aspects, des plus importants mais aussi des plus délicats.

Le problème du « leader »

Leader : (de l'anglais to lead, conduire) personnage le plus en vue d'un parti politique, d'une compétition. (Larousse universel). Normalement, il ne devrait donc pas y avoir de problème chez les anarchistes, tout au plus des camarades qui impulsent, plus dynamiques ou plus travailleurs, sans se prendre au sérieux pour cela. C'est malheureusement parce que cette grave déviation existe aussi chez nous, déviation qui a un rapport direct avec l'éthique, que nous croyons utile de l'examiner longuement aujourd'hui.

Je parlais au début de cet article de « flemme morale », mettons que j'exagère et employons le mot « démission », oui, c'est plutôt cela : beaucoup trop de camarades « démissionnent » devant d'autres mieux doués pour la parole ou l'écrit, en ce sens qu'ils n'osent plus ouvrir la bouche ou écrire une ligne de crainte d'être ridicules, de paraître primaires » devant les « intellectuels » ou ceux se prenant pour tels. N'est-il jamais arrivé à chacun de nous d'entendre, à l'issue d'une assemblée, réunion ou discussion, un camarade avouer : « j'aurais bien dit ceci, je n'étais pas d'accord avec cela, mais que veux-tu, Machin est trop « fort » pour moi, il m'aurait « contré » trop facilement ! ». Et le copain est reparti sans avoir rien dit, alors que son intervention était fort intéressante (peut-être) pour tous...

Mais la démission par parole ou écrit, si elle est déjà grave pour un anarchiste, n'est rien à côté de la démission morale pouvant saisir certains camarades devant un « penseur » de choc ! Et un des plus grands dangers pour le mouvement et l'idée libertaires est, selon moi, cette facilité que l'on peut avoir petit à petit à laisser des camarades, si intelligents ou instruits soient-ils, réfléchir à la place de des autres. Et surtout qu'on ne vienne pas sortir ce mauvais argument, comme me l'écrivait à peu près une fois un camarade fort connu dans le mouvement libertaire : « Vous méprisez les élites ! C'est le triomphe de l'autodidactisme et de la suffisance juvénile sur la connaissance universitaire et l'expérience du militant éprouvé ! ». Je ne garantie pas l'exactitude de chaque mot mais on voit assez nettement où voulait en venir notre indigné, avec ses grands sabots... Comme dit l'autre, il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre et là, on a lieux : le demi-sourd qui n'entend que ce qu'il veut bien entendre, même si c'est le contraire de ce que l'on a dit ! Nous avons eu pour notre part les oreilles trop rabattues de pareils arguments, et ceux-ci ont déjà fait trop de mal dans notre milieu pour qu'on n'y réponde pas immédiatement, avec netteté et une fois pour toutes : il n'a jamais été question pour nous de nier la valeur réelle de tel ou tel camarade, nous sommes les premiers à estimer et à étudier l'héritage des grands théoriciens de l'anarchisme, un camarade est une « élite » pour nous (si l'on tient à ce mot) en ce sens que sa vie et ses connaissances (et la manière dont il en fait profiter les autres, manière conditionnée par un esprit) nous enseignent quelque chose, mais il n'est pas une « élite » parce qu'il s'est proclamé tel, désolés pour lui ! Nous ne serons jamais impressionnés qu'Untel ait des centaines de livres théoriques chez lui, et même qu'il les ait lus s'il ne tolère pas qu'un camarade plus obscur ou plus jeune pense différemment de lui et surtout ose le lui dire !

On voit donc que s'élever contre l'envahissement du « leader » ne signifie pas nier la compétence ou le savoir, c'est même exactement le contraire, et ceux qui font semblant de ne pas comprendre le savent néanmoins fort bien...

Il reste que le fait de s'en remettre aveuglément, ou plus simplement avec un excès de confiance, à un camarade plus formé est en soi-même un comportement dangereux et à un certain degré anti

libertaire, car déléguer sa faculté de penser (de prendre confiance) à un autre et inconsciemment c'est se choisir un chef. On admettra que pour des anarchistes, il y ait d'autres voies à suivre !

Mais le « leader », dira-t-on, c'est donc ? Oui, c'est donc le camarade auquel un auditoire trop respectueux ou trop amorphe donnera un agréable sentiment de puissance, et qui ne fera rien pour s'élever contre un tel état de fait, pensez-donc, c'est si agréable ! Il est, allons-y, le « chéfaillon » en puissance et essentiellement différent, en cela, du camarade expérimenté partageant simplement ce qu'il sait avec les autres. Car on peut rétorquer que tout le monde ne peut avoir les mêmes capacités ou plus simplement la même expérience du Mouvement et des idées anarchistes, qu'il y aura toujours des gens plus influençables et d'autres ayant plus de personnalité et qu'il faut bien que les camarades formés s'occupent des nouveaux militants, soit. Mais c'est là qu'intervient une des erreurs élémentaires à ne plus commettre.

Je pense qu'un camarade appelé à faire un laïus devant un groupe de militants, et plus encore s'il s'agit de jeunes militants voire de sympathisants, doit toujours avoir présent à l'esprit que si ce qu'il dit est intéressant , il est cent fois plus intéressant que ses auditeurs participent et, pour cela, il peut toujours leur dire : « Ce que je vous ai exposé vous a plu ? mille mercis, mais ne croyez pas vous en tirer à si bon compte ! Vous n'aurez pas toujours de « conférencier » sous la main et vous devrez faire profiter d'autres camarades de ce que vous aurez appris, si vous avez appris quelque chose ce soir, par exemple. Il y a sûrement des lacunes, des imperfections dans ce que nous venons de voir ensemble, n'hésitez pas à me questionner, à me critiquer. Ne prenez surtout pas l'habitude de vous reposer sur un seul, c'est comme ça qu'on forme des militants sans consistance d'une part, des individus autoritaires de l'autre... ».

Bien sûr, il ne s'agit pas de donner ici des recettes infaillibles, mais on peut en tout cas essayer de faire, sinon ce qui est le mieux, du moins ce qui est le moins mal, car l'homme a ses petites faiblesses, c'est bien connu ! Et on ne dira jamais assez que le leader et l'état d'esprit spécial qui l'accompagne naissent de l'adulation portée à ceux qui parlent « trop bien », d'où il découle que faiblesse et autoritarisme sont étroitement liés, l'une venant de l'un et inversement. Il est donc faux de prétendre (prenons un exemple « historique » !) que tel jeune leader première F.A., devenu par la suite le quasi chef de la Fédération Communiste Libertaire [Fontenis, rajout de FM], ait pareillement dévié parce qu'il était « autoritaire » : il est aussi devenu tel parce que les jeunes militants que nous étions n'ont pas assez été vigilants et qu'aussi des militants pourtant pleins d'expérience, eux, l'ont trop « poussé » à ses débuts, fermant les yeux par « confort intellectuel » sur certains de ses défauts, quitte à jouer les Ponce-Pilate ou les redresseurs de torts après coup ! Ce que c'est que de prendre ses responsabilités !

Quand je dis à un moment qu'il est un minimum d'erreurs à ne pas recommettre, je pense tout particulièrement à la question du « leader » car on a vu, insensiblement, des camarades appelés à parler devant des auditoires de plus en plus nombreux se prendre au propre jeu de leur éloquence... Ils étaient de ceux qui pensaient que parler à quelques camarades, c'est bien gentil, mais que par « efficacité » on doit plutôt s'adresser à beaucoup plus de gens et, bien sûr, ils en arrivèrent à fort bien s'accoutumer d'avoir une assemblée fidèle (ou de fidèles) autour d'eux, plutôt que de s'inquiéter de savoir si ceux qui les écoutaient prenaient conscience et ne devenaient pas, plus simplement, de bons robots, dotés d'une formation anarchiste minimum, juste bons à coller des affiches ou vendre des journaux pendant que les « maîtres » discouraient...

Portraits imaginaires

Si le leader peut avoir différents « styles » une chose lui reste immuable : l'instinct de propriété. Et n'est-il pas attendrissant d'entendre avec quelle paternelle fierté ilparle de « son » groupe ! Pour un peu, il dirait « mes militants » mais tout de même, il n'ose pas. Un détail : on peut être assuré qu'il saura se mettre en valeur à la moindre occasion, exalter les actes héroïques d'un fulgurant passé... dont il est le seul témoin. Quand il aura conscience d'avoir été un peu trop loin dans l'immodestie (dame ! on est conscient !) il se débrouillera toujours pour trouver un bon « copain » expert dans le maniement de la brosse à reluire, qui saura faire briller ses mérites du plus vif éclat. Le leader sait soigner sa publicité.

Les « styles » du leader sont par contre fort différents et peuvent aller de la majestueuse gravité de M. Homais-Anar à la frénésie de l'agitateur, en passant par le rat de congrès, habitué aux subtiles et discrètes manœuvres. Mais quels que soient son allure et son genre, le leader déteste une chose : passer pour un « primaire », tout, mais surtout pas ça ! S'il a bien potassé, fiché et bouquiné dans sa vie il a donc un acquis et cela peut être excellent pour nous tous. L'embêtant, c'est que ses

connaissances lui ressortent de partout, semblables aux eaux tumultueuses d'un barrage rompu, et les citations latines dont il émaille négligemment quoique copieusement ses lettres ou articles arrivent à accabler les meilleures volontés. Un cas amusant : celui de l'agitateur (ouvrier en ses débuts et n'ayant pu de ce fait pousuivre de longues études) vachement jaloux du « savoir » du leader d'en face, autodidacte soudain grisé par les bouquins qu'il a digérés « au forcing » et qui ne rêve plus que d'une chose, jouer à l'érudit ; on le verra juger de tout et de rien, patauger dans la littérature, anéantir tel philosophe d'un trait de plume, « causer » cinéma ou sculpture. Le leader aime passer pour un monsieur instruit et veut qu'on le sache.

Questions plus délicates

Mais laissons là ce qui ne peut être que ridicule pour en revenir aux aspects plus sérieux de la difficulté d'être anarchiste. Le premier de ces articles partait du fait qu'au-delà de tout souci organisationnel, il est bien plus difficile d'être d'abord un anarchiste dans la vie de chaque jour et il insistait sur l'éthique, attitude morale sans laquelle toutes les belles paroles ne sont que du vent. Nous finirons par où nous avons commencé, car l'éthique est dans tout : il ne suffit pas de connaître ses « classiques » parfaitement et d'oublier de mettre en application la plus simple règle, à l'occasion du plus simple fait. Que dire par exemple d'un anarchiste qui écrirait un ouvrage sur l'Autorité en étant lui-même autoritaire ? Ses écrits seraient peut-être fort instructifs mais les lecteurs qui le connaîtraient intimement ne pourraient s'empêcher de le considérer comme un farceur. De même que dire d'un anarchiste qui serait patron et exploiterait, même « fraternellement » un camarade travaillant chez lui ? Et à propos de fraternité, comment ne pas s'étonner de voir encore des anarchistes franc-maçons, côtoyant dans les loges des exploiteurs et autres représentants de l'Ordre établi : ces camarades sont-ils d'abord « frères » avant d'être libertaires ou inversement ? Mais nous avions déjà étudié ce problème et je ne cite que cet exemple en passant...[souligné par FM]

Un autre aspect, à première vue singulier, de l'éthique libertaire, peut être soulevé ici (encore demanderait-il une étude spéciale, vu la complexité du sujet) : un anarchiste peut-il être ami avec un fasciste ? Je vois le lecteur sursauter ; qu'est ce que cette question, où va-t-il chercher ça ? Eh oui ! Si en Espagne nos camarades ont amplement montré qu'entre le fascisme et nous, c'était une lutte à mort, on a par ailleurs laissé planer une équivoque, qu'il faudra bien crever un jour à fond.

Je ne suis pas le seul, en effet, à m'indigner du rapprochement monstrueux que font parfois certains journaux, certaines revues, certaines émissions de radio, entre anarchistes et fascistes (et je ne parle pas des staliniens, bien sûr !) sans que cela soulevât de bien grosses protestations chez les camarades en cause. Ben quoi ? Untel est fasciste mais c'est un gars « tellement intelligent » et si « à part » ! Il n'empêche qu'entendre M. Loiselet recevoir dans son émission « si anarchisante » du lundi un Pierre Dominique et lui demander avec cordialité, la même employée pour certains interrogés anarchistes ou issants, on a l'air de mettre les deux « extrémistes » dans le même sac !) ce « qu'il avait fait de sa vie » me semble un peu dur à digérer ! Je sais que M. Dominique est un « type », comme l'était Paraz et d'autres, mais tout ce joli monde écrit ou écrivait dans un torchon fasciste : Rivarol. Je sais que mon indignation me vaudra, de la part de certains, de gentilles accusations de « sectarisme borné » mais je me demande, dans ma candeur, comment un anarchiste peut seulement fréquenter des gens qui pratiquent le racisme (prenons un seul exemple, en laissant tomber le culte du chef, la force, etc ...) et en font une doctrine ? Mais il est vrai qu'il y a bien des anarchistes eux-mêmes qui sont racistes, j'en ai connu, alors ?

Je soutiens simplement que tous ces révoltés-là ont peut-être un petit fond de fascisme qui s'ignore et qu'il ne faudrait sans doute pas grand chose pour que la maladie ne les gagne un jour (mais je ne veux pas empiéter sur l'article que mon camarade consacre à ce sujet dans le présent numéro [Préjugés racistes -en milieux ouvriers- de Schumack]).

Et puisque nous parlons de nos ennemis (les fascistes) il ne faut pas oublier que l'éthique anarchiste peut être aussi gravement endommagée si, par souci d'efficience, nous en arrivions à copier certaines méthodes. Il y a par exemple incompatibilité complète entre la plupart des méthodes du parti communiste, car ses méthodes sont fonction d'une doctrine, et les nôtres. Et on aurait tort d'arguer de la réussite de la Russie dite soviétique, comme exemple. Rappelons ce que simplement les méthodes néo-léninistes avaient fait de la défunte FCL ! J'insiste sur cette question car elle peut se rencontrer souvent au cours de la vie militante et quand on s'engage dans le fameux piège de « la fin justifie les moyens » on ne sait jamais où cela peut aller...

Partis de quelques observations sur les difficultés de notre combat, nous sommes allés un peu plus loin... Je ne pense pas qu'il y ait de conclusion spéciale à tirer car chaque chapitre fournit les siennes

propres, pour mon compte. Il reste que nous tirerons des conclusions infiniment plus vastes et précieuses si les camarades nous envoient leur opinion, favorable ou non. Répétons-le une dernière fois : l'important n'est pas que Truc ait écrit telle chose, l'important est de savoir s'il déraillait ou non et cela se sait par le fraternel soutien du lecteur. Nous le disons à chaque article, nos travaux ne sont que de points de vue, uniquement destinés à lancer d'autres discussions, d'autres articles qui, nous l'espérons, iront plus loin que nos propres recherches ...

Une chose sûre : la tâche du militant libertaire n'est pas mince ! Mais l'examen des difficultés à vaincre ne doit pas nous décourager et doit au contraire stimuler notre résolution. Je pense à un mot du camarade Lorulot (7) qui, annonçant nos cahiers dans la revue L'Idée Libre de mars, déclare que la difficulté d'être anarchiste est peut-être encore plus grande que je ne le suppose. C'est bien possible. Raison de plus pour ne pas ralentir notre effort.

Christian Lagant

Dans notre courrier [allusion faite à la note 6] :

De notre camarade H.S. de Rennes : « La difficulté d'être anarchiste » vient de beaucoup de raisons : la société dans laquelle nous vivons offre à l'individu toutes les déformations morales d'une société viciée. C'est pourquoi l'anarchiste pur au départ se gâte (plus ou moins vite).

Nous vivons dans une société dont nous renions et combattons les structures (Etat-capitalisme-armée-religion-racisme-nationalisme--morale, etc ...). Comment donc arriver à vivre dans cette société... qui n'a pas grand chose pour nous plaire !

Le résultat est que nous devenons résistants violents ou non-violents suivant les individus et les moments. Nous nous opposons à la majorité d'individus composant cette société, qui nous oppresse physiquement (État : impôts, armée : obligatoire, capitalisme : exploitation de l'homme, etc.). Elle nous combat aussi sur le plan de la morale par tous les bourrages de crâne (ex : (religion, racisme, nationalisme, morale bourgeoise, presse, R.T.F., actualités cinématographiques, etc. ...). Il nous reste quelques libertés pour combattre ces bourrages de crâne , mais peu de moyens en rapport avec nos adversaires.

L'anarchiste n'étant qu'un homme comme les autres avec ses faiblesses et ses qualités, il est donc compréhensible que certains anarchistes se gâtent en se « frottant » à la société et s'embourgeoisent dans un pays capitaliste. Cet embourgeoisement se traduit parfois par un renoncement à l'éthique, partiel et même complet. C'est le cas d'anarchistes patrons ou commerçants, exploitant apprentis, bonne ou femme de ménage. Nous trouverons aussi des anarchistes racistes, nationalistes, croyants, autoritaires, etc... Du côté de la vie privée, c'est souvent pire, car beaucoup plus caché ; là encore on trouve des anarchistes autoritaires et « bon-bourgeois-bien-de-chez-nous » qui se conduisent d'une façon indigne avec leur compagne, enfants, famille, amis et camarades.

Ceci nous prouve qu'il y a beaucoup de pièges dans notre marche vers le mieux (car le parfait, c'est beaucoup demander pour nos générations) et que personne n'est à l'abri d'une faiblesse qui fera de lui un pseudo -anarchiste mais non un anarchiste éthiquement en accord avec les principes fondamentaux de l'anarchisme.

En conclusion je pense que nous devons nous efforcer de devenir toujours meilleurs afin d'être dignes de notre idéal et de pouvoir le représenter non comme des illuminés, des fous, mais comme des individus sachant ce qu'ils veulent ; afin que les hommes de demain deviennent des hommes épanouis dans une liberté entière et absolue.

De l'attitude religieuse (8)

Tous les hommes sont-ils, au fond, religieux ? Y compris les révolutionnaires de toutes tendances sans oublier, bien entendu, les anarchistes ? On pourrait se poser la question, devant notre insistance à nous raccrocher aux mythes, aux belles images rassurantes, voire radieuses, à projeter devant nos yeux lassés (et devant de jeunes regards plus confiants, et là c'est plus grave) la vision de paradis idéologiques soutenus par une « foi » en forme de dogme. Il n'est pas question ici de revenir en détail sur les articles de Baldelli (la foi anarchiste) et Martin (la raison anarchiste) parus dans le numéro 34

de nos cahiers ; ces camarades ayant déjà bien débroussaillé la question, il suffit de se reporter à leur controverse pour en tirer le profit résultant de toute confrontation loyale. Et puis tel n'est pas mon propos. En deçà des arguments philosophiques « pour » ou « contre » la foi anarchiste, et je dis tout de suite que notre camarade Martin exprimait notre position d'extrême scepticisme envers toute foi, fût-elle anarchiste (et surtout envers celle-là), les présentes réflexions n'ont d'autre prétention que de fournir la matière d'une sorte d'éditorial car elles sont inspirées, tout bonnement, par l'actualité. Et tant pis si c'est « être à la mode », la mode révolutionnaire bien sûr et ne pas confondre que de parler « Hongrie » par exemple ou « Provos » ; on nous rendra d'ailleurs cette justice que nous n'avons pas encombré nos colonnes avec cette dernière question, à propos de laquelle on a coupé les cheveux, et les barbes, en quatre...

La base, tout accidentelle, de cet article a été fournie par les arguments entendus au cours d'une récente réunion d'I.C.O. (9) qui goupe, rappelons-le en passant, des camarades venant d'horizons divers mais unis dans une commune dénonciation des « organisations traditionnelles » de la classe ouvrière, à savoir partis et syndicats, et surtout dans une commune volonté d'information et de liaison, afin du déterminer les formes de lutte propres aux travailleurs. Je résume, certes, mais je dois dire, toujours en passant, que le contact avec certains camarades ne se réclamant pas forcément de l'anarchisme, mais qui parfois agissent de façon aussi libertaire que nous quand ce n'est plus, n'a rien de dangereux pour notre « pureté » idéologique, au contraire. Le tout est de savoir qui on fréquente. Mais passons. Toujours est-il que nous discutions du dixième anniversaire du soulèvement hongrois et un débat fort intéressant, était ouvert sur les motivations et le caractère de l' « explosion » d'octobre 1956, à Budapest. Et nous fûmes bien obligés de constater qu'en cette occasion comme en d'autres (nous verrons lesquelles plus loin) les mythes quasi religieux que les révolutionnaires de tous bords se sont forgés gardent encore leur force négative : la question est de savoir si nous aurons le courage élémentaire, ou plutôt le simple bon sens de dénoncer ces mythes. quitte à déranger le ronron de nos chères habitudes au risque de nous faire « mal voir » de beaucoup, y compris nos propres camarades. Car si, sur la question hongroise, on peut dire que se sont plutôt les marxistes, ou les ex marxistes de différents groupes, qui ont le plus « brodé », nous autres, anarchistes, n'avons rien à leur envier, sur la question espagnole par exemple chacun a sa chasse gardée, sa Terre promise, « sa » Révolution, nous découpons l'Histoire en belles tranches que nous assaisonnons avec nos propres sauces...

Sur la Hongrie : il y a 10 ans, c'était le soulèvement de Budapest. En cette fin d'année, l'actualité est faite plutôt d'anniversaires - l'Octobre hongrois, le Novembre algérien de 1954 - ce qui ne prouve pas qu'il faille les passer sous silence, non, mais la glorification pure et simple comme le dénigrement systématique peuvent être évités. Ainsi de la révolution algérienne : nous lui rendons hommage à notre manière, en étudiant l'autogestion dans ce pays et en essayant de ne pas la magnifier ; le mythe contraire consisterait à se désintéresser de cette expérience sous le prétexte que l'Algérie n'est pas anarchiste. Ainsi de l'Octobre hongrois : pour les gens du Parti (je parlais tout à l'heure des mythes des révolutionnaires, mais l'attitude religieuse se retrouve aussi, et avec quelle force, chez les communistes ; attitude n'est même plus le mot, disons plutôt esprit, milieu religieux, et à ce sujet consulter le Nouvel Observateur, n° 106, qui dans l'article « Voici comment vous êtes catholique » établit souvent, de plaisante façon, le rapport entre Église et P.C., leur parallélisme...), c'était une insurrection fomentée par les Américains aidés des fascistes de tout poil, une « contre-révolution » comme disent les journaux de Kadar, et si les excès du stalinisme servent à expliquer un certain mécontentement, il reste entendu qu'on ne saurait trouver nul révolutionnaire parmi les insurgés, mais seulement quelques travailleurs « abusés » guidés par les agents de la réaction internationale !

Ceci est le mythe communiste, oui, mais n'avons-nous pas tendance à maintenant y opposer celui d'une Révolution dure et pure, quasi sacrée ? Je dis cela en revenant sur la discussion ouverte à I.C.O. (10) sur le chauvinisme anti-russe pendant l'insurrection, un camarade hongrois le niant, un autre le soulignant ! Alors qu'il semble probable qu'il y eut réellement une certaine haine contre les Russes (n'oublions pas toutefois les fraternisations du début entre insurgés et tankistes de l'Armée dite rouge) compréhensible par les contraintes de tous ordres de l'empire stalinien envers la Hongrie. Je ne pense pas que constater un tel fait soit amoindrir la révolution hongroise, mais pourquoi le nierions-nous par principe ?

En fait je crois qu'il y eut de tout dans cette insurrection, comme dans toute insurrection, et je ne crois pas que ce soit rendre un bon service à la révolution hongroise que de l'idéaliser. Certes, je sais qu'à force d'« objectivité » on peut aussi abstraire son jugement et les faits eux-mêmes, mais nous devons tout de même pouvoir examiner des événements vieux, maintenant, de dix ans en gardant un sang-froid d'autant plus grand que le tonnerre des chars ne l'a point dérangé...

Justement, après dix ans, que savons-nous au juste de ces tragiques moments ? Eh bien ! Malgré toute la littérature consacrée à la question hongroise, on peut considérer que nous ne connaissons encore pas grand-chose. Bien sûr, les événements sont, en gros, reconstitués et il y eut tout de même quelques analyses, quelques reportages valables de par le monde, mais constatons-le aussi : chacun tire les malheureux ouvriers hongrois à soi, s'annexe leur révolte et recompose les événements avec des « si » : si une direction, un parti révolutionnaire avaient guidé les insurgés, tout aurait changé, disent par exemples les trotskystes en déclarant néanmoins que les faits ont justifié leurs thèses, comme de bien entendu. C'est par respect envers le sacrifice des insurgés de Budapest, par volonté aussi de soustraire leur héroïque sursaut aux pattes sales des Lecanuet et autres « démocrates », quand ce ne sont pas les petits fascistes du mouvement « occident » (pour tous ces salopards, le sang ouvrier est parfois si précieux...), c'est enfin par honnêteté tout simplement que nous devons nous efforcer de rendre à la révolution hongroise, quand nous en parlons, sa vraie place : celle d'un fait politico-social de portée internationale et primordial dans la lutte des opprimés, mais surtout pas celle réservée aux icônes, même illuminées par la flamme de notre « foi » révolutionnaire...

J'ai parlé d'une certaine « transfiguration » de la révolte hongroise, nous pourrions également examiner notre attitude, nos arguments envers un autre fait, moins tragiquement important certes mais dont on a aussi beaucoup parlé, la question des « provos ». A cette occasion, on peut bien dire que c'est aux anarchistes de battre leur coulpe car, quelle que soit la sympathie que l'on peut avoir pour leur mouvement, il semble que nous les ayons vus un peu vite présents dans trop de manifestations, nous leur avons donné une importance qui satisfait notre révolutionnarisme certes, mais que la réalité des faits justifiait moins. L'exemple précis en est la quasi insurrection d'Amsterdam de juin dernier où, pour faire entrer de force certains événements dans le cadre de notre théorie anarchiste (et le signataire de ces lignes tout le premier), nous avons attribué aux provos une place qu'ils n'avaient pas dans les manifestations ouvrières, suivies de violence qui furent plutôt le fait de jeunes gars appartenant à un « lumpenprolétariat » en colère. Cela veut-il dire pour autant que nous dénions toute influence, tout côté intéressant aux provos ? Pas le moins du monde. Nous espérons même revenir plus en détails sur ce sujet quand nous en aurons la place et puis il serait amusant de relever les ânneries commises par certains journaux « dans le vent » (11). Mais cessons de nous faire du cinéma et surtout de vouloir « coiffer » à tout prix ce mouvement. Ajoutons par là-dessus que nous apprécions peu les conseillers municipaux, fûssent-ils aussi sympathiques que Bernard de Vries, leader (!) « provos » ...

On pourrait certes allonger la liste des questions envers lesquelles notre attitude tend à une certaine religiosité si nous n'y prenons pas garde, mais je ne puis éviter de mentionner le sujet cher à nos cœursd'anarchistes : l'Espagne. Et il est vrai que nous sommes sensibilisés à cette question, que nous y trouvons matière à maints articles, études, discussions. Certains camarades ne font d'ailleurs pas que de la théorie et payent parfois durement leur « sensibilisation » : sans crier aux martyrs, rappelons l'arrestation récente de cinq camarades de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires. Mais si nous nous moquons du « encore l'Espagne ! » qui peut accueillir les travaux des libertaires (et nous n'avons pas fini de parler de l'Espagne, ça non), nous ne pouvons nous empêcher d'être inquiets envers cette sorte de sclérose intellectuelle qui saisit tant d'anarchistes dès qu'il s'agit d'étudier, pour en tirer profit et c'est normal, nos erreurs et déviations du passé. Pour encore trop de camarades, et pas forcément les « anciens » qui l'ont faite, la Révolution espagnole se pare d'un halo sacré qui interdit toute étude critique. Et un homme comme Vernon Richards, qui prit autrefois la peine d'écrire un livre que nous voudrions, que nous espérons publier : Leçons de la révolution espagnole (12), se voit rappeler à l'ordre en nos propres milieux sous le prétexte que son bouquin risque de « démobiliser » alors que nous devrions plutôt étudier ce que notre théorie a d'enthousiasmant ... Comme si l'enthousiasme ne se réchauffait pas précisément au contact de la réalité, de la vérité ! Et tant mieux si tout ne nous fait pas plaisir ; avons-nous jamais soutenu que l'anarchisme était toute chose, le bonheur garanti pour tous les hommes ? Si oui, nous entrons alors en religion, et le curé anarchiste nous semble aussi détestable que le curé de métier. Même s'il porte une soutane rouge et noire.

Voyons une critique qui peut être faite. J'ai parlé d'I.C.O. au début de cer article et ait aussi employé le mot « idéologie » plusieurs fois. Cela me rappelle la discussion que nous eûmes il y a quelques années au sein de ce groupe à propos de cette question, plusieurs camarades reprochant précisément aux anarchistes d'avoir choisi, eux aussi, une idéologie avec tous les dangers de dogme encourus par un tel choix. Et certes, nous le voyons, ce danger existe. Mais l'anarchisme n'est pour nous que la conjonction d'un ensemble de données philosophiques, sociales, d'un mode de vie, d'un comportement qui nous semblent sinon les meilleurs, du moins les moins mauvais. C'est pourquoi il

nous paraît inutile, dangereux et plus encore ridicule d'idéaliser l'anarchie ou, plus prosaïquement, les réalisations anarchistes quand ce ne sont pas, plus absurdement, nos organisations. Comme si l'anarchie était un but en soi, comme si le triomphe des organisations libertaires, qui ne sont que des outils, se substituait aux règles simples que nous nous sommes choisies et nous nous voyons mal criant : « Vive la Fédération Anarchiste ! » ou mieux encore « Vive Noir et Rouge ! ». On nous dira que les trotskystes, gens sérieux comme on le sait, crient bien, eux, tout un après-midi « Vive-la-quatrième-Interna-tionale ! » dans les rues de Liège (13), ce qui est une attitude de religion pure. Certes, mais nous nous défions tout autant d'administrer l'anarchisme en pilules, en piqûres ou en cours. Tout doit être étudié, discuté, soupesé et un débat, même désordonné, nous semble préférable au meilleur « professeur ». Et combien une libre assemblée de jeunes, et de moins jeunes, comme nous en vimes cet été au camping international libertaire de St-Mitre, a de valeur formatrice (y compris par les questions soulevées, parfois sans réponse, les doutes émis) par rapport aux savantes causeries d'un orateur qui risque de raser tout le monde ou pire d'endormir tout sens critique chez « l'élève » d'un quelconque cours du militant. On voit ainsi notre désaccord avec la formule du « cours de formation anarchiste »et je crois qu'il ne faut pas cacher ce désaccord.

Souvenir personnel :je me souviens avoir autrefois subi des cours de formation militante où de soi disants professeurs, choisis par eux--mêmes d'ailleurs, nous injectaient le Communisme libertaire en douze séances : après cela, on pouvait recevoir sa carte de membre du Parti, pardon, de la Fédération Communiste Libertaire. Pourquoi ce qui était critiquable et - justement - critiqué en 1953 ne le serait-il plus en 1966 ? Et le côté dogmatique de tels cours ne nous fait-il pas penser, nous y revenons, à la religion ?

Toujours dans les mythes : le syndicalisme. Nous v reviendrons un jour plus longuement car la question est complexe : disons tout de suite que nous ne promettons nulle panacée, de ce côté-là non plus. Nous pouvons toutefois affirmer qu'en ce domaine également les anarchistes ont de quoi réfléchir, car entre le sacro-saint anarcho-syndicalisme et sa centrale (sic) qui-résoudront-tout et l'illusion consistant à se laisser doucement embrigader dans les appareils réformistes en place sous le prétexte classique d'y « défendre nos idées » alors que nous devrions savoir depuis longtemps que le boulot de tout appareil est justement d'absorber tout naïf qui s'y laisse prendre, entre ces deux choix, dis-je, nous prétendons que les anarchistes peuvent et doivent trouver une autre voie, et tant mieux s'ils ne s'y retrouvent pas seuls. Nous essaierons, péniblement, de trouver laquelle, en évitant toutefois de bâtir du neuf avec des matériaux usés, archi usés : une « nouvelle » centrale syndicale par exemple. Celles qui existent suffisent déjà à notre malheur et la religion syndicaliste ne nous tente guère, même si nous possédons parfois la carte de « fidèle »...

En somme, et je ne sais pas si je me suis bien fait comprendre, nous n'avons pas la foi, nous ne croyons en rien, pas même en l'Anarchie. Nous sommes malheureux car, pour nous, toutes les questions ne sont pas résolues, et ce ne sont pas de grands mots (le mot Révolution par exemple) qui nous donneront la bienheureuse béatitude. Il y a toutefois une nuance : on peut ne pas « croire » à la Révolution mais toujours faire comme « si « », c'est-à-dire envisager la possibilité de ne pas voir la Révolution de son vivant tout en restant disponible dans le cas de son déclenchement, cela évite les désillusions. C'est aussi meilleur pour les nerfs. Dans les premiers numéros de cette revue. nous affirmions vouloir attaquer nos propres tabous, je crois que nous nous servions aussi de grands mots. Disons plus simplement, et plus modestement. que nous devons tendre à cesser cette sorte d'autocensure pratiquée par tout « révolutionnaire » dans ses écrits, nous éviterons peut-être ainsi d'écrire de nouveaux catéchismes.

C.LAGANT

---

1) Noir et Rouge, N° 17, janvier-février 1961, pp. 24-33.

2) Cela fut fait par la publication en 1968 de la brochure ronéotée de N&R "Plateforme d'Organisation", 54 p. grand format.

3) Allusion aux magouilles du groupe animé par Fontenis.

4) Revue Noir et Rouge, - N° 18 - Mars-Mai 1961, pp. 52-66 ; reproduit dans Noir et Rouge : Anthologie 1956-1970, Paris, 1982, pp. 266-271.

(5) N° 5. Numéro spécial de N & R consacré à "Franc-maçonnerie ou Anarchie ?", (épuisé).

6) reproduit après cet article.

7) Lorulot, dans son roman Chez les Loups dénonça l'exploitation des anarchistes par les camarades se prétendant illégalistes en France au début du XX siècle. Ensuite, il se maintint sur une position individualiste.

8) Editorial du N° 36 - Décembre 1966.

9) Information Correspondance Ouvrière.

10) Voir le détail de cette discussion dans le n° 54 d' I.C.O., novembre 66 (pages 6 et 7).

11) Exemple : dans le Figaro Littéraire (n° 1058-59) un certain Gilles Lapouge, en juillet dernier, interviewant des beatniks au quartier latin, à propos de l'éventuelle constitution d'un mouvement « provo » à Paris, obtenait cette réponse : « Peuh ! En France on sait jamais s'organiser », et le Lapouge de qualifier cette réponse de « tout de même succulente de la part d'un anarchiste ». On suppose qu'organisation et anarchisme sont choses contradictoires pour ce journaliste. Ou de la nécessité de s'informer avant de bavasser sur certains sujets...

12) Finalement éditer par F. Mintz chez 10/18 en 1975.

13) Manifestation internationale contre la guerre au Viet-Nam. organisée par les Jeunes Gardes socialistes belges le 15 octobre 1966.

14)

NOIR ET ROUGE

Cahiers d'études anarchistes

Anthologie 1956-1970

Spartacus, série B — n°120 - Déc 82. Jan 83.

Avant-Propos

1956 - 1970, plus de 14 années d'une revue qui débuta en tirant 50 exemplaires ronéotés pour finir à 3500 imprimés.

Une période du mouvement anarchiste et surtout une position originale en son sein, du moins en France. Un refus de l'anarchisme comme simple humanisme qui ne serait qu'un "courant de pensée" s'accommodant d'une société libérale ; une affirmation de la lutte des classes tout en rejetant les déviations bolcheviques ou marxistes-léninistes... sans pour autant que l'humanisme soit absent ni l'affirmation de la nécessité de l'organisation.

Une période également du mouvement social, décrite au fil des numéros à travers une optique anarchiste-communiste — Guerre d'Algérie décolonisation, Gaullisme, naissances de nouvelles formes de ruptures qui donneront lieu à toutes les récupérations.

Des problèmes actuels comme le "militantisme" ou l"'organisation" dans une période de creux du mouvement révolutionnaire, réduit à l'état de "Chapelles" impuissantes face aux bouleversements technologiques et politiques.

Une époque où l'existence du Goulag n'est guère reconnue, où les Pierre Daix, Garaudy, Ellenstein, sont encore au P.C. parmi les plus staliniens — Ce qu'ils s'efforcent de faire oublier ou de justifier quand ils sont coincés —.

Une époque où le mouvement libertaire garde un œil sur l'Espagne encore franquiste en rêvant que les lendemains de Franco chanteront peut-être. Ce sont également les guérillas en Amérique latine... sources de la mythologie trotskyste.

Noir et Rouge, c'est en filigrane une critique des intellectuels, en tout cas de l'intelligentsia : raison pour laquelle des revues de la même époque comme *Socialisme ou Barbarie*, *Argument*, ou l'*Internationale Situationniste*, auront un avenir plus grand chez les éditeurs ; l'*Anthologie de Noir et Rouge* a été refusée par 10/18 et par Maspéro. Les différentes préfaces qui suivent datent de l'époque où le recueil fut présenté à ces éditeurs. Rare privilège de *N et R* : aucun de ses membres n'a fait ni ne fera jamais partie de l'intelligentsia. Le style des articles n'a donc pas ce caractère universaliste comme savent le ciseler les universitaires. Il est direct et lié à l'époque. Ceux qui prendront la peine de les lire sans s'attacher aux modes sauront y trouver des éléments de réflexions (pas les mêmes pour tous ni pour chacun dans l'ensemble du livre) dans leur recherche d'un véritable socialisme à l'heure ou le PS mène une politique que la droite n'aurait jamais osée mener et où bon nombre d'ex-militants se réfugient dans l'amertume malsaine d'un quotidiennisme étriqué et parfois avide de promotion sociale.

Autre constatation qu'on nous a faite : le monde militant décrit est un monde masculin... une époque ! Le problème des femmes dans le mouvement révolutionnaire loin d'être résolu est du moins maintenant posé.

Les textes sur l'autogestion (URSS, Italie, Yougoslavie, Algérie, Mai 68) parus dans la revue n'ont pas été reproduits dans cette anthologie, car ils ont été déjà réunis dans un ouvrage "Autogestion, État, Révolution" paru à la "Tête de feuille" — sauf celui intitulé "Le mythe des conseils ouvriers chez Tito" reproduit ici.

J.P.D

Préfaces

Évolution externe et interne du groupe "NOIR et ROUGE"

Réunir tous les textes parus dans *N & R* où les problèmes du groupe et de la revue sont présentés aux lecteurs, ainsi que les textes à usages internes, occuperait trop de pages par rapport aux autres chapitres et donnerait une fausse impression de «nombrilisme».

Fausse impression car c'est le propre d'une revue anarchiste que de dialoguer avec ses lecteurs, sans masquer les difficultés que tout groupe politique connaît à un moment ou à un autre (différences entre les analyses, ruptures, etc...)

Sous l'influence de militants ayant connu des expériences anarchistes décevantes ou étant émigrés politiques, le groupe N & R s'assigne avant tout un but de présence anarcho-communiste et un refus des tabous.

Cette volonté trouva un écho certain et une organisation fut formée (Groupe Anarchiste d'Action Révolutionnaire, G.A.A.R.). A la suite d'une vision différente du mouvement français, les G.A.A.R. furent dissous et une partie rentra dans la Fédération Anarchiste, et l'autre continua la revue, restant ainsi comme au début en-dehors d'une organisation précise.

Mais avec ou sans organisation, la revue *N & R* conserva plusieurs aspects :

— Le refus du bluff et la nécessité d'étudier la réalité d'abord, puis sa correspondance avec notre analyse ensuite.
— Le refus de se borner à une propagande routinière.
—Le besoin de comprendre la position des autres secteurs révolutionnaires.

Sur le plan interne, derrière les coulisses, il y avait une pratique collective qui consistait en la rotation des tâches matérielles, la lecture et la critique de tous les articles par tous les membres du groupe (qui étaient manuels et intellectuels), bien qu'il y eût au départ des manquements. De plus il y avait des archives de périodiques. une bibliothèque commune, des dossiers de travail (comme sur le marxisme, l'organisation, l'Algérie, etc...) et des comptes-

rendus de la presse et parfois de livres. Il y eut aussi des plans de travail annuels, respectés.

En dehors de la revue, le groupe participait à des manifestations et aux activités des autres groupes anarchistes (Espagne, antimilitarisme, Gestion Directe, etc...). Chaque camarade était libre de ses contacts politiques et n'engageait pas le groupe (pas de responsabilité collective), mais il devait informer ses camarades, qui en discutaient avec lui. Il y eut ainsi des contacts d'abord individuels, puis du groupe entier, ou d'une partie, avec le F.L.N. et Jeune Résistance pendant la guerre d'Algérie, et le M.P.R., la F.I.J.L., la C.N.T. durant le franquisme.

Ces qualités avaient souvent des revers négatifs : la revue oscillait entre l'étude intemporelle et l'information actuelle, forcément déphasée vu la parution trimestrielle, en voulant s'adresser à la fois aux militants et aux sympathisants anarchistes, et aux non-anarchistes, *N & R* ne satisfaisait pas pleinement ; à force de sérieux et de documentation, le groupe ne se décida pas à traiter le syndicalisme, la sexualité, les rapports avec d'autres revues comme *Argument*, *Socialisme ou Barbarie*, *L'Internationale Situationniste*.

Du moins, *N & R* maintint un style clair, sans pour autant dire des banalités et se refusa le plus possible à l'érudition où à l'intimisme (pseudo-littéraire).

Les périodiques du mouvement anarchiste, tant en français que dans d'autres langues, trop souvent enfermés dans le copinage et la routine organisationnelle, considérèrent toujours avec méfiance cette revue autonome et critique (encore récemment M. Joyeux en 1982 dans *La Rue* n°31).

Les lecteurs, vu l'abondance du courrier, étaient sans doute assez réceptifs et attentifs, mais le groupe rédactionnel était clos, tout à la fois à cause d'une certaine clandestinité due à quelques activités pendant la guerre d'Algérie et en rapport avec la lutte anti-franquiste (la théorie n'est jamais séparée de la pratique) à cause de la croyance (justifiée en partie) en l'efficacité du groupe affinitaire qu'un élément non accepté par tous aurait pu déséquilibrer.

N & R, sans doute trop marqué par l'échec des G.A.A.R., a manqué de courage pour lancer des groupes de travail et faire circuler avant la parution les articles parmi les lecteurs intéressés.

Privé d'une base de sympathisants, sans possibilités réelles (vu la demi-douzaine de membres entre 1962 et 1967) de répondre aux appels lancés au mouvement anarchiste international (alors peu actif), le groupe N & R était condamné à tourner en rond à long terme.

Pour pallier celle difficulté, le groupe accepta la brusque arrivée des étudiants nanterrois, ce qui avec mai-juin 1968, provoqua plus de problèmes que de coopération, surtout parce que la vision et la pratique des «anciens» et des «nouveaux» différait trop.

Le travail de compilation et de présentation (et les erreurs possibles) sont d'Israël Renof. Claude, Jean-Max, Christian Lagant, Pascale et Pierrot, Théo ont été informés.

I.R. (mai 1978)

Le marxisme de *Noir & Rouge*

La revue *Noir & Rouge* a existé de 1956 à 1970, c'est à dire après un échec retentissant d'une partie de la Fédération Anarchiste française (dû à l'activisme général de l'après guerre et à une tendance manipulatrice de certains militants autour de FONTENIS), et également après un succès beaucoup plus important des idées libertaires en mai-juin 1968, auquel se rattache la revue *Noir & Rouge* dans une mesure faible mais certaine.

Il existe une légende dans le mouvement anarchiste selon laquelle le groupe et la revue *Noir & Rouge* étaient marxistes. En 1968, certains membres parisiens de la Fédération Anarchiste parlaient de nous comme d'«anarcho-marxistes».

A *N & R*, mis à part l'amitié, le mélange de manuels et d'intellectuels, de tranches d'âges différents, de nationalités et d'origine, il y avait un accord mutuel pour réprimer l'amour-propre et aboutir par la critique interne à des articles et des positions claires et libertaires. Ce besoin d'analyse objective. sans tabous, nous fit entre autres aborder le marxisme, et dialoguer avec Daniel GUÉRIN, Yvon BOURDET, Henri SIMON (respectivement écrivain et ex-léniniste, sociologue et marxologue, employé d'assurance et animateur d'«Informations Correspondances Ouvrières», I.C.O., auquel certains de nous participaient).

Pour avoir une idée de l'importance du marxisme dans nos textes, une description des 46 numéros : il y eut, bibliographiquement 2609 pages dont 2315,5 de textes, les 295,5 autres étant les sommaires, les annonces et les communiqués et pages de couvertures ou blanches.

Les anarchistes et l'actualité : 666,5 pages, 28,80%
Nationalisme: 121,5 pages. Parlementarisme - Élections : 107 pages. (dont j'ai proposé une grande partie à *Volonté Anarchiste* N° 3, 1978 qui trouva le moyen d'indiquer que *N & R* était dans la F.A. !). Franc-maçonnerie : 96 pages. Racisme : 63,5 pages. Éducation : 37,5 pages. Droit : 37,5 pages. Birth Control : 24 pages.

Sur la théorie anarchiste : 318 pages, 13,74%.
Individualisme: 120 p. Syndicalisme : 57,5 pages. Conception de classe : 37,5 pages. Difficulté d'être anarchiste : 28 pages. Programme : 22,5 pages. Organisation : 16,5 pages et deux brochures sur ce sujet en 1964 et 1968 de 16 et 54 pages.

Sur la gauche, le Parti, le P.C., le marxisme : 260 pages, 11,23%.
Gauche-Parti : 139 pages. Marxisme : 100 pages. P.C. 21 pages. Pour clarifier il faut rapporter une lettre de lecteur n°9 page 90 qualifiant un numéro spécial sur le nationalisme de «volonté d'anti-marxisme à tout prix» (1958). A propos du livre de Guérin «Jeunesse du Socialisme libertaire» n° 13, page 50, 1959 : «La synthèse que Guérin préconise et tâche en partie de justifier entre marxisme et anarchisme nous semble vouée à l'échec.». Sur l'article de Bourdet «Marxisme et anarchisme» n° 19, p.85, 1961 : «nous nous bornerons à

noter ici que même les arguments d'Y. BOURDET n'arrivent pas à nous convaincre de la position anti-étatiste de Marx.».

Informations de l'étranger : 242 pages, 10,48%.
Tiers-Monde : 106 pages (Cuba 82,5), Pays de l'Est : 79,5 pages. Espagne : 43,5 pages. Autres (Irlande, Israël) : 13,5 pages. Une brochure «Espagne 62» sur les premières grèves importantes fut sortie avec I.C.O.. (31 pages).

Politique française : 214 pages: 9 27%

Éditos et analyses : 90 pages. Algérie: 56 pages. Mai 68 : 49 pages. Mouvement anarchiste en France : 16,5 pages.

Autogestion : 183,5 pages: 7,93 %
Conseils en URSS, kibbutzim, Espagne 36-39, Yougoslavie, Algérie, et une brochure de 63 de 38 pages : «Collectivités anarchistes dans l'Espagne révolutionnaire» et en 1968 : «l'Autogestion, l'État et la Révolution», de 38 pages, et après *Noir et Rouge*, Le livre «Autogestion, État et Révolution», éd. du Cercle, 1972, épuisé (éd. préalable en Uruguay puis en Italie).

Mouvement anarchiste international: 133 pages (auxquelles il faut ajouter une partie des informations sur l'Espagne, 8-12 pages, et 8 pages sur la CNT et les élections, et 22 pages sur l'autogestion espagnole, plus la brochure de 63 et une partie de celle de 68), et une brochure «Espagne Noire et Rouge» de 32 pages de 1963.

Classiques anarchistes : 122,5 pages : 5,29%
Bakounine : 44 pages. Malatesta : 44 pages. Et une brochure de Kropotkine et une autre de Berneri sur Kropotkine, en 1963 et 1964, de 13 et 20 pages.

Courrier des lecteurs : 101 pages: 4,36%.

Informations sur le groupe et la revue : 50 pages : 2,16%.

Livres: 22 pages : 0,95%.

Le total des pourcentages fait 99,9% et il est spécialement préparé pour avantager l'interprétation «de notre marxisme». En effet, il serait simple de faire figurer la critique de Guérin dans les livres et de faire entrer celle de la gauche dans «le parlementarisme et les élections», auquel cas le marxisme-P. C. n'occuperait que 105,5 pages : 4,56% et non presque le triple. De même, la partie Espagne-Mouvement anarchiste pourrait augmenter d'une cinquantaine de pages. Ce classement très subjectif n'a pour fonction que de démontrer l'évidence : le rejet du marxisme que certains d'entre nous avaient vécu à l'Est, sans accepter le capitalisme ni les compromis ; le rejet de l'essence même du marxisme : la sclérose et le conformisme hiérarchique que par exemple la CNT en exil représentait en partie. Les conflits actuels en Espagne montrent qu'il y a encore beaucoup à faire.

Je remercie le camarade Sybomose de la Vergne — du C.P.C.A. — de m'avoir incité à traiter cet aspect.

Israël RENOF (décembre 1980)

Noir et Rouge...

Il n'est pas facile d'écrire l'histoire, encore moins l'histoire contemporaine. Le manque de recul, les jugements subjectifs, les visions incomplètes, tout cela représente le risque de faire de «l'historiette» plutôt que de l'histoire. De plus je n'ai aucun goût personnel pour faire partie de l'histoire.

Mais la revue *N & R*, et le groupe qui l'a animée pendant presque quinze ans est entré dans le domaine de l'histoire anarchiste. Ainsi, dans l'étude de Roland Biard «Histoire du mouvement anarchiste en France 1945- 75» (Ed. Galilée 1976), un chapitre est consacré à *N & R*, p. 125-129. En 1968-69, plusieurs journaux ont mentionné la revue. D'autres camarades parlent dans leurs souvenirs de notre expérience et surtout sortent des jugements.

Il faut peut-être que nous, les quelques participants parlions aussi de la revue, avant que notre témoignage disparaisse comme ont disparu ceux de P. ZORKINE, Christian LAGANT, Pierre TALLET... Je n'ai pas la prétention d'assumer à moi tout seul l'héritage de *N & R* mais je prends ma responsabilité en tant que participant de 1956 à 1968.

Pourquoi avons-nous fait en 1956 cette expérience collective de groupes autour de la revue, puis d'une revue avec un groupe autour ? Il est évident que la revue se situait résolument sur le plan anarchiste mais avec un esprit non conformiste, critique, réformiste même, Une brève explication s'impose car le mot «réformisme» ne doit pas servir de prétexte pour accuser la revue de «trahison» et «déviation marxiste», ce que certains affirment aujourd'hui.

A la «Libération», c'est à dire à la fin de la deuxième guerre mondiale, notre mouvement, comme tous les mouvements politiques et idéologiques, a retrouvé sa vie légale, interdite sous le fascisme, avec ses habitudes et ses problèmes. Précisément, ces «habitudes», c'est à dire les conférences, publications, débats... Tout cela avec le langage d'avant-guerre ou même du début du siècle. Ce langage n'avait aucune prise sur la réalité ni sur les jeunes qui venaient nombreux vers nos idées. Pourquoi ce décalage, c'est une autre question que nous ne pouvons pas aborder ici en détail. Schématisons un peu en disant que les générations d'avant-guerre étaient profondément traumatisées par l'échec du syndicalisme révolutionnaire, des révolutions russes et espagnoles, par la victoire du fascisme, la défaite du pacifisme, etc..., restaient toujours sur la défensive obsédées à expliquer ces phénomènes, et s'enfermaient entre elles. Je pense aussi que l'acceptation de la «synthèse» chère à Voline et à S. Faure a produit un amalgame des différentes conceptions libertaires et a interdit tout visage net de caractère social et révolutionnaire de l'anarchisme. Enfin, une prédominance pseudo-philosophique, humaniste vague, et franc-maçonne a enlevé le peu de vigueur qui restait au mouvement. Il fallait une autre dynamique, un esprit ouvert et critique y compris vis à vis de nous-mêmes, une acceptation de la contradiction et des débats. Il fallait analyser les luttes en cours et s'insérer le plus près possible. La tâche était encore plus difficile du fait qu'il n'y avait pas une forte personnalité du type de

Kropotkine ou Malatesta dont l'autorité morale aurait pu jouer. Au contraire, les personnalités marquantes dans le mouvement ne faisaient pas l'unanimité derrière elles et ne reconsidéraient pas les problèmes par une vision nouvelle.

Il y a eu une tentative (de FONTENIS) mais malheureusement elle a appliqué les méthodes léninistes dans l'organisation, l'éthique et la tactique pour redresser le mouvement. Sur un plan organisationnel elle a appliqué la tactique du noyautage, de la direction secrète, du dirigisme, avec le fameux groupe OPB. Sur le plan éthique, elle a accepté que tous les moyens soient bons y compris l'exclusion, la calomnie, la lutte personnelle, l'immoralité. Sur le plan pratique, elle a réduit l'anarchisme a une démagogie de parti révolutionnaire, une simplification de la lutte des classes, une acceptation de la joute électorale et du bluff, en un mot c'était l'expérience de Fontenis et de la FCL (1949-1955) qui a détruit ce qui restait du mouvement anarchiste organisé en France. Christian LAGANT a publié à l'époque dans un des premiers numéros de *N & R* une longue étude sur cette déviation léniniste-marxiste du mouvement anarchiste. Il faut signaler que le phénomène de l'OPB (c'est à dire un groupe d'autodéfense qui s'était transformé en organisme dirigeant et occulte du mouvement) a été aussi démasqué par le groupe Cronstadt dans son «Mémorandum» ce qui a permis aux éléments dispersés de la F.A. de reprendre un nouveau départ, ce qui a aussi permis notre regroupement. Car si nous étions en plein désaccord avec cette expérience léniniste, nous étions aussi en désaccord avec le phénomène conformiste prédominant parmi les vieux camarades. Nous ne voulions pas que notre mouvement ressemble à l'aiguille d'un balancier qui doit osciller entre les deux extrêmes, c'est à dire le pseudo-révolutionnaire léniniste, et la pseudo-philosophie de l'humanisme vague. L'anarchisme devait et pouvait retrouver son vrai visage à la fois révolutionnaire et humain.

C'est dans ce sens là que *N & R* s'est donné comme tâche de lutter contre les tabous y compris chez les anarchistes et en même temps de refuser de jouer le bluff des grandes organisations ; les premiers numéros de *N & R* ont été tirés à 50 exemplaires et considérés comme bulletins intérieurs. Nous espérions à l'époque que nos conceptions seraient comprises, que nos efforts seraient épaulés, et avant d'«organiser» il fallait éclairer pas mal de malentendus. Mais il s'est produit un phénomène imprévu, nous qui espérions avoir un débat ouvert, nous étions boycottés et enfermés dans notre propre ghetto. La méfiance créée par la manipulation FONTENIS est retombée aussi sur nous. Nos contacts s'enrichissaient, mais dans les milieux nouveaux, les milieux traditionnels ne mentionnaient même pas notre existence.

Nous avons continué notre travail de «débroussaillage», d'actualisation critique de nos positions sur: un anticléricalisme révolutionnaire, l'organisation, «pour la clarté», la lutte des classes, l'enseignement libertaire des révolutions hongroises, la franc-maçonnerie et le mouvement libertaire, la déclaration de principe des G.A.A.R, le nationalisme, le parlementarisme, la révolution algérienne, la gauche dans la révolution, etc... Ce sont les quelques titres de la revue *N & R* 1956-60. Toutes ces études avaient une perspective :

«*La perspective anarchiste-communiste exigeait de nous un travail collectif organisé basé sur une unité idéologique qui impliquait l'étude et la résolution collective des problèmes posés par l'adaptation doctrinaire et tactique de l'anarchisme à la conjoncture politique, économique et psychologique actuelle...*»

Actuellement, quinze ans après, certains affirment sans gêne ni scrupule que la revue *N & R* était une revue de «confusion entre l'anarchisme et le marxisme» ! Il suffit de parcourir nos propres textes, non seulement nos éditos mais tous nos articles pour se rendre compte de la mauvaise foi et de la malhonnêteté de «nos» historiens et critiques.

Fin 1959, début 1960, il y a eu dans les G.A.A.R. un débat important qui a même arrêté la parution de la revue pendant un an. Il s'agissait de répondre à la question : « si tous ensemble sommes prêts à un regroupement efficace». Pour certains d'entre nous, la réponse était oui : la nouvelle Fédération Anarchiste reconstituée après le naufrage de FONTENIS avait besoin de tous ses militants conscients et efficaces. Et pour beaucoup de camarades de la F. A. nous étions de tels militants. Après discussions et accords, nous pouvions entrer dans la F.A. en tant qu'anarchistes-communistes et continuer notre travail avec une audience beaucoup plus large. La revue devait être sabordée. Une minorité pensait que pendant une brève période intermédiaire la revue devait continuer en attendant le résultat des camarades rentrés à la F. A., car cette minorité n'était pas convaincue que le travail des tendances était possible dans la F.A. avant un débat plus théorique sur la «synthèse». Le dernier débat, cette fois-ci entre nous, a eu lieu à l'automne 1960 à Vézelay. L'accord n'était pas possible et nous avons laissé l'expérience démontrer la raison des uns et des autres. La majorité des ex-G.A.A.R rentrait dans la F.A. en tant que U.G.A.C. (Union des Groupes Anarchistes Communistes). Une minorité continuait la revue, les G.A.A.R. étaient supprimés. Ainsi s'est terminée la première période de *N & R*.

La deuxième période (1961-68) de la revue a été assumée par une autre équipe, quelques-uns des anciens et des nouveaux venus. Nos rapports avec l'U.G.A.C. n'étaient pas mauvais car nous avons réalisé ensemble la brochure «Espagne rouge et noire». Dans cette deuxième période qui englobe 24 numéros (17 à 41) nous avons continué le travail entrepris : les problèmes de la guerre d'Algérie et ensuite de l'Autogestion en Algérie, les problèmes des expériences de gestion collective non étatique (Kibboutz en Israël, collectivités en Espagne, autogestion en Yougoslavie, conseils ouvriers en Italie et après la révolution russe...), le rôle des classes sociales, de nouveau la franc-maçonnerie, etc... Il faut dire que nous avions beaucoup de difficultés parce que notre équipe était très réduite et nous sommes conscients de ne pas avoir pu aller très loin dans nos analyses. Néanmoins la revue était bien accueillie, de quelques centaines de numéros tirés, nous sommes arrivés à 3000. Le travail avec la revue n'excluait évidemment pas les activités de chacun de nous individuellement et de nous tous collectivement d'après nos possibilités et notre milieu.

Fin 1967, début 1968, beaucoup de jeunes sont venus nous rejoindre, nos réunions étaient devenues très ouvertes et très larges, la discussion s'était ouverte sur une nouvelle restructuration, au delà des «chapelles». Les événements de Mai ont vu la plupart des camarades très engagés, mais une fois la vague révolutionnaire passée, le problème de la revue s'est de nouveau posé. Comme en 1960-61, on opposait toujours «l'activité» et «la pensée», comme si ces deux phénomènes n'étaient pas complémentaires. En automne 68, l'esprit antidogmatique avait poussé la critique à un tel extrême qu'on considérait comme dogmatique... toute conception idéologique même critique

et non conformiste. C'était l'époque du pragmatisme absolu, de l'exaltation de l'activisme spontané de la base. Tout devait se résoudre dans la rue. Je schématise un peu mais quand j'ai proposé qu'on reprenne le travail de *N & R* (en automne 68 dans une réunion à Paris), je me suis encore retrouvé en minorité. Quelques mois plus tard, la nécessité de continuer la revue est réapparue et les camarades ont publié encore 5 numéros, mais je ne peux pas parler de cette expérience car je n'en faisais pas partie. Dans leur dernier numéro, ils ont eux-mêmes donné les conclusions de leur expérience.

Voilà brièvement l'historique et les lignes générales de la revue *N & R*. Je n'aborde pas ici deux problèmes théoriques qui sont toujours en discussion, le premier concerne notre analyse du mouvement anarchiste à l'époque et du mouvement anarchiste actuel, le deuxième concerne les rapports entre le marxisme et l'anarchisme. Ce sont des questions très importantes mais qui ne peuvent pas être traitées en quelques lignes.

YVO (2/2/81)

L'histoire, c’est ce qui reste quand l'essentiel est oublié...

«Plus je lis notre presse» écrivait BERNERI «et plus je crois rêver». Et c'est vrai que lorsqu'un lycéen lisait, en 1959, *le Monde Libertaire*, il y trouvait parfois de drôles de choses. La sagesse prud'hommesque des articles de Charles-Auguste Bontemps (citant parfois un ami général de gendarmerie), ou l'autorité postillonnante et creuse de Maurice Joyeux («L'anarchie est inaliénable») me ferait aujourd'hui rigoler, sans plus. Comme pape, Paul VI est plus convaincant. Mais à l'époque, le décalage entre le peu d'histoire anarchiste que j'avais trouvé dans des bouquins et ce que j'avais sous les yeux était dur à admettre. Il y avait eu la Hongrie, il y avait l'Algérie. Ce n'était sans doute pas facile de savoir quoi faire, mais ces papes là ne se posaient pas vraiment la question. Conformistes et respectables, se dire, et même se proclamer anarchistes avait épuisé leurs possibilités de révolte.

Quand je suis allé à ma première réunion parisienne du groupe N & R, il y avait bien quatre ou cinq personnes. Tous quartiers confondus, et province, on devait tout juste dépasser la vingtaine je crois, auxquels il faudrait ajouter des correspondants et des amis. Là il n'y avait pas de papes, juste des copains aux caractères pas toujours faciles, qui étaient précisément en train de se séparer, les uns pour entrer à la F.A., les autres pensant faire mieux le travail critique à l'extérieur (voir le texte d'Yvo). Puisque Israël Renof a passé à la loupe statistique les articles de la revue *N & R*, et qu'Yvo en a brièvement retracé l’histoire, je vais dire quelques mots à ma manière, du groupe.

Il paraît que c'était un groupe «marxiste» ou «marxisant». Allons bon ! Et moi qui en dix ans ne m'en étais pas aperçu... Il est vrai que ces camarades de N & R étaient de curieux marxistes. CISCO, quand il entendait parler des «marchistes», se mettait sérieusement en pétard ; apparemment, la militarisation des milices en Espagne lui avait laissé un mauvais souvenir. T. et P. pouvaient se rappeler pas mal d'autres choses sur les marxistes majoritaires de l'Est, les chiens qui courent après les passeurs de frontière par exemple, ou les prisons yougoslaves. C.L., qui aimait tant ceux avec qui il travaillait, avait été rejeté de son ancienne organisation pour avoir dénoncé et refusé la ligne «marxiste-léniniste» du marxiavel FONTENIS (voir papier d'Yvo).

Voilà pour la première génération. Quant à moi et aux rares copains entrés au groupe vers cette époque, si nous étions marxistes, c'était probablement sans le savoir («C'est les plus dangereux, M'ame Michu — Vous avez bien raison, M'sieur Maurice»). En ce qui me concernait, le spectacle de la Ligue, pure et dure, qui militait dans les lycées, pour la paix en Algérie, à grand renfort de militarisme révolutionnaire, ou celui de la déjà (et toujours) ineffable O.C.I., qui grenouillait fiévreusement dans l'U.N.E.F., tout ça ne me disposait guère en faveur du marxisme-léninisme. Ne parlons pas du P.C. ; j'avais eu tout le temps dans ma prime jeunesse d'apprécier son travail : entendre des gens honnêtes et bons dire que le socialisme hongrois avait besoin de chars russes, ou bien dénoncer le militarisme des Boches. Ne parlons pas des drapeaux tricolores, et des paniques devant l'Internationale, surtout le couplet «ils verront bientôt que nos balles, sont pour nos propres généraux». Triste. Restait la lecture de Marx. J'ai encore beaucoup de difficulté à lire ce genre de trucs, et à l'époque c'était pire encore. J'avais tout de même fait un petit effort, parce que, quand on sortait de sa réunion de groupe en ce temps là (raconte pépé), on trouvait pas beaucoup d'anarchistes ou même d'anarchisants dans «les luttes». Et comment diable dire qu'on est contre un gars qu'on n'a jamais lu ?

Un peu plus tard j'employais mes belles années d'études, entre autres dans l'éphémère Front Universitaire Antifasciste, où je me suis fait quelques copains. J'en ai même conservé un aujourd'hui, (il est au PSU, ça doit être un marxiste, comme Bouchardeau). Preuve que je n'ai pas complètement perdu mon temps à cette époque. Sans compter l'efficacité du FUA dans la juste lutte pour la libération des peuples algériens et français, et pour écraser définitivement la peste brune. Si vous continuez à ricaner, j'arrête. Et puis, sait-on jamais, on aurait pu faire pire. Les petits chefs marxistes du F.U.A. ne ménageaient pas leur mépris et leurs petites saloperies à l'égard des quelques «anars» ou qualifiés tels (malgré tout bien utiles). Ah les discours jésuites de CYRAN, ou les fantasmes militaires de KRAVETZ ; tous ces «petits LÉNINE», ces «petits TROTSKY», ces «petits marxistes», comme il y a des petits bourgeois, étaient évidemment plus ridicules que dangereux, ils n'étaient guère impressionnants, d'où un sentiment de relative supériorité à leur égard: oui, les anars étudiants (dont moi) n'étaient ni bien forts ni bien malins, mais les «marxistes étudiants», avec leurs manœuvres étaient purement et simplement débiles. On se console comme on peut.

Dans leurs boulots, les copains se retrouvaient avec d'autres «marxistes» nettement moins bêtes (communistes de conseil, P.S.U., I.C.O.) avec qui ils pouvaient de fréquentables. Quand on n'est pas dans une tour d'ivoire, il faut bien vivre avec les autres. Mais alors, la contamination ?

Évidemment, si j'avais eu à supporter les tchékistes espagnols par exemple, mon point de vue aurait été un peu différent. C'est peut-être par l'échec confirmé des courants libertaires à la fin de l'entre deux guerres, et par la victoire (quelle victoire !) des méthodes léninistes (et lorsqu'on lit la correspondance de Marx-Engels, on peut dire aussi marxiste au sens précis du terme : de Marx), c'est, dis-je, par cette victoire (dans quelle phrase à la con me suis-je embarqué...) que s'explique peut-être la haine panique de pas mal d'anarchistes à la fin des années cinquante. Mais il vaut la peine de remarquer que les plus paniqués étaient souvent ceux qui n'avaient pas eu directement à souffrir de ces méthodes.

Nos papes «anarchistes» avaient pour résoudre le problème de la lutte idéologique des raisonnements en béton armé, du type : Fidel à Cuba est un dictateur marxiste et philo-russe, donc les troupes qui débarquent à la baie des Cochons pour le renverser sont des partisans de la liberté (pauvre Gaston LEVAL, qui avait jadis dit, lui aussi «Ni Franco ni Staline»). Tout ce qui n'est pas blanc est noir, et vice-versa et inversement. C'était là aussi le raisonnement de Maurice Joyeux, qui fondait sur ce roc son inébranlable certitude du «marxisme» de *N & R* : Moi M.J., anarchiste exemplaire, ex-prisonnier du fort de Montluc (pas de contrepèterie je vous prie), je suis anti-marxiste ; la revue *N & R* n'est pas d'accord avec moi, donc ce sont des marxistes ; et plus encore des confusionnistes. Normal : les rares fois où M.J. a fait l'effort de lire *N & R* (je l'ai toujours soupçonné de ne lire que ses articles, et encore), il a dû y chercher en vain les traces de ce marxisme dont il était pourtant sûr, et y trouver au contraire pas mal de positions nettement anarchistes ; une seule explication : «C'est pour semer la confusion, M'ame Michu, ces gens là trompent leur monde — Mais c'est bien sûr, M'sieur Maurice!». Et voilà comment on se retrouve étiqueté, à défaut d'être emballés. L'histoire, au fond, c'est l'art de simplifier.

Il faut dire que ce type d'analyse (!) n'impressionnait pas longtemps les jeunes qui entraient à la F.A., attirés par l'enseigne libertaire. Mais il est vrai, et le lecteur perspicace l'avait déjà deviné, que ces petits trublions n'étaient aussi que des marxistes déguisés ; si ce n'est toi, c'est donc ton frère ou bien quelqu'un des tiens. La vie militante de M.J. et de quelques autres «Chevaliers de l'Anarchie» (sic) était donc un combat, sans cesse renouvelé, contre «l'Hydre marxiste» (resic), dont toujours repoussaient les têtes dégoûtantes. Dur. Ainsi l'une des générations que M. J. avait fustigée en ces termes forma-t-elle la liaison intergroupes F.A ou extérieurs : «l'Hydre de Lerne». Et pas mal d'autres firent de même après eux. Cette lutte titanesque a, in extremis, trouvé son terme : le vieux lutteur était près de baisser les bras. Y a-t-il encore des déviations «marxistes» à la F.A. ? Vu de Lyon, je me rends mal compte ; mais il est vrai qu'à Lyon, il n'y a pratiquement plus de F. A. visible. Dans la vie il faut savoir payer le prix d'une telle victoire : «si ta main droite te scandalise, coupe-la». Pas commode sauf si on est gaucher ; et si la main gauche te scandalise après ? Tu coupes, mon pote, tu coupes.

Malgré que j'aie de grands moments de flou, je continue à penser que l'anarchisme, sous toutes ses formes, cette bonne vieille hydre, est notre avenir, parce qu'il est parfois, pour de courts moments, notre présent. Les trop faibles courants libertaires qui aujourd'hui vivent et s'organisent tant bien que mal rendent dérisoires les «jugements historiques» de ces pauvres gardiens de l'Anarchie. Toute leur vie (au moins pour ce que j'en ai connu) ils se sont crispés sur leur position de défenseurs, pire, de propriétaires de l'Anarchisme.

Mais l'Anarchisme se moque des étiquettes, c'est un étrange esprit qui souffle où il veut. Le Marxisme de Rosa Luxembourg, ou même celui de Jan Valtin vaut mieux que l'anarchisme en toc des permanents de F.O. et même que le mien. Pauvre M. J. qui s'est chargé de ce fardeau ! On peut être propriétaire d'une montre, d'un fauteuil, d'une paire de pantoufles, on peut même se les mettre dans un musée ou sous verre. Mais peut-on posséder la liberté, la révolte ou l'amour ? Ils bougent comme la vie. Ça n'empêche pas d'avoir des journaux, des librairies, des salles de réunions, des cafés, et même quand c'est possible des liaisons nationales et internationales. Si on dort dessus, ce sont des formes vides ou des enseignes menteuses. Même Aragon avait compris ça, un jour où le vin l'avait rendu clairvoyant :

Rien n'est jamais acquis à l'homme ni sa faiblesse ni sa force... Et c'est la même chose pour tout le monde, les anarchistes, les marxistes et même les jem'enfoutistes.

Pierre VIDAL (1981)

La revue et son évolution

N° 1 — Avril 1956

Ce monde qui a changé...

Nous sommes quelques anarchistes ayant fait l'expérience plus ou moins heureuse des divers groupes et fédérations et des méthodes de lutte et de travail employées généralement aussi bien dans les mouvements qui se réclament de l'Anarchie que dans d'autres formations politiques et syndicales d'orientation révolutionnaire.

Cette expérience nous a conduit à l'idée de nous réunir sur des bases entièrement nouvelles pour combattre ce qui est devenu un conformisme des mouvements de gauche, de nous adapter aussi bien nous-mêmes à la lutte ici et maintenant, que d'y adapter nos conceptions générales de l'action et de l'organisation qui, depuis un demi-siècle ont été si souvent trahies mais jamais révisées.

Cette préoccupation a abouti à la création des Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire.

Nous ne présentons pas de manifeste ronflant car nous ne croyons pas aux bibles révélées et immuables. Nous croyons plus réaliste, plus constructif et aussi... plus anarchiste de mettre perpétuellement au point un bulletin idéologique dans lequel et par lequel se dégageront notre doctrine, nos positions, notre attitude dans la lutte historique présente. Ce bulletin sera une arme, un outil pour le militant et une image de l'Anarchisme d'aujourd'hui pour tous ceux qui de l'extérieur ont des préoccupations proches des nôtres.

Voilà pourquoi, une fois de plus, nous avons levé le drapeau noir emblème de notre fidélité aux luttes passées et de notre volonté de la mener jusqu'au bout à travers ce monde qui a changé.

N° 3 — 1956

Faire le point...

Ainsi pour la troisième fois nous reprenons contact avec nos lecteurs, camarades et amis, au moyen d'un article que d'aucuns appelleront édito, prologue ou avant-propos, la dénomination important peu par ailleurs. Ce qui importe à nos yeux, c'est de faire le point à chaque fois que cela sera possible, d'expliquer où nous en sommes, ce que nous pensons et aussi ce que les

autres pensent de nous, c'est à dire d'un effort bien modeste en vérité mais ayant sa place parmi les milliers d'autres obscurément déployés par l'homme dans sa marche tenace vers une difficile libération. En un mot, ne pas perdre le contact cité plus haut, afin d'éviter ce dessèchement idéologique propre à toutes les «élites» salvatrices du peuple, à condition que celui-ci avale sans broncher toutes les mannes (ou toutes les couleuvres) dont quelques êtres prédestinés veulent bien lui faire l'aumône, à temps perdu.

Dans le deuxième numéro de *N. et R.* nous remercions les camarades avec lesquels nous avions pu nous entretenir oralement des positions exprimées dans ces cahiers. Nous avons, cette fois, reçu des lettres, renforçant ainsi le lien déjà noué, ou renoué, avec les premiers lecteurs. Fait réconfortant, toutes ces lettres, quelles que soient les critiques formulées sur la forme ou le fond, nous encouragent, par contre, très fraternellement dans la poursuite du travail ébauché. Soyez tranquilles, chers camarades, nous continuerons, et merci pour une solidarité dont nous sentons le prix.

Cela dit, il nous faut revenir un peu sur la raison d'être des G.A.A.R et aussi sur le fameux «Oui, mais qu'est-ce que vous faites ?» classique en de telles occasions. A toutes et à tous nous répondrons toujours avec le maximum de netteté, car si nous voulons faire du bon travail, cette netteté sera nécessaire.

Ainsi, n'étonnerons-nous pas les camarades, lecteurs de *N. et R.*, libertaires ou pas, en leur déclarant que, plusieurs d'entre nous se posèrent sérieusement le problème de l'actualité de l'anarchisme, après une longue et décevante expérience au sein d'un mouvement issu de l'idée libertaire, qu'une déviation marxiste devait amener à accepter, entre autres, la participation à la foire électorale. D'autre part, la reconstitution d'une nouvelle fédération, sur les mêmes bases, hélas !, que celles de 1945, n'apportait, pour nous, aucune réponse satisfaisante aux questions posées par la dégénérescence de l'ancienne F.A. L'anarchisme, ou plutôt la représentation concrète de son outil sous forme de mouvement dit organisé, serait-il toujours semblable à une feuille de température, où les accès de fièvre altèrent avec de brusques dépressions ? Pour avoir voulu quelque peu organiser notre forme de pensée, de combat, devions-nous nécessairement sombrer dans un communisme de moins en moins libertaire ? Inversement, afin précisément d'éviter ladite déviation, devions-nous nous résigner à reconstituer perpétuellement la grande famille (sic) où toutes les tendances de l'anarchisme se côtoient un court moment avant de recommencer à s'entre-dévorer, comme cela se fait justement dans toutes les bonnes familles ? Et puis sur le plan historique, et par conséquent beaucoup plus vaste, l'écrasement de nos camarades pendant la Révolution russe, la Commune hongroise, pendant la Guerre d'Espagne, tous ces «pourquoi» toujours mal ou pas expliqués semblaient donner raison à une certaine désespérance en un meilleur devenir de notre idéal.

Certains d'entre nous continuèrent leur travail au sein de groupes organisés alors que d'autres restaient seuls pendant plusieurs mois, mais **tous**, après le découragement passager éprouvé, ont senti l'absolue nécessité **de repenser à tout cela, de voir pourquoi nous** avions fait ceci et pourquoi nous nous étions trompés en cela, et **tous**, en avons conclu que la **doctrine**, et aussi **l'éthique**anarchiste restaient finalement valables, **qu'il n'y avait finalement rien d'autre** sur le plan politique, et plus simplement humain, pour remplacer une analyse dont les aspects parfois chaotiques n'empêchent pas par ailleurs une continuité dialectique singulièrement étonnante pour les

militants marxistes auxquels l'Histoire a aussi asséné de rudes coups en balayant parfois leurs rigides schémas de façon définitive.

La perspective anarchiste-communiste exigeant de nous un travail collectif **organisé** basé sur une unité idéologique qui implique l'étude de la résolution collective des problèmes posés par l'adaptation doctrinaire et tactique de l'anarchisme à la conjoncture politique, économique et psychologique actuelle — il était nécessaire de sortir de l'isolement de se regrouper sur certaines bases bien précises, et sur certains principes généraux mais essentiels pour nous, à savoir : indépendance totale à l'égard des différents partis politiques (et par là même des systèmes antagonistes se partageant le monde), anti-racisme absolu (et il faudra bien que nous revenions un jour sur cette très grave question, toujours d'une telle actualité) et quelles qu'en soient les formes, de sociétés secrètes dont en premier lieu, bien sûr, la Franc-Maçonnerie (ces deux questions sont d'ailleurs examinées dans ce numéro par un de nos camarades et seront développées par la suite) et, découlant directement de ce dernier point, nous restons évidemment et plus que jamais fidèles à la lutte des classes. Dire que le parlementarisme et les élections n'ont pas notre faveur semble quelque peu superflu, surtout après les brillantes expériences dont les travailleurs viennent de faire les frais.

Nous pensons, et disons que le fait, pour des libertaires, de vouloir singer les partis politiques, fut une erreur profonde, et nous essaierons de dire pourquoi dans les prochains numéros de ces cahiers. Cela sera difficile et souvent ingrat certes, mais là est précisément notre travail: déduire, à partir de faits, analyser des actes, juger sur le plan des idées et jamais sur de misérables histoires de personnes. A ce propos, nous affirmons qu'il est absolument nécessaire pour des militants honnêtes de garder une élémentaire courtoisie dans la critique des actes des autres, car s'ils agissent différemment de nous, ça n'est pas par une quelconque méchanceté congénitale, mais bien pour des raisons précises et différentes des nôtres, voilà tout !

Nous pensons, et disons, que l'action n'est pas forcément l'activisme. Pendant des années, nous avons collé, vendu, manifesté (nous «faisions», du verbe «qu'est-ce que vous faites ?») parfois sans trop de discernement. Nous ne regrettons rien d'ailleurs et nous continuons à croire que ces multiples activités militantes sont normales et nécessaires à certains moments, mais qu'elles ne sont pas tout.

Nous pensons et disons qu'il est également faux de vouloir à tout prix regrouper toutes les tendances de l'Anarchisme et que la deuxième erreur, la plus flagrante, est de vouloir le faire sous le couvert d'un grand mouvement, avec son journal, ses différents secrétariats, tout un édifice brillant, certes (réconfortant pour le camarade désorienté et qui aspire à retrouver le giron protecteur de la Mère-Organisation) mais dont la belle façade cache mal le vide des locaux, vide imputable au côté prématuré de cette reconstitution, sans bases idéologiques suffisamment réétudiées. Rappelons-nous seulement qu'il est toujours beaucoup plus facile de créer un mouvement contre quelque chose (en l'occurrence, la déviation politicienne de la F.C.L) que de construire, que d'œuvrer pour quelque chose.

Nous pensons et disons enfin, et ceci pour tous les libertaires y compris nous-mêmes bien entendu, qu'il est temps pour les anarchistes de se débarrasser du paternalisme bienveillant, ou,

parfois, de l'autoritarisme quasi-despotique des "leaders" en tous genres. Que l'on ne se méprenne pas, nous ne réclamons pas de têtes, mais surtout la fin d'un état d'esprit encore bien trop répandu en nos milieux. Certes, nous reconnaîtrons toujours l'expérience, la valeur de certains camarades, et il faut savoir reconnaître cela. Nous n'avons jamais hésité et nous n'hésiterons pas à leur demander quand nécessaire, un avis, une conférence, une aide, mais ceci n'est pas faire du «leaderisme» alors qu'une dangereuse docilité en face de camarades mieux armés par la plume ou la parole nous a montré le danger d'un tel comportement. Il est vrai qu'aux G.A.A.R. nous ne sommes qu'une poignée de camarades, jeunes pour la plupart, non-guidés par les lumineuses idées d'un penseur de choc et nous ferons tout pour que cet état de chose demeure, sinon, nous déclarons tout net que notre regroupement aurait été un nouvel et inutile effort. Bien sûr notre «manque d'expérience» (comme on dit) gagnerait à être épaulé par un ou plusieurs solides doctrinaires, penseront certains. Notre jugement s'en trouverait amélioré. Est-ce bien sûr ? Et la pensée collective, le travail fraternel de recherche en commun ne sont-ils pas souvent préférables aux plus savantes cogitations d'un seul homme ? Nous posons la question.

On pourra penser que nous sommes bien sévères et que nous jouons les juges intransigeants, peut-être. Mais il nous semble urgent de parler ce langage-là et de dire avec rudesse parfois, mais sans acrimonie, ce qui nous semble critiquable dans ce que nous avons vécu et dans ce qui se voit aujourd'hui. Nous ne sommes d'ailleurs pas les derniers à solliciter les critiques, nous en avons déjà reçu et celles-ci nous aideront efficacement dans notre travail.

Ainsi, pour toutes les raisons exposées plus haut les G.A.A.R. ont regroupé un certain nombre de camarades. Nous ne chercherons pas à «faire» du recrutement de masse, essayant de garder un certain sens du ridicule et des réalités. L'important, nous semble-t-il, est de préparer les bases d'un anarchisme rénové (ça sera long, mais peut-on faire du «digest» ?), de débroussailler nos propres idées, de faire cheminer patiemment nos idées parmi les camarades encore inconnus mais nombreux, qui nous le savons, sont proches de nous. Le jour où eux, nous, tous ensemble, seront prêts à un efficace regroupement, alors à ce moment-là seulement l'Anarchisme pourra faire de belles et grandes choses.

Christian

N° 6 — 1957

Un an...

Il y a un an paraissait le n° 1 de nos cahiers. Nous ne profiterons pas de l'occasion pour exprimer les auto-congratulations d'usage en pareil cas, car à la

vérité l'état actuel de l'anarchisme en ce pays ne devrait pousser les militants libertaires (quelle que soit leur tendance) à aucun optimisme spécial. Non, cet «anniversaire» sera plutôt l'occasion pour nous d'établir un premier bilan dont la modestie même, on s'en doute, nous donne des raisons précises de lutter avec encore plus de ténacité et surtout de patience car il s'annonce de longue haleine, le combat à venir...

Un an. Le sixième numéro de *NOIR et ROUGE*. L'encouragement des lettres de nouveaux camarades, la possibilité d'augmenter notre tirage à chaque parution, l'espoir réel d'améliorer notre présentation dès que possible, voilà pour nos cahiers.
Des militants qui se recrutent un à un, avec une, exigence dont on nous critiquera peut-être mais dont l'amère expérience au sein d'un ex-mouvement d'origine libertaire nous a rendus résolument partisans, des positions politiques qui s'élaborent, d'autres qui se précisent, tout cela avec difficulté parfois (mais n'est-ce pas normal ?) un lien solidement établi avec les camarades d'une organisation «à l'étranger» dont nous reparlerons, les débuts d'une propagande extérieure, notre deuxième congrès maintenant, voilà pour les G.A.A.R.

Ces quelques précisions apportées quant à nous, il n'est pas inutile d'en venir à un plan beaucoup plus vaste, celui du monde où nous venons précisément de vivre pendant cette année. En effet, et comme par hasard, on peut dire que notre naissance a bénéficié, ce qui est façon de parler, de circonstances exceptionnelles, particulièrement inquiétantes pour la paix du monde. Un rapide retour en arrière nous rappelle qu'effectivement, au début de l'automne dernier, les contradictions du monde capitaliste poussaient le très socialiste Guy MOLLET à s'allier avec le très conservateur EDEN pour une extravagante croisade au cours de laquelle plusieurs milliers de travailleurs égyptiens ensevelis sous les ruines des quartiers pauvres de Port-Saïd (après le passage libérateur des escadrilles démocratiques) payèrent de leur vie l'infortune d'être nés près d'un certain canal.

Dans le même temps les contradictions du monde stalinien, car ce régime engendre lui aussi ses propres contradictions d'une nature certes différente de celles du capitalisme classique mais non moins réelles, poussaient la Russie dite Soviétique à écraser impitoyablement les soviets hongrois au nom de la lutte contre-révolutionnaire ! Quant au prolétariat mondial, en pleine «solidarité agissante», il empilait les boîtes de conserves en prévision du conflit éventuel alors que les fascismes et la racaille réactionnaire des différents pays profitaient de l'occasion inespérée pour se déchaîner de la manière que l'on sait.

Pour en revenir plus particulièrement à l'amère patrie, cette même année voyait la social-démocratie, **fidèle en cela à sa ligne de trahison permanente des intérêts de la classe exploitée**, s'enfoncer dans l'abjecte campagne d'Algérie en rappelant par centaines de milliers les «disponibles». Nous n'épiloguerons pas sur les suites de cette «politique», tout le monde voit aujourd'hui où Mollet-Lacoste-Pineau et leur Parti Socialiste en sont arrivés. Et il n'est pas impossible que de «pacification» en tortures, le socialisme S.F.I.O. ne nous amène tout bonnement le fascisme.
Certes, nous ne sommes pas devins et tel n'est pas notre propos, mais cela s'est déjà vu et après tout, dans «national-socialisme» il y a «socialisme» rappelons-nous

Voici donc rapidement résumé quelques-uns des plus funestes événements d'une année fertile en catastrophes. On pourra nous objecter que nous oublions, entre autres, l'affaire de Jordanie et surtout le danger radioactif. Bien sûr, mais souvenons-nous que tous ces faits font partie d'un même ensemble lequel s'appelle le conflit des deux blocs dirigeants (où ?) le monde. L'important pour nous c'est de savoir ce que feront les libertaires en fonction de cet ensemble. Or, il s'avère (et c'est pour cela qu'au début nous disions qu'il serait vain de se féliciter de l'état actuel de l'anarchisme en ce pays) qu'aux moments les plus critiques des mois écoulés, les anarchistes se retrouvèrent surpris par les événements, quasi paralysés par un manque évident de la plus élémentaire coordination. Nous avons, tous autant que nous sommes, d'excellents motifs pour justifier notre carence, mais la question n'est pas là et seule demeure l'absolue nécessité de toujours mieux nous organiser, quelles que soient les tendances du mouvement anarchiste dans son ensemble.

Coordonner, organiser, s'organiser, très bien répondront certains, pourquoi restez-vous alors «en dehors», rejoignez la F.A.F., tendez à l'unification !

Nous ne répéterons jamais assez que nous préférons de beaucoup l'organisation par tendances, à un regroupement «pour le principe» où sous prétexte de **Liberté Absolue** tous les efforts s'annulent en fin de compte. D'où la création des G.A.A.R., groupés sur les bases de l'anarchisme-communiste. D'où également notre non-participation à une F.A.F. par trop hétérogène. Il est évident que cette prise de position n'implique aucune hostilité de notre part, mais s'explique par la plus simple logique. La seule chose que nous souhaitons c'est que nos camarades de la Fédération Anarchiste discutent à fond ces problèmes et nous savons que leur congrès de la Pentecôte peut se révéler très positif en ce sens. Dès à présent, les militants anarchistes doivent tendre à une meilleure coordination de leurs efforts afin de ne pas être une fois de plus pris au dépourvu en cas d'événements graves. Les G.A.A.R., au seuil de la deuxième année de leurs cahiers, pensent plus que jamais que l'anarchisme a encore son mot à dire. Cela se fera si nous le voulons tous.

Noir et Rouge

N°6 — 1957

Déclarations de principes

(GROUPES ANARCHISTES D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE)

I — La société humaine vit en ce moment une crise profonde. Deux grands blocs de puissances se disputent le monde. Aucun de ces deux blocs ne représente les véritables intérêts et le bonheur de l'Humanité.

La Russie et ses satellites sont des États totalitaires où le capitalisme privé a été renversé et remplacé par le capitalisme d'État et où une nouvelle classe exploiteuse, la techno-bureaucratie y a établi son pouvoir économique par l'intermédiaire du pouvoir dictatorial d'un parti. Leur puissant expansionnisme, leur organisation mondiale et leur propagande pseudo-ouvrière font qu'ils menacent d'une manière évidente la liberté partout dans le monde.

Bien que les États-Unis et quelques uns de leurs alliés tenants du Capitalisme privé entretiennent toujours certains aspects de la Démocratie Politique, ils sont — à travers des formes variées de prétendu «bien-être» — en train d'évoluer vers une forme totalitaire. Dans le conflit mondial, ils cherchent, par tous les moyens, la mainmise sur les marchés internationaux pour écouler leur production excédentaire. Ils soutiennent également des régimes coloniaux et semi-féodaux, contre lesquels les populations indigènes sont en révolte active.

En dernière analyse, les anarchistes révolutionnaires ne peuvent ni s'inféoder à un bloc ou à un autre, ni le soutenir. Se plaçant sur le terrain de classe, ils se déclarent solidaires des prolétaires du monde entier. Ils estiment que la seule solution pour un monde surexploité, en état de guerre permanente et menacé de la destruction atomique réside dans un nouvel ordre social, libre et sans classe, qui reste encore à réaliser.

II — Le fédéralisme et la société libertaire.

Il ne nous est pas possible d'indiquer à l'avance ce que sera la société libertaire, mais les expériences du passé peuvent nous montrer quelques-unes des grandes lignes de l'évolution sociale future. Nous savons déjà que certaines choses doivent être faites et que certaines erreurs doivent être évitées.

Le principe d'autorité qui corrompt les individus qui l'exercent et crée la source de toute oppression doit être supprimé.

L'individu a droit, à tous égards, à la plus entière liberté, pour autant que sa liberté ne nuit pas à la liberté des autres, ne la met pas en danger ou n'empiète pas sur elle.

Les classifications sociales artificielles (nationalisme, racisme, etc.) doivent être remplacées par le principe de solidarité.

Les morales traditionnelles et la «moralité» surannée et fausse des églises doivent être remplacées par une éthique humanitaire.

L'État politique doit être liquidé et remplacé par une fédération de communautés libres, de conseils ouvriers et de coopératives à l'échelle mondiale et fonctionnant d'après les principes de l'aide mutuelle et du pacte librement consenti.

Économiquement, la nouvelle société doit se fixer pour but le remplacement du gouvernement des hommes par l'administration des choses. Elle sera basée sur les besoins de la totalité des individus et non sur le profit de quelques-uns seulement d'entre eux.

Pour le bénéfice de tous les membres de la communauté humaine, la production et la distribution seront organisées d'après un plan souple. Ce plan sera élaboré par un accord mutuel des producteurs et des consommateurs directement intéressés. Il sera organisé sur la base locale, régionale et mondiale. Chaque individu aura droit au meilleur de ce que l'effort collectif

pourra lui donner ; en échange, chacun devra contribuer au bien-être général au mieux de ses capacités. Cette société sera donc : communiste, sans classe, sans gouvernement et fédéraliste. Elle rendra possible la plus grande liberté individuelle.

III — La révolution et l'État.

La société communiste libertaire ne peut être que le résultat de la Révolution Sociale, qu'elle soit violente ou non. Le caractère de la Révolution doit être, avant tout, négatif, destructif. Il ne s'agit pas d'améliorer certaines institutions du passé pour les adapter à une société nouvelle, mais de les supprimer. En même temps, la Révolution a un côté positif, c'est la prise de possession des instruments de travail et de toutes les richesses par les travailleurs. Pour nous, seule la lutte de classes opprimées et exploitées est capable d'atteindre ce but.

Les anarchistes révolutionnaires n'accepteront pas les vieux clichés politiques et sociaux. Ils chercheront de nouvelles solutions, tout en réexaminant les vieux mouvements dont ils tireront ce que le temps et l'expérience ont prouvé être valable. Ils rejetteront ce qui, dans ces mouvements est faux et ce qui est dépassé.

De nouvelles sources d'exploitations naissent en dehors de la propriété directe des moyens de production. La lutte révolutionnaire de classe n'existe que lorsqu’il y a «conscience de classe» (conscience qui doit aboutir au refus des valeurs bourgeoises). Ce qui implique un choix sur le plan éthique. C'est pourquoi la notion marxiste stalinienne définissant les classes d'une manière schématique nettement délimitée et strictement calquée sur les phénomènes économiques ne correspond qu’imparfaitement à la réalité dans le stade actuel de la société capitaliste.

L'État est, par nature, un instrument de domination et ne peut servir, de ce fait, au progrès social. On a essayé de l'utiliser en Russie, pour une période «temporaire de transition». Les résultats ont été désastreux.

L'action parlementaire et la participation directe aux élections dans le système actuel ne servent qu'à distraire l'attention et les efforts des exploités du combat de classe contre leurs exploiteurs. L'action directe est la seule arme des exploités.

Au cours de la Révolution espagnole, les véritables objectifs ont été perdus de vue, parce qu'on a accordé à l'unité une importance hors de proportion par rapport au but poursuivi. La collaboration avec les politiciens républicains et staliniens, au sein du gouvernement, a provoqué la liquidation des comités révolutionnaires et a fait perdre au peuple son moral. Elle a fait échouer la Révolution, et, avec elle, la guerre contre le fascisme.

En Russie, le triomphe des conceptions centralistes et du principe du parti unique — application des théories fondamentales des marxistes et qui doivent, selon eux, mener la Société vers l'Anarchie, par le dépérissement de l'État — a fait dégénérer une révolution populaire et l'a transformée en un super-État basé sur l'esclavage économique, moral et culturel le plus abject.

L'indépendance nationale des territoires coloniaux doit être considérée comme une condition indispensable de l'émancipation sociale, car elle crée, en soustrayant un peuple à l'appareil de répression d'un État impérialiste — tout en affaiblissant cet État — les possibilités pour ce peuple de faire sa révolution en supprimant ses propres exploiteurs.

IV — Principes organisationnels.

L'organisation spécifique anarchiste communiste se fixe pour but la prise de conscience des exploités pour qu'ils agissent dans la perspective de la Révolution qui permettra la réalisation de la future société libertaire.

Nous apporterons notre soutien, en tout temps, au combat contre les exploiteurs, pour la construction d'organisations ouvrières et communautaires indépendantes du contrôle politique et de la réglementation gouvernementale. Ces organismes sont destinés à former la base de la future société libertaire.

Sur le plan de l'action directe, l'organisation anarchiste communiste accepte l'alliance avec des militants ou groupes de militants prolétariens dans des actions communes, sur des buts immédiats ou limités, pourvu que l'enjeu de la lutte représente un progrès dans le sens de l'émancipation ouvrière. Elle se réserve, en tout cas, le droit de présenter ses propres positions.

La participation au travail de notre organisation doit être volontaire. Elle doit, cependant, comporter un sens suffisant de la responsabilité pour que les inclinations et les antipathies de chacun soient subordonnées librement et volontairement à l'intérêt d'une organisation suffisante afin d'effectuer efficacement la coordination des activités des groupes.

L'organisation spécifique anarchiste communiste est constituée par une fédération de groupes affinitaires qui se sont mis d'accord sur le principe de l'UNITÉ IDÉOLOGIQUE, en vue de présenter un front uni des anarchistes engagés dans la lutte sociale. L'UNITÉ IDÉOLOGIQUE n'est pas constituée par des principes rigides, elle pourra être révisée en fonction des adaptations nécessaires à la situation économique et sociale.

L'UNITÉ IDÉOLOGIQUE entraîne l'UNITÉ TACTIQUE. Pour nous, l'UNITÉ TACTIQUE, c'est la constatation par l'organisation tout entière de la réussite de telle ou telle méthode par tel ou tel groupe et l'engagement libre de la part des autres de l'employer à leur tour. C'est la constatation par tous les groupes de la nécessité d'employer une tactique commune sur tel ou tel problème précis reconnu par tous comme se posant à l'ensemble. Pour le reste, il est conforme au fédéralisme que chaque groupe agisse comme il l'entend.

Nous élaborerons, ainsi, les bases sur lesquelles des individus libres peuvent s'organiser pour une action efficace et cependant demeurer libres. Dans cet esprit, avec les idéaux, et en tendant vers le but exprimé dans cette déclaration, allons de l'avant, librement et solidairement, dans la fraternité.

N° 19 — 1961

Faire le point

Dès les premiers numéros de *N. & R.*, nous avons souligné notre souci de «répondre avec le maximum de netteté» aux questions qui se posent à nous.

Depuis un certain temps, de nouvelles situations qui ont entraîné différentes décisions, nous obligent à faire de nouveau le point, non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour nos lecteurs. Nous avons hésité assez longtemps, mais pendant les cinq années d'expériences de *N. & R.*, la plupart de nos lecteurs sont devenus nos amis, et il est toujours préférable de parler clairement, et si possible objectivement, plutôt que de laisser les bruits servir d'informations. Enfin, les expériences passées, positives ou négatives, doivent être utiles pour le futur.

Quand nous avons créé les G.A.A.R. et *N. & R.*, nous avions plusieurs raisons communes ; nos lecteurs les connaissent, elles se trouvent dans les éditos de nos premiers numéros. Nous les énumérerons brièvement : bulletin idéologique, une image de l'anarchisme d'aujourd'hui, fouiller au maximum la pensée anarchiste, pas d'action valable sans pensée politique sérieuse, se débarrasser du paternalisme et du leaderisme, essayer de faire une organisation anarchiste-communiste spécifique, etc...

Nos perspectives étaient : préparer les bases d'un anarchisme renouvelé, sauver les principes de l'anarchisme-communisme du naufrage de la FCL, manifester la présence de cet anarchisme. Plus loin ce serait «le jour où eux (les camarades inconnus), nous, tous ensemble, serons prêts à un efficace regroupement, alors, à ce moment-là seulement, l'Anarchie pourra faire de belles et grandes choses.» (*N. & R.* N° 3, 1956).

Aujourd'hui, précisément sur ce dernier point, le regroupement, l'unité tactique et l'organisation spécifique des G.A.A.R. ont subi un échec, et leur existence a été mise en question. L'unité idéologique n'est pas mise en cause.

Quelques camarades ont jugé que ce «regroupement efficace» était faisable, et l'ont réalisé en créant une tendance anarchiste-communiste au sein de la Fédération Anarchiste Française depuis 1961. Ces mêmes camarades ont jugé que *N. & R.* ne les satisfaisait pas, et s'en sont donc désintéressés au moins depuis Novembre 1960.

Une autre partie des camarades reste en dehors de la F.A. Ce sont eux qui ont sorti les numéros 17 et 18 de *NOIR & ROUGE*. **Ce qui importe c'est que *N. & R.* n'engage que la partie de son ancienne équipe rédactionnelle qui continue de le rédiger maintenant** ; c'est que *N. & R.* ne porte plus les initiales des G.A.A.R. ; les G.A.A.R., eux-mêmes, tels qu'ils ont été formés en 1955-56, ont cessé d'exister.

Disons aussi que, si notre attitude vis-à-vis de la F.A. a été parfois réservée (cf. N°3 de *N. & R.*) elle n'a jamais été hostile, et maintenant encore moins qu'avant.

Si nous avons refusé d'y entrer, et si nous continuons d'être en dehors d'elle, c'est que notre propre tâche, telle que nous l'avons décrite au début de cet article, avancera mieux si nous restons indépendants. Le souci d'efficacité, les poussées extérieures vers une union (très forte en ce temps de «ma grandeur» sans lendemain) agissent aussi sur nous. Mais nous les envisageons sur le plan d'une coordination plus étroite. Car nous sommes las des unions sans fondements, des déclarations «le travail théorique est fini, maintenant c'est le temps de l'action» (comme si on pouvait séparer l'action, la pensée et l'éthique).

COMMENT VOYONS-NOUS NOTRE TÂCHE ?

Sur deux plans :
— sur le plan de *N. & R.*
— sur le plan extérieur.

I — Sur le plan de *N. & R.*

Disons tout de suite que nous ne sommes pas pleinement satisfaits de notre revue : nous avons quelquefois été routiniers nous avons évité d'affronter des questions épineuses, nous avons hésité entre des études simples et claires, et d'autres plus avancées, mais plus arides, enfin, techniquement, nous fabriquons nos numéros d'une manière artisanale. Nous sommes conscients et critiques de notre travail et de nos possibilités.

Mais malgré ces insuffisances, nous continuons *NOIR & ROUGE*, car cette Revue a joué un rôle dans le Mouvement et a surtout une tâche à remplir, tâche à peine commencée et qui reste devant nous. Nous considérons qu'avec une conscience aiguë de la nécessité de faire ce travail, une patience visant au-delà des résultats immédiats, une collaboration et une participation plus élargies, un esprit ouvert et critique, nous pouvons faire quelque chose d'utile. Pour cela, nous nous sommes adressés personnellement à un certain nombre de nos lecteurs, nous nous adressons encore à tous ; nous avons demandé leur collaboration à des membres de la F.A. proches de nous ; nous avons modifié notre méthode de travail en essayant de coordonner les initiatives individuelles... Des résultats existent déjà : *N. & R.* au lieu d'être rédigé par les seuls camarades responsables donne de plus en plus de place à d'autres collaborateurs, libertaires ou sympathisants.

Nous avons encore une série de projets que nous espérons réaliser progressivement. Mais si nous nous apercevons que notre travail fait double emploi avec celui d'autres camarades (ce qui à notre connaissance n'est pas le cas en français), que notre travail devient un obstacle supplémentaire au difficile travail d'actualisation de l'Anarchisme, alors nous adapterons nos efforts en fonction de cette situation nouvelle.

II — La deuxième tâche, nos relations extérieures :

Avant tout, avec nos lecteurs : il n'existe pas tellement de revues qui, comme *N. & R.*, aient des relations suivies avec un grand nombre de leurs lecteurs. Il s'agit actuellement pour nous de faire participer d'une manière plus active nos lecteurs que nous considérons, pour la plupart, comme nos amis et nos camarades.

Ensuite, *N. & R.* en tant que cahiers d'études anarchistes-communistes, possède une certaine audience auprès de milieux assez divers, mais sympathisants à nos idées. Nous espérons augmenter ces liens, pour nous enrichir nous-mêmes, et pour permettre en même temps de briser cet espèce d'isolement de silence autour de tout ce qui concerne l'Anarchisme.

Voilà où nous en sommes actuellement et comment nous envisageons notre action commune.

Noir et Rouge

N° 38 — Juin-Juillet 1967

Contre la confusion

Bien sûr, il y a de par le monde des événements bien plus importants, des guerres, de graves conflits sociaux, des bouleversements politiques, la faim dont tout le monde parle parce qu'il faut bien parler de quelque chose, il y a tout ça, bien sûr. Et pourtant nous allons longuement, et durement, traiter d'un autre sujet, d'apparence mineure, mais qui, au-delà de notre réaction d'anarchistes, semble dépasser nos histoires «de famille» pour recouper un conflit qui touche tout le mouvement révolutionnaire : aux questions essentielles il est répondu par des faux-fuyants ou des «personnalisations» qui noient le poisson. Dans la mesure de nos forces, nous avons toujours œuvré (ou du moins nous avons tenté de le faire, avec des lacunes dont nous reparlerons) pour crier les vérités pas bonnes à dire. Nous sommes obligés de le faire particulièrement aujourd'hui, en espérant que le débat, voire les attaques qui s'ensuivront, resteront sur le terrain constructif qui seul nous intéresse. Que l'ensemble des camarades du mouvement anarchiste soit persuadé que, pour notre part, nous sommes absolument décidés à rester sur ce terrain, quoi qu'il nous en coûte.

Prémices d'une crise

Inutile de se cacher les faits : de graves événements viennent de se produire dans le mouvement libertaire et tout particulièrement au sein de la Fédération Anarchiste (F.A.), aboutissant à une scission au cours de son Congrès national, tenu les 13, 14 et 15 mai à Bordeaux. Bien que ne faisant pas partie de la F.A., en tant que militants anarchistes, ces faits nous touchent aussi directement, d'où notre intervention actuelle. Et puis notre groupe doit également tenter de situer ses propres responsabilités, n'étant pas de ceux qui sont perpétuellement satisfaits d'eux-mêmes...

Cela dit, et avant les détails qui suivront, on peut dire que la crise qui secoue le mouvement anarchiste «officiel» en France découle directement d'une tentative de prise en main de la F.A. par certains éléments réunis au sein d'un organisme (l'Association pour l'étude et la diffusion des philosophies rationalistes ou A.E.D.P.R., nous dirons l'Association...) tendant à s'ériger en bureaucratie à l'intérieur de cette même Fédération. On nous dira que le phénomène de la bureaucratisation n'est pas nouveau, même chez les libertaires, et nous avons déjà précisément examiné ici les déviations de ce type pendant la Révolution espagnole,[1] certes. Mais il est curieux, pour ne pas dire inquiétant, que nous souffrions périodiquement des mêmes maux, que

nous ne sachions tirer conséquence de ce dont nous avons déjà pâti. S'agit-il d'une faiblesse de notre théorie ou de notre démission devant certains devoirs ? Questions auxquelles il serait peut-être temps de répondre...

Quoi qu'il en soit, un autre phénomène de bureaucratisation, récent, s'était produit autour des années cinquante, au sein de la F.A. d'après-guerre, phénomène qui devait aboutir à la transformation de celle-ci en Fédération communiste libertaire (F.C.L.), elle-même se changeant rapidement en un quasi-parti néo-léniniste dont l'apothéose devait être la participation aux élections législatives de 1956[2] avec comme conséquences matérielles la disparition de la F.C.L., de son journal *Le Libertaire*, du local, etc. ; les conséquences psychologiques, politiques, étaient bien plus graves encore... Ce beau bilan était le résultat d'un travail de sape entrepris au sein de la F.C.L. par un organisme clandestin, l'O.P.B. (Organisation-Pensée-Bataille), créé par quelques personnages se sentant «désignés» pour veiller sur la pureté idéologique de l'organisation, pour la protéger des «déviations».

Certains vieux compagnons parlent, avec un air entendu, de provocation, c'est possible, et la menace du noyauteur, voire du flic, pèse sur toute organisation inconséquente, mais, outre qu'elle paraît difficilement vérifiable, et même en ce cas, cette thèse nous semble aussi une facilité, un autre moyen d'éviter les questions gênantes et n'empêche rien, ceci par exemple : tout organisme créé à l'intérieur d'un groupe ou d'une organisation pour protéger d'une déviation ne peut que se scléroser bureaucratiquement, **devenir lui-même une déviation**. A plus forte raison chez les anarchistes ! Précisons enfin que l'O.P.B., bureau politique secret, sut profiter de la volonté de changement manifestée par un certain nombre de jeunes (et même de moins jeunes) qui désiraient insérer l'anarchisme 1950 plus en son temps, et ceux d'entre nous qui participèrent à cette longue et triste aventure n'ont jamais renié leurs convictions d'alors, ni leur responsabilité. Nous avons pu nous tromper, nous avons pu exclure (c'est bien pourquoi nous ne sommes pas près de reparticiper à des tentatives d'exclusions ou à justifier celles-ci), mais nous n'avons jamais agi déloyalement, malhonnêtement, en participant, par exemple, à l'O.P.B. Cela dit, nous voudrions bien que les «glorieux aînés», les «sages» (pour employer un mot entendu au Congrès de Bordeaux, auquel nous assistions au titre d'invités) prennent eux aussi leurs responsabilités, qu'ils ne se déchargent pas noblement, et lâchement, des erreurs et faiblesses accumulées malgré leur «expérience» sur le dos des petits jeunes que nous étions alors ! Qu'ils cessent aussi de **tout** expliquer, magiquement, par ce croquemitaine que l'on brandit périodiquement : Fontenis. Car, enfin, si les responsabilités de celui-ci restent importantes et donnent même son nom à un système, qui a inconsidérément poussé le même Fontenis, créateur et pivot de l'O.P.B., vers les postes responsables ? Qui a fermé les yeux bien trop souvent par crainte de se mouiller : les gars des années 52 ou les «sages» qui présidèrent après-guerre au démarrage de la première F.A. ? Nous n'avons pas le culte du passé, mais il faut parfois que certaines choses soient dites. Nous continuerons à les dire, très clairement, en reparlant de notre responsabilité. Mais ceci sur un autre plan.

Notre responsabilité

Oui, à la lumière des événements actuels, nous nous reconnaissons une très grave lacune, mais donnons d'abord quelques explications. En 1956, nous nous

reconstituions, après la déroute de la F.C.L., pour continuer, envers et contre tout, le combat anarchiste-communiste d'abord sous la dénomination de G.A.A.R. (Groupes anarchistes d'action révolutionnaire), avec *Noir et Rouge* comme organe théorique, puis sous le seul nom de groupe Noir et Rouge, après le départ de certains de nos camarades qui entrèrent à la F.A. numéro 2, reconstituée, elle, en Noël 1953 avec son propre journal, *Le Monde Libertaire*, en dualité d'ailleurs avec la F.C.L. et *Le Libertaire*. Entre autres objectifs, nous nous étions promis d'attaquer le maximum de sujets réputés difficiles, voire tabous dans nos propres milieux et de tenter d'y donner une réponse, du moins **notre** réponse. Nous eûmes ainsi l'occasion de traiter de la fameuse (l'inévitable) question franc-maçonne qui, entre parenthèses et selon nous, peut aider à mieux comprendre les comportements et méthodes d'une certaine clique sévissant, aussi, chez les anarchistes ; les problèmes du nationalisme et du colonialisme — rappelons l'accrochage avec Leval à propos de Cuba ! — ainsi que l'étude des errements parlementaristes des camarades-leaders en Espagne, tout cela, entre autres sujets, pouvait nous faire croire que nous avions atteint certains de nos objectifs. Mais une chose manquait, que nous aurions voulu étudier, tenter d'analyser : la déviation bureaucratique de la F.C.L., ce qu'on a appelé le «fontenisme». Certes, nous avons souvent fait allusion à la crise F.C.L. dans nos éditoriaux des premières années, nous en avons même montré un aspect avec l'article sur les élections de 1956 (que nous pourrions réimprimer, en le complétant, si nos lecteurs le désirent), mais tout cela était fragmentaire et nous avions conscience qu'une explication de fond, nécessitant une assez longue étude et de nombreuses recherches, restait à faire. On pouvait hésiter : n'était-ce pas de bien vieilles histoires, déjà poussiéreuses ?

Devant **l'utilisation** du fantôme fonteniste aujourd'hui pratiquée par certains pour justifier leurs propres manœuvres, nous reconnaissons notre lacune. **Nous aurions dû** faire ce travail, quels que soient nos scrupules concernant l'objectivité ou notre répugnance à jouer les historiens. Car le phénomène bureaucratique, après l'O.P.B. et sa finalité de type léniniste, **s'est reproduit** avec la constitution de l'Association créée à l'origine, bien sûr, à titre de couverture juridique mais aussi comme assemblée de quelques personnages choisis (par eux-mêmes et par cooptation) parmi les différentes tendances (sic) de l'anarchisme afin d'éviter que la F.A. numéro 2 ne retombe sous la coupe d'une tendance. En somme, on voit cette énormité : une organisation anarchiste chapeautée par une sélection de militants hors série et ce principe étant admis au Congrès de reconstitution de 1953 !

Certes, pendant longtemps, ladite Association n'eut, semble-t-il, pas à intervenir, mais la sclérose et la quasi-pérennité des responsables à certains secrétariats aidant, il était normal, **inévitable**, que la mainmise se traduisît un jour ou l'autre, à l'occasion du plus minime prétexte.

C'est ce qui se produisit cette année après l'éviction de deux membres du Comité de lecture du *Monde Libertaire* par le secrétaire général, membre de l'Association, sous le prétexte d'engueulades et d'un «mauvais climat» de ce comité. Bien sûr, et pour nous qui ne sommes pas manichéens, des tas d'autres faits ont pu se brancher sur le phénomène bureaucratique : on a parlé de déviations «marxistes»,[3] de complot situationniste et expliqué qu'il fallait se défendre contre ces gens-là, etc.. Nous ne voulons pas fermer les yeux sur les possibles responsabilités de chacun et toutes les déviations peuvent être

étudiées puis critiquées, combattues (à moins, comme le disait René Furth au congrès, qu'on **bloque** une discussion gênante en traitant l'autre de «marxiste» ou de «situationniste» ; l'anarchisme craindrait-il de se frotter à ces «ismes»-là ?), mais pour nous la cause essentielle de la crise reste la création, le développement et le **maintien**, nonobstant les «garanties» obtenues au récent congrès de la F.A., de l'organisme bureaucratique ayant nom l'Association. **Ce maintien porte en lui-même, inéluctablement, les crises à venir**. Des camarades, restés à la F.A., ne le croient pas. Souhaitons nous tromper.

Quoi qu'il en soit, nous regrettons de ne pas avoir expliqué en détail le mécanisme du phénomène O.P.B. Certes, nous n'aurions peut-être pas changé grand chose en le faisant, du moins des camarades auraient-ils été édifiés devant le fontenisme brandi pour justement pratiquer un fontenisme cuvée 1967 ! Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. D'autre part, Maurice Joyeux, pittoresque figure des milieux anarchistes, dans un opuscule ronéoté et expédié par ses soins, avant le congrès, «aux militants anarchistes» — ou la sélection du leader (in)digeste, pardon ! — et intitulé «l'Hydre de Lerne ou la maladie infantile de l'anarchie», promet d'écrire sa version du mouvement anarchiste d'après-guerre, en dépiautant l'O.P.B. au passage. Il a raison et comme nous pensons qu'on n'est jamais trop pour accomplir pareil travail d'Hercule, nous espérons apporter notre petite contribution à l'Histoire en donnant notre point de vue sur l'expérience vécue par quelques-uns d'entre nous.

Nous le ferons à notre échelle, celle de nos cahiers, en prenant notre temps et en soupesant nos mots, documents en main et souvenirs en tête. Ainsi les militants, ceux que l'on dit «inexpérimentés», pourront-ils juger sur pièces, en écoutant si l'on ose dire deux sons de cloches, ou du moins notre petite clochette. Puissent-ils se forger leur propre opinion. Voici ce que nous voulions apporter à un dossier qui pourrait être très constructif, instructif aussi... Parlons maintenant du congrès lui-même.

Sur le congrès

Ce congrès fut, pour nous, fortement révélateur. En ce sens qu'il montra une cristallisation des différentes tendances composant l'Association (puisque celle-ci comprend, paraît-il, les trois principales tendances anarchistes : individualiste, communiste libertaire, anarchosyndicaliste) unies, tous âges mêlés — ça n'est donc pas forcément une querelle de générations comme certains l'expliquent avec complaisance — dans une même défense rigide de l'Organisation pour elle-même, avec tous les risques bureaucratiques que cela comporte, comme devait le souligner un jeune camarade au cours de son intervention à la fin du premier jour. Nous en tirons pour notre part une autre conclusion : nous ne savons pas si l'anarchisme est inaliénable,[4] mais ce que nous savons c'est que l'homme, aliéné dans son travail, ses loisirs, sa vie quotidienne, peut aussi l'être **par sa propre organisation révolutionnaire**. Cette question nous semble assez importante, assez grave, pour fournir matière à amples débats, y compris, et nous l'espérons, au sein de la Fédération anarchiste elle-même. Le même phénomène peut s'appliquer à un groupe, c'est pourquoi nous espérons bientôt esquisser une «théorie des chapelles».[5] Mais n'anticipons pas trop et revenons au congrès.

Nous disions, en début d'article, ne pas être manichéens : oui, il est impossible pour nous que tout soit noir d'un côté, blanc de l'autre, la vie comprend aussi et heureusement des gris de toutes nuances, c'est sa richesse et sa difficulté, il faut en tenir compte si l'on veut éviter le fanatisme. Aussi, si nous reprochons leur sclérose aux inconditionnels de la F.A., on peut également remarquer les erreurs de certains opposants, quelle que soit par ailleurs la valeur de plusieurs interventions et critiques de fond faites par ceux qui allaient bientôt quitter le congrès, et la F.A...
Nous pensons qu'une critique, même violente et surtout si elle est violente, doit rester sur le terrain théorique. Nous considérons qu'il faut à tout prix éviter de **personnaliser** les problèmes, même si des individus posent un problème en eux-mêmes, par la fossilisation de leur pensée ou leur «mauvais caractère» (nous reviendrons plus loin sur ce dernier point). Ce n'est pas en collant une affiche, par exemple, contre tel personnage qu'on résout les questions gênantes, surtout au cours d'un congrès et, en pratiquant ainsi, on contribue à noyer le poisson, à ridiculement passionner le débat et, en définitive, à faire le jeu de la bureaucratie. Sur ce dernier point nous nous adressons, pourquoi le cacher, aux quelques groupes particulièrement influencés par les situationnistes, qui furent **aussi** de ceux à quitter la F.A. le 14 mai. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour le faire que nous ne considérons pas, nous, qu'il soit anti-anarchiste d'étudier les positions situationnistes, pas plus que tout autre position d'ailleurs. Loin de nous par conséquent l'idée d'insulter quiconque avec une épithète, encore moins de bloquer la discussion. Nous essayons simplement d'y voir clair.

A propos des situationnistes

On remarquera que nous n'avons jamais parlé des situationnistes dans *Noir et Rouge* ; indifférence ou méfiance de notre part ? Sincèrement non, tout simplement manque de place et urgences dans nos choix, ce qui ne signifie pas désintérêt et il est possible que nous confrontions nos points de vue sans cacher nos divergences, car nous pensons qu'elles existent. Et on verra bien si le grand méchant loup nous dévore.

Cela dit, le problème situationniste a servi de détonateur au sein de la F.A. à propos d'articles polémiques[6] et autres engueulades entre certains situationnistes et certains anarchistes. Prétexte pour «activer» la crise qui couvait ? Il est en tout cas remarquable de constater l'aveu involontaire fait par certains «sages» qui se croient très futés en parlant de complot situationniste contre la F.A. : après l'U.N.E.F., ç'aurait été le tour de la F.A. Mais c'est, en ce cas, reconnaître **une parenté entre l'organisation U.N.E.F. et la F.A.**, une même dégénérescence bureaucratique, puisque les situationnistes se proposaient précisément de faire exploser les contradictions intérieures de tels organismes : il nous semble que l'on ne devrait pas craindre la critique ou les entreprises situationnistes si l'on se savait inattaquable sur les plans éthique et théorique, non ?

Terminons cet aparté en rappelant que les anarchistes ont bien collaboré avec les surréalistes, loin d'être pourtant toujours d'accord avec nous. On a même vu, dans *le Monde Libertaire*,[7] des articles sur le lettrisme, avec le Lemaître de service, étrange oiseau s'il en fut. Cela a-t-il pour autant déclenché des drames? Pas que nous sachions. L'anarchisme qui est ou devrait être une doctrine ouverte à la vie, aux échanges, aux discussions enrichissantes, va-t-il

peureusement se replier sur lui-même, refuser la confrontation pour garder sa «pureté» ? Comme pour les camarades voulant étudier le marxisme et qu'on appelle «marxistes», c'est paralyser le dialogue, c'est un signe de faiblesse et non de force, c'est le contraire de l'anarchisme. C'est aussi favoriser, nous y arrivons, le règne de l'insulte.

L'insulte, arme politique ?

Puisque nous sommes au fond des problèmes et essayons de ne rien laisser de côté, même ce qui paraît le plus futile, consacrons quelques lignes à l'insulte au risque de faire hurler certains de nos lecteurs. Nous sommes résolument, absolument, contre l'insulte, tel que cela est encore trop pratiqué dans les groupes et organisations révolutionnaires et évidemment chez nous, anarchistes. Nous ne nous élevons pas contre l'insulte parce que c'est «vilain», nous ne sommes pas de belles âmes, comme dit l'autre, encore moins de petits saints, mais nous pensons, là aussi, que c'est trop facile, que cela stoppe, aussi, toute discussion et par là repousse les échéances difficiles, en favorisant les petits conflits d'individu à individu. Nous ne pensons pas que l'«argument» «petits cons marxistes» appliqué à certains opposants, ou «vieilles salopes» renvoyé aux membres de l'Association, amène quoi que ce soit de positif...

Oh ! nous ne sommes pas contre toute insulte par principe et, comme arme politique, on peut se référer aux lettres fameuses expédiées naguère par les surréalistes à Paul Claudel, aux directeurs d'asiles psychiatriques ou au premier de la promotion de Saint-Cyr, sans parler du scandale à propos du «cadavre» Anatole France. Mais cela avait une autre dimension... et comportait aussi plus de risques ! Et puis, de nos jours, le mot «con» est employé à tant de sauces qu'on a fini de désamorcer ce qui lui restait de valeur explosive... Nous pensons que si des camarades veulent absolument se défouler par l'insulte, ils peuvent encore utilement le faire en allant voir leur directeur, au lycée, à l'Université, au bureau ou en usine ; en donnant publiquement des petits noms d'oiseaux au président de la République ou autres célébrités, ils verront bien ce que ça donnera. En ce qui concerne la confrontation, même brutale, entre révolutionnaires, nous sommes contre cette méthode.
De l'insulte à la calomnie il n'y a d'ailleurs qu'un pas et nous ne pourrions clore ce chapitre sans répondre à Joyeux (nous ne le citerons plus, qu'on se rassure) au sujet d'une allusion venimeuse quant à l'honorabilité du défunt camarade Zorkine dans son «Hydre de Lerne». A la page 27 de cet opuscule, il est fait mention du camarade Paul, «très discuté dans les milieux de l'émigration», reprise directe d'infamies lancées contre un camarade que nous connûmes[8] puis qui nous quitta pour aller à la F.A. numéro 2. Paul Zorkine était parfois abrupt dans ses rapports et de plus nous ne pratiquons pas le culte du «cher disparu», mais il nous semble inconcevable de **salir** un camarade, avec d'autant plus d'impunité que celui-ci est mort.[9] Il n'y eut pourtant pas d'opposition à l'article passé dans *le Monde Libertaire*,[10] alors ? On appréciera comme il convient la manière dont certains tentent, dérisoirement, de se débarrasser de contradicteurs qui furent peut-être trop coriaces de leur vivant... Nous ne nous attarderons pas plus sur ce qui nous paraît une malpropreté, mais ces choses-là aussi doivent être dites, car le «mauvais caractère» n'explique pas tout !

Tentation de l'exclusive

Pour continuer sur le congrès, nous dirons qu’hormis les interventions constructives, trop rares, on y a aussi entendu de drôles de choses. C'est ainsi qu'après le départ des opposants, mis en demeure de quitter la F.A. puisque l'adhésion à celle-ci reconnaît de fait l'existence de l'Association, le congrès enfin «entre soi» pouvait se croire serein, toutes passions éteintes, et certains de se féliciter... Or, celles-ci devaient se rallumer avec quelques étranges propositions, entre autres un projet de recrutement en sept points proposé par le groupe Louise Michel. A cette occasion, on voit tout le mal qu'une conception «organisationnelle» à tout prix risque de faire, car on en arrive, et c'est logique, aux mesures restrictives, draconiennes, chères à tous les partis politiques et on réintroduit par le biais des**clauses d'exclusion** : ainsi la mention que six mois de retard dans les cotisations (sauf explication valable du secrétaire de groupe au trésorier, soyons justes !) pourraient mettre «en dehors de la F.A.» tout groupe, voire individualité, coupable de cette carence. On goûtera tout le sel de la situation quand on saura que le groupe Louise Michel fut précisément exclu de la première F.A. pour de pareils motifs bureaucratiques, rigidement statutaires, en trois points cette fois. Or, le deuxième de ces points mentionnait l'exclusion du groupe L.M. pour non paiement de ses cotisations et le Comité régional de la F.A. demandait «**SEULEMENT sur ce point où il est habilité pour le faire**» la radiation dudit groupe.[11] N'insistons pas.

Après diverses gloses sur les camarades partis, sur les «valables» ou non, une autre proposition, non moins curieuse, était déposée par d'autres : établir une liste des «scissionnistes» afin de contrôler ceux-ci en cas de retour à la F.A. ! On doit à la vérité de dire que, comme les sept points, cette «liste noire» (et rouge ?) devait être repoussée, et rudement pour certains, par une grande majorité du congrès, ce qui prouve qu'il y a encore des camarades honnêtes à la F.A. Mais ce que nous n'acceptons pas, c'est le sort fait par beaucoup trop de camarades à ceux qui, logiques avec eux-mêmes, préférèrent quitter la F.A. Pour nous qui étions à la fois au congrès et à l'assemblée des «partants» réunis aussitôt après leur départ afin de voir leurs possibilités de travail (cela nous aide pour mieux comprendre la situation), nous considérons que maints camarades restés à la F.A. se trompent lourdement s'ils croient que ceux qui les ont quittés vont rester dans la nature en soupirant après un retour dans le giron qu'ils auraient lâché sur un coup de tête ! C'est du moins notre avis. A côté des éternels suiveurs ou de quelques individus murés dans leur patriotisme d'organisation, nous ne nions pas la sincérité et l'honnêteté de camarades demeurés à la Fédération pour y continuer le combat anarchiste ; nous pensons quant à nous que ce combat semble difficile. On verra bien. Quoi qu'il en soit, nous voulons assurer le mouvement libertaire dans son entier que les scissionnistes — nous nous excusons de ce mot incorrect — ne sont ni les fourvoyés ni les petits rigolos décrits par certains, après leur départ. Outre que ces accusations sont ridicules, elles nous paraissent foncièrement malhonnêtes, car, par une dialectique subtile, on présente en coupables ceux qui eurent le seul tort de s'élever contre un état de fait bureaucratique inacceptable et d'en tirer les conséquences. Peut-être un jour les anarchistes dans leur ensemble leur rendront-ils justice, car leur action aura contribué à mettre nos faiblesses au grand jour. Et de cela, nous pensons qu'un grand nombre de camarades de la F.A. sont d'ailleurs conscients...

Pour notre part, ces camarades partis, nous leur adressons notre salut fraternel : ils vont continuer leur action de militants anarchistes, sans, nous l'espérons, rancœur excessive. Sans volontarisme activiste non plus. En ce qui nous

concerne, nous gardons un contact étroit avec tous, en province comme à Paris. Nous tiendrons nos lecteurs au courant.

En tant que groupe, notre contribution à ce qui **peut** être un nouveau départ si nous le voulons tous, restera à notre taille. Mais il est bien entendu que nos cahiers seront heureux de s'ouvrir à tout camarade ou groupe désirant travailler, loin des petites bagarres de bonshommes, sur des sujets qui nous enrichiront tous. C'est pourquoi il est possible qu'à l'avenir ces groupes donnent leur position dans *Noir et Rouge*, sous leur propre signature. S'il y a contestation, discussion il y aura dialogue et notre groupe continuera d'exprimer ses propres idées, en toute égalité et respect des autres. Pas question pour nous de «déclarer la guerre» à la F.A. ou de la proclamer dissoute. Ça ne veut rien dire (ce qui signifie aussi que nous prenons position contre toute action irréfléchie). Mais ce que nous contesterions formellement, par contre, ce serait une prétention à l'**exclusivité** de la représentativité anarchiste, comme nous l'avons déjà fait en ce qui concerne le futur et prétendu congrès international.[12]

L'espoir

Avant de conclure nous voulons également aviser nos lecteurs d'un changement. On remarquera que le sous-titre de nos cahiers s'est allégé du mot «communistes» ; nous pensons en effet que la multiplicité des étiquettes ne signifie plus grand-chose : on a vu que différentes «tendances» pouvaient s'accorder sur une anomalie, espérons que le contraire pourra se faire pour un plus juste combat. C'est pourquoi nous devenons, tout simplement, «cahiers d'études anarchistes» ; il y a d'ailleurs déjà longtemps que nous désirions régler ce détail, c'est fait. Bien sûr, nous restons toujours partisans du communisme libertaire, mais les adjectifs supplémentaires ne feront pas avancer son avènement...

En de telles situations, il y a toujours des camarades qui déplorent, lèvent les bras au ciel en disant : «Entre anarchistes, c'est triste, etc.» Pourquoi pleurer? Ça ne sert à rien et puis, y a-t-il de quoi pleurer ? Nous dirions : oui, si le phénomène bureaucratique n'avait déclenché aucune réaction. C'est précisément la force, la vitalité de l'anarchisme que d'avoir permis un ressaisissement qui pourra un jour, et au-delà des querelles et des aspects apparemment négatifs, se révéler **positif**. De l'effort de tous les anarchistes, à la F.A. ou en dehors, peut résulter une renaissance et en cela la crise aura été utile. Le travail ne manque pas : discussions dans un bulletin de liaison prévu pour un travail de recherche commun, préparation du Camping international[13] où des **dialogues** et non des «cours» devront être présentés à tous et par tous, des vies de groupes réelles et débarrassées de l'activisme que nos organisations empruntent bien trop souvent aux partis politiques, confrontation de groupe à groupe, de revue à revue, bref un anarchisme **vivant**.

Nous avons été longs, nous ne nous en excusons pas, car nous pensons qu'il le fallait. S'informer, informer telles sont les bases essentielles d'un nouveau départ. Remettre en question aussi, car, nous l'avons souvent dit, en ce sens le doute est révolutionnaire. Si nous avons pu communiquer aux camarades notre espoir et nos raisons renforcées de combattre, nous estimerons avoir fait notre part de travail. Et œuvrer pour l'anarchisme signifie pour nous, bien au-delà de l'étiquette, œuvrer pour une véritable libération de l'homme, pour la

Révolution. Car les barricades ne sont pas toujours celles de la rue, mais celles que l'intolérance et le refus de «l'air libre» élèvent en nous-mêmes.

Noir et rouge

Texte N° 2

PRÉAMBULE

Le mois de janvier 1970 a vu s'accélérer, au sein de notre groupe, un processus de désintégration, à différents niveaux, dont la réunion du 31 nous a fait prendre conscience avec une acuité particulière et nous oblige maintenant à en tirer les conséquences. Comme celles-ci peuvent être graves pour le groupe lui-même et la revue, nous estimons d'élémentaire «démocratie anarchiste» le fait d'avoir une réunion extraordinaire, réunissant le maximum de camarades ayant eu, de près ou de loin, l'occasion de travailler au groupe ou avec nous. C'est dire l'importance de cette réunion et la nécessité de ne pas s'y noyer dans les discours. D'où également la nécessité de cette feuille d'information faisant rapidement le point, adressée à tous les participants éventuels à cette réunion, pour mieux la préparer.

C'EST LA CRISE... (Comme dirait K.)

La crise qui nous atteint a de multiples causes, tout ça est imbriqué, problèmes du groupe et de la revue se mêlant également, facteurs politiques se mélangeant aux facteurs psychologiques. Peut-être aussi sommes-nous tout simplement, comme on dit, au bout du rouleau (c'est arrivé à plus malins que nous : *Socialisme ou Barbarie*, *Arguments*, *Pouvoir Ouvrier* récemment) encore qu'il paraisse un peu **facile** de se satisfaire de réponses trop simples... Il est

vrai aussi, sans que cela nous sécurise pour autant, que la crise dépasse notre petit groupe mais touche tout le mouvement révolutionnaire, du moins ceux qui ne se contentent pas d'activisme ou de gonfler les effectifs, ou encore d'ériger l'autosatisfaction ou le «bidon» en ligne politique.

Pour éviter un trop long pensum aux camarades (nous parlerons plus en détails à la réunion), nous pensons utile de partager notre succincte analyse en deux parties: le groupe, la revue.

LE GROUPE

Il existe sous le nom de «groupe Noir et Rouge» depuis 1961, après le départ de camarades — ayant créé avec nous les GAAR en 1956 — pour la F.A où ils furent à la base de la constitution de l'U.G.A.C. Cela fait donc 9 années que le groupe «NR» existe. Il a subi différentes transformations, employé diverses méthodes, s'est élargi fin 1967 par l'arrivée de copains étudiants pour la plupart, c'est la période du groupe-non-groupe... Puis c'est mai 68 qui, selon l'analyse d'un copain au cours d'une de nos dernières réunions, s'il semble être pour nous le «triomphe» d'une certaine position, d'une certaine insertion plus dans la réalité que d'autres révolutionnaires style centralistes ou même F.A, semble être aussi le début de notre déclin, peut-être notre perte.

Pourquoi ?

Il semble (remarquez notre prudence, nous n'émettons que des hypothèses !) que Mai ait accéléré le **mythe** NR, qui était déjà sensible avant (légende du groupe mystérieux, etc...) et auquel nous avons peut-être contribué. L'appartenance de Dany C.B. au groupe et le fait que ça se soit su n'a peut-être pas arrangé les choses de ce côté... Bref : beaucoup de camarades, de gens isolés ou éloignés se sont fait une fausse idée de nous, exagérant notre influence, notre organisation, etc. Nous étions tout à la fois groupe de théoriciens (ou semi selon l'Intersituationniste), d'action, éditeur, un peu FA et commission de relation internationale aussi : c'est trop ! Une certaine publicité d'après-mai (*Magazine Littéraire, Nouvel Obs*, situs et tout récemment *L'Idiot International* et *le Monde*, entre autres...) nous a **institutionnalisés**, nous et la revue.

Nous sommes donc tout à la fois un mythe et une institution, premier paradoxe d'une situation qui n'en manque pas !

Nous sommes un peu comme des anciens combattants inadaptés : l'après-mai nous a vus incapables de remplir des fonctions nouvelles qu'exigeait une situation nouvelle, vu que nous n'avons pas su, et pu, tirer les profondes conséquences théoriques et politiques de tout cela. Nous abordons ainsi le chapitre de notre faiblesse théorique, d'aucuns diront de notre insuffisance voire de notre paresse : en tout cas le fait est là, c'est le vide de ce côté et nous devons le constater.

Parallèlement à cette carence, l'ambiguïté inhérente au groupe (comme à la revue, nous en reparlerons) s'exerce en ce sens que nous ne savons plus très bien **pourquoi** nous sommes ensemble, et vers quoi nous allons. Pré-supposés éthiques chez les uns, économiques chez les autres se mêlent et ajoutent à la confusion.

Exemple de cette confusion : lors des toutes dernières réunions, un camarade pense qu'il faut **avant tout** étudier les classes, sinon nous merdouillerons sur tout le reste et nous ne saurons nous définir en vue de l'action et de la

réflexion, nous donner des perspectives. Or nous n'avons jamais pu étudier à fond certains problèmes parce que les réunions du groupe nous amènent à chaque fois leur lot de petites actions à entreprendre et à discuter, dictées par l'actualité, avec les problèmes de la solidarité sous diverses formes, etc. C'est donc aussi une question de temps mais la question reste : sommes-nous d'abord un groupe d'action, ou de réflexion, ou éditeur ou tout ça ensemble ? Le groupe n'était-il destiné à n'être qu'un carrefour où informations, actions diverses seraient confrontées, où des copains de passage ou de province viennent prendre le contact comme à une sorte de permanence puisque on sait que « NR est là »...

Tous ces défaut, ajoutés à des raisons psychologiques (fatigue, ennuis personnels, etc.) qui ont leur importance quand on est peu, font en définitive que nous sommes de moins en moins aux réunions et cela pose brutalement le problème. Allons-nous continuer comme ça jusqu'à extinction, ou trouver de nouvelles formes, réagir ? Nous avons certes créé voici quelques mois une commission ouvrière avec d'autres camarades, d'autres commissions se créent. Pouvons-nous évoluer en une sorte de fédération de commissions dont la réunion du groupe (mensuelle par exemple) serait l'occasion de comptes-rendus et de confrontations ? Nous ne voyions pas encore la réponse, tout cela est à étudier profondément...

LA REVUE

S'il y a analogie d'ambiguïté pour la revue et le groupe, ce qui se comprend un peu, d'autres problèmes se posent. Mais d'abord, un bilan rapide. Commencée en 1956 avec 50 exemplaires, la revue arrive fin 1969, soit 13 années après, au 45e N° avec un tirage de 3500 ex. et quelques centaines d'abonnés. Sur le plan financier la situation est donc maintenant rentable, comme on dit. Et pourtant la revue crève tout doucement.

Pourquoi ?

Il y a un désintérêt certain du groupe envers la revue, qui n'est «confectionnée» que par un nombre de plus en plus réduit de volontaires (c'est le mot). Parallèlement les lecteurs, s'ils sont nombreux, participent de moins en moins à la rédaction de *NR*, se contentant de donner leur fric et de nous encourager, ce qui est bien sympa, mais nous confirme dans notre rôle directif (et mystérieux, on y revient) de «penseurs», etc. Voici un premier point suffisamment grave par lui-même...

Il y en a d'autres : la revue (sa confection) tend à devenir aliénante pour certains copains du groupe qui se tapent la boîte postale, le courrier, les articles — inexistence de la **rotation** dans nos tâches ! — d'une part et aliénante pour **l'ensemble** du groupe, d'autre part, qui n'a pas le temps de s'en occuper et renâcle quand on lui rappelle les «délais de parution», d'où un côté corvée que ce *NR* à confectionner... Enfin, si nous soulevons parfois des problèmes intéressants (la théorie des chapelles, lettre de K entre autres*, nous sommes incapables d'y répondre dans le groupe lui-même et à plus forte raison dans la revue. N'y a-t-il pas là quelque chose de révélateur à méditer ?

CONCLUSION ET PROPOSITIONS.

Nous pourrions, sadiquement allonger la liste de nos emmerdements, restons-en là. Allons-nous nous dissoudre ? Arrêter la revue définitivement ou provisoirement ? Nous ressaisir au contraire ou bien nous grouper avec d'autres

camarades ? Le meilleur processus, le plus honnête en tout cas et aussi le plus efficace, nous semble être cette réunion où tous s'exprimeraient, ayant ainsi en leurs mains nos problèmes... Si par hasard, la revue ou le groupe (ou les 2 à la fois) devait disparaître, il nous semblerait également normal de prévenir l'ensemble de nos abonnés. Le **minimum** serait une circulaire expliquant la situation. Le mieux serait un numéro «00» de *NR* annonçant publiquement notre situation et démystifiant pour une fois ((la 1re et la dernière) notre groupe et notre revue.

N° 46 — Juin 1970

Sur le néo-anarchisme

ESSAI DE BILAN

Le premier numéro de «Noir et Rouge» est sorti à 50 exemplaires ronéotés en mars 1956 ; nous terminons au N° 46 en juin 1970 à 3000 exemplaires, 3500 même au n° 45. Cela fait donc 14 années de parution. A l'origine cette revue était l'expression d'une organisation : les GAAR (Groupes anarchistes d'action révolutionnaire), lesquels ont scissionné en 1961, des camarades partant à la FA pour créer l'UGAC (Union des groupes anarchistes-communistes), les autres formant le **groupe** «Noir et Rouge» puisque les GAAR avaient cessé, par le fait, d'exister. Ce groupe et la revue du même nom — qui avait donc continué de paraître, éditée par le seul groupe **NR** — disparaissent à leur tour aujourd'hui, après des transformations, des expériences, comme la constitution de ce «groupe-non-groupe» (cf. édito *NR* N° 39-40 ***)** formé par l'arrivée de militants soit FA après la scission du Congrès de Bordeaux 1967 soit organisés en d'autres groupes non FA, puis la retransformation finale du **GNG** en groupe**NR**.

Cette croissance de notre revue d'une part, ces avatars organisationnels de l'autre (que nous n'avons d'ailleurs pas publiquement expliqués : pourquoi le GNG s'est-il révélé inviable ? encore une de nos faiblesses...) forment qu'on le veuille ou non un tout et une trajectoire politique. Étant un des rares créateurs de la revue à avoir participé à l'expérience de bout en bout — ce qui n'est pas forcément positif mais détermine à assumer ses responsabilités — j'ai pensé qu'il serait peut-être intéressant pour les camarades qui nous lisent (plus spécialement pour ceux qui nous connaissent depuis moins longtemps), de tenter un dernier «point» sur ce que fut, précisément, notre trajectoire politique, ce que d'aucuns ont appelé (surtout depuis mai 68), notre «néo-anarchisme», voire notre «Cohnbendisme» (cf. édito *NR* 42-43 *) après avoir été traités de «Fontenistes» ou «Anarcho-Marxistes» dans les débuts de *NR* et des GAAR. Quand je dis d'aucuns, je pense certes à tous les conformistes du mouvement anarchiste dit officiel mais également aux journaux et revues bourgeois qui crurent se mettre à la mode après Mai — le drapeau noir se vendait bien — sans trop savoir de quoi ils parlaient.

Comprenons-nous bien : il ne s'agit pas ici de revendiquer la paternité ou l'exclusivité d'un courant mais plutôt de bien situer notre place dans celui-ci et dans le temps, puis, après une certaine époque, de faire le bilan de notre travail sur les plans positifs et bien sûr négatifs. Suivant la formule consacrée, ce bilan ne sera pas exhaustif ni peut-être juste, il sera de plus exprimé à titre strictement personnel, le lecteur devra donc tenir compte de ces données dans ses appréciations. Cela dit, il n'en reste pas moins que certaines lignes de force se sont dégagées, au cours de toutes ces années et sont parfois étrangement «interprétées» volontairement ou non. De ces lignes de force, de ce travail et de nos carences, qu'en est-il exactement à ce jour ?

POURQUOI LES G.A.A.R. ?

En 1955, divers groupes et camarades, la plupart après une décevante expérience et leur départ d'une Fédération anarchiste transformée en décembre 1953 en Fédération communiste libertaire (FCL) aboutissant à une sorte de parti plus trotskyste que libertaire qui devait se suicider politiquement après le summum de la participation aux élections législatives de 1956 (cf. *NR* N° 9 « La FCL et les élections du 2 janvier 1956 *»), décidaient de se regrouper et créaient les GAAR en novembre 1955.

Pourquoi nous étions-nous retrouvés, pourquoi décidions-nous de reprendre la bagarre ? Il s'agissait d'abord pour nous de «revaloriser» le communisme libertaire en France, de repartir sur des bases anarchistes-communistes, qui nous paraissaient toujours justes malgré les erreurs de la FCL. Nous ne remettions pas en cause l'essence de l'anarchisme mais plutôt certaines méthodes devenues autoritaires et aussi nos insuffisances de jeunes militants : en un mot, ce n'était pas parce que la FCL avait foiré dans sa tentative originelle, quand elle s'appelait encore FA, de créer un anarchisme moderne, plus inséré dans son temps (en 1950) que cette insertion cessait d'être valable. D'autant plus qu'une nouvelle (sic) FA s'était reconstituée de son côté fin 1953, où les éternels «théoriciens», pontes du mouvement anar officiel, tiraient argument de l'écroulement de la FCL pour justifier leur conformisme («on est toujours là, nous !» disaient ces bons apôtres ; forcément, quand on ne bouge pas...) à base de poussière et de tabous, qui nous avaient déjà révoltés quand nous étions à la FA n° 1.

Aussi, notre redépart avec les GAAR avait-il également pour objectif de nous attaquer, cette fois sans «aînés» veillant sur nous, à tous les tabous dont nous estimions que souffrait l'anarchisme. Parmi ceux-ci rappelons entre autres le **manque d'ouverture**, par un respect quasi religieux de la doctrine (par ex.: n'étudions pas, ne discutons pas le marxisme, on risquerait d'être pollués) aboutissant à un sectarisme qui nous paraissait assez peu anar, l'omnipotence des leaders et leur paternalisme vis-à-vis du jeune militant («vois mes années d'anarchisme en brochette, mon petit, écoute mon expérience»), le problème franc-maçon (remarquez qu'on avait lâché des francs-macs à la FA n° 1 pour tomber dans un bureau politique secret, l'OPB, qui devait donner sa ligne léniniste à la FCL ; on n'était sans doute pas assez au courant de certaines habitudes conspiratrices héritées du passé, voir l'Alliance de Bakounine...), l'absence ou la facilité dans le jugement politique (ex. : la guerre d'Algérie ; c'étaient deux nationalismes, donc pour un pur anar il n'y avait qu'à renvoyer dos à dos les deux adversaires, en escamotant du coup le problème colonialiste...), etc.

N'allongeons pas plus la liste, elle montre simplement que nous étions... exigeants — l'exigence de la jeunesse — et que nous ne doutions évidemment de rien !

DES G.A.A.R. À «NOIR ET ROUGE»

A la vérité, disons même que nous voyions un peu grand dans l'enthousiasme de ce nouveau départ. Car il ne suffisait pas de se retrouver un certain nombre de camarades, pensant être cette fois dans la juste voie, un peu ironiques envers le mouvement anarchiste officiel où nous jouions les trouble-fête : cette FA n° 2 et son conglomérat de tendances face auquel nous proclamions la nécessité de «l'unité idéologique et tactique» ce qui est facile à dire mais aurait dû nous rappeler quelques souvenirs récents, sans pour autant tomber dans la «grande famille» justement dénoncée par nous. Nous avions des groupes, un organe théorique, des congrès annuels, que fallait-il de plus pour, au bout de quelque temps et aussi devant un certain succès de notre audience par la revue, avoir la tentation de jouer à l'«organisation révolutionnaire» en nous contentant parfois plus d'affirmations que d'études ou de confrontations approfondies ?

En un mot, notre période «GAAR» aura peut-être montré que nous n'étions pas encore tout à fait guéris de certaines habitudes de la FCL, la bonne conscience ne tenant pas obligatoirement lieu de boussole politique, même si nous nous étions donné (*NR* N° 6 *) une «déclaration de principes» pas plus mauvaise qu'une autre certes, mais où, comme toutes les autres organisations révolutionnaires, précisément et qui s'en contentent, nous alignions quelques **généralités** : sur les deux blocs, le fédéralisme libertaire, la Révolution et l'État, l'indépendance nationale des territoires coloniaux, enfin les principes organisationnels et leur fameuse unité idéologico-tactique. Nous avions un peu oublié que les problèmes organisationnels ne peuvent se contenter de généralités...

Pourtant certains camarades (par ex. : Théo, dans le *NR* n° 4 «Entre nous») posaient déjà ces questions reliant organisation et réflexion politique, y revenant dans la revue et aussi dans le bulletin («Liaison») des GAAR. Mais, au fait, où en étaient ces GAAR après quelques années déjà d'existence ? Les quelques groupes que nous étions au début s'étaient progressivement réduits à deux secteurs géographiques — ça simplifiait les congrès nationaux ! — alors que nous pensions au contraire nous élargir par la création de nouveaux groupes, de nouvelles régions, et cela assez rapidement. Pourquoi ce rétrécissement ? Probablement que nous ne nous étions pas assez engagés (qui dit «groupes d'action»...) encore que certains d'entre nous aient pris plus de responsabilités pendant la période «algérienne», mais que paradoxalement nous nous sécurisions — comme on dit aujourd'hui — à l'abri d'un sigle, d’une étiquette GAAR dont nous signions, à l'instar d'une quelconque FA, affichettes et tracts. Cela valait-il encore le coup de s'appeler «GAAR» quand il n'y avait presque plus de groupes, quand la majorité des lecteurs ou des militants anarchistes parlant de nous disaient «groupe Noir et Rouge» et jamais «GAAR»? La scission de 1961, consacrant la rupture de notre unité tactique par le départ de camarades à la FA où ils devaient, avec le camarade Zorkine, créer l'UGAC, rendait la situation nette de ce côté. A cette époque, notre tentative de constituer une organisation anarchiste-communiste spécifique avait échoué et nous l'expliquions dans *NR* n° 19 (cf. «Faire le point*»).

Faire le point ? Quels que soient nos défauts ou nos manques en cette période, nous le faisions publiquement de temps à autre, pour éviter les ragots, fausses interprétations et aussi par souci de clarté politique. Sans vouloir anticiper sur la suite de l'article, on peut constater qu'au cours de ces dernières années notre groupe a perdu cette bonne habitude, nous contentant d'appuyer sur tel ou tel point mais négligeant une analyse générale, une explication plus globale dont nous payons peut-être l'absence à ce jour. Mais revenons à 1961. Après 5 années d'existence, les GAAR ont donc vécu : restent la revue et le groupe NR cependant que les camarades partis à la FA travaillent à la constitution d'un regroupement, l'UGAC axé sur une tendance anarchiste-communiste au sein de celle-ci. Aurions-nous dû suivre ces camarades, en cessant la parution de *NR* comme ils le demandaient ? Personnellement, je pense que nous devions continuer ce travail et que nous avons eu raison de le faire. On peut aussi penser que nos cinq années de combat commun avaient en partie permis cette «revalorisation» de l'anarchisme-communisme en France, fixée comme un de nos premiers objectifs. Nos routes se séparaient et c'était peut-être mieux ainsi car on le verra par la suite, notre groupe et la revue allaient se trouver, dialectiquement, amenés à dépasser notre objectif de base et à remettre en cause la notion d'anarchisme-communisme, voire la notion d'anarchisme elle-même en tant qu'idéologie «sacrée», en tant que dogme...

JUSQU'À MAI...

Après avoir signalé nos faiblesses et puisqu'il s'agit **aussi** d'un bilan, il est bon de rappeler ce que nous estimons également positif au cours de ces cinq années, sur le plan de la revue elle-même. Les tabous dont nous parlions avaient été attaqués, le leaderisme pris à partie dans maints numéros, la Franc-Maçonnerie également (le N°5 spécialement consacré à ce sujet), cependant qu'un autre n° spécial (7-8**) traitait du nationalisme, immédiatement suivi d'un n° spécial sur «Parlement et élections» où nous traitions entre autres — sujet brûlant — de la participation électorale de la CNT d'Espagne et de la bouffonnerie FCL, déjà citée.** Les problèmes du nationalisme allaient bien sûr nous amener à parler de la question coloniale : nous prenions publiquement position sur la révolution algérienne dans le *NR* N° 10, refusant l'attitude «puriste» des anarchistes classiques et nous faisant bien sûr traiter par la suite de «nationalistes algériens» par ceux-ci.

La même réaction — c'est le mot ! — se produira quand nous aurons plus tard l'audace d'essayer de parler du problème cubain en évitant les schématisations confortables, nous y reviendrons...

D'autres thèmes peu étudiés dans nos milieux comme «Gauche et Révolution» par exemple, étaient traités dans un numéro spécial (n° 11) de *NR*. Celui-ci devait d'ailleurs soulever, à juste titre selon moi, des contestations au sein même des GAAR. Il faut dire que ce numéro spécial avait été rédigé non collectivement et que ceci avait été une de nos erreurs : vouloir «sortir» les cahiers régulièrement, quitte à confier leur rédaction à seulement un ou deux camarades (ceci surtout pour les numéros spéciaux) sans vérification ou du moins accord ultérieur des autres militants, méthode fort contestable effectivement à tous points de vue, surtout pour des communistes libertaires...

Pour en terminer avec ce bref rappel de nos thèmes jusqu'en 1961, signalons un «dossier espagnol» ouvert dans notre n° 14... et prématurément clos dans notre n° 15-16, lequel terminait par ailleurs un long article sur «Violence-

révolution-organisation» montrant par là que notre n° 44, plus récent, ne découvrait pas un problème spécifiquement neuf («Action violente, action minoritaire et action de masse») mais qu'on doit toujours le réétudier sous un angle actuel. Ce double 15-16, décidément riche, nous voyait accueillir — ô sacrilège — un marxiste, Yvon Bourdet, qui traitait en un long article du «parti révolutionnaire et de la spontanéité des masses ou les contradictions de Trotsky dans *l'Histoire de la révolution russe*». On peut se trouver d'accord ou non avec ledit Bourdet et ceci est une autre histoire. Il n'en reste pas moins vrai que le sujet était passionnant et qu'un solide article-réponse de notre part aurait pu être tenté, ce que nous négligeâmes à l'époque par manque de temps mais certainement aussi par recul devant la difficulté du sujet. Les n° 17 et 18, eux, insistaient sur la guerre d'Algérie et un article important («Refuser») traitait de l'organisation «Jeune Résistance» (organisation clandestine regroupant les insoumis et déserteurs de la guerre d'Algérie, luttant aussi contre elle) pendant que l'auteur du présent article tentait d'expliquer «la difficulté d'être anarchiste»** — sur deux n°, vu la difficulté, précisément ! — article sur lequel je reviendrai brièvement dans les conclusions.

Quoi qu'il en soit de nos insuffisances, on voit donc qu'en 1961 et après 20 numéros, nous avions néanmoins et déjà un certain acquis, une certaine vision, une certaine ligne (mot que je n'hésite pas à employer et maintenir, même contre certains camarades de l'ex-groupe NR...) le tout nous situant dans un courant bien particulier de l'anarchisme. Les années suivantes allaient accentuer ce «particularisme» et dégager de nouvelles lignes de force. C'est la réunion de celles-ci qui montrera ce que fut finalement notre «néo-anarchisme» et ce qu'il faut réellement entendre d'une appellation recouvrant en fait une nouvelle ambiguïté, facile à dissiper selon nous...

Après 1961 et la guerre d'Algérie se terminant, le groupe «seul» allait plus concentrer ses activités sur la revue, ceci pendant environ six années jusqu'à notre rencontre avec de nouveaux camarades et les successives périodes du «groupe-non-groupe», de mai 1968, du rétablissement (ou repli sur lui-même?) du groupe NR jusqu'à la situation actuelle. Les débuts de 1962 allaient nous voir d'autant plus axer nos efforts sur la revue que le tirage de celle-ci commençait à nous poser des problèmes d'ordre divers, ne serait-ce que matériel, vu notre passage à plusieurs centaines d'exemplaires, atteignant le millier à partir du n° 27 et nous obligeant, littéralement, à l'impression dès le n° 28. Mais hormis ces éternelles questions «pratiques» (qui auront aussi leur part dans nos problèmes finaux), le **contenu**même des cahiers requérait également un nouvel effort, ne serait-ce que pour élargir le nombre de rédacteurs, membres du groupe ou non. Sur ce dernier point, disons que cet élargissement que nous appelions dans le n° 19 s'est relativement peu réalisé, à savoir faire une revue anarchiste qui ne soit pas seulement **l'organe d'un groupe** mais un moyen d'échange, de rédaction collective et par là-même de **combat** collectif. Bien sûr on pourrait s'en sortir en disant que de ce côté nos lecteurs «ne nous ont pas aidés», se contentant pour l'écrasante majorité de recevoir la Bonne Parole venue de Paris mais, si cela a **aussi** existé, il est certain que nous-mêmes n'avons pas su nous élargir efficacement, solliciter un travail commun, avec d'autres revues amies également, et qu'après nous être pris au jeu de l'«organisation révolutionnaire» du temps des GAAR, nous nous sommes pris au jeu de la revue elle-même et de son audience grandissante : **pas plus qu'on se bat pour l'organisation-outil en soi**, on ne doit se battre pour une revue en soi, leçon à méditer !

Cette longue parenthèse refermée, voyons néanmoins nos «lignes de force» jusqu'au GNG puis Mai. Si nous avions assez peu remis en question l'anarchisme-communiste lui-même, nos travaux de groupe et *NR* allaient nous amener à approfondir la question nationale, déjà soulevée à propos de l'Algérie, avec l'affaire cubaine. Ainsi les n° 20 et 21 allaient-il voir une violente controverse entre Gaston Leval et nous sur cette question. Comme dit plus haut, nous avions seulement tenté d'examiner objectivement quoique d'un point de vue anarchiste — y avait-il contradiction ? — ce grave problème: pour avoir dégagé les côtés négatifs mais **aussi** positifs de la révolution cubaine, notre camarade Renof se voyait traité de «défenseur du totalitarisme castriste», pas moins ! Ce conflit illustrait, entre autres, la difficulté de parler de certains sujets dans ce qu'on appelle les milieux libertaires...

Fin 1962, nous saluions une dernière fois notre camarade Zorkine, non pour la pleurnichade «nécro» habituelle en pareille circonstance, mais pour rappeler son apport politique au combat libertaire (voir l'article de Théo, *NR* n° 22). Signalons entre autres travaux, son remarquable article «Réflexions sur la guerre de partisans comme forme de lutte révolutionnaire» * paru dès notre deuxième numéro, au tirage malheureusement trop faible : une étude qui nécessitera certainement un retirage quelque jour, soit dans le bulletin annonce, soit en brochure. Et puisque nous parlons de brochure, rappelons que ces années nous virent également, en plus des cahiers, diffuser des brochures ronéotées consacrées à un problème particulier ; citons entre autres: *Espagne 62, Anarchisme, Kropotkine fédéraliste, Espagne rouge et noire* (brochure imprimée par l'UGAC, conférence faite par notre groupe au cours d'un cycle de causeries communes fin 1963, dont la brochure «l'Organisation» éditée par*NR* était une autre illustration) *Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire, la Plate-forme d'Archinov* *, etc. Sans oublier une brochure imprimée à fort tirage «l'Autogestion, l'État et la révolution**» début d'une série tentée dans l'été 1968 avec ICO. Je terminerai cette incidente sur les brochures en signalant, hormis l'«Autogestion» et «Archinov», notre arrêt de recherches théoriques sous cette forme depuis 1968, appauvrissement ou négligence symptomatique...

En 1964 nous tentions un **dialogue** avec les individualistes en présentant un numéro spécial, collectif celui-là (n°26 et suite n° 27) sur «Individualisme et communisme libertaire»**, non par «esprit de famille» mais pour bien illustrer notre préoccupation d'un anarchisme vivant, donc antidogmatique : au lieu des habituels sarcasmes entre les deux courants, pourquoi des «communistes libertaires» n'essaieraient-ils pas d'étudier **sérieusement** l'apport réel d'un Stirner, par exemple ? Disons d'ailleurs que cette tentative fut relativement peu couronnée de succès, bien qu'ayant fourni au groupe l'occasion de fructueuses recherches sur la question, ce qui était toujours ça !

Avec l'impression du n° 28 nous franchissons un nouveau pas et un «faire le point» en ce numéro expliquait notre conception de «l'idéologie» tout en rappelant que l'aspect théorique de notre travail n'excluait nullement notre engagement en fonction de l'actualité et du militantisme quotidien. Dans ce même n° un article important envoyé par un copain chilien : «Pour une systématisation de la pensée anarchiste» *, soulevait nos remarques, sans toutefois nier l'apport théorique d'une telle étude. Puis à partir de fin 1964 et suite à un «plan de travail» (établi à intervalles réguliers, parfois adressé au

lecteur, abandonné en 1968...) le groupe allait centrer son intérêt sur un nouvel axe de travail : les problèmes de l'autogestion.

Le n° 30 préludait par un «Témoignage sur trois collectivités anarchistes en Espagne» terminé dans le n° 31, lequel traitait de l'«Autogestion contemporaine» et estimait «l'autogestion en Yougoslavie» *continuée dans le n° 38. Nous attaquions ensuite «l'Autogestion en Algérie» dans les numéros 34, 36, 37 et 38, un essai de conclusion générale sur le problème étant présenté dans le n° 41 *. Nous n'avons certainement pas étudié la question assez à fond mais cette série d'articles montre également nos préoccupations à une époque où l'on parlait beaucoup moins de l'autogestion qu'aujourd'hui, quand ce n'est pas pour la «récupérer» ou l'adapter. Nous voulions également démontrer que les anarchistes ne se contentent pas toujours de plaquer leurs schémas sur les réalités économiques mais qu'ils peuvent aussi tenir compte des situations (Algérie, Yougoslavie) qui ne rentrent pas forcément dans leurs schémas...

L'énumération de ces différents axes d'études montre donc, malgré nos défauts de tous ordres signalés en cours d'article, l'élaboration d'une certaine «ligne» aux plans de la recherche et de l'interpénétration des réalités contemporaines. Celle-ci serait incomplète si nous ne signalions maintenant, ceci sur un plan plus proprement «politique» la suite de nos éditoriaux qui, sous une apparence parfois ironique ou «générale», ont souvent plus exprimé nos préoccupations profondes donc nos positions, que certains longs articles. Le problème des éditos n'est d'ailleurs pas un problème facile : on se croit souvent obligé d'en pondre un presque par tradition et nous n'avons pas non plus échappé à ce travers. Il y a eu toutefois plusieurs périodes que nous essaierons, en très gros, de déterminer. Ainsi on peut dire que les éditos des premières années, soit environ un tiers de la parution totale des cahiers, étaient plutôt axés sur un rappel politico-éthique des GAAR et de leur action. Le deuxième tiers vit par contre plus d'éditos du style traditionnel et «fourre-tout» signalés plus haut alors que le 3e tiers allait nous ramener à des textes souvent plus courts mais aussi plus politiquement axés, plus incisifs dans la forme et le fond.

C'est surtout après les études sur l'autogestion que le groupe sera amené, du fait de nos discussions mais aussi de nos contacts extérieurs, à prendre position d'abord — nous y revenions — sur l'anarchisme dit traditionnel et ses variantes dogmatiques dont une conception de l'anarchisme-communisme se réduisant encore pour beaucoup dans la création d'une «organisation-outil» efficace transformée en finalité, puis par extension logique sur les organisations révolutionnaires en général et leurs pratiques-bidon. C'est ensuite Mai, ses révélations, ses conséquences...

Ainsi, si par exemple dans le n° 36 nous traitions de «l'attitude religieuse» en rappelant notre opposition à tout dogme, à toute sanctification de l'idéologie (les problèmes de l'idéologie étaient souvent débattus au groupe...) fût-elle anarchiste, le n° 37 voyait paraître un édito intitulé «Le bidon» qui, au delà cette fois de notre propre secteur libertaire, attaquait la notion même de groupuscule «... petites organisations de minorité agissante, s'occupant à aller prêcher la bonne parole aux travailleurs...» ; ces groupuscules se gonflant comme la grenouille de la fable. Bien entendu l'édito * traitait de l'aspect «publicitaire» — y compris la provocation — du problème sous toutes ses formes. Ce genre d'éditorial, bref et de ton très détendu, me semble précisément être le prototype de ceux qui soulèvent et sans avoir l'air d'y

toucher, de gros problèmes : on le vit bien à l'intérieur même du groupe, un camarade exprimant par exemple son désaccord avec ce qu'il considérait comme une attitude «négativiste» amenée à rejeter toute forme d'organisation. Comme on le voit et soit dit en passant à propos de ces discussions internes parfois passionnées (et c'est normal) nous sommes loin du bloc idéologique plein de sérénité dont trop de camarades, lecteurs ou non semblaient se faire une — belle — image de notre groupe. *Noir et Rouge* a d'ailleurs certainement, par négligence, contribué à cette image en n'explicitant pas publiquement certains désaccords, au moyen d'éditos par exemple...

Puis c'était le fameux Congrès de la F.A de Bordeaux, sur lequel nous étions amenés à prendre position dans le n° 38 *, certains des scissionnistes exclus de cette organisation nous rejoignant par la suite. Sans trop revenir sur cette sombre histoire (cf. «contre la confusion») disons que cet édito plutôt en forme d'article allait bien sûr nous valoir des accrochages avec les tenants de l'orthodoxie anar, lesquels allaient d'ailleurs nous retrouver avec un autre congrès, celui de Carrare, mais n'anticipons pas. Le début de 1968 nous voyait annoncer dans un bref édito (n° 40 *) la constitution du GNG avec les copains cités plus haut, cependant que le n° suivant (écrit en mars-avril mais sorti après mai, vu la situation), dénonçait notre tendance à nous, anarchistes, à nous réfugier dans les recettes en éludant les vraies questions (cf. «Des mots»*). Puis ce sont les derniers numéros, quasi actuels, dont les éditos «Cohnbendistes ? *», l'«Extraordinaire *», «Autocritique» résultent directement de nos préoccupations d'après-mai, des difficultés que nous voyions pointer puis s'accumuler face à nos insuffisances. Ce qui nous amène à la dernière partie de cet article.

UNE EXPÉRIENCE : LE G.N.G.

En entamant cette dernière partie, je n'ignore pas ce que cette énumération de numéros, d'articles, d'éditoriaux a pu avoir d'un peu fastidieux pour les camarades, mais un bilan oblige à pareil exercice. Cela permet aussi de retrouver des détails fort utiles quand on aborde les questions théoriques. Ce que nous ferons maintenant plus particulièrement.

Revenons, pour commencer, sur la période suivant le congrès F.A de Bordeaux et notre transformation en «groupe-non-groupe». Le mot avait fait rire à l'époque certes et nous-mêmes l'adoptions plus comme une boutade que comme une affirmation théorique. Pourtant, sous l'apparence ironique, une certaine expérience était tentée, un peu improvisée bien sûr mais découlant aussi d'une logique. Fin 1967 nous étions bien conscients que le groupe commençait, déjà, à se replier sur lui-même et sur la revue, à s'appauvrir à différents points de vue, qu'un élargissement était absolument nécessaire. Celui-ci, proprement physique par l'arrivée de nouveaux camarades devait aussi se concrétiser en tant que vision politique. Et de fait, le n° 40 se ressentait — heureusement — du nouvel apport : deux importants articles, sur le Viet-Nam * et sur Nanterre (ça commençait...) étaient amenés par les camarades avec qui nous venions de former le GNG. Je pense qu'ils avaient une vue plus globale, plus dynamique, plus dialectique aussi que les anciens du groupe qui formions «la vieille garde» nous connaissant bien, habitués à travailler ensemble et à absolument compter les uns sur les autres — ce qui a eu ses avantages — mais peut-être également victimes, à la longue, d'une certaine routine.

Sur un plan politique plus général, l'expérience du GNG avait une ambition plus haute : faire éclater la classique notion de groupe, montrer qu'une nouvelle forme d'organisation est possible, où discussion, rotation des tâches peuvent et doivent être envisagées, réglées **collectivement**, l'élargissement du nombre poussant à des solutions d'autant plus collectives et rotatives. Nos discussions de l'époque sur tous ces problèmes ont-elles trouvé un prolongement et une application dans certaines formes d'organisation du Mouvement de Mai 1968 ? Sans jouer à l'état-major secret cher aux hantises marcellinesques,[14] disons simplement que si nous avons pu apporter notre contribution à l'élaboration de ces idées nouvelles, l'expérience du GNG aura au moins eu son intérêt et son utilité même si, au plan de notre propre groupe, elle devait ensuite tourner court. En effet, après un hiver de longues discussions mais aussi de dépression générale que nous venions toutefois de surmonter dans les premiers mois de 1968, nous envisagions des applications plus concrètes dans nos méthodes de travail au GNG quand Mai arriva. Le GNG devait alors littéralement «exploser» en différentes activités, ne se reformant réellement qu'à la rentrée de 1968 mais ayant lui-même subi le contre-coup des événements, comme on dit...

Aurions-nous dû nous dissoudre à ce moment, comme l'expose I.R. dans ce numéro ? C'était une éventualité certes mais on peut en avancer une seconde : vu l'abondance des lettres et aussi d'un certain «prestige» du groupe à l'époque (le «groupe à Cohn-Bendit», vous vous rendez compte ? début de la légende...) n'aurions-nous pas dû créer une fédération de groupes «NR», en fait une nouvelle organisation avec aussi son danger de centralisme parisien ? Quoi qu'il en soit, cela n'a pas été fait et on peut tout réécrire avec des «si» : ces questions restent toutefois posées et nous n'avons pas fini d'y répondre.

Sur le plan du GNG lui-même, nous aurions par contre pu et dû constater que s'il avait certes permis un **début** d'ouverture du groupe, l'éclatement de Mai et notre constatation «de facto» du rétablissement ou plutôt du retour à l'ancien groupe nous imposait impérativement d'en tirer certains enseignements, ce que nous ne fîmes pas... Ceux-ci étant seulement tirés dans ce numéro, dans les textes qui précèdent par divers camarades, je ne m'y attarderai donc pas. Je crois cependant, aussi, que les raisons qui ont motivé l'échec du GNG ont leur influence dans la disparition du groupe NR dernière formule.

UN NOUVEL ANARCHISME ?

Sur l'anarchisme lui-même, l'article «Quelques réflexions» (voir ce n°) m'amènera aux conclusions et à une «défense» de l'anarchisme, oui, mais pas d'une église. C'est en ce sens que nous primes position sur le marxisme en disant que le clivage ne passait pas entre celui-ci et l'anarchisme mais entre léninisme et esprit libertaire ou anticentralisme. C’est pour avoir énoncé cette conception toute simple, qui commence à néanmoins faire son chemin dans le mouvement libertaire, ainsi que sur la nécessité de nous confronter au marxisme par esprit normal d'ouverture, que les orthodoxes appelèrent notre tendance «anarcho-marxiste» ! Nous n'avons pourtant jamais voulu, comme le propose Daniel Guérin, une sorte de mélange des deux idéologies, certains cocktails nous paraissant par trop indigestes... Il n'en reste pas moins qu'au sein du groupe, sur tous ces points il y eut des nuances et cela aussi nous l'acceptons comme naturel. Ainsi, quand nos deux camarades de l'article précité jugent inséparable la critique de l'anarchisme et du marxisme, travail en tout cas de longue haleine et que nous ne pouvions plus accomplir dans notre cadre.

Quant à l'anarchisme «en tant qu'idéologie masquant un certain nombre de questions» (cf. «Quelques réflexions») et notre manichéisme entre le Bon et le Mauvais, je ne pense pas que nous ayons spécialement ménagé la Mère-Anarchie en tant qu'entité parfaite, inaliénable comme dirait l'autre. Les orthodoxes ne s'y sont d'ailleurs pas trompés et nous ont toujours accusés, eux, du contraire, à savoir remettre en question l'anarchisme traditionnel, ce qui a effectivement constitué une des lignes de force de notre trajectoire politique.

Un point important demeure toutefois auquel il faut tenter de répondre le plus honnêtement possible : nous considérons-nous tous encore comme des «anarchistes» au terme de cette longue expérience ? On verra que certains copains estiment cette question dépassée et c'est pourquoi je terminerai à titre exclusivement personnel, ne voulant annexer ou déformer aucune pensée. Pour l'auteur de ces lignes, la notion même d'anarchisme se confond avec mouvement, doute et remise en question, dépassement perpétuel, ce qui est une démarche dialectique sans plus. Cela implique donc profondément la nécessité d'attaquer le dogme mais cela ne doit pas forcément pousser à ne plus se considérer comme anar si on se ressent comme tel, sinon c'est un complexe ou une absurdité. Il m'est arrivé une fois d'écrire sur «la difficulté d'être anarchiste» des réflexions souvent sentimentales (bon, les anars sont des sentimentaux, et alors ?) voire «humanistes», insulte suprême à notre époque de style périsitu et de «vision globale» où l'emploi d'une phraséologie implacable — glacée — croit souvent tout résoudre. Mais passons. C'est vrai par contre, et je le reconnais volontiers, qu'en faisant référence à nos déficiences d'hommes par rapport à un «idéal» je respectais et donc sacrais la Mère-Anarchie, c'est pourquoi le contact avec de nouveaux camarades bousculant nos habitudes, notre conformisme, notre vision même, est indispensable. Cela dit, ne peut-on continuer un combat **anarchiste** en tenant compte de toutes ces données ?

Quoi qu'il en soit, le nombre et la complexité des questions que nous avons posées, en tentant de répondre à certaines, que nous nous posons encore sans y avoir répondu, montrent que le prétendu «néo-anarchisme» n'était pour nous rien d'autre qu'une évolution normale pour des libertaires et c'est en ce sens que la disparition d'un groupe et d'une revue *Noir et Rouge* nous semble logique à partir du constat de nécessité d'un nouveau stade. Que sera-t-il ? Nous entrons certainement dans une période de réflexion qui ne devrait toutefois pas nous masquer la période de **répression** actuelle, la nécessité aussi d'envisager à tous points de vue des temps plus durs, une fascisation accrue du régime voire un éventuel «coup à la grecque» un de ces jours : on a l'impression que beaucoup de révolutionnaires, et parmi eux les anars, se soucient peu de cette question, attendant de se retrouver cueillis un petit matin...

Ça ne veut pas dire qu'il faille en attendant se livrer à tous les fantasmes, attendre des vertus magiques de «l'action exemplaire» (j'aime peu le côté **chrétien** de cette dernière formule) ou d'un activisme suicidaire. S'il nous est arrivé d'insister sur la nécessité de l'action quotidienne opposée à «l'extraordinaire» il nous est également arrivé dans le passé d'attaquer le mythe de la barricade en elle-même (cf. *NR* n° 30, juin 1965) et nous ne craignons nullement de le rappeler. C'est tout cela qu'on peut appeler une «ligne» et une trajectoire politiques. Car qui dit ligne et trajectoire ne dit pas

forcément belle ligne droite ou courbe harmonieuse, ce qu'on ne voit précisément que dans les **schémas** ou les catéchismes. En ce qui nous concerne, ce fut plutôt zigzaguant, plein de contradictions, de détours et de redéparts, comme la vie...

Mais si cette ligne eut des variables, elle eut aussi des constantes, celles qui motiveront le combat **que nous continuons et poursuivrons**. Entre autres cette lutte contre la bureaucratie, qui nous fit prendre position contre les prétentions d'organismes centralisés lors du congrès de Carrare, et nous fit y intervenir. C'est peut-être aussi parce que nous avons ressenti une certaine sclérose à la longue, de premiers germes en nous-mêmes en tant que groupe et revue tendant à «s'institutionnaliser» que nous préférons nous dissoudre en tant que tels. Pour nous, c'est aussi cela, l'anarchisme. Alors, qu'on le baptise «néo» ou anarcho-marxisme, peu importe. L'important est qu'un peu partout, et surtout après Mai, de jeunes militants se contactent, s'organisent et n'aient pas spécialement besoin de nous ou du mouvement officiel pour le faire. Je ne pense pas qu'il faille donc parler d'un anarchisme nouveau mais plus sûrement d'une vision nouvelle, d'un esprit nouveau, d'une perception plus aiguë et plus critique de l'anarchisme, oui.

Si, pour notre petite part, au cours de toutes ces années et au long de ces quarante-six cahiers, nous avons pu aider dans la recherche et l'élaboration de ces idées nouvelles, ne serait-ce qu'en tentant une certaine «désaliénation» de l'anarchisme afin de le réinsérer dans la vie de chaque jour, si enfin ce dernier numéro peut faire réfléchir les camarades sur l'exposé public de certaines erreurs et par là-même contribuer à leur combat, alors nous estimerons que notre travail n'a pas été tout à fait vain. En ce qui nous concerne, nous tirons les conséquences d'une fonction directive commençant à s'imposer et dont, pour nous-mêmes comme pour les autres, nous ne voulons pas. Comme la poésie et parodiant Lautréamont, nous pourrions rappeler que la Révolution doit être faite par tous, et non être l'affaire de quelques-uns. Lapalissade ? Comment se fait-il alors que tant de révolutionnaires ne s'en rendent pas encore compte ?

C. LAGANT

Sur la théorie

N° 3 — 1956

Pour la clarté

Depuis plusieurs années et pratiquement depuis la guerre des classes en Espagne, un malaise se sentait dans le mouvement anarchiste international, quelque chose n'allait pas, n'allait plus... Pourtant les événements donnent chaque jour raison.

Allons-nous donc manquer le «rendez-vous de l'histoire» ? Étions nous «en marge» ? Dans cette situation, il était logique de vouloir réexaminer la doctrine anarchiste. Cela fut l'occasion de commettre mille trahisons, mille falsifications, de se «ranger» à droite ou à gauche... Ce n'est pas avec ceux-là que nous voulons polémiquer. Pas plus que «réinventer» l'Anarchisme : il n'en a pas besoin.

Il suffit de le repenser, ce que nous proposons aux camarades, aux amis : quelques textes «classiques», des réflexions de quelques camarades du groupe **Christo Boteff** (qui n'engagent pas les GAAR en tant qu'organisation) et que nous soumettons à la critique constructive de tous. L'Anarchisme est devenu une notion très, trop élastique et il ne s'agit pas d'en faire un exposé complet... encore moins un programme, statut ou manifeste. Mais nous espérons que de la discussion pourront se dégager certaines notions constructives.

L'ANARCHISME EN TANT QUE SYSTÈME SOCIAL

Négation complète de l'ordre social actuel, bien sûr...

Mais, parce que beaucoup d'autres formulent aussi des critiques contre cet ordre, ayant extérieurement le même sens (de certains libéraux aux milieux «progressistes», en passant par tous les partis et toutes les tendances socialistes) nous devons préciser ici le sens de la société actuelle :

— L'État, le pouvoir et le centralisme constituent sa base sociale.
— Le capitalisme privé, les trusts ou le capitalisme d'État, l'exploitation et la

misère, la division en classes et l'inégalité font sa base économique.
— La violence, la terreur ou les méthodes politiques parlementaires du gouvernement ; les possessions coloniales ou semi-coloniales, économiques ou militaires, l'esclavage, les guerres impérialistes et l'exploitation des sentiments nationaux ; la religion, les mystifications politiques et les mensonges — sont des moyens et des méthodes qui défendent et soutiennent cette société.

Tandis qu'une société anarchiste est:

— Libertaire, anti-étatiste et sans classe, parce que :
—La liberté, la solidarité et le fédéralisme servent de base à la vie personnelle et commune.
— L'édification de la société se fait sur la base des communes libres et l'association en fédérations libres sans aucun élément de pouvoir.
— La possession de tous les biens, la production et la distribution sont communistes par suite de l'expropriation et de la socialisation des moyens de production, de transport, d'achat et de distribution.

Il est à noter combien absurde — ou intéressé — est le reproche fait aux anarchistes de ne savoir «que détruire», de n'avoir aucune idée «positive», constructrice ; surtout lorsque ce reproche leur est lancé par «les gauches». Les discussions entre les partis politiques d'extrême gauche et les anarchistes avaient toujours pour objet : la tâche positive et constructive à accomplir après la destruction de l'État bourgeois (au sujet de laquelle tout le monde était d'accord). Quel devait être le mode d'édification de la société nouvelle : étatiste, centraliste et politique ou fédéraliste, apolitique, et simplement sociale ? tel fut toujours le sujet des controverses entre les uns et les autres : preuves irréfutables que la préoccupation essentielle des anarchistes fut toujours, précisément, **la construction future**.»

Voline dans *La Révolution Inconnue*
p. 154. (d'après le texte français)

... «Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges... Je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédérées dans les communes, et non par l'action suprême et tutélaire de l'État...

Bakounine

... «Le vrai communisme n'est possible que dans l'anarchie. Le communisme est un idéal, il deviendra un régime, un mode de vie sociale dans lequel la production est organisée dans l'intérêt de tous, dans la manière d'utiliser au mieux le travail humain pour donner à tous le maximum de bien-être et liberté possible et dans lequel tous les rapports sociaux sont conçus en vue de garantir à chacun le maximum de satisfaction de développement possible matériel, moral et intellectuel. Mais une société communiste n'est possible que dans la mesure où elle surgit spontanément du libre accord et par la volonté

variable déterminée par les circonstances extérieures et les désirs de chacun.

Malatesta, d'après le texte italien «ancora su communismo ed anarchia»
dans *Umanità Nova*, Milan, 5-9-1920.

L'ANARCHISME ET L'ÉTAT.

L'anarchisme rejette l'État dans toutes ses fonctions sociales, économiques, culturelles, etc... et le considère comme une contradiction de la justice sociale, de la liberté et de l'égalité réelle. Il lutte non seulement pour son abolition complète, mais il refuse de se servir de ses institutions et d'accepter la possibilité d'une «démocratisation» et d'un rôle «progressif temporaire» sous forme d'un nouvel État «socialiste», «ouvrier», «prolétarien».
L'émancipation économique et la disparition d'une classe dirigeante sans détruire l'État, le gouvernement et le pouvoir en général, ne mènent pas à la véritable libération.

... «Par conséquent, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir un État, bon, éthique et juste. Tous les États sont mauvais dans ce sens qu'ils sont par leur nature, par les conditions et les buts de leur existence, diamétralement opposés à la justice humaine, à la liberté et à la morale. Dans ce sens là il n'y a pas une grande différence entre le sauvage Empire Russe et l'État européen le plus civilisé. C'est ainsi. Je suis arrivé à la conclusion que celui qui veut, avec nous, la confirmation de la liberté, la justice et la paix, s'il veut l'émancipation complète des peuples — doit demander, avec nous, la destruction de tous les États, et la fondation sur ses ruines des fédérations mondiales, des associations productrices libres dans tous les pays.

Bakounine, d'après les textes russes *Œuvres Complètes* (T.3 116-1)
(Proposition... à la Ligue de la Paix et de la Liberté).

... «L'État, par son principe même est un immense cimetière, où viennent se sacrifier, mourir, s'enterrer toutes les manifestations de la vie individuelle et locale, tous les intérêts particuliers dont l'ensemble constitue précisément la société. C'est l'autel où la liberté réelle et le bien-être des peuples sont immolés à la «grandeur politique» ; et plus cette immolation est complète, plus l'État est parfait. L'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise — classe bureaucratique enfin, lorsque toutes les autres classes s'étant épuisées, l'État tombe (ou s'élève, comme on voudra), à la condition de machine. L'avènement de la liberté est incompatible avec l'existence des États...

Bakounine (d'après les textes russes et français)

... «Cherchons donc à établir les causes essentielles de la défaite de l'idée anarchiste (N.B. en Russie). Elles sont multiples. Énumérons-les, par ordre d'importance, et tâchons de les juger à leur juste valeur:
1°) L'état d'esprit général des masses populaires en Russie, comme partout ailleurs, l'État et le gouvernement apparaissaient aux masses comme des

éléments indispensables, naturels, historiquement fondés une fois pour toutes. Les gens ne se demandaient même pas si l'État, si le gouvernement représentent des institutions «normales», utiles, acceptables. Une pareille question ne leur venait pas à l'esprit...
2°) Ce préjugé étatiste, presque inné, dû à une évolution et à une ambiance millénaires, donc, devenu une «seconde nature», fut raffermi ensuite par la presse tout entière, y compris celle des partis socialistes? N'oublions pas que la jeunesse russe avancée lisait une littérature qui invariablement, présentait le socialisme sous un jour étatiste. Les marxistes et les anti-marxistes se disputaient entre eux, mais pour les uns comme pour les autres, l'État restait la base indiscutable de toute société moderne...
Il faut... donc que la société actuelle soit ruinée de fond en comble, avec son économie, son régime social, sa politique, ses mœurs, ses coutumes et ses préjugés. Telle est la voie où l'histoire s'engage quand les temps sont mûrs pour la véritable Révolution, pour la vraie émancipation.
C'est ici que nous touchons le fond du problème... «J'estime qu'en Russie cette destruction n'est pas allée assez loin. Ainsi, l'idée politique n'a pas été détruite. Ce qui a permis aux bolchevistes de s'emparer du pouvoir, d'imposer leur dictature et de la consolider... Elle ne fut pas assez complète pour les détruire dans leur essence même, pour obliger des millions d'hommes à abandonner tous les faux principes modernes (État, Politique, Pouvoir, Gouvernement, etc...), à agir eux-mêmes sur les bases entièrement nouvelles et à en finir à tout jamais, avec le capitalisme et avec le pouvoir sous toutes ses formes.
Cette insuffisance de la destruction fut, à mon avis, la cause fondamentale de l'arrêt de la Révolution russe et de sa déformation par les bolcheviks.

... Admet-on, oui ou non, qu'un «État» politique dirigé par un «gouvernement» représentatif, politique ou autre, puisse servir de cadre à une vraie société future ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est déjà pour une bonne partie.

Admet-on, oui ou non, qu'un État politique etc... puisse servir de société «transitoire» vers le véritable socialisme ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est...

Voline, *La Révolution inconnue* (p. 160-161-176).

L'ANARCHISME ET L'ORGANISATION

Nous admettons l'organisation dans l'esprit anarchiste-communiste :
Une organisation idéologique spécifique et plusieurs autres organisations — syndicales, de la jeunesse, des femmes, culturelles, des coopératives, etc... selon les besoins et les buts de la lutte jusqu'à la révolution, et ensuite, selon ceux de l'édification de la société nouvelle.

Nous tenons à préciser et à formuler la différence et le plan d'organisation qui existe entre nous :
— Les anarchistes individualistes, qui acceptent certains principes anarchistes mais nient la nécessité des organisations permanentes et bien formées,
— Les anarchistes syndicalistes qui n'acceptent que les organisations purement professionnelles, de production et de distribution, et pensent qu'elles sont suffisantes non seulement pour la production et l'économie, mais aussi pour

mener la lutte pour la destruction de la société actuelle, et pour donner la forme sociale à 'anarchisme,
— Ceux qui se basent uniquement sur l'organisation en la considérant comme un moyen universel capable d'apporter l'unité dans la pensée et dans l'action, d'assurer un succès rapide, de créer la discipline : tous ceux qui, pour cette sorte d'organisation, sont prêts à sacrifier les principes mêmes de l'anarchisme: celui de la liberté, de l'accord libre, du fédéralisme, et qui utilisent même le principe de la majorité imposant des limites à la critique en cas de divergences, de tous ceux dont l'organisation va jusqu'à ne plus se distinguer d'un parti.

Pour arriver à la société libre anarchiste, il faut que l'organisation de ses forces soit aussi libre, créatrice, fédéraliste et révolutionnaire. Dans cette lumière doivent aussi être les autres organisations, plus ou moins libertaires, sans aucune contrainte, sans jouer le rôle de chef des minorités agissantes, etc...

... «Nous ne sommes pas contre l'organisation anarchiste, mais nous la voyons autrement, dans son contenu ainsi que dans sa forme. Nous ne... considérons pas que l'organisation, comme telle, peut guérir et arranger tout ; autrement dit, nous n'exagérons pas son importance et ne voyons ni le profit, ni la nécessité de sacrifier les principes et les idées de l'anarchisme même, pour l'organisation seule...»

(de «Réponse de la plate-forme d'organisation» éditée à Paris en 1927, signée par Voline, avec un groupe anarchiste russe, ici d'après le texte russe.)

... «La seule organisation sociale rationnelle, équitable, compatible avec la dignité et le bonheur humain, sera celle qui aura pour base, pour âme, pour unique loi et pour but suprême la liberté... Rien n'est aussi dangereux pour la morale privée de l'homme que l'habitude du commandement. Le meilleur homme, le plus intelligent, le plus désintéressé, le plus généreux, le plus pur, se gâchera infailliblement et toujours à ce métier. Deux sentiments inhérents au pouvoir ne manquent jamais de produire cette démoralisation : le mépris du chef pour les masses populaires et l'exagération de son propre mérite...
... La solidarité. Ce principe peut être formulé ainsi : aucun individu humain ne peut reconnaître sa propre humanité, ni par conséquent, la réaliser dans sa vie, qu'en la reconnaissant en autrui et qu'en coopérant à sa réalisation pour autrui. Aucun homme ne peut s'émanciper qu'en émancipant avec lui tous les hommes qui l'entourent. Ma liberté est la liberté de tout le monde, car je ne suis réellement libre, libre non seulement dans l'idée mais dans les faits, que lorsque ma liberté et mon droit trouvent leur confirmation, leur sanction, dans la liberté et dans le droit de tous les hommes, mes égaux.

Bakounine, (d'après des textes russes et français).

... «Non, le syndicalisme n'est pas le moyen nécessaire et suffisant de la révolution sociale. Les syndicalistes prennent les moyens pour la fin, la partie pour le tout. L'idée selon laquelle l'organisation ouvrière générale suffirait aux tâches révolutionnaires de l'anarchisme est fondée sur une confusion : la révolution n'est pas ouvrière seulement, mais humaine... Or, c'est le rôle des anarchistes, d'éveiller les syndicats à l'idéal, en les orientant peu à peu vers la

révolution sociale».

Malatesta, (discours au Congrès d'Amsterdam, 1907)

... «De façon générale, une interprétation erronée — ou le plus souvent, sciemment inexacte — prétend que la conception libertaire signifie l'absence de toute organisation. Rien n'est plus faux. Il s'agit, non pas d'organisation et de «non-organisation», mais de deux principes différents d'organisation. Toute révolution commence, nécessairement, d'une manière plus ou moins spontanée, donc confuse, chaotique. Il va de soi — et les libertaires le comprennent aussi bien que les autres — que si une révolution en reste là, à ce stade primitif, elle échoue. Aussitôt après l'élan spontané, le principe d'organisation doit intervenir dans une révolution, comme dans toute autre activité humaine... Naturellement, disent les anarchistes, il faut que la société soit organisée. Mais cette organisation nouvelle, normale et désormais possible, doit se faire librement, socialement et, avant tout, en partant de la base. Le principe d'organisation doit sortir, non d'un centre créé d'avance pour accaparer l'ensemble et s'imposer à lui, mais — ce qui est exactement le contraire — de tous les points, pour aboutir à des nœuds de coordination, centres naturels destinés à desservir tous les points... Mais, en tout lieu et en toute circonstance toutes ces valeurs humaines doivent librement participer à l'œuvre commune, en vrais collaborateurs, et non en dictateurs».

Voline, (*id.* 154-155)

L'ANARCHISME ET LES CLASSES

Nous sommes contre l'État, le Pouvoir et la Société divisée en classes.

Nous sommes pour la société libre et sans classes.

Nous sommes contre tout privilège, oppression, exploitation de l'homme par l'homme, contre toute dictature même quand elle a la prétention de représenter une soi-disant majorité, nous n'acceptons aucune institution basée sur le pouvoir et l'oppression qui n'ont pour but que le soutien des inégalités, des privilèges, de la misère, de l'esclavage et des classes. Nous ne cantonnons pas la Révolution sociale dans les limites étroites d'un changement politique, nous ne la voyons pas comme une œuvre d'un groupe, parti ou même classe, mais nous la considérons comme une libération profonde et complète, économique, sociale, intellectuelle et morale — œuvre, par conséquent, des masses populaires, de tous ceux qui sont exploités, soumis et gouvernés — et aussi de tous ceux qui luttent et désirent cette libération.

Par conséquent, nous considérons l'anarchisme comme un idéal profondément humain, dépassant les intérêts d'une classe quelconque, étant donné qu'il nous conduit vers une société sans classe.

Mais, constatant qu'à la base de la société actuelle **se trouvent deux facteurs : économique** et celui du **pouvoir**, nous sommes amenés à

souligner la réalité de **sa structure de classes**. Certaines de ces classes doivent être considérées comme défenseurs de la société actuelle, les autres comme ses ennemies conscientes ou inconscientes, menant la lutte contre le capitalisme, l'État ou la religion comme causes et conséquences de la division en classes, de l'oppression et de l'inégalité, lutte dirigée contre cette société en tant que telle et par conséquent contre les classes qui la soutiennent, lutte menée principalement par les exploités et les opprimés, engagés par intérêt vital dans cette lutte et la Révolution.

Nous considérons donc que le caractère de classe est un des éléments fondamentaux de l'anarchisme dans sa lutte jusqu'à et pendant la Révolution.

Nous tenons à donner une brève explication sur notre conception des classes :

— **Les classes sont l'expression des rapports de forces économiques dans la société actuelle** ; d'un côté ceux qui possèdent les biens, les crédits, les moyens de production, des transports et d'échanges, les capitalistes, les exploiteurs directs et indirects ; de l'autre ceux qui n'ont que leurs forces physiques et intellectuelles à vendre pour pouvoir vivre — les exploités directs et indirects. Mais une classe, même sur un plan économique, n'est ni contrastée ni compacte — c'est à dire son intégralité varie selon la situation économique et sociale du moment, et selon les passages des éléments d'une classe à l'autre. Les intérêts des différentes couches d'une même classe peuvent ne pas être identiques dans certains cas et peuvent être même opposés. Sur ce fait est basée la pratique de la collaboration de classes (social-démocratie et tous les réformismes de gauche). Mais ce fait prouve également l'erreur du syndicalisme étroit, de l'ouvriérisme. Le seul facteur économique, malgré son importance primordiale, n'est pas capable ni suffisant pour réveiller la conscience et la solidarité de classe pour écarter le danger d'une nouvelle dictature, pour fixer les buts de la Révolution et de la société nouvelle.

— La classe, par ailleurs, **est l'expression du pouvoir, autre caractéristique fondamentale de la société actuelle** — c'est à dire de gouvernants et des gouvernés, des oppresseurs et des oppressés. Mais le pouvoir et l'État, en tant que tels, sont capables, d'autre part, d'engendrer des classes nouvelles, par la création des institutions de l'État, d'un appareil bureaucratique, des responsabilités, des privilèges, des avantages économiques, de la technocratie.

La conscience de classe et la solidarité sont des facteurs importants, mais si elles ne sont pas accompagnées par une profonde conscience révolutionnaire, elles ne sont pas des facteurs suffisants pour conduire les masses jusqu'à l'émancipation complète. Dans ce sens l'anarchisme comme idée et but est le stimulant et le catalyseur qui donne la direction et définit le caractère des luttes sociales et de la Révolution.

La lutte de classe est un fait et non pas un mythe. Mais nous refusons d'utiliser cette lutte pour des buts politiques, étatiques ou d'un parti, pour instaurer la dictature d'une classe sur une autre. Pas de domination, pas de dictature, pas de remplacement d'un gouvernement par un autre — mais l'abolition de tous les privilèges, exploitations, classes, vers la société sans classes, sans pouvoir, vers la société anarchiste.

«Dans son mouvement en avant l'humanité dans chaque époque pose au premier plan le problème de la lutte contre la forme concrète de l’oppression ; la suppression de l'esclavage et des serfs, la liberté de la conscience, l'anéantissement des privilèges féodaux, l'abolition du despotisme politique,

l'émancipation des peuples opprimés etc... Dans notre époque, après la Révolution Française, la forme principale d'oppression — c'est le capitalisme, exploitant le travail.
Dans la lutte actuelle des classes, chaque victoire de la classe ouvrière est une victoire aussi du progrès humain, en général. Il n'y a pas contradiction ici — si quelqu'un nous proposait une action profitable pour le prolétariat, mais dangereuse pour les intérêts de l'humanité et pour l'homme, nous devrions lui répondre qu'il y a ici erreur, qu'une action tactique est sans aucun doute nuisible aussi pour le prolétariat lui-même».

Maria Korn-Isidinle (dans *Humanité ou les classes*)
...« La dictature du prolétariat est une formule de l'impérialisme des classes, absurde et dangereuse. Le prolétariat doit disparaître, mais pas gouverner. Le prolétariat est précisément un prolétariat, parce que de sa naissance jusqu'à sa tombe, sous le fardeau des circonstances, il est condamné à appartenir à la classe la plus pauvre, la plus ignorante et mal instruite ; et par conséquent la moins apte à une émancipation individuelle et moins capable de donner son influence à la vie politique. Le prolétariat, encore plus que les autres classes, est exposé à une vieillesse et une mort prématurée. Libéré de cette injustice, le prolétariat cesse d'être une classe parce que les privilèges des autres classes sont supprimés. Et dans la vie il y aura seulement des catégories humaines : les intelligents et les sots, les instruits et les mal instruits, les sains et les malades, les honnêtes et les malhonnêtes, les beaux et les laids...»

Berneri (dans *La guerre des classes en Espagne*)
... «La dictature du prolétariat est une conception marxiste. Suivant Lénine : "Est seul marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte de classe à la reconnaissance de la Dictature du prolétariat."
Lénine avait raison: la Dictature du prolétariat n'est en effet, pour Marx que la conquête de l'État par le prolétariat, qui organisé en une classe politiquement dominante, arrive, au travers du socialisme d'État à la suppression de toutes les classes... Lénine déguisait les choses. Les marxistes "ne proposent pas la destruction complète de l'État", mais ils prévoient la disparition naturelle de l'État comme conséquence de la destruction des classes au moyen d'une révolution sociale, qui supprime, avec les classes l'État. Les marxistes, en outre ne proposent pas la conquête armée de la Commune par tout le prolétariat, mais ils proposent la conquête de l'État par le parti, qu'ils supposent représenter le prolétariat... Les anarchistes admettent l'usage d'un pouvoir direct par le prolétariat, mais ils comprennent l'usage d'un pouvoir comme formé par l'ensemble des systèmes de gestion communiste : organisations corporatives, institutions communales, régionales, nationales, librement constituées en dehors et à l'encontre de tout monopole politique de parti, et s'efforçant de réduire au minimum la centralisation administrative. Lénine, dans des buts de polémiques, simplifie arbitrairement les données de la différence qui existe entre les marxistes et nous.

Camillo Berneri (*id.* d'après le texte français)

... «L'erreur fondamentale de Monatte et de tous les syndicalistes-révolutionnaires provient, selon moi, d'une conception beaucoup trop simpliste de la lutte des classes : la conception selon laquelle il suffit que les travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts propres pour défendre du même coup les intérêts du prolétariat tout entier contre le patronat. La réalité est, selon moi, très différente. Au sein de la «classe» ouvrière même existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte, les intérêts de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement opposés à ceux d'une autre catégorie... Cependant parmi les prolétaires la solidarité morale est possible à défaut de solidarité économique. Cette solidarité morale, les ouvriers qui se cantonnent dans la défense de leurs intérêts corporatifs ne la connaissent pas ; mais elle naîtra un jour, où une volonté commune de transformation sociale aura fait d'eux des hommes nouveaux. La solidarité, dans la société actuelle, ne peut être que le résultat de la communion au sein d'un même idéal...
L'anarchie est un but, la révolution anarchiste que nous voulons, dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe ; elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie au triple point de vue — économique, politique et moral — ... le seul but qui vaille un effort est l'anarchie.»

Malatesta (d'après le texte français)

...« Si les masses ouvrières russes avaient eu à leur disposition, au moment même de la révolution, des organismes de classe de vieille date, expérimentés, éprouvés, prêts à agir... et à mettre cette idée en pratique... Or la réalité fut tout autre. Les organisations ouvrières ne surgiront qu'au cours de la Révolution... Rapidement le pays entier se couvrit d'un vaste réseau de syndicats, de comités d'usines, de soviets etc... Mais ces organismes naissaient sans préparation ni stage d'activité préalable, sans expérience acquise, sans idéologie nette, sans initiative indépendante. Ils n'avaient encore jamais vécu des luttes d'idées ou autres...
L'idée libertaire leur était inconnue. Dans ces conditions, ils étaient condamnés à se traîner dès leurs débuts à la remorque des partis politiques. Et par la suite — les Bolcheviks, justement, s'en chargèrent —, le temps leur manqua pour que les faibles forces anarchistes puissent les éclairer dans la mesure nécessaire.
Les groupements libertaires comme tels ne peuvent être que des «postes émetteurs» d'idées. Pour que ces idées soient appliquées à la vie, il faut des «postes récepteurs» : des organismes ouvriers prêts à se saisir de ces idées-ondes, à les «capter» et les mettre à exécution. Si de tels organismes existent, les anarchistes du corps de métier correspondant y adhèrent, y apportent leur aide éclairée, leurs conseils, leurs exemples, etc... Or en Russie, ces «postes récepteurs» manquaient, les organisations surgies pendant la révolution ne pouvant pas remplir ce rôle tout de suite. Les idées anarchistes tout en étant lancées très énergiquement par quelques «postes émetteurs» — peu nombreux d'ailleurs — se perdaient «dans l'air», sans être utilement «captées», donc sans résultats pratiques, voire presque sans résonance effective...
L'absence d'organismes ouvriers socialement prêts à saisir et à réaliser, dès le début, l'idée anarchiste... cette absence fut, à mon avis, l'une des raisons

principales de l'échec de l'anarchisme dans la Révolution Russe de 1917...

Voline (*id.* chapitre «Les deux idées de la révolution»
d'après le texte français.)

... «trois conditions sont indispensables — dans cet ordre d'idées — pour qu'une révolution réussisse jusqu'au bout :
— Il faut que de très vastes masses poussées par la nécessité impérieuse y participent de plein gré.
— Que... les éléments les plus avancés et les plus actifs : les révolutionnaires, une partie de la classe ouvrière, etc... n'aient pas à recourir à des mesures de coercition d'allure politique.
— Pour ces deux raisons, l'immense masse «neutre» emportée sans contrainte par le vaste courant, par le libre élan de millions d'hommes et par les premiers résultats positifs de ce gigantesque mouvement, accepte de bon gré le fait accompli et se range de plus en plus du côté de la vraie révolution.
Ainsi, la réalisation de la véritable Révolution émancipatrice exige la participation active, la collaboration étroite, consciente et sans réserve de millions d'hommes de toutes conditions sociales, déclassés, désœuvrés, nivelés et jetés dans la Révolution par la force des choses».

Voline (*id.*)

... «Bakounine, dans son discours de 1867 devant le congrès de la «Ligue pour la Paix et la Liberté» confirma, que l'époque du radicalisme est bien terminée, et que dès alors, commence une phase nouvelle dans la vie révolutionnaire — L'ère du socialisme ouvrier; que désormais en même temps que la liberté politique sera la question pour l'émancipation économique, et que cette question prédominera dans l'histoire. Avec sa brochure adressée aux disciples de Mazzini il a proclamé la fin des conspirations politiques révolutionnaires, et aussi, le social-christianisme sentimental, et le début du réalisme athéiste et communiste dans l'histoire.

Kropotkine : *Pour Bakounine*
(*Écrits* de 1905, ici d'après le texte russe)

... «Dès maintenant entre — le prolétariat affamé, enivré de passions révolutionnaires et luttant sans répit vers un monde nouveau, pour des vérités fondamentales de l'humanité, pour une société fondée sur la justice, la liberté, l'égalité et la fraternité — et de l'autre côté le monde des classes privilégiées défendant aussi avec vigueur l'ordre d'État, de métaphysique, des cléricaux, des militaires, des flics — cet ordre, qui est la dernière forteresse qui garde encore leur privilège «chéri» de l’exploitation économique — entre ces deux mondes, je le répète, celui des hommes simples, les travailleurs et celui de la société «civilisée» — aucune paix n'est possible.
La guerre à outrance. Et pas seulement en France, mais dans toute l'Europe cette lutte doit s'achever avec la victoire de l'un des deux côtés.
Ou le monde bourgeois, «civilisé» doit combattre et opprimer de nouveau les forces populaires avec la force du knout, de la baïonnette, du bâton et avec la

bénédiction, bien entendu de Dieu, et la confirmation de la «science moderne» — ... Ou les masses laborieuses lèveront d'elles-mêmes définitivement le haïssable joug des siècles, détruiront à fond l'exploitation bourgeoise, ce qui signifie : la solennité de la Révolution Sociale, l'abolition de tout ce qui s'appelle «État».
Et ainsi, d'un côté l'État, de l'autre la révolution sociale ; ce sont les deux pôles dont l'antagonisme représente la vraie substance de la vie actuelle. Et aujourd'hui, dans tous les pays du monde civilisé n'existe qu'une seule question entière et définitive : émancipation du prolétariat de l'exploitation économique et de l'oppression étatique. La libération du prolétariat est impossible dans aucun État, car la première condition c'est l'abolition de chaque État...
Le fait économique a toujours précédé et précède le droit juridique.
Comme les États antiques ont péri par la main des esclaves, ainsi les États actuels, périront par le prolétariat...
Entre le prolétariat et la bourgeoisie existe un antagonisme, sans compromis, parce qu'il est une conséquence logique de ses attitudes réciproques. Le bien-être de la classe bourgeoise est incompatible avec le bien-être et la liberté des travailleurs, car ce bien-être ne peut être basé que sur l'exploitation de ces derniers. Pour les mêmes raisons le bien-être et la dignité humaine des masses laborieuses exige l'abolition de la bourgeoisie comme classe.

Bakounine (d'après les textes russes.)

LIBERTÉ ET ÉCONOMIE

Nous affirmons que la possibilité de la liberté effective pour tous implique l'avènement d'une économie communiste. Nous disons bien communiste et non pas collectiviste car le collectivisme veut dire l'absence des différences de propriété, mais les différences de fonctions et de répartition subsistent. Et c'est justement avec ces différences dans la répartition qu'apparaissent les distinctions de classes. D'autre part, nous constatons que les libertés du libéralisme exigeant en fait la servitude du plus grand nombre ne méritent pas d'être défendues puisqu'elles confèrent un droit qui n'est accessible qu'à ceux pour qui il n'y a pas de problèmes économiques. Les libertés «formelles» sont liées à des institutions qui perpétuent l'asservissement du prolétariat.

C'est donc par la résolution communiste du problème économique — c'est à dire par la suppression de l'aliénation — que l'on rend possible la coïncidence parfaite des fins particulières de l'individu et des fins générales de la collectivité.
Mais nous affirmons que cette organisation communiste de l'économie n'est possible que dans l'Anarchie, de même que nous pensons que l'avènement total de l'Anarchie n'est possible que sur une base économique communiste. Car dans un régime autoritaire, régime d'économie dirigée en l'absence des libertés, une classe ou une caste dirigeante se reconstitue fatalement avec ses privilèges et l'oppression comme conséquence. C'est pourquoi nous refusons de confondre l'émancipation du prolétariat avec l'avènement des régimes autoritaires. **Quelle que soit leur origine.**
Nous ne pensons pas pour autant que la transformation du régime de propriété soit suffisante pour définir tout le concept anarchiste de Révolution. Cette transformation de l'infrastructure est une condition nécessaire, sine qua non,

de la transformation éthique, morale, culturelle, de ce qu'implique pour nous l'idée de la Révolution totale mais elle peut n'être pas suffisante. Nous ne pensons pas qu'à partir de la révolution économique tout s'enchaîne nécessairement ; pour nous, —contrairement au marxisme — l'anarchisme n'implique pas un automatisme de ce genre et nous pensons, avec Malatesta, que seule la volonté des hommes décidera de ces superstructures, bien qu'elles n'apparaissent que comme un reflet des conditions objectives. C'est pourquoi en luttant pour la libération économique nous avons conscience de lutter seulement pour une 1re condition pour l'accomplissement de l'homme total et qui sera l'œuvre de lui-même.

N° 28 — Décembre 1964

Pour une systématisation de la pensée anarchiste

Nous avons reçu le texte de la conférence que le camarade Lain-Diez *a récemment faite à Santiago du Chili, en espagnol, et qu'il a traduite lui-même en français pour* N. &.R.

Limités par le nombre de pages de la revue, nous n'avons gardé que le texte intégral des cinq premiers chapitres, ce qui représente environ la moitié de la conférence. Il aurait été plus difficile de condenser le texte entier, au risque d'en déformer la pensée, et les cinq premiers chapitres sont peut-être les plus actuels.

Nous ne sommes pas entièrement d'accord avec Lain-Diez*, et nous ajouterons quelques mots à la f n avec nos remarques.*

1. — L'idéal anarchiste est une société d'où l'on a banni l'empire de toute institution autoritaire et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette société, en langage politique, est synonyme d'un régime fédéral qui s'organise de bas en haut par fédération d'unités territoriales s'engageant mutuellement à respecter leur propre individualité. Sur le terrain économique, ces unités établissent des échelons successifs de coordination dans la mesure où elles jugent nécessaire de centraliser et rationaliser les entreprises et de compenser les inégalités s'ensuivant des différences de productivité ou de situation géographique. Au cours de toute cette œuvre de coordination et compensation le critérium de la croissance organique aura la priorité sur celui de la «planification», si par là on entend la direction centralisée et bureaucratique de l'économie (Gosplan).[15] Par «croissance organique» nous entendons un développement où les demandes réelles de biens et de services de n'importe quelle communauté peuvent s'exprimer librement, sans les distorsions occasionnées soit par la propagande commerciale créatrice de nécessités artificielles, soit par les raretés factices résultant du plan, expression des décisions des techno-bureaucrates qui fixent arbitrairement ce qui doit être

consommé ou produit, plus appliqués à leurs intérêts de classe co-dominante et à ceux de l'État qu'ils servent.

Avec les premiers essais d'organiser la société d'accord avec la vision du monde ébauchée, ne disparaîtront pas automatiquement les conflits humains, toujours latents chez l'homme, moulé par des siècles d'oppression, de servilisme et de violence. Aussi bien la sociologie comme la psychologie des conflits feront l'objet de recherches approfondies (dans le genre de l'école de Birmingham par exemple) pour résoudre harmonieusement les dissensions inévitables, héritage de ces facteurs traditionnels d'une part, de l'autre des réajustements imposés par le nouvel ordre, sans compter les erreurs qu'entraîne toute expérience hors des sentiers battus.

L'idéal de société entrevue par l'anarchisme pose d'emblée le problème des objectifs humains, car il n'y a pas lieu de réformer parallèlement la société sans réformer l'homme. En cela il s'écarte du marxisme, qui fait dépendre l'homme de la société, plus étroitement de son infrastructure économique, et qui ne s'est jamais posé la question de l'autonomie morale, avec les conséquences déplorables qu'on sait. Mais la réforme de l'homme sous-entend des fins éthiques auxquelles s'adaptera son éducation. Ces fins et les méthodes éducatives appropriées ne devront pas poursuivre l'adaptation passive au nouveau régime en vue de le consolider mais l'exaltation des facultés créatrices, surtout sur le terrain de l'art, pour parer aux conformismes qui pourraient mettre un frein au progrès et menacer derechef la liberté de l'individu, cette cellule revitalisante de l'organisme social.

2. — Les fins et les moyens se tiennent pour former un tout inséparable mais ce sont les moyens qui, en dernière instance déterminent les fins.

En effet, si les hommes choisissent des moyens divorcés de normes éthiques librement acceptées qui s'adaptent aux objectifs élevés poursuivis, que ce soit par des circonstances exceptionnelles ou de simple opportunité, il arrivera fatalement qu'ils chercheront à colorer leurs transgressions et à donner le change. Ceci les induira d'une façon subtile et sournoise à modifier les fins et abandonner leurs principes pour leur en substituer d'autres en accord avec leur pratique utilitaire. Ainsi pointe un processus de corruption qui terminera par discréditer le mouvement auquel ils appartiennent et les propres idéaux qui l'enflamment.

De là le besoin de confronter fréquemment les moyens avec les principes. Qu'entendons-nous par «principes» ? Ce sont des points de départ, des postulats, des orientations qui résument notre conception des valeurs humaines et de la vie et nous évitent la peine de réviser continuellement les notions fondamentales. En d'autres termes, il s'agit de formules qui condensent des expériences séculaires illuminées par la raison ; comme telle, leur validité ne peut être sujette aux caprices sporadiques des innovateurs, soucieux de les interpréter ou appliquer pour couvrir d'un drapeau usurpé leur contrebande «circonstancielliste». Qu'on ne s'y méprenne pas, dans l'anarchisme tout n'est pas innovation et changement perpétuel : il y a aussi une œuvre de conservation des valeurs, ce qui n'exclut nullement une lente et patiente assimilation de nouvelles expériences. Celles-ci s'incorporent et enrichissent peu à peu son patrimoine spirituel, fournissant ainsi de nouvelles armes idéologiques et affectives à notre mouvement pour une efficacité accrue dans

la propagande et dans l'action.

3. — Les expériences récentes de l'anarchisme imposent la considération des valeurs et des moyens de préférence sur celle des fins et idéaux.

Dans son court passé historique notre mouvement n'a pas réussi à éviter deux écueils qu'une plus grande place accordée aux valeurs et moyens lui aurait permis de contourner: l'un est le millénarisme,[16] l'autre, la superstition négative de l'État, l'antithèse de la superstition positive ou mythe de l'État.

L'idéal défini au début a trop occupé l'imagination des militants de la période héroïque aux dépens d'une vision plus constructive de l'anarchisme dans l'immédiat. En appuyant fastidieusement sur la mi-vérité que «les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain», la fantaisie millénariste, celle du paradis sur la terre, s'est donnée libre cours sans que, du reste, les rêves se soient jamais cristallisés en schémas concrets d'organisation de la société future et des mesures à prendre «le lendemain de la révolution». Ils sont comptés les esprits prévoyants qui ont pensé à ces problèmes ou proposé des solutions aux tâches les plus urgentes d'un organisme de transition.

Si l'on excepte Proudhon, au siècle dernier, qui a dédié très peu de pages, quoique pleines de substance, à cet aspect constructif potentiel, et Kropotkine, dont les recherches mutuelles entre champs, fabriques et ateliers contiennent des données encore utiles et des suggestions intéressantes, nous ne trouvons pratiquement rien sur cette matière dans la copieuse littérature de l'anarchisme, ni aucun effort sérieux de la part des leaders du syndicalisme révolutionnaire pour se rendre capables d'agir dans l'éventualité d'un soudain et immense effort de reconstruction sociale. Francisco Ferrer s'indignait, non sans raison, de cette indifférence et a rudement malmené ses amis des syndicats dans la presse ouvrière de Barcelone à ce sujet.

(J'en ai parlé plus longuement dans ma conférence du cinquantenaire de l'assassinat de Ferrer, au Centre Républicain Espagnol de Santiago, Chili.)

Je ne nie nullement qu'il y ait des livres comme celui de Santillan sur «l'organisme économique de la révolution» (Barcelone 1938) et d'autres de moindre envergure, comme celui d'Hérédia au Chili (1937) ; mais à part leurs limitations, ils ne sont pas libres de préjugés «planistes» qui aboutissent, dans le dernier nommé, à un schématisme si simplificateur et centralisateur à la fois, qu'on courrait bien le risque, si l'on venait jamais à le mettre en pratique, de produire des maux semblables à ceux que nous voulons fuir : planification, bureaucratie et dictature.

Cependant, ces projets d'organisation sont aussi le produit d'une mentalité encline à l'utopisme et ne sont en fin de compte que des compléments techniques dont le but est de fournir une base d'apparence scientifique à nos rêves futuristes. En le serrant de plus près, le problème de préfigurer la société de nos vœux, ne fût-ce que dans ses lignes générales, est un problème insoluble, illustration parfaite du classique paradoxe de Zénon. En fait, si on ne veut pas se payer d'illusions et que l'on cherche à planter ses pieds fermement dans la réalité, il faudra bien partir des statistiques économiques et vitales existantes et combiner ces données, souvent distortionnées, avec des hypothèses arbitraires sur l'incidence des nouveaux facteurs sur la

consommation et la production et sur le comportement des hommes dans des circonstances complètement différentes des actuelles ; le tout aggravé par les tensions propres à un procès révolutionnaire qui ajoute des moments d'incertitude. Le fougueux Achille planificateur ne rattrapera jamais la tortue révolutionnaire.

La travail, donc la société, s'organisera de soi-même (thèse chère à Sorel). «On s'engage et puis on voit», disait Napoléon en attaquant, ce qui, traduit en langage populaire de chez nous signifie : «Chemin faisant on partagera la charge». Si le muletier est compétent, nul doute que la troupe ne s'arrêtera pas et que la charge arrivera à destination. Les travailleurs des champs et des ateliers en Espagne savaient très bien ce qu'ils faisaient en collectivisant et ils auraient mieux réussi encore si les leaders syndicalistes, du fait de leur «circonstancialisme»,[17] n'avaient prétendu, avec leur fatras de réglementations, incorporer la société naissante, égalitaire, promesse d'un avenir splendide, à l'État qu'ils contribuèrent à restaurer en bousculant leurs principes.

Mettons donc de côté pour le moment nos plans futuristes et fixons notre attention sur les principes, pour remonter de là aux valeurs, problème fondamental de l'heure actuelle. Nous serons mieux armés ainsi pour aborder le choix des moyens dont nous nous servirons dans notre propagande et notre action, de même que dans l'œuvre tout aussi importante d'harmoniser nos vies avec les principes que nous proclamons.

Il y a une autre raison de poids pour reprendre ce processus classificateur, qui doit être conçu comme un examen de conscience préalable à toute tentative de récupérer des positions perdues : c'est la nécessité de nous identifier et d'éviter toute confusion avec d'autres mouvements, de résister à l'attraction qu'ils ont exercée et pourraient encore exercer sur nous au grand dam de l'avenir du nôtre. Quand il s'agit des fins, le marxisme a pris de temps à autre un masque libertaire. Le premier exemple est celui de l'intervention de Marx en personne dans les deux manifestes et l'adresse lancés du siège londonien de l'Internationale à l'occasion de la Commune de Paris, réunis plus tard en volume dans sa célèbre *Guerre Civile en France*, œuvre, du reste très intéressante et conçue dans un esprit vraiment révolutionnaire. Aussi bien lui que son frère d'armes Engels ont considéré cette épopée et les réalisations politiques et sociales de son bref règne comme le premier essai d'instaurer la «dictature du prolétariat». Mais c'est un fait que la Commune de Paris, par certains côtés, eut une physionomie nettement prolétaire et telles de ses initiatives méritèrent l'approbation enthousiaste du secteur anti-autoritaire de l'Internationale dominé par Bakounine et Guillaume. L'attitude anarchisante de Marx fit beaucoup, malheureusement, pour propager dans les masses l'idée de dictature.

(J'ai analysé les deux interprétations de la Commune, celle de Marx et celle de Bakounine, dans un article du *Libertaire*, le 4 avril 1947. Cet article, ou plutôt essai, a été traduit en anglais par Karl Korsch et publié, précédé d'un commentaire de Korsch même, dans le *Southern Advocate of Council Communism* de Sydney, Australie.)

Lénine devait exploiter à fond cette confusion dans son livre *L'État et la Révolution*, écrit la veille de s'emparer du pouvoir dictatorial. Il obéissait au double dessein de combattre le réformisme de la social-démocratie, tant en

Allemagne comme en Russie (menchévisme) et de s'attirer l'important secteur minoritaire anarchiste qui gagnait du terrain avec ses slogans d'action directe et d'abolition de l'État. Beaucoup de gens se firent illusion sur le Lénine d'immédiatement avant la révolution et prirent au sérieux son apparent accord opportuniste avec l'anarchisme, sa pause quasi libertaire. Tant et si bien que la première opposition dans les rangs du bolchévisme — l'Opposition Ouvrière — s'appuyait sur le Lénine de *L'État et la Révolution* pour combattre la pratique du Lénine au pouvoir.

On pourrait interpréter cette équivoque par un dialogue entre un léniniste de bonne foi et un anarchiste candide. «Pourquoi ne pourrions-nous pas marcher unis», alléguerait le premier, dans la lutte contre la réaction, puisque nos fins sont les mêmes, le communisme du «chacun selon sa capacité et à chacun selon ses besoins» ? «Après tout, ce qui nous sépare n'est qu'une question secondaire, une simple appréciation du temps nécessaire pour passer de la première phase, la dictature (et sa séquelle la terreur, mais de cela il n'en soufflera mot) au communisme libertaire. Qu'on nous donne le temps tout juste pour détruire les mercenaires au service de l'impérialisme et les ennemis de classe à l'intérieur, et pour allumer dans le reste du monde le feu qui anéantira ce régime d'ignominie condamné par l'histoire.» Et il est fort probable, nous en savons quelque chose, que l'anarchiste candide, s'il manque de fermeté doctrinale et d'une trempe éprouvée, se laissera convaincre par ce raisonnement circonstanciel et donnera son approbation à des moyens contraires à ses principes sociaux et moraux, dans l'espoir d'atteindre promptement un but éloigné que l'État dictatorial s'arrange pour reculer de jour en jour.

Voilà pourquoi les considérations sur les fins n'ont pas d'importance pour nous séparer des courants totalitaires qui aspirent au pouvoir et pour nous identifier et parler à cœur ouvert face aux groupes humains et individus que nous prétendons gagner à notre cause. Plus encore, ces considérations risquent de faire tomber les innocents dans des pièges dialectiques du fait de la méconnaissance assez générale dans les milieux libertaires des modes de raisonnement familiers aux marxistes.

Ainsi déblayé le chemin des fins — jusqu'à nouvel ordre — nous pourrons nous concentrer dans les réflexions sur les valeurs, principes et moyens, tâche pressante qu'on ne peut pas remettre à demain. Mais je dois dire d'abord quelques mots sur le second écueil mentionné : la superstition de l'État. C'est une des opinions les plus ancrées, voire obsessive, de l'anarchisme, que la plupart des maux qui affligent l'humanité trouvent leur siège dans l'État. En le supprimant, disparaîtra la source principale de l'autoritarisme et de l'oppression qui entravent le libre épanouissement de la personnalité humaine. C'est pourquoi, en théorie autant qu'en pratique, les anarchistes ont concentré leurs feux sur le mythe de l'État et ses expressions concrètes. Mais on oublie ainsi que l'État est un effet de causes sociales profondes, c'est-à-dire que c'est un produit social dont la genèse dans le temps est conditionnée par des facteurs biologiques, économiques et psychologiques primaires. Certes, l'État même, de nos jours, par un impératif de conservation, en est le promoteur et intensifie leurs effets ; mais cela n'est qu'une réaction secondaire qui présuppose l'existence de ces facteurs primaires. Ce sont ceux-ci qu'il faut déraciner si nous voulons soit empêcher le resurgissement de l'État après

chaque tentative de l'abolir, soit simplement réduire son agressivité et sa prépotence.

Il faut le dire et le répéter, l'État plonge ses racines dans les profondeurs de la société et de l'homme mêmes. Ce sujet se prête à de longs développements, mais je me bornerai pour l'instant à énoncer une vérité fondamentale : si l'on veut combattre efficacement l'État, il est nécessaire de réformer la société et l'homme qui l'enfantent et le font durer. Les armes politiques et la politique des armes sont absolument inefficaces à cette fin. Il y a cependant un aspect positif dans la lutte déjà séculaire de l'anarchisme et, en général, de l'individu contre l'État : c'est l'importance accordée à l'action directe sans laquelle, comme disait Gandhi, «rien ne s'est jamais fait en ce monde». Et il est douloureux de constater comment on a oublié et oublie encore dans des milieux dits libertaires cette vérité si hautement proclamée et victorieusement mise en pratique par le libérateur de l'Inde.[18]

Une dernière remarque sur cette question de l'État. Landauer a justement défini l'État comme un ensemble de relations sociales, on le nie, ajoutait-il, en contractant de nouvelles relations sociales. Comment en contracter ? Plusieurs expériences contemporaines nous l'apprennent : le «bhoodanisme» de Vinova Bhave, disciple de Gandhi, avec ses deux millions et demi d'hectares et quatre cents villages collectivisés ; les kibhutzim d'Israël,[19] qui ont transformé un désert en jardin ; les collectivités agraires pendant la guerre civile en Espagne,[20] dont l'importance n'est pas suffisamment appréciée ; les réalisations urbanistiques et rurales de Danilo Dolci en Sicile, qui a su vraiment vaincre tous les obstacles bureaucratiques d'un gouvernement tracassier ; l'action communautaire engagée par Adrien Olivetti[21] dans le nord de l'Italie, poursuivie après sa mort par l'ensemble des communautés touchées par son initiative ; la nouvelle entreprise d'une «fabrique pour la paix»[22] lancée par de jeunes pionniers émules des vieux coopérateurs de Rochdale, avec un programme vaste et ambitieux, qui mérite notre suffrage et les apports généreux de tous les anarchistes du monde. Et «last but not least», l'action révolutionnaire des «espions pour la paix» en Grande-Bretagne, lesquels ont emporté sur le gouvernement une victoire foudroyante et spectaculaire. N'oublions pas non plus le grand mouvement coopérativiste.

Au cours de toutes ces réalisations nous entrerons parfois en conflit avec l'État. Comment vaincre avec un minimum d'agressivité violente la résistance que celui-ci oppose à l'invasion croissante des initiatives libertaires en voie de se consolider et de s'étendre dans la société, voilà la tâche pratique la plus importante de l'anarchisme d'aujourd'hui.

4. — Contre l'historicisme, notre mouvement doit affirmer le volontarisme.

Par *historicisme* je désignerai toutes les théories qui jugent les doctrines et les exploits humains en général en les replaçant dans un contexte historique, celui-ci conçu comme un développement indéfini, soit rectiligne ou continu, soit dialectique. Le premier cas est illustré par la théorie du progrès en vertu d'une loi de notre évolution intellectuelle, par exemple la loi des trois états de Comte, et le second, par l'alternance de thèse, anti-thèse et synthèse propre au système hégélien (copié par Marx), que Dühring, avec son ironie mordante, qualifiait de «sinonisme» (Janeirenei). La caractéristique commune de ces systèmes historicistes, c'est la suprématie, au point de vue de la décision dans

les affaires humaines, de l'Histoire avec majuscule, qui à l'insu des hommes leur imposerait sa loi : un progrès fatal ou un processus didactique. Cette nouvelle divinité, jalouse, a ses intermédiaires lesquels, à l'instar des prêtres des anciennes religions, interprètent ses desseins, prophétisent comme eux et fulminent des anathèmes contre les mécréants qui ne se laissent pas impressionner par leurs révélations. Ils arment aussi le bras séculaire contre les hérétiques et n'hésitent pas à emprunter les moyens que les inquisitions de tous les temps ont employés contre les esprits libres.

Cependant, à l'idée de loi l'anarchisme ne prétend pas opposer celle de caprice. Il ne nie point l'existence de certaines uniformités dans la société, comme on le constate dans les phénomènes de la nature, qui créent l'environnement, l'ambiance, le milieu, au sein duquel se meuvent et évoluent les hommes. Mais ce sont tout au plus des facteurs de détermination parmi d'autres, lesquels exercent une influence plus ou moins grande selon les circonstances historiques et la capacité créatrice de l'homme, sa volonté de subsister et de se surpasser.

Le volontarisme anarchiste d'après ma conception personnelle — je reconnais cependant ma dette envers Proudhon et Renouvier[23] — postule une évolution discontinue de la société, c'est-à-dire, composée de séries ou évolutions successives. Chaque série se distingue de l'antérieure par de nouveaux apports qui modifient substantiellement la physionomie sociale et les conceptions que les hommes se forment de leurs rapports avec leurs semblables et avec l'univers. Il y a des séries parallèles dans le temps, en des lieux différents du globe, lesquelles s'enchevêtrent chaque fois plus pour configurer finalement un seul processus fondamental, une série mondiale devant être à son tour continuée par une autre série empreinte de caractères nouveaux, et ainsi indéfiniment. Le trait saillant du volontarisme est donc la liberté. Celle-ci se manifeste par l'éclosion de nouvelles forces qui rompent la continuité du développement et ne s'expliquent pas par les antécédents connus ni par les données de la conscience historique. Ce sont comme des ferments qui apparaissent subitement, incubés dans le silence de la gestation humaine. C'est une vaine entreprise que vouloir les relier au passé. Ce processus est typique des grandes religions, dont la genèse n'a aucune explication historique, je dirai même rationnelle et scientifique.

Cette rupture de la continuité historique est la condition du dynamisme dans la société. Les facteurs statiques s'accumulent et se consolident et tendent à l'immobiliser. De cette condition d'immobilité les découvertes et inventions de l'homme la tirent. Les progrès de la navigation et de nos connaissances astronomiques nous ont ouvert des mondes nouveaux ; les concepts inattendus et même révolutionnaires de la physique relativiste et des «quanta» ont modifié profondément notre vision de la nature ; les audacieuses techniques astronautiques font reculer de centaines de milliers de kilomètres les limites de l'exploration directe de l'espace par l'homme. Toutes ces découvertes et inventions, réalisées dans un laps de temps étonnamment court, sont comme de gigantesques diastoles[24] qui secouent les structures vétustes de la société. Les mutations sociales sont d'une ampleur qu'on n'observe guère dans la nature végétale. La biologie humaine, la sociologie et la morale connaissent aussi leurs révolutions libératrices.

5. — Les valeurs et notions qui donneront forme à nos principes d'action doivent être tirées d'un ensemble cohérent de concepts enchaînés logiquement, élaborés à l'aide d'une philosophie analytique de l'histoire et d'une science de la morale. Cet ensemble constituera l'idéologie fondamentale de l'anarchisme.

Il y a beaucoup d'éléments précieux épars dans le monde spirituel susceptibles de s'intégrer dans une pensée systématique de l'anarchisme, seule façon de penser digne d'arrêter notre attention. Sans pensée systématique nous n'atteindrons jamais une fermeté doctrinale et un pouvoir de convaincre capables de nous assurer la supériorité dans les controverses et luttes avec les autres courants sociaux, politiques ou religieux. Voilà le nœud de la question : ou bien nous pensons méthodiquement pour systématiser nos convictions, leur assurant ainsi un solide front de bataille, ou bien nous continuerons de piétiner sur place dans un empirisme routinier, exposés à chaque moment à des reniements et chutes spectaculaires, soit d'individus isolés, soit de groupes spécifiques ou d'organisations syndicales d'orientation anarchiste.

La religion catholique n'abandonne pas l'arène historique et gagne même des positions.[25] Si nous étudions son passé et son évolution nous constaterons l'importance que l'Église a donnée à la pensée systématique. La *Somme Théologique* de Saint Thomas, qui inspire encore le néo-scolasticisme contemporain, continue à mouler, sept siècles après son élaboration, la mentalité de ses théologues. Cette philosophie fut mise à la portée d'un vaste auditoire dans la *Somme contre les gentils*, arme idéologique de vulgarisation doctrinaire et de combat contre les survivances païennes et le rationalisme.

La vitalité surprenante du thomisme est en grande partie la conséquence de son assimilation de la philosophie d'Aristote, la plus systématique de l'antiquité. Un édifice bien construit résiste mieux aux rigueurs du temps qu'un autre à moitié achevé. Bâtissons le nôtre solidement avec de nouveaux matériaux et avec les vieux qui ont enduré l'épreuve des siècles, entre autres, l'individualisme de l'antiquité et le nominalisme d'Occam, purgé de ses ingrédients théologiques. Aussi bien Epicure que Chrisippe et Occam sont des penseurs systématiques.

Le positivisme est un autre exemple de vitalité.[26] Sur le terrain scientifique et gnoséologique c'est encore la philosophie dominante. Ses modes de penser ont pénétré de telle façon qu'il est difficile de s'imaginer qu'il y a un siècle à peine elle était considérée révolutionnaire et trouvait une résistance opiniâtre non seulement dans les milieux religieux mais aussi dans les milieux philosophiques et sociaux. Mais Comte était le penseur le plus systématique de son temps et avait des solutions pour tous les problèmes de son époque. Qu'ils fussent tous bien posés, c'est une question à part ; ce qui est intéressant c'est qu'il s'efforça d'être complet et voilà le secret de la persistance des habitudes intellectuelles qu'il introduisit chez nous. Son relativisme, sa volonté d'écarter les vaines chimères pour diriger l'effort humain sur des réalisations socialement utiles, sa définition des caractères de la connaissance positive, ce sont tous des éléments susceptibles de s'intégrer dans une philosophie de l'anarchisme.

Plus près, redoutablement près de nous, et comme une preuve palpable de la vitalité de la pensée systématique, nous avons le marxisme. Personne ne peut nier sa vitalité,[27] quoiqu'il se soit attiré le courroux haineux des éléments

sociaux les plus rétrogrades, qui ont lancé une croisade après l'autre pour le déraciner et le rendre inoffensif. Sans doute, à certains points de vue, son action a été néfaste pour le progrès de nos idées, mais qui peut nier les apports heureux de Marx à la recherche historique, rajeunie avec sa conception matérialiste de l'histoire, et à l'économie politique avec son*Capital*, monument impérissable où la pensée systématique célèbre une victoire sans pareille. Quels que soient les défauts et les erreurs faciles à signaler dans ses ouvrages les plus importants, il n'est pas moins certain qu'ils ont été un levain fécond qui a contribué à former l'idéologie d'un Bakounine[28] et, plus près de nous, d'André Nin[29] et Juan Peirô.[30]

Le temps presse. L'élaboration d'une synthèse de la pensée anarchiste répondant à tous les besoins sociaux et spirituels de notre époque troublée doit être la finalité essentielle de notre mouvement. Depuis Proudhon et Bakounine la production des propagandistes des générations postérieures est fort incomplète, car ils n'ont considéré que des aspects partiels. Avec un dévouement exemplaire ils sont allés au plus pressant des tâches pratiques. Sans doute ils ne manquaient pas de vocation et qui sait quelle œuvre monumentale nous aurait laissée Berneri si d'autres circonstances lui avaient permis d'élaborer sa pensée théorique, dont on peut apprécier la richesse et la profondeur à travers les pages, hélas ! trop peu nombreuses, qu'il nous a léguées. C'est peut-être Kropotkine qui a le plus clairement perçu l'urgence que nous signalons quand il entreprit *l'Éthique*, œuvre plutôt faible et inachevée. Son *Entraide* est tout de même un échelon dans la tentation de systématiser la philosophie sous-jacente de l'anarchisme. Il est regrettable que les esprits les mieux doués pour cette tâche hésitent à ouvrir une parenthèse dans leur vie, de crainte de s'enfermer isolés dans une tour d'ivoire, exposés à la méfiance et aux risées des activistes,[31] militants pour la plupart du syndicalisme dit révolutionnaire (chez nous anarcho-syndicalisme).

L'effort de systématisation ne doit cependant pas nous désintéresser, en tant que mouvement, des travaux spécifiques. Il est nécessaire aussi de s'attaquer à des problèmes pratiques dans des milieux divers. Cette double action, théorique d'un côté, pratique de l'autre, peut conduire à un conflit de tendances. Ceci est inévitable, mais nécessaire et utile. Nous ne devons pas craindre d'avoir à condamner, au nom d'une théorie chaque fois plus complète, solide et cohérente, ce qu'un empirisme circonstancielliste nous impose aujourd'hui.

LAIN-DIEZ.

N° 44 — Avril-Mai 1969

Théorie des chapelles

1. — Il y a plusieurs discussions qui touchent toutes à la question du rôle des minorités révolutionnaires. Ainsi :
— analyse de la situation politico-économique mondiale (définition de la nouvelle période) ;
— le «programme révolutionnaire» ;
— le mouvement ouvrier et l'action révolutionnaire ;
— construction du «mouvement révolutionnaire» (les organisations, les masses, la démocratie révolutionnaire, rapports des différentes organisations entre elles et avec le mouvement ouvrier réel...), etc.

2. — Dans la mesure où la réalité s'accommode d'un tel éclatement par analyses distinctes (chacune, une fois isolée, se trouve déformée au point qu'on ne peut plus la «refaire coller» avec l'ensemble), nous donnerons la priorité à l'analyse critique des groupuscules d'extrême-gauche considérés comme un ensemble.

3. — Jusqu'à présent, dans certains groupes gauchistes, la discussion a porté sur une définition formelle des exigences (intuitivement perçues) d'une action «réellement révolutionnaire», ainsi que sur les conséquences d'une telle action sur la forme du groupe.
Les seuls éléments d'analyse critique et réaliste (réflexions sur ce qui est et non sur ce qui doit être) ont été très schématiques :
— Déplacement du centre de gravité de la révolution vers le tiers-monde et les réactions critiques à cette thèse ;
— Séparation entre le mouvement ouvrier réel et le mouvement ouvrier construit, c'est-à-dire entre action autonome de la classe ouvrière, d'une part, et, d'autre part, les directives du mouvement ouvrier officiel (syndicats, parti communiste), ou même l'action des groupuscules se considérant comme révolutionnaires.

4. — Dans le même temps, trois choses deviennent évidentes :
— les luttes d'émancipation anti-impérialistes (nationalistes) prennent, en se poursuivant et en s'aggravant, un sens de plus en plus révolutionnaire, même quand leur «programme» est ouvertement frontiste («collaboration de toutes les classes pour libérer le pays») ;
— une répression politique et psychologique devenue fonctionnelle n'empêche pas la violence des rues, la radicalisation rapide et profonde des revendications du prolétariat dans les pays capitalistes évolués (Détroit, Caen, etc.) ;
— la bureaucratie stalinienne a éclaté sur le plan international, ce qui rend moins efficace l'encadrement des travailleurs par leurs P.C. nationaux ; en France d'ailleurs, le durcissement de la haute bourgeoisie gaulliste (face aux échéances de la concurrence internationale accrue) joue comme un révélateur de la politique avancée de collaboration de classe du P.C.-C.G.T. (planification, commission d'aménagement... et bientôt politique des revenus).

5. — Tout cela pose au premier plan la nécessité de réorganiser (en un sens très large) l'attraction et la stimulation programmatique et tactique que sont les minorités, les groupuscules révolutionnaires, ce qui se traduit chez beaucoup d'entre nous par un sentiment encore vague mais déterminant : la volonté de sortir de l'ornière.
Or, cette volonté ne peut se concrétiser que si elle se précise par une critique

radicale des fonctions remplies dans la société par ces groupes d'«extrême-gauche» (en France depuis la guerre) : critique*radicale* en ce sens qu'elle ne reculerait devant aucune des exigences *pratiques* de ces conclusions et, par exemple, devant l'éventuelle auto-liquidation de ces groupes.

5. — Nous parlons plus haut de «réorganisation des minorités révolutionnaires». Plus précisément en ce qui nous concerne, ne pourrait-on parler de reconstruire un mouvement anarchiste ? — les thèmes récents de «ré-actualisation de l'anarchisme» (= abstrait) ou de «reconstruire l'organisation anarchiste spécifique» (organiser en l'air les morceaux qui ne coïncident pas, ou seulement les nommer «organisation anarchiste», ou encore faire un groupuscule de plus «pour l'unité»), ces thèmes nous y invitent : en somme, on nous propose d'être l'émanation de l'anarchisme (= abstrait) sans se poser la question préalable : de quoi l'anarchisme est-il l'émanation ? (= concret).
De la même façon (mais avec plus de militantisme et de suite dans les idées), les trotskystes se proposent de créer une direction internationale, ou bien des sections nationales d'une des «directions» existantes (= mot d'ordre «reconstruire la 4e internationale»). Ils précisent que cette direction est justifiée par une situation révolutionnaire qu'ils postulent à priori («l'agonie du capitalisme et les tâches de la 4e internationale»).
Nous voulons montrer dans ce texte que ces orientations sont sans perspectives. Notre critique portera sur la tactique d'organisation. Car la tactique et son adaptation, ou plutôt dans le cas présent son inadaptation à la tâche générale qu'on se propose rejaillit tôt ou tard sur l'ensemble de l'orientation. Inadaptée au programme que l'on s'est fixé, la tactique sécrète bientôt à son tour un contenu politique qui, lui, s'adapte à la tactique, dût-il être fort éloigné du programme d'origine.

6. — De façon plus ou moins complète, ont été faites jusqu'ici :
— la critique du P. C. F., de ses antichambres et de ses «couvertures» ;
— la critique d'un ensemble appelé «gauche française», dont le P.C.F. est toujours l'élément dominant ;
— la critique des différents groupuscules à vocation révolutionnaire.
Cette dernière a été faite aussi, mais de manière défectueuse car :
— soit on a fait la *critique de ces groupuscules considérés un à un* ; c'est l'exercice favori des adhérents d'un des groupuscules vis-à-vis de tous les autres),
— soit on a fait cette critique en prétendant inclure les groupes dans l'ensemble d'une «gauche française-qui-devrait-être-unie» (c'est ce que font souvent les vieilles gardes orthodoxes des grands partis) et expliquer ainsi leur échec.
Mais on n'a pas fait la critique de l'ensemble de ces groupuscules considérés comme une unité socio-politique.
Ou bien c'est fait sous la forme d'une critique de droite, sans aucune référence à la situation générale ; la critique le cède alors à l'insulte : «vision fantasmagorique du monde», «inefficacité», «sectarisme outrancier», etc.

7. — Il est bien entendu que la critique «un à un» aussi bien que la critique «dans un sac avec toute la gauche inefficace» rendent chacune compte d'un aspect réel du phénomène : ainsi, il est important de faire l'analyse et l'inventaire critique des différentes idéologies, programmes et tactiques.
D'un autre côté, il est également important de bien voir les aspects généraux

et communs de leur faillite : absence d'action révolutionnaire indépendante, sclérose bureaucratique, adaptation au milieu, droitière ou gauchiste.
Mais on n'en sort pas si on pose le problème des groupuscules ainsi : est-ce que ce sont leurs «erreurs» de programme qui expliquent leur inefficacité, ou bien la situation objective, qui est bouchée ?
En fait, l'explication subjective : «ces gens des groupuscules, avec les vues qui sont les leurs, ne sont pas assez armés du point de vue programme, de la tactique, de l'énergie, de la volonté, etc.», ne satisfait guère de monde à l'heure actuelle.
L'explication objective : «la situation n'est pas révolutionnaire parce que le capitalisme s'est adapté, parce que le prolétariat a changé, parce qu'il n'y aura plus de crises» convainc de moins en moins alors que cette situation évolue si vite qu'elle déborde même ceux qui font métier de la prévoir.
Mais l'existence des chapelles a été effectivement déterminée par le rapport de ces éléments d'ordres subjectifs et objectifs. C'est l'évolution de ce rapport depuis la guerre jusqu'à ces derniers mois qui peut nous donner la clef pour sortir des chapelles.
Nous essaierons d'abord d'étudier le fonctionnement commun, les caractéristiques des groupuscules (= des chapelles) considérés comme un système. Puis il faudrait donner quelques éléments pour l'explication historique de ce système, tenter de voir pourquoi s'est fait le rassemblement des éléments étudiés, comment ce rassemblement a fait du mouvement révolutionnaire un système de chapelles.

8. — Toute chapelle, par son existence même implique :
— une conception donnée de ses propres rapports avec les masses inorganisées et aussi avec les masses organisées dans le mouvement officiel. Selon que l'accent est mis sur la primauté des unes ou des autres on observe des traits opportunistes pouvant aller jusqu'à une relative auto-liquidation, ou à des traits sectaires pouvant mener aux attitudes névrotiques les plus navrantes ;
— d'une façon générale, l'absence de toute conception de ses rapports avec les autres chapelles qu'elle affecte d'ignorer comme quantité négligeable (appréciation exacte pour autant qu'on puisse ne les considérer qu'une par une).
Or, cette façon de séparer la réalité est radicalement fausse. Une chapelle donnée n'existe pas seule face aux masses, en ce sens qu'elle doit tenir compte, face aux «inorganisés», de l'existence du mouvement ouvrier officiel ; mais elle n'existe pas non plus seule à côté du mouvement officiel, en sorte qu'il faut tenir compte, dans l'examen de ses rapports avec les «masses», organisées ou non, de*l'existence de l'ensemble-les-chapelles*.

9. — En étant à peine trop sévère, on pourrait, si l'on notait l'efficacité, mettre à chacune des chapelles un beau zéro. Mais, politiquement, l'ensemble de ces zéros, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ne représente pas le néant, mais un fait objectif très important et qu'il faut reconnaître :
— l'extrême-gauche se compose d'une grande quantité de chapelles ; chacune d'elles est stérile et, prise isolément, ne semble pas avoir le moindre poids sur l'évolution de la situation générale. Mais, à elles toutes, elles représentent en fait un seul mouvement : le courant de rechange révolutionnaire au programme du conservatisme impérialiste, réformiste ou non. On peut négliger chacune d'elles prise en tant que telle, mais on ne peut pas, sous peine d'échec, négliger l'ensemble-les-chapelles.

Et chacune d'elles forme une fraction et une tendance de ce mouvement général. Mouvement qui, jusqu'à la période actuelle, s'est trouvé jouer le rôle d'«opposition de sa majesté» à l'égard du mouvement ouvrier officiel, son concurrent malheureux face aux «masses», et souvent sa caricature en miniature.

10. — Mais les masses qu'une chapelle donnée peut prétendre toucher à un moment donné considèrent cette chapelle *comme une chapelle parmi les autres*.
Ici, il faut faire une parenthèse : l'expression «les masses» peut paraître grandiloquente ; en effet, le milieu que peut toucher une chapelle est limité et délimité ; c'est de lui, ou plutôt de l'inopérance de la chapelle sur lui qu'il s'agit ici.
Or, *ce milieu est, en gros, le même pour toutes les chapelles* : l'individu qui est touché par le groupe Franck (trotskyste) l'est également par le groupe Lambert (trotskyste), par l'Uas (anar), l'Ugac (anar), etc. Il n'y a pas *une* chapelle *et* son milieu, il y a un ensemble-les-chapelles et un milieu identique, une espèce de frange indécise sur le bord de cette immensité silencieuse et inconnue : les masses.
Le milieu touché par les chapelles est donc unique ; *il est aussi inévitable* : dire «qu'il ne compte pas», dire «qu'il faut le contourner pour s'adresser à des milieux nouveaux» qualifiés de «moins pourris, plus ouvriers, vierges (!)», est carrément imbécile ; car, dans la mesure où ce tour de passe-passe peut réussir dans un endroit limité, il n'a rien changé à la nature du milieu : l'élément «non-pourri» attrape une pourriture que l'on ne voit pas parce qu'on la partage soi-même l'élément «ouvrier» cesse d'être socialement ouvrier/prolétaire, pour devenir «intellectuel», c'est-à-dire militant politiquement cultivé, ou alors il devient «l'ouvrier de service», un alibi pour ses compagnons petits-bourgeois.
Reprenons le raisonnement où nous l'avions laissé : «les masses» considèrent toute chapelle comme une parmi les autres parce qu'à leurs yeux les idéologies, programmes, tactiques surtout livresques de ces chapelles se ressemblent et font d'elles une opposition/alternative/ couverture par rapport au mouvement ouvrier officiel.

11. — Chaque chapelle au contraire se considère comme tout à fait originale et particulière ; et c'est, d'une certaine façon, exact : du fait de leur impuissance et de leurs faibles effectifs, toutes idéalisent et privilégient telle ou telle institution, mouvement ou tendance, où elles «agissent» en opportunistes (pour pêcher quelques militants) et en même temps elles sont spécifiquement sectaires, dans la défense de leur choix comme unique perspective politique.
La chapelle combine donc un opportunisme théorique (avec la glorification des «conditions objectives», qu'elles soient considérées comme «favorables» ou «défavorables») et l'idéalisation régulière et forcément fallacieuse de telle institution (syndicat), ou de tel mouvement (comité Vietnam), ou de telle tendance (l'autogestion algérienne et Ben Bella, l'autogestion yougoslave et la Ligue des Communistes Yougoslaves, les maquis et Castro-Guévara, sans parler du reste de la flore exotique révolutionnaire...), ou de telle «opposition» existante ou (à faire) naître, etc. EN PRATIQUE : *renonciation à être soi-même*, c'est-à-dire à se développer à travers une lutte indépendante et directe contre l'État et la classe dirigeante, et cela «un pas en avant» de secteurs pour le moment réceptifs à l'action révolutionnaire, et non pas «un pas en avant» des

consignes des vieux appareils dont le crédit politique s'amenuise auprès de leurs propres troupes.

12. — Ainsi, considérée une par une, chaque chapelle ne se définit plus que *par rapport à chacune des autres chapelles* — et non plus essentiellement par rapport à l'ennemi de classe et à ses acolytes. Cette forme de définition est à la fois justifiée (parce que comportant la juste critique d'un certain nombre de conneries que font les chapelles voisines) et scolastique (parce que ça devient un jeu de société compliqué, pour initiés, et non une lutte sociale).
Et ce jeu des différences ou bien apparaît au sympathisant éventuel qui dès lors se fait adhérent-chapelain (en voilà un de promis à une stérilisation politique rapide, voir le point 10), ou bien, et c'est le cas le plus général, ces discussions «byzantines» lui échappent, ne l'intéressent pas, le démoralisent et le dégoûtent (et voilà pas mal de gars voués à la stérilisation politique).

13. — L'exemple clef qui montre le byzantisme des chapelles se trouve dans leurs publications : leur contenu est, pour sa grande partie, une polémique, une manifestation contre les autres chapelles ; et cela que cette polémique soit ouverte, explicite ou implicite.
Le langage qui y a cours est spécialisé et formaliste, tel mot est employé parce qu'il a été employé par les ancêtres-théoriciens de cette chapelle. C'est un langage sacré, magique, parce que le mot n'essaie pas de communiquer un aspect de la réalité, mais parce que c'est un mot spécial à la chapelle, il rassure l'adhérent, entretient le sentiment de son appartenance à une élite particulière, une secte.
Les allusions historiques ou théoriques sont courantes (on n'a pas le temps d'expliquer ces allusions aux non-initiés), tout est entre les lignes.
Résultat : c'est illisible, sauf pour les initiés qui eux ne le lisent pas puisqu'ils le rédigent.

14. — Ainsi s'explique, techniquement, le recrutement très «intellectuel» (même quand il s'agit de militants ouvriers) des chapelles. L'absence de toute expérience révolutionnaire, qui permettait l'homogénéisation des militants, explique que la «sélection» ne peut se faire et ne se fait que sur l'acceptation inconditionnelle des textes vénérés, d'une part, et d'autre part, à un mot d'ordre (résumant le choix opportuniste du moment) destiné à faire le plein des militants face aux autres chapelles.

15. — Donc, alors que la chapelle prétend ignorer les autres chapelles, en réalité ses manifestations, d'ordre surtout propagandiste, et son existence même, sont obnubilées, fascinées par ces autres chapelles.
A la place de cette attitude sectaire, on pourrait théoriquement concevoir aussi un type de déviation opportuniste, qui conduirait une chapelle à chercher une fusion, une union ou une forme de cartel avec d'autres chapelles.
On voit facilement pourquoi cette attitude, qui existe d'ailleurs sous forme de souhaits, regrets, pleurnichage sur les divisions, la multiplicité et la dispersion des actions, etc., n'est guère représentée politiquement par une ou plusieurs chapelles données : en effet, ceux qui, année après année, à travers scissions et autres inspirations divines, ont créé de nouveaux groupuscules pour remplir un vide politique qu'ils étaient les seuls à voir, comment éprouveraient-ils autre chose qu'un mépris sectaire pour les «chapelains» d'à côté ?

16. — Par contre cette attitude (souhaits, regrets, pleurnichage sur les divisions) est très largement, de plus en plus largement représentée par des individus

non intégrés par les chapelles, des «sans-parti».
Elle reflète alors, autant que les velléités attentistes (attendre que ça change pour... mettre la main à la pâte), une véritable volonté révolutionnaire (critique à la recherche d'un moyen pour en sortir).
Seule d'ailleurs la pratique révolutionnaire peut faire exister ces deux potentialités, permettant à l'une de l'emporter sur l'autre.
Mais celui qui estime sinon que «tout ça (= les chapelles) se vaut», du moins que «tous ces gens devraient se mettre d'accord au moins (!) pour l'action», pourquoi diable irait-il chercher son salut dans l'une des chapelles en particulier ?
Voilà pourquoi même une chapelle qui «agit» ne peut pas entraîner ce sympathisant à l'action, si par hasard elle s'y essaie : l'action à laquelle on le convie peut bien lui paraître un choix révolutionnaire, une possibilité intéressante, mais, en même temps, cet aspect est entaché et dominé par l'impression qu'il a que c'est une «politique de chapelle» (c'est à dire que cette action est davantage une affirmation de ladite chapelle face aux autres chapelles qu'une attaque contre la société qui l'opprime).
Comme ceci se passe dans la tête de pas mal de gens, on peut penser que c'est un manque de volonté et de compréhension regrettable, mais c'est malheureusement une donnée que ne peuvent changer les meilleures résolutions du plus pur des chapelains.

17. — Arrivé à ce point de notre raisonnement, on peut dire que les vices des chapelains (points 11, 13, 14, 15) entretiennent ceux des sympathisants (points 12 et 16) et réciproquement. Comment sortir de cette stagnation, comment sortir de cette donnée fondamentale néfaste : la multiplicité des chapelles qui se perpétue par les mécanismes que nous venons de décrire brièvement ?

18. — Mais enfin, demandera-t-on, d'où vient cette multiplicité des groupuscules qui est, malgré tout, ce qui les condamne à n'être que des chapelles ?
Rappelons la question que nous avions posée au point 7 :
— la multiplicité des chapelles (qui est la manifestation de leur échec) vient-elle des défauts spécifiques de chacune d'elles, en sorte que les chapelles qui ont successivement vu le jour ont voulu chaque fois remédier aux défauts qu'elles trouvaient dans celle qui les avait précédées ? Nous avons essayé de répondre sur ce point en montrant que ce ne sont pas les *défauts particuliers* des chapelles qui étaient importants ici, mais leurs vices communs et identiques.
— Ou bien cette stérilité politique des chapelles est-elle due à l'impossibilité d'une action révolutionnaire des masses, au moins en Europe et dans notre pays ? Ce qui expliquerait que, cherchant envers et contre tout à être révolutionnaires dans une situation qui ne l'était pas les militants des chapelles se soient aussi amèrement qu'inutilement déchirés, aient goûté de toutes les théories et essayé vainement tous les «trucs» révolutionnaires qui en d'autres circonstances avaient pu faire leurs preuves.

19. — En d'autres termes, explication subjective ou explication objective ? Nous allons essayer de montrer en quoi l'explication par la situation objective était juste, comme est juste, une fois qu'on considère les défauts communs de l'ensemble-chapelles, l'explication subjective.
Mais *actuellement* nous considérons que la situation objective va s'améliorant,

à un «détail» près ; que les éléments subjectifs très disparates (sous la forme d'éléments appartenants aux divers programmes), sous réserve d'une révision méthodique correspondant aux pratiques actuelles, sont suffisants pour orienter l'activité révolutionnaire, encore une fois à un «détail» près.
Le « détail » objectif, c'est celui que nous avons précédemment analysé : la multiplicité des chapelles, et sa conséquence, leur inévitable stérilité. Il semble de prime abord que plus le temps passe, plus les choses s'aggravent (nombre plus grand de chapelles et sous-chapelles, confusion théorique accrue, discrédit renforcé de l'alternative révolutionnaire...). Mais justement on approche du point de rupture à cause du décalage de plus en plus grand entre l'amélioration, les possibilités de la situation générale et cette extrême-gauche de papa, ou parfois de pépé.

Nous en prenons comme preuve la tendance des «sans-parti» à critiquer les chapelles (voir le point 16), ainsi que certaines tentatives récentes, empiriques d'activités moins sectaires, au-delà des chapelles, de la part de certains militants.
On pourrait ainsi s'acheminer vers la levée du «détail» subjectif, qu'est l'ignorance volontaire, la méconnaissance de l'existence même de ces multiples chapelles et de leur identité fondamentale. Cette «théorie des chapelles» est un des essais faits dans ce sens, forcément insuffisant, puisqu'il émane d'une chapelle. Mais d'autres travaillent aussi dans ce sens.

P. MONTINI.

Ce texte, tel que nous le présentons, est inachevé. Il devrait être suivi de trois parties : — une explication du développement des chapelles dans et par la situation historique des années 1945-1968 (justifiant ainsi le point 19 : la situation objective va s'améliorant...) ; — un bilan de l'acquis théorique des différentes chapelles (projeté au point 7), car il y a plus à tirer de là que ne le croient beaucoup de camarades ; — enfin, évidemment, un ensemble de propositions concrètes.

N° 44 — Avril-Mai 1969

Chers camarades...

Nous avons gardé le meilleur pour la fin. Expliquons-nous : la composition du numéro était déjà bien avancée quand nous est parvenue la lettre suivante... Elle remet en cause pas mal d'idées reçues, y compris nos propres idées «révolutionnaires». Le temps manque ici pour que des réponses ne soient pas «bâclées ». Nous préférons la publier immédiatement, telle quelle, plutôt que de risquer le danger des «oubliettes» sous le prétexte d'étude approfondie.

Ainsi des questions, brutales parfois, sont posées ; certains de nos articles et idées, dans ce numéro peut-être, seront-ils d'ores et déjà vus sous un angle différent et plus critique, nos contradictions désagréablement mises à jour. En plus du fait qu'elle semble être, curieusement, une réponse à la «théorie des chapelles», c'est bien parce que cette lettre a ce côté «dérangeant» que nous la publions ; nous pensons que c'est précisément le vrai rôle d'une revue comme la nôtre.

J'arrive un peu maintenant à formuler des désaccords avec vous que je ne faisais que sentir. En effet, sur chaque point pris isolément, ou bien ce n'est guère convaincant, ou bien on a l'air de faire tout un fromage sur un point de détail, car le fait le plus profond (et le plus «grave» aussi) ne ressort pas ; c'est-à-dire qu'il est évidemment difficile de montrer sur des points isolés qu'il s'agit en fait de toute une conception d'ensemble, de toute une façon de penser qui est «celle du groupe» (et non pas toujours celle de tous les individus pris isolement) et qui est viciée. Et c'est là que se trouve à la fois le fil conducteur de vos erreurs (par rapport à ma vérité) et ce qui fait qu'elles ne sont pas «des accidents de parcours», mais bien plutôt un écho de l'idéologie (= des habitudes mentales, de la façon de voir et de sentir) d'une classe sociale révolutionnaire peut-être, mais exploiteuse sûrement : la petite bourgeoisie intellectuelle et «l'aristocratie» ouvrière des ouvriers qualifiés, presque artisans, intellectuels donc.

Cette classe actuelle qui fournit actuellement les cadres des révolutions : les «avant-gardes». Les avant-gardes, au sens où vous l'entendez, ne sont pas «comme ça», suspendues à leur théorie léniniste ou à leurs intentions machiavéliques. Elles sont portées, voire créées, du moins «en tant que» avant-gardes (comme si elles pouvaient «être en tant que saucissons») par le développement du capital. C'est-à-dire qu'elles ne se développent que dans la mesure où elles ont un rôle historique à jouer qui ne peut être joué par une autre couche déjà plus proche du pouvoir (l'administration royale en 1789, la bourgeoisie russe et des pays sous-développés, la technocratie actuelle de pays industrialisés). Ce rôle consiste en grande partie à vaincre les résistances individualistes des capitalistes arriérés ; d'où la présence des idées d'égalité et de socialisme dans leurs idéologies. Ce rôle «historique», enfin, ne saurait donc être que la participation à l'histoire du capital, car, au cas où vous l'auriez oublié, les conditions actuelles du travail et de la vie sont celles de la domination du capital.

Cette analyse sommaire, vous l'avez probablement faite, au moins implicitement. Mais alors c'est une contradiction énorme que de dire que le clivage se fait entre «léniniste» et «anti-léniniste». Que je sache, le matérialisme consiste bien à prendre les gens pour ce qu'ils sont et font et non pour ce qu'ils pensent ou veulent être. Ce serait, je crois, faire preuve d'une certaine mauvaise foi que de dire que Lénine et les bolcheviks n'étaient pas réellement et sincèrement pour le pouvoir des soviets. Et pourtant... Qu'une avant-garde s'organise selon un autre mode que le jacobinisme alias centralisme démocratique ne fait pas forcément qu'elle n'est plus une avant-garde. Ce serait trop facile. Et encore faudrait-il voir si ne renaissent pas «subrepticement» les mêmes structures, sans qu'on s'en aperçoive et au fur et à mesure que l'histoire pousse l'avant-garde en avant. Elle pourrait un jour se retrouver en avant d'elle-même.

A mon sens, l'emploi qui est fait actuellement du terme «avant garde», emploi consacré par Lénine lui-même, est dangereux. Si l'on reste sur le terrain des comparaisons militaires, qui n'est pas forcément mauvais puisqu'il s'agit d'une lutte de classes, c'est le terme «état-major» qui conviendrait mieux pour désigner ces groupuscules qui prétendent entraîner, et qui des fois entraînent, les masses dans des actions qu'elles ne contrôlent pas du tout. Et je suis bien d'accord avec vous pour rejeter cette attitude. Mais il ne faudrait pas tomber dans la négation abstraite du caractère d'avant-garde (au sens vrai : les éclaireurs et les troupes de choc) que présentent *de fait* les minorités révolutionnaires. Car ainsi on en arrive (et c'est ce qui vous arrive) à ne vouloir agir et même penser que dans un mouvement de masse. Si bien que, lorsqu'un mouvement se produit, on ne fait que le suivre sans critique, on en fait une religion (l'autogestion, les occupations, les barricades), et lorsqu'il ne s'en produit pas, ou bien en même temps, on «suscite des actions spontanées». .. pour ne pas se comporter en avant-garde... (je reviendrai sur des exemples). Au lieu que la situation d'avant-garde demande que l'on se situe *dans* le mouvement des masses. C'est-à-dire qu'il faut se résoudre à n'avoir qu'une action et une pensée de *minorité*, complémentaires adjacentes à l'action des masses. Cela demande bien sûr une vision historique et non événementielle, matérialiste et non politique. Et de ce point de vue, on est bien loin du compte:

«C'est la crise.
— Oh, ben, t'inquiètes pas, ils font bien leurs bénéfices, va.
— C'est pas la crise.
— Hum, t'as qu'à voir tous les licenciements et fermetures de boîtes.
— L'autogestion a échoué.
— Forcément, avec des bureaucrates parachutés.
— Le fascisme ?
— Ils n'ont pas intérêt.
— Mais il ne s'agit pas de ce qu'ils comptent faire...
— Ils n'ont pas intérêt, économiquement, te dis-je.
— D'où tiens-tu ça ?» etc.

Vrai ou pas vrai ?

Ici je voudrais faire une digression historique importante. Il se développe, toujours dans le cadre de «l'anti-avant-gardisme» (curieux, d'ailleurs, qu'on parle plus d'avant-gardisme que d'avant-gardes) une idéologie de «l'expérience» : tout ce qui n'est pas relation d'expérience (vécue forcément) ou au moins fondé sur l'expérience est du bla-bla, voire de la théorie puante, du verbiage de technicien de la révolution. L'expérience est certes intéressante, car elle nous enseigne sur ce que les gens savent et pensent ; mais sur rien d'autre. Par exemple, là où il y a eu des expériences d'autogestion, on sait que les travailleurs ont fait l'expérience de ce qu'était un comité de gestion. Mais on ne sait pas ou du moins l'expérience en elle-même ne nous donne aucune indication, sur les causes réelles et profondes de l'évolution bureaucratique de ce comité.

Savoir (par l'expérience, bien sûr) que les syndicats ont joué et jouent un rôle contre-révolutionnaire est évidemment intéressant, nécessaire même. Mais toutes les expériences de répression syndicale qu'on voudra n'expliquent pas pourquoi il en est ainsi. Et c'est justement ça qu'il faut savoir, si on veut changer quelque chose. Mais il est certain que vouloir changer quelque chose quand on n'est qu'une minorité révolutionnaire, c'est de «l'avant-gardisme»...

Il y a deux choses à remarquer. D'abord que cette religion de l'expérience vécue fait partie de cette manière de voir que j'ai qualifiée d'«événementielle», qui consiste à regarder les choses par le petit bout de la lorgnette ou encore à voir midi à sa porte, qui est évidemment héritée de la société et de l'idéologie bourgeoise. Le deuxième point, c'est que cette façon de penser *revient non pas*, comme vous le dites, à «faire la part de la conscience», à dire qu'«il n'y a pas que les faits matériels, ce qui se passe dans la tête des gens a aussi son importance», ce qui est évident à quiconque est révolutionnaire (et Dieu sait s'il y en a) *mais au contraire* à tout ramener à la conscience à tout voir à travers le vécu. Or, cela a, à son tour, deux conséquences : l'une théorique, l'autre pratique.

La première, c'est que le point de vue du vécu est exactement l'opposé du point de vue scientifique : l'un vivra dans «l'expérience vécue» comme des «rapports de discipline de parti» ce qui est des rapports de père à fils ; l'autre vivra comme une «trahison de bureaucrates » ce qui n'est que la conséquence temporaire des intérêts de deux classes opposées ; nous vivrons comme des «couleurs» ce qui n'est que l'action photo-chimique sur la rétine, etc. Si l'on me dit que par le biais de cette «science» je veux réhabiliter les avant-gardes, je répondrai que, si l'on veut changer quelque chose, il faut connaître un minimum (je ne dis pas tout) sur les mécanismes que l'on veut changer. Il est vrai que vouloir changer quelque chose... Mais il est vrai aussi que l'ignorance n'a jamais profité qu'aux dirigeants. Or, faire par exemple une théorie des avant-gardes, sous prétexte qu'elles se sont perçues comme telles, qu'elles ont été vécues comme telles, c'est peut-être se fonder sur l'«expérience», mais c'est aussi renoncer au départ à trouver le moyen de détruire les avant-gardes. Comme ça, on va en arriver à des tautologies du genre :
«Les avant-gardes sont des avant-gardes parce qu'elles ont des théories avant-gardistes»,
ou encore:
«Les syndicats ont un rôle répressif parce qu'ils sont des flics du patronat» ;
« Il n'y a pas de fascisme parce que les fascistes ne sont pas au pouvoir».
Le pire est qu'on en déduit:
«Supprimons les théories avant-gardistes, ou ce qu'il y a d'avant-gardiste en nous» ;
«Les flics, c'est pas ça le pire, c'est les flics du patronat» ;
« Il n'y aura pas le fascisme», etc.

La deuxième conséquence, c'est qu'on ne va plus considérer l'action que comme un moyen de «faire comprendre quelque chose aux gens». Il est certain qu'une action fait toujours comprendre quelque chose et il est possible que ce soit souvent son résultat le plus positif, encore que ce ne soit pas sûr. Mais, par contre, une action qui n'est faite, conçue (dans la mesure où elle est conçue) que dans ce but, ou bien ne fait rien comprendre, ou bien ne fait pas comprendre ce qu'il s'agirait de faire comprendre.

Ainsi les barricades, par exemple, ont bien permis de résister un peu aux flics ; mais elles ne l'ont pas du tout *montré*, car, du moment que c'est devenu une habitude de faire des barricades, elles ont plutôt montré leur inefficacité, voire leur danger. Elles ont aussi montré une défaite de plus pour le parti du désordre. Ce n'est pas ça qui est grave, ce qui est «grave» (si souvent), c'est qu'il n'y eut que des barricades.

Cela me rappelle que souvent on se refuse à considérer les «événements» comme une «défaite». Parce qu'on a eu des expériences, on a appris des choses, etc. «La révolution est un long processus et le mois de mai n'est qu'un pas de plus», etc. D'accord, mais cela ne doit pas empêcher de chercher à voir pourquoi il ne s'est pas produit «autre chose». Sinon autant dire que l'expérience, devenue par ailleurs un culte aveugle, ne sert à rien.

Pour en revenir aux actions destinées à montrer quelque chose : l'action révolutionnaire devient une espèce de pédagogie active où il s'agit avant tout de vivre et de faire vivre des expériences, sans se soucier justement d'insérer cette action particulière dans le long processus révolutionnaire (qui ne saurait être la répétition d'«expériences», toutes plus riches les unes que les autres). (En outre, je vous signale que c'est justement un bel exemple de ce qu'il est convenu d'appeler «manipulation»).

Ainsi, par exemple, le tract préconisant l'autogestion des assurances générales (reproduit dans la brochure I.C.O.) vise à faire vivre une expérience d'autogestion. D'autogestion comme ça en général. Mais il ne pose pas le problème pourtant bien concret et révolutionnaire aussi, il me semble, de la situation d'une compagnie d'assurances dans un régime capitaliste et son devenir dans une société socialiste. Et c'est finalement comme ça qu'il finit par mal poser aussi le problème de l'autogestion : «la gestion doit être assurée par ceux qui travaillent actuellement (cf. problème des travailleurs temporaires des fermes autogérées en Algérie, dans *N. & R.*), «les représentants et les responsables seront choisis pour leurs qualités humaines et leurs compétences» (comment les «incompétents» — puisqu'il y en aura forcément, — si on choisit les autres pour leur compétence, jugeront-ils la compétence des «compétents» ?). Enfin, on s'engage à défendre le bien commun contre toute attaque de l'extérieur (si c'est contre les flics, bravo, mais si c'était aux blousons noirs enragés de voir ces beaux bureaux inutiles ?).

Ainsi la thèse 6 d'«Unité ouvrière», de Belgique, plus ou moins reprise par les copains («dans les luttes ouvrières, la façon dont le résultat est obtenu est aussi important que ce résultat lui-même»), est dangereuse car on en arrive à dire ou à faire comme si la façon est plus importante que le résultat, et cela est naturel, parce qu'on contrôle plus facilement le déroulement d'une opération que sa réussite ou son échec.

Ainsi il est certain que lorsqu'on envisage une action de masses, un acte plutôt, on en sait plus sur leur état d'esprit si on attache plus d'importance aux moyens employés qu'aux fins déclarées.

Remarquons, ce faisant, on ne fait que suivre un principe matérialiste que n'importe quelle psychologie scientifique et même le «bon sens courant» ont reconnu depuis longtemps : qu'il vaut mieux se fier aux actes des gens qu'à leurs paroles. Mais, par contre, il est tout à fait artificiel, lorsque des révolutionnaires impulsent une action, de vouloir reproduire cette inconscience spontanée et d'attacher plus d'importance aux moyens qu'au but visé. Une action n'a de sens — non seulement en elle-même, c'est-à-dire si personne n'en parle, mais aussi ne peut être comprise de l'extérieur — que s'il y a un minimum d'adéquation entre le résultat immédiat, matériel visé et les moyens employés. Autrement, comme disaient nos situationnistes : elle n'est que la méprisable mise en spectacle d'une auto-satisfaction vaniteuse ou inconsciente, ou les deux.

Mais voilà que je m'égare dans la psychologie, cette espèce de truc qui veut tout expliquer et qui ne fait que décrire en termes d'expériences vécues, justement. En fait, la vraie démarche que je voudrais suivre est celle-ci : en montrant comment la plupart de vos affirmations forment malgré vous et malgré elles un ensemble cohérent d'implications idéologiques qui est empruntée à des couches qui n'ont rien à voir avec les opprimés.

En fait, toutes vos histoires d'anti-avant-gardisme et de moyens qui comptent plus que la fin, etc., reposent sur l'idéologie spontanéiste. En effet, pour vous, l'organisation de la société future se confond avec l'organisation (les moyens, etc.) des luttes de classes. Le Marx spontanéiste (il y en a un) a très bien formulé ça dans «les luttes de classes en France» (Coll. 10/18, p. 79) :

«Une classe qui concentre en elle les intérêts de la société, dès qu'elle s'est soulevée, trouve immédiatement dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire : écraser ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte : et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent en avant. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche.»

Cette thèse peut être coordonnée par cette autre, exprimée notamment dans «L'idéologie allemande» (Ed. Sc., petit petit format, p. 116-117) :

«Seuls les prolétaires de l'époque actuelle, totalement exclus de toute activité individuelle autonome, sont en mesure de parvenir à un développement total, et non borné, qui consiste dans l'appropriation d'une totalité de forces productives et dans le développement d'une totalité de facultés que cela implique», car:

«l'objet qu'il s'agit de s'approprier, ici donc les forces productives développées jusqu'au stade de la totalité et existant uniquement dans le cadre d'échanges universels. Déjà sous cet angle cette appropriation doit nécessairement présenter un caractère universel correspondant aux forces productives et aux échanges.»

On voit bien ici que ce messianisme du prolétariat n'est en fait que le messianisme du capital :

1. — En tant que capital, les moyens de production sont devenus universels, interchangeables.

2. — En tant que prolétaires (en tant que marchandises), les ouvriers sont eux aussi devenus universels, interchangeables.

3. — Donc l'appropriation des moyens de production ne pose aucun problème, le capitalisme implique le socialisme. Mais il est évident que cette disparition mystérieuse des différences réelles entre les différents instruments de travail et partant aussi entre les différentes sortes de travailleurs n'a de sens que pour l'économie politique, c'est à dire qu'elle n'a de sens que si on les considère uniquement comme des marchandises, c'est à dire encore du point de vue d'une certaine classe d'un certain système social, inutile de préciser lequel. Le prolétariat (le fait d'être prolétaire) est bien une condition réelle des travailleurs, mais «le prolétariat», ce n'est pas «quelqu'un», ce n'est pas «les travailleurs». De même, le capital (le fait d'être rentable) est bien une condition réelle des instruments de production, ce n'est pas ces instruments de travail eux-mêmes. Il est certain que l’apparition et la généralisation du prolétariat ont créé une des conditions de ce que nous appelons socialisme : un masse de

déshérités qui ont des intérêts semblables. De même, l'apparition et l'extension des échanges universels sont certainement aussi une condition du socialisme. Mais il ne peut pas suivre de là que le socialisme doive «spontanément» surgir de la contradiction entre ces deux conditions. Le spontanéisme revient en fait à nier magiquement les difficultés réelles du socialisme.

«Soit, direz-vous, mais notre spontanéisme à nous, ce n'est pas ça. Nous n'avons jamais nié les différences réelles entre les “travailleurs” eux-mêmes, nous n’avons jamais prétendu que les difficultés s’aplaniront d'elles-mêmes, ni que le socialisme se ferait rapidement du jour au lendemain. Mais nous nions que les avant-gardes aient “en tant que telles” (précision utile) un quelconque rôle politique autonome à jouer — tout au plus celui de détonateur, d'agitateur, de catalyseur, de miroir, tout ce qu'on voudra.». Et c'est bien ainsi que se comportent les avant-gardes anti-avant-gardistes : elles suscitent, elles développent, elles encouragent, elles défendent la spontanéité des masses!

Il est à peine besoin de souligner toutes les contradictions que renferme une telle affirmation. Toutefois, il n'y a pas de doute que chaque fois que des petits fascistes limitent ou tentent de limiter l'expression directe des masses, les révolutionnaires doivent s'y opposer par tous les moyens. Mais c'est alors déjà reconnaître, du moins en certaines circonstances, que les révolutionnaires jouent un rôle qui ne se confond pas strictement avec celui des masses. Dès lors on entreprend de supprimer tel ou tel obstacle (par exemple, une bureaucratie) à la «liberté des masses» (encore une fois, désolé !) ; pourquoi ne pas considérer aussi toute une autre série d'obstacles, parfois moins apparents, mais souvent plus redoutables ? Ainsi peu à peu se découvre tout un champ d'action qui justifie le terme «d'avant-garde», dans un sens un peu différent (tellement ?) de celui dans lequel les léninistes l'emploient. Mais c'est justement ici que ressurgit votre spontanéisme, en contradiction avec lui-même, car vous ne repoussez pas catégoriquement ce genre d'actions, au contraire même, en un certain sens, vous vous y engagez (détournement de la publicité, lutte contre les bureaucraties, etc.). Mais là encore, votre peur de vous comporter en avant-garde vous donne la hantise de «coller aux masses». «Plus de monde participe à une action et mieux c'est», s'il y a une grève, on va offrir ses bons services à la classe ouvrière ; pour lutter contre la répression, on attendra que la répression se soit dévoilée, etc. En fait dans les trois quarts des cas, il s’agit de détournement d'actions qui, de toutes façons, ne sont pas spontanées et auxquelles vous voulez donner un sens révolutionnaire. Et c'est bien là se comporter à la fois comme avant-garde et idéaliste. En avant-garde parce que vous usez là d'un pouvoir que les masses n'ont pas (temps libre, culture, ronéos...) — ce qui n'est pas grave en soi — ce qui est grave, c'est qu'en fin de compte ce pouvoir, vous en usez sur les masses, sur leurs actions, que vous le vouliez ou non. En idéaliste parce qu'il est fou de croire que c'est une minorité qui fait qu'une action est révolutionnaire ou pas, ou même qu'elle y contribue, car ce qui fait, par exemple, que les grèves de mai-juin pouvaient avoir (et peuvent encore, encore plus même) une issue révolutionnaire, c'est que la situation était telle que les revendications élémentaires, «alimentaires» même des masses (dont l'esprit est bien loin de la révolution) ne pouvaient, ne peuvent pas être satisfaites.

Idéaliste encore parce que tout cela repose sur l'idée qu'une action peut être ou ne pas être révolutionnaire en soi, alors que nous venons de voir qu'il y a

des situations où des actes simples et quotidiens (manger, boire, par exemple) peuvent être révolutionnaires et d'autres où l'inceste lui-même, la plus belle fête possible, n'est qu'une anecdote, un îlot de plaisir. En fait, cette idée est celle que certains individus (et non pas certaines actions) sont révolutionnaires, comme ça, et d'autres pas. La révolution devient aussi un sommet inaccessible auquel ne peuvent accéder que certains êtres doués de rares qualités (intelligence, «honnêteté», «esprit libertaire», «prolétaire», etc.). De même que magiquement, on tente de supprimer, par une espèce d'ascèse pas chrétienne, les différences entre les masses et les minorités, de même, on prétend que «tout est politique», on prétend supprimer la différence entre la «morale» et la «politique». En fait, on en vient à tout penser selon les catégories morales, d'une morale idéaliste («aliénation», «respect de la base», etc. — la base, qui c'est ?).

Idéaliste, enfin, est cette manière de voir, parce qu'elle prétend en fin de compte que seules les masses peuvent être révolutionnaires, ou encore que ce n'est que par, dans les masses (que signifie d'ailleurs ce «par» et ce «dans», si ce n'est un rapport d'avant-garde ?) que l'on peut lutter pour le socialisme. Cette interprétation que je fais de votre attitude coïncide non seulement avec celles que je viens de faire, selon lesquelles, vis-à-vis de la révolution, il y aurait des élus, mais encore aussi avec l'assimilation que j'avais d'abord faite entre votre spontanéisme et celui que l'on peut trouver chez Marx.

Le problème n'est pas «*qui* peut lutter pour le socialisme», mais «étant donnés les moyens dont je (dont nous) dispose (disposons), *quand et comment*...». Il faut construire une société nouvelle avec les matériaux que nous fournit l'actuelle. Pour ça il faudra en détruire certains, en transformer d'autres, etc. Tous les individus de cette société ont, à des titres divers, de différentes manières, plus ou moins prise sur certains de ces éléments.

Ils ne sont pas d'emblée divisés en deux camps, l'un révolutionnaire, l'autre contre-révolutionnaire ; chaque classe, chaque groupe d'intérêt lutte pour ses intérêts propres, dont certains sont convergents, d'autres antagonistes, etc. Mais nous voyons arriver l'heure et le moment où la situation devient telle que, à la condition de certains efforts, les luttes des opprimés peuvent avoir une issue que nous appelons commodément «socialiste». Mais alors il ne s'agit pas de tout mettre dans le même sac, de dire que tous ceux dont les luttes *peuvent* converger vers le socialisme (travailleurs, intellectuels, activistes, femmes, enfants, «peuples opprimés», fous, etc.) peuvent et doivent agir ensemble, sous peine de courir je ne sais quel risque d'avant-gardisme, d'individualisme ou de nationalisme petit bourgeois. Une telle conception a un nom : jacobinisme.

Au contraire, étant donné les différentes situations (sociales, matérielles, économiques, géographiques, etc.) où se trouvent les différents éléments qui peuvent lutter pour le socialisme, il ne peut pas se faire que chacun de ces éléments n'a pas un rôle spécifique à jouer.

Vouloir rejoindre, «soutenir», etc., telle ou telle lutte, c'est faire de l'exotisme, ou de l'avant-gardisme. Il appartient à chaque groupe constitué ou non, de réfléchir sur les moyens dont il dispose, d'évaluer l'action des autres pour s'y coordonner (non s'y rattacher), pour déterminer en faisant quoi et comment il se rendra le plus utile. C'est là qu'intervient, qu'est nécessaire ce que j'ai appelé tout à l'heure une vision historique, matérialiste, ou scientifique.

«Scientifique» ne signifie pas qu'elle peut ou doit tout régenter. Au contraire, la science n'est jamais — jusqu'à ce que l'on voie le contraire en tous cas — que partielle.

Je ne crois pas non plus qu'on puisse taxer ces conceptions d'empiriques. Tenir compte des différences réelles, ce n'est pas de l'empirisme ? L'empirisme, au contraire, comme je l'ai dit plus haut, veut soi-disant sauvegarder toutes les différences, y compris celles qui sont imaginaires ou dissimulées derrière des vécus différents et finir par tout noyer dans une nuit idéaliste où tous les chats sont gris, où tout est «aliénation», «spontanéité», «politique», «économie», etc.

Il ne s'agit pas de vous jeter la pierre à tous ni à tout ce que vous faites. Au contraire, je crois que ce n'est la «faute» d'aucun d'entre vous en particulier, ni des «leaders» (ou prétendus leaders), ni de ceux qui les acceptent, comme trop souvent vous posez le problème. Il est certain par ailleurs qu'il y a chez vous certaines tendances, certains moments qui sont incontestablement matérialistes (avec le sens qui, je crois, se dégage de ce que j'ai dit), mais malheureusement tout cela reste voilé, obscurci, par toute cette idéologie que je viens de commencer à décortiquer, et cela n'atteint jamais la conscience de soi, ce n'est jamais réfléchi théoriquement. Or, je crois la réflexion théorique utile pour lutter contre la confusion mentale qui règne.

Cette idéologie, personne en particulier n'en est porteur, elle imprègne tout votre groupe, ce que vous faites, dites, elle imprègne même toute la gauche révolutionnaire actuelle. Même les «anti-spontanéistes» placent le débat sur ce plan idéaliste qui est à la fois du jacobinisme, du marxisme, de l'anarchisme «style FA» et de l'anarchisme «sauce situationniste» ou «sauce N.R.». L'apparition et le succès de cette idéologie sont probablement des symptômes précurseurs. Précurseurs d'une crise révolutionnaire de la société, mais aussi du fait que le prolétariat n'est pas la seule classe en course dans cette révolution qui s'annonce (et qui n'aura pas forcément lieu d'ailleurs). Il se peut que cette révolution ressemble à toutes celles que l'histoire a connues jusqu'ici : la masse des pauvres servirait de force armée inconsciente et pleine d'espoir et de confiance en elle-même et dans les autres, à une (ou des) classe dirigeante qui persuaderait et serait persuadée d'œuvrer pour le bien de l'humanité tout entière. C'est du moins l'issue qui paraît la plus vraisemblable à partir des conditions actuelles. Cette révolution arrive à grands pas. Les journaux bourgeois ne parlent que de «crises», de ceci, de cela, et ce n'est pas de l'intox.

Le rôle d'anarchistes conséquents ne serait-il pas alors de ne pas se laisser prendre de vitesse ?

Cette révolution peut être prolétarienne, elle peut être aussi l'accession au pouvoir de cadres intellectuels petits bourgeois. Il y a toutes les raisons de penser que ce pouvoir ne sera pas «teinté» d'anarchisme ou d'autre chose du genre, mais qu'au contraire il sera plus fort, mieux assis que le pouvoir actuel. C'est là et c'est ainsi que se situe la problématique d'une action de ceux qui sont conscients de ce fait, action qui ne peut être qu'indépendante, autonome de tout autre parce qu'elle repose sur la conscience d'un fait, elle s'oriente vers un terrain d'action que certains ont et d'autres pas.

Deux remarques pour finir :

1. — Rien de tout cela ne doit être pris à la lettre, ce qui est dit au début doit être corrigé, compris par ce qui est dit ensuite, et vice versa.

2. — Il est bien entendu que tout cela sont des positions idéalistes, volontaristes, avant-gardistes, autoritaires, rigides, sectaires, creuses, sans aucune signification, que c'est de la théorie puante, aristocratique, ... quasiment fasciste, droitière, sélective, idéologique, mensongère, schizophrénique, abstraite aliénée et aliénante, aliénationnée et aliénationnante, voire étonnantes, joyeusiste, franc-maçonnes, religieuses, judéo-chrétiennes, maoïstes, guévaristes, révisionnistes, philosophiques, sophistiques, empiristes, dogmatiques, non dialectiques, dialectiques, tristes, répressives, stackanovistes, capitalistes, bourgeoises, petites bourgeoises individualistes, centralistes, réactionnaires, antiprogressistes, staliniennes, trotskystes, jacobines, bonapartistes, surréalistes, réalistes à la Dubcek, stupides, imbéciles, bornées, prétentieuses, étroites, métaphysiques paranoïaques, activistes, spontanéistes, pantouflardes, subtiles, erronées, non critiques, critiques dissolvantes, critiques hargneuses méchantes, arrivistes, déviationnistes, impérialistes, royalistes, sociales-démocrates, positivistes à la noix de coco, ésotériques, populistes, curés, catho, luthériennes, américaines, chinoises, linchaoïstes, verbeuses, doctrinaires, et patati et patata.

K.

Anarchisme et marxisme

N° 7-8 —1957 —

Une page mal connue de Marx et Engels apôtres de l’impérialisme

L’article suivant de Marx et Engels publié dans la Neue Rheinische Zeitung *de janvier et février 1849 traite de la question des slaves en général.*

«Toutes ces petites nations impuissantes et chétives doivent en somme de la reconnaissance à ceux qui, selon les nécessités historiques, les rattachent à quelque grand empire, leur permettant ainsi de participer à un développement historique auquel, abandonnées à elles-mêmes, elles seraient restées tout à fait étrangères. C'est l'évidence même qu'un tel résultat ne saurait être réalisé sans écraser quelques pousses tendres. Sans violence, rien ne peut être mené à bonne fin dans l'histoire. Que serait devenue celle-ci, si Alexandre, César et Napoléon avaient été dotés de la même émotivité à laquelle le panslavisme fait maintenant appel en faveur de ses clients ?

Les Tchèques, au nombre desquels nous comptons les Moraves et les Slovaques (quoiqu'ils soient différents au point de vue linguistique et historique) n'ont jamais eu d'histoire. Depuis Charlemagne, la Bohême est rattachée à l'Allemagne. Pendant un instant la nation tchèque s'émancipe pour former l'empire Grand-Morave... Ensuite Bohême et Moravie sont définitivement rattachées à l'Allemagne et les régions slovaques restent à la Hongrie. Et cette «nation» inexistante au point de vue historique exige l'indépendance ?... Il est inadmissible de donner l'indépendance aux tchèques, car alors l'Est de l'Allemagne aurait l'apparence d'une miche de pain rongée par les rats.

La conquête par les Allemands des régions slaves entre l'Elbe et la Warth fut une nécessité géographique et stratégique résultant du partage de l'empire carolingien. Ces régions ont été complètement germanisées. La cause est entendue. Le résultat ne peut être remis en question... Que cette conquête fût dans l'intérêt de la civilisation, cela ne souffre pas de doute.

C'est une nécessité vitale pour les Allemands et les Hongrois de ne pas être coupés de l'Adriatique. Les considérations géographiques et commerciales priment toutes les autres... Est-ce un malheur si la magnifique Californie vient d'être arrachée aux Mexicains pourris qui ne savaient qu'en faire ?... “L'indépendance” de quelques Espagnols de Californie et du Texas en souffrira peut-être ; **la “justice” et autres principes moraux pourront être enfreints par-ci, par-là** ; mais qu'est-ce que cela peut faire en face de tant d'autres faits de ce genre de l'histoire universelle ?

Nous n'avons rien trouvé jusqu'ici dans le manifeste panslaviste hormis **ces catégories plus ou moins morales** : “Justice”, “Humanité”, “Liberté”, “Égalité”, “Fraternité” qui sonnent bien mais ne prouvent rien dans le domaine politique ou historique. Nous le répétons : à part les Polonais, les Russes et peut-être les Slaves de Turquie, aucun peuple slave n'a d'avenir pour la simple raison que tous les autres slaves manquent des premières bases historiques,

géographiques, politiques et industrielles. L'indépendance et la vitalité leur font défaut... Ceux qui se sont soumis les différentes nations slaves avaient davantage d'énergie et de vitalité que celles-là.

Nous répondrons que la haine des Russes est la première passion révolutionnaire des Allemands et que, maintenant, la haine des Tchèques et des Croates vient s'y ajouter. **La révolution ne peut être sauvegardée que par la pratique d'une terreur résolue contre les peuples slaves**, qui, pour les perspectives de leur misérable “indépendance nationale”, ont vendu la démocratie et la révolution. De cette trahison infâme et lâche nous prendrons un jour sur les slaves une sanglante revanche.»

Un tel texte quelques mois après le *Manifeste Communiste* est peu fait pour nous donner de l'estime envers ce prétendu fondateur du socialisme. Il est en effet difficile d'imaginer un plus extravagant tissu d'erreurs historiques, de jugements faux et d'incompréhension humaine, assaisonné de suffisance, de morgue et de hargne, de haine contre des peuples entiers, sorti d'un esprit plus dominateur et plus chauvin.

Bornons-nous à relever seulement à titre d'exemple que le **peuple tchèque** mis en salade avec ses voisins, et qui n'aurait «jamais eu d'histoire», est un de ceux de l'Europe dont le passé est le plus riche en culture : Prague est une capitale de l'esprit ; son université est une des premières, et, plus ancienne qu'aucune en Allemagne. Les Tchèques comptent non seulement des hommes de tout premier plan comme **Jean Huss** et son ami **Chelchiky** dont Tolstoï disait qu'il était son maître à penser, ou Valdstïjn (Wallenstein) personnage sur lequel on a le plus écrit, Napoléon mis à part. Mais aussi les Tchèques accomplirent le premier grand mouvement de réforme philosophique et de révolution sociale des temps modernes : le Hussisme et le Taborisme dont les paysans armés firent trembler tous les pouvoirs féodaux, politiques et religieux d'Europe (1419-1434). Enfin la résistance acharnée des Tchèques à l'oppression catholique et allemande se prolongeant encore deux siècles se trouva être l'origine de la guerre de 30 ans, qui marqua pour toujours l'histoire et la pensée allemandes et dont l'anéantissement du peuple tchèque fut l'un des buts. Non pleinement atteint, puisque, deux siècles encore plus tard, en 1848, en même temps qu'à Francfort se réunit ce «Parlement d'un pays imaginaire» qu'est alors l'Allemagne, à Prague se tient le congrès panslave. Tandis que Bakounine, après s'être porté à Prague, combattait pour aider les peuples slaves, en Saxe au côté des révolutionnaires allemands, Marx misant sur le Parlement de Francfort et la Grande Allemagne refusait l'existence à un autre peuple ; en invoquant des soucis d'esthétique spatiale vraiment surréalistes, pour justifier la loi de la force pure et du conservatisme le plus pesant et le plus réactionnaire.

Quand écrit Marx, les armées de l'Ordre qui ont pris Prague, dispersé le congrès et jugulé les Tchèques fourbissent les armes qui leur serviront à écraser les révolutions allemandes à Vienne, à Berlin, en Saxe et à Francfort.

En 1878, Monténégrins, Bosniaques, Serbes, Bulgares, Romains dressés contre les Turcs font le pas décisif vers leur indépendance définitive grâce à l'intervention russe. Là encore Marx prend franchement position pour la Turquie contre la libération bulgare. Kropotkine, Stepniak et quelques autres

anarchistes russes considéraient au contraire que la libération de la Bulgarie était un pas en avant tandis que James Guillaume, Cafiero, Peron, Élisée Reclus et Nicolaï Joukovski signent le manifeste dans lequel on considère la guerre russo-turque comme une guerre impérialiste et non pas libertaire.

N° 34 - Juin 1966 -

MICHEL BAKOUNINE
A propos de quelques livres récents.

Depuis quelques années, nous n'avons ici rien publié sur Michel Bakounine ; pourtant, il a été très souvent cité dans nos numéros plus anciens. Cela ne prouve pas que nous avons cessé de l'étudier, mais on nous a signalé de plusieurs côtés des travaux en cours analogues, et pour éviter un «double emploi» nous avons préféré consacrer le peu de pages que nous avons ici à d'autres sujets.

Quelques publications annoncées sont en effet sorties, et nous pouvons reprendre aujourd'hui la question. Nous avons souvent regretté le manque de textes sur Bakounine qui entraînait une grande méconnaissance de cet auteur, une partie de cette insuffisance est enfin comblée : *Bakounine ou la vie contre la science*, par Henri Arvon (éd. Seghers, 1966), *Bakounine, La Liberté*, par François Munoz (éd. Pauvert, 1965), *Michel Bakounine, aspects de son œuvre*, par Hem Day (éd. Pensée et Action, 1966), *Ni dieu ni maître,* anthologie historique du mouvement anarchiste avec la collaboration de Daniel Guérin (éd. de Delphes, 1966) (chapitre sur Bakounine p. 163 à 273), *L'anarchisme* par Daniel Guérin (éd. Gallimard, 1965), et *Marxisme et Anarchisme* en russe, Cours de la Faculté de Droit de Moscou, par Mme N.-S. Prosorova (1961) (nous avons traduit, mais pas encore publié, la 3e leçon sur Bakounine).

Avant de nous arrêter sur chacun de ces ouvrages, il me semble nécessaire de faire quelques remarques générales pour éviter de les répéter à chaque livre.

L'œuvre de Michel Bakounine, dont le souvenir a été entretenu pendant longtemps par uniquement quelques «fidèles», commence à déborder ce petit cercle, et s'offre à des recherches et des études plus vastes, ce qui ne peut que nous réjouir. Cela correspond à un intérêt plus grand pour l'anarchisme en général qui se manifeste ces derniers temps. Mais comme tout ce qui a été écrit et continue d'être écrit sur Bakounine ainsi que sur l'anarchisme est toujours discuté et discutable, polémique et passionné, certains milieux anarchistes sont un peu agacés par cette introduction d'éléments extérieurs «dans notre milieu familial», trop sensibles à quelques remarques désobligeantes, trop exigeants pour les autres (sans pour autant l'être pour eux-mêmes). Il me semble que quelques critiques dans un climat non passionné nous permettront de voir les problèmes d'une manière plus objective et nouvelle. Je préfère personnellement la discussion au silence qui a longtemps recouvert tout ce qui touchait à l'anarchisme.

Bakounine s'est battu **passionnément toute sa vie contre tout *dogmatisme*** religieux, politique, économique. Il ne faut donc pas lui faire l'injure de juger son propre exemple d'un point de vue dogmatique.

«La révolution est un instinct plutôt qu'une pensée, c'est comme instinct qu'elle livre ses premières batailles. Voilà pourquoi les philosophes, littérateurs et politiciens qui ont leurs petits systèmes tout faits et s'évertuent à serrer dans des formes et des limites déterminées cet océan sans bornes, s'avèrent tout aussi sots et débordés.»

(Bakounine, avril 1848 — Arvon, p. 66.)

Il n'a jamais voulu constituer un schéma théorique (il disait «métaphysique»). Il n'a énoncé que quelques principes de base d'après l'expérience de sa vie, ainsi que de la vie en général qu'il a analysée avec une étonnante puissance. Rappelons-nous les diatribes enflammées qu'il a adressées aux socialistes doctrinaires (les marxistes) et aux socialistes utopiques (Saint Simon, Fourier, etc.). Rappelons aussi la colère qu'il a eue lorsque les révolutionnaires venus de Russie le traitèrent de maître à penser pour la jeunesse russe...

Michel Bakounine a appliqué cet esprit anti-dogmatique à l'évolution de ses propres idées. Nous avons ainsi un exemple presque unique de capacité d'évolution ; il a parcouru un chemin intellectuel vertigineux, capable de vérifier chaque fois ses positions d'une part devant les faits de la réalité, d'autre part devant l'intransigeance et l'honnêteté de son intelligence, de critiquer ses positions d'hier, de faire un pas en avant. Il est utile de rappeler les différentes étapes de son chemin : noble, officier, mystique chrétien, métaphysicien (Fichte, Schelling, Hegel), panslaviste, révolté pur, militant de la libération nationale, appelant le tsar à libérer la Russie, conspirateur, matérialiste acharné, athée confirmé, socialiste anti-autoritaire, internationaliste, anarchiste... Le tableau devient encore plus compliqué car Bakounine n'était pas seulement un intellectuel qui cherchait, mais un révolutionnaire qui essayait toujours d'agir, d'entraîner les autres : il voyait le levain révolutionnaire chez les étudiants russes, chez les paysans russes, dans la gauche intellectuelle allemande, chez les proscrits de tous les pays, les communistes de Weitling, les théoriciens de toutes parts, les ouvriers parisiens de 48, les combattants slaves de Prague, les révolutionnaires comme Netchaev, les franc-maçons, les internationalistes de la Première Internationale, etc.[32]

Il serait très facile, très injuste et très faux de ne présenter qu'un seul aspect de ce cheminement car Bakounine offre l'accès à toutes sortes de critiques, de compréhensions limitées. Il en était de même de son vivant — quand Herzen en 1839-40 a bousculé les rêveries métaphysiques et conservatrices du cercle de Stankévitch ; Bakounine a quitté ces «rêveries» au grand étonnement de Biélinski ; en 1867, Bakounine rompra avec Herzen qui n'était pas capable de quitter le monde bourgeois et libéral. Il faut donc avoir constamment en vue cette évolution et cette contradiction dialectique si l'on veut saisir le vrai visage, la vraie valeur de Bakounine. Ainsi, la période anarchiste de Bakounine ne comprend que les dix dernières années de son existence, à partir de son entrée dans l'Internationale et de son discours du 10 septembre 1867 (Fédéralisme, Socialisme, Antithéologisme) au congrès de la Ligue de la Paix. Chaque fois qu'on parle de ses écrits, qu'on fait une citation, il faudrait la situer chronologiquement (c'est pourquoi d’ailleurs nous avons publié dans le Bulletin

n° 12, janvier 1966, de CIRA[33] «Éléments pour la bibliographie chronologique de Michel Bakounine».

I. — Bakounine — La vie contre la science — Arvon

Henri Arvon vient de publier chez Seghers dans la collection «Philosophes de tous temps» *Bakounine ou la vie contre la science* (avril 1966). Ce livre comprend 90 pages d'un choix de textes de Bakounine, et environ autant de pages de préface, commentaire d'Arvon. Le choix des textes est relativement bon, bien que forcément incomplet et en partie arbitraire ; il recoupe le plus souvent le travail analogue qu'a fait Munoz.

Arvon a déjà publié des études sur l'anarchisme («que sais-je») et sur Max Stirner (P.U.F.), mais il nous semble exagéré de le considérer ainsi que l'écrit Seghers «comme un grand spécialiste des questions de l'anarchisme». D'autant plus que, en ce qui concerne Bakounine, ses connaissances restent assez superficielles et ses conclusions sont un peu hâtives.

Le sous-titre de son livre est un paradoxe : **si Bakounine a préféré la vie à la science** (ce qui est vrai, mais vis-à-vis d'une certaine science), ce n'était pas un philosophe, tout au moins dans le sens généralement admis. Arvon a raison lorsqu'il dit que «Bakounine a mangé le fruit du savoir philosophique», car dans sa jeunesse il voulut faire le professorat de philosophie allemande en général qui gagnerait, pensait-il, à se mettre à l'école du socialisme français. Mais c'est précisément parce qu'il avait **cette formation philosophique qu'il a pu dépasser la philosophie formaliste, spéculative**, abstraite et métaphysique en essayant d'appliquer ces connaissances fondamentales dans la réalité et dans la lutte sociale de tous les jours. Arvon signale que Marx aussi s'est détaché «de la philosophie, décidé de passer de la pensée à l'action», mais ce qu'il ne signale pas, c'est que Marx s'est arrêté à mi-chemin dans cette tentative et qu'il a stérilisé, dogmatisé, schématisé la pensée sociale par sa prétention scientifique (et sa vanité personnelle) ; c'est ainsi qu'après une brève flambée de recherches plus originales pendant la Révolution et immédiatement après, les publications en URSS sont devenues d'une pauvreté lamentable malgré les innombrables Instituts Marx-Engels — ce n'est que manie de citation, de servilité, de répétition (la pensée socialiste conserve uniquement en dehors des pays à pouvoir communiste une certaine vitalité). Il est évident que le phénomène du pouvoir joue le plus (De Gaulle aussi a toujours raison), mais compte aussi la responsabilité de Marx lui-même dont la doctrine manque précisément de vie, et dont la dialectique ne sert plus à pousser de l'avant mais à justifier les pires injustices...

Enfermer Bakounine dans un cadre uniquement philosophique a entraîné Arvon **vers deux erreurs** : mettre l'accent sur le «**jeune Bakounine**» par opposition au «**vieux Bakounine**», c'est-à-dire négliger et nier sa valeur anarchiste qui se situe justement à la fin de son expérience, qui est son couronnement comme nous l'avons déjà signalé, et faire une analogie avec le «jeune Marx» qui eut, paraît-il, des tendances plus humaines dans sa jeunesse, alors que leurs évolutions sont complètement en sens inverse. Et deuxième

erreur, opposer la **méthode** de Bakounine acceptée comme bonne, à l'«élaboration de **sa doctrine**» considérée comme essentiellement naïve, contradictoire, insuffisante, alors qu'il nous semble au contraire que ce que l'on peut appeler sa «doctrine» était relativement juste parce que, entre autres, Bakounine a appliqué sa méthode (matérialiste, dialectique même, avec des correctifs biologistes, positivistes, relativistes) à l'analyse et la critique de la réalité et des autres doctrines, marxisme compris.

Il n'est en tout cas pas inutile que Arvon ait mis l'accent sur la méthode de Bakounine, car certains anarchistes ont la fâcheuse habitude d'oublier la valeur positive de cette méthode, d'isoler quelques conclusions sans essayer de comprendre la démarche de sa pensée et sa manière d'aborder les problèmes. Nous avons ainsi souvent un Bakounine aussi incomplet que celui d'Arvon. Sans pouvoir aborder ici maintenant ce problème, il nous semble que ce qui caractérise Bakounine, en plus du **refus de tout dogmatisme** et de sa **capacité d'évolution** que nous avons déjà vus, c'est **sa recherche constante de la liberté**, sa conviction que dans la lutte sociale les solutions partielles ne serviront que les capitalistes (d'où la nécessité d'une révolution), son collectivisme, son internationalisme, sa lutte contre la bourgeoisie, même libérale, même F.M., sa fidélité aux classes opprimées (la classe ouvrière et la classe paysanne), son désir de participation de la masse dans la gestion et dans la vie sociale, son refus de la dictature, même de celle «du prolétariat», son matérialisme, etc. Toutes les conceptions et toutes les solutions de Bakounine ne nous semblent évidemment pas entièrement valables aujourd'hui, et il ne faut donc pas avoir une attitude idolâtre, mais on ne peut plus laisser sans réponses certaines fausses interprétations, encore moins des calomnies.

En dehors du fait que l'étude philosophique de Bakounine est moins riche et moins originale chez Arvon que chez, par exemple, B.-P. Hepner (*Bakounine et le panslavisme révolutionnaire*, éd. Rivière, 1950), nous avons relevé certains points qui doivent être discutés.

Arvon parle à plusieurs reprises de «**l'aspect farfelu, anachronique, par certain côté réactionnaire**» de Bakounine (p. 6 par exemple). A la p. 10, il va plus loin: «**ce Protée mystique et impie, libertaire et «fasciste» avant la lettre, internationaliste et chauvin**»... (les guillemets à «fasciste» sont dans le texte). Nous avons nous aussi souligné les **contradictions** qui existent chez Bakounine, et qui sont évidentes, mais Arvon **ne voit que des contradictions, car il ne connaît pas le sujet dont il parle, parce que, subjectivement ou objectivement, il ne veut pas ou ne peut pas le comprendre**. Il écrit l'histoire comme «France-Soir» ou «Occident-Université». **Ce n'est pas sérieux**, il faut commencer par le commencement : qu'est-ce que le fascisme ? Si la nouvelle génération ne le connaît pas bien, ce qui est difficilement pardonnable, notre génération le connaît trop bien. Et n'y a-t-il pas, parmi les traits essentiels du fascisme : le culte de l'État, le dirigisme d'État, le culte du chef, la soumission, la discipline, le refus de la liberté, l'impérialisme, harmonie sociale et nationale, etc. Une étude même superficielle ne montre-t-elle pas que les traits essentiels de Bakounine sont à l'opposé de ceux du fascisme ? Il semble donc qu'un philosophe et un historien puisse ne connaître ni la logique, ni l'histoire presque contemporaine...

On peut trouver quelques excuses, ou plutôt quelques «circonstances atténuantes» pour Arvon dans sa compréhension partielle de Bakounine dans

le fait que la participation de celui-ci aux luttes clandestines d'une part, et certains passages de sa «Confession» d'autre part, pris isolément, peuvent fausser les problèmes surtout dans une étude de compilation. Il faut donc discuter les points suivants : les contradictions entre la vie de Bakounine, ses principes, et son écrit «Confession», l'utilité d'une action clandestine, l'attitude révolutionnaire individuelle, et la pratique des sociétés secrètes.

La «**Confession**» de Bakounine sur laquelle se base exclusivement Arvon, a été publiée en russe en 1921 et en français en 1932, et donna lieu à une polémique importante (Arvon cite le travail de Brupbacher et Nettlau). Rappelons ici que cette Confession lui fut demandée par le tsar alors qu'il était en réclusion à perpétuité, en cellule dans la forteresse Pierre et Paul ; il usera donc de ce «subterfuge pour survivre» (Hem Day — qui consacre 10 pages à ce sujet dans son livre *Michel Bakounine, aspects de son œuvre*) : le tsar des Russes ne pouvait être sensible qu'à son côté russe (il ne donna d'ailleurs aucune suite à cette requête). Rappelons aussi que dans une lettre de Sibérie, du 8 déc. 1860, adressée à Herzen, Bakounine souligne qu'il n'a trahi personne et que ses «aveux» ne furent pas faits devant un tribunal public ; il ajoute : «dans ce cas, j'aurais le devoir de rester dans mon rôle jusqu'au bout». Enfin, à Léningrad en 1925, A. Kornilov a publié dans *Années de voyage de Michel Bakounine* le texte que Bakounine réussit à passer à sa sœur Tatiana en 1853, dans lequel il se pose la question « si je dois attendre encore dans l'espoir de pouvoir me rendre utile selon les idées que j'avais, selon les idées que j'ai encore et qui seront toujours les miennes, ou si je dois mourir» ; Hepner qui rapporte ces lignes (p.286 de son livre) y ajoute la note suivante : «sur la ruse dans la tactique révolutionnaire, voir Lénine dans *La maladie infantile du communisme* de 1917».

Parce que dans sa Confession Bakounine a mis l’accent sur son sentiment slave et même russe, Arvon en tire la conclusion du chauvinisme de Bakounine (la question de son panslavisme a déjà été traitée par Hepner). Nous renvoyons le lecteur ainsi qu’Arvon aux pp. 190-195 de *Ni dieu ni maître* (éd. Delphes) où sont reproduits deux textes écrits environ en même temps : «Appel aux Slaves» de Bakounine (fin 1848) et la réplique de Marx et Engels. Bakounine écrit :

«En deux camps est partagé le monde. Ici la révolution, là la contre-révolution... C'est un devoir sacré, pour nous tous soldats de la Révolution, démocrates de tous les pays, d'unir nos forces, de nous entendre et de nous grouper... Le bien-être des nations ne pouvait être assuré tant qu'il existerait encore, quelque part en Europe, un seul peuple courbé sous le joug... Arrière les limites étroites imposées de force par le congrès des despotes, selon les nécessités prétendues historiques, géographiques, commerciales, stratégiques !... Plus de guerre de conquête mais la guerre dernière, suprême, la guerre de la Révolution, pour l'affranchissement de tous les peuples... Vers la Fédération universelle des Républiques européennes...»

Bakounine va plus loin — il met en garde contre une haine **anti-allemande** (l'armée autrichienne vient d'écraser le soulèvement de Prague auquel Bakounine a participé sur les barricades) : «Cette politique ne sera pas celle du futur peuple allemand, elle n'est pas celle de la Révolution allemande, de la démocratie allemande...» Et quelques mois après, sur les barricades de Dresde, il se solidarise effectivement avec ce peuple allemand en lutte, ce qui lui apporte des années de prison...

Rappelons aussi la phrase de Michelet : «Quand l'Allemagne sera Allemagne, ce Russe y aura un autel.»

Marx et Engels répondent dans *Neue Rheinische Zeitung* de janvier-février 1849, donc à peine quelques mois plus tard :

«Toutes ces petites nations impuissantes et chétives doivent en somme la reconnaissance à ceux qui, selon les nécessités historiques, les attachent à quelque grand empire... Les Tchèques... n'ont jamais eu d'histoire... Et cette «nation» inexistante au point de vue historique exige l'indépendance ? ... Il est inadmissible de donner l'indépendance aux Tchèques, car alors l'Est de l'Allemagne aurait l'apparence d'une miche de pain rongée par des rats... Ces régions ont été complètement germanisées (il s'agit de la Pologne). La cause est entendue. Le résultat ne peut plus être mis en question... Que cette conquête fût dans l'intérêt de la civilisation, cela ne souffre pas de doute... Nous répondons que la haine des Russes est la première passion révolutionnaire des Allemands... La révolution ne peut être sauvegardée que par la pratique d'une terreur résolue contre les peuples slaves...»
(Voir «Bakounine» par Étienne Porges, 1946, pp. 53-56, éd. Aux Portes de France — dont nous avons déjà donné quelques extraits, *Noir et Rouge* n° 7-8.)

L'équipe des éd. de Delphes rapporte encore quelques prises de position analogues : «Lutte impitoyable, combat à mort avec les Slaves traîtres à la révolution, extermination, terrorisme sans égards, non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans celui de la révolution»... (texte de 1852, *Ni dieu ni maître*, p. 194).

Cette discussion au sujet de la Confession et du chauvinisme de Bakounine peut sembler un peu secondaire : la Première Internationale fut la meilleure manifestation de solidarité internationale et prolétarienne, et Marx et Bakounine y ont également participé ; au lieu d'être constamment obligés de justifier l'un ou l'autre, il serait plus utile de rechercher pourquoi cette solidarité n'existe plus actuellement, et comment essayer de la ranimer. Mais il fallait quand même rejeter les accusations gratuites et absurdes mais combien tenaces, qui empêchent d'arriver à une vraie discussion.

La question suivante présente un intérêt non seulement historique mais aussi d'actualité : elle porte sur le rôle et les possibilités révolutionnaires en général et celui et celles d'un révolutionnaire en particulier.

«Les rapports entre la masse et la minorité consciente forment un problème dont la solution n'a pas encore été pleinement trouvée, même pour les anarchistes, et sur lequel le dernier mot semble n'avoir pas été dit.»

Daniel Guérin, *L'Anarchisme*, p. 45.

Ce problème se pose donc non seulement à ceux des anarchistes qui se considèrent révolutionnaires, mais à tous les révolutionnaires, à tous ceux qui pensent que les demi-mesures et les compromis ne sont pas de vraies solutions et qui essaient d'entraîner les masses et de les faire participer à leurs efforts plus radicaux. Mais ce serait un sujet trop vaste, et pour en revenir à notre discussion, l'exemple de Michel Bakounine, avec ses tâtonnements, ses découvertes et ses erreurs, est, dans ce domaine, des plus démonstratifs et des plus significatifs, non seulement à cause de sa personnalité, mais aussi à cause des conditions objectives et historiques de son milieu et de son temps (sans nous arrêter sur l'explication si... littéraire et raciste de ce qu'on appelle l'«âme slave, ses déchirements, ses auto-accusations», etc... qu'Arvon utilise

aussi). Nous passerons aussi rapidement sur le «machiavélisme révolutionnaire» car en dehors de l'«âme slave», de la Confession (dont nous avons déjà parlé), il ne reste que le «cas Netchaev» : Bakounine fit en effet confiance au jeune révolutionnaire russe, comme à beaucoup d'autres.

«Il est possible... qu'il ait placé plus d'espoir en ceux qui l'approchaient qu'ils ne le méritèrent. Mais n'a-t-on pas dit la même chose de Mazzini et de tous les autres sincères révolutionnaires ? Peut-être n'exerça-t-il une influence aussi magique que parce qu'il croyait en l'homme.»

(Kropotkine.)

Bakounine a en effet rédigé avec Netchaev le *Catéchisme révolutionnaire* (Netchaev a modifié le texte primitif de sa propre initiative en poussant à leur extrême certaines conclusions ; c'est ce texte qui fut connu le premier, lors d'arrestations de militants de Netchaev en Russie, et plus tard par Sajine qui en parla aussi. Max Nettlau retrouva le texte original primitif, découvrit les différences et rétablit la vérité historique. Il y a donc deux catéchismes ; l'original est reproduit dans *Ni dieu ni maître*, d'après Nettlau). Bakounine a aussi rédigé certains textes adressés plus particulièrement à la Russie en lutte, à la demande de Netchaev. Mais devant un certain nombre de faits qui étaient devenus évidents (malgré les conditions particulières de la lutte clandestine), il a rompu avec lui en juillet 1870 après une explication décisive; dans sa lettre du 2 août 1870 il en a même avisé Ogareff (Herzen était déjà mort). Il est intéressant de rapporter ici le passage d'une lettre où Bakounine caractérise Netchaev, car cela éclaire aussi sa conception du révolutionnaire :

«Personne ne m'a fait dans ma vie autant de mal que lui, de mal prémédité, mais je le plains quand même.
«C'est un homme d'une rare énergie, et lorsque nous l'avons rencontré pour la première fois, son cœur brûlait d'amour et de compassion pour la malheureux peuple russe... A cette époque, il n'avait de malpropre que son extérieur, mais l'intérieur n'était pas souillé. La prétention de devenir un chef .. le jeta dans un abîme de boue.»
«Lorsqu'il s'agit de servir ce qu'il appelle «la cause» il n'hésite et ne s'arrête devant rien et se montre aussi impitoyable pour lui-même que pour les autres... C'est un terrible ambitieux sans le savoir, parce qu'il a fini par identifier complètement la cause de la révolution avec sa propre personne...
«Le fanatique l'emporte jusqu'à le faire devenir un jésuite accompli — par moments il devient tout simplement bête... Il joue au jésuitisme comme d'autres jouent à la Révolution.
«Malgré cette naïveté relative, il est très dangereux, parce qu'il commet journellement... des abus de confiance, des trahisons.
«N'ont-ils pas, Netchaev et un de ses camarades, osé m'avouer ouvertement, en présence d'un témoin, que dénoncer à la police secrète un membre, un dévoué ou dévoué seulement à demi, est un des moyens dont ils considèrent l'usage comme fort légitime et utile quelquefois.
« Tout cela est fort triste et très humiliant... mais la vérité est encore la meilleure issue et le meilleur remède contre toutes les fautes.»

(Lettre de Bakounine à Tallandier) le 24-7-1870,
reproduit intégralement dans
le *Combat syndicaliste* du 14 avril 1966.

Cette citation peut servir de réponse à Arvon. Mais ce qui est encore plus important que la discussion avec Arvon, ou que la défense contre les calomnies qui poursuivent Bakounine, c'est l'avertissement donné à tous ces révolutionnaires dits «professionnels» qui tout en parlant sans arrêt du «peuple» n'agissent que comme les chefs de ce peuple, qui en partant d'une violence peut-être justifiée aboutissent à une violence absurde, gratuite, inhumaine, qui en analysant la réalité se détachent complètement de toute réalité, vivent dans un monde de rêve, d'abstraction, etc.

La conclusion est typiquement anarchiste : tout en étant des collectivistes convaincus, nous devons conserver à tout prix la personnalité individuelle ; le bonheur collectif ne peut commencer que par le bonheur individuel... on ne peut ni «identifier» ni sacrifier la personne humaine sans qu'elle en sorte mutilée, et donc la société aussi.

L'exemple de Bakounine est aussi significatif dans un autre sens, le sens historique. Bakounine n'est pas le produit d'une prétendue «âme slave», encore moins d'un boyard ; il a été formé historiquement par l'esprit de la jeunesse et de l'intelligentsia russe en révolte mais sans issue, rejetée dans un silence de mort après le massacre des décembristes en 1825, puis par la philosophie allemande, par le socialisme français, par le contact personnel avec des révolutionnaires de tout bord et de tous pays ; toute sa vie, il a cherché à trouver les moyens d'entraîner le peuple sans lequel aucune Révolution ne peut se faire en profondeur et est donc condamnée. Au cours de cette recherche, il a connu beaucoup d'échecs, fait des erreurs, eu des déceptions, des découragements, mais il a aussi démontré certaines possibilités, certaines chances : en premier lieu dans la rupture complète et définitive avec le monde bourgeois et son idéal, une confiance dans la solidarité prolétarienne et dans l'instinct paysan, l'insuffisance de l'action isolée et individuelle, et la nécessité de la formation et de la coordination entre les éléments les plus conscients mais avec une coordination basée sur le fédéralisme et l'autonomie, etc. Il me semble que nous, anarchistes, n'avons pas su tirer suffisamment les conséquences de ces exemples qui, pour être valables, doivent être réadaptés à notre situation présente. Si, pour Bakounine, les problèmes se posaient uniquement en Europe (avant lui, on parlait même uniquement d'Europe occidentale !), ils se posent actuellement pour les peuples de la planète — les peuples «en voie de développement» sont plus près de ses analyses car les sociétés slaves et latines de l'époque étaient aussi des peuples sous-développés — mais nous continuons à ne nous occuper que de notre presqu'île, qu'on appelle encore Europe... Les anarchistes n'ont pas encore de conception universelle.

Les sociétés secrètes : oui, Bakounine les a aussi pratiquées, comme la plupart des révolutionnaires de son époque, dans des conditions historiques et psychologiques données (minorité consciente de l'essor d'une bourgeoisie sans idéal et d'une masse qui subit, esprit romantique, etc...). Marx aussi a participé à plusieurs sociétés secrètes : la Ligue des justes, la Ligue des communistes, etc. ; il a dit lui-même à Bakounine en 1848 : «Je suis à la tête d'une société secrète et il suffit que je dise un mot pour qu'un de mes militants te tue». La Première Internationale même, dans un certain sens, se divisait en plusieurs tendances, presque des sociétés secrètes — les Mazzinistes, les Proudhonistes, le Conseil général de Londres, les Lassalistes déjà réformistes, les jurassiens avec les Italiens et les Espagnols, les communards de Paris au bagne, etc. — et

c'est pourquoi l'Internationale s'écroula. Mais c'est aussi précisément à cette Internationale, à la classe ouvrière en lutte ouverte et publique, que Bakounine a donné le meilleur de lui-même... tandis qu'en Russie tsariste à cette époque l'action ne pouvait être que clandestine et conspiratrice, comme d'ailleurs aujourd'hui aussi. Que l'activité soit ouverte, clandestine, ou semi-clandestine dépend donc des conditions objectives, du régime, des buts que cette action se propose ; on ne peut porter un jugement global sans analyser toutes ces conditions ; on ne peut non plus considérer un seul mode d'action comme absolu et universel ; dans certains cas, même une action non-violente, même une action purement individuelle, artistique, intellectuelle ou autre, peuvent être également valables. C'est avant tout une question de tactique (et ici nous pourrions par exemple citer pas mal de pages de Lénine ou de Trotsky) à condition toutefois de définir les buts et les moyens, de conserver en même temps l'éthique des révolutionnaires et la participation de la masse du peuple...

Après ces quelques points de détail sur lesquels il nous a semblé nécessaire de nous arrêter, venons-en au jugement global d'Arvon qui porte en lui-même des contradictions.

Il considère d'une part l'apport de Bakounine et de l'anarchisme en général comme : «l'ombre d'un monde disparu, un anti-étatisme démenti par l'évolution économique, sociale et politique,... une grande faiblesse intrinsèque, etc...». Et d'autre part, il déclare :

«*Le triomphe... du marxisme semble avoir mis un point final à ces polémiques... Mais dans la mesure même où une pensée victorieuse, subissant la lourdeur fatale du pouvoir, se fige en dogme, une foi généreuse en orthodoxie contraignante, un élan révolutionnaire en conservatisme aveugle et étouffant, bref, dans la mesure où le phénomène de vieillissement se produit, la nécessité de réveiller un avertissement qui en dénonce les effets une opposition qui fait tomber les parties desséchées, et une critique soucieuse d'un rajeunissement, se fait sentir avec une intensité croissante... Il semble particulièrement opportun de reprendre l'alerte donnée par Bakounine il y a un siècle...*»

(p. 90)

«*Ainsi l'histoire récente a prouvé qu'en raison de la permanence de certains traits humains on ne résout que partiellement et, en tous cas, provisoirement la question sociale en s'attaquant à la seule propriété privée, que toute conquête du pouvoir, fût-elle entreprise à l'origine en vue d'une libération définitive, peut être génératrice d'une nouvelle oppression... Or, c'est plus particulièrement la notion du pouvoir que Bakounine passe au crible d'une critique parfois démesurée et même injuste, mais toujours imprégnée du sens de l'homme...*»

(p. 90-91)

«*... C'est pourquoi, confrontés au Leviathan moderne dont il a prévu toutes les monstruosités, c'est sur sa doctrine plus encore que sur celle de Marx que nous sommes tentés de projeter l'ombre de nos problèmes et de nos inquiétudes...*»

(p. 12)

«*... Force nous est de reconnaître que dans cette alternance perpétuelle d'aliénation et de suppression d'aliénation, d'oppression et de libération la révolte constitue une valeur permanente et quasi absolue, qu'elle est, comme le dire de nos jours Jean-Paul Sartre dans sa* Critique de la raison dialectique, «*le commencement de l'humanité...*»

(p 67)

«... Cette transformation radicale de la société en un ensemble de libres associations peut paraître utopique, ou plus précisément, a pu paraître utopique pendant la première moitié du XXe siècle où on a vu le monde s'orienter vers de vastes unités politiques et économiques de plus en plus centralisées. Mais depuis que cette évolution, qui se traduit politiquement par un glissement totalitaire et économiquement par une planification bureaucratique, a révélé ses effets déhumanisants et tyranniques, le problème posé et tout au moins apparemment résolu par Bakounine, à savoir l'institution d'un pouvoir qui, au lieu d'être le lieu de l'aliénation politique et économique, garantit à chacun le double rôle permanent de souverain et de sujet, bref l'institution d'une démocratie dont tous assument les responsabilités, a quelque chance de revenir à l'ordre du jour. Problème d'autant plus angoissant que le marxisme n'a pas tenu ses promesses de libération politique et sociale : en dotant une administration omniprésente de toutes les ressources d'une économie confiée à ses soins, il ne fait qu'accentuer la pression que le pouvoir politique exerce sur les individus.»

(p. 77-78)

On voit donc que même pour Arvon, l'anarchisme n'est pas tellement «l'ombre d'un monde disparu» ; son livre mérite d'être lu et discuté, il représente un travail critique, une réflexion utile lorsqu'on cherche à comprendre la pensée de Michel Bakounine. Mais le livre y aurait sûrement gagné si Arvon avait évité de reprendre ces calomnies et ces accusations gratuites ; nous espérons qu'il sera possible de dépasser ces points secondaires et somme toute d'un intérêt relatif pour pouvoir aborder les vrais problèmes que Bakounine a posés et essayé de résoudre : les problèmes de la révolution, du socialisme anti-autoritaire et de la liberté.

II. — Michel Bakounine — aspects de son œuvre

Hem Day a publié en janvier 1966 dans la collection «Pensée et Action» n° 31 *Michel Bakounine, aspects de son œuvre*.

Hem Day est un camarade qui depuis plus de 40 ans poursuit un travail de recherches, de propagande, de documentation, de bibliographie, d'histoire. Il a publié une série de brochures, de cahiers, de revues sur Godwin, La Boétie, Ernestan, Nieuwenhuis, Han Ryner, etc. Sans être toujours d'accord sur son choix et sur son interprétation, nous ne pouvons que le féliciter de sa ténacité, sa persévérance dans le travail d'autant plus qu'il l'effectue le plus souvent d'une manière isolée. Mais cela ne doit pas nous empêcher de faire quelques remarques et quelques critiques sur le livre dont il s'agit ici.

C'est une série de brèves études, ou plutôt d'articles, portant sur différents aspects de l'œuvre de Bakounine : sa vie, la calomnie qui l'a poursuivie, sa «Confession», Bakounine et la Franc-Maçonnerie, Bakounine et le panslavisme, etc. Tout en étant d'un caractère plus facile pour la lecture, ce découpage a aussi ses inconvénients : répétitions, caractère un peu trop polémique et un

peu superficiel. Mais cette critique porte sur un côté technique qui n'est pas essentiel.

Ce qui semble plus important, c'est la manière de traiter le sujet : et si cette critique s'adresse à Hem Day, elle s'adresse aussi sur ce point à un état d'esprit plus général, chez de nombreux anarchistes. Ces camarades se sentent obligés de défendre à tout prix, contre vents et marées, toutes les prises de position de Bakounine, par exemple.

Il faut, bien sûr, relever les injustices et la calomnie, y donner une réponse, d'autant plus que cela dure depuis déjà plus d'un siècle — précisément depuis 1847. Nous l'avons essayé en ce qui concerne le prétendu côté «réactionnaire et fasciste» de Bakounine, son «chauvinisme», son « machiavélisme », etc. Mais nous ne pouvons pas défendre toutes les positions de Bakounine : sur certains points il s'est trompé, sur d'autres il s'est corrigé lui-même, certaines positions sont dépassées par des données nouvelles, d'autres sont trop imprégnées d'une polémique passionnée et personnelle. Nous devons honnêtement, historiquement, objectivement le dire. Les feux d'artifice verbaux, les polémiques passionnées et subjectives ne résoudront pas le problème, au contraire, on reste ainsi constamment à un niveau de discussion nous semblant secondaire, comme si l'on jouait tout le temps à l'accusé et l'accusateur devant un tribunal. Même avec ses erreurs, l'œuvre de Bakounine conserve suffisamment de poids, de valeur et de vérité pour rester toujours présente sur la scène sociale, surtout que précisément le jugement de l'Histoire lui a donné raison sur de grandes notions de sa pensée et de son action.

Cette attitude de «défense passionnée» ne correspond pas non plus, pensons-nous, au caractère propre de Bakounine, qui acceptait l'évolution, la dialectique même, et refusait le dogmatisme et l'idéalisme. Je me demande pourquoi les hommes de notre époque (et peut-être aussi d'autres époques) ont besoin d'avoir une vision absolue, presque mystique, de leur «idéal». Est-ce un résidu d'une attitude religieuse et déiste, est-ce un inconscient en quête de «père spirituel» qui résoudra tous ces problèmes et prendra la responsabilité à sa place...

Pour en revenir à Bakounine, il est possible d'expliquer en partie par les conditions objectives de lutte, de rapports humains, et aussi par les conditions subjectives de sa propre existence, de son propre caractère, certaines manifestations — mais nous ne sommes pas obligés de nous solidariser avec elles, ni de chercher à réfuter par exemple un antisémitisme évident, un certain côté anti-allemand, manifestations surtout présentes dans les dernières années de son existence : si nous pouvons expliquer la «Confession» comme moyen tactique et ruse de guerre, nous ne sommes pas d'accord avec certains passages qui envisagent la nécessité d'une dictature, d'une hiérarchie révolutionnaire, du pouvoir d'une minorité. Nous ne comprenons pas non plus que Bakounine fasse appel au tsar non seulement dans sa Confession, mais aussi une fois retourné en émigration.

Hem Day essaie, avec beaucoup de bonne foi, de défendre ces positions indéfendables. Il renchérit même :

«L'Allemagne reste donc le symbole vivant de l'autorité... elle entend donner au monde cette forme d'esclavage comme idéal (1870-1914-1940)... Que la civilisation d'Outre-Rhin se révèle être le prototype d'organisation bureaucratique, militariste et tyrannique, il serait difficile de le contester.»

Et pourtant, les peuples latins «démocrates» d'Italie ont accepté le fascisme, ceux d'Espagne supportent encore Franco, et les peuples slaves ont fait l'expérience d'un des règnes les plus tyranniques de l'histoire, celui de Staline... Chaque peuple porte évidemment des caractéristiques qui lui sont plus ou moins propres, mais il est impossible de les identifier à des bourreaux comme Staline, Mussolini Hitler ou Franco, d'autant plus que ces régimes ont dépendu non seulement d'une situation nationale particulière, mais aussi d'une situation internationale particulière.

Hem Day n'arrive pas non plus à démontrer l'existence de la «pensée intime» de Bakounine sur l'antisémitisme car celui-ci, emporté par la polémique contre Marx, Outine, Hesse, a parlé non contre eux en tant que tenants d'une idéologie différente, mais en tant que juifs (on peut se demander si leur solidarité et leur haine n'ont pas été en partie provoquées par certaines positions de Bakounine, qui les a ainsi réunis). Certains de ses camarades, comme James Guillaume, Anselmo Lorenzo, et d'autres, ont d'ailleurs réagi sur le moment contre cette prise de position, avec juste raison...

Nous le répétons, la valeur d'un Bakounine est suffisamment grande pour supporter ces critiques. Il faut donc séparer ce qui est essentiel, fondamental, de ce qui est secondaire et personnel. Dans ce sens, Bakounine nous donne lui-même un exemple éclatant : quand Herzen lui a reproché de ne pas engager immédiatement la lutte contre Marx, de ne pas répondre à toutes les calomnies, il lui a expliqué, avec son honnêteté un peu naïve même, que tout cela était secondaire, que s'il fallait engager une bataille, ce serait uniquement pour des questions de principe essentielles.

«Je sais aussi bien que toi que Marx n'est pas moins coupable que les autres ; je n'ignore même pas qu'il a été l'instigateur et le meneur de toute cette calomnieuse et infâme polémique qui a été déchaînée contre nous. Pourquoi l'ai-je donc ménagé ? Je l'ai loué, j'ai fait plus que cela : je lui ai conféré le titre de géant. Pour deux raisons, cher Herzen. La première, c'est la justice. Laissant de côté toutes les vilenies qu'il a vomies contre nous, nous ne saurions méconnaître, moi du moins, les grands services qu'il a rendus à la cause socialiste depuis environ 25 ans... Il est aussi l'un des premiers organisateurs, sinon l'instigateur de la société Internationale. A mon point de vue c'est un mérite énorme que je lui reconnaîtrai toujours, quelle que soit son attitude envers nous...

«Cependant, il pourrait arriver, et même dans un bref délai, que j'engage une lutte avec lui, non pas pour l'offense personnelle, bien entendu, mais pour une question de principe, à propos du communisme d'État dont lui-même et les partis anglais et allemand qu'il dirige sont les chaleureux partisans. Mais il y a un temps pour tout et l'heure pour cette lutte n'a pas encore sonné.»

(Bakounine à Herzen, dans Dragomanov.)

Et en effet, si Marx produisait aisément des bulletins clandestins contre Bakounine, il n'eut rien à répondre quand Bakounine publia *L'État et l'Anarchie* ; il nota seulement quelques critiques sur les pages mêmes d'un exemplaire de ce livre, mais il n'a jamais pu publier de réponse.

C'est de là que doit partir notre discussion.

N° 36 — 1966 —

Michel Bakounine
Quelques livres (suite)

... Quelques lecteurs nous ont fait remarquer que la discussion sur Bakounine avait surtout porté sur des détails que le lecteur ne connaît pas et ne peut vérifier, que ce débat aurait dû plutôt se faire dans une publication plus spécialisée. Nous tâcherons donc de tenir compte de ces remarques et d'éviter les discussions un peu trop «entre érudits».

Nous avons déjà signalé (*N et R*, n° 30) la parution du livre de François Munoz *Bakounine — La Liberté*, éd. J.J. Pauvert, 1965. Il s'agit d'un choix de textes, d'environ 300 pages, qui comme tout «choix» est fragmentaire, incomplet, arbitraire. Mais cela n'enlève rien à leur intérêt, étant donné surtout que les vieilles éditions des *Œuvres* de Bakounine (éd. Stock) sont épuisées depuis longtemps et que les volumes des *Archives de Bakounine* en cours d'édition (Amsterdam) sont trop chers. Nous recommandons donc vivement ce livre.

Nous ne pouvons pas en dire autant des 30 pages de présentation de François Munoz ; l'auteur a fréquenté à une certaine époque les milieux libertaires, et l'on pouvait s'attendre à plus de rigueur et plus de connaissances. Il a mis longtemps à préparer ce travail, dans des conditions difficiles. Nous sommes d'accord avec lui quand il pose une série de questions, de comparaisons, de parallèles entre Marx et Bakounine ; le courage de les avoir posées vaut beaucoup mieux que la tendance à les ignorer. Mais nous ne sommes pas d'accord avec ses conclusions : il aboutit à des affirmations hâtives, peu motivées, déconcertantes :

« Bakounine ne se situe pas en dehors du marxisme, pas plus que J.P. Sartre... Bakounine est un marxiste qui ne se met pas au garde à vous devant Marx. Et c'est même, à sa façon, avec Marx (Engels vient loin derrière eux) l'un des deux plus grands marxistes de son temps.» (Préface, p. 11)

Pour nous, cela ne correspond ni à la vérité théorique telle qu'elle existait à l'époque, encore moins à la vérité historique depuis un siècle. Nous sommes évidemment d'accord avec Munoz pour réviser la vision romantique d'un «duel» épique entre deux hommes, opposés sur tous les points. Car il y a un certain nombre de points sur lesquels ils étaient d'accord, et d'autres sur lesquels les désaccords étaient profonds, comme il y a aussi un certain nombre de témoignages de leur estime mutuelle, de leur influence réciproque, et aussi de leur animosité.

On n'a donc pas le droit de minimiser ni d'escamoter ces désaccords théoriques, qui ont une importance considérable car ils portent sur le communisme d'État, la dictature du parti, la subordination des hommes à des considérations purement économiques, etc. Il existe aussi une opposition de

deux caractères, de deux visions du monde qui ont entraîné une lutte pas toujours très propre, une division dans les forces révolutionnaires pas toujours très profitable pour tous. Les désaccords se situent donc sur deux plans : l'un théorique, l'autre personnel.

C'est le premier plan qui est important, primordial, car les critiques des différentes conceptions du socialisme sont toujours valables, peut-être même aujourd'hui davantage. Les conceptions libertaires, tout en étant souvent mal formulées et mal défendues, continueront d'exister, même si le dernier anarchiste est exterminé (ce qui est arrivé en Russie), car au delà des qualifications libertaires ou autres, ces conceptions correspondent à des aspirations de justice, de dignité, de liberté, qui se manifestent périodiquement au sein des masses, à des nécessités d'égalité et de révolte. Nous ne rendrons aucun service à la vérité historique et au grand problème d'actualité qui est la réalisation du socialisme en minimisant ces problèmes, en effaçant leur relief — ce que fait en partie Munoz. C'est faire le jeu de ceux qui ont toujours prétendu que les idées anarchistes sont dépassées, que les anarchistes sont anéantis.

Sur le deuxième plan, personnel, nous pouvons et il me semble même que nous devons être moins intransigeants. Ce n'est pas la personnalité en tant que telle d'un Bakounine, d'un Marx, d'un Kropotkine, etc., qui doit déterminer notre attitude, car ils ont tous pu se tromper, ils ont tous eu leur faiblesse humaine. Munoz nous dit «tomber amoureux» de Bakounine dès son premier contact avec sa pensée, avec sa personnalité. C'est peut-être le meilleur moyen de le trahir ; on veut le justifier à tout prix, le voir plus grand que nature, et on le déforme facilement. Nous sommes en droit de dépasser ces jugements subjectifs et affectifs. Bakounine lui-même nous en donne d'ailleurs l'exemple, car il n'a jamais attaqué le premier Marx, et a même accepté de ne pas se défendre, parce qu'il plaçait ses intérêts personnels bien après les intérêts beaucoup plus importants de l'Internationale. Voici quelques extraits de sa lettre du 28/10/1869 adressée à Alexandre Herzen (voir Dragomanov p. 288) ; il répond à Herzen qui lui reprochait de laisser Marx continuer à publier des calomnies sur eux deux :

voir l'extrait de lettre cité p. 110.

En voici un autre exemple, l'«adresse» rédigée par les camarades rassemblés à Berne au lendemain de la mort de Bakounine :

«*Les travailleurs réunis à Berne à l'occasion de la mort de Michel Bakounine, et appartenant à cinq nations différentes, les uns partisans de l'État ouvrier, les autres partisans de la libre fédération des groupes de producteurs, pensent qu'une réconciliation est non seulement très utile, très désirable, mais encore très facile sur le terrain des principes de l'Internationale, tels qu'ils sont formulés à l'article 3 des statuts généraux révisés au Congrès de Genève de 1873* ***(1)****. En conséquence l'assemblée réunie à Berne propose à tous les travailleurs d'oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées et de s'unir plus étroitement sur la reconnaissance des principes énoncés à l'art. 3 des statuts mentionnés ci-dessus.*»

(3 juillet 1876)

La réponse des marxistes est parue quelques jours plus tard (journal) *Tagmacht*, Zurich, rédacteur Herman Greulich, texte repris par *Volkstaat*, Leipzig, *Vpered* de Londres. etc.) :

«*Bakounine était regardé par plusieurs bons socialistes, hommes impartiaux, comme un agent russe ; cette suspicion, erronée sans doute, est fondée sur le fait que l'action destructive de Bakounine n'a fait que du mal au mouvement révolutionnaire, tandis qu'elle a beaucoup profité à la réaction.*»

(8 juillet 1876.)

Nous en sommes toujours au même point, du moins en ce qui concerne l'attitude des marxistes, surtout quand ils sont au pouvoir. Sans ressortir la martyrologie anarchiste en Russie bolchevique et ailleurs, nous ne ferons que citer la phrase de Staline : «*avec les ennemis il faut mener une véritable lutte, et les anarchistes sont nos véritables ennemis*»... En Russie, aujourd'hui, la même attitude entièrement négative a cours officiellement. Nous ne pouvons pas reproduire intégralement ici la traduction que nous avons faite de «Marxisme et Anarchisme», « La lutte de K. Marx et F. Engels contre l'anarchisme» (cours de Mme N.S. Prozorova, Faculté de Droit, Université de Moscou, 1961), mais nous donnons quelques phrases de la préface :

«Les révisionnistes actuels n'utilisent bien entendu que certaines parties des idées de Proudhon et de Bakounine. Ainsi, de nombreuses idées anarchistes reçoivent une interprétation particulière. Par exemple, la position de base de l'Anarchisme — sur la nécessité d'une disparition immédiate de l'État — se transforme chez les Yougoslaves, et d'autres révisionnistes, en la considération que la disparition de l'État est une question fondamentale et décisive dans le système social ; qu'elle vient immédiatement après le principe de pouvoir de la classe ouvrière. Un autre point de vue anarchiste : la négation de la nécessité du rôle dirigeant du parti communiste dans les États socialistes, est aussi plus ou moins ressortie.
D'autres idées aussi, comme “le principe d'une économie décentralisée”, le mot d'ordre “l'entreprise d'autogestion”, d'une démocratie “directe” : politique et économique, etc., qui sont professées par les révisionnistes yougoslaves, ne sont que des reproductions, presque identiques, des théories de Proudhon, Bakounine, sur la “liquidation de l'autorité” et le “refus du principe de centralisme démocratique”.»

Bakounine n'est donc pas reconnu comme marxiste par les marxistes mêmes, bien au contraire... Dans le problème «Anarchisme-Marxisme», de nombreux phénomènes ont, dès l'époque des premiers conflits, beaucoup compliqué les rapports et rendu la question presque insoluble. Il faudrait pourtant essayer de voir plus clairement ce qui nous est commun et ce qui nous sépare, en évitant la passion et les conflits personnels ou les côtés anecdotiques. Cela aiderait aussi quelques esprits plus lucides qui, de l'autre côté de la ligne de démarcation, ont un certain souci semblable. Mais ce travail ne pourrait être fait que par une équipe plus grande que la nôtre.

S'il y a plusieurs sortes d'anarchistes, il existe aussi plusieurs tendances chez les marxistes, et chez certains la «déstalinisation» n'est pas uniquement un problème de police, mais une «dédogmatisation» qui tout en restant sur une base marxiste découvre des côtés différents chez Marx ou plutôt lui donne des explications différentes. Les exemples en sont nombreux, surtout dans une certaine presse marxiste occidentale qui a la possibilité de publier des débats ; on a aussi de temps en temps certains échos à l'Est malgré la sclérose de la pensée créatrice : ainsi, « Le Monde » du 13/11/1966 nous rapporte à propos du philosophe polonais Kolakowski la phrase de Marx que celui-ci utilise comme leitmotiv :

«Le communisme n'est pas pour nous un État à instaurer, un idéal sur lequel la réalité devra se modeler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'État aujourd'hui.»

Il rappelle également l'un de ses derniers articles :

«Les traits fondamentaux considérés comme positifs sont le manque de dynamisme, la soumission vis à vis de l'ordre établi et de ses représentants, le conformisme et le manque de courage. Le système ne forme pas ces individus, il produit seulement de façon presque mécanique les principes de sélection sociale en vertu desquels les chances d'une participation active dans l'autoreproduction du système sont associées précisément à de telles caractéristiques individuelles.»

(«La personnalité et la conception de la société.»
La Pologne. 1966)

L'auteur reprend, sans doute sans les connaître, quelques-unes des idées de E. Mounier (*Communisme, Anarchisme et Personnalisme*, 1936, qui vient d'être réédité au Seuil) qu'il a prise à l'Anarchisme (voir notre étude dans *N. et R.* n°25). Cela montre la ténacité et la persistance des idées et leur cheminement à travers différents milieux.

Il est intéressant, à propos de Munoz, de dire quelques mots au sujet d'une certaine polémique qui se manifeste parmi certains autres dont l'optique est assez semblable, tels que Daniel Guérin et Jean Maitron deux auteurs de valeur. Maitron, dans ses «Notes de lecture» sur la bibliographie de l'anarchisme français de 1945-1966 — qui sont excellentes et probablement complètes (*Le Mouvement Social* n°50 et n°56) — semble reprocher à Guérin sa sympathie pour l'anarchisme qui «déforme» sa vision historique de l'anarchisme ; il fait la même remarque pour Lehning (le responsable des *Archives Bakounine*, Amsterdam). Nous n'avons pas nous-mêmes toujours été très tendres envers Guérin, mais il faut souligner son esprit de recherche, son courage et son honnêteté. La vocation de celui qui milite n'est évidemment pas toujours compatible avec celle d'un historien, mais Guérin a le droit de choisir dans le vaste champ d'action des anarchistes ses points de référence et de préférence. Maitron sera sans doute d'accord avec nous, car il lui arrive, à lui aussi, de sortir de son activité d'historien pour donner des jugements de valeur.

L'histoire de notre mouvement, l'exposé de nos idées ont d'ailleurs été tellement ignorés, tellement déformés d'une manière purement négative que les efforts de quelques chercheurs comme Maitron, Guérin, Yvon Bourdet, Arvon, nous sont extrêmement précieux et nous apportent une vision plus fraîche et plus neuve, même si nous ne sommes pas entièrement d'accord avec toutes leurs thèses. Si l'on passe en revue *Noir et Rouge* on voit que les seuls camarades que nous avons critiqués sont ceux qui travaillent le plus pour l'anarchisme : Maitron, Guérin, Leval, Hem Day, Baldelli, Laïn Diez, etc., par le simple fait qu'ils ont une opinion à eux et qu'on ne peut pas critiquer ceux qui ne possèdent aucune opinion originale...

Ceci est aussi valable pour les deux livres de Guérin : *Anarchisme* (éd. Idées, Gallimard, 1965) et *Ni Dieu ni Maître* (éd. Delphes, 1966, réed. Maspéro 1970); le premier de ces deux livres présente trois parties : «les idées force de l'anarchisme» (la révolte, l'anti-étatisme, l'individu, la société, etc.) ; les côtés constructifs de l'anarchisme, si souvent négligés (autogestion, planification,

syndicalisme, la Commune, fédéralisme, internationalisme, etc.) ; enfin quelques exemples de cet esprit constructif (le rôle des anarchistes dans le mouvement ouvrier, dans les syndicats, pendant la Révolution russe, dans la Révolution espagnole). Le dernier chapitre, «En manière de conclusion», est connu de nos lecteurs : il est paru dans *N. et R.*, n°31 (Autogestion contemporaine *) avant la publication du livre.

Il existe ainsi une sorte de trilogie historique de l'anarchisme, dont le premier volet, *Histoire de l'Anarchisme* (Sergent et Harmel, Le Portulan, 1949), s'arrête après la Commune de Paris ; le deuxième,*Histoire du mouvement anarchiste en France* (Maitron, 1955, réed. Maspéro 1975), prend la suite avec les années 1880 à 1914, et le troisième est le livre de Guérin qui continue par les événements d'après guerre. L'ensemble est couronné par *Ni Dieu ni Maître, Anthologie historique du mouvement anarchiste*, qui présente «en quelque sorte le dossier... d'un procès en réhabilitation», car :

«*L'anarchisme... est victime d'un discrédit qu'il ne mérite peut-être pas. D'une injustice qui se manifeste... sous trois formes: ses diffamateurs soutiennent que l'anarchisme est mort, ses détracteurs pour le mieux discréditer nous proposent une vision absolument tendancieuse de sa doctrine, certains de ses commentateurs prennent soin de ne tirer de l'oubli, de ne livrer à une tapageuse publicité que ses déviations les plus discutables, et en tout cas les moins actuelles, telles que le terrorisme, l'attentat individuel, la propagande par les explosifs. Le dossier que nous présentons et où nous laissons les documents parler eux-mêmes réfutera, croyons-nous, ces trois propositions... Il nous paraît... que les idées constructives de l'anarchisme sont toujours vivantes, qu'elles peuvent, à condition d'être réexaminées, passées au crible, aider la pensée socialiste contemporaine à prendre un nouveau départ.*»

(Préface de *Ni Dieu ni Maître*.)

Le «dossier» choisi par Guérin comprend 664 pages d'un texte très riche, presque sans commentaires, bien présenté, vivant, comprenant assez souvent des textes inconnus ou épuisés depuis longtemps. Il comprend environ 150 pages consacrées à Proudhon, presque autant à Bakounine puis, avec de brèves biographies, des textes de Stirner, J. Guillaume, Kropotkine, Malatesta, Louise Michel, Fernand Pelloutier, Émile Pouget, etc. ; également des études sur la Fédération jurassienne, la Commune de Paris, le mouvement de Makhno, Cronstadt, l'Espagne libertaire, etc. En somme, c'est un instrument très utile pour chaque militant, un document très sérieux pour ceux qui veulent connaître nos idées. Le prix en est peut-être un peu élevé, mais il paraît rarement de semblables livres. (...)

Théo

N° 13 — 1959 —

Un essai de Daniel Guérin : «*Jeunesse du socialisme libertaire*»

Nous assistons depuis quelques années à une prolifération de livres et de revues qui se réclament tous du marxisme et en même temps proclament qu'ils le «repensent», le «réexaminent»... Il y a aussi de cette démarche dans le livre *Jeunesse du Socialisme Libertaire* de Daniel Guérin qui vient de paraître chez Marcel Rivière (1959). Son travail nous retiendra plus spécialement car il traite de problèmes intéressant les anarchistes. Rappelons que l'auteur nous est connu par ses études (*La lutte des classes sous la Ire République*, *Fascisme et grand capital*, etc.) et également pour son intérêt très amical pour les libertaires depuis quelques années.

Nous essaierons de donner un aperçu de ce livre qui consiste en une série d'essais un peu hétérogènes et de valeur assez différente, puis nous en tirerons nos conclusions, qui d'ailleurs seront brèves. Nous nous arrêterons surtout sur les trois premiers chapitres qui portent sur le socialisme libertaire. Il est assez difficile de choisir des citations et de résumer un essai surtout sociologique, mais ces quelques extraits, nous l'espérons, en donneront un petit aperçu ; pour nous, ces pages présentent un intérêt tout particulier car, partant de positions marxistes, Daniel Guérin est un des rares auteurs qui arrivent assez près de nous dans ses conclusions.

1er Chapitre — LA RÉVOLUTION DÉJACOBINISÉE —

Daniel Guérin commence par une constatation «*autour de nous aujourd'hui tout n'est que ruine, le fascisme (...), la démocratie bourgeoise (y compris la Veme République) (...), le stalinisme...*», dont il conclut que «*l'heure est venue pour la gauche française de repartir à zéro, de repenser jusque dans leurs fondements ses problèmes, de refaire tout son bagage d'idées*» ce qui doit être fait «*dans le cadre de la pensée socialiste, qui demeure en dépit de tout, la seule valeur solide de notre époque. La double faillite du réformisme et du stalinisme nous fait un devoir urgent de réconcilier la démocratie (prolétarienne) et le socialisme, la liberté et la Révolution*».

Guérin fait ensuite un retour en arrière, dans le temps, jusqu'à la Révolution française qu'il connaît comme peu d'historiens ; pour lui, de la Commune de 1793, à celle de 1871, aux Soviets de 1905-1917, la filiation est évidente. En suivant sa pensée arrêtons-nous sur quelques points concrets : avant tout, la **démocratie directe**, c'est à dire le pouvoir des masses, plus précisément des «sans culottes», des «bras nus» ; démocratie découverte spontanément et qui s'est matérialisée par des sections locales des sociétés populaires et des clubs (surtout l'an II) des révolutionnaires qui de façon fédéraliste sont arrivés au Conseil Général de la Commune de 1793. Ce pouvoir des masses par en bas double en réalité le pouvoir bourgeois d'en haut ; c'est un progrès considérable, «*sans doute la maturité d'une démocratie directe expérimentée pour la première fois dans un pays relativement arriéré*». Daniel Guérin note au passage que «*c'est à cette source que Proudhon, puis Bakounine ont puisé leur fédéralisme libertaire*».

Si, il y a 12 ans, Daniel Guérin (*La lutte de classe sous la 1ere République*, éd. Gallimard 1946) cherche à présenter comme une dictature du prolétariat la contrainte que cette avant-garde prolétarienne (ou qui commençait à se

prolétariser) se trouvait obligée d'exercer sur la contre-révolution, il cherche aujourd'hui ici à la présenter autrement, à atténuer le mot et à trouver des correctifs, s'appuyant, entre autres, sur Bakounine : nécessité d'«une force révolutionnaire, même comme transition révolutionnaire» (Bakounine, *L'égalité*,26/6/ 1869), et l'opposant à l'idée de Lénine :

«Quiconque ne comprend pas la nécessité de la dictature ne comprend rien à la Révolution et n'est pas un véritable révolutionnaire» (Contribution à l'histoire de la dictature, Lénine, 1920).

Les dangers de la dictature viennent soit d'en haut, le gouvernement révolutionnaire ; soit d'en bas, le prolétariat armé par le truchement du parti. D'après Guérin, la dictature amène toujours à une «*concentration du pouvoir*» et à une «*reconstitution d'un appareil d'oppression du peuple*». Il discute en même temps avec les historiens de droite et avec ceux de la gauche jacobine qui, se basant tous sur une «nécessité», arrivent toujours à la dictature et refusent le rôle de la démocratie directe, et il dit : «*pendant les quelques six mois où s'épanouit la démocratie directe, le peuple fit la preuve de son génie créateur ; il révéla, bien que d'une façon encore embryonnaire, qu'il existe d'autres techniques révolutionnaires que celles de la bourgeoisie, que celles de haut en bas*» (p. 47) (...) «*Il n'est pas certain que la Révolution ne pouvait être sauvée que par la technique de la bourgeoisie et que par en haut* (...) *Le renforcement du pouvoir central étouffa et tua l'initiative d'en bas qui avait été le nerf de la Révolution. La technique bourgeoise fut substituée à la fougue populaire. La Révolution perdit sa force essentielle, son dynamisme interne*» (p.46).

Un autre fait historique que Guérin souligne, c'est qu'à la fin de 1793 (surtout après le décret du 4/12/ 1793), en renforçant le pouvoir central sous le prétexte de comprimer la contre-révolution, la bourgeoisie s'appliqua surtout à détruire le régime jusque-là essentiellement démocratique et décentralisateur auquel elle avait elle-même contribué deux ans auparavant dans sa hâte à supprimer le centralisme régional de l'ancien régime, c'est «*la volonté consciente de refouler la démocratie directe des sans-culottes*» (p. 48).

Il montre ensuite la naissance d'une bureaucratie plébéienne (surtout hébertiste) qui, en transformant les militants en employés, et en absorbant par l'appareil d'État les meilleurs cadres des sans-culottes, affaiblit la démocratie au sein des sections locales, et en même temps produit une sclérose bureaucratique (qu'il compare lui-même à la bureaucratie stalinienne).

Daniel Guérin essaie de défendre la conception de la démocratie directe en s'appuyant sur l'Enragé Varlet : «*Pour tout être qui raisonne, gouvernement et révolution sont incompatibles*» ; sur Jacques Roux : «*Une révolution menée par les masses et un pouvoir fort (contre les masses) sont deux choses incompatibles*» ; sur Babeuf : «*Les gouvernants ne font des révolutions que pour toujours gouverner. Nous en voulons faire enfin une pour assurer à jamais le bonheur du peuple par la vraie démocratie*» ; sur Buonarroti : «*S'il se formait dans l'État une classe exclusivement au fait des principes de l'art social, des lois et de l'administration, elle trouverait bientôt le secret de se créer des distinctions et des privilèges*», et surtout sur Proudhon : «*En proclamant la liberté des opinions, l'égalité devant la loi, la souveraineté du peuple, la*

subordination du pouvoir au pays, la Révolution a fait de la société et du gouvernement deux choses incompatibles (...). *Il y a incompatibilité absolue du pouvoir avec la liberté. Point d'autorité, point de gouvernement, même populaire : la Révolution est là* (...) *Le gouvernement du peuple sera toujours l'escamotage du peuple. Si la Révolution laisse subsister le Gouvernement quelque part, il reviendra partout*» (*L'idée générale de la Révolution au XIXe siècle*).

Certaines questions restent à l'arrière-plan de ce chapitre, telles que la révolution permanente, l'application abusive de la conception matérialiste de l'histoire «qui mène inévitablement à un fatalisme historique» ; la tradition jacobine qui se prolonge dans le «désaccord» entre marxistes et libertaires et se manifeste chez Liebknecht, Lénine, Staline (pour Marx et Engels, Guérin se montre plus conciliant).

2e Chapitre — DU JEUNE MARX À MARX —

Nous dirons très peu de choses de ce chapitre, car non seulement les autres en ont trop dit sur les mérites, etc... de Marx, mais parce que Marx lui-même malgré toute sa présentation scientifique est loin d'être clair.

Daniel Guérin en donne l'exemple dans les deux citations suivantes : «*Le marxisme est authentiquement un personnalisme*» (J. Lacroix) et c'est «*un antipersonnalisme absolu*» (André Piettre). Ce n'est pas seulement le zèle de ses élèves qui fausse la pensée du maître, mais celle-ci elle-même mène souvent à la contradiction. Avec la découverte des écrits du jeune Marx, avant 1848, le désaccord est encore plus grand, la discussion encore plus passionnée. Sans dévaloriser ni minimiser le rôle de Marx (Guérin souligne que «*la pensée de Marx domine notre époque*»), il est temps de donner une juste mesure à ce rôle et à ces pensées et de sortir de l'oubli l'apport, le rôle et l'action des prédécesseurs et des contemporains de Marx qui ont également participé à l'élaboration de la pensée sociale du XIXe siècle et à l'action des luttes sociales. Sans entrer dans le détail des écrits de Marx, textes «bouleversants et révélateurs», on peut admettre un souci éthique et humain plus grand dans les écrits d'avant 1848 que dans les suivants : lui-même ne se considérait pas encore comme un génie absolu et ne se figeait pas dans une contemplation et une auto-admiration stériles ; il acceptait encore les discussions et les recherches et la jeunesse est toujours plus altruiste et plus enthousiaste.

Il faut aussi essayer de comprendre l'acharnement de certains marxologues contre «les erreurs de jeunesse» du maître, ainsi que l'enthousiasme de certains néophytes de l'église marxiste qui, conscients de l'existence d'erreurs dans la construction de leur socialisme cherchent le remède dans la même bible et trouvent dans les écrits de jeunesse de Marx un appui à leur «humanisme ».

Ouvrons ici une parenthèse : C'est une attitude très fréquente ces derniers temps — ainsi Milovan Djilas fut chargé après juin 1948 par Tito de trouver des arguments dans la discussion idéologique avec Moscou et il sut expliquer par certains textes de Marx, Engels et Lénine la conception des «voies différentes et spécifiques du socialisme» ; ces écrits furent non seulement acceptés mais loués par les chefs de la Yougoslavie. Plus tard, quand Djilas commença lui-même à douter de la véracité des maîtres marxistes, Tito l'envoya en prison —

Guérin a de la chance de ne pas se trouver dans la position de Djilas car le doute est inévitablement interprété comme une erreur, comme un crime.

Pour en revenir à la discussion sur Marx jeune, Guérin la caractérise ainsi : *«Cette querelle entre marxologues prend des formes tant soit peu byzantines, qu'elle se déroule principalement sur un plan abstrait et s'exprime souvent dans un confidentiel jargon philosophique (dont, il faut bien l'avouer, le Marx de 1844 est le premier responsable) ; elle porte sur des textes souvent obscurs, parfois même illisibles, dont le caractère ésotérique est aggravé par des traductions défectueuses à partir de textes douteux ou incomplets et dont l'interprétation est souvent ardue ; elle ne gagnerait donc pas à s'étendre au-delà d'un cercle d'initiés et d'érudits, si, à travers elle, à travers les arguments confus et contradictoires de ses participants, n'apparaissent certaines failles de la pensée marxiste. Le militant qui veut transformer le monde, et qui, pour ce faire, a besoin d'être guidé idéologiquement, ne peut ignorer ces incertitudes et ces points faibles d'une œuvre qui, face à la banqueroute de la pensée bourgeoise, lui offre, aujourd'hui encore, malgré ses déficiences, un fil conducteur relativement solide»* (p. 71)

Dans ces conditions, les discussions subtiles des marxologues sur «jusqu'où» le jeune Marx porte encore les empreintes de Hegel et Feuerbach, sur la question de savoir s'il est plus «idéaliste», «utopiste» que ses maîtres, et sur sa conception de l'aliénation des ouvriers dans le régime bourgeois, toutes ces discussions présentent un intérêt secondaire permettant seulement de mieux comprendre d'une part l'évolution de Marx, et de l'autre la porte qu'il a lui-même entr'ouverte... non seulement aux controverses théoriques mais aussi et surtout aux réalisations actuelles maintenant du socialisme.

Nous retiendrons quelques points; Guérin cite et commente ce que Marx écrivit en 1843-44 : «*Marx a posé le principe qu'«abolition de la propriété privée et communisme ne sont nullement identiques», que l'étatisation de la propriété n'est que la «généralisation» de la propriété privée, productrice d'aliénation, que, par conséquent, un communisme qui se contenterait d'un tel état de choses, qui maintiendrait le salariat ne mettrait pas fin à l'aliénation de l'homme*» (Guérin p. 79; Marx, *Œuvres philosophiques*, 1843 et *Manuscrits* de 1844). Puis Guérin passe au texte de Marx de 1875 : «*de tels défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement*» (*Capital*, Naville, p. 453-55).

Cette discussion a la plus grande importance car, et l'expérience l'a prouvé, la nationalisation et l'étatisation de la production et de la propriété n'ont rien à voir avec la libération des ouvriers de l'exploitation. Et ici nous sommes tout à fait d'accord avec Guérin qui souligne que cette perspective marxiste «temporaire» a servi Lénine, Staline etc. pour instaurer un régime où les ouvriers sont aussi aliénés pour ne pas dire même plus et où ils continuent d'être des salariés. Ainsi la question de la gestion ouvrière, de la propriété et de la répartition des biens n'est pas résolue et se pose tout entière. Ce n'est pas par hasard que les révoltés de l'Est ont, d'une part, retrouvé le vieux slogan des conseils ouvriers, et, d'autre part, sont opposés à la gestion actuelle. Enfin pour nous, les conseils ouvriers eux-mêmes, s'ils sont isolés et s'ils ne s'accompagnent pas d'une socialisation de toute l'économie, d'échanges, etc..., s'ils restent isolés dans un régime étatique et centralisé, ne

peuvent non plus résoudre la question (l'expérience des «conseils ouvriers» en Yougoslavie depuis quelques années concorde avec cette conclusion).

Sur les points principaux, Marx, consciemment ou inconsciemment, laisse des équivoques : nous avons vu sa conception sur la **suppression de l'aliénation** ; la même tactique est appliquée à sa conception de **l'État** qui dépérit et en même temps ne dépérit pas ; aussi bien qu'à celle de la liberté qui doit être la base de la société, mais dans un avenir lointain. Cette conception équivoque les libertaires l'ont toujours violemment combattue : devant chaque difficulté on reportait la responsabilité sur les exécutants, mais on ne mettait jamais la source, c'est-à-dire Marx, en doute : Guérin se demande si «*l'ajournement sine die de la* «réappropriation» *et la persistance de la contrainte étatique ne se trouvent pas déjà, au moins en germe, dans la pensée du Marx de la maturité*» (p. 80). C'est un joli compliment fait à Marx pour son «évolution» et sa maturité.

La même dialectique douteuse et miteuse existe au sujet de **la conception humanitaire** de Marx. Guérin oppose aux enthousiastes de Marx trop humanitaires, en se basant lui-même sur Marx, les arguments suivants : «*Il n'est pas certain que la position du jeune Marx soit entièrement satisfaisante pour ceux des socialistes qui se préoccupent de sauvegarder la liberté individuelle. L'homme auquel se réfère constamment le Marx «humaniste» est, on n'y prend sans doute pas assez garde, un Homme hégélien et feuerbachien, un Homme abstrait, universel, un Homme «générique», c'est-à-dire membre de l'«espèce», un Homme essentiellement social. Pour Marx, il n'existe pas de véritable problème de l'individu, car «l'individu est l'être social». «La vie individuelle et la vie générique de l'homme ne sont pas différentes». «Le communisme est la véritable solution du conflit entre l'individu et l'espèce» (Marx, Manuscrits de 1844), entre l'individu et la société. Dans la société communiste, «la solidarité existant nécessairement dans le libre développement de tous assurera la liberté individuelle (Marx, «L'Idéologie allemande», 1846). Mais cette synthèse optimiste et messianique de l'individuel et du social n'est-elle pas un tour de prestidigitation trop brillant et trop habile pour être absolument convaincant ? L'individu sera-t-il réellement «désaliéné» dans une telle perspective «humaniste» et la nouvelle forme de «société» qu'anticipe le jeune Marx cessera-t-elle vraiment, comme il en exprime l'espoir, de se «figer... comme abstraction vis-à-vis de l'individu» (Marx, Manuscrits de 1844) ?*» (Guérin p. 80-81).

Déjà à l'époque, les rapports entre individu et société ont provoqué de vives discussions. Guérin retrouve les vieux textes de Proudhon et les commente ainsi : «*Proudhon (personne, à ma connaissance, ne l'a dit) a été le premier à faire des réserves sur la conception «humaniste» de l'homme, d'abord victime de l'aliénation (le mot vient sous sa plume), puis «réconcilié avec lui-même». Il appréhendait que cette réconciliation n'aboutisse, en fait, à la notion d'«un moi collectif auquel : s'asservit comme à un maître invisible le moi individuel» (Philosophie de la Misère, 1846)*». (Guérin p. 82).

Max Stirner a aussi de son côté attaqué la conception marxiste, et Guérin cite ici l'opinion d'Arvon sur Stirner : «*Arvon a montré que la dévastatrice critique stirnérienne de l'humanisme hégélien et feuerbachien, de la «sacralisation» de l'homme abstrait a, pour une large part, incité Marx à jeter par dessus bord cette philosophie idéaliste dont il était encore quelque peu imprégné. Mais la rupture avec Feuerbach, avec l'ensemble des jeunes hégéliens, a entraîné*

Marx dans des voies diamétralement opposées à celles de Stirner : elle l'a conduit à partir, non de l'individu, mais du matérialisme historique et de la praxis révolutionnaire». (Guérin, p. 87)

3e Chapitre — LÉNINE OU LE SOCIALISME PAR EN HAUT—

Dans le chapitre précédent, Guérin essaie de découvrir l'équivoque et les faiblesses de la pensée de Marx. Poursuivant sa critique, il arrive à Lénine ; et dès le début, il déclare : «*il paraît indispensable aujourd'hui de procéder à une critique serrée de certaines conceptions léninistes, qui portaient en elles le germe de la dictature sur le prolétariat et dont le socialisme doit se débarrasser s'il veut retrouver son authenticité libertaire*» (p. 91) tout en réservant son estime pour Lénine. En cherchant l'origine de la dictature du prolétariat — pivot de la conception léniniste — Guérin va, de la Conspiration des Égaux (1796) dirigée par Babeuf, en passant par les blanquistes de 1839, par Kautsky et Rosa Luxembourg, jusqu'à Lénine.

En quoi consiste, d'après lui, **l'erreur de la conception du socialisme par en haut** ? Avant tout en une conception un peu «ambivalente de la pensée marxiste dès sa naissance» qui oscille entre une conception volontariste où le rôle principal est donné à une avant-garde qui peut forcer l'histoire, et une conception purement mécaniste d'une évolution inévitable, économique, en dehors de tout effort humain. Ainsi Engels critique les blanquistes : «ils partaient de cette idée qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés étaient capables, le moment venu, non seulement de s'emparer du pouvoir, assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la Révolution et à la rassembler autour de la petite troupe directrice. Pour cela, il fallait avant tout autre chose la plus stricte centralisation dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire» (Engels, Introduction du 18 mars 1891 à *La Guerre Civile en France* cité par Guérin, p.92). Et Kautsky : «Le prolétariat, qui était trop ignorant et démoralisé pour s'organiser et se diriger lui-même, devait être organisé et dirigé par un gouvernement composé de son élite instruite, quelque chose comme les Jésuites du Paraguay qui avaient organisé et gouverné les Indiens» (Kautsky, *la dictature du prolétariat*, 1918, cité par Guérin, p. 92).

Mais en même temps, dans le *Manifeste Communiste*, existe la thèse opposée : «Pratiquement, les communistes sont (...) la fraction la plus résolue des partis ouvriers (...), celle qui pousse toujours en avant ; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien» (*Manifeste Communiste*, p. 82, cité par Guérin p. 94).

Lénine profite de cette ambivalence pour construire et imposer sa conception qui, tout en gardant toujours une apparence d'historicisme, est beaucoup plus homogène et beaucoup plus logique que celle de ses maîtres. Il accepte avant tout le rôle d'une avant-garde de révolutionnaires professionnels, espèce de cercle fermé d'initiés liés à une discipline et un centralisme absolus, et en même temps il refuse toute expérience ouvrière et s'acharne contre la spontanéité des masses populaires. «L'histoire de *tout* pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre les patrons» (Lénine, *Que faire ?*, p. 437, cité par Guérin p. 98). «Toute soumission à la spontanéité du mouvement ouvrier, toute restriction du rôle de

l'«élément conscient» (...) signifie qu'on le veuille ou non, un renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers» (Lénine, *Que faire ?,* p. 445, cité par Guérin p. 98-99). Il refuse les luttes ouvrières sous prétexte qu'elles sont l'expression de l'influence camouflée de la bourgeoisie (...) pour accepter et glorifier d'une autre façon cette même bourgeoisie : «La doctrine socialiste (...) a surgi des théories philosophiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels. Par leur situation sociale, les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient des intellectuels bourgeois». (Lénine, *Que faire ?*, p. 437, cité par Guérin p. 99)

Non seulement il ne faut pas avoir confiance dans les masses, dans leur spontanéité, dans leur combativité, y compris dans les masses ouvrières ; mais la vérité révélée à quelques fortes têtes (par hasard bourgeoises) devait être imposée aux masses, descendre du sommet vers la base. Comment ? par l'intermédiaire de cette avant-garde de révolutionnaires professionnels, c'est-à-dire détachés de la production de la vie syndicale, des masses, enfermés dans les organisations «militaires» (Lénine, sic) fortement hiérarchisées, disciplinées, «bureaucratisées» (Lénine, re-sic). Parce que chaque démocratisation «mène aux anarchismes» (toujours Lénine). On peut ainsi expliquer le secret des succès de Lénine : c'est une conspiration qui était préparée pour la prise du pouvoir, suffisamment souple pour s'adapter à toutes les conjonctures, suffisamment dure pour mater toute contradiction ; en réalité elle comporte une originalité, car les conspirations semblables dans l'histoire s'étaient appuyées soit sur une oligarchie militaire ou aristocratique, soit sur une démagogie patriotique, tandis que Lénine s'appuyait sur une phraséologie socialiste.

En l'honneur du marxisme, il faut dire que la conception de Lénine a été hautement discutée par certains marxistes (les menchéviks, Martynov, Axelrod, Martov, Trotsky, Rosa Luxembourg, etc...) Guérin retrouve les vieux textes, surtout de ces deux derniers. Nous citerons seulement Rosa Luxembourg car Trotsky, qui menait la critique à peu près avec la même vigueur que Rosa Luxembourg, s'est plus tard corrigé lui-même et a nié la brochure qu'il y avait consacrée, s'alignant complètement sur les positions de Lénine. D'après Rosa Luxembourg (citée et commentée par Guérin), «les membres du parti ne sont plus que des instruments, des agents d’exécution de son altesse le comité central». Elle s'élève contre «l'impitoyable centralisme de Lénine» considérant que celui-ci «prête au prolétariat une sorte de goût masochiste pour les rigueurs d'une discipline impitoyable», et lui oppose sa propre conception, selon laquelle «ce n'est qu'en extirpant jusqu'à la dernière racine ces habitudes d’obéissance et de servilité que la classe ouvrière pourra acquérir le sens d’une discipline nouvelle, de l'auto-discipline librement consentie». Elle continue : «Les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école, jamais le mouvement de classes du prolétariat ne doit être conçu comme mouvement d'une minorité organisée (...). Toute véritable grande lutte de classes doit reposer sur l'appui et la collaboration des masses les plus étendues et une stratégie de la lutte de classes qui (...) serait faite uniquement à la mesure des marches bien exécutées d'une minorité serait vouée par avance à un pitoyable fiasco » (R. L., *Grève générale, Parti et Syndicats*, 1906, p. 47; cité par Guérin p. 107). «L'ultra-centralisme défendu par Lénine nous paraît comme imprégné, non point d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile du veilleur de nuit. Tout son souci tend à contrôler l'activité du parti et non à le féconder, à

rétrécir le mouvement plutôt qu'à le développer». Elle conclut : «Nous ne saurions concevoir de plus grand danger pour le parti socialiste russe que les plans d'organisation proposés par Lénine. Rien ne pourrait plus sûrement asservir un mouvement ouvrier, encore si jeune, à une élite intellectuelle assoiffée de pouvoir que cette cuirasse bureaucratique où on l'immobilise (...)» (cité par Guérin p. 108).

Pour nous, tout en conservant une certaine estime pour Rosa Luxembourg, nous ne pouvons que considérer cette critique comme stérile et superficielle : elle porte sur les aspects secondaires, mais non sur le fond même, lequel consiste dans la question du pouvoir, dans la préparation de la prise du pouvoir avant la Révolution et dans l'exécution de cette prise de pouvoir pendant et après la révolution. Dans ce but, Lénine a fait tous les «compromis» et pour Rosa Luxembourg ce but même est valable. Pour nous, le fonctionnement et le schéma d'une organisation révolutionnaire en lutte reflètent le fonctionnement et le schéma d'une organisation sociale telle que ces mêmes révolutionnaires se proposent de la construire par la suite. Pour nous, il y a une logique entre les erreurs théoriques de Lénine avant 1917 et son action depuis. C'est pourquoi la discussion qui s'est ouverte il y a un siècle entre marxistes et libertaires précisément sur la forme d'une organisation révolutionnaire et sociale, sur le pouvoir et l'État, n'était pas un simple jeu de l'esprit, un simple malentendu ou une blessure d'orgueil personnel. Et les prévisions faites il y a un siècle sont aujourd'hui réalité.

C'est dans cette perspective que Guérin, allant plus loin que Rosa Luxembourg, écrit: «*Cette conception du parti dirigeant va se fondre dans une conception non moins autoritaire, non moins jacobine de la forme du* ***pouvoir*** *qui doit naître de la révolution prolétarienne. Dans* L'État et la Révolution, *écrit à la veille de la Révolution d'Octobre, Lénine commence par se poser en libertaire. L'objectif ultime du socialisme c'est le dépérissement de l'État. Il reprend à son compte les vues de Proudhon sur l'«incompatibilité absolue du pouvoir avec la liberté»* qu'il résume en une formule aussi brillante que lapidaire : *«Tant que l'État existe, pas de liberté ; quand régnera la liberté il n'y aura plus d'État». Mais une fois ce coup de chapeau donné à l'anarchisme, il s'empresse de préciser que la disparition de l'État ne suivra pas immédiatement la conquête du pouvoir par le prolétariat. Elle ne sera possible qu'après une période transitoire plus ou moins longue*». (p. 110)

Pendant ce temps... *«quant à la chose informe, inédite et indéfinissable qui naîtra au lendemain de la Révolution, ce sera un «État transitoire», une «forme révolutionnaire et passagère de l'État», un État à la fois* «démocratique» *et «dictatorial», un «État non politique», un État* «prolétarien ou demi-État», *«quelque chose qui n'est pas à proprement parler l'État», un «État en voie de dépérissement», une «dictature du prolétariat», une «dictature provisoire de la classe opprimée». Cette cascade de définitions variées et embarrassées ouvre la porte à toutes les interprétations et donc, quand sonnera l'heure de l'application, à tous les abus.*» (p. 111-112).

Un des moyens d'arriver au pouvoir est le suivant : «*Dans son désir de capter au profit de son parti le puissant mouvement des masses qui, au moment où il écrit, s'exprime spontanément par les soviets, il suggère que les ministères bourgeois soient remplacés par des «soviets souverains et tout-puissants de députés ouvriers et soldats», et appelle de ses vœux «une république démocratique du type de la Commune ou de la République des Soviets». Mais,*

à d'autres moments, ce miroir aux alouettes destiné à amener au bolchevisme les masses prolétariennes, fait place à des perspectives pour celles-ci beaucoup moins rassurantes (...)» (p.112).

Lénine suit en cela les exemples de ses illustres prédécesseurs : «*Déjà, en 1848, Marx et Engels projetaient de concentrer tout le capital, toute l'industrie, tous les transports, tout l'échange entre les mains de l'État. Depuis, sous la pression des libertaires, ils mirent beaucoup d'eau dans le vin de cet étatisme. Mais Lénine demeure un rigide communiste d'État. Il se fixe pour tache de se «mettre à l'école du capitalisme d'État allemand». L'organisation de la grande industrie moderne par le capitalisme, avec sa «discipline de fer», ne le séduit pas moins et il la propose comme modèle. Pour lui, le capitalisme d'État est «l'antichambre du socialisme» et l'on peut passer de l'un à l'autre «par de simples décrets» (...)* (p.113).

En face de la «nécessité» qui fait fléchir Trotsky, Rosa Luxembourg, Guérin conclut : «*Il faut être aveuglé par le dogmatisme pour ne pas discerner dans le léninisme, se superposant à des tendances libertaires et les annihilant, une propension au plus autoritaire des communismes d'État*» (P.115).

Il termine son étude par quelques citations de Bakounine «*un révolutionnaire de génie aujourd'hui trop oublié*».

CONCLUSION

Bien qu'ayant voulu donner nos conclusions après l'exposé du livre lui-même, il nous a été impossible de ne pas en donner déjà certaines en cours de route ; nous essaierons de les compléter ici.

Ce qui nous semble positif dans l'essai de Guérin est d'abord son souci de repenser vraiment un certain nombre de problèmes que presque tous les autres critiques n'osent pas affronter ou font de façon superficielle, ce souci, lié à une rigueur de pensée, conduit souvent l'auteur à certains «tabous» tels la dictature du prolétariat, l'aliénation de la classe ouvrière, etc... et lui donne le courage de critiquer les maîtres du marxisme eux-mêmes. Cette qualité de Guérin n'est pas liée dans notre esprit à son attitude anti-parti (comme le feraient les théoriciens du P.C., en accusant tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux), ni à sa recherche des textes anarchistes ; mais nous pensons qu'en remontant vers l'origine de ces problèmes sociaux, on arrive inévitablement à la grande discussion : socialisme libertaire—socialisme autoritaire.

Peu de sociologues vont jusque là, et pour nous il sera toujours réjouissant d'en voir, ne serait-ce qu'un seul, y arriver même sur certains points seulement, sans que nous perdions évidemment pour cela notre sens critique.

Les textes de Rocker, Voline, Stirner, Proudhon, Bakounine, que Guérin a retrouvés, montrent une recherche dirigée dans un sens qui nous semble encourageant. Ces textes, il faut aussi le dire, devraient être ressortis non seulement par des non-libertaires, mais aussi par des libertaires ; car un esprit de conformisme mal compris, ou plutôt une commodité d'habitudes a conduit également parmi nous à une stagnation qu'il serait bon de changer par des discussions et des confrontations. C'est ainsi que, en s'opposant au livre de Guérin, Maurice Joyeux donne cette définition de l'anarchisme : «C'est une mosaïque d'école socialiste multiple répondant aux diversités des métiers, des races, des goûts, des éthiques ou mieux, c'est une pléiade de collectivités qui épouse le contour des êtres et des choses dont l'esprit libertaire est le

dénominateur commun» (*Le Monde Libertaire* n°49, p.4, à propos de *Jeunesse du Socialisme Libertaire*). Nous ne pouvons pas être d'accord avec ce camarade bien qu'il soit aussi libertaire que nous, non seulement parce que sa définition est vague et imprécise surtout dans son contenu social, mais aussi à cause de son style de clerc (nous avons la vérité et en dehors de nous il ne peut y avoir de vérité...). Il se plaint lui-même de l'existence des gardiens des tables des lois, mais son article est dans le même esprit.

Cela dit, en quoi ne sommes~nous pas d'accord avec Guérin ? Sa classification : dans les premières pages, il classe d'un côté les libertaires comme socialistes anti-autoritaires, de l'autre les socialistes autoritaires (particulièrement les bolchevistes), et à mi-chemin entre les deux les marxistes (socialistes scientifiques — ? —) ; pour nous ces derniers rejoignent pleinement les socialistes autoritaires, et en réalité tout le reste du texte de Guérin le confirme.

Guérin demande comment on peut «*réconcilier la liberté et la révolution, la démocratie prolétarienne et le socialisme*» ; pour nous cette conception est réalisée dans l'anarchisme, plus précisément dans cette conception d'un anarchisme social, révolutionnaire et prolétarien que nous essayons de défendre même contre certaines tendances anarchistes. Cela ne veut pas dire que cette conception soit suffisamment claire pour ne pas avoir besoin de recherches et de discussions ; l'existence de *N. et R.* se justifie précisément par le rôle qu'il peut remplir dans ce sens ; c'est pourquoi le livre de Daniel Guérin est un apport intéressant pour nous : sortant d'une expérience différente, et regardant d'un point de vue différent du nôtre, il traite de question qui nous occupent tous.

La synthèse que Guérin préconise et tâche en partie de justifier entre marxisme et anarchisme nous semble vouée à l'échec. Il n'y a pas longtemps une expérience semblable mais née dans nos rangs, l'expérience Fontenis, a échoué entre autres parce qu'il a sacrifié certains principes anti-autoritaires à une «certaine efficacité», en s'inspirant précisément du «succès marxiste». Il y avait par exemple la troisième page du *Libertaire* avec de larges extraits comparés d'Engels et Bakounine, il y avait des erreurs sur le rôle de l'avant garde révolutionnaire transformée en un parti révolutionnaire, sur les tactiques majoritaires, parlementaires etc... Ce mariage est artificiel, bien qu'on puisse accepter une certaine parenté en ce qui concerne le but, parce que la base, les moyens, les tactiques sont complètement différents. Guérin lui-même voit cette profonde différence mais garde encore la nostalgie d'une idylle. Même en dépouillant le marxisme de tous ses vêtement crasseux, même en en gardant que certains caractères qui d'ailleurs ne sont pas négatifs (la conception de lutte de classe, la critique de l'économie bourgeoise), tout mélange idéologique entre marxisme et anarchisme, tout rattachement de ces conceptions positives exclusivement à Marx ou Engels, ne nous semblent pas acceptables.

Nous terminerons ces quelques lignes par la conclusion de Guérin lui-même (conclusion où il va plus loin, par exemple, que Djilas qui retourne vers la démocratie sociale) : «*L'avenir n'est ni au capitalisme classique, pas davantage, comme voudrait nous en persuader Merleau-Ponty, au capitalisme revu et corrigé par un «néo-libéralisme» ou par le réformiste social-démocrate. Leur double faillite n'est pas moins retentissante que celle du communisme d'État. L'avenir est toujours, est* ***plus que jamais*** *au socialisme, mais à un socialisme* ***libertaire****.*» (Guérin, p. 21)

Théo

N° 42-43 — 1968 —

Cohnbendistes ?

Nous n'avons pas l'habitude ici de nous attarder sur un homme et nous ne pensons pas, tout au long de ces 42 numéros ou en d'autres prises de position publiques avoir trop sacrifié au culte d'une quelconque «personnalité» anarchiste car, pour prendre un passé lointain, Bakounine ou Proudhon eurent leurs défauts et commirent eux aussi leurs erreurs ; plus proche de nous, un Malatesta, un Durruti, eurent également leurs défaillances : tout cela est normal et devrait rappeler les libertaires à une approximation plus exacte du rôle et de l'importance d'un homme face au «héros» qu'ils seraient tentés de se créer ou qu'on voudrait leur imposer...

C'est parce que le mouvement de Mai a fait émerger, parmi d'autres, la personnalité d'un homme, jeune, notre camarade et notre ami, Daniel Cohn-Bendit, et sur lequel tant de bêtises, flatteries ou au contraire basses attaques, ont déjà été écrites, qu'il nous semble nécessaire de dire quelques mots. Qu'on se rassure, c'est la première et la dernière fois que nous le faisons, mais il est des circonstances où un silence prudent ne nous semble pas de rigueur et où on doit, là aussi, prendre position.

Que nos lecteurs se rassurent également sur l'horrible néologisme servant de titre, ce n'est bien entendu pas nous qui l'avons inventé ; nous l'avons vu fleurir sous la plume des bourgeois, des staliniens et cela était normal de la part de gens ne pouvant imaginer un mouvement sans «chef» et tentant de rabaisser, sous le terme de «cohnbendistes», les partisans d'un bouleversement leur échappant**totalement**. Moins normal fut de voir l'épithète reprise et appliquée par une certaine presse «anarchiste», en particulier à ceux qui eurent l'impudence de venir troubler le brave congrès de Carrare et en général à tous les militants libertaires pas forcément d'accord avec un anarchisme satisfait de lui-même et virant vers une étrange intolérance. Bien entendu, notre groupe et notre revue sont particulièrement visés, (merci), et un des principaux organisateurs dudit congrès nous écrivait lui-même, avant l'ouverture de celui-ci d'ailleurs, que nous «étions devenus cohnbendistes...». S'il n'y avait qu'à souligner la bassesse ou mettons la petite ignominie consistant, pour des militants anarchistes brevetés, à employer les **mêmes armes** que le bourgeois ou le stalinien, pour tenter

de**personnaliser** un mouvement en essayant par là même de le vider de tout contenu politique, nous ne répondrions évidemment pas. Mais c'est parce que le terme «cohnbendiste» a tout de même pour ceux qui l'emploient un contenu politique, nous allons voir lequel, que nous jugeons utile de préciser quelques points.

Celui-ci entre autres : nous serions «cohnbendistes» car nous sommes partisans d'un anarchisme ouvert, prêt au dialogue, y compris avec ce qu'on appelle le marxisme. Et voilà l'horreur car, voyez-vous, l'anarchie est paraît-il inaliénable et doit de ce fait «garder sa pureté», bien protégée dans sa tour d'ivoire, (Sœur Ann... archie, ne vois-tu rien venir ?)... Aussi sommes-nous par extension «anarcho-marxistes» — et voilà le contenu politique du «cohnbendisme» ! — puisque Dany a exprimé ces mêmes idées d'ouverture et de non-sectarisme, parlant d'ailleurs à l'époque en tant que militant du 22 Mars. Mais est-ce que le 22 Mars ne manquait pas un peu de sérieux comme commencent à le dire en cette après-rentrée les «organisationnels» de tout poil et le fin du fin ne consiste-t-il pas pour les uns à faire une Fédération Anarchiste solide (et une belle internationale de fédérations, de beaux congrès) et pour les autres à construire, ou reconstruire, l'organisation révolutionnaire et réaliste, du style par exemple de l'ex J.C.R., avec cette fois une **direction** qui serait vraiment la bonne...

Et c'est là que nous abordons le vrai problème, ce qui nous permet de répondre en passant à Edgar Morin qui, dans le *Magazine littéraire* N° 19 invente un «révisionnisme» anarchiste dont notre revue avec son titre *Rouge et Noir (sic)* signifie bien «cette volonté d'alliance entre le marxisme et l'anarchisme» et au *Nouvel Observateur* N° 197 pour lequel l'idéologie anarchiste de *N. R.* y est inséparable d'une méthode d'analyse marxiste !

Bon. Si toute cette littérature signifie que nous ne craignons pas la confrontation et la discussion anarchisme-marxisme et que nous ne rejetons pas ce que Bakounine lui-même acceptait, à savoir l'apport hégélien, la dialectique, alors nous pensons qu'il est inutile de parler de révisionnisme, d'alliance entre marxisme et anarchisme car tout ça ne veut pas dire grand-chose ou ne veut plus dire grand-chose. Ou plutôt si : nous pensons que le clivage **réel** n'est pas entre «marxisme» ou ce qu'on appelle ainsi et anarchisme mais bien plutôt entre esprit, conception **libertaires** et conception bureaucratique, **léniniste**, bolchevique, de l'organisation. Ce clivage a été une des caractéristiques des derniers événements et pas seulement en France. Et nous n'avons nulle gêne, bien au contraire, à dire que nous nous sentons plus proches de «marxistes» comme le Mouvement des Communistes de Conseil dans le passé ou actuellement certains camarades d'I.C.O. et pas mal de copains du 22 Mars que d'«anarchistes» officiels ayant une conception quasi léniniste de l'organisation-parti. Nous avons déjà dit que nous ne nous battions pas pour une étiquette, encore moins pour une néo-étiquette et puisque nous n'avons jamais caché notre appartenance anarchiste nous ne nous amuserons pas à rechercher de nouveaux adjectifs : aussi restons-nous anarchistes tout simplement mais avec la nette notion d'ouverture que ce mot comporte pour nous et c'est tout.

Quant à Dany, nous avons dit l'avoir connu et estimé. Ça ne signifie pas que nous le revendiquions ou le suivions. Nous pouvons être en désaccord avec lui dans le futur sur certains points, avec lui comme avec d'autres, au sein de notre propre groupe, et cela aussi est normal. Tout le monde sait, Dany le

premier, que nous ne nous gênerions pas pour discuter dans *N.R.*, avec lui, d'une divergence ou d'une quelconque différence d'appréciation. Car pour nous c'est cela le véritable anarchisme : remettre en question, se remettre en question. C'est aussi, accessoirement penseront certains mais c'est important pour nous, une véritable preuve d'amitié, le seul «culte» que nous ayons. Et qui nous empêche précisément d'être «cohnbendistes»...

NOIR et ROUGE

Nationalisme....

... Guerres de libération nationale.

N° 2 — 1956 —

Réflexions sur la guerre de partisans comme type de lutte révolutionnaire

Introduction

Une objection nous est souvent faite : «*vous dites que la révolution se fait chaque jour*» et vous citez Malatesta pour qui :

«*L'anarchie ne peut pas venir d'un seul coup, comme conséquence immédiate d'une insurrection laquelle aurait abattu violemment tout ce qui existe et l'aurait remplacé par des institutions vraiment nouvelles ; il est certain que l'Anarchie ne peut être l'effet d'un miracle et ne peut pas se réaliser en contradiction avec la loi générale de l'évolution, que rien ne se produit sans cause suffisante, que rien ne peut se faire sans avoir la force de le faire. L'Anarchie ne peut se réaliser qu'en augmentant graduellement en intensité et en extension. Il ne s'agit donc pas de faire l'Anarchie aujourd'hui ou demain, toujours.*»[34]

... Mais d'autre part, vous avez horreur du mot «réformisme» et vous prétendez qu'envisager une révolution par étapes plus ou moins échelonnées (l'État soviétique est une étape nécessaire dans le passage au communisme, disent les marxistes), équivaut à s'imaginer l'accouchement et la naissance d'un enfant échelonné sur plusieurs années... Vous préférez couper le cordon ombilical même si cela fait mal sur le moment et vous vous prononcez sur l'action directe et même pour la lutte armée s'il le faut. Autrement dit, en plus d'une contradiction au départ, vous gardez cet esprit quarant'huitard et vous rêvez encore aux barricades sur lesquelles flotte le drapeau noir... A l'époque de la bombe atomique, vraiment, vous n'êtes bons que pour un magasin d'antiquité... !

Anarchistes, nous sommes toujours prêts à bousculer même les saints de notre chapelle quand même nous constaterions leurs erreurs. Mais, sans aucun dogmatisme, nous ne voulons pas le faire quand il s'agit de l'affirmation citée par Malatesta car, en effet, on n'improvise pas une révolution comme un prestidigitateur sort des lapins de son haut-de-forme. Le système capitaliste porte en soi une suite de contradictions qui se traduisent par une lutte de classe permanente. Orienter, intensifier cette lutte c'est déjà **faire** la révolution. Chaque acte anarchiste, chaque parole anarchiste, chaque preuve anarchiste, chaque fois que l'autorité recule, chaque fois que les masses s'organisent et réalisent **en dehors**, est un pas vers et dans la révolution (c'est d'ailleurs la raison même des G.A.A.R.). La somme de ces actes et de cette conscience repose sur une infrastructure économique qui évolue dans un certain sens. C'est ainsi qu'une situation historique se crée provoquant le choc final dans lequel l'action directe, armée, doit en général intervenir. Nous schématisons, car ce n'est pas le propos de notre article, mais il est déjà clair que la prétendue confusion, la «contradiction», est vite dissipée par une

analyse anarchiste, même brève, de l'avènement du fait révolutionnaire. Le problème qui reste est celui de l'intervention armée.

Le fait insurrectionnel — et c'est vieux comme... la lutte des classes — prend en général deux formes : Combats de rue et Guerre de Partisans.

De la guerre de Partisans en général

La guerre de partisans est la forme naturelle de résistance des peuples qui veulent se défendre contre les oppresseurs supérieurs en force, organisés, plus puissants économiquement. Cette forme n'est ni spécifique ni limitée à un certain nombre de peuples — comme on le prétend souvent — et ne dépend pas du degré de développement atteint par une société dans une période historique déterminée. Sans citer les classiques grecs (Xénophon en parlait au 5e siècle avant notre ère...) nous la retrouvons dans les guerres des paysans en Europe aux XIV, XV et XVIe siècles, au Monténégro pendant 5 siècles de résistance aux Turcs, au Mexique avec Villa et Zapata, au cours de la campagne de Napoléon aussi bien en Espagne qu'en Russie. Elle s'est maintenue jusqu'à nos jours, avec les caractéristiques analogues comme le mode de combat de nombreux peuples sur tous les continents. Il est donc naturel que les expériences actuelles se basent sur les anciennes. Qu'elles entrent dans une conception commune de la lutte. Mais les conditions historiques étant totalement différentes, elles comportent de nombreuses particularités qui les distinguent qualitativement parce que conséquences et expressions de conditions générales et aussi du mode de réactions à ces conditions. Il s'est même avéré que les conditions contemporaines aussi bien politiques qu'économiques, permettent un développement inattendu de la guerre de partisans et que tout ce qui entre-temps est venu enrichir «l'art militaire» n'a eu qu'une influence très relative. Par contre, les buts qui se limitaient jadis à la défense, se sont élargis et vont jusqu'aux contre-offensives. Cet élément, qui est déjà par définition orienté, influe puissamment sur la forme même de la lutte et dépend directement de sa ligne politique. A partir de ce stade, l'insurrection armée dit être développée non seulement en largeur, quantitativement, mais surtout qualitativement, idéologiquement. Il ne s'agit pas seulement d'organiser, mais aussi d'orienter politiquement le soulèvement armé. C'est à partir de ce stade que **l'objectif** de la lutte devient le facteur principal. Pour comprendre comparons les traits fondamentaux anarchistes et marxistes : Pour atteindre, par la lutte armée, leur objectif, une société sans classe, sans État, les anarchistes distinguent des actions combinées de grèves générales, d'insurrections populaires, de combats de rue, et la guerre des détachements des partisans. A cela les marxistes ajoutent **la création d'une armée régulière** («rouge») («populaire») («de libération») etc... La création de véritables unités militaires, au sens très classique du mot. Le schéma est simple : pour la création d'une société libertaire et fédéraliste, le moyen et la forme qui déjà déterminent l'objectif. Par contre, quand on envisage la création d'un nouveau pouvoir, c'est à dire d'un nouvel État, le rôle dirigeant du parti pendant la lutte est création d'une force capable d'assurer ce pouvoir (Nous sommes contre «le partisanisme» de l'Armée Rouge de Chine) : «*L'élément partisan est inutile dans une phase plus élevée et doit être réduit progressivement et délibérément...*» (Mao Tse Tung). «*Il s'est avéré qu'il faut passer à la création de véritables unités militaires... pour résoudre non seulement la question de la lutte efficace contre l'occupant mais aussi celle du pouvoir*» (Tito 5e congrès. PCY).

Cela est d'une grande importance pour nous, car l'introduction de cet élément confirme ce que pensait déjà Malatesta et ce que nous pensons et affirmons nous-mêmes :

«*Pour commencer et mener à bout une révolution il faut une force armée et organisée. Cette force ou mieux : les multiples organisations armées des révolutionnaires, feraient œuvre révolutionnaire si elles servaient à libérer et à empêcher toute constitution d'un gouvernement ; elles seraient par contre l'instrument de la réaction et détruiraient leur œuvre propre si elles voulaient servir à imposer un type prévu d'organisation sociale ou le programme spécifique d'un parti donné.*»[35]

L'on peut nous objecter que la création d'une armée devient nécessité **technique** si l'on veut arriver à une solution par les armes.

Nous nous gardons bien de citer un auteur anarchiste pour prouver le contraire et nous laissons volontiers la parole à Marx et à Engels :

«*Lorsque les échecs de l'armée régulière furent devenus un phénomène constant, la guérilla insurrectionnelle devint générale... Mais pendant la troisième période, les guérillas imitèrent l'armée régulière et ce changement de système valut aux Français une grande supériorité sur eux.*»[36]

Tout en se défendant du «partisanisme», Mao Tse Tung se trouve également obligé de se prononcer contre la guerre de positions, contre les opérations à longue durée, contre les fronts immobiles et pour la stratégie de la guerre à longue durée mais aux opérations rapides («*il ne nous servirait à rien d'avoir honte de ce fait*» sic !). Il a été prouvé au cours des guerres de partisans passées, et il est superflu d'insister, que le principe stratégique de partisans reste valable : infliger la défaite à un grand nombre au moyen d'un petit nombre. Établir un plan de lutte sur une telle conception est une question de conditions spécifiques dans lesquelles la lutte a été déclenchée, en tenant compte du potentiel économique et du facteur moral.

En effet il est impossible d'organiser une guerre de partisans à la suite d'une opération déclenchée artificiellement. Les paysans yougoslaves mobilisés en 1941 par le P.C.Y. sur les mots d'ordre du genre «Les russes sont à 100 kms» rentraient dans leurs foyers au bout de quelques jours.

Le facteur économique joue un rôle extrêmement important aussi bien matériel que moral. L'expérience a démontré qu'une population même très favorable moralement, au début, et appuyant économiquement la lutte des partisans, se retourne contre eux si elle constate qu'ils vivent d'une façon parasitaire sur le dos du village.

Autre problème important est celui des réactions de la population devant les représailles. Les «spécialistes » bourgeois de la «petite guerre» ont eu trop vite tendance à conclure que les partisans**provoquent** consciemment les représailles ou «compromettent» une région afin de recruter la population qui, par réflexe de révolte, ou parce qu'elle ne voit pas d'autre issue, prend le maquis. Il y a là d'abord une distinction à faire entre le «maquis» qui est **passif** presque par définition («on prend le maquis» pour se cacher et on se bat seulement si on ne peut pas faire autrement), et le détachement des partisans (où l'on s’engage **pour** se battre). Ensuite il n'est pas sûr que les partisans, dont une des principales forces est leur **mobilité**, désirent s'embarrasser de toute une masse de femmes, d'enfants, de vieillards et aussi

d'une masse idéologiquement peu sûre ; comme d'autre part, il n'est pas intéressant de «compromettre une région importante pour le ravitaillement» (c'est l'explication que nous donne un ami, actuellement à Sétif, du calme relatif dans cette région qui a toujours été à l'avant garde de la lutte anticolonialiste).

Guerre de partisans et question coloniale

Il est évident que la question nationale et coloniale **devrait** être liée avec la cause de la révolution. De là, les marxistes et surtout Staline, ont vite conclu qu'elle s'identifie **toujours** à la révolution. Les guerres coloniales actuelles prouvent bien le contraire. Si la guerre des partisans est la forme naturelle de l'insurrection et la résistance contre un oppresseur beaucoup plus puissant, le développement et le sens révolutionnaire de cette lutte ne peuvent être que la conséquence de la maturité politique du prolétariat, de sa conscience de classe, de sa force idéologique et de sa capacité de s'organiser sans partager l'orientation du mouvement avec d'autres classes. Car dans des situations analogues la bourgeoisie a toujours peur en voyant le peuple prendre les armes, s’organiser et lutter en dehors de tous les cadres existants. C'est la raison pour laquelle, pleinement consciente, une partie de la bourgeoisie se rallie aux partisans précisément pour faire échec au tournant révolutionnaire que ce genre de lutte a naturellement tendance à prendre. C'est pour des motifs de classe donc contre-révolutionnaires qu'Alexandre 1er en Russie, Charles-Albert en 1848 en Italie, ou plus récemment le gouvernement républicain espagnol en 36, De Gaulle, Nasser, Bourguiba, Mohammed V, etc., ont apporté leur «soutien» aux mouvements des partisans.

La théorie militaire, aussi bien des stratèges occidentaux (Dixen) que marxistes (Mao-Tse-Tung, Tito), estime que l'ennemi ne peut être vaincu sans intervention d'une armée «régulière». Pourtant, ce sont bien les détachements de partisans qui ont enlevé la victoire militaire en Chine et l'armée régulière chinoise n'a été constituée qu'après et dans un autre but : celui de la protection du régime de l'État. Le même cas s'est produit en Yougoslavie où les partisans n'avaient pas besoin d'organiser une «armée régulière» pour vaincre la bourgeoisie réactionnaire et où l'aide extérieure était insignifiante sinon nulle (Mocha Pijade : *La fable de l'aide soviétique*.). Depuis des années, les insurgés au Kenya et en Malaisie combattent seuls, sans l'appui d'une armée nationale. Et si les mouvements de partisans n'arrivent pas à une solution définitive la faute n'est pas dans leur incapacité militaire, mais surtout dans la faiblesse du contenu politique et dans le manque des réalisations révolutionnaires («*le mouvement n'est pas désorganisé par les actions des partisans mais par la faiblesse du Parti*» Lénine.).

Il faut conclure que les Fellagas, probablement incapables d'enlever une décision militaire, peuvent infliger en Algérie une défaite **politique** à la France.

Mais le principe selon lequel une guerre comme celle d'Algérie ne peut être gagnée que par le camp qui possède des unités de partisans, est admis même par l'État-major français... C'est surtout depuis l'avènement du fascisme, que la bourgeoisie emploie comme «contrepoison» les formes et la tactique jusque là spécifiquement prolétariennes ; mais où et comment recruter les partisans qui se battront aux côtés du colonialisme français ? Quant aux armes elles ne sont guère modifiées par les récents progrès techniques et les deux adversaires se retrouveront à peu près à égalité devant les problèmes de la guérilla et la

contre-guérilla. L'hélicoptère dont on parle beaucoup actuellement comme d'un moyen décisif contre la guérilla, a été largement employé par les «Jagdkommandos» allemands contre les partisans : ce fut sans aucun succès.

Et comment mener la contre-guérilla contre la complicité de tout un peuple ? Car cette complicité est un facteur primordial indispensable dans une guerre de partisans. C'est pourquoi il serait impensable de «porter la guerre en France» comme l'avait dit, paraît-il, un leader arabe. Ici, il n'y a que le prolétariat de ce pays qui peut la déclencher.

Et nous ?

Il s'agit pour nous d'étudier à fond et d'élaborer sur la base de ces prémices un riche matériel historique. Nous n'avons pas la possibilité matérielle, ni la prétention de dire le mot, mais seulement d'éclairer brièvement cette question à l'aide d'exemples et d'expériences anarchistes.

Tout d'abord nous devons nous expliquer sur le fond même du problème. En effet, on nous reprochera (et on nous a déjà reproché) le fait même **d'envisager une guerre** et on nous dira que nous ne sommes qu'hypocrites car révolutionnaire ou pas, faite par une armée régulière ou par les partisans, une guerre c'est toujours une guerre, basée sur la violence, où l'on tue et où l'on est tué. Nous répondrons avec Malatesta :

«*La violence est bien trop nécessaire pour résister à la violence de l'adversaire, que nous devons la préconiser et la préparer si nous ne voulons pas que les conditions actuelles de l'esclavage larvé dans lesquelles se trouve la grande majorité de l'humanité empirent et se perpétuent. Mais elle contient en soi le danger de transformer la révolution en une mêlée brutale sans lumière de l'idéal et sans possibilité d'obtenir des résultats positifs ; c'est pourquoi il faut insister sur les buts moraux du mouvement et sur la nécessité, sur le devoir de contenir la violence dans les limites de la stricte nécessité. Nous ne disons pas que la violence est bonne quand nous l'employons et mauvaise quand ce sont les autres qui l'appliquent contre nous. Nous disons que la violence est justifiée, est bonne, est «morale», est un devoir quand elle est employée pour la défense de soi-même et des autres contre les menaces des violents. Elle est mauvaise, elle est immorale si elle sert à violer la liberté des autres. Toute la violence nécessaire pour vaincre, mais rien de plus ou de pire*».[37]

L'exemple sans doute le plus frappant de la lutte anarchiste révolutionnaire sous la forme de guerre de partisans est celui du mouvement makhnoviste. Nous ne pouvons pas entrer dans les détails ni de l'analyse militaire ni politique de la guerre civile en Ukraine, mais il nous semble que, malgré la forte personnalité de Makhno qui parfois fait hésiter sur l'organisation «démocratique» du mouvement, elle réunissait tous les facteurs, toutes les caractéristiques d'une guerre de partisans telle que les anarchistes peuvent la concevoir.

En partant de cette expérience Archinoff écrivait : «*Comme l'expérience russe nous l'a démontré, la guerre civile ne sera pas une affaire de quelques mois mais de quelques années. Pour défendre la révolution, les travailleurs devront créer les organisations de défense, opposant ainsi à l'offensive de la réaction une force combattante à la hauteur de sa tâche. Dans les premiers jours de la révolution, cette force combattante sera formée de tous les ouvriers et paysans armés. Cette force armée spontanée ne sera utile que dans les*

premiers jours... Mais dans la révolution sociale le moment le plus critique n'est pas celui de l'écroulement du pouvoir, mais celui qui lui survivra, celui où les forces du régime abattu relanceront une offensive générale contre les travailleurs, celui où il faudra savoir maintenir ses propres conquêtes. Le caractère même de cette offensive, comme la technique et le développement de la guerre civile. obligeront les travailleurs à former des contingents révolutionnaires déterminés. La nature et la base de ces formations devraient être déterminées avant leur constitution. Niant les méthodes étatiques et autoritaires pour gouverner les masses nous nions également pour les mêmes raisons la méthode étatique de l'organisation de la force militaire des travailleurs. En d'autres termes nous nions le principe d'une armée d'État basée sur le service militaire obligatoire. C'est le principe du volontariat qui devrait être mis à la base des formations militaires des travailleurs. Les détachements des partisans formés par les paysans et les ouvriers qui ont mené l'action militaire pendant la révolution russe peuvent être cités comme exemple de telles formations. Toutefois il ne faut pas interpréter le volontariat et l'action des partisans dans le sens strict de ces termes, à savoir comme une lutte contre l'ennemi menée par des détachements des ouvriers et des paysans locaux non liés entre eux sur un plan général d'opérations et agissant chacun à ses risques et périls. L'action et la tactique des partisans devant être orientées dans la période de leur développement complet, vers une stratégie révolutionnaire générale. Semblable à toutes les guerres, la guerre civile ne pourra pas être menée avec succès par les travailleurs sinon en appliquant les deux principes fondamentaux de toute l'action militaire : l'unité au plan des opérations et l'unité du commandement général. Le moment le plus critique de la révolution sera celui où la bourgeoisie marchera contre elle avec des forces organisées. Ce moment critique obligera les travailleurs à recourir aux principes sus-indiqués.

Sous cet aspect, considérant les besoins de la stratégie militaire et également de la contre révolution, les forces armées de la révolution devront se créer sur les principes suivants :

a) Le caractère de classe de l'armée
b) Le volontariat
c) La libre discipline (auto-discipline révolutionnaire)
d) La subordination complète de l'armée révolutionnaire aux masses ouvrières et paysannes ainsi qu'aux organisations ouvrières et paysannes comme à tous ceux qui seront chargés de la conduite de la vie économique et sociale.

En d'autres termes: l'organe de la défense de la révolution chargé de combattre aussi bien sur le front militaire ouvert que sur ceux de la guerre civile secrète... sera entièrement à la disposition des organisations productrices ouvrières et paysannes auxquelles il sera soumis ***politiquement****.*

... Avant d'être organisée conformément aux principes anarchistes déterminés, l'armée elle-même ne devrait pas être considérée comme une question de principes. Elle n'est que la conséquence de la stratégie militaire de la révolution, une mesure stratégique à laquelle les travailleurs seront fatalement conduits par le processus même de la guerre civile. Mais cette mesure doit attirer notre attention, d'ores et déjà, elle doit être scrupuleusement étudiée dès maintenant dans le but d'éviter dans l'œuvre de la protection et la défense de la révolution tout retard irréparable, parce que le retard dans le temps de la

guerre civile pourrait être néfaste pour l'accomplissement de toute révolution sociale.»[38]

Nous avons jugé nécessaire de faire cette longue citation, mais elle n'implique d'aucune façon notre accord intégral avec toutes les positions prises par Archinoff dans la «Plate-forme».

Quel enseignement pouvons-nous tirer de la guerre d'Espagne, l'autre récente expérience à laquelle le mouvement anarchiste participa en tant que tel ?

«*C'est une guerre civile à aspect de guérilla et dont les développements sociaux revêtent un caractère révolutionnaire et collectiviste.*» (C. Berneri)

Mais toute solution au problème des besoins de la guerre était subordonnée à la solution de la question politique espagnole et même internationale. D'un côté une armée «régulière» organisée sur les principes classiques, bien équipée, encadrée d'officiers professionnels ; de l'autre des milices ouvrières et paysannes, contrôlées par les différents partis, syndicats et organisations politiques, sans aucune expérience dans la lutte contre une technique militaire moderne. Mais «l'esprit de la colonne» se développe vite et met à profit les leçons de la guerre. Cependant on reste constamment comme disait Berneri «entre la guerre et la révolution». Nous ne donnerons qu'un exemple : pour pouvoir exercer une pression constante sur les points faibles de la structure militaire de l'ennemi, pour coordonner les différentes armes, pour rationaliser les transports, pour standardiser le matériel, l'armement, les munitions, et en général, le plan économique de guerre, la nécessité d'un commandement de coordination s'imposait.

On a dit que Berneri coupait les cheveux en quatre mais toute la question était là, est là :

«*Je suis contre le commandement unique, mais pour l'unité du commandement*».

Voilà une des principales différences entre l'armée et les partisans comme nous les comprenons. L'autre consiste dans les réalisations sociales pendant la lutte même et qui font que :

«*Les aspects sont la "guerre" mais son essence est celle de la révolution sociale.*» (C. Berneri)

La nécessité de la subordination complète de l'armée révolutionnaire aux masses ainsi qu'aux organisations ouvrière et syndicales dont parle Archinoff n'avait pas échappé à Berneri. C'est avec une extrême justesse qu'il sentit le «tournant dangereux» quand fut décidée la militarisation des milices. Nous savons maintenant qu'en espérant ce tournant nous avons perdu **politiquement** la guerre des classes en Espagne et que dès lors nous ne **pouvions**, pas plus, et justement à cause de cela, la gagner militairement :

«*La militarisation des milices n'est pas une solution uniquement d'ordre technique et c'est une faute politique que de l'avoir pacifiquement acceptée. La suppression du pouvoir des comités ouvriers et de soldats constitue un attentat au contrôle syndical des milices*».[39]

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, le problème de la guerre des partisans n'est pas seulement militaire et politique : comme toute guerre, la

condition indispensable reste une «économie» de guerre qui «*doit avoir comme raison d'être absolue et comme but, l'utilité générale*». (Berneri).

En effet, c'est là que se pose le problème du fameux premier jour.

«*Réaliser pratiquement la transformation même sur un petit territoire arraché est mille fois plus important que tous les manifestes, et naturellement mille fois plus difficile.*»[40]

Si les paysans participent très faiblement à l'insurrection socialiste espagnole en 1934, la raison en est la réforme agraire manquée, comme la collectivisation des terres et des usines fut un des principaux facteurs de la défaite du fascisme deux ans plus tard en Catalogne.

«*En réalité, le moyen le plus puissant pour la défense de la révolution consiste dans la juste solution de ces problèmes positifs : celui de la production, celui de la consommation, celui de la terre*». (Archinoff.)

A cet aspect de la guerre des partisans doit se superposer dans notre optique, une «phase internationale» dans laquelle la conscience de classe et la solidarité du prolétariat international peuvent être décisifs.

Cette solidarité se manifeste dans les sabotages, dans le refus de travailler pour l'économie de guerre du gouvernement qui combat la révolution, dans l'envoi de volontaires (brigades internationales) et dans l'aide matérielle et technique. Mais elle doit se manifester surtout dans la lutte contre les classes dirigeantes propres.

«*Paris envoie des ambulances, des vivres et des volontaires. Cela ne suffit pas. Paris ne donne pas ce qu'il possède de plus puissant : sa colère...*» (Berneri)

Conclusion

Nous ne faisons pas ici une apologie systématique de la guerre des partisans, sans se préoccuper des circonstances politiques et des conditions particulières, économiques et morales.

Personne ne peut rattacher le mouvement anarchiste à une seule forme, bien déterminée, de la lutte. Personne ne peut nier le caractère anarchiste des détachements des partisans de Makhno ou de la colonne Durruti. Si leur forme était différente, c'est que ces camarades ont su s'instruire de tendances spontanées de masses ; ont su comprendre que diverses formes de lutte correspondent aux divers moments de l'histoire et dépendent des diverses conditions politiques, économiques démographiques, culturelles, aux divers «climats» psychologiques et moraux. Nous n'avons aucune prétention d'enseigner aux masses les formes de lutte ni les limites. La modification de la conjoncture, l'aggravation des crises, l'expérience des guerres et, d'autre part l'accroissement de la conscience et des luttes des classes apportent des moyens nouveaux et créent des formes nouvelles. Nous tenons simplement à affirmer que nous considérons la guerre des partisans comme une des formes les plus efficaces à condition de lui donner un contenu révolutionnaire.

Paul Zorkine

Bibliographie

C. Berneri : «Guerre de classe en Espagne»
Kotoba Popovitch : «Révision du marxisme-léninisme, au sujet de la guerre de libération en Yougoslavie» 1949.
Boulganine : «Trente années des forces armées soviétiques» 23 février 1948.
Tito : «Le caractère spécifique de la guerre de libération» N° 1 du «Communiste» oct. 1946.
Marx-Engels : «L'Espagne révolutionnaire» oct. 1854.
Lénine : «L'armée révolutionnaire».
Mao-Tsé-Tung : « Les problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine».
Malatesta : «Scritti scelti».
Général Aubry Dixen et Otto Heilbrunn : «Guérilla et contre-guérilla». **P.C. Standing** : «Guérilla leaders of the world».
Archinoff : «Plate-forme d'organisation» Paris, 20/6/1926.
Voline : «La révolution inconnue».

N° 10 — 1958 —

A propos de la révolution algérienne

Il existe des problèmes essentiels dont on ne peut parler aussi souvent que l'on voudrait, car il est vain de prétendre les résoudre uniquement par la plume (cela est tellement facile) alors que des actes autrement concrets seraient la seule contribution logique à leur résolution : tel est le cas du problème algérien. Là-dessus, nous aurions pu écrire, aussi, de belles pages vertueuses, indiquant à la Résistance algérienne ce qu'elle avait à faire pour éviter ceci ou cela, donnant des directives précises pour l'établissement d'une société libertaire après la liquidation du colonialisme français, etc... Nous aurions eu ainsi l'impression de «faire quelque chose» alors que les Algériens pensent, eux, que les seules attitudes valables sont, soit de collaborer étroitement avec leurs résistants en France, soit de prendre un fusil et d'aller rejoindre les maquis d'Algérie, en réservant les critiques pour après la guerre.

Comme nous n'adoptons toutefois pas ces attitudes, en raison des divergences qui nous séparent effectivement, en tant qu'anarchistes, de certains aspects de la Résistance nationale algérienne, nous avons donc assez peu traité de la question d'Algérie dans nos cahiers (voir *N. et R.* n° 7-8) consacrés au

nationalisme, nous limitant à quelques études d'ordre économique et géographique.

Ce qui ne signifie pas pour autant que nous soyons d'accord avec certaines tendances au sein du mouvement anarchiste, où, sous prétexte des divergences d'ordre idéologique dont nous parlions plus haut (conception, esprit et objectifs de la lutte nationale, rôle de l'État dans la nation algérienne, entre autres) on se complaît dans une attitude équivoque de «balance» renvoyant dos à dos les deux parties et aboutissant à un soutien objectif de la «présence française» en Algérie. Si nous faisons peu, ou rien, pour la résolution du conflit, nous ne pouvons néanmoins accepter, et actuellement moins qu'à tout autre moment, de telles positions. Tout en refusant le nationalisme comme l'impérialisme, on ne peut confondre sciemment l'exploiteur et l'exploité, l'oppresseur et l'opprimé. Pour nous, **les anarchistes ne peuvent qu'être partisans convaincus de la destruction du colonialisme français en Algérie**. Sans réclamer de «fusil d'honneur» et sans être partisans de la boucherie pour cela, nous ne pouvons être moralement qu'avec le peuple algérien combattant, avant son indépendance pour **sa vie** purement et simplement.

Si nous en sommes brièvement revenus à parler de ce problème, c'est que nous pensons qu'à l'heure où la folie militariste et le racisme anti-«bicot» sont en plein déchaînement, même une simple position de principe peut et doit être réaffirmée. Ne serait-ce que pour nous délimiter.

Les Groupes Anarchistes d’Action Révolutionnaire.

N° 21 — Juin 1962 —

À propos des pays sous-développés

Le débat sur CUBA nous permet d'aborder le problème des pays sous-développés, car l'exemple de CUBA n'est ni isolé ni unique : il se situe dans l'ensemble de ce qu'on appelle «LE TIERS MONDE».

Nous ne voulons ici envisager que certains aspects de ce vaste problème.

Quelques généralités

Commençons par quelques généralités et peut-être même des banalités.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale il semble que l’opinion publique ait subitement découvert l'existence de 2/3 de notre globe, avec ses populations affamées, avec leur économie rudimentaire, avec leurs problèmes en décalage de plusieurs siècles sur ceux des pays privilégiés. Tout le monde

s'est pris maintenant d'affection, de tendresse pour ses «frères abandonnés» et cherche le moyen de les aider. C'est très sympathique, c'est même exaltant, s'il n'existait certain doute sur ces soucis humanitaires. Mais prenons le même problème par l'autre bout, par la prise de conscience par les peuples eux-mêmes, de leur situation. En réalité, cette autoconscience ne pouvait pas ne pas se développer : quand on a faim, quand on est en chômage, quand on est exploité et opprimé, on n'a pas besoin que quelqu'un vienne le dire pour s'en apercevoir... C'est donc un fait qui ne date pas d'aujourd'hui. Ce qui est neuf, c'est la prise de conscience de plus en plus aiguë et de plus en plus étendue d'une part, et de l'autre, l'édifice consciemment tenu en équilibre par une mystification (le rôle de la civilisation, les missionnaires, le paternalisme...) et par la violence, qui craque et s'écroule.

Quels sont les facteurs de cette accélération ? Il faut sûrement des connaissances sociologiques et ethnologiques pour pouvoir répondre. Le facteur de facilités d'échanges et de connaissances mutuelles accrues, l'exemple des révolutions dans les pays sous ou semi-développés, la faillibilité des empires coloniaux montrée dans les deux guerres mondiales, le rôle des élites de la bourgeoisie locale avide de prendre la place des anciens maîtres — tout ceci est intervenu selon nous, pour permettre à ces populations d'arriver au stade où l'on ne peut plus supporter ni accepter un certain état de choses.

Au risque de répéter une constatation très courante, on peut dire que la deuxième moitié de notre siècle est déjà bien marquée par l'arrivée sur la scène historique des pays sous-développés.

Et de nombreux problèmes

Mais cette constatation soulève de nombreux problèmes vus sous des angles différents.

Comment ces peuples oubliés organisent-ils leurs luttes ? Comment envisagent-ils leur avenir ? Les voix qui parlent en leur nom expriment-elles un besoin et une réalité, ou font-elles un nouveau mysticisme ? Ne cherchent-elles pas à exploiter la révolte pour asseoir un nouveau pouvoir ? Quelle doit être notre attitude vis à vis d'eux ?

Jusqu'où va la compréhension du reste du monde envers ces réveils d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine (en dehors de ceux qui veulent maintenir l'ancien état de choses) ? Que signifie le mot de «décolonisation» suivant ceux qui l'emploient ? Peut-on réellement échapper à la lutte entre les deux blocs et surmonter seul les difficultés ?

On peut prolonger à l'infini ces questions. Elles sont pour nous en Europe un peu abstraites, lointaines, tandis que pour des millions et des millions d'êtres humains, elles ont une importance capitale, une urgence immédiate et des conséquences incalculables.

Nous ne prétendons pas apporter ici de nouvelles lumières, ni même des solutions toutes faites, mais nous tâchons de saisir la complexité des problèmes, de nous en approcher de plus près, et surtout d'envisager ces problèmes d'un point de vue libertaire.

Pour ne pas rester dans l'abstrait donnons directement quelques points susceptibles d'être discutés.

Encore du nationalisme

Il y a un siècle, les socialistes européens, de Marx à Bakounine, ont considéré que l'esprit de lutte nationale était dépassé, que seule la lutte sociale devait dominer l'actualité, que vers elle devaient être mobilisées les forces du progrès. Bakounine va même plus loin : après avoir lutté au sein du mouvement pour l'émancipation nationale des slaves (mais jamais dans l'esprit du panslavisme et de l'hégémonie), il a constaté que les nationalistes les plus progressistes ne cherchent qu'à singer d'autres États, à faire de nouveaux obstacles au progrès (par exemple sa discussion avec Mazzini), et en adhérant à la Première Internationale, il a adhéré aux principes de solidarité internationale, prolétarienne et socialiste.

Mais aujourd'hui, peut-on confirmer que les mots d'ordre nationalistes, les aspirations nationales, sont dépassés ? Qu'ils ne sont plus aptes à mobiliser les foules ? Ou bien au contraire, ces aspirations sont-elles plus capables de soulever les masses que les aspirations proprement socialistes ?

Nous pensons que l'idéal national continue d'être un moteur important dans les pays qui ne possèdent pas une indépendance nationale. Il n'est même pas dépassé dans les pays européens (chauvinisme ou racisme latents ou virulents). Vu le décalage des époques, les pays d'Afrique par exemple commencent leur histoire et on ne peut pas leur reprocher de vouloir affirmer leur personnalité nationale. Mais ces aspirations nationales ne doivent pas être prises en compte comme une nécessité absolue et obligatoire. Les expériences actuelles directement fédéralistes et plurinationales, encore maintenant en cours et qui théoriquement devraient être plus positives, n'ont pas changé grand'chose au problème : remplacer l'unité nationale, par une unité religieuse, islamique par exemple, ou raciale, est aussi discutable que des ambitions purement nationalistes.

Il s'agit donc d'un contenu, mais non pas de l'étiquette, d'une prise de conscience de plus en plus aiguë, humaine et sociale, du sens de l'égalité et du refus de domination. Les expériences qui se disent même socialistes ne donnent pas obligatoirement un sens socialiste tel que nous le concevons (par exemple l'Égypte de Nasser, ou Cuba de Castro).

Mais pour revenir à l'opposition entre lutte nationale et sociale, nous croyons qu'abattre la domination colonialiste enlève au moins un rideau : les exploités sont face à face, cette fois-ci, avec leurs exploiteurs maintenant compatriotes (sauf quand on est réellement arrivé à se débarrasser de toute exploitation). D'autre part, depuis un siècle, le fait social, même socialiste, est plus ou moins recherché par tout le monde (tout le monde s'appelle socialiste : radical-socialiste, national-socialiste, démocrate-socialiste...). Dans presque tous les pays nouvellement indépendants, les mots d'ordre nationalistes sont intimement liés à des mots d'ordre sociaux, sinon socialistes. Ce qui est nécessaire, **c'est de préciser et de concrétiser le concept de socialisme**.

Nous croyons que ces points théoriques ont conditionné dans une certaine mesure la conduite des mouvements de la gauche européenne, avec toutes ses hésitations (la guerre d'Algérie en est un exemple).

«Les anciens prolétaires»

Nous sommes obligés de constater en même temps que la solidarité prolétarienne n'existe plus. La révolution d'Espagne a peut-être été sa dernière

manifestation, et encore. L'évolution qui s'est faite dans l'esprit des ouvriers les a amenés non seulement à abandonner l'esprit révolutionnaire, mais à les rendre plus solidaires de leurs propres patrons colonialistes que de leurs frères colonisés. Il est vrai que les capitalistes ont partagé quelques miettes du gâteau gagné sur le dos des «indigènes» pour acheter le silence de leurs ouvriers. Mais c'est un fait que les ouvriers français (non seulement leurs syndicats et «leurs partis») sont plus aptes à faire une grève de revendication ou à se solidariser avec quelques-uns des leurs, qu'à s'émouvoir du sort de milliers de prolétaires algériens massacrés, encore moins à participer à leur lutte.

Une parenthèse :

Il est nécessaire d'ouvrir ici une grande parenthèse.

Ferhat Abbas, dans un des derniers numéros de *Jeune Afrique* affirme que la libération du peuple algérien était impossible sans l'aide des pays de l'Est. Notre affirmation du manque de solidarité prolétarienne semblerait donc fausse. Nous continuons pourtant à la maintenir. Nous le faisons non seulement à propos de l'attitude du P.C. français, mais aussi de celle de Moscou: il n'est pas inutile de rappeler quelques faits, comme le vote des pouvoirs spéciaux à Mollet, et à De Gaulle spécialement pour la guerre d'Algérie, le refus de se solidariser avec les réfractaires à la guerre d'Algérie (y compris leurs propres militants) toute la platitude de leurs pétitions, des motions, des solidarités purement platoniques et verbales, la reconnaissance du G.P.R.A. par Moscou, après les accords d'Évian, le souci de ménager De Gaulle pour utiliser son anti-américanisme, etc...

Nous pensons que si les forces socialistes et communistes n'étaient pas inféodées à des partis dits de gauche, le drame algérien pouvait être beaucoup moins tragique (et le drame de la France aussi). Il est vrai que des armes venant des pays de l'Est, ainsi que des armes venant d'ailleurs, ont aidé les combattants algériens. Mais nous reviendrons là-dessus.

Au-delà de cet exemple, il faut reconnaître que les partis communistes, malgré toutes leurs phraséologies ne sont pas des partis révolutionnaires (l'exemple de la Yougoslavie et celui de la Chine est à discuter). Leur seule force «positive» est leur technique du coup d'État. C'est la grande découverte de Lénine (après celle des sociaux-démocrates — la victoire parlementaire) : étant donné l'incapacité du parti à soulever les masses, sa seule chance est de se tenir tout près de la vague révolutionnaire, de préparer sa force, ses cadres, (les révolutionnaires professionnels) pour «après», quand l'ennemi est abattu. Cette tactique de prise de pouvoir par le coup d'État après la vague révolutionnaire a été réalisée à Pétersbourg en Octobre 1917. Le dernier livre sur Trotsky, d'Isaac Deutscher, confirme encore une fois ce fait. Staline (ainsi que Churchill) avait peur des forces révolutionnaires que la deuxième guerre mondiale risquait de soulever ; ainsi ce dernier a vendu 120 millions d'hommes de l'Est européen à Moscou. Et bien qu'aidé par l'Armée Rouge et la police, Staline a utilisé la tactique du coup d'État pour prendre le pouvoir, en Tchécoslovaquie par exemple.

Vis-à-vis des pays sous-développés, la tactique de Moscou est assez bien réglée : son attitude pendant le stade «révolutionnaire» est équivoque, hésitante, timide, en un mot le P.C. se tient à l'arrière plan, ou est obligé de s'effacer devant les autres forces. Mais une fois la victoire évidente, son

attitude et surtout son ambition changent complètement : il devient le vrai champion de la liberté, il réclame presque l'exclusivité. Vu ses prétentions, ses capacités de souplesse et de discipline, il cherche à placer ses hommes dans des positions clés. Il utilise l'aide réelle ou symbolique que les pays de l'Est offrent aux pays nouvellement indépendants. Les camarades espagnols se rappellent bien les bateaux russes en rade de Barcelone pendant la guerre civile et le marchandage : le blé et les fusils contre les postes ministériels ; les abandons de principe, l'exclusivité. La guerre d'Espagne a échoué entre autres parce que Staline, n'ayant pas réussi à noyauter la Révolution, l'a abandonnée (pour s'embrasser quelques mois plus tard avec Hitler). La fourniture d'armes aux Algériens par les Soviétiques est sans doute dans une optique analogue.

Pour clore cette parenthèse, nous citerons deux «petits» faits :

— La presse officielle (et unique) de l'Est souligne que le peuple algérien, guidé par le P.C. algérien aidé par le FLN, a acquis son indépendance...

— Roger Garaudy, un des leaders du P.C. français, dans une conférence publique, explique que «Fidel Castro a dirigé la phase romantique de la Révolution, mais fort heureusement, le parti communiste a ensuite pris les choses en main pour une action sérieuse, efficace, réaliste» (*France-Observateur*, 7 Juin 1962).

«Les nouveaux prolétaires»

Ici se situe un autre phénomène : étant donné la «faillite» du prolétariat européen, on essaie de transposer l'espoir, l'idéalisation, l'enthousiasme vers les pays sous-développés, appelés «pays prolétaires». Il est encore plus significatif que ce soient ceux qui ont essayé de s'identifier au prolétariat ouvrier, et ont ensuite été déçus, qui essaient actuellement de s'identifier aux aspirations des pays sous-développés.

On trouve enfin dans le marasme et le désespoir une cause juste, une force révolutionnaire, sa propre jeunesse avec la jeunesse d'un peuple. Et en même temps, on peut se désolidariser du système colonisateur. L'attitude de certains «apôtres» des pays sous-développés, leur exaltation, leur refus de voir les choses sous un autre angle, montre, chez eux aussi, un certain manque de sens critique.

Les êtres humains sont divisés en deux catégories : colonisés et colonisateurs, en supposant que dans les pays dits colonialistes tout conflit de classe, toute injustice, toute révolte et perspective sociale sont réglés. Les exploités et leurs patrons sont proclamés des hommes égaux, sont tous dans la même catégorie. C'est une simplification trop hardie, car les problèmes sociaux, les nécessités d'une lutte sont loin d'être éliminés et ne doivent pas être négligés. Cette schématisation, si elle n'a pas toujours été complètement acceptée par tous ceux qui se sont solidarisés avec les colonisés, a pourtant existé à l'état de tendance parmi beaucoup d'entre eux. Une autre schématisation dangereuse peut faire aussi oublier le camouflage des régions sous-développées dans les pays colonialistes eux-mêmes : l'empire portugais peut coexister avec une misère, un sous-développement presque aussi important au Portugal même, que dans ses colonies. Les empires les plus riches, l'empire espagnol, l'empire ottoman, ont laissé en héritage des pays qui en Europe même, continuent d'avoir un gros retard économique.

En plaçant le problème dans les pays lointains, on lui donne un aspect abstrait, presque exotique. Si le problème des émancipations nationales et sociales n'est pas limité géographiquement, il n'est pas isolé historiquement non plus ; l'histoire humaine est secouée périodiquement par l'effondrement de système d'oppression, d'empires, par le changement des acteurs sur la scène, par la fin d'une civilisation et le commencement d'une autre. Il y a à peine quelques siècles que les Conquistadores ont été remplacés par des Libertadores sur le continent américain, et leurs luttes pour l'émancipation nationale ont secoué tout le régime retardataire de l'époque. Encore plus près de nous, c'est le même phénomène en Europe Centrale et Orientale, l'émancipation des pays slaves sortant des empires turcs et hongrois. Et comme pour cette «Question d'Orient» à l'époque, aujourd'hui aussi il y a un jeu d'influence des puissances mondiales ainsi que la nécessité pour les peuples en lutte de prendre en considération et d'utiliser même ces forces.

Actuellement, ce fait est encore plus accentué, étant donné la séparation du monde entier en deux blocs, opposés l'un à l'autre, en guerre froide ou chaude, en luttes d'influences et de chasses gardées. Ainsi, chaque événement, en n'importe quel point de la planète, est immédiatement placé sur l'échiquier et utilisé dans cette immense partie d'échecs. Comment les petits peuples peuvent-ils échapper à cette attraction ? Comment, tout en déclarant leur neutralité, peuvent-ils réellement être neutres ? Comment une force réellement révolutionnaire pourra-t-elle se réaliser et échapper à ces deux blocs impérialistes ?

Les deux blocs et nous

Sur ce dernier point, l'attitude des libertaires est également délicate. Et les critiques reçues pour l'article sur Cuba le démontrent encore une fois : les libertaires, tout en étant contre toute oppression et tout gouvernement, n'arrivent pas à échapper à cette division du monde en deux blocs. Il est compréhensible que devant la puissance économique et militaire des deux super-États, devant l'échec de tout mouvement un peu plus indépendant et original, devant la passivité de la classe ouvrière, toute perspective libertaire s'estompe dans l'irréalité. Dans cette situation internationale, on est tenté de choisir le moindre mal, de se ranger même symboliquement à l'ombre de l'une ou l'autre force ; pour être «réaliste», d'accuser d'irréalisme ceux qui continuent à défendre notre position en dehors de ces deux blocs de préférence.

Il est évident qu'il existe des différences quantitatives : nos camarades en Russie ont été massacrés et continuent d'être en prison (je peux le dire, car j'ai expérimenté personnellement pendant des années les «bienfaits» du socialisme de l'Est, y compris son système d'oppression, ce qui m'a obligé à me réfugier dans le monde «libre»). Ici, nous pouvons encore nous exprimer ; aux USA la loi anti-anarchiste est encore en vigueur. C'est un fait aussi que les émigrés libertaires échappant des camps de concentration de l'Est ou d'Espagne trouvent encore certains pays où ils peuvent vivre en se déclarant libertaires. Mais ces faits ne doivent pas nous faire oublier que le «monde libre» a encore son Franco et son Salazar, que le monde capitaliste montre les dents chaque fois qu'il voit en face de lui une force même limitée qui lui échappe, et qui tâche de saper ses bases de privilégié, que les tendances étatiques sont de plus en plus fortes.

Mais surtout, il faut garder présente la fidélité à l'esprit libertaire, et ne pas compromettre un avenir même hypothétique actuellement qui, dans une situation différente, pourrait être plus positif et plus réalisable. Surtout que, malgré leur puissance matérielle, les deux mondes capitaliste et pseudo-capitaliste ont démontré leur échec idéologique, et malgré tous leurs efforts ne pourront empêcher les masses de chercher un idéal plus humain et plus juste. Nous avons vu même dans l'empire soviétique les ouvriers de Budapest détruire la statue de Staline, tout en élevant des principes de conseils ouvriers, d'autogestion, de libre confédération, de refus de dictature mais aussi de refus des valeurs capitalistes. Les quelques exemples de lutte spontanée à l'Ouest ont aussi montré le refus des masses de se solidariser avec leur gouvernement, de suivre les consignes des partis politiques et même de leurs syndicats.

Au lieu de jouer à l'épicier en mesurant les vertus de l'Est ou de l’Ouest, il est plus nécessaire d'utiliser les quelques petites possibilités encore existantes pour essayer de démontrer leurs erreurs respectives, de confirmer l'existence d'une autre voie, de tâcher de la préciser par des exemples historiques et de la faire connaître non seulement ici, mais surtout aux pays sous-développés, comme leur seule chance de pouvoir construire quelque chose de juste et de valable.

Si nous avons des doutes sur les valeurs constructives des principes de l'anarchisme, comment pourrons-nous aider les autres à prendre conscience de leur esprit d'initiative, d'autogestion, de la démocratie effective, d'un fédéralisme partant de la base, du refus du racisme et de l'impérialisme, d'une économie sans exploitation, qui au fond, sont les principes essentiels de l'anarchisme.

En conclusion

— On est obligé de constater que l'esprit nationaliste existe encore. L'humanité se débat encore dans les cadres traditionnels de la famille, la patrie, la race ; elle n'est pas encore arrivée dans sa conscience profonde à la simple fraternité humaine à l'individu. Ce phénomène est encore aggravé dans les pays sous-développés par le systématique mépris des anciens colonisateurs, signe d'une pseudo-supériorité raciale, et par un constant souci de domination et d'exploitation.

— Mais en même temps que cet esprit nationaliste, on est aussi obligé de constater un sens de justice, un besoin d'égalité, une aspiration à un libre épanouissement, une générosité, et un esprit de sacrifice surtout dans les masses en révolte. On ne peut donc pas dissocier leurs besoins d'une affirmation nationale et leur souci de justice sociale.

— Il nous semble que nous devons chercher à appuyer l'esprit de justice sociale, et à nous élever contre tout chauvinisme, tout racisme, toute idée de domination, d'exploitation et de pouvoir.

Dans ce sens, nous n'avons pas suivi certains libertaires, qui ont jugé la lutte algérienne par exemple, uniquement dans son aspect nationaliste, et ont refusé de prendre une attitude plus nuancée.

D'autre part, nous avons refusé de subordonner notre activité à cette lutte, de nous identifier étroitement avec leur combat, car il a présenté et présente encore un certain aspect équivoque, et nous essayons de placer notre activité dans des perspectives différentes.

— Nous pensons qu'on ne peut pas s'identifier aux peuples sous-développés en lutte, ni leur donner des schémas et des plans de combat.

La libération des peuples doit être l'œuvre des peuples eux-mêmes. Ce que nous devons faire, c'est présenter l'idéal libertaire, les principes libertaires — qui sont très peu connus — comme un exemple.

Théo.

Éditorial du N° 33 — Avril 1966 —

Lettre du Maroc

De retour du Sud marocain, je trouve le temps de vous écrire, pour vous dire que la situation ne s'améliore pas du tout. Dans le Sud, il y a le problème de la famine causée par la sécheresse, et personne n'en parle, ni les journaux ni la radio, comme si la misère n'avait jamais existé au Maroc. J'ai visité tout le Sud du pays, et vous ne pouvez pas vous rendre compte comme j'ai honte, honte de moi-même devant cette population affamée, honte des dirigeants qui massacrent les petits paysans, honte des intellectuels qui ne se rendent pas compte le plus souvent de la situation, honte de rester les bras croisés devant la féodalité qui exploite, aidée par les forces de l'ordre, honte de ne pas savoir comment agir. Je ne puis plus vivre dans cette ambiance catastrophique. Quand j'en parle à des amis, ils pensent que je suis en train de perdre mon temps. Il y a des régions où on ne mange qu'une fois par jour seulement du pain et du petit lait si on en trouve. Tu vois les visages durs assoiffés de justice. Personne ne peut en parler. Personne n'a le droit d'ouvrir la bouche. Pas de médecin, pas d'hôpitaux, des écoles qui se trouvent à des dizaines de kilomètres avec des instituteurs qui n'en ont que le nom. Des gens qui travaillent de 5 heures du matin jusqu'à 7 ou 8 heures le soir et ne gagnent même pas 200 francs et quand le caïd passe, tous viennent lui embrasser la main. Et quelques responsables pensent que tout va bien dans ce pays ensoleillé, dans ce pays où c'est la force qui dirige tout, dans ce pays où l'ignorance, la sous-alimentation, la misère règnent partout, dans ce pays où une poignée de riches exploite et utilise plus de 96% de la population. J'ai vu des gens ne manger que des herbes et j'en ai vu d'autres qui prennent 5 à 6 plats par repas tout en disant socialistes et révolutionnaires. Comme c'est beau de parler de la liberté de l'individu alors que les gens des services spéciaux (et paraît-il leur nombre augmente) reniflent partout et tout ce qu'ils peuvent pour intimider ceux qui bougent un peu. Comme c'est beau d'entendre les gens parler de leur innocence alors qu'on sait qu'ils sont les plus grands criminels qui existent. C'est la misère qui fait tout. Dans les pays sous-développés comme le Maroc, on peut tout acheter avec de l'argent. L'homme n'a plus de

personnalité. L'un peut vendre son meilleur ami en échange de quelques billets de dirhams.

Un des ministres a dit dernièrement que nous sommes un pays développé. Bien sûr, quand le monsieur qui parle est un petit milliardaire qui a des hôtels particuliers un peu partout dans le monde, il peut se permettre de faire cette déclaration. Mais moi, j'ai entendu parler de la misère, de la famine en Inde, par exemple, mais je n'ai jamais vu ou entendu parler de ce que j'ai vu dernièrement dans le Sud. Les gens prennent n'importe quel travail pour avoir seulement de quoi manger. Les enfants meurent de FAIM et on n'en a jamais parlé au Maroc. Des familles entières, 7 à 8 personnes restent des jours sans presque rien manger, mais pour les privilégiées, celles qui peuvent donner du bakchich ou bien celles qui sont pistonnées, elles ont leur ration mensuelle de farine américaine, 10 kilos par personne et par mois. Les autres, eh bien qu'ils crèvent puisque ces messieurs ne trouvent pas de solution à ces 400.000 personnes qui viennent chaque année s'ajouter, alors que le produit national brut non seulement reste stationnaire, mais diminue.

Voilà ce que j'ai vu dernièrement. Il y a des dizaines, sinon des centaines d'autres problèmes... Je ne sais vraiment pas comment cela va se terminer, s'il y a une fin à ces problèmes et à cette situation.

Mais nous savons que nous devons combattre l'exploitation là où elle se trouve et qu'elle a ses causes au Maroc, bien sûr, mais aussi en France, aux U.S.A., dans les pays de l'Est, entre autres, tous pays où les exploiteurs du Maroc trouvent leur base et leur appui.

NOIR et ROUGE

N° 17 — 1961 —

Refuser

Une résistance est née. Timide, hésitante, éparpillée d'abord. Se cherchant, croyant se trouver, se trouvant, s'enthousiasmant au contact d'autres refus, se sentant seule, isolée, oubliée avant d'avoir vécu, découvrant la répression et par-là la nécessité impérieuse d'être «sérieux», constatant soudain, étonnée d'elle-même, qu'elle est moins seule qu'elle ne croyait, que la petite flamme allumée par quelques uns éclaire maintenant d'autres jeunes.

Pour infime qu'elle soit encore, la résistance existe — Et s'interroge. Née de réactions individuelles au fait de la guerre d'Algérie, née «de la base» et n'ayant présentement pas de vrai sommet, cette «résistance» rejoignant en cela nombre de ces aînées dans l'histoire, se cherche un commun dénominateur, une idéologie qui cimente son union, qui donne des réponses

claires à toutes les questions et non plus au seul dilemme : refuser ou accepter la guerre d'Algérie — désormais dépassé.

Il n'est pas dans notre propos de prendre position «pour» ou «contre» cette résistance mais plus de chercher à comprendre le pourquoi de cette lutte, les difficultés qu'elle peut rencontrer en chemin, son avenir — positif ou négatif.

D'AUTRES RÉSISTANCES.

Une résistance nationale est en général une lutte clandestine, violente ou non, qui, dans une situation donnée, unit des individus ayant des raisons semblables ou différentes de modifier cette situation. (La situation est le plus souvent l'occupation étrangère ou la dictature interne).

Si la résistance est d'abord un refus, elle n'en a pas moins presque toujours un but. Celui-ci doit être suffisamment vague, imprécis pour ne pas **diviser** la résistance. Dans les cas les plus courants le but, le mythe devrait-on dire, s'appellera « Libération nationale ».

Une fois réalisée l'Unité de la résistance, l'un de ses problèmes permanents est de conserver cette unité. D'où la nécessité de lui donner un cadre où chacun, quels que soient ses motifs personnels de**résister**, puisse avoir l'impression que ses voisins combattent pour la même cause que lui. On appelle cela Front, Mouvement etc... et chaque fraction politique y lutte sourdement contre les autres pour la direction du mouvement, afin que, la victoire venue, elle soit seule à en profiter. Bien sûr plus les mots d'ordre seront ambigus plus «l'unité» de la résistance sera solide. Que l'on reprenne les textes clandestins du Front National de 1940-44 (créé par le P. C. clandestin) ou les textes qui paraissent dans *El Moujahid* (organe officiel FLN) on est frappé par le vocabulaire employé : Liberté, Patrie, Honneur, Dignité humaine... — Et quand un front ou mouvement de résistance prononce la «Démocratie» il a tout dit quant au régime qu'il compte instaurer après la «Libération».

LE MALENTENDU.

Une résistance nationale est souvent un malentendu pour autant qu'on y trouve coude à coude le militant ouvrier qui lutte pour sa classe et le bourgeois qui lutte pour sa patrie, celui qui, comme dit l'autre, croit au ciel et lutte pour la morale chrétienne, et celui qui n'y croit pas et sait cette morale liberticide.

Le malentendu est d'autant plus profond que la composition sociale de la résistance est hétérogène, que son ciment est l'action, chacun ayant des motifs différents d'agir.

Ce malentendu apparut clairement au lendemain de la «Libération» en France. En raison de la multitude de couches sociales ayant plus ou moins participé à la résistance la lutte de classe tarda à redémarrer. En France, un gouvernement «issu de la résistance» et fidèle à son «esprit» fit écran à cette lutte, le P.C. jouant le jeu faisant retrousser les manches, chacun s'en souvient.

Dans d'autres pays européens le P.C. sut noyauter la résistance et — la présence de l'Armée Rouge aidant — lui imposer l'instauration de régimes dits de démocratie populaire. Bien des résistants y payèrent de leur vie ou de leur liberté le malentendu. Et nos camarades anarchistes de l'Est qui après s'être battus dans la résistance de leurs pays pour la libération se sont vus contraints une fois la «Libération» gagnée de choisir entre la prison ou l'exil ne furent-ils pas encore plus que d'autres, victimes de ce malentendu ?

RÉSISTANCE ET GUERRE D'ALGÉRIE.

La résistance française à la guerre d'Algérie présente la particularité de naître non pas dans un pays opprimé par un autre, et donc avec pour objectif une «libération nationale», mais précisément dans un pays oppresseur. Son objectif est donc de lutter pour que la France cesse d'opprimer les peuples qu'elle tient en tutelle et en particulier le peuple algérien.

Ce sont donc avant tout des motifs humanitaires et non plus patriotiques qui animent ceux qui ont choisi d'aider le FLN ou de refuser de combattre contre les Algériens.

Là encore si leur action se réclame de l'Anticolonialisme, terme vague, chacun lutte pour des motifs différents.

Depuis le chrétien sincère, bourgeois ou prolétaire, auquel sa morale dicte d'aider les humbles et qui porte les valises, prend des risques, prie son Dieu, et croit agir par charité chrétienne alors que sa qualité humaine l'a fait dépasser, sans qu'il en soit conscient, cette charité et déboucher de plain-pied sur la vraie solidarité — jusqu'à l'ouvrier militant pour qui solidarité et internationalisme font tant partie de lui-même qu'il n'a pas eu conscience de «s'engager», ni même «d'aider» les Algériens mais seulement d'être fidèle à soi-même, à sa lutte permanente contre l'exploitation d'où qu'elle vienne.

Depuis l'étudiant bourgeois qui, ne se sentant plus solidaire de sa classe d'origine cherchait en vain depuis quelques années dans les formations de gauche un écho à sa révolte et à sa pureté, et qui, un jour, pour avoir bavardé avec un étudiant algérien rencontré par hasard, reconnut que tout ce qu'il pensait et cherchait une autre jeunesse était en train de le vivre et parfois d'en mourir et dès lors choisit de lutter avec elle — jusqu'à cet «intellectuel de gauche» qui hésitant depuis dix ans à entrer «au Parti», à «aller aux masses» espérant y trouver la chaude fraternité dont son isolement avait tant besoin, mais reculant sans cesse à chaque Budapest, et qui a trouvé cette fraternité un soir dans une chambre d'hôtel où une douzaine d'Algériens lui offraient le thé à la menthe.

Tous ceux-là et tant d'autres encore différents (desquels il ne faut pas omettre quelques **patriotes** refusant d'admettre que le seul visage de la France soit celui de Massu, voulant par leur geste refuser leur complicité au génocide accompli «au nom de la France»), se côtoient au hasard des liaisons. Qu'ont-ils de commun en dehors des risques qu'ils partagent, de la parenté que crée la fréquentation quotidienne du courage et de la peur ?

Et pourtant, cette union qu'ils vivent dans les actes, ne cherchent-ils pas à lui donner une base idéologique, à lui donner par une doctrine sa vraie signification ? Les plus sincères s'entend, car il y a forcément ceux qui entrent dans ce combat pour que leur parti ou leur église y soit présent et qu'au jour de la distribution des prix ils aient un pied dans l'Algérie nouvelle...

Déjà, les déclarations au procès du «Réseau Jeanson» montraient clairement que pour différents qu'ils étaient les militants inculpés associaient à leur aide aux Algériens la notion de lutte contre le fascisme en France. Mais l'antifascisme — et nous sommes farouchement antifascistes nous-mêmes — ne saurait constituer en soi une idéologie globale. L'antifascisme est une «résistance à» et n'est pas un programme social, économique et politique.

Un tract clandestin récent du «Mouvement Anticolonialiste Français MAF» qui vise à regrouper les divers réseaux ou mouvements clandestins n'apporte pas de réponse valable à la nécessité d'un étoffement idéologique de la résistance.

Voyons plutôt :

«Le M. A. F. est une organisation clandestine parce que son action est illégale».
«Cela non par goût, ni par principe, mais par nécessité. Il n'est pas possible de mener le combat anticolonialiste de façon conséquente en restant dans le cadre d'une “légalité” gaulliste, réduisant de jour en jour les libertés individuelles et publiques.
C'est pour n'avoir pas voulu jusqu'ici sortir de ce cadre que les partis de gauche se sont pratiquement condamnés à l'impuissance.»
«S'il a pour principe de base la solidarité de la lutte du peuple français avec les forces combattantes du peuple algérien, le M.A.F. est une organisation française qui détermine son orientation et son action de façon indépendante et autonome.»
*«Le M.A.F. mène cette lutte solidaire dans la perspective du **rétablissement intégral de la démocratie en France et de son développement**.»*
«Le M.A.F. n'est pas un parti politique et n'entend pas se substituer aux partis. Il demande à ses membres militant dans des partis ou organisations de gauche d'y poursuivre leur action et de la développer dans le sens d'une lutte effective contre la guerre colonialiste.»
«**Le M.A.F. regroupe des hommes et des femmes venant d'horizons politiques, philosophiques et religieux divers qui ont comme dénominateur commun : l'anticolonialisme.**
Le M.A.F. n'entend pas se substituer aux groupes d'aide pratique, au mouvement “Jeune Résistance”, ou à d'autres organismes qui pourraient se former. Il espère seulement, en leur donnant une plateforme commune, favoriser une coordination croissante de leur action».

Quelle que soit la sympathie que leur anticolonialisme doit valoir aux militants de telles organisations on reste stupéfait de constater que ces hommes et ces femmes qui risquent leur liberté et peut-être leur vie puissent se satisfaire comme but final à leur action d'une formule aussi imprécise que le «rétablissement intégral de la démocratie en France et de son développement».

Or si ces militants courageux ne savent dépasser un vœu platonique pour la démocratie, d'autres sauront bien se servir d'eux et noyauter leurs mouvements.

L'Église peut être fort satisfaite, en temps voulu de reprendre à son compte l'action que des chrétiens sincères et désintéressés ont menés dans ces mouvements. Des prêtres sont déjà sans doute en place pour les coloniser.

Quant au P.C. noyauteur professionnel, qui a marqué sa désapprobation de la lutte clandestine (en affirmant notamment qu'un «**communiste doit aller à la guerre même coloniale et impérialiste**» — ce qui est un peu vache pour les Alban Liechti, les Sanson et tant d'autres jeunes communistes qui sont encore dans les prisons ! Comment ne serait-il pas tenté de disposer «les hommes qu'il faut aux places qu'il faut» dans un mouvement qui vise en fait «**à la restauration et à la rénovation de la démocratie**» (Slogan officiel actuel du P.C.).

Bien des désillusions guettent donc s'ils n'y prennent garde, les militants anticolonialistes.

JEUNE RÉSISTANCE

Si nous avons surtout parlé jusqu'ici de ceux qui aident les Algériens, soit directement soit par ce que la grande presse nous a habitués à appeler les «réseaux de soutien au FLN», ce n'est pourtant sans doute pas eux pour qui la nécessité de tirer les enseignements idéologiques de leur acte est la plus impérieuse.

En effet, c'est volontairement, en fonction de ce qu'ils pensaient déjà qu’ils se sont engagés : s'ils avaient pensé différemment rien ne les forçait à prendre position.

Différente est la situation de ces jeunes que «l'appel sous les drapeaux» a forcés à prendre une décision rapide et à **engager leur vie** en choisissant l'insoumission ou la désertion.

La différence de situations rappelle celle qui existait de 1942 à 44 entre les résistants volontaires et les réfractaires déterminés, eux, par le refus du travail obligatoire en Allemagne.

Le résistant volontaire conserve une part de liberté et tant qu'il n'est pas identifié et recherché comme tel il garde la faculté de se retirer de la lutte si elle cesse de correspondre à ses aspirations, ou de rentrer chez lui comme un «héros» si elle se termine victorieusement.

Le réfractaire, insoumis ou déserteur, lui, est en permanence un réprouvé. Il est, par son acte initial de refus, contraint à lutter ou se rendre ou bien s'exiler en ne sachant combien de temps il sera proscrit dans son pays — Les lois d'amnistie militaire ne viennent que lorsque les régimes changent.

De plus il a vingt ans.

Combien de nos camarades anarchistes surtout parmi les anciens savent, pour avoir déserté à 20 ans, les conséquences que leur acte a eues sur tout le cours de leur existence. Et ils avaient la grande force d'être **anarchistes avant de déserter**.

Mais parmi les jeunes déserteurs d'aujourd'hui combien ont agi en fonction d'un tout ? Pour combien l'acte d'insoumission ou de désertion est-il un refus partiel dans le cadre d'un refus plus général de la société d'exploitation ?

Il semble que tout autres soient les motifs de désertion de ceux qui sont jeunes aujourd'hui.

En effet si l'on compare les désertions **idéologiques** d'antan avec les désertions d'aujourd'hui, il semble que ce soit plus une sorte de réaction instinctive, une santé humaine non analysée, que des jeunes puisent en eux, individuellement, sans le soutien d'appartenir à une collectivité qui refuse, le courage de déserter.

Car enfin, quelles sont les voies ouvertes à ceux qui ont vingt ans actuellement ?

Deux directions principales : l'acceptation ou le refus.

L'acceptation, c'est accepter la règle du jeu d'une société vermoulue, la façade, les bonnes mœurs, le *Parisien-Libéré*-journal-apolitique comme chacun sait ; le train des équipages Service Auxiliaire.

L'acceptation c'est-à-dire la médiocrité, le mensonge, la recherche de la situation d'avenir, accepter d'être larbin aujourd'hui en espérant être maître demain...

L'acceptation...

Oui, mais heureusement pour la race humaine il reste encore des individus qui ne peuvent accepter, qui ne peuvent se soumettre, vivre en marche arrière, flatter les riches et mépriser les terrassiers.

Heureusement il y a le refus.

De ceux qui refusent, il y en a plus qu'on ne croit. Ils ont au départ presque la même qualité humaine que ceux qui deux ou trois ans plus tard seront déserteurs ou paras en Algérie.

Cela semble paradoxal, de pouvoir ne serait-ce qu'un instant mêler le Para et le Déserteur. Et pourtant.

Ceux qui refusent instinctivement d'entrer dans l'édifice pourri n'ont pas eu le temps ni l'occasion de se faire une idée exacte de ce qu'ils peuvent faire. Ils refusent, ils disent non, ils disent merde. Très bien — mais après ?

Après, les plus perdus restent «blousons noirs» (et il est intéressant de noter que presque tous les «blousons noirs» s'engagent dans les Paras, croyant sans doute trouver une communauté fraternelle, mais négligeant de s'inquiéter du fait que cette fraternité sera payée du prix du crime).

Après, les plus intelligents ou les plus sensibles, ceux dont les parents avaient peut-être «bon cœur» comme on dit, ceux qui ont la chance de pouvoir refuser d'être lâches — Ceux-là désertent et, dès lors, **une vie de déserteur** commence pour eux.

Il leur faudra beaucoup de courage et, lorsqu'on est seul, le courage s'effrite vite. Le besoin de solidarité, de s'identifier à un groupe, ce besoin — qui en d'autres temps amena le réfractaire S.T.O. du grenier de la ferme de sa tante au maquis du Vercors — amène les jeunes insoumis et déserteurs de la guerre d'Algérie à se grouper, à s'entraider, à s'organiser.

Et c'est ainsi que dans une fraction de la jeunesse, aujourd'hui, on parle du mouvement “Jeune Résistance”.

On en parle même un peu trop: l'apprentissage de la prudence étant un chemin que la jeunesse ne sait pas toujours prendre, sa haine de la lâcheté l'incitant plus au combat à découvert... ce dont la D.S.T. a tout lieu de se féliciter.

“Jeune Résistance” est née justement de la nécessité ressentie par une dizaine d'insoumis et déserteurs ayant une option idéologique avant leur acte (Syndicalistes, Ajistes, Communistes, Chrétiens de gauche, etc...) de «se rencontrer pour rechercher en commun la façon de rendre leur acte utile».

Par la suite, assurés de la solidarité des jeunes non-réfractaires, la constitution du mouvement fut décidée.

L'objectif de «J.R.» est de dépasser le stade des désertions individuelles et d'engendrer un courant de désertions collectives. Pour aider à cela «J.R.» entre autres activités, assure la liaison avec les «BERGA» (Bureaux d'Entraide aux Résistants à la Guerre d'Algérie fonctionnant dans plusieurs pays européens).

Dans une brochure diffusée au mépris des risques lors de la manifestation du 27 octobre à Paris alors que les flics chargeaient de toute part, «Jeune Résistance s'explique» :

«Il n'est pas question d'un simple réseau d'évasion pour déserteurs, mais d'un mouvement de résistance à la guerre d'Algérie et au fascisme, qui s'adresse à l'ensemble des jeunes Français. Alors que les actes de refus avaient été jusque-là peu efficaces parce qu'individuels, il s'agit de préparer et d'organiser une RÉSISTANCE COLLECTIVE DE LA JEUNESSE FRANÇAISE. Dans chacun des pays où se trouvent de jeunes réfractaires se crée une équipe J.R. Dans différentes régions de France, de jeunes militants de gauche établissent d'autres équipes. Celles-ci se mettent ensuite en liaison avec une équipe centrale».

Là encore on est et on agit contre la guerre et le fascisme, mais ces jeunes n'ont pas encore déterminé vers quoi ils veulent aller si un mouvement de refus collectif se faisait jour en France. Là encore leur mouvement est vacant pour les noyauteurs de partis ou d'églises.

Mieux : il semble presque s'offrir si l'on en juge par l'extrait suivant de la même brochure :

«AVEC LA GAUCHE. Il y a parmi nous des jeunes, membres d'organisations ou de partis de gauche... Ils ne veulent pas s'en exclure... Ils veulent travailler avec eux et parmi eux... Ils veulent les entraîner... Nous ne voulons pas être des francs-tireurs... Nous croyons fermement que la gauche admettra nos raisons et nous soutiendra, triomphera de ses lenteurs et de ses atermoiements... Sinon nous échouerons et nous serons réduits à retourner aux diverses formes d'action individuelle à moins d'attendre passivement le succès définitif du fascisme... et l'écrasement de la gauche».

On ne peut s'empêcher de douter de l'éventualité d'une gauche «comprenant les déserteurs et les soutenant».

Et d'abord quelle gauche ? «Jeune Résistance» semble la mal connaître ou se faire pas mal d'illusions sur elle. Pourtant de récentes études ont permis de la «radiographier», d'en déceler maintes tares.[41]

Respectueuse qu'elle est de sa respectabilité, de la légalité, de la routine, du suffrage universel et du bulletin de vote, ou respectueuse des 80 partis communistes qui font le beau devant le 81e et premier, la gauche, les gauches ne sont pas prêtes de préférer la pureté à la combine, l'action à la pétition, la lutte au confort.

Et, du même coup, les jeunes résistants risquent fort «d'échouer» selon la deuxième proposition de leur alternative.

Pour échouer ? Ces jeunes ont tenté l'aventure, ils ont joué la carte difficile, celle de la Liberté, ils ont choisi de vivre debout... et ils en appelleraient aux vieilles baudruches des partis ou des églises !

Non, comme monsieur Jourdain faisant de la prose sans le savoir, ces jeunes ont par leur refus fait de l'anarchisme sans le savoir. (Un anarchisme que bien des anarchistes déclarés n'auraient pas eu le courage de faire...). Ce n'est pas

pour les annexer que nous disons cela, mais peut-être pour — si d'aventure ces lignes tombent sous les yeux de quelques uns d'entre eux — les «mettre en garde» contre ceux qui voudraient les annexer.

Le fait de n'être pas dans la «Jeune Résistance» nous donne peut-être le recul nécessaire pour la voir dans sa vraie proportion et sa vraie qualité. Il nous semble que la voie qui s'ouvre devant ces jeunes ne passe plus par les partis.

Il nous semble que c'est à eux-mêmes, entre eux, de discuter, de comprendre leur refus et de chercher si, sincèrement, les autres domaines de la vie sociale, politique et économique ne sont pas, tout comme la guerre colonialiste, justiciables **d'autres refus**. Ayant fait le tour de la vie qui leur est offerte à eux qui ont vingt ans, il se peut, il serait logique qu'ils débouchent sur la notion d'un **refus total**de la société, par sa remise en question totale.

Alors peut-être, sentiront-ils mieux que le cheminement vers la liberté et la dignité de l'homme, du colonisé, du déserteur, du travailleur ne passe pas par les partis, les églises, les syndicats politisés, mais se confond avec l'obscure mais permanente lutte des peuples exploités, opprimés, avec la lutte pour la vie, vers la société sans classes.

Ils sentiront peut-être que leur refus de se soumettre à l'État, capitaliste, colonialiste, oppresseur, leur fait prendre rang — quelque soit leur milieu d'origine — à l'avant-garde de la lutte de classe.

Et que c'est dans le camp des travailleurs qu'ils doivent rechercher des contacts et envisager l'avenir et non avec les partis qui, s'en réclamant, ne font le plus souvent que vivre d'eux.

Bien sûr, tous les Jeunes Résistants ne suivront pas le chemin jusqu'au bout et ceux qui iront le plus loin laisseront derrière eux ceux pour lesquels le refus était vraiment isolé. Ces derniers qui n'auront pas la lucidité de dépasser leur acte — et sans doute parmi eux beaucoup de jeunes chrétiens (non que nous voulions leur «jeter la pierre» à priori mais plutôt parce que c'est eux qui auront le plus long et difficile chemin à parcourir, pénétrés qu'ils sont d'une religion dont des exploiteurs tirent les ficelles...) — s'apercevront alors que leur acte même les aura conduits dans une impasse, que c'est peut-être avec inconscience qu'ils ont agi, et vieillis, fixés à l'étranger, ils poursuivront leur vie avec au cœur au lieu de l'orgueil d'avoir voulu être un homme, le goût amer d'avoir loupé sa vie pour une erreur de jeunesse...

Une nouvelle jeunesse est née avec la résistance. La guerre d'Algérie qui l'a révélée n'est qu'un moment dans l'histoire, qu'un passage plus dur dans une lutte qui ne finira qu'avec l'exploitation de l'homme par l'homme sous toutes ses formes. Cette nouvelle jeunesse — pour peu nombreuse qu'elle soit — n'est que provisoirement écartée, pour avoir choisi la voie la plus difficile, de la masse. Elle doit dès maintenant se préparer pour l'avenir où elle prendra sa place dans la lutte ouvrière, à l'avant garde.

A nous dans les usines, les ateliers et les bureaux, de faire comprendre le combat de cette jeunesse, de démonter les calomnies des partis et syndicats à son endroit, de préparer le moment où, la guerre d'Algérie étant finie, il nous faudra lutter pour le retour parmi nous de jeunes réfractaires, déserteurs, insoumis.

Alors, ce sera, peut-être la première fois qu'une résistance ne débouchera pas sur un malentendu...

Jean Marie CHESTER

N° 33 — Avril 1966 —

Le mythe des Conseils Ouvriers chez Tito

Cet article est paru pour la première fois en 1959 (*N et R* n° 14), son auteur, P. Zorkine, a collaboré à *Noir et Rouge* de 1956 à 1960. Il est mort accidentellement en juillet 1962 (voir *N et R* n° 22).

Introduction

La révolution hongroise de 1956, le soulèvement de Berlin, les événements de Pologne, et, d'une façon générale, les échecs du stalinisme aussi bien en Europe orientale qu'occidentale, ont remis le problème des conseils ouvriers au premier plan de l'actualité révolutionnaire.

Il n'est pas dans notre propos de retracer l'historique des conseils ouvriers, que l'on retrouve déjà sous la Révolution française dans les conseils de communes, au cours de divers mouvements révolutionnaires de 1848, puis, sous la Commune, jusqu'au premier soviet des usines Poutilov à Pétersbourg en 1905, le premier congrès des soviets en juin 1917, les soviets de Kronstadt contre la dictature bolchévique en 1921, les «républiques des conseils» à la fin de la première guerre mondiale en Hongrie, en Allemagne, en Autriche, aux deux extrémités de l'Adriatique : à Pola et à Cattaro, en Espagne et en Chine, pour assister au dernier sursaut, en 1956, à Bucarest.

On va nous faire observer que nous oublions dans cette énumération les conseils ouvriers yougoslaves. Il ne s'agit pas, avouons-le tout de suite ! d'un oubli : pour nous, la création de «conseils ouvriers» par le gouvernement yougoslave ne représente qu'une nouvelle mystification de la classe ouvrière par la bureaucratie. Dangereuse :

— pour les ouvriers yougoslaves, chez qui elle compromet une institution révolutionnaire, restée — jusqu'à présent — «propre» (on pouvait opposer au Parti l'idée des conseils ouvriers),

— pour «une certaine gauche européenne» qui s'accroche à «l'exemple yougoslave» et au slogan du gouvernement de Tito : «Le transfert des usines aux ouvriers !» comme à la seule solution restée encore possible entre le capitalisme et le stalinisme.

C'est pourquoi il est important d'examiner le contenu réel de l'«expérience yougoslave» et ses conséquences.

«Standing» de vie ou le socialisme passe par le ventre

C'est avec la loi du 1er avril 1952 que le nouveau système des salaires est entré en vigueur dans toutes les entreprises économiques en Yougoslavie. Jusqu'à cette date, les salaires étaient fixés par décret gouvernemental. La création d'une industrie nouvelle des biens de l'équipement, les investissements chaque année renouvelés ont servi surtout à la croissance et au renforcement de l'appareil bureaucratique de l'État, de la «nouvelle classe». Cet effort se traduisait pour la classé ouvrière par la diminution continuelle du niveau de vie et de la consommation à environ quatre ou cinq fois au-dessous du standing de vie, déjà pas très brillant, des ouvriers en France. Pour la paysannerie, l'«édification socialiste» voulait dire le rachat obligatoire, à des prix dérisoires, des 82 % de leurs produits par l'État. Cette politique a mené le pays à la catastrophe économique. Après la rupture du P.C.Y. avec Moscou, la classe dirigeante, libérée de l'obligation d'exécuter docilement les directives soviétiques dans l'organisation et l'économie de l'État, s'est vue obligée de faire des concessions importantes aussi bien à la paysannerie qu'à la classe ouvrière. C'est ainsi que les paysans ont reconquis la liberté de décider librement la nature de leur production, et le rachat obligatoire de leurs produits fut progressivement abandonné.

La concession consentie à la classe ouvrière était la création des conseils ouvriers d'usine. La propagande officielle affirme que les ouvriers eux-mêmes décident du montant de leurs salaires et de la distribution des revenus des entreprises économiques. Cette participation ouvrière à la gestion des entreprises devait mettre fin à l'abaissement continu du standing de vie des ouvriers. Car c'est là, finalement la question : Qu'est-ce que le gouvernement nous offre comme moyen pour sortir de cette situation misérable ? Est-ce que la «participation ouvrière à la gestion des entreprises» mettra fin à l'abaissement continu du standing de vie des ouvriers ?

Le revenu national ou l'inégalité des tranches du gâteau

C'est la loi qui fixe chaque année le plan pour l'ensemble de la production et de la distribution des biens dans l'État yougoslave. C'est donc le Parlement qui en décide en définitive, après une vague consultation des syndicats, coopératives, etc. Il est vrai que le Plan ne fixe pas la nature et les quantités de produits à fabriquer, à livrer, mais le «minimum obligatoire de l'utilisation des capacités productrices». Ce «minimum» est pour l'agriculture de 105 %, pour arriver à la production prévue et payer les plans chimériques de transformation magique d'un pays agricole en un pays hautement industrialisé — investissements: 17,7 % du revenu national net — et pour apporter la tranquillité d'esprit à la nouvelle classe dirigeante — l'armée, l'armement, l'administration d'État : 45,4 % du revenu national net. La part des salariés dans tout cela ? Eh bien ! dans le revenu produit par l'industrie et la production minière, pour ne citer que cet exemple, elle n'est que de 14,9%. Cette part est fixée *à l'avance* par le plan qui, en dehors du «minimum d'utilisation», fixe le fonds global de salaires à dépenser pour ce degré d'utilisation. Le premier élément pour déterminer le fonds des salaires, ce sont les normes de production et l'optimum du personnel : combien d'ouvriers et d'employés sont indispensables pour faire «tourner» l'entreprise à X% de sa capacité productrice ?

En fixant d'avance le degré d'utilisation des entreprises, l'État détermine la qualité et le volume de la production.

En fixant le fonds global des salaires, l'État s'assure que la consommation et le standing prévus pour les salariés ne seront pas dépassés. A l'intérieur de ce fonds global, les salariés le répartissent entre eux comme bon leur semble et arrivent gentiment à une sorte d'auto-exploitation et, même, d'auto-punition (nous citons «Borba») :

«Le fonds global des salaires (la somme payée à l'ensemble du personnel) sera diminuée par chaque absence de travail non justifiée... cela veut dire que le collectif entier doit se dresser contre ceux de ses membres qui essaieraient de diminuer le fonds commun des salaires en provoquant des faits injustifiés.»

Toute la classe ouvrière yougoslave devrait se transformer en «pointeau», en garde-chiourme, en contremaître... Car le mot d'ordre général est : «Diminution des prix de revient» ou, plus méchamment, «nous ne voulons pas partager les gains avec les paresseux !». En effet, les salaires sont fixés de telle façon qu'ils permettent à peine aux salariés de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Mais ces salaires n'étant qu'une partie seulement du revenu d'un salarié, on lui fait miroiter la possibilité de recevoir la deuxième tranche, puisée dans le fonds global. C'est le bilan de l'année d'une entreprise qui doit faire ressortir la participation de chacun dans la distribution des gains. Le moyen le plus simple d'arriver à l'augmentation de la rentabilité de l'entreprise est la diminution des prix de revient et l'augmentation de la productivité de chaque ouvrier. En réalité, toutes ces mesures se font au détriment de l'ouvrier, aggravent les conditions dans lesquelles il travaille et demandent un effort aussi bien physique que psychique toujours plus grand. D'autant plus, que le chemin est long entre la chaîne de production et le bureau directorial où l'on «partage» les bénéfices... Long, et il passe par la caisse d'État qui couvre les «charges sociales» en prélevant sur les recettes brutes de l'entreprise. Sous la dénomination «charges sociales», on n'entend pas les allocations et assurances sociales, mais TOUTES les dépenses prévues par l'État pour couvrir tous les frais de son administration, de l'armée et des investissements. Avant, donc, de pouvoir toucher la deuxième tranche de leurs salaires, c'est-à-dire la participation aux gains de l'entreprise, les ouvriers yougoslaves doivent réaliser par la vente de leurs produits : le montant de leurs salaires et le montant de leur contribution à la Caisse d'État, sous forme de «charges sociales» incluses. Peut-on se permettre d'offrir des prix compétitifs (le marché yougoslave est un MARCHÉ LIBRE) dans lesquels est incluse une charge si lourde ? Les risques d'une mauvaise conjoncture, l'ouvrier yougoslave les partage avec son employeur — l'État — ou, tout au moins, avec le ministre des Finances dont il devient complice dans l'affaire... si l'on en croit la loi du 1er avril 1952...

Ce qui est certain, c'est que plus une entreprise est développée techniquement, plus son pourcentage des charges est élevé et plus son collectif ouvrier se verra dans l'obligation de diminuer les fonds des salaires, s'il veut lutter avec la concurrence. Cette trouvaille des «communistes» yougoslaves obligeant les ouvriers à baisser eux-mêmes leurs salaires ne manque pas de pittoresque ! Qu'en pensent les «titistes» occidentaux ?

Et la plus-value ?

Eh bien ! elle a changé de nom... cela s'appelle en Yougoslavie «socialiste» «la tranche de l'État». Voilà qui est franc et précis. Les valeurs nouvelles créées

par le travail se répartissent donc en deux tranches : fonds des salaires (tranche ouvrière) et la plus-value (tranche de l'État). D'ailleurs, l'entreprise, totalement privée de moyens financiers, est effectivement contrôlée par l'État, et ses avoirs ne sont que des chiffres dans la comptabilité de la Banque d'État. Si la loi du 1er avril 1952 prétend que les ouvriers yougoslaves ont une part dans la gestion du capital industriel du pays, elle ne peut pas cacher qu'ils n'ont rien à dire dans la gestion du capital financier, qui domine totalement le premier. Et la participation de l'État dans la répartition de la plus-value créée par l'augmentation non planifiée de la production est assurée par un impôt spécial que l'entreprise qui dépasserait la production minimum doit payer. Un fonds d'amortissement garantit le renouvellement des machines et, au cas où le Plan ne le prévoit pas, l'entreprise doit créer son propre Fonds d'investissement, Fonds de réserve et Fonds social.

Le bénéfice net ne commence qu'après avoir alimenté suffisamment ces fonds... après avoir donné à l'État ce qu'il demande comme «charges sociales». **Malgré une forte pression, il n'a pas été possible à la classe dirigeante yougoslave d'obtenir ces revenus sous la direction purement bureaucratique de la production. C'est par le truchement des «conseils ouvriers» que la bureaucratie yougoslave compte s'assurer et les revenus désirés et la complicité de la classe ouvrière.**

«Les usines aux ouvriers»

Voici donc les principes fondamentaux sur lesquels reposent les conseils ouvriers yougoslaves —nous résumons :

— rentabilité : aucune entreprise économique ne doit plus vivre des subsides de l'État, mais au contraire doit être capable de couvrir par ses recettes tous les frais de gestion et de verser à l'État les sommes prévues par le Plan ;

— intéressement : les ouvriers et les employés travaillant dans une entreprise doivent être intéressés à sa réussite, c'est-à-dire que le montant de leurs salaires doit être déterminé par la rentabilité des entreprises.

Comment on a donné «les usines aux ouvriers»

Toutes les entreprises sont la propriété du «Peuple» (lire : de l'État). Le «peuple» qui y travaille n'a pas le moindre droit envers l'entreprise que le gouvernement peut retirer de ses mains n'importe quand sous n'importe quel prétexte «d'intérêt public». Ainsi, un ouvrier peut être licencié de «son» entreprise — et même *l'ensemble* du personnel (y compris le *conseil ouvrier*). Le collectif ouvrier travaillant dans une entreprise est là simplement pour la faire «tourner» sous un certain nombre de conditions *sine qua non* :

— amortissement des machines et du matériel (ou restitution),
— acquisition de nouvelles machines, bâtiments, moyens de production, équipement (investissements),
— la propriété de l'État doit donc s'enrichir chaque année,
— acquittement de toutes les charges prescrites par l'État.

Ceci prouve que dans le système titiste et sous la couverture des «conseils ouvriers», **la propriété des moyens de production reste séparée des producteurs** et que, pour parler clairement,**les ouvriers yougoslaves restent des salariés**. Ils ne peuvent ni disposer des moyens de production, ni de l'ensemble des produits de leur travail, ni orienter la production, ni décider

le mode de distribution. Sans ces quatre facteurs, pour nous, il n'y a pas d'économie socialiste.

Gestion des entreprises

Le système yougoslave se différencie du capitalisme d'État classique du type soviétique par la «co-gestion ouvrière».

Une entreprise économique est, en principe, dirigée par les «collectifs ouvriers», c'est-à-dire par l'ensemble du personnel qui y est employé. Toutes ces personnes ont les mêmes droits dans l'accomplissement de leurs tâches de membres du collectif, quel que soit le travail qu'elles effectuent dans l'entreprise et sans aucun égard au taux de leur salaire. Oui, toutes — ce qui est très démocratique — **sauf le directeur**. Car c'est lui, le Directeur, qui décide même de la composition du «collectif ouvrier», dans la mesure où **c'est lui qui embauche et licencie le personnel**. Ainsi, tout le personnel peut être changé au cours de l'année mais, astuce juridique, le collectif ne cesse d'exister et se compose du personnel travaillant à un moment donné. Le point central reste le Directeur. La raison en est simple : c'est lui — et non pas le «collectif ouvrier» — qui représente le Propriétaire de l'Entreprise : l'État. Nous ne pouvons pas mieux qualifier, définir le rôle du Directeur que la Loi même :

«Le Directeur dirige la production et toutes les affaires de l'Entreprise. Les ouvriers et les employés sont responsables devant le Directeur de l'accomplissement de leur travail. Le Directeur représente l'Entreprise envers l'État et envers les autres entreprises.» (Loi du 18 juin 1950, article 8).

Le Directeur est membre *d'office* du Comité de Gestion mais, ce qui est pour le moins curieux, la Loi le place au-dessus de ce Comité :

«Si le Directeur trouve qu'une décision du Comité de Gestion ne correspond pas à la loi, aux prescriptions légales et **aux ordres des autorités d'État compétentes**, il est obligé d'en avertir immédiatement ces autorités et de suspendre l'exécution de la décision du Comité de Gestion en attendant que l'organisme compétent de l'État prenne la décision définitive» (art. 40 de la même loi).

Il faut bien comprendre que **le Directeur n'est pas le gérant commercial ni le dirigeant technique de l'entreprise**, ce qui aurait pu à la rigueur justifier sa puissance. D'après «Borba» (organe central du P.C.Y., dans son n° du 13-2-52) sur 763 directeurs des entreprises économiques en Yougoslavie, 186 ont une certaine préparation technique, mais 702 sont membres actifs du P.C.Y. Ce qui explique pas mal de choses et ce qui oblige ce journal à les défendre contre les reproches de leur incompétence, de leur inutilité pour l'entreprise :

«Tous ces directeurs ont très bien compris que leur devoir essentiel est d'être fidèles au Parti et que l'autorité de l'État les a nommés à ces postes surtout pour récompenser les militants et les combattants qu'ils ont été...»

«Borba» affirme que «l'autorité du peuple» a justement besoin de tels directeurs, car «ils sont les meilleurs gardiens des biens» dont dispose cette «autorité populaire». Mais, comme un gardien ne suffit pas, on a renforcé la sécurité par la présence de la «Police économique» dans chaque entreprise. C'est cette présence des détachements policiers qui donne aux usines yougoslaves cet aspect de casernes (ou de prisons, ce qui diffère peu). C'est la police qui impose l'application des règlements, la discipline au travail et l'exécution immédiate des ordres du directeur. Devant la porte d'entrée de

chaque usine yougoslave se trouve un policier. Même les touristes occidentaux de «gôche» ne peuvent pas ne pas le voir. Ce qu'ils ne voient pas, c'est un «organe de sûreté intérieure» que les ouvriers yougoslaves appellent, dans leur argot, le «TZYNKAR» (Tzynkar : le Zingueur). Il faut connaître le comportement de l'ouvrier envers «les biens socialistes» et aussi sa mentalité et ses conceptions politiques. Ce genre de surveillance était la tâche des membres du P.C.Y. travaillant dans l'entreprise. Mais ils ne sont pas assez nombreux et ne possèdent que rarement les connaissances techniques suffisantes pour contrôler si l'ouvrier ne «sabote» pas le travail. Pour assurer cette besogne, la direction économique de l'État cherche des personnes aptes à ce genre de travail parmi les membres mêmes du collectif. Il existe des collèges techniques spécialisés où les tzynkars sont formés. Ce ne sont donc pas les misérables petits mouchards que nous connaissons dans les usines de l'Occident, mais une véritable institution, bien organisée, avec une préparation technique — une sorte de sous-officiers de l'industrie. Outre le privilège d'avoir leur emploi assuré (dans certaines entreprises leur nombre est monté jusqu'à 10 % du personnel !), les tzynkars sont portés *par priorité* sur les listes des candidats pour les conseils ouvriers...

Voilà dans quelles conditions le Collectif élit chaque année le conseil ouvrier, composé de 15 à 120 membres (dans les entreprises ayant moins de 30 ouvriers et employés, le Collectif entier constitue le conseil ouvrier). Son rôle ? D'après la loi, il :

— approuve les plans de base et le bilan de clôture de l'entreprise ;
— adopte les conclusions relatives à la gestion de l'entreprise et à la réalisation du plan économique ;
— énonce le règlement de l'entreprise sous approbation de l'organe d'État compétent ;
— effectue la répartition de la partie des capitaux accumulés, restant à la disposition de l'entreprise.

L'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des Comités d'entreprise en France, précise ainsi le rôle social et économique du Comité :

«Le Comité d'entreprise assure ou contrôle la gestion de toutes les œuvres sociales... est obligatoirement consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise... est obligatoirement informé des bénéfices réalisés par l'entreprise et peut émettre des suggestions sur l'affectation à leur donner...»

Mais nous ne voulons pas faire de comparaisons. Notre but était d'essayer de démontrer le mythe des «conseils ouvriers» yougoslaves, qu'une certaine gauche prend pour le modèle même d'institution révolutionnaire. Nous voulons, à la base des faits évoqués, affirmer que les ouvriers ne peuvent pas contrôler la gestion de l'économie sans disposer des droits essentiels de la liberté de parole, de réunion, de l'organisation : **que l'idée même des conseils ouvriers est incompatible avec l'existence de l'appareil de l'État** ; que — chaque fois que l'on avait essayé de faire coexister les deux (État-Conseil ouvrier) — ce ne fut jamais l'État qui «dépérit» mais, au contraire, c'est lui qui absorba les conseils.

Qu'est-ce qu'il en reste en Yougoslavie ?

Paul ZORKINE

Numéro spécial sur le Nationalisme **N° 7-8 — 1957 —**

Historique

Les États avant les Nations

Avant que n'apparaisse l'idée de Nation les États ressemblaient plus à ce qu'ils sont : à des créations politiques ne tenant pas compte de l'existence des peuples. Chaque État assumait pleinement sa vocation qui est de s'étendre à l'infini en annexant le plus de territoire possible, sans se préoccuper de se justifier par l'existence préalable de communautés naturelles à libérer ou à unir. D'ailleurs les peuples les plus réalistes ne prenaient guère d'intérêt à ces jeux de la guerre et des traités de paix. Aucune volonté commune n'était invoquée. Seul entrait en ligne de compte l'appétit d'une ville, dilatée aux dimensions d'un Empire comme Rome ou Byzance, ou d'une dynastie agrandissant son «pré carré» comme les «rois qui firent la France».

Ville ou Empire tels étaient les deux pôles de l'extension des États. Villes de commerçants et d'artisans où parfois s'épanouissaient des libertés comme dans les cités grecques, italiennes, flamandes et puis retombaient dans la tyrannie des grandes familles patriciennes : Carthage, Venise, Empires cosmopolites se succédant sur des mosaïques de peuples cimentés par la terreur ou la religion comme le St Empire romain germanique, les Empires perse, arabe, turc, ceux de l'Inde et de la Chine et le plus vaste de tous et le plus éphémère : l'Empire mongol.

Quelquefois la volonté de domination s'incarnait dans un peuple apparu subitement sur la scène de l'Histoire. Ce peuple, énergique et frustre, combatif et avide, instrument d'une ville, d'une dynastie, d'une église ou de son propre appétit, s'enflait de conquêtes en conquêtes puis lui-même s'assimilant aux populations, soumis, perdait son énergie et disparaissait comme facteur historique décisif. Tels surgirent les Goths, les Vandales, les Arabes, les Normands, les Mongols. Ces peuples étaient devenus des classes dirigeantes, militaires et politiques d'ensembles humains beaucoup plus vastes qu'eux. En quelque sorte des peuples de seigneurs. Jamais ils ne se constituèrent en Nation.

En face d'eux, d'autres peuples ont lutté pour ne pas devenir des peuples d'esclaves.

De même que des mouvements révolutionnaires ont éclaté depuis la plus haute antiquité, de même parfois un peuple entier se soulevait contre l'occupant et proclamait son droit à l'existence. Ainsi les Grecs contre l'Empire perse, les Juifs contre Rome, les Morisques contre les Espagnols. Résistance victorieuse ou écrasement, dispersion ou expulsion, quelle que fut l'issue de la lutte, rares sont les prolongements jusqu'à nous. Invasions, évolutions, transformations diverses au cours des siècles ont généralement effacé et composé de nouveaux amalgames. Seules les résistances populaires aux derniers empires conquérants ont contribué à la naissance de nations actuelles pouvant s'attribuer une origine volontaire voire révolutionnaire.

Les premières Nations

En 1315, à Morgart, les chevaliers de l'Empereur d'Allemagne étaient défaits par les montagnards des cantons boisés qui commandent le St Gothard, soulevés depuis 7 ans. Ainsi naissait ce qui allait devenir la Suisse, première communauté d'Europe à conquérir d'elle-même son indépendance.

En 1566, les Pays-Bas se soulèvent contre l'occupation espagnole. Pendant 80 ans le Roi d'Espagne essaie de tenir tête envoyant, contre ceux qu'il appelle les «gueux», ses meilleures troupes.

En 1648, un même traité reconnaît l'indépendance des Provinces Unies des Pays-Bas et des Cantons Confédérés de la Suisse. Chacune de ces nations aura alors la fierté de devoir son existence non à la volonté d'un Prince, mais à la révolte des simples gens contre l'injustice de l'occupant. Mythes parallèles de Guillaume Tell et de Thyl l'Espiègle.

L'année 1648 était d'ailleurs une année d'espoir pour les peuples opprimés d'Europe. Contemporains des Républiques suisse et néerlandaise, s'étaient soulevés comme cette dernière contre le Roi d'Espagne : la République catalane, le Portugal, Naples et la Sicile. Au même moment la monarchie était menacée en France et la République anglaise était proclamée.

Après la révolution néerlandaise et l'échec de la révolution anglaise ce sont les révolutions américaine et française qui entretiendront le mythe des pays de la liberté, de la nation libre.

La guerre d'indépendance américaine, par la capitulation anglaise de Saratoga (1777) et la défaite de Yorktown (1781), prouve que des «Insurgents» peuvent avoir raison du plus puissant Roi. La Déclaration d'Indépendance et la Déclaration des Droits propagent l'idée de République, souveraineté du peuple, de Nation.

Quelques années plus tard, le quiproquo entre liberté populaire et souveraineté nationale est aggravé par la Révolution française. La Nation opposée à l'absolutisme du monarque devient à son tour un absolu métaphysique et moral imposé au peuple ; au peuple français d'abord, aux peuples conquis —«libérés» —ensuite.

Les Nations contre la Grande Nation

La bourgeoisie révolutionnaire, pour se débarrasser des masses populaires, les envoie aux frontières à l'assaut de l'Europe, introduisant la redoutable innovation du service militaire universel, digne pendant de l'impôt et du suffrage universels. La Révolution a hésité un moment entre une vocation universelle à l'émancipation des peuples et sa vocation purement française. La

première sera conservée comme paravent de la seconde. Les «Armées de la Liberté» seront vite employées à essayer de ramener à l'esclavage les noirs révoltés de Saint-Domingue qui construisent la République de Haïti. Mais même en Europe, la liberté de la nation française n'est conçue que par la négation de celle des autres.

Les peuples d'Europe, les uns après les autres, résistent et se soulèvent contre la «Grande Nation». Belges, Hollandais, Suisses, bientôt Italiens, Allemands sont progressivement inclus dans les limites que la Nation française croit voir pour elle depuis Danton «marquées par la nature». L'Empire napoléonien ne fera que poursuivre l'œuvre des Assemblées Révolutionnaires en la matière.

Successivement libérés, occupés, réduits à l'état de satellites — «les Républiques sœurs» — et finalement annexés ou gouvernés par des fantoches au profit de la France, les peuples d'Europe retournent contre celle-ci les idées nationales

La «guerre d'indépendance» espagnole, la «guerre de libération» allemande et la «guerre patriotique» russe dressent les peuples contre la Grande Armée. Et ceux-ci sont victorieux, passent de la guerre de partisans à la guerre nationale, ils se sont vus partout soumis à la contagion du service militaire obligatoire. Désormais, la guerre, au lieu d'être affaire de souverains et de petites armées de métier, concerne les peuples entiers. A la guerre en dentelle succèdent l'hécatombe des masses et les grandes saignées nationales.

En 1813, la «bataille des nations» à Leipzig a fait contre la France triompher l'unanimité de l'Europe.

La Révolution française a ainsi été, à son corps défendant, le signal de l'éveil des nationalités. Elle a accéléré à son profit ou à son dommage les unités italienne et allemande, elle a essayé de susciter la renaissance nationale égyptienne, yougoslave, polonaise et même hongroise.

Numéro spécial sur le Nationalisme **N° 7-8 — 1957 —**

Question nationale

Socialistes, communistes et souvent anarchistes sont à tel point obnubilés par les problèmes sociaux, qu'agiter devant eux la question nationale vous fait passer pour légèrement farfelu ; les classes travailleuses luttent contre le capitalisme ou l'État, il n'y a pas à sortir de cela ; tout autre objectif ne peut être qu'une diversion — d'ailleurs suspectée d'être inventée par le Capital. Mollet proclamant que «le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est contraire au socialisme» ne fait au fond qu'exprimer avec cynisme ce qu'ont toujours pensé les partis ouvriers. Puisque ces partis luttent pour les travailleurs, tous les exploités n'ont qu'à entrer dedans, sans distinction de

race, de langue ou de nationalité... et puis tout s'arrangera. Sans parler des partis ou même des syndicats qui ont éloigné d'eux volontairement et systématiquement les travailleurs appartenant à des populations inférieures, arriérées, «indigènes»... En fait, la prépondérance de la métropole s'est exercée non seulement dans le domaine capitaliste, économique et politique, mais aussi dans les organisations ouvrières. Les populations opprimées nationalement l'ont été non seulement par l'État dominant, mais simultanément par les partis d'opposition ou les mouvements ouvriers et syndicaux organisés en fonction de cet État, contre lui mais à son image. Il y a un impérialisme socialiste et syndical comme il y a un impérialisme capitaliste militaire, religieux, économique et politique. Cet impérialisme est fondé sur le même préjugé que l'autre : c'est-à-dire que les peuples retardés n'ont qu'à suivre les plus évolués, se laisser guider par eux, et les rattraper pour s'assimiler à eux, à leurs méthodes. Même préjugé contre tout particularisme, tout séparatisme.

Or, la réalité est toute différente, et l'histoire montre chaque peuple refaisant l'expérience de ses devanciers, mais à sa manière, dans son propre cadre. La prise de conscience de classe n'efface pas, qu'on le veuille ou non, la conscience d'appartenir à une autre communauté de langue, de territoire, de coutumes, que le prolétariat métropolitain. C'est cette évidence que les théoriciens et politiciens marxistes ont mis si longtemps à comprendre. C'est ce droit à s'organiser, même pour la lutte de classe, à l'intérieur de chaque peuple, de chaque collectivité linguistique et non pas sans distinction de peuple, de langue, etc... qu'ils ont été si longs à admettre...

N° 7-8 — 1957 —

Les nationalités en France

L'État français, qu'il soit monarchiste ou républicain, jacobin ou bonapartiste, bourgeois ou fasciste, a une inébranlable tradition de centralisation, d'uniformisation et de non reconnaissance des particularités linguistiques et nationales. Ce que la monarchie, malgré un patient effort séculaire, n'avait pu rogner en matière de droit des collectivités régionales, la Révolution l'a balayé d'un trait à partir de la nuit du 4 août. Et le concept d'une république «Une et Indivisible», négateur de toute minorité, est restée antinomique de tout particularisme local comme de toute autonomie et de tout fédéralisme. Ce concept très exactement totalitaire est sur la voie d'être abandonné dans l'évolution actuelle concédée aux territoires d'Outre-Mer par les dernières tentatives juridiques de sauvegarde des possessions africaines (Loi-cadre Deferre promulguée pour l'Afrique Noire, projets de Lois-cadre pour l'Algérie).

Dans la métropole elle-même, tout mouvement autonomiste ou séparatiste est systématiquement poursuivi et mis «hors-la-loi». Les lois «scélérates» frappant les anarchistes ont leur pendant avec les «lois d'exceptions» votées contre les autonomistes bretons et autres. La propagande officielle par la voix des lois du

gouvernement, de l'école, de la presse, de la radio, des hommes de lettre, est parvenue à faire croire qu'une seule langue est parlée en France et que tout le reste n'est que patois informe destiné à disparaître et à être extirpé. Malgré une politique séculaire de francisation, on n'est pourtant pas arrivé à effacer le fait que plus de 10% de la population parle encore des dialectes appartenant à des langues réputées étrangères. Les plus importants sont les dialectes alsaciens et lorrain, dont l'expression écrite (journaux, livres, films, etc...) est l'allemand, utilisé par plus d'un million et demi de personnes. A peine moins de Bretons parlent les dialectes celtes. Enfin les dialectes basque, catalan, corse (de langue italienne) et flamand (néerlandais) sont employés par 200.000 personnes chacun. Sans compter les dialectes occitans (langue d'oc), comme le provençal.

Depuis des siècles, on annonce l'assimilation définitive de ces populations allogènes et la disparition de leurs dialectes. La création de l'école d'État et du service militaire obligatoire est apparue comme instrument idéal pour les leur faire abandonner. Et pourtant ils sont toujours vivants, dans les mêmes aires géographiques. Le français, langue de l'État et de la bourgeoisie, est seul reconnu, seul propagé, seul enseigné aux Alsaciens-Lorrains, Bretons, Basques, Catalans, Corses, Flamands comme aux Algériens, aux Africains, aux Malgaches... et les langues locales ne sont étudiées qu'au niveau du secondaire et comme langues étrangères ! alors qu'elles demeurent d'un emploi familial et populaire constant. Devons-nous, anarchistes, chausser aussi les bottes du «civilisateur» qui s'exclame, indigné : «Pouvez pas parler français comme tout le monde ?»

Peuples intérieurs

Nous avons vu comment le découpage du monde en nations n'est en fait qu'un découpage entre États. Les frontières politiques ne coïncident qu'exceptionnellement avec une limite linguistique ou éthique. Ça et là des minorités restent, fragments de «nations» étrangères ou bien originales, sans appui extérieur. Leur statut va de la tolérance à la persécution et à la proscription de leur langue suivant les États et à l'intérieur de chaque suivant le régime ou le gouvernement.

Mais il est toute une autre catégorie de peuples sous le boisseau, peuples demeurés à des stades différents d'évolution, «inférieurs». Peuples coloniaux bien sûr, mais aussi peuples victimes d'une colonisation intérieure qui a fait d'eux des groupes ethniques ou raciaux à part. Populations tribales, souvent nomades, errantes, non intégrées à un État moderne qui ne vise en aucune manière à exprimer leur personnalité ou à s'appuyer sur eux.

Les derniers d'Europe sont les Lapons au Nord de la Scandinavie et les tsiganes (Gitans, Bohémiens...). Au Moyen-Orient nomadisent de nombreuses tribus turques ou iraniennes — notamment les Kurdes — pour lesquelles les États actuels ne peuvent avoir aucune signification, de même les populations des «zones tribales» difficilement assimilables à cette société de peuples qu'est pourtant l'Inde.

En Amérique, signalons pour mémoire, les difficultés rencontrées par l'intégration des noirs, collectivité purement raciale, sans aucun caractère linguistique ou national distinct. Le sort des premiers habitants du continent est moins connu. Au Nord, les Esquimaux et Aléoutes sont partagés entre les

empires danois (Groënland), canadien et les États-Unis (Alaska). Aux États-Unis et en Alaska subsistent 400.000 Indiens dont la plupart vivent dans des «réserves». Ils ont un statut juridique tribal remplaçant les institutions ordinaires (États, municipalités) et les plaçant plus directement sous la tutelle du gouvernement. La nationalité américaine ne leur a été étendue qu'en 1924, et la dernière des guerres indiennes qui les chassa de leur territoire ne date que de 1892.

En Amérique latine, leur nombre et leur avenir sont bien plus importants. Bien qu'une grande partie ait été assimilée par métissage, il reste des masses compactes de population indienne pour qui le passage à la culture hispanique n'a plus le temps de se faire avant leur réveil politique.

En Amérique centrale, les deux plus importants noyaux ayant gardé leur langue sont ceux du Mexique (4.500.000 : 18% de la population), et les Mayas du Guatémala (60% de la population). En Amérique du Sud, trois grands peuples surtout s'éveillent à l'histoire : les Quéchuas, les Aymaras et les Guaranis, respectivement centrés sur le Pérou, la Bolivie et le Paraguay dont ils composent la majorité de la population. Nations de demain, ressurgies des ruines des empires Aztèques, Maya et Inca ?

Numéro spécial sur le Nationalisme **N° 7-8 — 1957 —**

Nationalisme ou Anarchisme ?

Au terme de cette étude, quelques conclusions s'imposent :

1°) Le nationalisme politique, économique et culturel est peut-être le phénomène le plus important, tout au moins le plus visible de la société contemporaine.

2°) Le mouvement ouvrier n'échappe pas à la division en nations, et les séparations verticales en nations se révèlent, en règle générale, plus fortes que les clivages horizontaux entre classes.

3°) Les peuples évoluent parallèlement sans se connaître, et l'expérience révolutionnaire internationale est très limitée.

4°) Non seulement la solidarité effective est très réduite entre prolétariats métropolitains et peuples coloniaux, mais il n'y en a pas plus entre les peuples européens eux-mêmes. (Affaires similaires de l'Algérie et de la Hongrie).

5°) La cause essentielle de ces entraves au développement d'une conscience et d'une vie sociale mondiales est l'existence des États-nations.

6°) La multiplication des États-nations est un phénomène historique irréversible, c'est le choc en retour de la conquête du monde par les quelques États européens touchés les premiers par le capitalisme et l'industrialisation.

7°) Ce phénomène est irréversible — mais il doit être dépassé —, l'égalité effective des peuples est la condition nécessaire d'une véritable société internationale. La prolifération des États signifie que les plus grands s'affaiblissent et que les plus petits sont invivables.

8°) Les mouvements d'émancipation nationale n'ont pas en vue la société libertaire, mais sans eux elle ne pourrait se réaliser. **La fédération des peuples ne peut se substituer à la juxtaposition des États qu'à la fin d'un processus général de redistribution géographique, égalitaire, des activités humaines**.
Processus que l'impérialisme, dans ses formes anciennes ou nouvelles, n'a fait qu'entraver au profit — les premières de l'Europe de l'Ouest — les secondes des États-Unis et de l'URSS).

9°) Le particularisme local n'est pas en soi un fin libertaire, mais contre le monopole universel, il constitue une aussi saine réaction que la révolte individuelle contre l'oppression sociale et la mystification nationale.

10°) Il n'y a, pour nous, pas plus de peuple élu que de grande nation que de pays de la liberté, des droits de l'homme ou du socialisme, que de la civilisation à admirer. Tout État est anti-libertaire par destination, tout peuple est libertaire en acte dès qu'il se révolte, mais peut aussi rapidement cesser de l'être vis-à-vis des autres peuples dont il tolère l'exploitation.

11°) La mystique nationale n'a qu'une puissante valeur négative et destructrice (quand elle combat l'oppression et fait éclater la domination) ; elle ne peut rien apporter de positif à la conscience humaine et à l'édification d'une société meilleure.

12°) Les anarchistes ne peuvent donc prêter aux mouvements d'émancipation coloniale et nationale qu'un soutien éminemment critique. Leur tâche reste de saper à la base tout esprit national, toute mesure nationale, comme toute institution coloniale et impériale. Le rempart de l'exploitation et de l'oppression, de l'injustice et de la misère, de la haine et de l'ignorance reste l'État où qu'il apparaisse avec son cortège : Armée, Église, Parti, paralysant les hommes et les dressant les uns contre les autres par la guerre, la hiérarchie, la bureaucratie, au lieu de les unir par la coopération, la solidarité, l'entraide.

NOIR et ROUGE

Espagne

N° 36 — Décembre 1967 —

A-t-on renoncé à la Révolution ?

L'article de José Peirats[42] qui suit est tiré de la revue espagnole : *Presencia, tribuna libertaria* (septembre-octobre 1966). (Directeur Pasamar, 24, rue Ste-Marthe, Paris-X.) Nous extrayons quelques phrases de la présentation du texte de Peirats par la rédaction de la revue : «*Presencia* considère que la meilleure façon de rendre hommage à la geste révolutionnaire espagnole, dont le trentième anniversaire vient d'être célébré, est d'adopter à son égard une attitude critique : il ne sert à rien de regarder en arrière lorsque le regard devient un simple culte du passé, un chœur discipliné qui applaudit, un désir d'admiration plus que de compréhension.»

«C'est précisément cette soif de compréhension qui nous a incités à organiser une enquête sur la révolution de 1936. Et nous avons choisi pour ce faire un des aspects les plus fondamentaux, c'est-à-dire le plus complexe. Le mouvement libertaire espagnol, en 1936-1939, a-t-il renoncé à mener à bien la révolution ?»

«(Cette enquête a été adressée, pour le moment, aux camarades suivants : Federica Montseny, José Peirats, Juan Garcia Oliver et Diego Abad de Santillan.)»

RÉPONSE DE JOSÉ PEIRATS

Il faut en premier lieu faire la présentation des tendances révolutionnaires qui, avant le 19 juillet 1936, se manifestaient dans le mouvement libertaire espagnol. Par ordre d'influences, il y avait d'abord la tendance du groupe que représentaient Garcia Oliver, Ascaso et Durruti. Malgré que ces agitateurs aient évité toute dépendance organique,[43] la Fédération Anarchiste Ibérique (F.A.I.) faisait sienne cette tendance. Il s'agissait d'une conception romantique classique, d'origine bakouninienne.[44] Elle se basait sur le coup de main audacieux et considérait assuré l'appui du peuple. Le peuple ayant en lui, dans son subconscient, un révolutionnaire né, il suffisait de le réveiller par l'exemple obstiné des minorités. Ce courant avait tenté plusieurs expériences qui n'éveillèrent aucun subconscient et se soldèrent par de tragiques échecs.[45]

L'ascendant de ce courant était dû à sa rivalité victorieuse sur l'hérésie «trentiste».[46] Accusés, non sans fondement, de s'adapter à la démocratie républicaine, les «trentistes» furent expulsés des postes importants et considérés comme des maudits. Cette discrimination fut populaire et, par contre-coup, elle fit monter les actions de ce que nous appellerons le courant «faïste» (F.A.I.).

Voyons comment les trentistes présentaient leurs rivaux :

«Cette conception de la révolution, fille de la plus pure démagogie patronnée durant des dizaines d'années par tous les partis politiques qui ont essayé et ont réussi souvent à prendre le pouvoir, a, même si cela semble paradoxal, des défenseurs dans nos milieux. (...) Sans s'en rendre compte, ils tombent dans tous les vices de la démagogie politique, des vices qui nous amèneraient à donner la révolution, si elle se faisait dans ces conditions et si elle triomphait, au premier parti politique venu, ou à gouverner nous-mêmes, à prendre le pouvoir comme si nous étions un parti politique quelconque.»

Voyons comment les trentistes présentaient leur thèse :

«Face à cette conception simpliste, classique et un peu cinématographique de la révolution, qui actuellement nous amènerait à un fascisme républicain, attifé de bonnet phrygien, mais fascisme quand même, il s'en élève une autre, la vraie. (...) Elle veut que la préparation ne soit pas faite que d'éléments agressifs de combat, mais, tout en les ayant, en plus, d'éléments moraux, qui sont aujourd'hui les plus forts, les plus destructeurs et les plus difficiles à dominer. Elle ne confie pas seulement la révolution à l'audace des minorités plus ou moins audacieuses, mais elle veut que ce soit un mouvement bouleversant du peuple en masse, de la classe ouvrière allant à la libération définitive, des syndicats et de la Confédération,[47] en fixant le fait, le geste et le moment précis de la révolution. (...) Face à la conception chaotique et incohérente de la révolution qu'ont les premiers se dresse celle, ordonnée, prévoyante et cohérente des seconds. La leur consiste à jouer à l'émeute, à la pagaille, à la révolution ; en réalité, elle retarde la vraie révolution».[48]

Au début de 1934, quand le processus réactionnaire de la politique républicaine poussait à une attitude révolutionnaire généralisée un certain secteur socialiste, *la tendance allianciste apparut, exposée magistralement par le*

militant Orobon Fernandez. Cette nouvelle tendance venait s'opposer à l'exclusivisme révolutionnaire qui dominait.

«A l'heure de la lutte — disait Orobon — les «démocrates» oublient leur filiation politique et s'engagent conformément à leur filiation de classe. Que cet exemple serve aux camarades qui, pour des purismes insignifiants, se barricadent dans la théorie de «nosaltres sols».[49] Pour vaincre l'ennemi qui se multiplie, il faut immanquablement le bloc granitique des forces ouvrières. La fraction qui tourne le dos à cette nécessité se retrouvera seule et portera une lourde responsabilité vis-à-vis d'elle-même et de l'histoire».[50]

D'autres militants et moi nous évoluions *autour d'une quatrième position que représentait sans doute Eusebio C. Carbo*. Nous nous méfiions des alliances avec les politiciens opportunistes et de circonstances et de leurs fiefs syndicaux.[51] Mais nous concevions la révolution comme un phénomène conditionné par la participation du peuple. Nous croyions que le peuple n'est mobilisé que par certaines conjonctures psychologiques émotionnelles. Le rôle du révolutionnaire est de savoir les détecter à temps, de les exploiter à fond avec la propagande et de diriger par des voies libertaires le débordement populaire lorsqu'il se produit. Canaliser une révolution ne voulait pas dire imposer notre droit de propriété sur elle. Et elle ne pouvait être le fruit de minorités audacieuses, fixant de sang-froid une date.

La tendance maximaliste[52] amena les tristes résultats de janvier et de décembre 1933. Le courant allianciste fut digne d'un meilleur sort en tant que mélange explosif de l'insurrection asturienne d'octobre 1934.

II

A la veille du congrès de la C.N.T. de mai 1936, [53] la tendance maximaliste prit une attitude alarmante. Un de ses animateurs se prononça dans des discours publics et privés pour la «prise du pouvoir» par le mouvement libertaire.[54] Federico Urales, déjà vieux, fut responsable d'une autre phase dangereuse : «Dictature pour dictature, la nôtre d'abord».[55] A la suite de ces déclarations, l'hebdomadaire que dirigeait Carbo (*Mas lejos*) organisa une enquête avec des questions très significatives. Federica Montseny y répondait le 30 avril 1936 : «Si un jour la démocratie a représenté l'esprit libéral du monde, aujourd'hui, au moment où un problème économique se pose ainsi qu'une lutte à mort entre la société moribonde et la conception anarchiste de la vie, toute solution intermédiaire, toute théorie du moindre mal représente une concession à notre époque et une conservation du milieu bourgeois en décomposition. (...) L'anarchie est l'antithèse du gouvernement, de l'autorité, du pouvoir. L'anarchie ne peut qu'être freinée et mal aidée, si les anarchistes s'emparent du pouvoir qui la nie et la détruit. (...)»

Le congrès de Saragosse devait choisir une de ces deux expériences : celle de Casas Viejas de janvier 1933 et celle des Asturies d'octobre 1934. Une des interventions les plus valables exprimait : «On a parlé du critère d'un secteur

de notre mouvement à cette époque, mais peut-être l'aspect révolutionnaire que représente le critère de ce secteur n'est qu'un faux aspect de la révolution, d'une révolution jacobine et non anarchiste. Ce critère pouvait représenter une révolution de groupes, mais pas une révolution du peuple. Pour la révolution il manque l'envergure d'un ensemble de circonstances et la préparation organique. (...) Nous devons dire que le 8 janvier[56] fut une erreur, la première erreur révolutionnaire de la Confédération. Malgré ce qu'on a dit de Casas Viejas qui fut une épopée. Nous n'avons pas besoin de telles épopées. (...) En janvier on pouvait compter sur tout, sauf sur les travailleurs. (...) Cela était plus préparé par l'audace que par les autres facteurs indispensables d'organisation et de circonstances. (...)»

Moralement cette position allianciste gagna la partie au congrès. Mais à l'heure des décisions l'autre tendance trouva le moyen de s'infiltrer. D'où une mise en demeure d'alliance révolutionnaire avec l'U.G.T. qui ressemblait plus à un défi dans un combat singulier. Psychologiquement inadmissible, l'accord de Saragosse ne pouvait donner de résultat et il n'en donna pas.[57] D'autre part, la coalition républicaine-socialiste avait gagné les élections trois mois avant et l'opération démagogique préélectorale avait été abandonnée. Pendant ce temps, le fascisme montait sans démagogie sa propre opération. Ainsi donc la nouvelle position allianciste arrivait en retard.

III

Il est indubitable qu'il y eut un renoncement révolutionnaire dès que le soulèvement militaire fut liquidé à Barcelone et en Catalogne.[58] Et, cependant, la révolution ne pouvait se présenter sous de meilleurs auspices. La psychologie populaire avait joué, encore que sans nul doute la partie la plus dure de l'entreprise fut assumée par les minorités énergiques. Surtout les hommes aguerris de la C.N.T.-F.A.I. Mais le peuple, qui comprenait la gravité des intérêts mis en jeu, les appuya massivement, évitant tout retournement de la situation. Le renoncement se fit précisément[59] au moment où un groupe de notables[60] de la C.N.T.-F.A.I. alla à la Généralité[61] écouter les flatteries que prit soin de leur prodiguer le président Companys.[62] Pour l'historien, il reste que ce groupe de notables, au cours d'un bref intervalle, entra comme vainqueur et ressortit comme vaincu.

Garcia Oliver, un des acteurs de l'entrevue, la commentant, écrivait un an plus tard : «la C.N.T. et la F.A.I. se décidèrent pour la collaboration et la démocratie, renonçant au totalitarisme[63] révolutionnaire qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par la dictature confédérale et anarchiste.»

Or ces hommes avaient toujours défini leur révolution comme un acte d'exclusivisme et d'hégémonie, c'est-à-dire totalitaire. Il va de soi donc qu'ils venaient de renoncer purement et simplement à leur révolution. A cause des conséquences de leur action collaborationniste gouvernementale, ils ne tarderaient pas également à renoncer à la révolution de ceux qui ne voulaient pas d'exclusivismes révolutionnaires et d'hégémonies. Non seulement ils y

renoncèrent, mais ils obligèrent à coups de décrets et de claudication à notre renonciation à tous.

Les thèses qui justifient cette attitude varient à l'infini. Elles vont de la nature supposée imprévisible des événements[64] jusqu'au circonstancialisme suprême de la guerre.[65] Mais une attitude révolutionnaire qui se déclare vaincue au premier contact avec la révolution donne la mesure de la qualité insignifiante de tels révolutionnaires. Le phénomène est encore moins explicable si l'on tient compte de ce que ces hommes qui venaient de risquer leur vie sur les barricades jetaient l'éponge alors qu'ils vivaient à Barcelone dans une explosion de victoire anarchiste. Les tramways, peints noir et rouge, promenaient une foule enthousiaste. Les klaxons des voitures scandaient en signe de joie et comme consigne de guerre les six lettres de la C.N.T.-F.A.I.

Les nouvelles reçues de toutes parts n'étaient inquiétantes que par leur caractère confus. Un pronunciamiento militaire qui échouait, liquidé totalement à Madrid et à Barcelone, *était une cause gagnée*. Les spécialistes politiques convenaient que le 20 juillet le fascisme espagnol avait perdu la partie. S'il continua son effort, ce fut parce qu'il se sentait secouru par Mussolini et peut-être par Hitler. Mais cela était ignoré chez les républicains du gouvernement, et à plus forte raison chez les anarchistes de Barcelone. Il n'y a pas d'explication plausible dans les mots de Garcia Oliver.[66] (Nous avons retranché ici un long passage polémique. N.D.L.R.)

IV

On pourra objecter : «Il n'y eut pas un tel renoncement puisqu'on collectivisa révolutionnairement l'économie.» *La collectivisation fut une action spontanée des travailleurs*. La mobilisation anarchiste avait commencé par la consigne de grève générale révolutionnaire lancée par les comités le 18 juillet. Et le 28 exactement ces mêmes comités ordonnaient le retour au travail sans plus d'explication. Les premières saisies d'industries se firent dans les services : 21, les cheminots ouvrent le feu ; 25, les ouvriers des transports urbains ; 26, de l'électricité. Cela se comprend du fait que les services furent les premiers touchés par les besoins révolutionnaires. Pour les autres industries, il n'y eut pas urgence tant que ce besoin ne se fit pas sentir. Les comités de ravitaillement ou d'approvisionnement vinrent ensuite dans l'ordre des besoins pour alimenter la population et les combattants des barricades.

Jusqu'aux premiers jours d'août la C.N.T., officiellement et organiquement, ne s'occupait pas de canaliser les collectivisations.[67] Cela veut dire que *la collectivisation était déjà une réalité au niveau technique des syndicats*. Ils avaient tout le pouvoir économique. Comme par sarcasme, les hautes sphères de la C.N.T. intervenaient pour la première fois afin d'exempter les firmes étrangères à la demande des consulats.[68] Le gouvernement catalan fit un autre contraste en collectivisant à sa manière les banques et les comptes courants. Avec ce pouvoir financier en main, les autorités officielles de Madrid et Barcelone hypothéquèrent l'avenir de la révolution. Les comités des entreprises

collectivisées durent demander à genoux des crédits aux autorités pour payer les ouvriers et pour acheter des matières premières. L'État tenait la révolution dans son centre vital. La révolution économique était hypothéquée par les banques, dominées par l'ennemi irréconciliable, l'État.

Les réalisations économiques, culturelles, artistiques et autres se posaient et *se résolvaient en marge des préoccupations dominantes dans les comités supérieurs de la C.N.T*. Ces comités étaient obsédés par les problèmes de la guerre, l'attitude diplomatique internationale et les querelles politiques.[69] Une véritable révolution est comme une œuvre d'art. Et quelqu'un a dit que pour faire de grandes choses il faut être enthousiaste. Plongés dans le dédale de la politique, laminés par la machine étatique, les hommes politiques flambants perdirent bientôt leur innocence et furent une espèce de personnages maléfiques qui cassaient tout ce qu'ils touchaient.

V

A proprement parler, il ne s'agissait pas d'un renoncement mais d'une reddition de la révolution. On ne peut pardonner aux anarchistes, qui sont les techniciens les plus compétents de l'interprétation des mécanismes politiques de l'État, d'avoir été la proie facile de prévisions soulignées dans les textes les plus élémentaires de théorie. Et on peut difficilement croire à l'ingénuité de ces hommes quand on les voit s'adapter si facilement aux protocoles de la chorégraphie politique, bien que restant discrets devant les humiliations.[70] Dans la période 1936-39, on avait affaire à l'apparition d'une *nouvelle classe*, héritière de toutes les tares de la classe disparue. Le mouvement libertaire n'était pas exempt à certains niveaux de ce phénomène.

Ce saut fut un choc pour la psychologie de certains militants. Après une préparation secrète, on se servit de la presse avec des soutiens artificiels et des lavages de cerveau. Une phrase de Durruti, malheureuse comme d'autres qu'il prononça,[71] servit aux Bureaux de propagande de bombardement d'intoxication. Dans certains cas la presse fut dirigée.[72] Et les rédacteurs qui ne se soumettaient pas aux consignes étaient destitués d'en haut.

La C.N.T. fut appelée au gouvernement pour servir de garant. Dès qu’elle s'incorpora, elle dut accepter la fuite impopulaire du gouvernement à Valence.[73] On avait besoin de la C.N.T. pour relever l'État, le renforcer et le jeter contre la révolution : c'est-à-dire contre la C.N.T. elle-même. On recréa d'abord les corps de répression. Puis ce fut la militarisation des milices et leur remise aux mains des ministres de l'Intérieur et de la Guerre. Pour faire ces choses, on ne fit pratiquement pas la guerre.[74] Et lorsque cela fut fini, il ne restait plus le temps de la faire. Le tribut de la C.N.T.-F.A.I. fut la livraison de 200.000 combattants contrôlés dans les brigades confédérales. Mais l'État continuait à réclamer, et sa bureaucratie incompétente et inutile mit dans son sac les industries collectivisées qui s'occupaient de la guerre. Même les politiciens du gouvernement catalan poussèrent de hauts cris lorsque Madrid saisit les industries de guerre catalanes.[75]

En mai 1937 la population anarchiste de Barcelone, encore sous le coup des idées révolutionnaires, dit «Assez !» quand elle vit clairement qu'on voulait la désarmer. Il ne manquait que cela ! Les ministres et mini-ministres de la C.N.T. se transformèrent en équipe de pompiers. Une fois le feu éteint, les pompiers furent congédiés comme une sale bonniche.[76] L'escalade communiste avait atteint le sommet de l'Himalaya. On vécut dès lors dans un climat de dictature policière et militaire. Cette escalade ne rencontra qu'un seul adversaire efficace : le tour désastreux de la guerre. Ce mal chronique faisait contre-poids, ô paradoxe ! lorsque le climat terroriste devenait insupportable. Quand le front d'Aragon céda en mars 1938 et qu'une série permanente de bombardements terrorisait la population barcelonaise, la C.N.T. fut de nouveau invitée à participer au gouvernement pour le renforcer moralement.[77] Mais cela dut se faire dans des conditions humiliantes que Negrin imposa : un seul ministre, qu'il choisirait dans une proposition de trois noms, et un portefeuille anodin : l'Éducation Nationale. Ce ministre[78] fut renversé avec le reste de l'équipe Negrin par le soulèvement Mera-Casado qui en finit avec la dictature communiste à la fin de la guerre.[79]

VI

Résumons. Le 19 juillet 1936, une révolution totalitaire anarchiste aurait été une catastrophe. Bien que certainement de courte durée. Cette déduction fut le seul pouvoir d'anticipation qu'eurent ces hommes. Ensuite ils ne renoncèrent à la dictature anarchiste que dans la mesure où dans une pièce de théâtre classique on renonce à la main de Léonore.[80] Et pour la même raison il n'y eut pas de transaction ni de sacrifice idéologique pour l'unité antifasciste. Ces hommes étaient esclaves d'une idée révolutionnaire fixe. Et lorsqu'ils eurent raté l'occasion, ils manquèrent d'imagination pour faire avec réussite autre chose. Dans ces conditions, sans une éthique véritablement anarchiste, ils firent ce qu'en semblables circonstances on fait banalement : opter pour le moindre effort. Or, il est interdit aux anarchistes de faire ce que tout le monde fait vulgairement.

Mais étudions le cas : que pouvait-on faire ? En d'autres termes : vu les circonstances et si elles se répétaient, comment faudrait-il procéder ?

Personne ne peut minimiser l'importance des problèmes posés aux anarchistes le 20 juillet 1936 lorsqu'ils se virent avec la situation en main sans savoir qu'en faire. Ce que nous leur reprochons n'est pas le renoncement à la dictature anarchiste, mais d'avoir opté pour la contre-révolution. Le dilemme que l'on présentait : dictature ou collaboration gouvernementale, est faux. Du point de vue anarchiste, la collaboration gouvernementale et la dictature sont une même chose. Et deux choses semblables ne peuvent constituer un dilemme. La dictature est contre-révolutionnaire, l'État est contre-révolutionnaire. Or, si les anarchistes figurent au gouvernement, le pouvoir contre-révolutionnaire se renforce en même temps que l'opposition révolutionnaire s'affaiblit. D'où il s'ensuit que, du seul fait de ne pas collaborer au gouvernement les anarchistes

auraient renforcé l'opposition révolutionnaire et affaibli en même temps la capacité contre-révolutionnaire de l'État.

Aurait-on perdu la guerre plus tôt ? D'abord il faudrait démontrer que l'État a fait quelque chose pour la gagner, lorsqu'il vit la possibilité de pouvoir en finir avec la révolution. Le cas n'aurait sûrement pas été le même avec une position révolutionnaire renforcée par les anarchistes et un gouvernement affaibli par leur absence. Remplaçons donc la question «que pouvait-on faire?» par celle-là «Que fallait-il ne pas faire ?», et nous aurons la moitié de la question de résolue.

D'autre part il faut se mettre dans la tête qu'une révolution, comme une autre action politico-sociale quelconque, vaut avant tout par les moyens et non les fins. On perd une révolution ou on la gagne non à cause du résultat final ou épisodique, mais à cause de la marque indélébile et positive que nous savons mettre en elle. Les révolutions dans leur aspect épisodique sont sujettes aux lois de la décadence, peut-être plus rapidement que les autres choses. Seules leur survivent les réalisations constructives et éthiques exemplaires et les aberrations. Les deux choses sont contagieuses. La contagion de la grande révolution française a été le jacobinisme, et du socialisme, le marxisme et l'anarchisme.

Le destin épisodique d'une révolution est de moindre importance. L'important est le contenu en idées et en réalisations lumineuses, constructives, libres. Elles survivent à toutes les défaites épisodiques. Quand nous guérirons-nous de la manie funéraire de «la victoire au dessus de tout» ? Le triomphe au dessus de tout, comme le «nous renonçons à tout sauf à la victoire», ce n'est pas révolutionnaire, c'est du machiavélisme. Il est absurde que les hommes luttent sans s'identifier à un principe moral rehaussé par la victoire. Mais le principe de «la victoire avant tout» est de ne pas avoir de principes. Une révolution dont le déroulement ne tient pas compte des scrupules à réprimer et des victimes à immoler est quelque chose de tout à fait opposé à une révolution. Et à l'inverse : une chute digne après une série d'épisodes féconds n'est qu'une défaite provisoire. Le libertaire doit toujours préférer ces «défaites» à ces « victoires ».[81]

Mais allons à l'important. Avec ces 200.000 hommes armés et près d'un million d'affiliés organisés dans les centres de production, les anarchistes représentaient un pouvoir économique formidable et une force de dissuasion non moins respectable. S'employer à conserver cette force, l'articuler, la renforcer, face à la guerre, face à l'État agressif et face à la révolution, nous aurait rendus imbattables et notre service à l'antifascisme aurait été en même temps plus efficace. De la révolution du 19 juillet il restera comme leçon pour les futures générations, avant tout, l'exemple d'un peuple qui ne s'est pas laissé intimider quand tout le monde embrassait bassement, secoué de panique, les traces du cheval d'Attila et de l'Ours du Kremlin. A Barcelone et à Madrid le 19 juillet 1936, à Barcelone le 3 mai 1937 et à Madrid le 4 mars 1939,[82] le peuple espagnol livra une bataille épique contre le fascisme sans distinction de couleur. Il restera de ce peuple sa souffrance stoïque, son généreux don de sang sur les fronts, sa faim, son exode ou son supplice en prison et face au mur d'exécution, dans l'univers concentrationnaire et dans les fours crématoires.[83]

Et il restera l'œuvre socialisatrice des syndicats de la C.N.T., ses réalisations culturelles et artistiques sans pause, le rêve bucolique[84] des collectivités de la campagne, expression de ce qu'il y a de meilleur dans l'homme : la solidarité et l'appui mutuel dans la simplicité. Toutes les œuvres positives réalisées resurgiront avec émotion, enthousiasme et imagination. Les absurdités et les vilenies bâties sur du sable ou de la boue s'écraseront.

José PEIRATS.

Nous constatons que pour la première fois depuis fort longtemps les camarades espagnols abandonnent une optique contemplative pour se consacrer à un travail commencé de longue date par Vernons Richards, par exemple, à savoir l'enseignement à tirer de la guerre d'Espagne.

Nous espérons que nos lecteurs, espagnols ou non puisque nous sommes internationalistes, quelle qu'ait été leur responsabilité (ou leur militantisme) puisque nous sommes contre la hiérarchie, voudront bien participer à ce débat. Nous avons nous-mêmes commencé en annotant l'article de Peirats, dont le contenu, très riche, donne matière à de nombreuses discussions.

Nous publierons dans nos prochains numéros des extraits du livre de Vernon Richards «Enseignements de la Révolution espagnole», notre position et sur Peirats et sur Richards et, enfin, nous donnerons une vue d'ensemble du courrier sur ces questions.

N° 38 — Juin 1967 —

Mises au point sur des notes

C'est sous ce titre que le camarade José Peirats publie dans *Presencia*, numéro 7, quelques pages qui sont une réponse directe aux notes que nous avions mises à la traduction de son article. Nous sommes heureux du ton sympathique, de la précision et de l'objectivité de ces «mises au point» qui éclairent de nombreux faits. Puissent toutes les discussions être aussi fructueuses et amicales.

Dans le numéro 36 de la revue *Noir et Rouge* (décembre 1966), j'ai vu une traduction de ma réponse à l'enquête de *Presencia* (numéro 5), mitraillée de notes en bas de page. Je ne me propose pas de réfuter mon annotateur anonyme, mais d'éclairer certaines affirmations — de ma part ou de la sienne — autant qu'il m'est possible au fil de ma plume. Je suis touché du fait que *Noir et Rouge* ait livré mon travail à l'examen de ses lecteurs, mais les annotations

en question peuvent les induire en erreur. Je ferai donc, à mon tour, des notes autant que le demande le cas.

L'annotateur (note 43)[85] met en doute mon affirmation selon laquelle certains militants connus échappaient parfois à toute dépendance organique. Lorsque je me rapportais à Garcia Oliver, Ascaso et Durruti, j'avais en tête, entre autres, ce cas concret : en 1933, après l'échec de la tentative insurrectionnelle du 8 janvier, quelqu'un demanda des explications au sein de la Fédération locale des groupes anarchistes de Barcelone. La réponse fut que Ascaso, Durruti et Garcia Oliver n'étaient pas contrôlés par la F.A.I. J'eus personnellement la confirmation de cette réponse stupéfiante lorsqu'en 1934 (c'est-à-dire l'année suivante), je fus secrétaire général de cette Fédération. En effet, ces camarades n'appartenaient à aucun des groupes contrôlés par la F.A.I. en Catalogne. Et, cependant, c'étaient eux qui parlaient à la tribune au nom de l'organisation spécifique. Le lecteur trouvera l'explication dans un livre que vient de publier Ricardo Sanz. Je me réfère à «El Sindicalismo y la Politica». Ce livre est destiné à mettre en valeur les activités du groupe «Los Solidarios», qui était une sorte de noyau autonome dans le sens le plus large du mot. Les camarades cités appartenaient à ce groupe.

Je n'ai pas voulu simplifier la tactique révolutionnaire de Bakounine, comme on me le reproche dans la note 44. En tout cas, ces camarades la simplifièrent, eux qui, pour la période dont nous parlons, faisaient une révolution par an (parfois deux), sous l'invocation de Bakounine, plus **simplifiée** chez chacun d'eux.

On met en doute mon appréciation (note 45) selon laquelle les mouvements insurrectionnels de 1933 manquaient de base populaire. Pour me corriger, on a recours aux reportages que publia Eduardo de Guzman dans *La Tierra* de Madrid, qui étaient euphoriques de façon journalistique par nécessité et même par déformation professionnelle. J'en profite pour dire que le directeur de *La Tierra* était un certain S. Canovas Cervantes et non Eduardo de Guzman. Ce dernier devait diriger, pendant la guerre, le journal confédéral *Castilla Libre*. Je ne connais pas l'article de Miguel Fox, mais je suis en mesure de connaître l'esprit de sacrifice de nos camarades pour s'enrôler dans des aventures chevaleresques, en sachant souvent leur caractère stérile. Mais, de cette immolation volontaire et personnelle, jusqu'à un mouvement d'envergure populaire, il y a une distance respectable. Il est clair que ce facteur populaire décisif n'a pas joué, loin de là, dans les mouvements insurrectionnels que nous mentionnons.

L'insertion dans mon article d'extraits du manifeste des «Trente» ne fut pas faite pour mettre en évidence la **tendance de Durruti**, comme l'affirme mon annotateur. Ce fut comme base critique et de confrontation des thèses en présence. Et on me permettra ici une autre hérésie : dans ce qu'on a appelé le «trio de la bencina», Durruti n'était pas l'homme moteur ni l'éminence grise, mais l'impulsion et la générosité débordante. Les autres rôles revenaient plutôt à Ascaso, pour sa froide perspicacité et à Garcia Oliver pour sa fantaisie emportée et emportante. Un autre éclaircissement est que Pestana ne fut pas le fondateur d'un «parti anarchiste», mais du Parti Syndicaliste politique.

On me reproche également (note 48) de ne pas donner la parole aux représentants de la **tendance faïste**. Mon annotateur le fait en faisant parler Federica Montseny. Or, Federica Montseny n'appartenait pas à la F.A.I. à cette

date et, sans doute, pas non plus à la C.N.T. Tant que le Syndicat des Professions libérales ne fut pas réorganisé, il était difficile de pouvoir entrer dans notre organisation, si on n'était pas salarié.

Un autre éclaircissement très important (à la note 49) est que le terme «nosaltres sols», employé par V. Orobon Fernandez dans son fameux réquisitoire sur les principes, en 1934, ne s'adressait pas aux anarchistes catalans. Il est imaginaire de vouloir déduire de cette phrase qu'il y avait une guerre civile entre les anarchistes catalans et castillans pour des questions de régionalisme. La phrase fait allusion à un préjugé dans certains niveaux de l'anarchisme espagnol, qui consiste à un exclusivisme révolutionnaire se suffisant à lui-même.

Il faut éclairer la note 51, noblesse oblige. Il est certain que Largo Caballero collabora à la dictature de Primo de Rivera en tant que conseiller d'Etat. De là à en faire un partisan de cette dictature, c'est un excès de zèle, nous semble-t-il. Il n'est pas non plus exact qu'il s'est attribué lui-même le titre de Lénine espagnol. Plusieurs sources sont d'accord sur le fait que Caballero a découvert Lénine lors de son dernier séjour en prison. Le titre fut un cadeau des communistes : un cadeau empoisonné, comme tous les leurs.

Ce fut Garcia Oliver qui se prononça pour la prise de pouvoir dans une conférence publique qu'il donna au Syndicat du Bois de Barcelone en janvier ou février 1936. Il avait fait aussi cette affirmation à une réunion très restreinte de notables qui avait eu lieu auparavant dans un des bureaux de la rédaction de *Solidaridad Obrera*. Parmi les notables qui étaient à la réunion, je me souviens de Pedro Herrera, Santillan, Liberto Callejas et peut-être J. J. Domenech. Cette réunion avait pour objet la convocation d'une conférence régionale de syndicats de Catalogne pour éviter une campagne antiélectorale comme celle qui en novembre 1933 fit perdre les élections à la gauche.[86] On était à la veille des élections du 16 février et il y avait des milliers de prisonniers à cause des événements d'octobre 1934. Pour plausible que soit l'intention, il n'empêche que le conciliabule se faisait aux dépens de l'Organisation. De là sans aucun doute partit la convocation d'une conférence qui, en effet, recommanda une campagne anti-électorale modérée ; tellement, qu'elle eut à peine lieu.

On pourra sans doute se demander comment se fait-il que moi, qui ne participais pas à la réunion, je sois si bien informé. J'étais à l'époque rédacteur de nuit à *Solidaridad Obrera* et j'occupais le bureau à côté. Les bureaux n'étaient séparés que par de simples paravents de bois, avec le même plafond. De plus, le camarade Liberto Callegas allait et venait d'un bureau à l'autre pour commenter avec moi le déroulement de la réunion. Il était scandalisé en me répétant les affirmations de Garcia Oliver.

Je ne me rappelle pas exactement quand et où Federico Urales prononça sa phrase osée : «Dictature pour dictature, la nôtre d'abord.» En tout cas, dans *Solidaridad Obrera* du mardi 29 septembre 1936, il publia un article où, tout en justifiant la tactique circonstancialiste politique, il se déclarait partisan de la dictature du prolétariat. Je n'ai pas le texte sous les yeux, mais ce que j'indique est une bonne référence.

Pour la mise au point des notes 58 et 59, je me vois obligé de m'étendre un peu plus. J'ai écrit dans mon article de *Presencia* : «Le renoncement se faisait précisément au moment où un groupe de notables de la C.N.T.-F.A.I. était allé à

la Généralité écouter les flatteries que le président Companys eut soin de leur prodiguer. Pour l'historien, ce groupe de notables, au bout d'un court intervalle, entra comme vainqueur et sortit comme vaincu.»

Mon annotateur écrit à son tour : «Le renoncement se fit à une assemblée extraordinaire de tous les syndicats de Barcelone et de Catalogne, le 20 ou le 21 juillet. La question de la **dictature anarchiste**, de la réalisation du communisme libertaire fut posée par Garcia Oliver et repoussée par l'assemblée. Il est curieux que personne parmi les historiens n'ait cité cette réunion.»

Pour le cas où je serais un de ces **historiens**, je peux assurer que je n'ai jamais eu entre les mains aucun texte touchant cette assemblée. Mais la mention d'«assemblée extraordinaire» est très significative. Elle indique que ce fut une réunion de militants au niveau régional, et non un plenum régulier avec un ordre du jour régulier à discuter régulièrement par les syndicats ; que ce ne fut qu'une réunion d'information à base de représentants des fédérations, sans attribution pour se prononcer. De tels plenums eurent lieu souvent à cette époque. Le premier plenum que l'on pourrait considérer comme régulier fut celui des syndicats de Catalogne à Barcelone le 24 septembre 1936.

Mon annotateur se réfère sans doute à ce qu'affirme Mariano R. Vazquez dans le rapport du Comité national de la C.N.T. au congrès de l'A.I.T. en décembre 1937. Dans ce rapport, Vazquez écrit ce qui suit : «Le 21 juillet 1936 eut lieu à Barcelone un plenum régional de fédérations locales et sous-régionales convoqué par le Comité régional de Catalogne. La situation était analysée et on décidait à l'unanimité de ne pas parler de communisme libertaire tant que nous n'aurions pas conquis la partie de l'Espagne qui était au pouvoir des factieux. Le plenum décidait, par conséquent, de ne pas faire de réalisations totalitaires, car on se trouvait devant un problème : imposer une dictature, annulant violemment tous ceux — gardes ou militants d'autres partis — qui avaient collaboré le 19 et le 20 juillet au triomphe sur les forces soulevées ; dictature qui, d'autre part, serait étouffée de l'extérieur même si elle s'imposait de l'intérieur. Le plenum décida de collaborer et de former, avec le vote de tous, sauf la fédération régionale du Bajo Llobregat, avec tous les partis et organisations, le Comité de Milices Antifascistes. La C.N.T. et la F.A.I. y envoyèrent leurs représentants par décision de ce plenum.»

On voit donc confirmé officiellement qu'il ne s'agissait pas d'une réunion de syndicats, mais de comités locaux et sous-régionaux. En somme, un plenum de comités. Le second aspect est que le plenum décida que la C.N.T.-F.A.I. participerait au Comité de Milices Antifascistes que, comme nous le verrons, Companys avait suggéré. Le troisième aspect à retenir est la date du plenum. Mariano R. Vazquez affirme qu'il eut lieu le 21 juillet. Et il devait le savoir puisqu'il était alors secrétaire général de Catalogne. Si mon annotateur ne m'avait pas supprimé dans la traduction deux grands paragraphes, sous prétexte que **je polémise**, alors que tout mon article pourrait être considéré comme polémique, nous saurions que le Comité de Milices Antifascistes fut formé le 21 juillet aussi ; c'est-à-dire immédiatement après la fin du plenum. Preuve évidente de ce que tout était préparé pour que les délégués donnent simplement leur accord.

Voyons ce qui se passa lors de la fameuse entrevue avec Companys. C'est Garcia Oliver lui-même qui la décrit dans un article publié dans *Solidaridad*

Obrera le 19 juillet 1937 (c'est-à-dire un an après). L'entrevue eut lieu le 20. Garcia Oliver écrit qu'à l'appel du président Companys, ils arrivèrent à la Généralité «armés jusqu'aux dents, dépoitraillés et sales de poussière et de fumée». Ils arrivaient donc de la barricade. Le président les reçut debout, les salua en vainqueurs et regretta les avoir persécutés «jusqu'à avant-hier» (c'est-à-dire le 18 juillet). Nous sommes, donc, le 20 juillet.

Companys continua à parler pour leur dire que la C.N.T. était maîtresse de Barcelone ; et que s'ils n'avaient pas besoin de lui comme président, il se retirerait pour devenir un simple soldat dans la guerre contre le fascisme. Au contraire, s'ils croyaient que lui et son parti pouvaient leur être utiles, dans l'autre salon se trouvaient réunis tous les représentants des partis antifascistes. Companys s'offrait à présider la réunion, afin de former «un organe capable de poursuivre la lutte révolutionnaire pour assurer la victoire.»

«Nous — dit Garcia Oliver —, nous avions été appelés pour écouter. Nous ne pouvions rien promettre. C'était à nos organisations de décider.» Mais la vérité est qu'ils acceptèrent de se réunir avec des éléments politiques, parmi lesquels se trouvaient Andrés Nin et Juan Comorera, alors qu'il aurait été normal de ne prendre aucun contact tant que l'Organisation ne s'était pas prononcée sur le fond du problème posé.

Enfin, mon annotateur affirme que dans l'assemblée ou plenum du 21, Garcia Oliver posa la question de la dictature anarchiste ou du communisme libertaire et qu'il ne fut pas suivi par l'assemblée. J'affirme que s'il le fit, ce fut sans conviction, convaincu plutôt de ce que la dictature anarchiste n'avait que l'échec devant elle. Il posa le dramatique dilemme pour mieux appuyer son option collaborationniste. On renonçait donc à la main de Dona Léonore, comme ce personnage de la comédie *La pata de Cabra*. En réalité, Dona Leonore y avait déjà renoncé avec ses éclats répétés. Garcia Oliver confirme ce trait de comédie en écrivant avec arrogance : «La C.N.T. et la F.A.I. décidèrent la collaboration et la démocratie, en renonçant au totalitarisme révolutionnaire, qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par la dictature confédérale ou anarchiste.»

Je ne crois pas nécessaire de m'occuper du reste des 41 notes. Mais il faut dire qu'après le 19 juillet, la plupart des militants partirent au front, peuplèrent les nombreux organismes confédéraux ou officiels, ou allèrent aux villages et dans les petites villes de l'intérieur pour prêcher le nouvel évangile de la collectivisation. La direction des syndicats fut peuplée d'éléments inédits en rien ou peu exigeants, selon les pratiques organiques traditionnelles. Les militants vétérans placés dans les charges officielles, le commandement de l'armée et les comités supérieurs de la C.N.T.-F.A.I. n'avaient pas tellement intérêt à ce que la tradition fédéraliste se continuât. Il était facile de convaincre les inédits en question de la nécessité de donner une plus grande souplesse à la manœuvre organique, vu les exigences dramatiques de la guerre ; de leur faire comprendre que pour suivre le rythme qu'imposait la collaboration avec les partis politiques, il fallait les imiter dans leurs procédés centralistes. Et il était aussi facile de réduire les quelques «Peaux-Rouges» [87] irréductibles par des coactions manifestes, des manœuvres répétées et des menaces. Les initiatives commencèrent à partir d'en haut. Il y avait plus d'assemblées d'information que de plenums. Et ces derniers ne pouvaient faire autre chose que de débattre de faits accomplis. Notre sens démocratique si particulier devint rare. Ce fut là, la sanction de la collaboration avec les politiciens,

patronnée par le groupe des notables, le 21 juillet. Il fallut ainsi s'incliner devant la collaboration au gouvernement. Il fallut ainsi capituler devant le Comité exécutif du Mouvement libertaire. Il fallut ainsi accepter le «cessez-le-feu» lors de la provocation stalinienne des événements de mai.

Tout en acceptant le fatalisme de certains faits il n'est pas moins certain que le mouvement libertaire manqua d'imagination, en sautant d'un bond d'une position révolutionnaire enragée au pôle extrême de la collaboration dans la mission réactionnaire de l'État. Ce terrible saut fut une question d'heures.

José PEIRATS.

Sur les grèves tolérées de 1962

(«Espagne 62» publié avec Information Correspondance Ouvrière, 1962)

Certains trouveraient peut-être une victoire dans cette libéralisation du régime ; en réalité il n'y aurait qu'une mutation dans l'appareil d'encadrement et de domination des travailleurs. Une page serait tournée : celle du franquisme dictatorial ; une autre page s'ouvrirait avec ou sans Franco «libéral», se rapprochant des formes politiques occidentales.

Personne ne peut dire ce que ferait alors le prolétariat espagnol : sur le plan intérieur, les dirigeants et le patronat peuvent tenter de réaliser dans le cadre actuel, ce passage nécessaire pour eux, et difficile à cause des tensions sociales, sans dommage pour leur pouvoir social ; sur le plan extérieur les USA et les États occidentaux[88] ont tout autant intérêt à ce que cette évolution ne se fasse pas brutalement. Mais en fin de compte, personne n'est maître des destinées politiques d'un pays ou du monde. Ce qui paraît réalisable dans le contexte actuel national et international, peut se trouver demain brutalement mis en question — par exemple en cas de crise économique — : à l'échelle de l'Espagne, comme pour n'importe quel État de l'Europe de l'Ouest, tout comme en 1936, ce sont autant les facteurs internationaux que nationaux qui conditionnent et conditionneront au fond, le caractère des transformations économiques, sociales et politiques.

C'est volontairement que dans ces pages nous n'avons pas parlé (sauf incidemment) des organisations politiques, celles de l'émigration, celles qui peuvent agir clandestinement. En Espagne, elles paraissent connues plus des étudiants que des travailleurs, plus des anciens de la guerre civile (qui pour beaucoup ne veulent pas d'histoire) que des jeunes travailleurs. L'histoire des 15 dernières années montre que ce mouvement de grève parti spontanément, sur des bases économiques (la revendication d'un salaire, d'un droit à la vie) a plus fait en l'espace de quelques mois que toute l'action des groupes et des partis dont le but commun est le renversement de Franco.

La leçon du mouvement actuel, elle est à notre avis, dans l'autonomie de la lutte ouvrière. Et cette autonomie s'imposera à n'importe quel pouvoir, sous des formes différentes, quelle que soit la couleur de ce pouvoir. Nous posons cela comme le terme de notre exposé et comme la base d'une discussion qui appartient aux camarades espagnols d'abord, mais aussi aux travailleurs de partout.

L’organisation

N° 2 — 1956 —

Entre nous

Il y a un certain nombre de questions et de problèmes que je voudrais soulever devant les camarades. Ce sont les éternelles questions de principes et de tactiques, qui nécessitent actuellement, d'après moi, une nouvelle mise au point. Ce même problème a préoccupé en réalité de nombreux camarades depuis plusieurs années, mais il est devenu encore plus actuel dernièrement.

«... Nous pensons que la réalisation d'un programme suffisamment sérieux et d'une organisation seront impossibles sans une liquidation préulable des hésitations et des incertitudes théoriques. D'un autre côté, même un “programme” ou une “organisation”, une fois créés malgré les hésitations théoriques, n'entraineront pas la liquidation de ces dernières. Contre la maladie causale — hésitations théoriques et idéologiques — il faut les méclicaments correspondants : un travail théorique approfondi sur certains problèmes et leur éclaircissement complet. La guérison de la maladie causale entraînera la guérison de ses conséquences (la désorganisation), mais non vice-versa..».

Réponse à la plateforme d'Archinov.
Voline et les camarades russes, Paris, 1927.

Cette hésitation existe encore. Dans nos rangs, il y a des confusions non seulement dans la terminologie, mais aussi dans les conceptions et les interprétations. A l'extérieur, notre voix en tant que force sociale est absente, tandis que les masses des opprimés et des exploités décus par toutes sortes de «solutions» ou «d'expériences sociales» cherchent de nouvelles voies pour l'avenir.

Il faut avoir la force de faire cette étude collective de notre conscience révolutionnaire, de notre rôle et de notre tâche devant ces opprimés en révolte, et aussi de notre fidélité aux principes anarchistes.

Il faut trouver le moyen de le faire. Mais où ? Dans la grande (?) presse anarchiste avec ses multiples éditions, journaux, etc... — on trouve un pâle reflet de ce travail ingrat, et c'est compréhensible dans une certaine mesure : elle se propose avant tout un travail de propagande, de pénétration et d'éducation. Dans les bulletins intérieurs, même si ce souci existe, le travail reste en famille, et les voix de quelques camarades sont, consciemment ou inconsciemment, isolées et étouffées...

C'est un fait que depuis des années on répète les mêmes formules, toujours plus superficiellement, et d'une certaine manière sclérosée ; on n'ose pas toucher à certains tabous et on stérilise les quelques vérités du siècle dernier : on arrive toujours en retard et toujours à côté des problèmes essentiels. Ce n'est pas encore le pire : quand on sort de ce soi-disant «classicisme» on entre dans une mauvaise imitation des «grands partis ouvriers et révolutionnaires». Ici, les limites entre nous et les autres deviennent floues, pour un succès immédiat on accepte la démagogie, la lutte politique, les élections, tout. Pour gagner quelques militants, on est prêt à abandonner non seulement notre nom mais aussi notre physionomie idéologique, le fédéralisme est vite remplacé par un centralisme dynamique. Ou bien, l’expérience néfaste d'une organisation pareille pousse d'autres camarades à nier toute organisation anarchiste l'identifiant à un parti. Et on tourne en rond.

Sur le plan mondial, beaucoup de camarades sont trop fascinés par la «réalité» des deux forces principales. Et on bascule, soit acceptant la démocratie comme un moindre mal (les camarades qui connaissent un peu trop le bolchevisme), soit cherchant des contacts avec les marxistes (comme force révolutionnaire). Les autres, fatigués de sonner le grand réveil, se réfugient dans une attitude d'incompris. Alors que les peuples des colonies classiques ainsi que ceux des colonies de Moscou, sortent avec les poitrines nues devant les chars, les mitrailleuses ou les hélicoptères. La vie nous donne chaque jour des leçons de

la force inéluctable des milliers de gens qui tournent le dos au passé, refusent la réalité, et les mains tendues en avant cherchent la liberté sociale et économique, la dignité humaine et un nouvel ordre dans le monde. Mais où est notre voie ?

Où faut-il commencer nos discussions ? Avant tout sur le caractère social de notre mouvement. L'individu est, et restera la cellule vivante de l'organisme social, mais trop souvent on se réclame d'anti-autoritarisme... parce qu'on n'admet que sa propre autorité. Ensuite, si aujourd'hui nous ne sommes pas capables de réaliser une organisation fédéraliste et libre entre nous, comment pouvons-nous prétendre que notre société de demain sera fédéraliste et libre ? Il y a encore tant de questions : la possibilité d'une révolution, l'expérience quotidienne des luttes, l'expérience de tant de révoltes encore mal étudiées, l'existence de plusieurs déclarations qui se réclament de l'anarchisme, etc...

Ces remarques ne veulent pas être le signe d'un nihilisme pessimiste, ni de stériles critiques. Pour beaucoup de gens l'anarchisme consiste en discussions intellectuelles et en «jeux de peaux-rouges» ; pour nous, les principes anarchistes ont une valeur, ils jouent et continueront à jouer un rôle dans les luttes sociales. C'est pourquoi nous lançons plutôt des appels et des cris d'alarme pour le redressement de notre mouvement. Dans ce domaine, *N. et R.* peut jouer un rôle non négligable, en tant que cahier d'études socialistes. Il dépend de nous qu'il se dégage de ces pages quelque chose de positif et de constructif. Si nous arrivons à tracer nos limites, entre, d'une part la bourgeoisie progressiste, et de l'autre le marxisme, si nous aidons la tendance sociale, révolutionnaire et organisationnelle dans le mouvement anarchiste, *N. et R.* aura été utile.

Nous rapporterons ici les quelques lignes de Bakounine qui illustrent notre pensée, malgré quelques camarades qui prétendent «n'avoir pas besoin de nurse» ou qui sans connaître nos classiques sont prêts à les abandonner. S'il y a certaines choses à développer, à ajouter ou à corriger dans les thèses des classiques, ils restent une base suffisamment large et valable.

« ... Il n'y a aucun doute que si nous ne formulions pas nettement le caractère réel de nos principes, le nombre de nos adhérents pourrait devenir vite considérable, nous pourrions dans ce cas accepter dans nos rangs, comme on nous le propose, des militaires et des prêtres, et pourquoi pas des policiers. Mais comme on dit : qui trop embrasse mal étreint, nous achèterons ces adhérents au prix de notre suicide idéologique et nous deviendrons les pires des plaisantins dans la masse des phraseurs et des hypocrites qui empoisonnent maintenant l'opinion publique en Europe. De l'autre côté, il est évident que si nous proclamons à haute voix nos principes, le nombre de nos membres sera très limité. Mais en fin de compte, ce sont des adhérents sincères sur qui nous pouvons sûrement compter, et notre travail de propagande, un travail sérieux, sincère, éducatif, pourra assainir moralement notre public... Les erreurs de St Simon et Fourrier se résument ainsi :

— Ils ont cru sincèrement que par une propagande pacifiste et par la force de leurs convictions, ils arriveraient à convaincre les riches à un tel degré que les riches eux-mêmes donneraient le superflu de leurs richesses.

— Ils ont imaginé qu'on pourrait théoriquement construire a-priori le paradis social dans lequel l'humanité se calmera pour l'éternité. Ils n'ont pas compris que, malgré qu'il est pour nous possible de prévoir les grands principes du

futur développement de l'humanité, la réalisation pratique de ces principes devra au moins être réservée à l'expérience future...»

(*Fédéralisme, Socialisme et antithéologisme*,
Bakounine, *Tome 3*, p. 123 -138 du texte russe)

THEO

N° 3 — 1956 —

Au sujet de l'organisation

par MARIA KORN

Actuellement dans les différentes éditions anarchistes ainsi que dans quelques bulletins de rencontres idéologiques anarchistes, il existe une discussion sur un certain nombre de questions concernant nos positions idéologiques et tactiques, entre autres sur l'organisation.

Nous pensons intéressant de donner une série d'articles déjà publiés à différentes époques sur cette même question, même si nous ne partageons pas toujours leur point de vue. Ils peuvent susciter une discussion, des critiques, et nous apporter quelques précisions.

L'article que nous publions ci-dessous est une traduction (un peu abrégée) d'un rapport fait par MARIA KORN à la conférence des anarchistes-communistes russes de Londres en octobre 1906. Nous l'avons extrait de la brochure *PAIN ET VOLONTÉ* éditée en 1907 à Londres (en russe).

«Le reproche fait aux anarchistes qu'ils n'admettent pas l'organisation se base sur une double erreur d'interprétation tant de l'anarchisme que de l'organisation. Une organisation doit avoir deux buts principaux : assurer la solidarité dans la société et permettre le développement des individus dans cette société. Donc, pour nous toute aspiration à un développement complet de l'être humain mène inévitablement à l'acceptation d'une forme de solidarité dans la société meilleure et plus complète.

Nous sommes communistes, précisément parce que nous sommes anarchistes, ces deux notions au lieu d'être opposées se complètent.

La propriété commune des moyens de production et l'utilisation commune des produits du travail demandent aussi inévitablement les formes correspondantes d'une organisation sociale : ici encore la question économique est étroitement liée à une question politique.

Notre idée politique est connue : ce sont les unions libres de communes indépendantes, les associations de production, etc... et leur fédération.

Tout cela représente une certaine forme d'organisation, forme telle qu'elle développerait entre les hommes la plus grande solidarité et une identification des intérêts personnels aux intérêts sociaux.

Cette forme d'organisation est l'organisation libre, volontaire, l’accord libre entre tous. Nous sommes sur ce point contre les formes centralistes, hiérarchisées et obligatoires. La forme libre donne à l'union des hommes un caractère de stabilité et un aspect plus intime.

Quand il s'agit d'un «idéal social», beaucoup sont d'accord avec nous car un «idéal» c'est quelque chose de lointain et, dans les rêves on peut tout se permettre, se promener n'importe où... parce que ça n'engage en rien aujourd'hui. La question est là : un idéal social est exigeant dès à présent : pour celui qui veut être raisonnable, il ne peut exister de dédoublement, d'une part l'idéal, et de l'autre quelque chose qui peut être absolument le contraire du premier, l'activité pratique. La disparition de l'État est prévue non seulement par les anarchistes, mais aussi, par exemple par les sociaux-démocrates. Pour Engels, l'État ne sera pas détruit mais il se détruira de lui-même. De plus, en prévoyant la disparition de l'État dans l'avenir, les sociaux-démocrates font actuellement tout pour renforcer et élargir les principes étatiques. Il se dégage de leur position contradictoire une seule solution : il se produira un saut du «royaume de la nécessité» au «royaume de la liberté», et l'État fort passera dans sa forme contraire, c'est à dire dans la pleine absence d'État. Nous ne pouvons compter sur pareil miracle et nous pensons qu'il est plus juste de s'occuper de chaque chose d'une façon logique et immédiate. Trouvant nuisible le pouvoir et l'obligation dans la société future, nous ferons dès maintenant tout le possible pour faire sauter le pouvoir. Et par conséquent nous n'accepterons aucun élément centraliste dans nos organisations.»

M.K. emploie le mot «nos organisations de parti», mais elle fait immédiatement la remarque suivante : «Par le mot de parti, nous ne comprenons pas un ensemble de gens unis sous le pouvoir d'un comité central, mais un ensemble de gens qui ont un même but et veulent y arriver par les mêmes voies».

«En ce qui concerne les moyens, ils changent, bien entendu, d'après les conditions, les besoins de l'époque. Par exemple, dans un pays les anarchistes peuvent avoir comme tâche principale une lutte de partisans, dans un autre le travail dans les syndicats, dans un troisième la propagande théorique. Mais tous ces moyens d'activité ne se contredisent pas, au contraire. Il faut qu'ils se complètent entre eux. L'absence de programme-minimum (lequel est souvent source de déviation), et l'accord complet en ce qui concerne les buts — tout cela fait l'unité, une unité que ne pourrait faire aucune mesure artificielle...

Les groupes sont à la base de l'organisation anarchiste. Un certain travail, surtout conspiratif, pose souvent des problèmes. Dans un parti de type centraliste, le problème se résout de la façon suivante : à l'intérieur dans les groupes mêmes se forment des comités ou des groupes secrets qui ont pour tâche ces «travaux spéciaux», et qui jouent en réalité le rôle de direction. Nous répondons autrement : un nombre plus grand de groupes, les membres d'un

même groupe se connaissent bien, ayant une confiance mutuelle, un choix plus strict, ainsi qu'un travail adapté à chaque groupe...

Ici une remarque. Il existe un étrange préjugé selon lequel une organisation anarchiste doit être ouverte et que tout le monde peut y avoir libre entrée. C'est complètement faux...

Comment peut-on résoudre, par exemple, dans une organisation anarchiste, les questions litigieuses ? Bien sûr ça ne sera pas par une majorité de voix car nous ne donnons pas une grande valeur au nombre. En réalité nous sommes toujours et partout une minorité (comme tout mouvement révolutionnaire). Si la question est tellement importante que les différents membres de groupe ne peuvent faire entre eux de compromis volontaire, il ne faut pas en arriver à compter mécaniquement les voix pour imposer une solution. Une seule solution existe : la dissolution du groupe et le regroupement de ses membres.

Chaque groupe, soit permanent soit constitué pour un travail donné doit être complètement libre et autonome dans son activité. Si le litige porte sur une question de principe ou sur la préparation d'un acte qui mène à une grande responsabilité, la solution prise est toujours obligatoire seulement pour ceux qui l'ont acceptée ou qui sont d'accord avec elle. C'est le principe fondamental d'une organisation anarchiste et nous devons toujours l'avoir en vue.

Comment concevons-nous un organe anarchiste ou un journal d'organisation? Dans les partis centralistes, la question est évidente : l'organe officiel du parti se trouve dans les mains de la majorité et la minorité doit se taire. Pour nous, une solution pareille ne peut bien entendu exister. Un journal est l'expression de la pensée et de la volonté du groupe qui l'édite, c'est à dire qu'il le considère comme son organe. Les groupes et les camarades qui ne sont pas d'accord ou tout simplement qui conçoivent d'une autre façon le rôle d'un journal peuvent éditer un autre journal sans que les deux journaux entrent inévitablement en hostilité. Dans un parti centraliste, si la minorité édite un journal, celui-ci est toujours en rivalité avec celui de la majorité.

On considère habituellement que l'absence d'organisation centrale dans les organisations anarchistes mène à cette situation : chacun pour soi. Prenons encore l'exemple d'un parti centraliste : supposons qu'il existe un litige sur une certaine question. Cette divergence ne disparaîtra pas sous l'effet de la discipline, elle sera tout simplement étouffée. En résultat, la minorité n'aura pas la possibilité d'exprimer ses conceptions, et tous les membres du parti, les majoritaires comme les minoritaires, n'auront pas la possibilité de voir comment la question va se réaliser en pratique. En même temps cette discordance s'accentue, elle mène aux luttes internes sournoises et aux décompositions chroniques internes. Le parti garde une unité seulement extérieure. Les deux côtés, au lieu de chercher un point de contact et d'accord, s’éloignent encore plus.

Chez nous la même question se résout d'une façon différente — ; comme par exemple en France en 1890 dans les syndicats — par discussion, liberté d'action, par les expériences, puis une mise au point et des conclusions.

Si nous employons aujourd'hui la force sous l'une ou l'autre forme, nous serons demain inévitablement amenés à nous servir de cette force pour le pouvoir.

Si nous comptons aujourd'hui dans nos milieux révolutionnaires et nos organisations sur l'efficacité de nos idées et sur le libre accord, nous

continuerons demain, quand la révolution sera victorieuse, à construire société sur ces mêmes bases.

M. Korn
(ob organizatsii, «Pain
et Volonté» p. 57-68)

N° 10 — Juin 1958 —

Majorité et minorité

Une majorité peut-elle prétendre être l'expression d'une organisation ; ses décisions ont-elles la valeur de décisions organisationnelles ; comment la minorité est-elle traitée dans son expression, sa conduite, son existence même au sein de cette organisation ?

Toutes ces questions ont au premier abord un intérêt secondaire, mais sont en réalité d'une importance considérable quand on veut vivre dans une organisation et quand on veut que celle-ci vive. Et on ne peut pas «laisser-faire, on verra ça au cours de l'expérience, chaque cas est un cas d'espèce, avec de la bonne volonté...» Car souvent l'expérience est très convaincante mais quand on s'en aperçoit il est trop tard pour changer quelque chose, et il faut ou tout accepter ou tout lâcher. Il faut, dès les premiers pas communs, élaborer une ligne de conduite théorique et pratique acceptée par tous, et dans ce contexte, la question minorité/majorité peut influencer la marche dans l'un ou l'autre sens.

Pour nous, le fonctionnement d'une organisation fédéraliste est incompatible avec le maintien du principe de majorité. Il existe une vraie majorité, celle de l'unanimité, librement conçue, librement acceptée. Tout autre majorité, au 2/3, absolue ou simple, avec toutes sortes d'arrangements — **est une majorité seulement pour ceux qui l'ont acceptée ; pour les autres, elle ne peut avoir de valeur, ni être une obligation.**

Chaque fois que l'on veut imposer, pour une raison ou une autre, on arrive à une unité artificielle, fragile, instable. Bien sûr, on trouve et on trouvera toujours dans chaque cas «des conditions exceptionnelles, des nécessités historiques» ; mais quel moment n'est pas historique dans la marche de l'humanité vers son bonheur ? et il n'est pas difficile pour **ceux qui ont besoin de cette majorité, de discourir sur les conditions exceptionnelles.**

Mais... sans majorité on ne peut prendre de décision, et sans décisions une organisation ne sert à rien, c'est la pagaille. C'est l'objection majeure adressée aux libertaires par les amateurs d'autorité, et aussi, il faut le dire, par certains libertaires. L'expérience n'est pas en accord avec ce raisonnement. Non

seulement il existe des organisations construites sur cette base, mais il existe des cas où, sans compter les voix, la majorité était réelle : le 19 juillet 1936, les journées de mai 1937 à Barcelone ; mais la majorité n'existait pas lorsque les anarchistes étaient «obligés» de collaborer avec le gouvernement, et c'est alors que nos alliés ont commencé à s'indigner de l'existence d'une opposition et d'une minorité et à faire des reproches sur la faiblesse et le manque de discipline des anarchistes. C'est cependant l'existence de cette minorité qui a sauvé l'honneur de tout le mouvement, y compris ceux qui avaient accepté le compromis.

Le principe de la majorité vient de la pratique de la lutte politique, du suffrage universel, du parlementarisme. Là, il est nécessaire, plus, il est l'unique facteur indispensable à la bonne marche du système.**La lutte pour la majorité n'a jamais été et ne pourra jamais être franche et honnête**. Pour gagner des voix, personne ne dévoile son vrai visage, les mécanismes de son jeu ni les vrais buts qu'il poursuit. Les appels les plus révolutionnaires ne sont que de simples propositions, vagues et susceptibles de rallier un vaste spectre d'individus ; les sermons les plus solennels ne sont que les cris des démagogues qui essaient de toucher les sentiments bas de la foule, soit égoïste, soit faussement humanitaire. Cette vaste mascarade des beaux parleurs est bien orchestrée dans les coulisses par les jeux d'intimidation, de menaces économiques et autres, ainsi que des promesses et des avantages. Dans les régimes autoritaires, ces mêmes coulisses sont encore plus transparentes, et les vrais acteurs de la majorité (la police officielle et politique, l'oppression directe ou indirecte) sont sur les planches, brandissant leurs «arguments» ; ils ne se gênent même pas pour faire quelques petites démonstrations contre les réticents pour donner des exemples aux autres, et pour arriver à la majorité idéale... 99,99%. Mais ce danger existe même dans les organisations non-autoritaires, démocratiques, voire même libertaires, **quand on accepte le principe de la majorité et de la lutte pour la majorité**. On a vu des congrès dits libertaires préparés dans les coulisses, avec des rôles et des discours distribués à l'avance, avec une propagande appropriée à chaque délégué même ; et on a aussi vu les résultats. **Ce phénomène «à la Fontenis» ne doit pas se reproduire.**

Mais on trouvera toujours des individus non convaincus, réticents, même pour des raisons strictement personnelles ; vous savez quel rôle non avoué jouent les relations personnelles ; même dans les organisations strictement politiques, économiques et idéologiques. On ne peut demander à tout le monde d'avoir de la sympathie pour tout le monde. On arrivera alors aux **obstructions absurdes, non motivées, qui peuvent paralyser et bloquer l'organisation justement quand elle doit agir le plus vite — et alors, que faire ?** ça peut arriver.

Mais cette explication repose sur deux erreurs: celle de **la conception d'une organisation spécifique et homogène**, et **celle de la morale anarchiste**.

Quand les membres d'une organisation sont liés entre eux non seulement par des liens personnels plus ou moins en sympathie, mais aussi et avant tout par un certain nombre de principes idéologiques et tactiques suffisamment grand pour qu'on puisse dire que cette organisation est homogène — les risques de divergences importantes sont alors très minimes. C'est une des raisons pour laquelle nous tenons aux conceptions et à la pratique d'un «**groupe anarchiste spécifique**», et que nous refusons de nous diluer ou **de nous**

faire diluer dans la quantité. Si on accepte l'autre pratique «venez, tous ceux qui sont pour la liberté», ou «contre l'État» ou même « pour l'anarchisme en général» — dès le lendemain, sur n'importe quelle question, les accrochages
seront inévitables. **Cet aspect hétérogène a une autre conséquence** : l'existence de **groupe « initiés»** (même de plusieurs groupes à la fois) le plus souvent secrets ou semi-secrets ; et chacun d'eux se propose de mener le jeu, avec la bonne conscience de «conduire les autres dans la bonne voie»... ce qui dégénérera vite en luttes internes, en OPB, en dirigeants et masse. Il existe ainsi non seulement une majorité et une minorité mais **plusieurs cercles concentriques, gravitant le plus souvent autour d'une «forte tête»** (qui dispense les autres de penser), se méfiant les uns des autres, chacun faisant son petit travail à l'ombre ou au petit jour, tâchant d'attirer les autres vers son groupe, et le tout bien couvert par une apparence heureuse d'unité. C'est une atmosphère malsaine qui ne peut éduquer ni construire des individus droits et honnêtes. C'est un «gouffre du parlementarisme» en miniature.

Mais il ne faut tout de même pas idéaliser, malgré l'homogénéité des vues, des différences et des discussions peuvent se produire. Les idées elles-mêmes ne sont pas figées et peuvent évoluer. Si les divergences sont alors d'un ordre théorique important, il sera mieux pour l'organisation qu'elle éclate et qu'il existe deux ou plusieurs nouvelles organisations plus ou moins homogènes, que de garder une organisation hétérogène. C'est inévitable, et si l'on cherche à empêcher cette évolution, c'est alors qu'on risque de tout bloquer et paralyser, en cherchant des compromis anodins qui empêcheront l'éclatement et empêcheront aussi toute action dans l'un ou l'autre sens.

L'autre facteur mentionné plus haut — **la morale anarchiste** — s'il est bien compris et bien appliqué dans la vie, aidera beaucoup à l'aplanissement des petits conflits, et aussi quand peut se produire l'éclatement de l'organisation — en acceptant une opinion qui n'est pas identique à la nôtre, sans la considérer comme celle d'un ennemi, ni déclencher une lutte contre lui. A condition, bien sûr, qu'il ne s'agisse pas d'une opinion complètement sortie du concept de l'anarchisme. Dans l'histoire de l'anarchisme il existe seulement quelques cas particuliers de cette sorte, et cette dernière possibilité peut pratiquement être éliminée.

Le rôle d'un bulletin intérieur dans une organisation anarchiste où l'on peut discuter ouvertement de toutes les questions intéressant l'organisation, y compris les différents points de vue, est considérable.

Il existe aussi un dernier facteur lié à l'organisation : **les camarades qui entrent dans cette organisation doivent accepter librement sa nécessité et son rôle**. C'est l'évidence même. Celui qui n'a pas **dépassé un stade individuel strict**, qui ne peut imaginer d'autres structures sociales que celles des individus isolés et dispersés, fera mieux de rester isolé, d'aider les autres quand il le veut, mais de ne pas encombrer la vie de l'organisation **par ses pratiques individuelles et intransigeantes**. Pour cette catégorie de camarades, souvent d'ailleurs très bon camarades, il faut trouver une autre nomenclature et les accepter tels qu'ils sont.

Une organisation vraiment démocratique se reconnaît d'après sa conduite envers sa propre opposition. C'est encore plus valable pour une organisation libertaire qui prétend préparer la société de demain. Chaque fois

qu'une majorité discute et applique **les limites imaginées par la majorité elle-même dans lesquelles l'opposition doit exercer son activité**, on peut en trouver deux causes : ou l'admission des membres était très large, ou il existe, dans cette même organisation, des individus qui veulent jouer le rôle de dirigeants. Ces deux possibilités ne s'excluent pas l'une l'autre : tel ou tel membre qui veut s'emparer de l'organisation y fera rentrer de nouveaux membres pour augmenter les chances de sa propre majorité.

En dehors de nos organisations, peut-on exiger et pratiquer le refus de la majorité ? C'est plus difficile, les conditions ne sont pas les mêmes, le but est avant tout de faire progresser nos idées sans les trahir. Mais ici aussi, il faut veiller à ce que la majorité même triomphante n'écrase pas l'esprit de la minorité, non seulement parce que nous risquons de nous trouver un jour dans cette position (les mouvements révolutionnaires sont le plus souvent minoritaires), mais aussi par esprit anti-autoritaire et de tolérance. Chaque fois qu'un dirigeant ou une équipe de dirigeants commence à prétendre être le maître absolu, ils finiront par se dévorer eux-mêmes et arriveront à une dictature camouflée ou ouverte. Le premier signe d'un futur «chef d'État» ou «chef du peuple» est sa haine contre ses propres camarades qui ne l'acceptent pas dans ce rôle. Ensuite, son appétit d'autorité ne s'arrête pas, au contraire ses limites deviennent de plus en plus vastes, illimitées.

Chaque organisation, qu'elle qu'elle soit, est un compromis entre un individu et les autres devant les impératifs de la vie sociale. C'est à dire que chaque individu doit inévitablement renoncer à certaines tendances et certaines habitudes inadmissibles et nuisibles dans la société. Et par conséquent, dans chaque organisation, il existe le risque que les sacrifices demandés aux individus au nom de la société dépassent les nécessités de la société elle-même et deviennent l'objet d'une abstraction comme l'État, la bureaucratie, le chef, les nécessités historiques ; etc... Une barrière à ce danger est la possibilité pour l'individu de ne pas accepter certains faits ou certaines tendances qu'il juge inadéquates et inutiles pour la société, c'est la possibilité d'être en opposition, c'est à dire en minorité. Il existe aussi d'autres barrières : l'organisation fédéraliste elle-même, l'élection directe et limitée des responsables, la participation réelle des simples membres de l'organisation, le caractère économique et non politique de la lutte, etc...

En résumé,

— Le principe de la majorité ne peut avoir de valeur décisive dans une organisation anarchiste.

— Les votes de congrès et des réunions marquent seulement le nombre de propositions et le nombre de camarades pour chacune d'elles, mais sans en imposer aucune.

— La seule majorité est l'unanimité librement acceptée.

— Si cette unanimité n'est pas réalisée, chaque proposition a le droit d'exister et d'agir.

— La minorité ainsi que la majorité ont les mêmes droits et les mêmes possibilités de travail et d'action.

— L'organisation anarchiste spécifique est basée sur l'identification des principes et des tactiques. Si cette identification manque, il doit exister plusieurs groupes plus ou moins homogènes, mais point du tout hostiles les

uns aux autres.

MIT

N° 20 — Mars 1962 —

Sur l’organisation

Il nous a semblé intéressant de donner ici un extrait des positions de la Ligue Libertaire des États-Unis — La Libertarian League — (Bulletin intérieur mars 1961) touchant différents problèmes organisationnels. Quelque différente que puisse être à certains égards la situation en Amérique de la situation française le point de vue de nos camarades de la L.L. peut nous aider à préciser nos positions, à les enrichir.

L'atmosphère est à présent plus favorable à la réception de nos idées qu'elle ne l'a été depuis bien des années. Il y a un renouveau certain de militantisme chez les étudiants et d'autres secteurs de la population. Les mouvements contre la guerre et la discrimination raciale grandissent. Le mécontentement des ouvriers à l'égard de la bureaucratie syndicale s'accroît. Beaucoup de ces mouvements protestataires emploient des tactiques d'action directe et emploient des principes libertaires sur une grande échelle.

Sommes-nous en mesure de faire face et de saisir ces opportunités ? Sommes-nous idéologiquement et organisationnellement préparés ?

La fonction

Il n'y a pas assez de clarté sur notre fonction de mouvement idéologique d'avant-garde agissant d'après les principes exprimés dans notre déclaration provisoire de principes. Nous ne sommes pas un mouvement de masse amorphe, pas plus que nous ne sommes seulement une organisation se cramponnant à ses «idéaux» tout en s'abstenant des mouvements de protestation sociaux de notre époque. Nous devons être un mouvement idéologique d'avant-garde basé sur de fermes principes anarchistes et nous devons aussi dans les limites de nos forces participer aux combats sociaux de tous les jours. C'est une question d'équilibre et de netteté.

En ce moment nous devons par-dessus tout perfectionner **l'organisation interne** de nos groupes et renforcer nos connaissances et notre compréhension idéologique. La théorie et la pratique se complètent. Par notre travail d'éducation et en participant à des mouvements de masse et aux combats de tous les jours, nous pouvons encourager les tendances libertaires à l'intérieur de ces mouvements. Cela aide à construire le mouvement d'avant-garde et donne de l'expérience pratique à ses militants.

L'appartenance

L'accord avec nos principes est la base minimum de l'appartenance. Notre déclaration de principe provisoire est flexible et permet une large tolérance une grande **liberté en matière tactique** lorsqu'un principe n'est pas touché.

La politique à suivre pour l'admission de nouveaux membres doit être souple. Il n'est pas nécessaire d'être un savant ou un théoricien remarquable pour pouvoir joindre la Ligue Libertaire. Il est bien plus important d'être **socialement responsable**, désireux d'apprendre et de travailler pour nos idéaux.

Une fois que l'appartenance à la L. L. aura une bonne base idéologique, nous pourrons alors, pour certains objectifs bien définis, coopérer avec d'autres tendances existantes, dans des mouvements de masse plus larges sans perdre notre propre identité et sans être avalés par eux.

Il y a un autre problème qu'on doit envisager clairement. Ce sont les **relations** qui doivent exister entre les différentes **tendances** de l'Anarchisme. Il a été souvent proposé que toutes les tendances différentes se fédèrent en une seule organisation. Les anarchistes s'accordent généralement pour être contre l'État et la centralisation du pouvoir. Sur cette base, il y a eu possibilité, à beaucoup d'égards, d'une action commune. Toutefois, il n'y a pas d'accord précis parmi les anarchistes sur les principes directeurs, constructifs, et les tactiques.

Certains ne croient pas à «l'organisation» d'aucune sorte. D'autres relèguent l'anarchisme au niveau de la discussion abstraite et ne l'appliquent pas dans leur conduite de tous les jours. Certains «extrémismes» méprisent «l'homme du commun» et tout mouvement populaire, en prétendant que seule l'élite, «l'homme supérieur» est capable de comprendre nos idées. D'autres désirent «la liberté» sans aucune sorte de responsabilité sociale ou éthique. Avoir dans une seule et même organisation des gens avec des idées (en pratique) diamétralement opposées ne peut mener qu'à la confusion, à des mauvaises relations, à des scissions.

Une telle organisation dissiperait ses énergies en disputes internes constantes. Le travail **pratique** serait impossible. Il serait impossible de collaborer à la propagation de nos idées puisque nous aurions des idées opposées. Organisés ensemble, il nous serait impossible de rien accomplir de pratique. Alors qu'au contraire des groupes ou individus divers peuvent toujours **coopérer** à des tâches acceptées de part et d'autre, travaillant séparément là où il y a désaccord.

Conclusion

Souvent dans le passé un manque de clarté sur les principes fondamentaux et un échec dans l'établissement et l'observance de critères minimums pour la participation à notre mouvement ont ouvert grande la porte de l'infiltration par des opportunistes ou des aventuriers.

Outre que cela rend extrêmement difficile toute espèce d'action significative et logique, cela nous aliène aussi les gens capables et qui ont un idéal, dont nous avons tant besoin. Voilà quelques-unes des principales raisons pour lesquelles des essais antérieurs en vue d'établir un mouvement dans ce pays ou dans d'autres, ont échoué et laissé le champ libre à nos adversaires.

Nous devons, si nous voulons réussir à construire un mouvement sérieux, nous expliquer très clairement et précisément sur ce que nous considérons comme concepts fondamentaux. Nous devons rendre claire la différence entre les concepts de la Ligue Libertaire et les autres interprétations de l'Anarchisme. Nous devons exiger l'adhésion aux principes de la part de tous ceux qui ont entrepris de travailler volontairement avec nous à construire le mouvement. Nous devons exclure de l'appartenance ceux qui sont dépourvus du sens des responsabilités ou qui sont incapables d'une conduite rationnelle et saine. Nous devons définir clairement les conditions dans lesquelles nous sommes décidés à coopérer avec d'autres tendances, de gauche, en précisant par où nous différons d'elles.

Nous ne devons pas permettre que la Ligue Libertaire dégénère en une secte ésotérique. Nous luttons pour jeter les bases d'un mouvement social rationnel et efficace. Nous sommes encore un très petit nombre et nous ne pouvons nous permettre de nous étendre et de trop nous disperser, et puisque nous construisons pour le futur, nous devons concentrer nos efforts sur les activités que nous sommes le plus à même d'accomplir et si nous essayons d'étendre notre organisation, nous devons aussi la renforcer de l'intérieur.

(traduit de l'anglais).

Le parlementarisme

N° 29 — 1965 —

Les élections

Manifestation de la souveraineté populaire.

«On nous demande de voter ? ... C'est oublier que le Parlement est un masque, et que le pouvoir réel, dans la société actuelle, réside on ne sait où, incroyablement incontrôlable et secret.»

(C. Radcliffe, *Anarchy*, n° 37,1964.)

Les anarchistes ne voteront pas, une fois de plus, aux prochaines élections. Ils feront un effort de propagande pour expliquer qu'il ne sert à rien de voter. C'est là, quoi qu'il paraisse, non une réaction sentimentale («la société n'est pas pure, les anarchistes ne voudraient pas se mêler à elle»), mais une attitude réfléchie, et depuis longtemps pesée.

La réexaminer n'est peut-être pas inutile, aussi bien pour vérifier qu'elle est toujours raisonnable, que pour expliquer nettement pourquoi nous ne votons pas dans le système étatique.

Pour mieux comprendre la position des anarchistes en matière d'élections présidentielles ou parlementaires, il faut comprendre quelle est, brièvement résumée, leur vue de la société actuelle. Celle-ci est organisée selon le schéma *gouvernants-gouvernés* : ceux qui commandent et ceux qui obéissent. La fiction démocratique n'y est introduite que par le biais du vote qui légitime la plénitude du pouvoir qu'exercent les gouvernants par l'entremise de l'État : *la souveraineté. (la situation est encore plus nette aujourd'hui, l'Assemblée n'a plus de pouvoir, les centres de direction sont ailleurs, et la légitimation, qui en est dissociée, porte sur un seul homme. Le problème n'en reste pas moins exactement le même).*

La souveraineté

L'impôt est de tous les temps. Le service militaire a commencé avec le bulletin de vote.

«Vous qui savez ce que “citoyen” veut dire, vous qui savez que “soldat” et “électeur” sont les deux “moments” de souveraineté du citoyen dans une libre République, vous êtes les bienvenus à la préparation militaire parachutiste.»

(Affichette militaire au fort de Vincennes, 1958.)

Quelle est donc cette souveraineté du citoyen ?

*«Cette souveraineté est la propre seigneurie de l'État... Or elle consiste en **puissance absolue**, c'est-à-dire parfaite et entière de tout point... Et*

comme la couronne ne peut être si son cercle n'est entier, aussi ***la souveraineté n'est point si quelque chose y fait défaut.****»*

Ainsi parlait, en 1666, Loyseau, légiste subtil et serviteur fidèle de la monarchie. La souveraineté dont il parle, c'est celle du roi de France. Mais la souveraineté qu'il définit, c'est toujours celle de «l'État français». La couronne a changé de tête.

L'État est souverain, c'est à dire en clair, les quelques individus qui «représentent» au sommet l'État, qui parfois, disent-ils, «l'incarnent», ont la puissance absolue — c'est-à-dire en clair, le monopole et l'usage exclusif de la force armée, police, force militaire —. Voilà comment, par quelques mots, État, souveraineté, se trouve justifiée l'oppression par la minorité. Mais cette justification ne suffisait pas à rassurer tout le monde, et les juristes vont inventer cette farce illogique : souveraineté du peuple.

«Ce que le prince estime bon a force de loi... puisque le peuple lui confère et met en lui sa souveraineté et sa puissance» (Digeste).

Au IIIe siècle de notre ère, la fiction était déjà inventée. Une classe, la bourgeoisie, allait la reprendre à son compte et bâtir dessus sa fortune.

C'est le peuple qui a la souveraineté ! Mais il ne la garde pas, il la délègue. Les princes qui nous gouvernent renoncent à ne tenir leur pouvoir que de Dieu. Ils ne le tiennent plus que du peuple. En fait, le peuple n'a jamais la matérialité de la souveraineté. Il n'a pas les moyens de l'exercer, ne serait-ce qu'un moment et en partie. Il n'a pas de moyen d'en contrôler l'exercice...
Cet exercice, confié aux mains d'un seul homme, ou d'une petite minorité (députés de la constituante de 89, ministère anglais, président de la République en France, etc.), ne cesse jamais, n'est jamais remis aux mains des «citoyens». On n'attend d'eux qu'une seule chose, qu'ils fassent le geste magique, qu'ils délèguent... quelque chose qu'ils n'ont jamais eu : la puissance absolue.

Berneri faisait d'ailleurs remarquer la parenté de conception entre le «peuple souverain» du jacobinisme et l'équivoque formule de la «dictature du prolétariat».
«Quel que soit le jacobinisme, il est destiné à faire dévier la révolution sociale. Et quand elle dévie, l'ombre d'un Bonaparte se profile.»

Le prolétariat a exercé sa «dictature» de la même façon que le peuple, il l'a déléguée, et elle n'a jamais plus été sienne.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est la même construction. Le pouvoir absolu est confié **en bloc** à une minorité, pour une période indéterminée, par la collectivité. Et ensuite, cette minorité, d'en haut, impose à la collectivité un ordre social, met en place des organisations intermédiaires qui ne dépendent que du sommet, que la collectivité ne peut contrôler. Certes, on peut élire son maire en France (mais pas à Paris), mais une fois élu, il doit obéir au préfet pour ce qui est de la législation, au ministre des finances pour ce qui est des moyens. C'est toujours l'accaparement, le contrôle des organismes intermédiaires par ceux qui exercent la souveraineté. Ce qui plaît au souverain, c'est d'avoir devant lui des individus isolés.

La «souveraineté du peuple», ou «dictature du prolétariat», n'est pas un mécanisme social logique mais une fiction juridique. La délégation populaire ou prolétarienne fut inventée pour justifier une forme de pouvoir (souveraineté

royale, dictature, tyrannie) qui existait bien avant cette justification. Il ne s'agit là que d'une adaptation.

Il nous faut voir maintenant le système électoral en tant que **mécanisme juridique**. Et ensuite essayer de le replacer dans son **contexte général** pour voir plus nettement son rôle et sa portée.

Les mécanismes juridiques

L'opération des élections consiste à donner, par un vote, un mandat. Il y a, en réalité, deux mécanismes qu'il faut distinguer :

1) Le vote : Selon le Larousse, le vote est un suffrage, un vœu énoncé par chacune des personnes appelées à émettre un avis.
Le mot désigne donc un procédé technique, et un procédé technique susceptible de bien des formes. Aussi les anarchistes ne sont-ils pas généralement opposés au vote-procédé technique en tant que tel, au vote indicatif, qui n'a des conséquences obligatoires que pour ceux qui le veulent bien.

Plus exactement, ce n'est pas au vote que les anarchistes en ont, c'est au mandat, à la duperie monumentale que représente dans la société actuelle la pseudo-délégation par le «peuple» de sa prétendue «souveraineté».

Voter en soi, n'a rien, aux yeux d'un anarchiste de «répréhensible». Émettre un avis sur un bulletin de vote, quoi de plus normal. Mais dans les élections, le vote ne sert pas à émettre un avis, il sert à conférer un mandat.

2) Le mandat :

«Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant, en son nom.» (Code civil, art. 1984)

Déléguer des pouvoirs, c'est donner un mandat. Et le terme se retrouve dans deux domaines : mandat civil du **droit privé**, et mandat parlementaire, présidentiel, etc., du **droit public**. Il y a longtemps que la bourgeoisie connaît le mandat civil, privé, hérité du Droit romain. Mais c'est seulement au XVIIIe siècle qu'apparaît cette notion de mandat public, de mandat parlementaire. Or, si l'on compare mandat privé et mandat public, on s'aperçoit vite qu'ils sont très dissemblables : ou, pour parler plus nettement, le «bourgeois» n'a pas du tout la même conception de la délégation de pouvoir selon qu'il s'agit de faire faire des affaires en son nom par un intermédiaire (mandat civil), ou de faire gérer l'État (mandat public). Comparons ces deux mandats :

MANDAT CIVIL	MANDAT PARLEMENTAIRE
1. Si le mandat est conçu en termes généraux (tous pouvoirs, etc...), il ne comporte que de simples pouvoirs**d'administration**, c'est à dire de routine. Pour les actes graves (vente, etc.) il doit être exprès, c'est à dire autoriser précisément **tel ou tel acte**. Et le mandataire ne peut rien faire d'autre que ce qui y est porté.	1. Le bulletin de vote est un mandat en blanc. Le candidat n'est en rien tenu par son programme (qu'en fait il n'exécute jamais). Mais ce mandat en blanc lui confère, nous l'avons vu, les pleins pouvoirs, la souveraineté.
2. Tout mandataire, sa gestion finie rend des comptes à celui qui l'a mandaté.	
3. Le mandataire est responsable des fautes qu'il commet dans sa gestion (et a fortiori de son dol : tromperie).	2. Ceux à qui le «peuple» délègue sa «souveraineté» ne rendent jamais de comptes.
4. Le mandant, celui qui a mandaté, peut révoquer sa procuration quand bon lui semble.	3. Il n'y a aucun exemple de condamnation d'un dirigeant politique, ni pour ses fautes ni même pour son dol avéré.
(Cf, Code Civil, arts 1988, 1989, 1991, 1993, 2004.)	4. Le citoyen ne peut révoquer sa procuration qu'à des intervalles fixés, qu'il ne choisit même pas puisque ce sont ses «délégués» qui décident eux-mêmes du moment favorable à leur reconduction.

On voit que dans le mandat privé, le mandant contrôle à tout moment son mandataire, celui-ci peut logiquement être tenu pour son représentant. Par contre, dans le mandat public, le mandant ne contrôle ses mandataires qu'à intervalles plus ou moins éloignés, et surtout au moment choisi par eux (pensons aux découpages électoraux, à la tactique électorale, aux pressions économiques, à la propagande et autres astuces de même espèce). De plus, le mandataire public est irresponsable, le citoyen contrôle très mal son mandataire, celui-ci n'est pas son représentant.

Comparons ce pseudo-mandat public avec une représentation, par exemple celle du préfet, représentant du pouvoir central dans sa région. Le préfet peut

être révoqué à tout instant par décret en conseil des ministres, celui-ci sait tenir en main ses représentants.

Conclusion : Quand la banque Rothschild se choisit un mandataire (comme naguère Pompidou), le mandat est strict. Quand le même Pompidou délègue des agents de l'«autorité», le mandat est toujours strict. Mais quand le «peuple» délègue ses pouvoirs, qu'**il lui est d'ailleurs interdit d'exercer directement, ne serait-ce qu'en partie, le mandat devient extrêmement souple**, pour ne pas dire inexistant. Dans les deux cas précédents, le mandat est un mécanisme, dans le dernier cas, c'est une fiction.[89]

Est-ce à dire que les gouvernements, ou d'une manière plus générale tous les détenteurs de cette fameuse souveraineté, soient incontrôlés ? (l'idée selon laquelle le Général De Gaulle «fait tout ce qu'il veut»). Ce serait avoir une idée bien naïve de notre monde.
Le gouvernement n'est pas assuré par le «peuple», cette aimable abstraction, mais par une minorité (une classe) et par des moyens autres que ceux du vote.

Le système électoral ne peut être un moyen technique de choisir des responsables. Il y a pourtant une raison à tout ce gaspillage de temps et d'argent qu'est une campagne électorale. Ce qui n'est qu'une bien pauvre fiction juridique devient, dans la vie, une importante opération d'intoxication psychologique. Si le pouvoir de la minorité dirigeante s'exerçait sans masque, il deviendrait vite intolérable pour la plupart des gens. Le pouvoir prétend donc s'exercer au nom des gouvernés eux-mêmes. Encore faut-il de temps à autre, leur donner l'impression qu'ils participent.

C'est le conte classique de la fée qui prête sa baguette magique : fais un vœu, etc. Le vœu se retourne d'ailleurs souvent contre celui qui l'a fait, et la baguette magique revient en des mains plus capables. Pendant un jour, le lampiste de base peut avoir l'impression qu'il a le pouvoir. Pendant quelques semaines, tous les hommes politiques, de tous les partis «révolutionnaires» ou non, vont essayer de lui faire croire qu'il est important, que son opinion compte. L'opération est-elle en général réussie ? oui et non : oui, puisque au moins 50% des gens votent ; non, parce que les pourcentages d'abstention sont gênants,[90] et surtout «parce qu'il faut bien faire quelque chose». Pour beaucoup d'entre eux, la vie se charge de les rappeler à la réalité.

Les élections sont donc pour les anarchistes tout au plus une sorte de vaste socio-drame dirigé, auquel la collectivité est invitée à participer, pour mieux retourner ensuite au travail. Mais où est donc le pouvoir ? Dans les mains d'un groupe social modeste et discret, qui fait tout ce qu'il peut, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, pour expliquer qu'il n'existe pas.

Le gouvernement du peuple

La France est divisée en 3.800 communes, 89 départements, 23 ressorts de légions de gendarmeries, 17 régions de police judiciaire, 9 régions de

groupements de C.R.S., 9 régions militaires, 9 ressorts de «super-préfets». Et tout en haut de cette pyramide veille le ministre de l'Intérieur.

Tous les fils du «gouvernement des hommes» (et pas simplement la police) sont rassemblés dans ses mains, tandis que son puissant collègue, le Ministre des Finances, s'occupe des grandes lignes de «l'administration des choses».

Voici quelle est l'organisation du ministère de l'intérieur :

Premier niveau. — le ministre et son cabinet : secrétariat + services adjoints (courriers, chiffres, transmissions, protection civile et service «intérieur».). **Deuxième niveau.** — Six directions : 1. Finances et contentieux. 2. Personnel et matériel de police. 3. Réglementation. 4. Affaires départementales et communales (tutelle des collectivités locales). 5. Personnel et affaires politiques (administre le corps préfectoral, tient à jour les dossiers, propose l'avancement, prépare les élections).[91] 6. La direction générale : la plus importante, se subdivise elle-même en quatre directions : a) personnel et matériel. b) police judiciaire (rue des Saussaies). c) renseignements généraux (force politique). d) surveillance du territoire (contre-espionnage).

Troisième niveau. — Les **igames** (super-préfets) : prennent tous les pouvoirs du ministre «en cas de troubles, grève générale par exemple» **.**[92]

Quatrième niveau. — Les préfets «dépositaires dans les départements de l'autorité de l'État». Pour le département de la Seine et les 193 communes suburbaines : deux préfectures: 1) de la Seine; 2) de Police : se subdivise en trois services : a) police municipale; b) renseignements généraux (étrangers, contre-espionnage, mouvements factieux); c) police judiciaire (Quai des Orfèvres : quatre brigades: finances, de la voie publique, volante, mondaine).

Le ministre exerce sur tous les fonctionnaires de son administration le pouvoir hiérarchique le plus total. Tous les fonctionnaires dépendent de son ministère, à tous les niveaux et à tous moments sont révocables sans motivation de la décision.

Recrutement : concours à l'École nationale d'Administration avec affectation à la sortie au Ministère de l'Intérieur. Mais le gouvernement peut toujours refuser une candidature ou recruter à l'extérieur.

Ce n'est qu'au **cinquième niveau** qu'interviennent des élections (sauf à Paris où les maires ne sont pas élus, mais nommés).

Le Maire et le Conseil municipal : le conseil municipal est élu par les habitants de la commune en principe tous les six ans (le préfet fixe la date des élections). Il n'est pas permanent (4 sessions, mais possibilité de sessions extraordinaires). Le gouvernement peut dissoudre le conseil municipal (décret en conseil des ministres) sans donner de motifs. Le préfet peut prononcer la «démission d'office» d'un conseiller, notamment en cas de refus d'accomplir une fonction prescrite par la loi.

Pouvoirs du conseil municipal : vote du budget, création de services municipaux. Cette attribution pouvait offrir des possibilités, et à la fin du XIXe siècle, un courant de «socialisme municipal» entraîne certaines communes à créer, sous ce prétexte, des boulangeries municipales, des boucheries municipales, des pharmacies municipales,
La réaction fut d'abord brutale (1901, interdiction par le conseil d'Etat) puis plus nuancée : autorisation de principe, mais seulement en cas de carence des

entreprises privées (loi de 1926 et de 1955) et surtout avec l'organisation suivante, en cas de gestion directe, de Régie, par la municipalité (c'est à dire le seul cas où on pourrait parler de tendances «collectivistes» : le service sera administré par un conseil d'exploitation et un quart des membres nommé par le préfet, un quart par le maire, le directeur nommé par le maire avec **l'agrément du préfet**, le reste des membres peut être nommé par le conseil municipal.

Le maire est élu par le conseil municipal. Il est placé «**sous l'autorité**» du préfet pour : la tenue de l'état-civil, la révision des listes électorales, la collaboration avec la police. Dans tous les cas, il peut être suspendu pour un mois par le préfet (sans motif déclaré), trois mois par le ministère de l'intérieur (idem) et même révoqué par décret motivé (le conseil d'Etat admet comme motivation les injures «grossières» à l'égard d'un ministre).

Pouvoir des maires ? Il prépare le budget (les recettes ordinaires en tant que «représentant du conseil municipal», insuffisantes la plupart du temps, sont fixées mais libres : les emprunts sont autorisés par le gouvernement. Parmi les dépenses, certaines sont obligatoires, d'autres interdites. Toutes celles qui restent sont libres). Le maire a l'entier pouvoir du plan d'alignement des voies de la commune, les reconnaissances de dettes communales, les procès communaux.
Il reste toutefois, en tant que représentant du conseil municipal, placé sous «la surveillance» du préfet. Il est tenu de se conformer aux lois et aux règlements en vigueur.

La classe dirigeante

Les classes dirigeantes passées ayant été bien étudiées (ce sont toujours les classes dirigeantes passées qui sont étudiées), il n'est pas difficile d'en donner une définition : la classe dirigeante est un groupe social minoritaire qui s'est emparé de la direction du reste du milieu social en contrôlant l'organisation politique de ce milieu (elle détient les postes de «commandement», et notamment le monopole de la force armée) et l'organisation économique (soit directement : patron, soit indirectement : État-patron). La conséquence et le signe infaillible de sa prédominance sociale est sa richesse ; si «l'élite» dirigeante n'est pas riche en arrivant au pouvoir, elle ne tarde jamais à le devenir (par richesse, il faut entendre naturellement niveau de vie : peu importe que celui qui dispose d'un palais n'en soit pas «propriétaire», du moment qu'il sait qu'il pourra s'en servir tant qu'il le désire). Enfin, ce groupe social, cette classe, tend automatiquement à la continuité, c'est à dire à l'hérédité du niveau social ; et, corrélativement, elle est à peu près fermée à tout intrus d'un niveau social «inférieur».

Cette définition un peu longue une fois posée, nous pouvons nous demander s'il y a vraiment, oui ou non, une classe dirigeante actuellement. Et nous rencontrons d'abord trois arguments qui nous démontrent qu'il n'y a plus «à proprement parler» de classe dirigeante :

1. *«Les industries clés sont nationalisées, ou en voie de l'être. Les grandes entreprises elles-mêmes sont intégrées dans le plan national. Il n'y a donc plus que des salariés, la «plus-value» tend à disparaître sauf dans le petit commerce, la petite industrie, tenus pour négligeables. L'argument joue encore plus dans le cas de la Russie où tout est pratiquement nationalisé (et non collectivisé comme on le dit à tort).»*

Cette première objection doit à notre avis être écartée immédiatement. Elle confond en effet la **manière** dont une classe s'approprie à la fois le pouvoir et un niveau de vie très supérieur (les deux sont toujours liés) avec **l'existence** de cette classe. Or le mode d'appropriation juridique du pouvoir et de la richesse importe peu en fait. La haute bourgeoisie du XIXe siècle détenait le pouvoir parce qu'elle était individuellement propriétaire des moyens de production, et qu'elle percevait la plus-value. Mais les ancêtres de cette bourgeoisie dans les siècles précédents n'avaient conquis cette position que par l'accaparement des charges publiques. Avant elle, la haute noblesse féodale tirait la richesse de l'exercice des pouvoirs publics.

Cette rapide remontée dans les siècles, pour superficielle qu'elle soit, aide à comprendre que l'exploitation de la société par une classe peut prendre bien d'autres formes que celles de la propriété privée du code civil et de la plus-value au sens strictement marxiste du terme.
D'ailleurs, que le capitalisme ait changé, c'est là une évidence, encore convient-il de bien noter que la régression de la petite et moyenne entreprise au profit des trusts à caractère monopoliste n'en a pas pour autant désagrégé la classe bourgeoise, bien au contraire, elle a plutôt renforcé la solidarité soumise des petits actionnaires avec les «gros», en même temps qu'elle a accru la puissance de ceux-ci et notamment au niveau politique, en consommant la réconciliation du capitalisme industriel avec le capitalisme bancaire.

2. Les différences de niveau de vie (si importantes puisqu'elles forment la mentalité du groupe social, et ses raisons d'agir) se seraient atténuées : Il n'y aurait plus de fossés entre groupes sociaux, on passerait d'un niveau de revenu à un autre par d'insensibles transitions. C'est l'image d'une pente douce, avec le manœuvre portugais à un bout et le président-directeur de Péchiney à l'autre. Il y a bien une petite différence, mais le dimanche ils portent le même complet... Ce genre d'exemple simplet est fréquent dans certains milieux.

3. De toute façon, l'inégalité encore existante dans les niveaux sociaux serait le strict reflet de la «valeur individuelle» de chacun. La preuve en serait que si, par exemple, le fils du manœuvre portugais, devenu français bien entendu, a les «capacités intellectuelles», il pourra s'élever dans l'échelle sociale et, qui sait, devenir président-directeur de, disons St Gobain, pour varier.

L'argumentation tout entière se résume alors ainsi : il manque, de nos jours, deux caractères essentiels pour faire une classe dirigeante : la différence très nette de niveau de vie, autrement dit la coupure sociale (argument 2), et l'hérédité (argument 3). Cette argumentation paraît très démentie par ce que nous pouvons savoir de la réalité.

La coupure sociale

La pyramide des revenus (I.N.S.E.E.). — Établie par l'Institut national de la statistique (le seul organisme sérieux actuellement, et de plus d'Etat), cette pyramide révélatrice a peu attiré l'attention de la presse. A notre connaissance, elle n'a été publiée que par *France Observateur* et *Tribune Socialiste* (troisième semaine d'octobre 1964). Elle méritait pourtant plus d'intérêt.[93] Ce document nous enseigne entre autres :

1. Que la hiérarchie des revenues est énorme dans notre pays, puisque près d'un million de vieux, économiquement faibles, ne disposent que de 6.000 francs par mois, alors qu'à l'autre extrémité de la pyramide, plus de 500 familles ont un revenu de 5 à 6 millions par mois chacune (150.000 disposent de plus de 312.000 francs par mois, 14.000 de plus de 625.000 francs, 3000 de plus de trois millions, et quelques dizaines de 10 à 20 millions par mois).

La hiérarchie des revenus en France va donc de 1 à 2000 ou 3000. Encore cette disparité de revenus serait-elle beaucoup plus forte si les classes privilégiées ne dissimulait pas au fisc une partie importante de leurs revenus, soit que la loi les y autorise (revenus d'emprunts d'Etat, intérêts de prêts aux sociétés d'investissement, certains bénéfices dans la vente d'appartements, avantages en nature offerts à leurs dirigeants par les grandes sociétés : chauffeurs, auto, villa, chasse, domestique, yachts, soit qu'elles fraudent purement et simplement (commerçants, professions libérales...). Les revenus réels de ces groupes sociaux favorisés sont manifestement supérieurs à ceux que le fisc a recensés dans la pyramide ci-dessus.

2. Comme nous l'avons rappelé bien des fois, la grande masse des ménages français n'a encore qu'un revenu extrêmement bas, puisque 45% disposent de moins de 62.500 à 100.000 francs par mois. Au total, trois ménages sur quatre ont moins de 100.000 francs par mois pour vivre.

Cela n'est pas pour surprendre, puisque les statistiques du ministère du travail établissent que 65% des ouvriers et des employés gagnent encore moins de 55.000 anciens francs par mois et que les salaires moyens pour ces deux catégories — qui constituent les 7/8 des salariés du commerce et de l'industrie — sont d'environ :

	Hommes	Femmes
Ouvriers	58.000	38.000
Employés	68.000	52.000

Pour ce qui est de l'hérédité, la documentation se fait plus rare, on pourra cependant prendre une connaissance assez précise du rôle politique et économique que jouent les dynasties financières et industrielles, en compulsant les numéros du «Crapouillot» : «les gros» et les «200 familles»... et aussi «les maîtres de l'UNR» et «la république des Rothschild». Mais l'idée qui nous intéresse ici est celle de la «promotion sociale» : la promotion des individus de valeur serait une réalité, du fait que l'université est ouverte à tous.

Les statistiques récemment publiées dans un ouvrage au titre significatif [94] par les sociologues Passeron et Bourdieu, nous montrent que l'université compte 0,6% de fils de salariés agricoles, 0,9% de fils de personnel de service, 6,4% de fils d'ouvriers, et 7,9% d'employés (de bureau et de commerce). Contre 28% de

fils de cadres supérieurs et de membres de professions libérales, 17,7% de fils de patrons de l'industrie et du commerce, 17,8% de fils de cadres moyens et 7% de fils de rentiers sans profession. Ces pourcentages, déjà révélateurs quant à l'égalitarisme de l'enseignement français, deviennent probants si l'on en déduit le nombre d'étudiants pour 1000 personnes actives de la catégorie d'origine ; ce nombre part de 1,4 pour les salariés agricoles, 1,7 pour le personnel de service, 1,9 pour les ouvriers, passe à 6,8 pour les employés, pour aboutir ensuite à 106,8 pour les industriels et 168 pour les professions libérales.

Aux obstacles économiques, évidents, s'ajoutent les obstacles culturels, peut-être moins apparents mais tout aussi efficaces (cf. titre de l'ouvrage cité) et qui ont notamment pour effet, d'une part le retard et le piétinement des «classes défavorisées» qui, s'il n'est pas absolument rédhibitoire quant à l'obtention des «places» s'accompagne d'autre part d'une relégation des «classes inférieures» dans certaines disciplines : 7,2% et 8,6% de fils d'ouvriers en lettres et en sciences (pour devenir : professeurs, techniciens, cadres moyens et subalternes...) contre 4,8% en droit, 3,1% en médecine et 2,2% en pharmacie, alors que les fils de cadres supérieurs et professions libérales, par exemple, sont 27,1% en droit, 34% en médecine, 44,2% en pharmacie, contre 27,6% et 25,1% en sciences et en lettres. L'inégalité est encore plus nette pour ce qui est des grandes écoles, pépinières de futurs cadres supérieurs, administrateurs publics et privés. Prenons les écoles les plus renommées pour leurs débouchés : Polytechnique compte dans ses effectifs 2% de fils d'ouvriers contre 13% de fils de patrons de l'industrie et du commerce et 57% de fils de professions libérales et cadres supérieurs ; les écoles normales supérieures de la rue d'Ulm (garçons) et de Sèvres (filles) dénombrent 3% de fils d'ouvriers contre 51% de fils de cadres supérieurs et professions libérales, et 9% de fils de patrons de l'industrie et du commerce. Arrivons-en, pour terminer ces énumérations fastidieuses, au sanctuaire de la haute bourgeoisie qu'est l'Institut d'Étude Politique (sciences-Pô pour ceux qui connaissent !) et qui prépare à «ma très fidèle» École Nationale d'Administration (préfets, sous-préfets, diplomates, secrétaires de cabinet, Conseil d'Etat, ministère des Finances...) : on y trouve 2% de fils d'ouvriers (33,8 % de la population active) contre 19% de fils de patrons de l'industrie et du commerce (12% de la population active).

Ainsi donc si pour un fils de prolétaire les chances d'accéder au poste de cadre moyen sont minimes, celles d'accéder à celui de cadres supérieurs ou plus généralement de dirigeants sont purement symboliques, tant il est vrai que :

«Les classes privilégiées trouvent dans l'idéologie (de la sélection par le talent) une légitimation de leurs privilèges culturels qui sont ainsi transmués d'héritage social en grâce individuelle ou en mérite personnel.
Ainsi masqué, le “racisme de classe” peut s'afficher sans jamais s'apparaître.»

(Op. cit.)

Telle est, nous semble-t-il, la juste réponse à l'argument n° 3.

Il reste cependant, et c'est là précisément notre propos, une voie d'accès vers un niveau plus élevé de l'ordre social pour les ambitions prolétariennes individuelles, c'est la voie politique et surtout parlementaire (on pourrait envisager dans cette optique un parlementarisme syndical). L'histoire de la social-démocratie allemande et des partis communistes français et italiens

(entre autres...) est bien faite pour inciter l'arrivisme, ou du moins pour le catalyser, les «représentants» élus, des partis soi-disant prolétariens, et même «révolutionnaires», savent se montrer collectivement de bons gardiens du système dès lors que, députés, il leur assure largement le nécessaire et le superflu, et satisfait leur volonté de puissance (en 1936 : «*il faut savoir terminer une grève*»). Ce sont même de bons gérants du capitalisme à qui l'on peut faire confiance dans les heures graves (en 45 : «*Produire d'abord, revendiquer ensuite*», «*La grève c'est l'arme des trusts*». Mais individuellement aussi, les politiciens du prolétariat peuvent se faire apprécier comme éventuels administrateurs de sociétés (privées), plus couramment encore ils peuvent être tout simplement vénaux. Ce sont là les seuls modes de «promotion sociale» du prolétariat, le second terme de l'alternative étant la destruction de cet ordre libéral hiérarchisé.

Il pourrait y avoir une certaine confusion entre *notre attitude antiparlementaire et celle des idéologues totalitaires* (elles deviennent parlementaristes quand elles peuvent organiser la terreur policière). Si nous sommes anti-parlementaristes, c'est parce que nous reprochons au parlementarisme *son manque de démocratie* (dans le sens «pouvoir du peuple»), tandis que les théories totalitaires lui reprochent *un excès de démocratie*. Les uns et les autres considèrent que le régime électoral et parlementaire, tout en gardant les apparences d'un «vox populi», n'est pas une vraie expression de la voix du peuple. Nous considérons que cela provient de deux faits : le député et le pouvoir législatif sont un paravent au vrai pouvoir, celui de la classe dominante qui utilise les façades pseudo-populaires pour toujours imposer ses décisions ; par le truchement du vote, on continue de tenir et de perpétuer les vieux sentiments, les vieilles habitudes et les symboles de représentation de soumission, d'abdication, de centralisation, d'irresponsabilité, d'immaturité des masses en les empêchant de s'occuper effectivement et directement des problèmes de leur propre vie en tant que producteurs, consommateurs et citoyens.

Les théories autoritaires, encore plus les théories totalitaires, par contre, refusent toute participation populaire, même la fiction du parlementarisme, en décrétant que la masse n'a qu'un devoir — se soumettre, obéir, exécuter les directions venues d'en haut, soit d'un chef providentiel et omniscient, soit d'une oligarchie, parti, mouvement, armée.

L'attitude antiparlementaire classique nous semble insuffisante. La plupart des électeurs sont d'accord sur le côté ridicule et impuissant de la pratique électoraliste, mais *ils continuent tout de même à voter*, parce qu'ils ne voient pas d'autre possibilité. La propagande antiparlementaire purement négative ne suffit pas, il faut en même temps proposer quelque chose d'autre. Cet «autre chose» peut se situer sur deux plans : un plan *lointain* — le changement du régime par un autre, plus juste, plus humain, vraiment démocratique ; un plan *quotidien* — l'encouragement et la participation en tant qu'individu (dans certains cas même, en tant que groupe ou fédération), à l'activité sociale quotidienne, surtout celle où l'emprise étatique est la moins forte, pour pouvoir susciter, encourager les initiatives, les aspirations, les besoins venant de la base, c'est-à-dire de vastes couches du peuple.

L'organisation libertaire de la vie sociale n'est que l'expression de la démocratisation poussée et effective : une multitude d'organisations locales le plus autonome possible (donc le plus responsable et le plus «adulte») réunies

par agglomération, par région, par unité territoriale, réunies aussi par affinité et similitude d'intérêt et de travail, sur la base d'entraide, de fédéralisme, d'autogestion.

L'élimination des secteurs de distribution artificielle (comme aujourd'hui tel produit vendu 5 ou 8 fois plus cher au consommateur qu'il n'est acheté au producteur) abaissera les coûts de production. La concentration des industries, horizontalement et verticalement, supprimera la concurrence et permettra de diversifier, d'adapter l'offre à la demande. Le nivellement, la réduction des différences de salaires évitera les inégalités sociales créées dans les régimes actuels capitalistes et communistes à des fins démagogiques et répressives («diviser pour régner»).

Il est à remarquer que ces trois mesures : suppression des secteurs parasitaires, de la concurrence et égalisation des salaires, en même temps que la création de conseils ou comités ouvriers ou paysans, sont les phénomènes qui apparaissent dans tout mouvement historique où les masses ont une part importante. La Russie de 1917-21, les mouvements spartakistes allemands de 1919-20, les occupations d'usines en Italie en 1920, l'Espagne en 1936, la Hongrie en 1956, l'Algérie en 1962, pour ne prendre que les exemples les plus caractéristiques, ont appliqué ces méthodes. Il ne s'agit par conséquent pas d'une vue théorique. Et il est aussi intéressant de signaler que c'est en Espagne, où l'anarchisme était le plus puissant et le plus organisé, que la participation des travailleurs à la gestion de la société a été la plus poussée.

Les conceptions anarchistes de gestion ne sont pas spécifiques au mouvement anarchiste, elles sont une nécessité dans une société dont les besoins et les contradictions ont créé les chambres à gaz et les bombes nucléaires.

P. J. VIDAL

N° 29 — 1965 —

Élections (suite).

LA C.N.T. ET LES ÉLECTIONS

Depuis sa création (novembre 1910) jusqu'à son interdiction en 1923 lors de l'instauration de la dictature de Primo de Rivera, la Confédération Nationale du Travail n'eut guère à se poser le problème des élections. Celles-ci n'intéressaient que la droite, qui truquait ouvertement le scrutin grâce à ses hommes de main locaux (caciquismo) ou grâce à des fonctionnaires subornés

(pucherazo). La gauche, soit dit en passant, faisait de même mais à une échelle inférieure.

La chute de Primo de Rivera, en 1927, et le régime de transition de Berenguer donnèrent lieu à des élections en vue de créer une assemblée constituante en avril 1931. A dire vrai, ces élections ne faisaient que sanctionner une série d'accords politiques entre la droite modérée et les républicains, pour remplacer la monarchie parlementaire par une république (pacte de San Sébastian).

De 1923 à 1927, la C.N.T. étant interdite, une partie des militants se réfugia en France et en Belgique, mais la grande majorité resta en Espagne. (Il est à noter que le parti communiste, fondé par deux groupes différents en 1921, puis regroupé, était si faible qu'il ne fut pas interdit). Cependant, la propagande anarchiste demeurait et les journaux anarchistes d'Amérique latine circulaient en assez grand nombre. Les exilés de France firent des tentatives armées pour s'introduire en Espagne, mais échouèrent (Val d'Aran et Bidassoa). Comme dans tout mouvement en exil, des mésententes apparurent, certains éléments prirent contact avec des politiciens et participèrent indirectement au pacte de San Sébastian (Pestana), les autres travaillèrent avec les anarchistes français et avec différents anarchistes exilés: russes et italiens. Eusebio Carbo et Orobon Fernandez participèrent même aux réunions sur la plateforme d'Archinof[95] (témoignage d'Ugo Fedeli, participant également, dans *Volontà*, anno III, 6-7, page 373).

La C.N.T., redevenue légale en 1930, annonça bien avant les élections de 1931 que la république ne valait pas mieux que la monarchie, et elle donna la consigne d'abstention.

L'incapacité de la monarchie amena la majorité des votants à élire les candidats républicains, ce qui provoqua le départ du roi ; aucune effusion de sang n'avait eu lieu et, d'autre part, aucun changement social, si minime soit-il, n'avait été fait.

Une bonne preuve de ce que le changement de régime était une farce nous est donnée par l'ancien maire de Sabadell, José Maria Marcet Coll, franquiste aimant parler ferme et franc : «Et le 14 avril 1931, à l'abri d'élections municipales qui, en réalité, signifiaient peu de chose, on forgea rien moins que la chute de la monarchie sans que les monarchistes eux-mêmes ne la défendissent — certains d'ailleurs poussèrent à la roue — et la proclamation de la république» (*Mi ciudad y yo*, page 12, Barcelone 1963).

Plutôt que d'utiliser uniquement des témoignages de camarades, il nous semble préférable de présenter d'abord les chiffres des abstentions, d'en tirer des lignes générales, puis de les comparer à ces témoignages pour essayer de conclure. (Documentation tirée de la thèse de Jean Bécarud: *La IIe République espagnole*, 1962. Fondation nationale des Sciences politiques.)

Nous considérons que les abstentions dues à la propagande anarchiste apparaissent à partir de 30% des inscrits qui n'ont pas voté ; en-dessous, c'est le chiffre moyen d'abstention considéré normal dans toute élection. Il nous faut tout de suite faire remarquer que nos considérations sont aléatoires, du fait qu'il faut inclure parmi les abstentionnistes anarchistes ceux, nombreux, qui ont refusé de se faire inscrire comme votants et qui sont exclus des chiffres que nous allons citer. Cependant nous aurons une idée générale.

Tout d'abord il faut savoir où était la C.N.T. Selon les délégations ayant participé au congrès de 1910, on voit qu'elle s'étendait à la Catalogne et à l'Andalousie et, en moins grande proportion, au Levant, aux Asturies et à la Galicie. Ailleurs il y avait des foyers locaux, comme Madrid et Puertollano en Castille, Santander et Pasajes sur la côte cantabrique.

En 1931, les provinces ayant plus de 35% d'abstentions sont :
De 35 à 40% : Oviedo, Barcelone, Séville, Grenade, Almérie, Murcie.
De 40 à 45% : Cadix, Malaga et la Corogne.
Plus de 45% : Pontevedra.

Dans toutes ces provinces, la C.N.T. est fortement implantée, donc la démonstration est nette : des consignes ont été données et elles ont été suivies.

Il est intéressant de remarquer que, selon le recensement de 1930, les régions les plus peuplées d'Espagne sont : de 750.000 à 1.000.000 d'habitants : La Corogne, Oviedo, Séville ; plus de 1.000.000 d'habitants : Barcelone, Madrid, Valence. Ajoutons que les régions les plus industrielles étaient (et sont) Oviedo, Barcelone, Madrid, Valence et le Pays Basque. On remarque donc que toutes les régions les plus peuplées d'Espagne (sauf Madrid et Valence) et les régions industrialisées (sauf Madrid, Valence et le Pays Basque) sont touchées par l'influence de la C.N.T. en 1931. Ceci est une preuve de ce que l'anarchisme espagnol n'est pas confiné dans les régions les plus retardées d'Espagne.

Voyons maintenant les élections de 1933. En 1931, la C.N.T. avait ordonné un soulèvement, puis en 1933 un autre. La consigne fut l'abstention massive pour permettre à la droite de gouverner et pour déclencher la révolution en entraînant les militants de l'U.G.T. : «*Nous ferons les alliances dans la rue.*» Telle fut la position de la C.N.T.

En 1933, les provinces ayant plus de 35 % d'abstentions sont :

De 35 à 40% : Léon, Alméria, Teruel, Lérida, Gérone, Barcelone.
De 40 à 45% : La Corogne, Pontevedra, Saragosse, Tarragone.
Plus de 45% : Huesca, Séville, Cadix, Malaga.

L'affaire est nette : plusieurs provinces se détachent : la Galice, l'Aragon, une partie de la Catalogne (Barcelone), la Basse-Andalousie. De nouvelles régions ont été gagnées : au Léon, en Aragon et dans le reste de la Catalogne. Si on ajoute à ces chiffres les abstentions de 30 à 35% on retrouve toutes les régions de 1931 : Grenade, Murcie, Oviedo, etc.

L'Espagne à tendance franchement anarchiste se dessine nettement en trois blocs :

1) L'Aragon, la Catalogne et la petite province de Logrono.
2) La Galicie et les Asturies.
3) L'Andalousie et le Levant (sauf Valence).

Passons, pour finir, aux élections de 1936, les plus controversées.

La C.N.T. a lancé un mouvement en décembre 1933 et n'a pu entraîner les masses, bien au contraire, l'U.G.T. a refusé de suivre la grève générale appliquée par la C.N.T. (voir *El Sol*, 12 décembre 1933, page 10).

En octobre 1934, le parti socialiste a lancé une insurrection générale sans avertir la C.N.T., qui y a pourtant participé aux Asturies. Mais les mouvements

de 1931, 1933 et 1934 ont amené l'arrestation d'un grand nombre de militants aguerris (10 à 15.000, le chiffre des emprisonnés étant de 30.000 environ), plusieurs membres importants de la C.N.T, dont Durruti (voir *El Congreso Confederal de Zaragoza*, page 145), sont pour le vote, c'est-à-dire la libération des prisonniers. Cependant une campagne pour l'abstention est menée, mais à Saragosse et à Barcelone le vote est préconisé (même source).[96]

Voici le résultat des abstentions en 1936

De 35 à 40% : La Corogne, Lugo, Zamora, Cadix, Alméria, Murcie.
De 40 à 45% : Burgos, Guadalajara, Malaga.
Plus de 45% : Teruel.

De nouvelles régions apparaissent : Lugo, Zamora et Guadalajara. Lugo a eu de 30 à 35% d'abstentions en 1933, Zamora également, Burgos de 20 à 30%, de même que Guadalajara. Si pour Lugo et Zamora on peut envisager une poussée de la C.N.T., pour Burgos et Guadalajara nous pensons qu'il s'agit de circonstances étrangères à l'influence de la C.N.T.

On remarque que, sauf pour les quatre régions que nous venons de voir, les six autres ont déjà obtenu de fortes abstentions en 1931 ou en 1933 (et 1933 pour la Corogne, Alméria, Cadix, Malaga), donc ce sont surtout l'Aragon et la Catalogne qui ont voté ; ailleurs les résultats sont sensiblement identiques.

Conclusions

Les élections de 1931, 1933 et 1936 montrent que :

— La C.N.T. est un mouvement de masse solidement implanté.
— Elle a étendu son influence de 1931 à 1933 (les chiffres de 1936 ne permettent pas de vérifier si cette avance continuait).
— Alors qu'en 1931 et 1933 ils se sont abstenus, les militants de la C.N.T. ont en majorité voté en 1936. Ce vote a-t-il apporté quelque chose de positif ?

Les prisonniers ont en partie été libérés, mais aucun des éléments de la crise économique et politique n'a changé. Le leurre que furent ces élections est évoqué par Felipe Alaiz :

«Pour l'Espagne, rappelons que, lors des élections de février 1936, on propageait la nécessité de voter «pour écraser le fascisme». On vota pour écraser le fascisme et, cinq mois après avoir été écrasé au Parlement, le fascisme surgit dans la rue avec la violence que l'on sait» (*Nueva maldicion del 1945*, page 9).[97]

Si les anarchistes furent presque partout en Espagne la seule force organisée à réagir immédiatement et par les armes,[98] ce n'est pas à leur «électoralisme»

très circonstanciel de 1936 qu'ils le doivent, mais, bien au contraire, aux habitudes d'action directe qu'ils avaient depuis si longtemps.

RENOF

PROUDHON ET LE PARLEMENTARISME

«Le peuple, dans le vague de sa pensée, se contemple comme une gigantesque et mystérieuse existence et tout dans son langage semble fait pour l'entretenir dans l'opinion de son indivisible unité. Il s'appelle le Peuple, la Nation, c'est-à-dire la Multitude, la Masse ; il est le vrai souverain, le Législateur, la Puissance, la Domination, la Patrie, l'État.

«Il a ses Convocations, ses Scrutins, ses Assises, ses Manifestations, ses Prononcements, ses Plébiscites, sa Législation directe, parfois ses Jugements et ses Exécutions, ses Oracles, sa Voix.

Autant il se sent innombrable, irrésistible, immense, autant il a peur des divisions, des scissions, des minorités.

«Son idéal, son rêve le plus délectable, est unité, identité, uniformité, concentration ; il maudit comme attentatoire à sa majesté tout ce qui peut partager sa volonté, couper sa masse, créer en lui diversité, pluralité, divergence (...).»

«Plein de ses mythes et se considérant comme une collectivité essentiellement indivise, comment le peuple saisirait-il le rapport de plein saut de l'individu à la société ?

Comment sous son inspiration les hommes d'État qui le représentent donneraient-ils la vraie formule du gouvernement ? Là où règne dans sa naïveté le suffrage universel, on peut affirmer d'avance que tout se fera dans le sens de l'indivision. Le Peuple étant la collectivité qui renferme toute autorité et tout droit, le suffrage universel pour être sincère dans son expression devra autant que possible être lui-même indivis. C'est-à-dire que les élections devront se faire par scrutins de liste : il s'est même trouvé en 1848 des unitaires qui demandaient qu'il n'y ait qu'une seule liste pour les 86 départements.

De ce scrutin indivis surgit donc une assemblée indivise, délibérant et légiférant comme un seul homme : En cas de division du vote, c'est la majorité qui représente, sans diminution aucune, l'unité nationale. De cette majorité sortira à son tour un gouvernement indivis qui, tenant ses pouvoirs de la nation indivise, est appelé à gouverner et administrer collectivement et indivisement, sans esprit de localité, ni intérêt de clocher. C'est ainsi que le système de centralisation, d'impérialisme, de communisme, d'absolutisme, tous ces mots

sont synonymes, découle de l'idéalisme populaire ; c'est ainsi que dans le pacte social, conçu à la manière de Rousseau et des jacobins, le citoyen se démet de sa souveraineté et que la commune, le département et la province ne sont plus que des agences sous la direction immédiate du ministère.»

«Les conséquences ne tardent plus à se faire sentir : le citoyen et la commune déchus de toute dignité, les envahissements de l'État se multiplient, et les charges du contribuable croissent en proportion. Ce n'est plus le gouvernement qui est fait pour le peuple, c'est le peuple qui est fait pour le gouvernement. Le pouvoir envahit tout, s'arroge tout, à perpétuité, toujours, à jamais ! Guerre et marine, administration, justice, police, instruction publique, créations et réparations publiques ; banques, bourses, crédit, assurances, secours, épargnes, bienfaisance ; forêts, rivières, canaux ; cultes, finances, douanes, commerce, agriculture, industries, transports. Sur le tout un impôt formidable, qui enlève à la nation le quart de son produit brut. Le citoyen n'a plus à s'occuper que d'accomplir dans son coin sa tâche, recevant son salaire, élevant sa famille et s'en remettant pour le surplus à la providence du gouvernement.»

«Devant cette disposition des esprits, au milieu des puissances hostiles à la révolution, quelle pouvait être la pensée des fondateurs de 89, amis sincères de la liberté ?

N'osant rompre le faisceau de l'État, ils devaient surtout se préoccuper de deux choses : 1° de contenir le pouvoir toujours prêt à usurper ; 2° de contenir le peuple, toujours prêt à se laisser entraîner par ses tribuns et à remplacer les mœurs de la légalité par celles de l'omnipotence.»

«Jusqu'à présent, en effet, les auteurs de constitutions, Seyès, Mirabeau, le sénat de 1814, la chambre de 1830, l'assemblée de 1848, ont cru non sans raison, que le pouvoir capital du système politique était de contenir le pouvoir central, en lui laissant toutefois la plus grande liberté d'action, et la plus grande force. Pour parvenir à ce but, que faisait-on ? D'abord on divisait le pouvoir par catégorie de ministères ; puis on distribuait l'autorité législative entre la royauté et les chambres à la majorité desquelles on subordonnait encore le choix que le prince devait faire des ministres. Enfin l'impôt était voté, pour un an, par les chambres, qui saisissaient cette occasion de passer en revue les actes du gouvernement.»

«Mais, tandis qu'on organisait le parlementage des chambres contre les ministères, qu'on balançait la prérogative royale par l'initiative des représentants, l'autorité de la couronne par la souveraineté de la nation ; tandis qu'on opposait des mots à des mots, des fictions à des fictions, on adjugeait au gouvernement sans réserve aucune, sans autre contrepoids qu'une vaine faculté de critique, la prérogative d'une administration immense ; on mettait en ses mains toutes les forces du pays ; on supprimait, pour plus de sûreté, les libertés locales ; on anéantissait avec un zèle frénétique «l'esprit de clocher». On créait, enfin, une puissance formidable, écrasante, à laquelle on se donnait ensuite le plaisir de faire une guerre d'épigrammes. Aussi qu'arrivait-il ? l'opposition finissait par avoir raison des personnes : on renversait une dynastie, puis une seconde ; on mettait empire sur république, et le despotisme centralisateur, anonyme, ne cessait de grandir, la liberté de décroître.

Tel a été notre progrès depuis la victoire des jacobins sur la Gironde. Résultat inévitable d'un système artificiel, où l'on mettait d'un côté la souveraineté

métaphysique et le droit de critique, de l'autre toutes les réalités du domaine national, toutes les puissances d'action d'un grand peuple.»

PROUDHON.
«Le principe fédératif», chapitre X.
Idéalisme politique, efficacité de la garantie fédérale.
(extraits)

ANARCHISTES « ÉLECTIONNISTES »

Nous ne voulons pas, nous n'avons jamais voulu, sombrer dans le culte des «grands hommes», de la «vieille barbe», fussent-ils anarchistes... Mais nous pensons que l'excès contraire est aussi ridicule : pourquoi ne laisserions-nous pas la parole aux camarades du passé quand ce qu'ils ont dit résonne encore avec clarté, actualité ?

Sur le problème électoral et les «bonnes raisons» — on en découvre toujours — que pourraient donner et se donner d'éventuels camarades «électionnistes», nous trouvons la position d'Errico Malatesta (*Pensiero e Volontà*, n° 10, 15 mai 1924), plus juste, plus actuelle que jamais. Et nous la faisons nôtre.

N.R.

Étant donné qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir aucune autorité qui donne ou enlève le droit de se dire anarchiste, nous sommes bien forcés de temps en temps, de noter l'apparition de quelque converti au parlementarisme qui continue, au moins pendant un certain temps, de se déclarer anarchiste.

Nous ne trouvons rien de mal, ni de déshonorant, à changer d'opinion, quand le changement est motivé par de nouvelles et sincères convictions et non par l'intérêt personnel ; nous voudrions cependant que l'on dise franchement ce que l'on est devenu et ce que l'on a cessé d'être, pour éviter les discussions inutiles. Mais peut-être cela n'est-il pas possible, parce que celui qui change d'idées ne sait généralement pas, au début, où il va atterrir. Du reste, ce qui nous arrive, arrive, dans une proportion plutôt plus grande, à tous les mouvements politiques et sociaux. Les socialistes, par exemple, ont dû subir les socialistes exploiteurs et des politiciens de toute espèce qui se disaient socialistes ; et les républicains sont également contraints aujourd'hui à supporter que certains, vendus au parti dominant, usurpent le nom même de mazziniens.

Heureusement l'équivoque ne peut durer longtemps. Bien vite la logique des idées et le besoin de l'action poussent les prétendus anarchistes à renoncer spontanément à leur nom et à se mettre à la place qui leur revient. Les

anarchistes électionnistes, qui se sont montrés en plusieurs occasions, ont tous plus ou moins rapidement abandonné l'anarchisme, tout comme les anarchistes dictatoriaux ou bolchevisants sont devenus rapidement des bolcheviks sérieux, qui se sont mis au service du Gouvernement russe et de ses délégués.

Le phénomène s'est reproduit en France, à l'occasion des élections de ces derniers jours. Le prétexte est l'amnistie. «Des milliers de victimes gisent dans les prisons et dans les bagnes ; un gouvernement de gauche les amnistierait ; c'est le devoir de tous les révolutionnaires, de tous les hommes de cœur, de faire ce qu'ils peuvent pour que des urnes sortent les noms des hommes politiques dont on attend qu'ils donnent l'amnistie.» Voilà la tendance qui prédomine dans le raisonnement des convertis.

Que les camarades français soient attentifs.

En Italie, il y eut une agitation en faveur de Cipriani, prisonnier, qui servit de prétexte à Andrea Costa pour entraîner les anarchistes romagnols aux urnes et à commencer ainsi à faire dégénérer le mouvement révolutionnaire créé par la Ire Internationale et à finir par réduire le socialisme à un moyen pour amuser les masses et à assurer la tranquillité de la monarchie et de la bourgeoisie.

Mais en vérité les Français n'ont pas besoin d'aller chercher des exemples en Italie, puisqu'ils en ont de très éloquents dans leur histoire.

En France, comme dans tous les pays latins, le socialisme a débuté, sinon par l'anarchisme, du moins comme antiparlementaire ; et la littérature révolutionnaire française de la première décade après la Commune abonde en pages éloquentes dues, entre autres, à la plume de Guesde et de Brousse, contre le mensonge du suffrage universel et la comédie électorale et parlementaire.

Donc, comme Costa en Italie, les Guesde, les Massard, les Deville, et plus tard Brousse en personne, furent pris par la fringale du pouvoir et peut-être aussi par le désir de concilier le renom de révolutionnaire avec la vie sereine et les petits et grands avantages que s'attire celui qui rentre dans la vie politique officielle, même en tant qu'opposant. Et alors toute une manœuvre a commencé pour changer la direction du mouvement et faire que les camarades acceptent la tactique électorale. La note sentimentale servit également beaucoup à ce moment : on voulait l'amnistie pour les Communards, il fallait libérer le vieux Blanqui qui se mourait en prison... et avec une centaine de prétextes, une centaine d'expédients pour vaincre la répugnance qu'eux-mêmes, les transfuges, avaient contribué à faire naître chez les travailleurs contre l'électionnisme et qui, en outre, était alimentée par le souvenir encore vif du plébiscite napoléonien et des massacres perpétrés en juin 1848 et en mai 1871 à cause de la volonté des assemblées issues du suffrage universel. On disait qu'il fallait voter pour se compter, mais que l'on voterait pour les inéligibles, pour les condamnés, ou pour les femmes ou pour les morts ; d'autres proposèrent de voter blanc ou avec un slogan révolutionnaire ; d'autres voulaient que les candidats laissent aux mains des comités électoraux des lettres de démission au cas où ils seraient élus... Et puis, quand le fruit fut mûr, c'est-à-dire quand les gens furent persuadés d'aller voter, on voulut être candidat et député sérieusement : on laissa les condamnés pourrir en prison, on renia l'antiparlementarisme, on jeta la peste sur l'anarchisme ; et Guesde après cent palinodies, finit comme ministre du gouvernement de l'«Union

sacrée», Deville devint ambassadeur de la République Bourgeoise et Massard, je crois, quelque chose de pire encore.

Nous ne voulons pas mettre en doute, préalablement, la bonne foi des nouveaux convertis, d'autant que, parmi eux, il y en a plus d'un avec qui nous avons des liens d'amitié personnels. En général, ces évolutions — ou involutions, si l'on veut — commencent toujours dans la bonne foi, et puis la logique pousse, l'amour-propre s'y mêle, l'ambiance vainc... et l'on devient ce qu'auparavant on répugnait.

Peut-être, dans cette circonstance, n'y aura-t-il rien de ce que nous craignons, parce que les néo-convertis sont fort peu, et bien faible est la probabilité qu'ils trouvent de grandes adhésions dans le camp anarchiste, et ces camarades ou ex-camarades réfléchiront mieux ou reconnaîtront leur erreur. Le nouveau gouvernement qui sera installé en France après le triomphe électoral du bloc de gauche les aidera à se persuader qu'il y a bien peu de différences entre lui et le gouvernement précédent, car il ne fera rien de bon — pas même l'amnistie — si la masse ne l'impose pas par son agitation. Nous chercherons, de notre point de vue, à les aider à trouver la raison par une observation qui, du reste, ne devrait pas être nouvelle pour celui qui a déjà accepté la tactique anarchiste.

Il est inutile de venir nous dire, comme le font ces bons amis, qu'un peu de liberté vaut mieux que la tyrannie brutale sans limite et sans frein, qu'un horaire de travail raisonnable, un salaire qui permette de vivre un peu mieux que les bêtes, la protection des femmes et des enfants, sont préférables à une exploitation du travail humain jusqu'à l'épuisement complet du travailleur, que l'école d'État, pour mauvaise qu'elle soit, est toujours meilleure du point de vue du développement moral de l'enfant, que celle dirigée par les prêtres ou les frères... Nous en convenons volontiers ; et nous convenons également qu'il y peut y avoir des circonstances dans lesquelles le résultat des élections dans un État ou dans une commune peut avoir des conséquences bonnes ou mauvaises et que ce résultat pourrait être déterminé par le vote des anarchistes si les forces des partis en présence étaient presque égales.

Généralement il s'agit là d'une illusion ; les élections, quand elles sont passablement libres, n'ont que la valeur d'un symbole ; elles indiquent l'état de l'opinion publique, opinion qui se serait imposée par des moyens plus efficaces et avec des résultats plus grands si l'échappatoire que constituent les élections ne lui avait pas été présentée. Mais cela n'importe pas : même si certains petits progrès étaient la conséquence directe d'une victoire électorale, les anarchistes ne devraient pas aller aux urnes ni cesser de prêcher leur méthode de lutte.

Puisqu'il n'est pas possible de faire tout dans le monde, il faut choisir sa propre ligne de conduite.

Il y a toujours une certaine contradiction entre les petites améliorations, la satisfaction des besoins immédiats, et le combat pour une société vraiment meilleure que celle qui existe.

Celui qui veut se consacrer à faire construire des urinoirs et des fontaines où il en faut, qui veut se dépenser pour obtenir la construction d'une rue ou l'institution d'une école municipale, ou tout autre petite loi de protection du travail, ou la destitution d'un policier brutal, peut-être fait bien de se servir de son bulletin électoral en promettant son vote à tel ou tel personnage puissant.

Mais alors — puisque l'on veut être «pratique», il faut l'être jusqu'au bout — alors plutôt que d'attendre le triomphe du parti d'opposition, mieux vaut voter pour le parti le plus proche, faire la cour au parti dominant, servir le gouvernement existant, se faire l'agent du préfet ou du maire en exercice. Et, en fait, le néo-converti dont nous parlons ne se proposait pas de voter pour le parti le plus avancé, mais pour celui qui avait la plus grande probabilité d'être élu : le bloc de gauche.

Mais alors, où va-t-on en arriver ?

Les anarchistes ont certainement commis mille erreurs, ont dit une centaine d'absurdités, mais ils sont toujours restés purs et ils demeurent le parti révolutionnaire par excellence, le parti de l'avenir, parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale.

Il serait vraiment impardonnable de se faire attirer dans le tourbillon, au moment où s'approche rapidement notre heure.

MALATESTA.

La Franc-Maçonnerie

N° 23 — Février 1968 —

Franc-Maçonnerie et anarchisme

... Le 3e raisonnement en faveur de la F.M. ou au moins pour la possibilité d'une «double appartenance» à une loge F.M. ou à une organisation anarchiste, est le suivant : nous connaissons beaucoup de libertaires qui ont été des franc-maçons et cela ne les a pas empêchés d'être d'excellents libertaires. Donc, votre position est fausse...

Mais comment savoir vraiment qu'il est F.M. tant qu'un F.M. peut militer à côté de moi dans une organisation libertaire ou une organisation extérieure et latérale pendant des années, sans que je puisse m'apercevoir ou du moins être sûr et certain de sa double appartenance !

Un Francisco Ferrer ? Oui, il était probablement franc-maçon dans le sens de libre-penseur, et surtout plus précisément comme pédagogue et éducateur. Un Michel Bakounine ? Oui il l'écrivit lui-même, le seul libertaire à notre connaissance qui dans un but précis et conscient, et après un court passage, a pris une position claire et nette : de «L'internationale de la bourgeoisie», le mouvement révolutionnaire, prolétarien et libertaire, ne peut rien attendre. Qu'il ait eu le courage de faire une déclaration publique est encore plus significatif, car la F.M. punit (en principe !) de mort ceux de ses membres qui divulguent ses secrets. Malatesta, lui aussi a pris position clairement (il n'a jamais été maçon) :

« ... Je pense moi aussi que probablement la franc-maçonnerie et la "démocratie" en général, intriguent parmi nous dans l'espoir que nous ne leur soyons pas trop hostiles le jour où le régime changera »

(écrit le 7 mars 1932)

Camillo Berneri et Armando Borghi ont publié en mars 1939 une brochure consacrée entièrement «Contre les intrigues maçonniques dans le camp révolutionnaire» (en Italien). Leur travail, très polémique a comme point de départ la position et l'activité d'une libertaire Maria Rygier qui était en même temps ouvertement franc-maçonne. Berneri décrit aussi la F.M. nationaliste en 1914 (Trieste, etc...) puis finançant Mussolini pour se le concilier en 1921, pour se déclarer antifasciste quand ce même Mussolini l'attaque en 1924. Berneri souligne :

«... Heureusement le phénomène maçonnique est dans le camp de l'anarchisme italien tout à fait négligeable.
Mais il y a une considérable minorité d'anarchistes qui, alléchés par l'espérance de "grands moyens" s'est laissée attirer dans le jeu politique de cet antifascisme équivoque qui a abouti aux légions garibaldiennes (mouvement nationaliste pour le rattachement de Trieste et de la Dalmatie et qui devient anti-fasciste... après 1924. Note du trad.) p*uis aux divers mouvements plus ou moins clandestins, et qui maintenant remplit ses filets».*

(Berneri p. 32)

Berneri conclut comme Bakounine,

«La F.M. appuie tout mouvement qui peut aider la bourgeoisie et combat tout ce qui peut la nuire.»

Des «camarades» probablement «frères», nous disent souvent que Proudhon, Elysée Reclus, Sébastien Faure, Voline, etc... étaient franc-maçons. C'est possible mais pas certain, car ils ne l'ont jamais confirmé eux-mêmes, à notre connaissance. Mais ce qui est plus probable, c'est que dans le mouvement libertaire, à côté des autres préoccupations, syndicalistes, individualistes, existe toujours une tendance portée vers la phraséologie humaniste-romantique, les préoccupations métaphysiques, les soucis plus spéculatifs que sociaux et révolutionnaires, une tendance à effacer les luttes idéologiques, les chocs des idées, en envisageant des «synthèses» (Voline, Faure), oubliant le caractère de classe de la société et notre position vis à vis de ces classes ; en un mot, présentant des conclusions plus F.M. que libertaires.

(---)

Notre conclusion est la même que celle de nos camarades qui rédigèrent le N° 5 de *N. et R.* consacré à la F.M. Nous considérons comme incompatible l'appartenance et l'activité anarchiste et franc-maçonne. La F.M. a été, du moins au début, l'organisation spécifique de la Révolution de 1789, en tant qu'avant-garde de la bourgeoisie.

Elle vit actuellement sur l'acquis. Elle est en décalage avec notre temps, elle participe d'une manière plus ou moins consciente et totale au régime bourgeois.

L'anarchiste refuse le régime bourgeois et capitaliste et lutte contre lui, contre la division en classes, contre la classe bourgeoise ; il ne peut donc en aucun cas jouer les étatistes conscients dans ce régime. Le mélange des deux idées dans l'activité d'un militant donne un abandon partiel ou total de nos idées, une tendance à l'affaiblissement du mouvement, car idéologiquement ce mélange est une absurdité.

Théo. (Octobre 1962)

N° 27 — Juin 1964 —

Franc-Maçonnerie et anarchisme

Il nous faut encore une fois aujourd'hui aborder le problème de la Franc-Maçonnerie et des anarchistes (voir *N & R* n° 5, 7, 23 et 24) bien que ce ne soit pas une question suffisamment importante pour lui consacrer tant d'attention.

Les *Cahiers de l'Humanisme Libertaire* de février 1964 (n° 99) ont publié en p.10 un article «A propos de la Franc-Maçonnerie» qui met en cause notre étude sur le même sujet parue un an auparavant (*N & R* n° 23, février 1963). Nous dirons avant tout autre chose, que nous ne désirons pas, bien au contraire, éviter la discussion : nous préférons les positions nettes, même si elles sont en plein désaccord avec les nôtres, plutôt que des insinuations indirectes et non motivées. *L'Humanisme Libertaire* a choisi la discussion ouverte, et il faut s'en réjouir.

Nous voulons répondre à plusieurs questions :

— Sommes-nous de «jeunes exégètes» qui, avec notre intransigeance juvénile jouons aux «législateurs» qui fixent les normes qui demain seront obligatoires, en «oubliant» ce qui ne concorde pas avec nos positions ?

— La Franc-Maçonnerie représente-t-elle aujourd'hui une force progressiste ?

— Les anarchistes peuvent-ils participer utilement à ce travail ?

— Doit-on se solidariser avec la Franc-Maçonnerie en tant que «persécutée» ?

— Que dire de l'attitude de Bakounine à ce sujet ?

La première question est la plus facile à réfuter : nous n'avons jamais eu la moindre prétention d'être des législateurs, d'imposer quoi que ce soit, d'admettre ou d'exclure. Il suffit de parcourir les pages de *N & R* pour le voir. L'accusation d'être «jeune» et de vouloir en même temps «penser» l'anarchisme est la plus grave ; dans le même numéro de *L'Humanisme Libertaire* deux pages plus loin, les rédacteurs regrettent de n'être que «deux» et de n'être plus jeunes. Ils ne comprennent donc pas qu'avec cet esprit de paternalisme, ce refus aux autres et surtout aux jeunes d'avoir une opinion, ils ne peuvent qu'en arriver là.[99]

Mais au fond ce n'est pas tellement l'âge qui porte préjudice à *Noir et Rouge*, c'est plutôt le fait que nous signons collectivement, que nous refusons d'accepter une «tête pensante» bien connue de tous qui fasse autorité. L'anonymat collectif n'est en effet pas très fréquent dans un milieu où l'on met au contraire en épingle la personnalité...

Nous nous sommes expliqués assez longuement dans notre étude sur le caractère progressiste de la Franc-Maçonnerie à ses débuts, qui correspondent à la montée de la bourgeoisie et à la lutte contre l'emprise de l'Église ; que cet aspect progressiste ait été pour quelque chose dans la Révolution de 1789, et dans celles de 1830 et de 1848, dans le suffrage universel, dans la séparation de l'Église et de l'État, etc... est certain ; une série de livres sur la Franc-Maçonnerie sont sortis récemment et ne contrediront pas ce point.

Mais nous avons des doutes (il ne s'agit pas de lois ou de normes) sur **le caractère progressiste actuel de la Franc-Maçonnerie**, précisément parce qu'elle n'a pas pu, par le fait de sa propre essence, s'adapter aux réalités nouvelles telles que la classe ouvrière, le socialisme, l'anticapitalisme, etc... Ou plus exactement, elle s'adapte très bien, mais reste de l'autre côté de la

barricade à côté du pouvoir, de la libre entreprise, de la libre initiative, ce qui dans le régime social actuel signifie du côté du capitalisme et de l'exploitation.

Nous ne doutons pas des bonnes intentions de tel ou tel «frère», mais organiquement, il ne peut aller plus loin que ses bonnes intentions.

Bien que le principe de lutte de classe soit mis en doute par beaucoup d'anarchistes, il est pour nous encore valable, du moins dans le sens de nous interdire d'être dans la même loge que le Préfet de Police ou notre propre patron par exemple.

A la rigueur, on peut admettre «qu'un anarchiste conscient puisse faire un travail positif dans n'importe quel milieu» (quelques camarades ont même trouvé une contradiction dans notre précédent article parce que nous y avons essayé d'envisager cette éventualité). Chaque camarade est libre de ses décisions, d'autant plus que l'appartenance à la F.M. est secrète (encore la question de morale anarchiste !) et cela pose pas mal de problèmes.

Il nous semble à nous, que les efforts anarchistes seront mieux utilisés dans beaucoup d'autres milieux plus réalistes, plus ouverts et moins compromis avec le Pouvoir : les syndicats, la lutte ouvrière et paysanne, l'enseignement, la laïcité, le mouvement coopératif, le planning familial, les mouvements culturels locaux, les mouvements de jeunes, les mouvements pacifistes, les Pays sous-développés, etc... etc...

La solidarité avec les «persécutés» et les «victimes». Il est vrai que la F.M a été persécutée par tous les régimes autoritaires. Peut-être parce que ces régimes sont avant tout basés eux aussi sur la conspiration, le noyautage, et qu'ils craignent que ces mêmes méthodes éprouvées soient employées par les autres.

Il y eut un temps où il suffisait de crier «qui veut mourir pour la liberté ?» et tous les révolutionnaires se trouvaient sur toutes les barricades. Ainsi les anarchistes ont payé de lourds sacrifices qui n'ont pas donné grand chose, du moins dans l'immédiat ; si l'on doit se battre on doit aujourd'hui mieux choisir ses compagnons.

Et enfin, les F.M. ne sont pas si persécutés que ça, du moins dans le régime d'ici. A leur dernier colloque, l'estrade était décorée de leur insigne symbolique et même des ministres y participaient. Le conflit Église—Franc-Maçonnerie n'est pas ce qu'il était il y a un siècle ; au dernier concile Vatican II, le Clergé d'Amérique Centrale a ouvertement posé la question d'une attitude plus compréhensible vis à vis de la F.M.

D'ailleurs ne pas être d'accord, ou refuser de se solidariser avec la F.M. ne signifie pas, au moins pour nous, qu'on doit l'exterminer (C'est une drôle de façon d'imaginer les anarchistes).

Si les auteurs de «A propos de la F. M.» pensent nous «clouer le bec» par leurs connaissances de **Bakounine**, on peut bien dire qu'ils tombent très mal : l'étude de Bakounine présente pour nous un intérêt constant ; peut-être ne le connaissons-nous pas très bien, d'accord, mais suffisamment pour pouvoir le discuter.

Nous n'avons en tout cas, jamais eu une attitude d'idolâtrie, même envers Bakounine ; il a pu se tromper (et il a effectivement fait des erreurs sur

certaines questions) et nous n'avons pas besoin de le chercher pour cacher derrière lui nos propres faiblesses.

Il est certain que Bakounine a appartenu un certain temps à la F.M. Mais quand, comment, où, pour combien de temps, il est impossible de le dire. Les camarades de *l'Humanisme Libertaire* disent que le père de Bakounine était Franc-Maçon.[100] C'était probablement pendant son séjour en Italie et en France, à la fin du 18e siècle. Arthur Lehning écrit dans le tome I des *Archives de Bakounine* (éd. 1960 p.16) que «Bakounine avait été reçu maçon en 1845 ; il avait excipé de cette qualité en Allemagne en 1848» (Il donne deux sources à cette information). Malatesta, dans un écrit d'*Umanita Nova* (7 octobre 1920) situe l'époque à 1864-65.

En tout cas, il est établi que dès que Bakounine débarqua à Florence, le 27 janvier 1864, il se mit en liaison avec La F.M. d'Italie, avant tout avec Giuseppe Dolfi. Giuseppe Mazzoni et Nicolo Io Savio, de la loge «Il progresso sociale» (voir Lehning, idem p. 16).

Il est aussi établi que vers cette époque (1865) Bakounine présenta un projet à sa loge : «Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire» qui fut refusé (une partie du texte de ce manuscrit est perdue, une partie se trouve dans *Werke*, t 3 en allemand).

Il nous semble donc prouvé que Bakounine a été Franc-Maçon. Il n'y a aussi aucun doute qu'en 1869 il ne l'était plus. Car à cette époque, il a publié dans le journal *Le Progrès* de Locle du 1er mars 1869 (le manuscrit est signé du 23/2/1869) une lettre adressée *Aux compagnons de l'A.I.T de Locle et de La Chaux-de-Fonds*.

Cette publication s'est poursuivie dans plusieurs numéros (du 1er mars 1869 au 2 octobre 1869) et a été réunie ensuite sous le titre : *L'Histoire de la bourgeoisie et l'origine du patriotisme*. Le même texte a été ensuite repris sous le titre : *Lettres sur le patriotisme* (en français T. 1, en russe T.4, en allemand T.2). Ce texte est bien connu et n'a pas besoin d'être rappelé aux rédacteurs de*L'Humanisme Libertaire*. Les camarades qui ont publié dans *N & R* la 1re étude sur la F. M. en ont d'ailleurs reproduit un passage (*N & R* n°7, p.124-126) ; nous nous contenterons pour nos lecteurs d'en reproduire un extrait :

«*On se tromperait beaucoup si l'on jugeait de la Franc-Maçonnerie du siècle passé, où même de celle du commencement du siècle présent, d'après ce qu'elle est aujourd'hui. Institution par excellence bourgeoise, dans son développement, par sa croissance d'abord et plus tard par sa décadence la Franc-Maçonnerie a représenté en quelque sorte le développement, la puissance et la décadence intellectuelle et morale de la bourgeoisie. Aujourd'hui descendue au triste rôle d'une vieille intrigante radoteuse, elle est nulle, inutile, quelquefois malfaisante et toujours ridicule.*» (Bakounine dans *N & R*n° 7 p. 125)

L'hypothèse selon laquelle le mouvement ouvrier et prolétarien (l'Internationale de l'époque), la Révolution sociale, ont fini leur rôle, et que même Bakounine dans ses dernières années s'en est aperçu, n'est qu'une hypothèse qui même actuellement n'est pas prouvée.

Dans notre étude sur la F.M. nous avons cité l'opinion de Malatesta. Depuis, nous avons trouvé des textes supplémentaires, que nous ajoutons ici, bien

qu'ils soient un peu en dehors de la discussion, mais parce que, inspiré par Bakounine, Malatesta refit le même geste :

«Je fus Franc-Maçon quand j'étais un brin plus jeune que maintenant du 19 octobre 1875 à mars-avril 1876. Je ne voulais pas me soumettre aux rites ridicules de l'initiation et je sus qu'ils ne me seraient pas appliqués. En un mot, ils voulaient m'avoir à tout prix, et à la fin j'acceptai... aussi parce qu'il me vint à l'idée de répéter la tentative malheureuse de Bakounine de faire revenir la F.M. à ses débuts idéalistes et d'en faire une véritable société révolutionnaire (1864 - 65).
Je remarquais bientôt que je servais seulement les intérêts de certains frères, qui étaient les plus grands mystificateurs... Mais j'y rencontrai des jeunes enthousiastes accessibles aux idées socialistes et je restai pour faire de la propagande parmi eux et je le fis au grand scandale et à la rage des principales personnalités.»

Umanita Nova, 7 octobre 1920, cité par Max Nettlau:
Errico Malatesta, Buenos-Aires. 1923, p. 91.92.

Luigi Fabbri, qui rappelle ce même fait dans son livre sur Malatesta (éd. Buenos-Aires, 1945), écrit que quand Malatesta eut quitté la F.M, «il combattit toujours la F.M. comme son adversaire le plus intransigeant» (p.72).

Nous espérons ne pas avoir à revenir constamment sur ce sujet, sauf pour apporter quelque chose de vraiment positif à la discussion. Mais surtout, nous espérons être compris (même si les camarades ne partagent pas telle ou telle de nos positions) en tant qu'esprit de recherche.

En tout cas, nous l'avons dit et le répétons, nos différences de vues avec les camarades de *l'Humanisme Libertaire* ne doivent pas empêcher d'avoir de bons rapports mutuels.

NOIR et ROUGE

Contre le schématisme quotidien

N° 17 — Janvier-Février 1961 —
N° 18 — Mars-Mai 1961 —

La difficulté d’être anarchiste (fin de l’article)

CHERCHER N’EST PAS CONDAMNER

Nous avons vu, dans la première partie de cet article, que la grande difficulté d'être anarchiste ne vient pas d'une faiblesse de notre idéal (il y a des anarchistes qui le croient et se posent à ce sujet de faux problèmes) mais d'une faiblesse de notre conviction, laquelle se résout souvent par un abandon plus ou moins prononcé de l'éthique libertaire. Suite à cette constatation, une question était posée : les anarchistes sont-ils à la hauteur de l'anarchisme ? Question à laquelle je répondais pour ma part : non, pour un grand nombre.

Certes, notre affrontement permanent avec une société gangrenée explique beaucoup de faiblesses (voir à ce sujet la lettre d'un camarade de Bretagne, que nous publions dans le «courrier des lecteurs» de ce n°) et nous n'avons jamais eu la prétention d'être parfaits ou même «bons» (nous ne luttons pas contre quelque chose de «mauvais» ou de «méchant» parce que nous sommes «meilleurs» et que nous avons reçu la grâce...) car nous ne croyons ni à la bonté ni à la méchanceté originelles de l'homme, parce que d'abord on s'en fout et aussi parce que l'homme est tributaire des autres hommes, donc d'un ensemble et de conditions psycho-économiques également déterminants pour sa vie. D'accord. Mais à côté des facteurs sociaux ci-dessus, les révolutionnaires en général (anarchistes ou pas) ont **tout de même** un fil conducteur, lequel pourra s'appeler par exemple le sens de la justice (ou de l'injustice) et aura, quoi qu'on en dise ou y fasse, un rapport direct avec le comportement moral. Les anarchistes attachant une valeur spéciale à l'individu, et les anarchistes-communistes et autres communistes libertaires ne font pas exception à la règle (mais oui !), il est normal que nous cherchions à voir et à combattre toutes les déviations de notre comportement, ce qui n'est pas une condamnation ou de l'intolérance mais un **travail** aussi nécessaire que vendre un journal, faire une conférence, coller une affiche. L'avance de nos idées est faite de l'addition de tous ces petits travaux.

Pas à la hauteur de l'anarchisme ? Je rappelais, toujours dans la première partie, qu'une brillante péroraison, si elle peut avoir un côté utile, ne vaut pas toujours la vie simple de camarades moins «doués» et que ces derniers nous apportent souvent un exemple et un réconfort plus valables que les plus belles théories, celles dont on se sert uniquement les jours de galas. Enfin,

la **rigueur** était mentionnée, rigueur pour nous-mêmes et qui ne peut que nous pousser à une sérénité (pas d'excitation mais pas non plus de découragement excessifs) nécessaire à un bon travail anarchiste. Les dernières lignes annonçaient d'autres aspects du problème moral posé par l'anarchisme et son application au stade quotidien. Nous allons examiner un de ces aspects des plus importants mais aussi des plus délicats.

LE PROBLÈME DU «LEADER»

Leader : (de l'anglais *to lead*, conduire) personnage le plus en vue d'un parti politique, d'une compétition. (*Larousse universel*).

Normalement, il ne devrait donc pas y avoir de problème du «leader» chez les anarchistes, tout au plus des camarades qui impulsent, plus dynamiques ou plus travailleurs, sans se prendre au sérieux pour cela. C'est malheureusement parce que cette grave déviation existe **aussi** chez nous, déviation **qui a un rapport direct avec l'éthique**, que nous croyons utile de l'examiner longuement aujourd'hui.

Je parlais au début de cet article de «flemme morale», mettons que j'exagère et employons le mot «démission», oui, c'est plutôt cela : beaucoup trop de camarades «démissionnent» devant d'autres mieux doués pour la parole ou l'écrit, en ce sens qu'ils n'osent plus ouvrir la bouche ou écrire une ligne de crainte d'être ridicules, de paraître «primaires» devant les «intellectuels» ou ceux se prenant pour tels. N'est-il jamais arrivé à chacun de nous d'entendre, à l'issue d'une assemblée, réunion ou discussion, un camarade avouer : «j'aurais bien dit ceci, je n'étais pas d'accord avec cela, mais que veux-tu, Machin est trop «fort» pour moi, il m'aurait «contré» trop facilement !». Et le copain est reparti sans avoir rien dit, alors que son intervention était fort intéressante (peut-être) pour tous...

Mais la démission par parole ou écrit, si elle est déjà grave pour un anarchiste, n'est rien à côté de la démission morale pouvant saisir certains camarades devant un «penseur» de choc ! Et un des plus grands dangers pour le mouvement et **l'idée** libertaires est, selon moi, cette facilité que l'on peut avoir petit à petit à laisser des camarades, si intelligents ou instruits soient-ils, **réfléchir** à la place des autres. Et surtout qu'on ne vienne pas sortir ce mauvais argument, comme me l'écrivait à peu près une fois un camarade fort connu dans le mouvement libertaire: «Vous méprisez les élites ! C'est le triomphe de l'autodidactisme et de la suffisance juvénile sur la connaissance universitaire et l'expérience du militant éprouvé !». Je ne garantis pas l'exactitude de chaque mot mais on voit assez nettement où voulait en venir notre indigné, avec ses grands sabots... Comme dit l'autre, il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre et là, on a mieux : le demi-sourd qui n'entend que ce qu'il veut bien entendre, même si c'est le contraire de ce que l'on a dit ! Nous avons eu pour notre part les oreilles trop rabattues de pareils arguments, et ceux-ci ont déjà fait trop de mal dans notre milieu pour qu'on n'y réponde pas immédiatement, avec netteté et une fois pour toutes : il n'a jamais été question pour nous de nier la valeur **réelle** de tel ou tel camarade, nous sommes les premiers à estimer et à étudier l'héritage des grands théoriciens de l'anarchisme, un camarade est une «élite» pour nous (si l'on tient à ce mot) en ce sens que sa vie et ses connaissances (et la **manière** dont il en fait profiter les autres, manière conditionnée par un **esprit**) nous enseignent quelque chose, mais il n'est pas une «élite» parce qu'il s'est proclamé tel,

désolés pour lui ! Nous ne serons jamais impressionnés qu'Untel ait des centaines de livres théoriques chez lui, et même qu'il les ait lus s'il ne tolère pas qu'un camarade plus obscur ou plus jeune pense différemment de lui et surtout ose le lui dire !

On voit donc que s'élever contre l'envahissement du «leader» ne signifie pas nier la compétence ou le savoir, c'est même exactement le contraire, et ceux qui font semblant de ne pas comprendre le savent néanmoins fort bien...
Il reste que le fait de s'en remettre aveuglément, ou plus simplement avec un excès de confiance, à un camarade plus formé est en soi-même un comportement dangereux et à un certain degré**antilibertaire**, car c'est déléguer sa faculté de penser (de prendre confiance) à un autre et inconsciemment c'est se choisir un **chef**. On admettra que pour des anarchistes, il y ait d'autres voies à suivre !

Mais le «leader», dira-t-on, c'est donc ? Oui, c'est donc le camarade auquel un auditoire trop respectueux ou trop amorphe donnera un agréable sentiment de puissance, et qui ne fera rien pour s'élever contre un tel état de fait, pensez-donc, c'est si agréable ! Il est, allons-y, le «chéfaillon» en puissance et essentiellement différent, en cela, du camarade expérimenté partageant simplement ce qu'il sait avec les autres. Car on peut rétorquer que tout le monde ne peut avoir les mêmes capacités ou plus simplement la même expérience du Mouvement et des idées anarchistes, qu'il y aura toujours des gens plus influençables et d'autres ayant plus de personnalité et qu'il faut bien que les camarades plus formés s'occupent des nouveaux militants, soit. Mais c'est là qu'intervient une des erreurs élémentaires à ne plus commettre.

Je pense qu'un camarade appelé à faire un laïus devant un groupe de militants, et plus encore s'il s'agit de jeunes militants voire de sympathisants, doit toujours avoir présent à l'esprit que si ce qu'il dit est intéressant, il est cent fois plus intéressant que ses auditeurs **participent** et, pour cela, il peut toujours leur dire : «Ce que je vous ai exposé vous a plu ? mille mercis, mais ne croyez pas vous en tirer à si bon compte ! Vous n'aurez pas toujours de «conférencier» sous la main et vous devrez faire profiter d'autres camarades de ce que vous aurez appris, si vous avez appris quelque chose ce soir, par exemple. Il y a sûrement des lacunes, des imperfections dans ce que nous venons de voir ensemble, n'hésitez pas à me questionner, à me critiquer. Ne prenez surtout pas l'habitude de vous reposer sur un seul, c'est comme ça qu'on forme des militants sans consistance d'une part, des individus autoritaires de l'autre...».

Bien sûr, il ne s'agit pas de donner ici des recettes infaillibles, mais on peut en tout cas essayer de faire, sinon ce qui est le mieux, du moins ce qui est le moins mal, car l'homme a ses petites faiblesses, c'est bien connu ! Et on ne dira jamais assez que le leader et l'état d'esprit spécial qui l'accompagne naissent de l'adulation portée à ceux qui parlent «trop bien», d'où il découle que faiblesse et autoritarisme sont étroitement liés, l'une venant de l'un et inversement. Il est donc faux de prétendre (prenons un exemple «**historique**» !) que tel jeune leader de la première F.A., devenu par la suite le quasi-chef de la Fédération Communiste Libertaire, ait pareillement dévié parce qu'il était «autoritaire» : il est aussi devenu tel parce que les jeunes militants que nous étions n'ont pas assez été vigilants et qu'aussi des militants pourtant pleins d'expérience, eux, l'ont trop «poussé» à ses débuts, fermant les yeux par «confort intellectuel» sur certains de ses défauts, quitte à jouer les Ponce-

Pilate ou les redresseurs de torts après coup ! Ce que c'est que de prendre ses responsabilités !

Quand je dis à un moment qu'il est un minimum d'erreurs à ne pas recommettre, je pense tout particulièrement à la question du «leader» car on a vu, insensiblement, des camarades appelés à parler devant des auditoires de plus en plus nombreux se prendre au propre jeu de leur éloquence... Ils étaient de ceux qui pensaient que parler à quelques camarades, c'est bien gentil, mais que par «efficacité» on doit plutôt s'adresser à beaucoup plus de gens et, bien sûr, ils en arrivèrent à fort bien s'accoutumer d'avoir une assemblée fidèle (ou de fidèles) autour d'eux, plutôt que de s'inquiéter de savoir si ceux qui les écoutaient **prenaient conscience** et ne devenaient pas, plus simplement, de bons robots, dotés d'une formation anarchiste minimum, juste bons à coller des affiches ou vendre des journaux pendant que les «maîtres» discouraient...

PORTRAITS IMAGINAIRES

Si le leader peut avoir différents «styles» une chose lui reste immuable : l'instinct de propriété. Et n'est-il pas attendrissant d'entendre avec quelle paternelle fierté il parle de «son» groupe ! Pour un peu, il dirait «mes militants» mais tout de même il n'ose pas. Un détail : on peut être assuré qu'il saura se mettre en valeur à la moindre occasion, exalter les actes héroïques d'un fulgurant passé... dont il est le seul témoin. Quand il aura conscience d'avoir été un peu trop loin dans l'immodestie (dame ! on est conscient !) il se débrouillera toujours pour trouver un bon «copain» expert dans le maniement de la brosse à reluire, qui saura faire briller ses mérites du plus vif éclat. Le leader sait soigner sa publicité.

Les «styles» du leader sont par contre fort différents et peuvent aller de la majestueuse gravité de M. Homais-Anar à la frénésie de l'agitateur, en passant par le rat de congrès, habitué aux subtiles et discrètes manœuvres. Mais quels que soient son allure et son genre, le leader déteste une chose : passer pour un «primaire», tout, mais surtout pas ça ! S'il a bien potassé, fiché et bouquiné dans sa vie il a donc un acquis et cela peut être excellent pour nous tous. L'embêtant, c'est que ses connaissances lui ressortent de partout, semblables aux eaux tumultueuses d'un barrage rompu, et les citations latines dont il émaille négligemment quoique copieusement ses lettres ou articles arrivent à accabler les meilleures volontés. Un cas amusant : celui de l'agitateur (ouvrier en ses débuts et n'ayant pu de ce fait poursuivre de longues études) vachement jaloux du «savoir» du leader d'en face, autodidacte soudain grisé par les bouquins qu'il a digérés «au forcing» et qui ne rêve plus que d'une chose, jouer à l'érudit ; on le verra juger de tout et de rien, patauger dans la littérature, anéantir tel philosophe d'un trait de plume, «causer» cinéma ou sculpture. Le leader aime passer pour un monsieur instruit et veut qu'on le sache.

QUESTIONS PLUS DÉLICATES

Mais laissons là ce qui ne peut être que ridicule pour en revenir aux aspects plus sérieux de la difficulté d'être anarchiste. Le premier de ces articles partait du fait qu'au-delà de tout souci organisationnel, il est bien plus difficile d'être anarchiste dans la vie de chaque jour et il insistait sur **l'éthique**, attitude morale sans laquelle toutes les belles paroles ne sont que du vent. Nous finirons par où nous avons commencé, car l'éthique est dans tout : il ne suffit pas de connaître ses «classiques» parfaitement et d'oublier de mettre en

application la plus simple règle, à l'occasion du plus simple fait. Que dire par exemple d'un anarchiste qui écrirait un ouvrage sur l'Autorité en étant lui-même autoritaire ? Ses écrits seraient peut-être fort instructifs mais les lecteurs qui le connaîtraient intimement ne pourraient s'empêcher de le considérer comme un farceur. De même que dire d'un anarchiste qui serait patron et exploiterait, même «fraternellement» un camarade travaillant chez lui ? Et à propos de fraternité, comment ne pas s'étonner de voir encore des anarchistes franc-maçons, côtoyant dans les loges des exploiteurs et autres représentants de l'Ordre établi : ces camarades sont-ils d'abord «frères» avant d'être libertaires ou inversement ? Mais nous avions déjà étudié ce problème et je ne cite que cet exemple en passant...

Un autre aspect, à première vue singulier, de l'éthique libertaire, peut être soulevé ici (encore demanderait-il une étude spéciale, vu la complexité du sujet) : un anarchiste peut-il être ami avec un fasciste ? Je vois le lecteur sursauter ; qu'est ce que cette question, où va-t-il chercher ça ? Eh oui ! Si en Espagne nos camarades ont amplement montré qu'entre le fascisme et nous, c'était une lutte à mort, on a par ailleurs laissé planer une équivoque, qu'il faudra bien crever un jour à fond.

Je ne suis pas le seul, en effet, à m'indigner du rapprochement monstrueux que font parfois certains journaux, certaines revues, certaines émissions de radio, entre anarchistes et fascistes (et je ne parle pas des staliniens, bien sûr!) sans que cela soulevât de bien grosses protestations chez les camarades en cause. Ben quoi ? Untel est fasciste mais c'est un gars «tellement intelligent» et si «à part» ! Il n'empêche qu'entendre M. Loiselet recevoir dans son émission «si anarchisante» du lundi un Pierre Dominique et lui demander avec cordialité (la même employée pour certains interrogés anarchistes ou isants, on a l'air de mettre les deux «extrémismes» dans le même sac !) ce «qu'il a fait de sa vie» me semble un peu dur à digérer ! Je sais que M. Dominique est un «type», comme l'était Paraz et d'autres, mais tout ce joli monde écrit ou écrivait dans un torchon fasciste : *Rivarol*. Je sais que mon indignation me vaudra, de la part de certains, de gentilles accusations de «sectarisme borné» mais je me demande, dans ma candeur, comment un anarchiste peut seulement **fréquenter** des gens qui pratiquent le **racisme** (prenons un seul exemple, en laissant tomber le culte du chef, de la force, etc...) et en font une doctrine ? Mais il est vrai qu'il y a bien des anarchistes eux-mêmes qui sont racistes, **j'en ai connu**, alors ?

Je soutiens simplement que tous ces révoltés-là ont peut-être un petit fond de fascisme qui s'ignore et qu'il ne faudrait sans doute pas grand-chose pour que la maladie ne les gagne un jour (mais je ne veux pas empiéter sur l’article que mon camarade consacre à ce sujet dans le présent numéro).

Et puisque nous parlons de nos ennemis (les fascistes) il ne faut pas oublier que l'éthique anarchiste peut être aussi gravement endommagée si, par souci d'efficience, nous en arrivions à copier certaines méthodes. Il y a par exemple incompatibilité **complète** entre la plupart des méthodes du Parti Communiste, car ses méthodes sont fonction d'une doctrine, et les nôtres. Et on aurait tort d'arguer de la «réussite» de la Russie dite soviétique, comme exemple. Rappelons ce que simplement les méthodes néo-léninistes avaient fait de la défunte F.C.L. ! J'insiste sur cette question car elle peut se rencontrer souvent au cours de la vie militante et quand on s'engage dans le fameux piège de «la fin justifie les moyens» on ne sait jamais où cela peut aller...

Partis de quelques observations sur les difficultés de notre combat, nous sommes allés un peu plus loin... Je ne pense pas qu'il y ait de conclusion spéciale à tirer car chaque chapitre fournit les siennes propres, pour **mon** compte. Il reste que **nous** tirerons des conclusions infiniment plus vastes et précieuses si les camarades nous envoient leur opinion, favorable ou non. Répétons-le une dernière fois : l'important n'est pas que Truc ait écrit telle chose, l'important est de savoir s'il déraillait ou non et cela se sait par le fraternel soutien du lecteur. Nous le disons à chaque article, nos travaux ne sont que des points de vue, uniquement destinés à lancer d'autres discussions, d'autres articles qui, nous l'espérons, iront plus loin que nos propres recherches...

Une chose sûre : la tâche du militant libertaire n'est pas mince ! Mais l'examen des difficultés à vaincre ne doit pas nous décourager et doit au contraire stimuler notre résolution. Je pense à un mot du camarade Lorulot qui, annonçant nos cahiers dans la revue *L'Idée Libre* de mars, déclare que la difficulté d'être anarchiste est peut-être encore plus grande que je ne le suppose. C'est bien possible. Raison de plus pour ne pas ralentir notre effort.

Christian LAGANT

Dans notre courrier

De notre camarade H.S. de Rennes : «La difficulté d'être anarchiste» vient de beaucoup de raisons : la société dans laquelle nous vivons offre à l'individu toutes les déformations morales d'une société viciée. C'est pourquoi l'anarchiste pur au départ se gâte (plus ou moins vite).

Nous vivons dans une société dont nous renions et combattons les structures (Etat-capitalisme-armée-religion-racisme-nationalisme-morale, etc.). Comment donc arriver à vivre dans cette société... qui n'a pas grand chose pour nous plaire !

Le résultat est que nous devenons résistants violents ou non-violents suivant les individus et les moments. Nous nous opposons à la majorité d'individus composant cette société, qui nous oppresse physiquement (État : impôts, armée : obligatoire, capitalisme : exploitation de l'homme, etc.). Elle nous combat aussi sur le plan de la morale par tous les bourrages de crâne (ex : (religion, racisme, nationalisme, morale bourgeoise, presse, R.T.F., actualités cinématographiques, etc...). Il nous reste quelques libertés pour combattre ces bourrages de crâne, mais peu de moyens en rapport avec nos adversaires.

L'anarchiste n'étant qu'un homme comme les autres avec ses faiblesses et ses qualités, il est donc compréhensible que certains anarchistes se gâtent en se «frottant» à la société et s'embourgeoisent dans un pays capitaliste. Cet embourgeoisement se traduit parfois par un renoncement à l'éthique, partiel et même complet. C'est le cas d'anarchistes patrons ou commerçants, exploitant

apprentis, bonne ou femme de ménage. Nous trouverons aussi des anarchistes racistes, nationalistes, croyants, autoritaires, etc... Du côté de la vie privée, c'est souvent pire, car beaucoup plus caché ; là encore on trouve des anarchistes autoritaires et «bon-bourgeois-bien-de-chez-nous» qui se conduisent d'une façon indigne avec leur compagne, enfants, famille, amis et camarades.

Ceci nous prouve qu'il y a beaucoup de pièges dans notre marche vers le mieux (car le parfait, c'est beaucoup demander pour nos générations) et que personne n'est à l'abri d'une **faiblesse** qui fera de lui un pseudo-anarchiste mais non un anarchiste éthiquement en accord avec les principes fondamentaux de l'anarchisme.

En conclusion je pense que nous devons nous efforcer de devenir toujours meilleurs afin d'être dignes de notre idéal et de pouvoir le représenter non comme des illuminés, des fous, mais comme des individus sachant ce qu'ils veulent ; afin que les hommes de demain deviennent des hommes épanouis dans une liberté entière et absolue.

Éditorial N° 36 — Décembre 1966 —

De l'attitude religieuse

Tous les hommes sont-ils, au fond, religieux ? Y compris les révolutionnaires de toutes tendances sans oublier, bien entendu, les anarchistes ? On pourrait se poser la question, devant notre insistance à nous raccrocher aux mythes, aux belles images rassurantes, voire radieuses, à projeter devant nos yeux lassés (et devant de jeunes regards plus confiants, et là c'est plus grave) la vision de paradis idéologiques soutenus par une «foi» en forme de dogme. Il n'est pas question ici de revenir en détail sur les articles de Baldelli (la foi anarchiste) et Martin (la raison anarchiste) parus dans le numéro 34 de nos cahiers ; ces camarades ayant déjà bien débroussaillé la question, il suffit de se reporter à leur controverse pour en tirer le profit résultant de toute confrontation loyale. Et puis tel n'est pas mon propos. En deçà des arguments philosophiques «pour» ou «contre» la foi anarchiste, et je dis tout de suite que notre camarade Martin exprimait notre position d'extrême scepticisme envers toute foi, fût-elle anarchiste (et surtout envers celle-là), les présentes réflexions n'ont d'autre prétention que de fournir la matière d'une sorte d'éditorial car elles sont inspirées, tout bonnement, par l'actualité. Et tant pis si c'est «être à la mode», la mode révolutionnaire bien sûr et ne pas confondre, que de parler «Hongrie» par exemple ou «Provos» ; on nous rendra d'ailleurs cette justice que nous n'avons pas encombré nos colonnes avec cette dernière question, à propos de laquelle on a coupé les cheveux, et les barbes, en quatre...

La base, tout accidentelle, de cet article a été fournie par les arguments entendus au cours d'une récente réunion d'I.C.O.[101] qui groupe, rappelons-le en passant, des camarades venant d'horizons divers mais unis dans une

commune dénonciation des «organisations traditionnelles» de la classe ouvrière, à savoir partis et syndicats, et surtout dans une commune volonté d'information et de liaison, afin de déterminer les formes de lutte propres aux travailleurs. Je résume, certes, mais je dois dire, toujours en passant, que le contact avec certains camarades ne se réclamant pas forcément de l'anarchisme, mais qui parfois agissent de façon aussi libertaire que nous quand ce n'est plus, n'a rien de dangereux pour notre «pureté» idéologique, au contraire. Le tout est de savoir qui on fréquente. Mais passons. Toujours est-il que nous discutions du dixième anniversaire du soulèvement hongrois et un débat, fort intéressant, était ouvert sur les motivations et le caractère de l'«explosion» d'octobre 1956, à Budapest. Et nous fûmes bien obligés de constater qu'en cette occasion comme en d'autres (nous verrons lesquelles plus loin) les mythes quasi religieux que les révolutionnaires de tous bords se sont forgés gardent encore leur force négative : la question est de savoir si nous aurons le courage élémentaire, ou plutôt le simple bon sens de dénoncer ces mythes, quitte à déranger le ronron de nos chères habitudes au risque de nous faire «mal voir» de beaucoup, y compris nos propres camarades. Car si, sur la question hongroise, on peut dire que se sont plutôt les marxistes, ou les ex-marxistes de différents groupes, qui ont le plus «brodé», nous autres, anarchistes, n'avons rien à leur envier, sur la question espagnole par exemple: chacun a sa chasse gardée, sa Terre promise, «sa» Révolution, nous découpons l'Histoire en belles tranches que nous assaisonnons avec nos propres sauces...

Sur la Hongrie : il y a 10 ans, c'était le soulèvement de Budapest. En cette fin d'année, l'actualité est faite plutôt d'anniversaires — l'Octobre hongrois, le Novembre algérien de 1954 — ce qui ne prouve pas qu'il faille les passer sous silence, non, mais la glorification pure et simple comme le dénigrement systématique peuvent être évités. Ainsi de la révolution algérienne : nous lui rendons hommage à notre manière, en étudiant l'autogestion dans ce pays et en essayant de ne pas la magnifier ; le mythe contraire consisterait à se désintéresser de cette expérience sous le prétexte que l'Algérie n'est pas anarchiste. Ainsi de l'Octobre hongrois : pour les gens du Parti (je parlais tout à l'heure des mythes des révolutionnaires, mais l'attitude religieuse se retrouve aussi, et avec quelle force, chez les communistes ; attitude n'est même plus le mot disons plutôt esprit, milieu religieux, et à ce sujet consulter le *Nouvel Observateur*, n° 106, qui dans l'article «Voici comment vous êtes catholique» établit souvent, de plaisante façon, le rapport entre église et P.C., leur parallélisme...), c'était une insurrection fomentée par les Américains aidés des fascistes de tout poil, une «contre-révolution» comme disent les journaux de Kadar, et si les excès du stalinisme servent à expliquer un certain mécontentement, il reste entendu qu'on ne saurait trouver nul révolutionnaire parmi les insurgés, mais seulement quelques travailleurs «abusés» guidés par les agents de la réaction internationale !

Ceci est le mythe communiste, oui, mais n'avons-nous pas tendance à maintenant y opposer celui d'une Révolution dure et pure, quasi sacrée ? Je dis cela en revenant sur la discussion ouverte à I.C.O.[102] sur le chauvinisme anti-russe pendant l'insurrection, un camarade hongrois le niant, un autre le soulignant ! Alors qu'il semble probable qu'il y eut réellement une certaine haine contre les Russes (n'oublions pas toutefois les fraternisations du début entre insurgés et tankistes de l'Armée dite rouge) compréhensible par les contraintes de tous ordres de l'empire stalinien envers la Hongrie. Je ne pense

pas que constater un tel fait soit amoindrir la révolution hongroise, mais pourquoi le nierions-nous par principe ?

En fait je crois qu'il y eut *de tout* dans cette insurrection, comme dans toute insurrection, et je ne crois pas que ce soit rendre un bon service à la révolution hongroise que de l'idéaliser. Certes, je sais qu'à force d'«objectivité» on peut aussi abstraire son jugement et les faits eux-mêmes, mais nous devons tout de même pouvoir examiner des événements vieux, maintenant, de dix ans en gardant un sang-froid d'autant plus grand que le tonnerre des chars russes ne l'a point dérangé...

Justement, après dix ans, que savons-nous au juste de ces tragiques moments? Eh bien ! Malgré toute la littérature consacrée à la question hongroise, on peut considérer que nous ne connaissons encore pas grand-chose. Bien sûr, les événements sont, en gros, reconstitués et il y eut tout de même quelques analyses, quelques reportages valables de par le monde, mais constatons-le aussi : chacun tire les malheureux ouvriers hongrois à soi, s'annexe leur révolte et recompose les événements avec des «si» : si une direction, un parti révolutionnaire avaient guidé les insurgés, tout aurait changé, disent par exemple les trotskystes en déclarant néanmoins que les faits ont justifié leurs thèses, comme de bien entendu. C'est par respect envers le sacrifice des insurgés de Budapest, par volonté aussi de soustraire leur héroïque sursaut aux pattes sales des Lecanuet et autres «démocrates», quand ce ne sont pas les petits fascistes du mouvement «Occident» (pour tous ces salopards, le sang ouvrier est parfois si précieux...), c'est enfin par honnêteté tout simplement que nous devons nous efforcer de rendre à la révolution hongroise, quand nous en parlons, sa vraie place : celle d'un fait politico-social de portée internationale et primordial dans la lutte des opprimés, mais surtout pas celle réservée aux icônes, même illuminées par la flamme de notre «foi» révolutionnaire...

J'ai parlé d'une certaine «transfiguration» de la révolte hongroise, nous pourrions également examiner notre attitude, nos jugements envers un autre fait, moins tragiquement important certes mais dont on a aussi beaucoup parlé, la question des «provos». A cette occasion, on peut bien dire que c'est aux anarchistes de battre leur coulpe car, quelle que soit la sympathie que l'on peut avoir pour leur mouvement, il semble que nous les ayons vus un peu vite présents dans trop de manifestations, nous leur avons donné une importance qui satisfait notre révolutionnarisme certes, mais que la réalité des faits justifiait moins. Un exemple précis en est la quasi-insurrection d'Amsterdam de juin dernier où, pour faire entrer de force certains événements dans le cadre de notre théorie anarchiste (et le signataire de ces lignes tout le premier), nous avons attribué aux provos une place qu'ils n'avaient pas dans les manifestations ouvrières, suivies de violences qui furent plutôt le fait de jeunes gars appartenant à un «lumpen-prolétariat» en colère. Cela veut-il dire pour autant que nous dénions toute influence, tout côté intéressant aux provos ? Pas le moins du monde. Nous espérons même revenir plus en détails sur ce sujet quand nous en aurons la place et puis il serait amusant de relever les âneries commises par certains journaux «dans le vent».[103] Mais cessons de nous faire du cinéma et surtout de vouloir «coiffer» à tout prix ce mouvement. Ajoutons par là-dessus que nous apprécions peu les conseillers municipaux, fussent-ils aussi sympathiques que Bernard de Vries, leader (!) «provo»...

On pourrait certes allonger la liste des questions envers lesquelles notre attitude tend à une certaine religiosité si nous n'y prenons garde, mais je ne puis éviter de mentionner le sujet cher à nos cœurs d'anarchistes : l'Espagne. Et il est vrai que nous sommes sensibilisés à cette question, que nous y trouvons matière à maints articles, études, discussions. Certains camarades ne font d'ailleurs pas que de la théorie et payent parfois durement leur «sensibilisation» : sans crier aux martyrs, rappelons l'arrestation récente de cinq camarades de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires. Mais si nous nous moquons du «encore l'Espagne !» qui peut accueillir les travaux des libertaires (et nous n'avons pas fini de parler de l'Espagne, ça non), nous ne pouvons nous empêcher d'être inquiets envers cette sorte de sclérose intellectuelle qui saisit tant d'anarchistes dès qu'il s'agit d'étudier, pour en tirer profit et c'est normal, nos erreurs et déviations du passé. Pour encore trop de camarades, et pas forcément les «anciens» qui l'ont faite, la Révolution espagnole se pare d'un halo sacré qui interdit toute étude critique. Et un homme comme Vernon Richards, qui prit autrefois la peine d'écrire un livre que nous voudrions, que nous espérons publier : *Leçons de la révolution espagnole*, se voit rappeler à l'ordre en nos propres milieux sous les prétexte que son bouquin risque de «démobiliser» alors que nous devrions plutôt étudier ce que notre théorie a d'enthousiasmant... Comme si l'enthousiasme ne se réchauffait pas précisément au contact de la réalité, de la vérité ! Et tant mieux si tout ne nous fait pas plaisir ; avons-nous jamais soutenu que l'anarchisme était la résolution, la finalité de toute chose, le bonheur garanti pour tous les hommes ? Si oui, nous entrons alors en religion, et le curé anarchiste nous semble aussi détestable que le curé de métier. Même s'il porte une soutane rouge et noire.

Voyons une critique qui peut être faite. J'ai parlé d'I.C.O. au début de cet article et ai aussi employé le mot «idéologie» plusieurs fois. Cela me rappelle les discussions que nous eûmes il y a quelques années au sein de ce groupe à propos de cette question, plusieurs camarades reprochant précisément aux anarchistes d'avoir choisi, eux aussi, une idéologie avec tous les dangers de dogme encourus par un tel choix. Et certes, nous le voyons, ce danger existe. Mais l'anarchisme n'est pour nous que la conjonction d'un ensemble de données philosophiques, sociales, d'un mode de vie, d'un comportement qui nous semblent sinon les meilleurs, du moins les moins mauvais. C'est pourquoi il nous paraît inutile, dangereux et plus encore ridicule d'idéaliser l'anarchie ou, plus prosaïquement, les réalisations anarchistes quand ce ne sont pas, plus absurdement, nos organisations. Comme si l'anarchie était un but en soi, comme si le triomphe des organisations libertaires, qui ne sont que des outils, se substituait aux règles simples que nous nous sommes choisies et nous nous voyons mal criant : «Vive la Fédération Anarchiste !» ou mieux encore «Vive *Noir et Rouge* !». On nous dira que les trotskystes, gens sérieux comme on le sait, crient bien, eux, tout un après-midi «Vive-la-qua-trième-Interna-tionale!» dans les rues de Liège,[104] ce qui est attitude de religion pure. Certes, mais nous nous défions tout autant d'administrer l'anarchisme en pilules, en piqûres ou en cours. Tout doit être étudié, discuté, soupesé et un débat, même désordonné, nous semble préférable au meilleur «professeur». Et combien une libre assemblée de jeunes, et de moins jeunes, comme nous en vîmes cet été au camping international libertaire de St-Mitre, a de valeur formatrice (y compris par les questions soulevées, parfois sans réponse, les doutes émis) par rapport aux savantes causeries d'un orateur qui risque de raser tout le monde

ou pire d'endormir tout sens critique chez «l'élève» d'un quelconque cours du militant. On voit ainsi notre désaccord avec la formule du «cours de formation anarchiste» et je crois qu'il ne faut pas cacher ce désaccord.

Souvenir personnel : je me souviens avoir autrefois subi des cours de formation militante où de soi-disants professeurs, choisis par eux-mêmes d'ailleurs, nous injectaient le Communisme libertaire en douze séances : après cela, on pouvait recevoir sa carte de membre du Parti, pardon, de la Fédération Communiste Libertaire. Pourquoi ce qui était critiquable et — justement — critiqué en 1953 ne le serait-il plus en 1966 ? Et le côté *dogmatique* de tels cours ne nous fait-il pas penser, nous y revenons, à la religion ?

Toujours dans les mythes : le syndicalisme. Nous y reviendrons un jour plus longuement car la question est complexe ; disons tout de suite que nous ne promettons nulle panacée, de ce côté-là non plus. Nous pouvons toutefois affirmer qu'en ce domaine également les anarchistes ont de quoi réfléchir, car entre le sacro-saint anarcho-syndicalisme et sa centrale (sic) qui-résoudront-tout et l'illusion consistant à se laisser doucement embrigader dans les appareils réformistes en place sous le prétexte classique d'y «défendre nos idées» alors que nous devrions savoir depuis longtemps que le boulot de tout appareil est justement d'absorber tout naïf qui s'y laisse prendre, entre ces deux choix, dis-je, nous prétendons que les anarchistes peuvent et doivent trouver une autre voie, et tant mieux s'ils ne s'y retrouvent pas seuls. Nous essaierons, péniblement, de trouver laquelle, en évitant toutefois de bâtir du neuf avec des matériaux usés, archi-usés : une «nouvelle» centrale syndicale par exemple. Celles qui existent suffisent déjà à notre malheur et la religion syndicaliste ne nous tente guère. même si nous possédons parfois la carte de «fidèle»...

En somme, et je ne sais pas si je me suis bien fait comprendre, nous n'avons pas la foi, nous ne croyons en rien, pas même en l'Anarchie. Nous sommes malheureux car, pour nous, toutes les questions ne sont pas résolues, et ce ne sont pas de grands mots (le mot Révolution par exemple) qui nous donneront la bienheureuse béatitude. Il y a toutefois une nuance : on peut ne pas «croire» à la Révolution mais toujours faire comme «si», c'est-à-dire envisager la possibilité de ne pas voir la Révolution de son vivant tout en restant disponible dans le cas de son déclenchement, cela évite les désillusions. C'est aussi meilleur pour les nerfs. Dans les premiers numéros de cette revue, nous affirmions vouloir attaquer nos propres tabous, je crois que nous nous servions aussi de grands mots. Disons plus simplement. et plus modestement, que nous devons tendre à cesser cette sorte d'autocensure pratiquée par tout «révolutionnaire» dans ses écrits, nous éviterons peut-être ainsi d'écrire de nouveaux catéchismes. **C. LAGANT**

Éditorial N° 37 — Mars-Avril 1967 —

Le Bidon

Faute de pouvoir dégager une analyse du capitalisme organisé. de la civilisation du «bien-être», qui puisse nous permettre de déboucher sur une pratique appropriée, nous voulons nous en prendre, aujourd'hui, à ce qui est le plus immédiatement accessible : le ghetto dans lequel se trouve le demi-monde révolutionnaire ; les minorités révolutionnaires sont coupées des gens «ordinaires». Elles n'arrivent pas à les joindre en déployant leur activité traditionnelle. Le fait que le contenu d'une propagande soit anarchiste ne change rien à ça, c'est la méthode elle-même, et l'existence de «minorité révolutionnaire» qui sont en cause.

On peut montrer facilement à quelles activités de devanture se livrent toutes les formations politiques, leurs comités-bidon, leurs fausses démonstrations de force («Tous ensemble de la République à la Nation»). Mais il faut voir que si les anarchistes, à leur petite échelle, pratiquent à peu près les mêmes procédés, c'est parce que, même si leurs théories sont différentes de celles des autres formations, ils font partie du même mouvement.

Les révoltes de l'entre-deux-guerres ont été réprimées, les organisations les plus puissantes (syndicats) ont été intégrées soit politiquement soit administrativement à l'appareil d'État. Les petites organisations elles, sont restées sur le sable, pendant que le vrai mouvement se retirait. Aujourd'hui, elles sont comme les émigrés : «ils n'ont rien appris et ils n'ont rien oublié» ; ils vivent sur des souvenirs, un passé de plus en plus déformé, et ils croient qu'ils sont à l'avant-garde («ils», c'est nous). Tout bon militant peut citer ses auteurs, mais quand il veut parler autour de lui, il s'aperçoit vite que ça ne lui sert à rien.

On ne fait pas du neuf avec de l'ancien, surtout quand on est soi-même lié à l'ancien. On ne réforme pas l'église catholique pour la faire retourner à l'évangile, on ne réformera pas plus les appareils syndicaux devenus bureaux du gouvernement (ne parlons pas d'organisations comme la Franc-maçonnerie qui ont toujours défendu les intérêts de la bourgeoisie).

Il est aussi stupide de vouloir former des petites organisations de minorité agissante, s'occupant à aller prêcher la bonne parole aux travailleurs, leur dire de faire la Révolution, et les inviter à venir grossir, toujours plus nombreux, les rangs de la seule et véritable «Organisation Révolutionnaire». On ne recrute que des maniaques de l'autorité, des flics, et quelques naïfs qui s'en vont ailleurs quand ils ont vu la cuisine d'un peu trop près.

Le problème n'est pas d'amener les «masses» sur les positions actuelles de cette minorité ou d'une autre ; ce serait de l'idéalisme, et ça n'a pas grand sens.

Le problème est plutôt, pour ceux qui, dans notre minorité anarchiste au moins, veulent cesser de vivre dans l'irréel, de se récupérer et de rentrer dans la réalité.

Qu'est-ce que la réalité quotidienne, pour beaucoup d'entre nous, peut-être, et sûrement pour l'immense majorité non anarchiste ? C'est la répression, ses différentes formes, plus ou moins dures, plus ou moins ressenties.

Ici, on peut faire une remarque : certains d'entre nous, sans être des exploiteurs, sont parfois soumis à une répression plus souple, moins présente.

donc moins dure, dans leur milieu de travail par exemple : il y a toute une série de professions où une certaine liberté est laissée aux individus, et où les anarchistes se réfugient volontiers. Mais souvent l'action dans ces mêmes milieux ne peut aller très loin. Ceux d'entre nous qui sont là doivent donc faire autre chose ; ils ont tendance à élaborer des plans généraux sans tenir compte de la réalité, ils sont d'autant plus impatients qu'ils sont «moins dans le bain». La question d'aller vite ou lentement est une fausse question : il vaut mieux faire un petit pas réel que de rêver qu'on court. Comme on ne fait de pas réels qu'avec ses propres jambes, ils sont forcément petits, et nous ne pouvons matériellement pas aller plus vite que tous ces gens que nous considérons souvent comme retardés. Face aux répressions, nous sommes exactement au même point qu'eux. Notre étiquette, nos points de vue made in XIXe siècle...

Ce n'est pas au nom de ça qu'il faut lutter, pour nos morts de Cronstadt ou de Tizi-Ouzou, mais contre les répressions actuelles, si nous les subissons avec ceux qui les subissent. Et plutôt que de dire ce qu'il faut faire, on peut commencer par établir une liste (non limitée) de ce qu'il est inutile de faire :

Il est inutile de prétendre monter des campagnes nationales contre ceci ou cela, inutile de s'adresser aux gens en bloc pour leur dire ce qu'il faut faire. On se met sur le même plan que la publicité, Lecoin et tout le reste. Ça glisse...

Il est inutile de présenter pour eux-mêmes une étiquette, le label de garantie de l'organisation. Quelque chose n'est pas bon parce que c'est anarchiste ou trotskyste, P.C. ou F.A., mais seulement si ça sert à quelque chose.

Aussi inutile de présenter une idée tirée d'une théorie générale a-priori sans étiquette (répandre l'anarchisme sous le couvert d'une association pour l'étude et le développement de la pêche à la ligne).

Prenons un exemple : depuis les Provos, faire de la provocation est la grande idée originale. Mais faire une provocation pour toucher tout le monde, alors qu'on est coupé même de ses voisins, ça ne peut avoir de l'écho que si les journaux par exemple en parlent. Mais si c'est une fois de temps en temps, c'est noyé dans la merde habituelle ça en fait partie. Si on insiste à trois ou quatre, toujours sans contacts, les journaux s'occupent d'autre chose et ce sont les flics qui se mettent au boulot s'ils n'ont en face d'eux qu'une demi douzaine d'activistes qui agissent dans le vide, le boulot n'est pas bien difficile.

Autre chose peut être une provocation devant les milieux qui l'attendent, et la reprennent, parce que faite à l'échelle plus limitée ils ont pu la connaître ; la provocation pas plus qu'aucune forme de lutte, n'est efficace en soi. Ne peuvent vraiment lutter directement contre une forme de répression que ceux qui la connaissent et qui la subissent, et en plus, d'abord d'une façon locale, avec tous ceux qui la subissent avec eux. Ceux qui sont en dehors du coup peuvent aider si on le leur demande, ils ne peuvent pas se substituer, et faire le travail à la place des autres. Par contre le travail d'information peut être fait avec beaucoup moins de limite, à condition lui aussi de ne pas se cantonner à la publicité pour l'étiquette.

C'est seulement à partir de cela qu'on peut porter un jugement sur les différentes tendances du mouvement anarchiste (et sur nous-mêmes) : quels que soient l'étiquette ou le style «réformiste» ou «révolutionnaire», certains ont le principe suivant : toute action doit passer par leur organisation, le résultat c'est que souvent rien ne passe sauf du vent. Trop de camarades se racontent encore avant de s'endormir:

«L'État était méchant
Il réprimait les gens
Alors ? Alors Zorro est arrivé...»

Ils s'étonnent que, quand ils arrivent, ça ne fasse rien, les seules actions réelles et qui ont de l'intérêt sont justement celles qui ne sont pas dans les mains d'organisations préexistantes. Ces actions-là ne peuvent être entreprises au nom de personne, et pour longtemps encore elles ne pourront être que partielles et limitées, même si on fait tous les efforts pour les élargir.

Conclusion : que la forme ne trompe pas; il ne s'agit pas de tout critiquer, puis de s'en aller parce qu'il n'y a rien à faire. Au contraire, c'est pour pouvoir agir, avec moins d'équivoque, et plus de résultats.

P.C. VIDAL

Éditorial N° 41 — Mai 1968 —

Des mots...

... Et rien que des mots ! Voilà ce qu'on entend souvent comme réflexion à la sortie des conférences et meetings, ceux des «autres» mais aussi ceux des anarchistes. Et pourquoi y aurait-il grande différence au fond quand, devant les problèmes de l'action et de la réflexion, on s'en tire par un péremptoire : «Croyez en l'Anarchie et tous unis nous vaincrons» asséné par le grand orateur de service.

Nous avons déjà dit que le doute est révolutionnaire, que la remise en question permanente est inséparable de l'indispensable prise de conscience pour toute action révolutionnaire valable, nous disons répétons, et répéterons que le mythe d'une idéologie infaillible, fût-elle anarchiste, le mythe de l'organisation-qui-amène-la-Révolution-et-résout-tous-les problèmes, fût-elle anarchiste, sont des notions non seulement fausses (et en ce cas on pourrait les traiter par l'indifférence) mais aussi nuisibles et que nous devons **combattre**.

Nous pensons que devant les problèmes qui se posent dans le monde actuel, on ne peut répondre au jeune s'interrogeant comme nous-mêmes sur la valeur

de son combat, ouvrier et étudiant, qu'il lui suffit d'entrer dans l'Organisation ou de lire Pierre Besnard à propos du Monde Nouveau...

Si nous, anarchistes, procédons ainsi, nous ressemblons à toutes les organisations, tous les partis que nous prétendons combattre. Quelle différence alors, sinon **des mots**, sinon une étiquette, sinon un emballage (consommez, la saveur libertaire est plus agréable au palais...) ? Pourquoi pratiquer un avant-gardisme ou un néo-blanquisme dont tout le monde (et les jeunes peut-être plus que d'autres, n'en déplaise aux gens d'«expérience) a plus qu'assez ?

Nous entendons souvent les mots «Anarchisme», «Organisation», «Fédération» et parce que les anarchistes eux-mêmes refusent de répondre aux vraies questions et se réfugient dans le passé ou les recettes il n'y a plus chez nous ni anarchisme, ni organisation, ni fédéralisme et les pleurs de regret n'y feront rien.

Chaque jour, on peut se trouver au cœur de l'action : la situation sociale amène des grèves et des conflits de tous ordres (ex: Caen), les étudiants remuent un peu partout, et ne serait-ce qu'en France, à Nanterre, et des camarades entraînés dans le tourbillon se retrouvent agitateurs et exerçant, **de fait**, le rôle d'une minorité agissante quelconque. Devant les problèmes qui se posent, et que d'ores et déjà ces camarades se posent, allons-nous, à la place de confrontations et d’études réelles, continuer à répondre par des **mots** ?

NOIR et ROUGE

N° 44 — Avril-Mai 1969 —

L'extraordinaire

C'est le printemps, sous l'asphalte le pavé nouveau refleurit... En avril ne te découvre pas d'un flic, en mai fais ce qu'il te plaît : bon, alors on commémore ? On y va d'une couronne à nos barricades défuntes, d'une pensée émue à ce qui ne fournit plus que de belles photos dans les bouquins chez Gibert ou Maspéro («Mai s'est bien vendu, mais depuis il y a eu la Tchéco, la Biafra, les bébés phoques ; on pourra p'têt liquider un peu de stock en ce moment, en rappelant que ça fait un an...»), d'un coup de brosse au drapeau noir un peu déchiré et qui sent encore — un peu — le lacrymogène ?

Oui, bien sûr, on caricature, mais exagérons-nous tellement ? Combien de participants des «folles journées», de camarades, d'entre nous même, n'en sont-ils pas à remâcher leur nostalgie et à attendre, désespérément, la nouvelle explosion, **l'extraordinaire** ? Et là est la danger, le piège auquel la bourgeoisie et ses alliés (partis, syndicats, etc...) risquent de nous prendre. Ils ont «personnalisé» à outrance, sachant ce qu'à la longue cette méthode a de rentable. Pour les uns, mai était uniquement une révolte étudiante, les

étudiants uniquement Nanterre, Nanterre uniquement le 22 mars et ce dernier uniquement Cohn-Bendit. Pour les autres, la grève ouvrière était uniquement revendicative. Les ouvriers uniquement la CGT, la CGT uniquement Séguy... Ainsi pas de discussion possible : les uns suivaient fanatiquement un juif germano-aventuriste, les autres obéissaient calmement aux consignes de leurs «responsables» ; pas de mélange entre ouvriers et étudiants, gardons fermement la division manuels-intellectuels. Tout n'était-il pas mieux comme ça ?

Et nous voici un an après. Cela n'aurait-il servi à rien, mais n'aurait-il été, en définitive, que cette illusion «romantique» dont veulent nous persuader — et se persuader — journalistes, sociologues et historiens revenus à leur picotin habituel ? Nous ne le pensons absolument pas, mais il faut essayer d'y voir clair, quand nous en avons encore le loisir...

D'abord tirer le maximum d'enseignements des événements passés au lieu de nous perdre en souvenirs. Ensuite nous rappeler que le blanquisme ne résout rien, que c'est en fin de compte l'ensemble qui décide et non une minorité, si déterminée soit-elle. Nous éviterons ainsi les «dents de scie» de la surexcitation et du découragement alternés, caractérisant ceux qui attendent le miracle. Prenons par exemple les copains étudiants qui se sont bagarrés tout l'hiver à Nanterre et ailleurs contre les multiples formes du pouvoir, guérilla somme toute assez épuisante dont le point d'orgue furent les élections universitaires : il semble que la tactique de la bourgeoisie mentionnée plus haut ait ainsi momentanément porté ses fruits, un certain nombre de «gauchistes» étudiants paraissant las et désintéressés des petites luttes quotidiennes alors que se développent les entreprises de récupération en tous genres dont nous parlons dans ce numéro.

C'est là qu'on peut dire : attention, camarades, «ils» ont voulu braquer les projecteurs sur vous, vous transformer en êtres d'exception, vivant dans l'extraordinaire, oui, mais vous coupant ainsi de la réalité pour mieux vous casser ensuite ! On peut, en passant et plus précisément, faire la même remarque à propos des anarchistes : contre le «danger» anar, la bourgeoisie et sa gauche tentent de réduire celui-ci à une épopée, ses militants à des surhommes pouvant susciter l'admiration effrayée des foules bien sûr, mais sûrement pas leur adhésion (exemple : une émission radio en février dernier, tartinée par les «historiens» de service et intitulée «le roman noir de l'anarchie» dont les deux militants de la F.A. invités n'ont su voir le sens profond, mais qui, plus grave, a paru très positive et «intéressante» à d'autres camarades et sympathisants, également abusés par ce genre de propagande...).

Nous voulions, à l'origine, faire de ce numéro une sorte d'autocritique à propos de mai, tenter de voir les erreurs commises, les faiblesses et les illusions de ce mouvement. Finalement, notre travail s'est composé différemment et la conclusion implicite de ce cahier semble celle-ci : être conscients des armes de l'adversaire pour mieux préparer les nôtres, en évitant de se laisser piéger sur son propre terrain. En plus, remettre en cause les problèmes de l'action et de l'organisation. Bref, se persuader que rien n'appartient à l'extraordinaire ou plutôt, si, que l'extraordinaire c'est le boulot — étudiant et ouvrier — de chaque jour et qu'aucune tâche, aucune forme de l'action, n'est méprisable ni ridiculement «quotidienne».

Éviter aussi de grimper, idéalement, trop haut pour ne pas se fracasser en retombant car le combat continue, plus que jamais, nécessitant par-delà le grain de folie et d'enthousiasme dont la vraie vie ne peut certes se passer, cette lucidité dont l'ennemi peut avoir si peur...

NOIR et ROUGE.

TOUTE DERNIÈRE MINUTE. — Ce 28 avril, au moment de mettre sous presse, nous apprenons le «non» électoral à De Gaulle. Outre que certaines circonstances dans lesquelles ce résultat a été obtenu nous semblent curieuses (et si le Vieux avait souhaité ce «non» because l'héritage monétaire ou autres raisons...) et nous incitent au sang-froid, nous maintenons, pour ceux qui seraient tentés de pavoiser — hâtivement selon nous — que le bulletin de vote, lui non plus, ne résout jamais rien, bien au contraire. Bon : De Gaulle «s'en va», mais le capitalisme, l'exploitation, l'État foutent-ils le camp avec lui ? On va nous trouver un autre homme de son clan (plus jeune ou plus maniable) pour défendre les mêmes intérêts, ou un lascar «de gauche», à l'instar du camarade Mollet si apprécié avec sa guerre d'Algérie ou du camarade Wilson qui, en Angleterre, fait voter des lois antigrèves. La Révolution ne sort jamais des urnes, le bulletin de vote n'est jamais une «victoire» pour la classe ouvrière : élections, trahisons ! Pour les travailleurs, pour les révolutionnaires: vigilance... **N. R.**

Sommaire

— **Avant-propos** 1

— **Préfaces**

Évolution externe et interne du groupe "NOIR et ROUGE" 3
Le marxisme de *Noir & Rouge* 5
Noir et Rouge... 8
L'histoire, c’est ce qui reste quand l'essentiel est oublié... 12

— **La revue et son évolution**

N° 1 — Avril 1956 — Ce monde qui a changé... 17
N° 3 — 1956 — Faire le point... 18
N° 6 — 1957 — Un an... 22
N° 38 — Juin-Juillet 1967 — Contre la confusion. 31
Texte N° 2. 41
N° 46 — Juin 1970 — Sur le néo-anarchisme. 44

— **Sur la théorie**

N° 3 — 1956 — Pour la clarté 57
N° 28 — Décembre 1964 —Pour une systématisation
de la pensée anarchiste 70

N° 44 — Avril-Mai 1969 — Théorie des chapelles 81
N° 44 — Avril-Mai 1969 — Chers camarades... 89

— **Anarchisme et marxisme**

N° 7-8 —1957 — Une page mal connue de
Marx et Engels apôtres de l'impérialisme 100
N° 34 — Juin 1966 — Michel Bakounine (livres récents) 103
N° 36 — 1966 — Michel Bakounine — Quelques livres (suite) 117
N° 13 — 1959 — Un essai de Daniel Guérin :
«*Jeunesse du socialisme libertaire*» 123
N° 42-43 — 1968 — Cohnbendistes ? 135

— **Nationalisme... Guerres de libération nationale**

N° 2 — 1956 — Réflexions sur la guerre de partisans
comme type de lutte révolutionnaire 139

N° 10 — 1958 — A propos de la révolution algérienne 149
N° 21 — Juin 1962 — À propos des pays sous-développés 150
Éditorial du N° 33 — Avril 1966 — Lettre du Maroc 158
N° 17 — 1961 — Refuser 160
N° 33 — Avril 1966 — Le mythe des Conseils Ouvriers chez Tito 169
Numéro spécial sur le Nationalisme N° 7-8 — 1957 — Historique 176
N° 7-8 — 1957 — Question nationale 179
N° 7-8 — 1957 — Les nationalités en France 180
N° 7-8 — 1957 — Nationalisme ou anarchisme ? 182

— **Espagne**

N° 36 — Décembre 1967 — A-t-on renoncé à la Révolution ? 185
N° 38 — Juin 1967 — Mises au point sur des notes 196

Sur les grèves tolérées de 1962 («Espagne 62» publié avec
Information Correspondance Ouvrière, 1962) 202

— **L'organisation**

N° 2 — 1956 — Entre nous 204
N° 3 — 1956 — Au sujet de l'organisation, par Maria Korn 207
N° 10 — Juin 1958 — Majorité et minorité 211
N° 20 — Mars 1962 — Sur l'organisation 216

— **Le parlementarisme**

N° 29 — 1965 — Les élections 220
N° 29 — 1965 — Élections (suite). 233
Proudhon et le parlementarisme 237
Anarchistes «électionnistes» 239

— **La Franc-Maçonnerie**

N° 23 — Février 1968 — Franc-Maçonnerie et anarchisme 244
N° 27 — Juin 1964 — Franc-Maçonnerie et anarchisme 246

— **Contre le schématisme quotidien**

N° 17 — Janvier-Février 1961 —
N° 18 — Mars-Mai 1961 — La difficulté d’être anarchiste (fin de l’article) 252
Dans notre courrier 258
Editorial N° 36 — Décembre 1966 — De l'attitude religieuse 259
Editorial N° 37 — Mars-Avril 1967 — Le Bidon 264
Editorial N° 41 — Mai 1968 — Des mots... 267
N° 44 — Avril-Mai 1969 — L'extraordinaire 268

Scan et corrections : L'Idée Noire, 31/05/07

[1] «A-t-on renoncé à la Révolution ?», reproduit dans cette anthologie, suivi des notes (*Noir et Rouge* numéro 36). «Leçon de la Révolution espagnole» (*N. et R.* numéro 37) entre autres.

[2] «La F.C. L. et les élections de janvier 1956», numéro spécial de *N. et R.* sur «Anarchisme, Parlement et élections» (ce numéro 9 est épuisé).

[3] Au P.C., les déviationnistes sont actuellement trés souvent exclus pour «déviations de type anarchiste».

[4] Explication de la chose dans *le Monde libertaire* (numéro 124, p. 16).

[5] Les articles siglés * sont reproduit dans cette anthologie.

[6] Voir *Monde libertaire*, numéros 127 page 12, et 128, pages 4 et 12. Enfin et surtout, la fameuse brochure *De la misère en milieu étudiant* ! (Le Pavé, B.P. 323 R8, Strasbourg).

[7] «Où en est le mouvement lettriste», numéro 94. «Les ouvriers et le lettrisme», numéro 95 (articles de Jean Rollin).

[8] «Paul Zorkine» (*N. et R.* numéro 22), article écrit par Théo le 23 octobre 1962.

[9] Le même style est repris dans *La Rue* n° 31, 1982, p 55.

[10] «Vie et mort d'un militant anarchiste» (*Le Monde libertaire*, numéro 83, page 3) par Rolland.

[11] «Le Trait d'union» (sic), bulletin intérieur de la F.A. deuxième région, décembre 1952 (page 5).

[12] *N. et R.*, numéro 37, page 4.

[13] Du 3 juillet au 1er septembre, au lac de Come (Italie).

[14] Du nom du ministre de l’Intérieur de l’époque.

[15] Gosplan: vient du russe Gossoudarstvo-Etat ; signifie Commission d'État au Plan.
[Les notes de cet article sont de la rédaction de *N. & R.*]

[16] Le mot «millénarisme» est expliqué plus loin dans le texte.

[17] Allusion à la C.N.T. en Espagne, aux partisans de l'entrée au Gouvernement qui la justifiaient par «les circonstances», ainsi Peirats, dans *La CNT en la Revolución Española*, écrit-il (Tome III, p. 319) : «La tendance non circonstancialiste mais permanente» de la FAI.

[18] Nous sommes d'accord au sujet de l'action directe, peut-être aussi sur la non-violence de Gandhi ; mais la libération de l'Inde ne l'est qu'en tant qu'indépendance politique, non pas en tant que libération sociale, économique, religieuse.

[19] Nous en avons déjà parlé dans *N. & R.* n° 17.

[20] Voir la brochure *Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire*.

[21] L'expérience d'Adrien Olivetti est moins convaincante, bien qu'il ait fait de belles réalisations (mais aussi des réalisations purement capitalistes).

[22] Voir *le Monde Libertaire* de novembre 1964.

[23] Voir aussi la discussion entre Malatesta et Kropotkine sur le volontarisme et les facteurs économiques. La conception de Lain-Diez est intéressante, mais il néglige peut-être un peu le côté matérialiste du problème.

[24] Diastole : l'un des mouvements du cœur (repos, remplissage) ; l'autre étant la «systole» (contraction, chasse du sang).

[25] C'est un fait que l'Église gagne des positions, ce qui est dû, selon nous, non seulement au thomisme, mais aussi au pouvoir d'adaptation que les catholiques (et les autres) ont montré, ainsi qu'au pouvoir tout court, que l'Église exerce de différentes manières.

[26] Mais le positivisme a montré ses limites et ses insuffisances, précisément en Amérique du Sud (Brésil par exemple) et au Mexique.

[27] Le marxisme a triomphé en Occident (le parti social-démocrate) en devenant le «gérant du capitalisme» ; il a triomphé en Russie en tuant la Révolution et en la transformant en usine étatisée (ou en camp de concentration).

[28] Bakounine a effectivement appris certaines choses de Marx sur le plan économique, et en partie sur le plan philosophique. Marx les avait apprises chez Ricardo, chez Proudhon, etc... qui eux-mêmes... Mais l'enseignement de Marx a tiré de son côté de Bakounine sur le plan révolutionnaire, sur la spontanéité, a été malheureusement tout à fait transitoire (comme en ce qui concerne Lénine également).

[29] Andrès Nin, instituteur, d'abord militant de la CNT. Au Congrès de 1919 il déclarait : «Je suis un fanatique de l'Action, de la Révolution ; je crois aux actes plus qu'aux idéologies lointaines et aux questions abstraites». Ensuite il passa au P.C. puis en fut exclu. Avec d'anciens communistes et des trotskystes, il forma le POUM vers 1932. En mai 1937, la police russe l'assassina à Barcelone.

[30] Juan Peirô, militant très célèbre de la CNT, connu pour sa position opposée à la FAI, il entra au gouvernement comme ministre de l'Industrie. En 1942, il fut livré par Vichy à Franco, avec Compagnys (ex-président de la Catalogne) et après avoir refusé un poste dans les syndicats franquistes, il fut fusillé.

[31] Parmi les syndicalistes, il y a sûrement des «activistes» dans le sens que leur donne Lain-Diez. Mais il y a aussi des «activistes» dans toutes les sortes d'organisations, même en dehors des syndicats. Par contre, parmi les militants syndicalistes il y a aussi des camarades qui «réfléchissent». D'ailleurs la «réflexion» et «l'action» ne doivent pas s'exclure, au contraire. Lain-Diez, plus loin, précise sa pensée dans le même sens.

[32] Enfin, il faut noter que cette évolution personnelle de Bakounine a été en liaison, conditionnée, par l'évolution particulièrement rapide des idées sociales des années 1840-1870 ; d'autre part, en retour, ces mêmes idées ont été leur tour, poussées «en avant» par Bakounine ; ainsi Kropotkine note : «chaque brochure sortie de la plume de Bakounine

marquait un stade de la pensée révolutionnaire en Europe», et Kropotkine fait la démonstration :
«Son discours au Congrès de la Paix... déclarait que le radicalisme de 1848 avait fait son temps vu qu'une ère nouvelle — ère du socialisme du travail — s'était ouverte, que parallèlement à la question de la liberté politique, se posait la question de l'indépendance économique... ce sera le facteur dominant de l'histoire en Europe.
«Sa brochure, adressée aux mazziniens, annonçait la fin de a période des «conspirations» pour l'indépendance nationale et le commencement de la révolution sociale...
«Les Ours de Berne, ce sont un mot d'adieu au démocratisme philistin suisse...
« Les Lettres à un Français... proclamaient l'idée nouvelle d'une Commune communiste...»

[33] Centre International de Recherches sur l'Anarchisme, Case postale 51, Genève 13, Suisse.

[34] Malatesta, dans l'article «vers l'Anarchie», paru dans la *Question sociale* N° 14, Paterson - New-York le 9/12/ 1899

[35] Malatesta : «réponse à un communiste sur l'exercice de la liberté» dans *Fédé* N° II, Rome - 25/II/ 1920.

[36] Marx-Engels : *L'Espagne révolutionnaire*. 1854.

[37] Malatesta, dans *Umanita Nova* du 21/10/1922.

[38] *Plate-forme d'organisation* d'un groupe d'anarchistes russes en exil signée par son secrétaire : Pierre Archinoff, le 20/6/1926.

[39] Berneri: «Attention,tournant dangereux !» dans *Guerre des classes*.

[40] Lénine: *Armée révolutionnaire*

[41] Entre autres *Les Temps Modernes* : «La Gauche respectueuse» et notre numéro spécial consacré à ce sujet.

[42] Militant anarchiste espagnol, auteur du livre en 3 tomes, *la C.N.T. en la revolución española*.

[43] Il nous semble que cela n'est pas exact. Durruti et ses camarades avaient une vision révolutionnaire partagée par beaucoup d'anarchistes espagnols et organiquement, ils ne prenaient pas seuls les décisions.

[44] Il nous semble que Peirats simplifie trop la tactique révolutionnaire de Bakounine.

[45] Il s'agit des tentatives d'implantation du communisme libertaire: la première le 18 janvier 1932, la seconde le 8 janvier 1933 et la troisième et dernière le 8 décembre 1933. Des divisions tactiques graves entre les fédérations régionales firent qu'à aucun moment ces mouvements insurrectionnels ne furent généralisés à toute l'Espagne. Ils demeurèrent localisés et furent réduits par l'armée ; dans la plupart des cas, les militants, se rendant compte de leur isolement, déposèrent les armes. Le 8 janvier 1933 fut marqué par la répression le Casas Viejas — province de Cadix — où les anarchistes refusèrent de se rendre.
Il est historiquement et objectivement difficile de conclure à l'absence de ferveur populaire dans ces mouvements répétés à intervalles très courts, d'après les observateurs (journalistes de El Sol, Eduardo de Guzman, directeur de *La Tierra*), dans certains villages, il y avait un grand enthousiasme. (Voir aussi l'article de Miguel Foz : « El 8 de diciembre de 1933 y la comarcal de Valderobres», *le Combat Syndicaliste*, Paris, 28-1-1965.)

[46] En 1931, trente militants anarchistes espagnols signèrent une déclaration, dont Peirats donne de larges extraits, pour attaquer la tendance Durruti. Ces militants étaient Juan Lopez (futur ministre), Roldan Cortada (futur dirigeant communiste, abattu en avril 1937), mais on trouve aussi des anarchistes plus «constants», Juan Peiro (lui aussi ministre), Pestana (fondateur d'un parti anarchiste et député), Arin.

[47] Il s'agit de la Confédération Nationale du Travail — C.N.T. — centrale anarchiste.

[48] Il est bon de donner la parole à la tendance faïste : « ... le manifeste du groupe de militants que la presse bourgeoise, Macia et Companys ont appelé la «partie sensée de la Confédération». (...) Le résultat immédiat de tout cela a été le début d'une répression violente contre tous les individus importants de la F.A.I.» (El Luchador, n° 37, 18-9-1931, éditorial de

Federica Montseny : La crisis interna y externa de la Confederacion). Dans le même journal, du même auteur, l'éditorial du 9-6-1933 : El fascismo sindicalista.

[49] «Nous seuls». Les mots sont du catalan, sans doute parce que les anarchistes de Catalogne suivaient plus la F.A.I. et Durruti et ses amis que les autres régions. Il nous semble que parfois les antagonismes régionaux excitaient plus les controverses, en l'occurrence Orobon Fernandez est castillan.

[50] Orobon Fernandez est mort en 1936. On ne peut donc savoir quelle aurait été son attitude pendant la guerre. C'était une figure connue, mais sans doute assez éloignée de la majorité des militants, ainsi l'article dont Peirats fait un extrait n'a pas été publié dans un périodique anarchiste, mais dans un journal sympathisant *La Tierra*. Il est désagréable de constater que Eduardo de Guzman (cité en note 2) et le frère d'Orobon Fernandez ont actuellement signé au nom de la C.N.T. un accord d'alliance avec les syndicats franquistes (4-1965).

[51] C'est une allusion à Largo Caballero, leader socialiste et secrétaire de la centrale U.G.T., partisan de la dictature de Primo de Rivera puis se déclarant révolutionnaire et le Lénine espagnol en 1934, c'est-à-dire 5 ans après.

[52] Il faut lire et comprendre majoritaire. Le mot maximaliste ne fait pas partie des divisions normales de tendances dans la C.N.T.-F.A.I.

[53] Il s'agit du congrès de Saragosse qui se prononca pour l'application du communisme libertaire en le définissant et qui mit fin à la scission qui durait depuis le manifeste des Trente et qui avait tellement nui à l'unité des mouvements insurrectionnels. Après s'être traité de fascistes, on faisait l'unité ouvrière et anarchiste.

[54] Il s'agit de Garcia Oliver ou de Durruti.

[55] Federico Urales était le père de Federica Montseny, nous ne savons pas quand ni où cette phrase a été écrite.

[56] Allusion au mouvement insurrectionnel du 8 janvier 1933.

[57] Nous sommes d'accord. De plus, la proximité du coup d'Etat militaire allait empêcher matériellement que le congrès ait une influence pratique.

[58] Le renoncement se fit dans une assemblée extraordinaire de tous les syndicats de Barcelone et de Catalogne le 20 ou le 21 juillet. La question de la «dictature anarchiste», de la réalisation du communisme libertaire fut posée par Garcia Oliver et repoussée par l'assemblée. Curieusement, personne parmi les historiens ne cite cette réunion.

[59] Voir note précédente.

[60] Comme nous venons de le voir, ce ne sont pas des individus, mais un ensemble de militants qui prit, sans demander aux non-anarchistes leur avis une décision. Il reste qu'ensuite Garcia Oliver, Santillan (Duruti), les «notables», comme le dit gauchement Peirats, allèrent chez le président du gouvernement catalan.

[61] La Généralité était le nom du gouvernement catalan qui avait une certaine autonomie depuis 1931 et qui of ficiellement avait sa langue, ses lois, ses députés, etc.

[62] Companys, président de la Généralité, et son gouvernement étaient ainsi qualifiés par l'organe de la C.N.T. de Barcelone *Solidaridad Obrera* : « ... la tarte à la crème et les bonbons pour la droite» (16-5-1936, page 1).

[63] «Totalitaire» dans le langage de l'époque voulait dire : dans toute son ampleur, totalement. Il n'y a aucune référence à la doctrine marxiste et à son application. On trouve de nombreux autres emplois dans le sens indiqué : «Nous pensons qu'un projet de collectivisation doit contenir un sentiment totalitaire dans son programme...» Federacion de la Industria Textil Material de Estudios, sans date (début 1937). Il reste que Peirats, d'après le contexte, l'emploie dans le sens de «dictature».

[64] C'est Gilabert qui, pensons-nous, l'affirmait, ainsi : «Bien sûr, l'anarchisme, en Espagne a changé de direction. Il a rectifié tout ce qu'il y avait de négatif.» *Tierra y Libertad* de Barcelone, 5-11-1936, n° 42, page 8.

[65] «... les circonstances, presque toujours supérieures à la volonté humaine, bien que déterminées par elle, ont défiguré la nature du gouvernement et de l'Etat espagnols» (éditorial de Solidaridad Obrera, 4-11- 1936, page 1). «Ce que la guerre impose : la C.N.T. au gouvernement de la Généralité», grands titres de *Solidaridad Obrera*, 18-12-1938, page 1.

[66] Il n'est pas nécessaire d'accabler un militant qui a prouvé et prouve qu'il est toujours de valeur, alors que sa conduite a été celle de la majorité. Car malgré les nombreuses critiques, les protestations et les incidents dans le milieu anarchiste de 1936 à 1939, il faut reconnaître que le courant général des militants (trop disciplinés ?) suivit les directives d'en haut, du bureau de la C.N.T.

[67] Ceci est exact, les premiers mots d'ordre furent : «Retour au travail» (*Solidaridad Obrera*, 25-7-1936, page 2; 26-7-1936 ; 28-7-1936, page 4 ; 31-71936, page 8) et «Halte au pillage» (*Solidaridad Obrera*, 30-7-1936).

[68] Exact: le *Boletin de Informacion A.I.T.-C.N.T.-F.A.I.* du 27-71936, page 1, cite l'intervention du consul anglais porteur d'une liste d'établissements à ne pas réquisitionner qui fut acceptée par le secrétaire régional de la C.N.T. de Catalogne (Mariano R. Vazquez).

[69] Pour les mêmes raisons tactiques qui les avaient conduits au gouvernement, ils se turent mais on trouve parmi eux des critiques très sévères : «Dans la pratique de la politique et du gouvernement, nous étions des novices, des apprentis, des nouveaux-venus qui allaient se casser le nez...» Juan Lopez, conférence du 27-5-1937 après la sortie du gouvernement, publiée en brochuré pendant la guerre.

[70] Il est injuste de dire que c'était une obsession. C'était le moyen de survivre pour ne pas être écrasé par la propagande communiste, ce qui était une annonce de l'écrasement physique : «Pour ce qui est de la Catalogne, la liquidation des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes a déjà commencé, et elle sera continuée avec la même énergie qu'en U.R.S.S.» *Pravda* de Moscou 17-12-1936. La guerre civile espagnole, pour l'anarchisme, a été un combat sur deux fronts : Franco et Staline.

[71] «Nous renonçons à tout sauf à la victoire» (citée plus loin dans le texte).

[72] Exact. Il y avait trop de critiques, Peirats lui même était alors parmi eux.

[73] Tellement impopulaire que la «Colonne de Fer» arrêta les ministres et tenta de les fusiller (Thomas,. *La guerre civile espagnole*, chapitre 38, livre profranquiste dans bien des aspects). La Colonne de Fer était formée d'anarchistes sûrs et solides idéologiquement. C'est un des incidents auxquels nous faisons allusion dans la note 66.

[74] Là encore. Peirats est emporté par la polémique et oublie la réalité dans son contraste. Il faut lire et comprendre : les luttes internes furent si vives qu'elles nuisirent considérablement au déroulement de la guerre.

[75] Allusion au livre *De Companys à Indalecio Prieto. Documentacion sobre las industrias de guerra de Cataluna*, Buenos-Aires, 1939, 91 pages. On ne peut le consulter que dans des archives privées.

[76] Exact. Le 7 mai : fin des journées de mai ; le 16, démission du cabinet Largo Caballero.

[77] Début avril 1938. Indalecio Prieto abandonna le gouvernement ; socialiste, il était écœuré par les communistes, (après bien avoir collaboré avec eux) et pensait que seules des négociations pouvaient sauver la république. Pour colmater ce départ on repensera aux anarchistes, qui acceptèrent, et Segundo Blanco devint ministre.

[78] Voir note précédente.

[79] A la fin de la guerre (les bonnes idées finissent par se concrétiser), les non-communistes dirigés par Cipriano Mera —v ainqueur de la bataille de Guadalajara avec le Campesino — et Casado — socialiste — attaquèrent les communistes. Il y eut quelques milliers de victimes. Ils traitèrent avec Franco qui exigea que Madrid lui fût livrée sans combat, ce qui fut fait. Ensuite, bafouant les accords, les exécutions commencèrent, Casado inclus (Mera fut gracié et vit maintenant à Paris). Cette stupide action politique, trop tardive et désormais inutile, illustre une petite phrase passée inaperçue, même et surtout chez son auteur Mariano R. Vazquez : «Interventionnisme étatique est égal à fascisme» (*Solidaridad Obrera*, 11-7-1936, page 8).

[80] Il nous semble qu'il s'agit plutôt de Léonise dans «L'Amant libéral» de Cervantes.

[81] Peirats insiste sur le côté positif de la défaite (provisoire). Nous pensons que, de Spartacus à nos jours, ces défaites moralisantes n'ont pas la force et l'effet d'une victoire. Une victoire acquise, sans bafouer nos principes moraux, est difficile, mais, par l'exemple, les mouvements insurrectionnels espagnols que Peirats condamne dans cet article et qu'il a décrits dans son livre sur l'histoire de la C.N.T. présentaient un début de solution accordant à tous (gardes civils compris) le droit de vivre dans la nouvelle société (voir la brochure de Macario Royo *Como implantamos el Communismo Libertario en Mas de las Matas (Bajo Aragon)*, Barcelona, 1934, pages 18 et 19).

[82] Date de l'attaque contre les communistes.

[83] Le camp de Mathausen fut construit par et pour les antifascistes espagnols, qui, ne l'oublions pas, ont été les adversaires des nazis.

[84] Cet adjectif ridicule discrédite la collectivisation agricole, fort différente malgré certaines tendances simplistes, voir *Noir et Rouge*, n° 31, 32, 33* (*Reproduit dans cette anthologie)

[85] Ce sont les numéros de cette présente édition.

[86] NDLR : Voir *N. et R.* n° 29, «Les élections».

[87] N.D.L.R. : Surnom des anarchistes : rouge (la peau), noir (les cheveux).

[88] On pourrait y ajouter l'URSS. L'anti-communisme paraît être actuellement un produit de consommation intérieure et même d'une sorte de démagogie verbale. Des pages pourraient être écrites pour situer d'une part les rapports (pas du tout hostiles) d'État à État entre Franco et la Russie, d'autre part les rapports du P.C. espagnol et du régime à l'intérieur de l'Espagne, notamment dans les conflits actuels.

[89] Le même Pompidou étudie les moyens de faire en sorte qu'en cas de grève, le contrôle de l'E.D.F. demeure aux mains de sa direction, qui en est «*gestionnaire et dépositaire au nom du propriétaire — l'État —, et ne tombe pas, fût-ce pour quelques heures, au seul pouvoir d'un comité de grève sans mandat et sans responsabilité*» (*Le Monde*, 24-12-1964).

[90] Elections cantonales de mars 1964. Pourcentage officiel d'abstention : 43,4% (*Le Monde*, 11 mars 1964). Si l'on tient compte du fait que, d'après une étude de *L'Express* (10-62), sur 30.267.900 Français en âge de voter 2.267.900 n'ont pas pris la peine de s'inscrire, on comprend pourquoi le nombre des «abstentionnistes », au sens large du mot, inquiète tant les «pousse au vote» de droite et de gauche.

[91] Waline : *Traité de Droit administratif*, page 265.

[92] *Idem*, page 269. Pour tous renseignements, se reporter à ce livre.

[93] L'I.N.S.E.E. a dressé son graphique à partir d'une enquête portant sur 20.000 familles-échantillon. Le revenu retenu est le revenu fiscal. Le revenu réel dépasse de 10 à 30% le revenu fiscal, principalement dans les catégories sociales élevées. Aux résultats ainsi obtenus, on pourrait ajouter les quelques lignes que consacrait *Le Monde* (30-4-62) aux pyramides des salaires et aux déclarations d'impôts (2-2-64). L'image que ces documents nous donnent est celle d'un groupe social dont le niveau de vie n'a rien de commun avec le niveau de vie du plus grand nombre.

[94] *Les Héritiers*. *Les étudiants et la culture*, 1964. Ed. de Minuit.

[95] En 1927, des anarchistes russes proposèrent un projet d'organisation du mouvement international, très centraliste et jugé très dangereux par des militants comme Voline, Berneri. Malatesta, etc.

[96] Rappelons que ces différences d'attitudes s'expliquent naturellement par la structure fédéraliste de la C.N.T.

[97] À l'époque, un partisan du vote écrivit : «Si nous avions eu la certitude que les révolutionnaires espagnols eussent été capables de balayer ce pouvoir des droites par l'action directe, la question du vote n'aurait même pas été posée. Mais qui osera nous l'affirmer ?» (P. M., *Voix Libertaire*, 25-4-36, reproduit dans *La Revue Anarchiste*, avril-juin 1936, page 15).

[98] En cela les témoignages sont quasi unanimes. Citons celui de Marcet Coll : «En Catalogne... les seuls drapeaux que l'on voyait étaient ceux de la C.N.T. et de la F.A.I.» (*Mi ciudad y yo*, page 131).

[99] Un camarade de *N & R* tient à affirmer qu'il a des cheveux blancs.

100 Nous avons vérifié le Répertoire biographique des Franc-Maçons russes du 18e et 19e siècles (un gros volume édité en français en 1940, en russe en 1934-35) de Tatiana Bakounine (une parente de Bakounine qui a soutenu une thèse à Paris en 1929, non pas sa sœur qui est morte en 1871). Il n'existe que deux Bakounine dans les F.M. russes : Pavlovitch Bakounine (1797-1860) officier, administrateur civil (gouverneur de Tver, 1840-53) et Vassili Mikhailovitch Bakounine (1795-1863) officier aussi. Le père de Bakounine Alexandre Mikhailovich n'est pas mentionné. Comme son nom l'indique, le 2e F. M. mentionné est

NOIR ET ROUGE

Cahiers d'études anarchistes

Anthologie 1956-1970

Spartacus, série B — n°120 - Déc 82. Jan 83.

Avant-Propos

1956 - 1970, plus de 14 années d'une revue qui débuta en tirant 50 exemplaires ronéotés pour finir à 3500 imprimés.

Une période du mouvement anarchiste et surtout une position originale en son sein, du moins en France. Un refus de l'anarchisme comme simple humanisme

qui ne serait qu'un "courant de pensée" s'accommodant d'une société libérale ; une affirmation de la lutte des classes tout en rejetant les déviations bolcheviques ou marxistes-léninistes... sans pour autant que l'humanisme soit absent ni l'affirmation de la nécessité de l'organisation.

Une période également du mouvement social, décrite au fil des numéros à travers une optique anarchiste-communiste — Guerre d'Algérie décolonisation, Gaullisme, naissances de nouvelles formes de ruptures qui donneront lieu à toutes les récupérations.

Des problèmes actuels comme le "militantisme" ou l"'organisation" dans une période de creux du mouvement révolutionnaire, réduit à l'état de "Chapelles" impuissantes face aux bouleversements technologiques et politiques.

Une époque où l'existence du Goulag n'est guère reconnue, où les Pierre Daix, Garaudy, Ellenstein, sont encore au P.C. parmi les plus staliniens — Ce qu'ils s'efforcent de faire oublier ou de justifier quand ils sont coincés —.

Une époque où le mouvement libertaire garde un œil sur l'Espagne encore franquiste en rêvant que les lendemains de Franco chanteront peut-être. Ce sont également les guérillas en Amérique latine... sources de la mythologie trotskyste.

Noir et Rouge, c'est en filigrane une critique des intellectuels, en tout cas de l'intelligentsia : raison pour laquelle des revues de la même époque comme *Socialisme ou Barbarie*, *Argument*, ou l'*Internationale Situationniste*, auront un avenir plus grand chez les éditeurs ; l'*Anthologie de Noir et Rouge* a été refusée par 10/18 et par Maspéro. Les différentes préfaces qui suivent datent de l'époque où le recueil fut présenté à ces éditeurs. Rare privilège de *N et R* : aucun de ses membres n'a fait ni ne fera jamais partie de l'intelligentsia. Le style des articles n'a donc pas ce caractère universaliste comme savent le ciseler les universitaires. Il est direct et lié à l'époque. Ceux qui prendront la peine de les lire sans s'attacher aux modes sauront y trouver des éléments de réflexions (pas les mêmes pour tous ni pour chacun dans l'ensemble du livre) dans leur recherche d'un véritable socialisme à l'heure ou le PS mène une politique que la droite n'aurait jamais osée mener et où bon nombre d'ex-militants se réfugient dans l'amertume malsaine d'un quotidiennisme étriqué et parfois avide de promotion sociale.

Autre constatation qu'on nous a faite : le monde militant décrit est un monde masculin... une époque ! Le problème des femmes dans le mouvement révolutionnaire loin d'être résolu est du moins maintenant posé.

Les textes sur l'autogestion (URSS, Italie, Yougoslavie, Algérie, Mai 68) parus dans la revue n'ont pas été reproduits dans cette anthologie, car ils ont été déjà réunis dans un ouvrage "Autogestion, État, Révolution" paru à la "Tête de feuille" — sauf celui intitulé "Le mythe des conseils ouvriers chez Tito" reproduit ici.

J.P.D

Préfaces

Évolution externe et interne du groupe "NOIR et ROUGE"

Réunir tous les textes parus dans *N & R* où les problèmes du groupe et de la revue sont présentés aux lecteurs, ainsi que les textes à usages internes, occuperait trop de pages par rapport aux autres chapitres et donnerait une fausse impression de «nombrilisme».

Fausse impression car c'est le propre d'une revue anarchiste que de dialoguer avec ses lecteurs, sans masquer les difficultés que tout groupe politique connaît à un moment ou à un autre (différences entre les analyses, ruptures, etc...)

Sous l'influence de militants ayant connu des expériences anarchistes décevantes ou étant émigrés politiques, le groupe N & R s'assigne avant tout un but de présence anarcho-communiste et un refus des tabous.

Cette volonté trouva un écho certain et une organisation fut formée (Groupe Anarchiste d'Action Révolutionnaire, G.A.A.R.). A la suite d'une vision différente du mouvement français, les G.A.A.R. furent dissous et une partie rentra dans la Fédération Anarchiste, et l'autre continua la revue, restant ainsi comme au début en-dehors d'une organisation précise.

Mais avec ou sans organisation, la revue *N & R* conserva plusieurs aspects :

— Le refus du bluff et la nécessité d'étudier la réalité d'abord, puis sa correspondance avec notre analyse ensuite.
— Le refus de se borner à une propagande routinière.
—Le besoin de comprendre la position des autres secteurs révolutionnaires.

Sur le plan interne, derrière les coulisses, il y avait une pratique collective qui consistait en la rotation des tâches matérielles, la lecture et la critique de tous les articles par tous les membres du groupe (qui étaient manuels et intellectuels), bien qu'il y eût au départ des manquements. De plus il y avait des archives de périodiques. une bibliothèque commune, des dossiers de travail (comme sur le marxisme, l'organisation, l'Algérie, etc...) et des comptes-rendus de la presse et parfois de livres. Il y eut aussi des plans de travail annuels, respectés.

En dehors de la revue, le groupe participait à des manifestations et aux activités des autres groupes anarchistes (Espagne, antimilitarisme, Gestion Directe, etc...). Chaque camarade était libre de ses contacts politiques et n'engageait pas le groupe (pas de responsabilité collective), mais il devait informer ses camarades, qui en discutaient avec lui. Il y eut ainsi des contacts d'abord individuels, puis du groupe entier, ou d'une partie, avec le F.L.N. et Jeune Résistance pendant la guerre d'Algérie, et le M.P.R., la F.I.J.L., la C.N.T. durant le franquisme.

Ces qualités avaient souvent des revers négatifs : la revue oscillait entre l'étude intemporelle et l'information actuelle, forcément déphasée vu la parution trimestrielle, en voulant s'adresser à la fois aux militants et aux sympathisants anarchistes, et aux non-anarchistes, *N & R* ne satisfaisait pas pleinement ; à force de sérieux et de documentation, le groupe ne se décida pas à traiter le syndicalisme, la sexualité, les rapports avec d'autres revues comme *Argument*, *Socialisme ou Barbarie*, *L'Internationale Situationniste*.

Du moins, *N & R* maintint un style clair, sans pour autant dire des banalités et se refusa le plus possible à l'érudition où à l'intimisme (pseudo-littéraire).

Les périodiques du mouvement anarchiste, tant en français que dans d'autres langues, trop souvent enfermés dans le copinage et la routine organisationnelle, considérèrent toujours avec méfiance cette revue autonome et critique (encore récemment M. Joyeux en 1982 dans *La Rue* n°31).

Les lecteurs, vu l'abondance du courrier, étaient sans doute assez réceptifs et attentifs, mais le groupe rédactionnel était clos, tout à la fois à cause d'une certaine clandestinité due à quelques activités pendant la guerre d'Algérie et en rapport avec la lutte anti-franquiste (la théorie n'est jamais séparée de la pratique) à cause de la croyance (justifiée en partie) en l'efficacité du groupe affinitaire qu'un élément non accepté par tous aurait pu déséquilibrer.

N & R, sans doute trop marqué par l'échec des G.A.A.R., a manqué de courage pour lancer des groupes de travail et faire circuler avant la parution les articles parmi les lecteurs intéressés.

Privé d'une base de sympathisants, sans possibilités réelles (vu la demi-douzaine de membres entre 1962 et 1967) de répondre aux appels lancés au mouvement anarchiste international (alors peu actif), le groupe N & R était condamné à tourner en rond à long terme.

Pour pallier celle difficulté, le groupe accepta la brusque arrivée des étudiants nanterrois, ce qui avec mai-juin 1968, provoqua plus de problèmes que de coopération, surtout parce que la vision et la pratique des «anciens» et des «nouveaux» différait trop.

Le travail de compilation et de présentation (et les erreurs possibles) sont d'Israël Renof. Claude, Jean-Max, Christian Lagant, Pascale et Pierrot, Théo ont été informés.

I.R. (mai 1978)

Le marxisme de *Noir & Rouge*

La revue *Noir & Rouge* a existé de 1956 à 1970, c'est à dire après un échec retentissant d'une partie de la Fédération Anarchiste française (dû à l'activisme

général de l'après guerre et à une tendance manipulatrice de certains militants autour de FONTENIS), et également après un succès beaucoup plus important des idées libertaires en mai-juin 1968, auquel se rattache la revue *Noir & Rouge* dans une mesure faible mais certaine.

Il existe une légende dans le mouvement anarchiste selon laquelle le groupe et la revue *Noir & Rouge* étaient marxistes. En 1968, certains membres parisiens de la Fédération Anarchiste parlaient de nous comme d'«anarcho-marxistes».

A *N & R*, mis à part l'amitié, le mélange de manuels et d'intellectuels, de tranches d'âges différents, de nationalités et d'origine, il y avait un accord mutuel pour réprimer l'amour-propre et aboutir par la critique interne à des articles et des positions claires et libertaires. Ce besoin d'analyse objective. sans tabous, nous fit entre autres aborder le marxisme, et dialoguer avec Daniel GUÉRIN, Yvon BOURDET, Henri SIMON (respectivement écrivain et ex-léniniste, sociologue et marxologue, employé d'assurance et animateur d'«Informations Correspondances Ouvrières», I.C.O., auquel certains de nous participaient).

Pour avoir une idée de l'importance du marxisme dans nos textes, une description des 46 numéros : il y eut, bibliographiquement 2609 pages dont 2315,5 de textes, les 295,5 autres étant les sommaires, les annonces et les communiqués et pages de couvertures ou blanches.

Les anarchistes et l'actualité : 666,5 pages, 28,80%
Nationalisme: 121,5 pages. Parlementarisme - Élections : 107 pages. (dont j'ai proposé une grande partie à *Volonté Anarchiste* N° 3, 1978 qui trouva le moyen d'indiquer que *N & R* était dans la F.A. !). Franc-maçonnerie : 96 pages. Racisme : 63,5 pages. Éducation : 37,5 pages. Droit : 37,5 pages. Birth Control : 24 pages.

Sur la théorie anarchiste : 318 pages, 13,74%.
Individualisme: 120 p. Syndicalisme : 57,5 pages. Conception de classe : 37,5 pages. Difficulté d'être anarchiste : 28 pages. Programme : 22,5 pages. Organisation : 16,5 pages et deux brochures sur ce sujet en 1964 et 1968 de 16 et 54 pages.

Sur la gauche, le Parti, le P.C., le marxisme : 260 pages, 11,23%.
Gauche-Parti : 139 pages. Marxisme : 100 pages. P.C. 21 pages. Pour clarifier il faut rapporter une lettre de lecteur n°9 page 90 qualifiant un numéro spécial sur le nationalisme de «volonté d'anti-marxisme à tout prix» (1958). A propos du livre de Guérin «Jeunesse du Socialisme libertaire» n° 13, page 50, 1959 : «La synthèse que Guérin préconise et tâche en partie de justifier entre marxisme et anarchisme nous semble vouée à l'échec.». Sur l'article de Bourdet «Marxisme et anarchisme» n° 19, p.85, 1961 : «nous nous bornerons à noter ici que même les arguments d'Y. BOURDET n'arrivent pas à nous convaincre de la position anti-étatiste de Marx.».

Informations de l'étranger : 242 pages, 10,48%.
Tiers-Monde : 106 pages (Cuba 82,5), Pays de l'Est : 79,5 pages. Espagne : 43,5 pages. Autres (Irlande, Israël) : 13,5 pages. Une brochure «Espagne 62» sur les premières grèves importantes fut sortie avec I.C.O.. (31 pages).

Politique française : 214 pages: 9 27%

Éditos et analyses : 90 pages. Algérie: 56 pages. Mai 68 : 49 pages. Mouvement anarchiste en France : 16,5 pages.

Autogestion : 183,5 pages: 7,93 %
Conseils en URSS, kibbutzim, Espagne 36-39, Yougoslavie, Algérie, et une brochure de 63 de 38 pages : «Collectivités anarchistes dans l'Espagne révolutionnaire» et en 1968 : «l'Autogestion, l'État et la Révolution», de 38 pages, et après *Noir et Rouge*, Le livre «Autogestion, État et Révolution», éd. du Cercle, 1972, épuisé (éd. préalable en Uruguay puis en Italie).

Mouvement anarchiste international: 133 pages (auxquelles il faut ajouter une partie des informations sur l'Espagne, 8-12 pages, et 8 pages sur la CNT et les élections, et 22 pages sur l'autogestion espagnole, plus la brochure de 63 et une partie de celle de 68), et une brochure «Espagne Noire et Rouge» de 32 pages de 1963.

Classiques anarchistes : 122,5 pages : 5,29%
Bakounine : 44 pages. Malatesta : 44 pages. Et une brochure de Kropotkine et une autre de Berneri sur Kropotkine, en 1963 et 1964, de 13 et 20 pages.

Courrier des lecteurs : 101 pages: 4,36%.

Informations sur le groupe et la revue : 50 pages : 2,16%.

Livres: 22 pages : 0,95%.

Le total des pourcentages fait 99,9% et il est spécialement préparé pour avantager l'interprétation «de notre marxisme». En effet, il serait simple de faire figurer la critique de Guérin dans les livres et de faire entrer celle de la gauche dans «le parlementarisme et les élections», auquel cas le marxisme-P. C. n'occuperait que 105,5 pages : 4,56% et non presque le triple. De même, la partie Espagne-Mouvement anarchiste pourrait augmenter d'une cinquantaine de pages. Ce classement très subjectif n'a pour fonction que de démontrer l'évidence : le rejet du marxisme que certains d'entre nous avaient vécu à l'Est, sans accepter le capitalisme ni les compromis ; le rejet de l'essence même du marxisme : la sclérose et le conformisme hiérarchique que par exemple la CNT en exil représentait en partie. Les conflits actuels en Espagne montrent qu'il y a encore beaucoup à faire.

Je remercie le camarade Sybomose de la Vergne — du C.P.C.A. — de m'avoir incité à traiter cet aspect.

Israël RENOF (décembre 1980)

Noir et Rouge...

Il n'est pas facile d'écrire l'histoire, encore moins l'histoire contemporaine. Le manque de recul, les jugements subjectifs, les visions incomplètes, tout cela représente le risque de faire de «l'historiette» plutôt que de l’histoire. De plus je n'ai aucun goût personnel pour faire partie de l'histoire.

Mais la revue *N & R*, et le groupe qui l'a animée pendant presque quinze ans est entré dans le domaine de l'histoire anarchiste. Ainsi, dans l'étude de Roland Biard «Histoire du mouvement anarchiste en France 1945- 75» (Ed. Galilée 1976), un chapitre est consacré à *N & R*, p. 125-129. En 1968-69, plusieurs journaux ont mentionné la revue. D'autres camarades parlent dans leurs souvenirs de notre expérience et surtout sortent des jugements.

Il faut peut-être que nous, les quelques participants parlions aussi de la revue, avant que notre témoignage disparaisse comme ont disparu ceux de P. ZORKINE, Christian LAGANT, Pierre TALLET... Je n'ai pas la prétention d'assumer à moi tout seul l'héritage de *N & R* mais je prends ma responsabilité en tant que participant de 1956 à 1968.

Pourquoi avons-nous fait en 1956 cette expérience collective de groupes autour de la revue, puis d'une revue avec un groupe autour ? Il est évident que la revue se situait résolument sur le plan anarchiste mais avec un esprit non conformiste, critique, réformiste même, Une brève explication s'impose car le mot «réformisme» ne doit pas servir de prétexte pour accuser la revue de «trahison» et «déviation marxiste», ce que certains affirment aujourd'hui.

A la «Libération», c'est à dire à la fin de la deuxième guerre mondiale, notre mouvement, comme tous les mouvements politiques et idéologiques, a retrouvé sa vie légale, interdite sous le fascisme, avec ses habitudes et ses problèmes. Précisément, ces «habitudes», c'est à dire les conférences, publications, débats... Tout cela avec le langage d'avant-guerre ou même du début du siècle. Ce langage n'avait aucune prise sur la réalité ni sur les jeunes qui venaient nombreux vers nos idées. Pourquoi ce décalage, c'est une autre question que nous ne pouvons pas aborder ici en détail. Schématisons un peu en disant que les générations d'avant-guerre étaient profondément traumatisées par l'échec du syndicalisme révolutionnaire, des révolutions russes et espagnoles, par la victoire du fascisme, la défaite du pacifisme, etc..., restaient toujours sur la défensive obsédées à expliquer ces phénomènes, et s'enfermaient entre elles. Je pense aussi que l’acceptation de la «synthèse» chère à Voline et à S. Faure a produit un amalgame des différentes conceptions libertaires et a interdit tout visage net de caractère social et révolutionnaire de l'anarchisme. Enfin, une prédominance pseudo-philosophique, humaniste vague, et franc-maçonne a enlevé le peu de vigueur qui restait au mouvement. Il fallait une autre dynamique, un esprit ouvert et critique y compris vis à vis de nous-mêmes, une acceptation de la contradiction et des débats. Il fallait analyser les luttes en cours et s'insérer le plus près possible. La tâche était encore plus difficile du fait qu'il n'y avait pas une forte personnalité du type de Kropotkine ou Malatesta dont l'autorité morale aurait pu jouer. Au contraire, les personnalités marquantes dans le mouvement ne faisaient pas l'unanimité derrière elles et ne reconsidéraient pas les problèmes par une vision nouvelle.

Il y a eu une tentative (de FONTENIS) mais malheureusement elle a appliqué les méthodes léninistes dans l'organisation, l'éthique et la tactique pour redresser le mouvement. Sur un plan organisationnel elle a appliqué la tactique du noyautage, de la direction secrète, du dirigisme, avec le fameux groupe OPB. Sur le plan éthique, elle a accepté que tous les moyens soient bons y compris l’exclusion, la calomnie, la lutte personnelle, l'immoralité. Sur le plan pratique, elle a réduit l'anarchisme a une démagogie de parti révolutionnaire, une simplification de la lutte des classes, une acceptation de la joute électorale et du bluff, en un mot c'était l'expérience de Fontenis et de la FCL (1949-1955)

qui a détruit ce qui restait du mouvement anarchiste organisé en France. Christian LAGANT a publié à l'époque dans un des premiers numéros de *N & R* une longue étude sur cette déviation léniniste-marxiste du mouvement anarchiste. Il faut signaler que le phénomène de l'OPB (c'est à dire un groupe d'autodéfense qui s'était transformé en organisme dirigeant et occulte du mouvement) a été aussi démasqué par le groupe Cronstadt dans son «Mémorandum» ce qui a permis aux éléments dispersés de la F.A. de reprendre un nouveau départ, ce qui a aussi permis notre regroupement. Car si nous étions en plein désaccord avec cette expérience léniniste, nous étions aussi en désaccord avec le phénomène conformiste prédominant parmi les vieux camarades. Nous ne voulions pas que notre mouvement ressemble à l'aiguille d'un balancier qui doit osciller entre les deux extrêmes, c'est à dire le pseudo-révolutionnaire léniniste, et la pseudo-philosophie de l'humanisme vague. L'anarchisme devait et pouvait retrouver son vrai visage à la fois révolutionnaire et humain.

C'est dans ce sens là que *N & R* s'est donné comme tâche de lutter contre les tabous y compris chez les anarchistes et en même temps de refuser de jouer le bluff des grandes organisations ; les premiers numéros de *N & R* ont été tirés à 50 exemplaires et considérés comme bulletins intérieurs. Nous espérions à l'époque que nos conceptions seraient comprises, que nos efforts seraient épaulés, et avant d'«organiser» il fallait éclairer pas mal de malentendus. Mais il s'est produit un phénomène imprévu, nous qui espérions avoir un débat ouvert, nous étions boycottés et enfermés dans notre propre ghetto. La méfiance créée par la manipulation FONTENIS est retombée aussi sur nous. Nos contacts s'enrichissaient, mais dans les milieux nouveaux, les milieux traditionnels ne mentionnaient même pas notre existence.

Nous avons continué notre travail de «débroussaillage», d'actualisation critique de nos positions sur: un anticléricalisme révolutionnaire, l'organisation, «pour la clarté», la lutte des classes, l'enseignement libertaire des révolutions hongroises, la franc-maçonnerie et le mouvement libertaire, la déclaration de principe des G.A.A.R, le nationalisme, le parlementarisme, la révolution algérienne, la gauche dans la révolution, etc... Ce sont les quelques titres de la revue *N & R* 1956-60. Toutes ces études avaient une perspective :

«*La perspective anarchiste-communiste exigeait de nous un travail collectif organisé basé sur une unité idéologique qui impliquait l'étude et la résolution collective des problèmes posés par l'adaptation doctrinaire et tactique de l'anarchisme à la conjoncture politique, économique et psychologique actuelle...*»

«Faire le point» Hiver 56-57

Actuellement, quinze ans après, certains affirment sans gêne ni scrupule que la revue *N & R* était une revue de «confusion entre l'anarchisme et le marxisme» ! Il suffit de parcourir nos propres textes, non seulement nos éditos mais tous nos articles pour se rendre compte de la mauvaise foi et de la malhonnêteté de «nos» historiens et critiques.

Fin 1959, début 1960, il y a eu dans les G.A.A.R. un débat important qui a même arrêté la parution de la revue pendant un an. Il s'agissait de répondre à la question : « si tous ensemble sommes prêts à un regroupement efficace». Pour certains d'entre nous, la réponse était oui : la nouvelle Fédération Anarchiste reconstituée après le naufrage de FONTENIS avait besoin de tous

ses militants conscients et efficaces. Et pour beaucoup de camarades de la F. A. nous étions de tels militants. Après discussions et accords, nous pouvions entrer dans la F.A. en tant qu'anarchistes-communistes et continuer notre travail avec une audience beaucoup plus large. La revue devait être sabordée. Une minorité pensait que pendant une brève période intermédiaire la revue devait continuer en attendant le résultat des camarades rentrés à la F. A., car cette minorité n'était pas convaincue que le travail des tendances était possible dans la F.A. avant un débat plus théorique sur la «synthèse». Le dernier débat, cette fois-ci entre nous, a eu lieu à l'automne 1960 à Vézelay. L'accord n'était pas possible et nous avons laissé l'expérience démontrer la raison des uns et des autres. La majorité des ex-G.A.A.R rentrait dans la F.A. en tant que U.G.A.C. (Union des Groupes Anarchistes Communistes). Une minorité continuait la revue, les G.A.A.R. étaient supprimés. Ainsi s'est terminée la première période de *N & R*.

La deuxième période (1961-68) de la revue a été assumée par une autre équipe, quelques-uns des anciens et des nouveaux venus. Nos rapports avec l'U.G.A.C. n'étaient pas mauvais car nous avons réalisé ensemble la brochure «Espagne rouge et noire». Dans cette deuxième période qui englobe 24 numéros (17 à 41) nous avons continué le travail entrepris : les problèmes de la guerre d'Algérie et ensuite de l'Autogestion en Algérie, les problèmes des expériences de gestion collective non étatique (Kibboutz en Israël, collectivités en Espagne, autogestion en Yougoslavie, conseils ouvriers en Italie et après la révolution russe...), le rôle des classes sociales, de nouveau la franc-maçonnerie, etc... Il faut dire que nous avions beaucoup de difficultés parce que notre équipe était très réduite et nous sommes conscients de ne pas avoir pu aller très loin dans nos analyses. Néanmoins la revue était bien accueillie, de quelques centaines de numéros tirés, nous sommes arrivés à 3000. Le travail avec la revue n'excluait évidemment pas les activités de chacun de nous individuellement et de nous tous collectivement d'après nos possibilités et notre milieu.

Fin 1967, début 1968, beaucoup de jeunes sont venus nous rejoindre, nos réunions étaient devenues très ouvertes et très larges, la discussion s'était ouverte sur une nouvelle restructuration, au delà des «chapelles». Les événements de Mai ont vu la plupart des camarades très engagés, mais une fois la vague révolutionnaire passée, le problème de la revue s'est de nouveau posé. Comme en 1960-61, on opposait toujours «l'activité» et «la pensée», comme si ces deux phénomènes n'étaient pas complémentaires. En automne 68, l'esprit antidogmatique avait poussé la critique à un tel extrême qu'on considérait comme dogmatique... toute conception idéologique même critique et non conformiste. C'était l'époque du pragmatisme absolu, de l'exaltation de l'activisme spontané de la base. Tout devait se résoudre dans la rue. Je schématise un peu mais quand j'ai proposé qu'on reprenne le travail de *N & R* (en automne 68 dans une réunion à Paris), je me suis encore retrouvé en minorité. Quelques mois plus tard, la nécessité de continuer la revue est réapparue et les camarades ont publié encore 5 numéros, mais je ne peux pas parler de cette expérience car je n'en faisais pas partie. Dans leur dernier numéro, ils ont eux-mêmes donné les conclusions de leur expérience.

Voilà brièvement l'historique et les lignes générales de la revue *N & R*. Je n'aborde pas ici deux problèmes théoriques qui sont toujours en discussion, le premier concerne notre analyse du mouvement anarchiste à l'époque et du

mouvement anarchiste actuel, le deuxième concerne les rapports entre le marxisme et l'anarchisme. Ce sont des questions très importantes mais qui ne peuvent pas être traitées en quelques lignes.

YVO (2/2/81)

L'histoire, c’est ce qui reste quand l'essentiel est oublié...

«Plus je lis notre presse» écrivait BERNERI «et plus je crois rêver». Et c'est vrai que lorsqu'un lycéen lisait, en 1959, *le Monde Libertaire*, il y trouvait parfois de drôles de choses. La sagesse prud'hommesque des articles de Charles-Auguste Bontemps (citant parfois un ami général de gendarmerie), ou l'autorité postillonnante et creuse de Maurice Joyeux («L'anarchie est inaliénable») me ferait aujourd'hui rigoler, sans plus. Comme pape, Paul VI est plus convaincant. Mais à l'époque, le décalage entre le peu d'histoire anarchiste que j'avais trouvé dans des bouquins et ce que j'avais sous les yeux était dur à admettre. Il y avait eu la Hongrie, il y avait l'Algérie. Ce n'était sans doute pas facile de savoir quoi faire, mais ces papes là ne se posaient pas vraiment la question. Conformistes et respectables, se dire, et même se proclamer anarchistes avait épuisé leurs possibilités de révolte.

Quand je suis allé à ma première réunion parisienne du groupe N & R, il y avait bien quatre ou cinq personnes. Tous quartiers confondus, et province, on devait tout juste dépasser la vingtaine je crois, auxquels il faudrait ajouter des correspondants et des amis. Là il n'y avait pas de papes, juste des copains aux caractères pas toujours faciles, qui étaient précisément en train de se séparer, les uns pour entrer à la F.A., les autres pensant faire mieux le travail critique à l'extérieur (voir le texte d'Yvo). Puisque Israël Renof a passé à la loupe statistique les articles de la revue *N & R*, et qu'Yvo en a brièvement retracé l’histoire, je vais dire quelques mots à ma manière, du groupe.

Il paraît que c'était un groupe «marxiste» ou «marxisant». Allons bon ! Et moi qui en dix ans ne m'en étais pas aperçu... Il est vrai que ces camarades de N & R étaient de curieux marxistes. CISCO, quand il entendait parler des «marchistes», se mettait sérieusement en pétard ; apparemment, la militarisation des milices en Espagne lui avait laissé un mauvais souvenir. T. et P. pouvaient se rappeler pas mal d'autres choses sur les marxistes majoritaires de l'Est, les chiens qui courent après les passeurs de frontière par exemple, ou les prisons yougoslaves. C.L., qui aimait tant ceux avec qui il travaillait, avait été rejeté de son ancienne organisation pour avoir dénoncé et refusé la ligne «marxiste-léniniste» du marxiavel FONTENIS (voir papier d'Yvo).

Voilà pour la première génération. Quant à moi et aux rares copains entrés au groupe vers cette époque, si nous étions marxistes, c'était probablement sans

le savoir («C'est les plus dangereux, M'ame Michu — Vous avez bien raison, M'sieur Maurice»). En ce qui me concernait, le spectacle de la Ligue, pure et dure, qui militait dans les lycées, pour la paix en Algérie, à grand renfort de militarisme révolutionnaire, ou celui de la déjà (et toujours) ineffable O.C.I., qui grenouillait fiévreusement dans l'U.N.E.F., tout ça ne me disposait guère en faveur du marxisme-léninisme. Ne parlons pas du P.C. ; j'avais eu tout le temps dans ma prime jeunesse d'apprécier son travail : entendre des gens honnêtes et bons dire que le socialisme hongrois avait besoin de chars russes, ou bien dénoncer le militarisme des Boches. Ne parlons pas des drapeaux tricolores, et des paniques devant l'Internationale, surtout le couplet «ils verront bientôt que nos balles, sont pour nos propres généraux». Triste. Restait la lecture de Marx. J'ai encore beaucoup de difficulté à lire ce genre de trucs, et à l'époque c'était pire encore. J'avais tout de même fait un petit effort, parce que, quand on sortait de sa réunion de groupe en ce temps là (raconte pépé), on trouvait pas beaucoup d'anarchistes ou même d'anarchisants dans «les luttes». Et comment diable dire qu'on est contre un gars qu'on n'a jamais lu ?

Un peu plus tard j'employais mes belles années d'études, entre autres dans l'éphémère Front Universitaire Antifasciste, où je me suis fait quelques copains. J'en ai même conservé un aujourd'hui, (il est au PSU, ça doit être un marxiste, comme Bouchardeau). Preuve que je n'ai pas complètement perdu mon temps à cette époque. Sans compter l'efficacité du FUA dans la juste lutte pour la libération des peuples algériens et français, et pour écraser définitivement la peste brune. Si vous continuez à ricaner, j'arrête. Et puis, sait-on jamais, on aurait pu faire pire. Les petits chefs marxistes du F.U.A. ne ménageaient pas leur mépris et leurs petites saloperies à l'égard des quelques «anars» ou qualifiés tels (malgré tout bien utiles). Ah les discours jésuites de CYRAN, ou les fantasmes militaires de KRAVETZ ; tous ces «petits LÉNINE», ces «petits TROTSKY», ces «petits marxistes», comme il y a des petits bourgeois, étaient évidemment plus ridicules que dangereux, ils n'étaient guère impressionnants, d'où un sentiment de relative supériorité à leur égard: oui, les anars étudiants (dont moi) n'étaient ni bien forts ni bien malins, mais les «marxistes étudiants», avec leurs manœuvres étaient purement et simplement débiles. On se console comme on peut.

Dans leurs boulots, les copains se retrouvaient avec d'autres «marxistes» nettement moins bêtes (communistes de conseil, P.S.U., I.C.O.) avec qui ils pouvaient de fréquentables. Quand on n'est pas dans une tour d'ivoire, il faut bien vivre avec les autres. Mais alors, la contamination ?

Évidemment, si j'avais eu à supporter les tchékistes espagnols par exemple, mon point de vue aurait été un peu différent. C'est peut-être par l'échec confirmé des courants libertaires à la fin de l'entre deux guerres, et par la victoire (quelle victoire !) des méthodes léninistes (et lorsqu'on lit la correspondance de Marx-Engels, on peut dire aussi marxiste au sens précis du terme : de Marx), c'est, dis-je, par cette victoire (dans quelle phrase à la con me suis-je embarqué...) que s’explique peut-être la haine panique de pas mal d'anarchistes à la fin des années cinquante. Mais il vaut la peine de remarquer que les plus paniqués étaient souvent ceux qui n'avaient pas eu directement à souffrir de ces méthodes.

Nos papes «anarchistes» avaient pour résoudre le problème de la lutte idéologique des raisonnements en béton armé, du type : Fidel à Cuba est un dictateur marxiste et philo-russe, donc les troupes qui débarquent à la baie des

Cochons pour le renverser sont des partisans de la liberté (pauvre Gaston LEVAL, qui avait jadis dit, lui aussi «Ni Franco ni Staline»). Tout ce qui n'est pas blanc est noir, et vice-versa et inversement. C'était là aussi le raisonnement de Maurice Joyeux, qui fondait sur ce roc son inébranlable certitude du «marxisme» de *N & R* : Moi M.J., anarchiste exemplaire, ex-prisonnier du fort de Montluc (pas de contrepèterie je vous prie), je suis anti-marxiste ; la revue *N & R* n'est pas d'accord avec moi, donc ce sont des marxistes ; et plus encore des confusionnistes. Normal : les rares fois où M.J. a fait l'effort de lire *N & R* (je l'ai toujours soupçonné de ne lire que ses articles, et encore), il a dû y chercher en vain les traces de ce marxisme dont il était pourtant sûr, et y trouver au contraire pas mal de positions nettement anarchistes ; une seule explication : «C'est pour semer la confusion, M'ame Michu, ces gens là trompent leur monde — Mais c'est bien sûr, M'sieur Maurice!». Et voilà comment on se retrouve étiqueté, à défaut d'être emballés. L'histoire, au fond, c'est l'art de simplifier.

Il faut dire que ce type d'analyse (!) n'impressionnait pas longtemps les jeunes qui entraient à la F.A., attirés par l'enseigne libertaire. Mais il est vrai, et le lecteur perspicace l'avait déjà deviné, que ces petits trublions n'étaient aussi que des marxistes déguisés ; si ce n'est toi, c'est donc ton frère ou bien quelqu'un des tiens. La vie militante de M.J. et de quelques autres «Chevaliers de l'Anarchie» (sic) était donc un combat, sans cesse renouvelé, contre «l'Hydre marxiste» (resic), dont toujours repoussaient les têtes dégoûtantes. Dur. Ainsi l'une des générations que M. J. avait fustigée en ces termes forma-t-elle la liaison intergroupes F.A ou extérieurs : «l'Hydre de Lerne». Et pas mal d'autres firent de même après eux. Cette lutte titanesque a, in extremis, trouvé son terme : le vieux lutteur était près de baisser les bras. Y a-t-il encore des déviations «marxistes» à la F.A. ? Vu de Lyon, je me rends mal compte ; mais il est vrai qu'à Lyon, il n'y a pratiquement plus de F. A. visible. Dans la vie il faut savoir payer le prix d'une telle victoire : «si ta main droite te scandalise, coupe-la». Pas commode sauf si on est gaucher ; et si la main gauche te scandalise après ? Tu coupes, mon pote, tu coupes.

Malgré que j'aie de grands moments de flou, je continue à penser que l'anarchisme, sous toutes ses formes, cette bonne vieille hydre, est notre avenir, parce qu'il est parfois, pour de courts moments, notre présent. Les trop faibles courants libertaires qui aujourd'hui vivent et s'organisent tant bien que mal rendent dérisoires les «jugements historiques» de ces pauvres gardiens de l'Anarchie. Toute leur vie (au moins pour ce que j'en ai connu) ils se sont crispés sur leur position de défenseurs, pire, de propriétaires de l'Anarchisme. Mais l'Anarchisme se moque des étiquettes, c'est un étrange esprit qui souffle où il veut. Le Marxisme de Rosa Luxembourg, ou même celui de Jan Valtin vaut mieux que l'anarchisme en toc des permanents de F.O. et même que le mien. Pauvre M. J. qui s'est chargé de ce fardeau ! On peut être propriétaire d'une montre, d'un fauteuil, d'une paire de pantoufles, on peut même se les mettre dans un musée ou sous verre. Mais peut-on posséder la liberté, la révolte ou l'amour ? Ils bougent comme la vie. Ça n'empêche pas d'avoir des journaux, des librairies, des salles de réunions, des cafés, et même quand c'est possible des liaisons nationales et internationales. Si on dort dessus, ce sont des formes vides ou des enseignes menteuses. Même Aragon avait compris ça, un jour où le vin l'avait rendu clairvoyant :

Rien n'est jamais acquis à l'homme ni sa faiblesse ni sa force... Et c'est la même chose pour tout le monde, les anarchistes, les marxistes et même les

jem'enfoutistes.

Pierre VIDAL (1981)

La revue et son évolution

N° 1 — Avril 1956

Ce monde qui a changé...

Nous sommes quelques anarchistes ayant fait l'expérience plus ou moins heureuse des divers groupes et fédérations et des méthodes de lutte et de travail employées généralement aussi bien dans les mouvements qui se

réclament de l'Anarchie que dans d'autres formations politiques et syndicales d'orientation révolutionnaire.

Cette expérience nous a conduit à l'idée de nous réunir sur des bases entièrement nouvelles pour combattre ce qui est devenu un conformisme des mouvements de gauche, de nous adapter aussi bien nous-mêmes à la lutte ici et maintenant, que d'y adapter nos conceptions générales de l'action et de l'organisation qui, depuis un demi-siècle ont été si souvent trahies mais jamais révisées.

Cette préoccupation a abouti à la création des Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire.

Nous ne présentons pas de manifeste ronflant car nous ne croyons pas aux bibles révélées et immuables. Nous croyons plus réaliste, plus constructif et aussi... plus anarchiste de mettre perpétuellement au point un bulletin idéologique dans lequel et par lequel se dégageront notre doctrine, nos positions, notre attitude dans la lutte historique présente. Ce bulletin sera une arme, un outil pour le militant et une image de l'Anarchisme d'aujourd'hui pour tous ceux qui de l'extérieur ont des préoccupations proches des nôtres.

Voilà pourquoi, une fois de plus, nous avons levé le drapeau noir emblème de notre fidélité aux luttes passées et de notre volonté de la mener jusqu'au bout à travers ce monde qui a changé.

N° 3 — 1956

Faire le point...

Ainsi pour la troisième fois nous reprenons contact avec nos lecteurs, camarades et amis, au moyen d'un article que d'aucuns appelleront édito, prologue ou avant-propos, la dénomination important peu par ailleurs. Ce qui importe à nos yeux, c'est de faire le point à chaque fois que cela sera possible, d'expliquer où nous en sommes, ce que nous pensons et aussi ce que les autres pensent de nous, c'est à dire d'un effort bien modeste en vérité mais ayant sa place parmi les milliers d'autres obscurément déployés par l'homme dans sa marche tenace vers une difficile libération. En un mot, ne pas perdre le contact cité plus haut, afin d'éviter ce dessèchement idéologique propre à toutes les «élites» salvatrices du peuple, à condition que celui-ci avale sans broncher toutes les mannes (ou toutes les couleuvres) dont quelques êtres prédestinés veulent bien lui faire l'aumône, à temps perdu.

Dans le deuxième numéro de *N. et R.* nous remercions les camarades avec lesquels nous avions pu nous entretenir oralement des positions exprimées dans ces cahiers. Nous avons, cette fois, reçu des lettres, renforçant ainsi le lien déjà noué, ou renoué, avec les premiers lecteurs. Fait réconfortant, toutes ces lettres, quelles que soient les critiques formulées sur la forme ou le fond,

nous encouragent, par contre, très fraternellement dans la poursuite du travail ébauché. Soyez tranquilles, chers camarades, nous continuerons, et merci pour une solidarité dont nous sentons le prix.

Cela dit, il nous faut revenir un peu sur la raison d'être des G.A.A.R et aussi sur le fameux «Oui, mais qu'est-ce que vous faites ?» classique en de telles occasions. A toutes et à tous nous répondrons toujours avec le maximum de netteté, car si nous voulons faire du bon travail, cette netteté sera nécessaire.

Ainsi, n'étonnerons-nous pas les camarades, lecteurs de *N. et R.*, libertaires ou pas, en leur déclarant que, plusieurs d'entre nous se posèrent sérieusement le problème de l'actualité de l'anarchisme, après une longue et décevante expérience au sein d'un mouvement issu de l'idée libertaire, qu'une déviation marxiste devait amener à accepter, entre autres, la participation à la foire électorale. D'autre part, la reconstitution d'une nouvelle fédération, sur les mêmes bases, hélas !, que celles de 1945, n'apportait, pour nous, aucune réponse satisfaisante aux questions posées par la dégénérescence de l'ancienne F.A. L'anarchisme, ou plutôt la représentation concrète de son outil sous forme de mouvement dit organisé, serait-il toujours semblable à une feuille de température, où les accès de fièvre altèrent avec de brusques dépressions ? Pour avoir voulu quelque peu organiser notre forme de pensée, de combat, devions-nous nécessairement sombrer dans un communisme de moins en moins libertaire ? Inversement, afin précisément d'éviter ladite déviation, devions-nous nous résigner à reconstituer perpétuellement la grande famille (sic) où toutes les tendances de l'anarchisme se côtoient un court moment avant de recommencer à s'entre-dévorer, comme cela se fait justement dans toutes les bonnes familles ? Et puis sur le plan historique, et par conséquent beaucoup plus vaste, l'écrasement de nos camarades pendant la Révolution russe, la Commune hongroise, pendant la Guerre d'Espagne, tous ces «pourquoi» toujours mal ou pas expliqués semblaient donner raison à une certaine désespérance en un meilleur devenir de notre idéal.

Certains d'entre nous continuèrent leur travail au sein de groupes organisés alors que d'autres restaient seuls pendant plusieurs mois, mais **tous**, après le découragement passager éprouvé, ont senti l'absolue nécessité **de repenser à tout cela, de voir pourquoi nous** avions fait ceci et pourquoi nous nous étions trompés en cela, et **tous**, en avons conclu que la **doctrine**, et aussi **l'éthique**anarchiste restaient finalement valables, **qu'il n'y avait finalement rien d'autre** sur le plan politique, et plus simplement humain, pour remplacer une analyse dont les aspects parfois chaotiques n'empêchent pas par ailleurs une continuité dialectique singulièrement étonnante pour les militants marxistes auxquels l'Histoire a aussi asséné de rudes coups en balayant parfois leurs rigides schémas de façon définitive.

La perspective anarchiste-communiste exigeant de nous un travail collectif **organisé** basé sur une unité idéologique qui implique l'étude de la résolution collective des problèmes posés par l'adaptation doctrinaire et tactique de l'anarchisme à la conjoncture politique, économique et psychologique actuelle — il était nécessaire de sortir de l'isolement de se regrouper sur certaines bases bien précises, et sur certains principes généraux mais essentiels pour nous, à savoir : indépendance totale à l'égard des différents partis politiques (et par là même des systèmes antagonistes se partageant le monde), anti-racisme absolu (et il faudra bien que nous revenions un jour sur cette très grave question, toujours d'une telle actualité)

et quelles qu'en soient les formes, de sociétés secrètes dont en premier lieu, bien sûr, la Franc-Maçonnerie (ces deux questions sont d'ailleurs examinées dans ce numéro par un de nos camarades et seront développées par la suite) et, découlant directement de ce dernier point, nous restons évidemment et plus que jamais fidèles à la lutte des classes. Dire que le parlementarisme et les élections n'ont pas notre faveur semble quelque peu superflu, surtout après les brillantes expériences dont les travailleurs viennent de faire les frais.

Nous pensons, et disons que le fait, pour des libertaires, de vouloir singer les partis politiques, fut une erreur profonde, et nous essaierons de dire pourquoi dans les prochains numéros de ces cahiers. Cela sera difficile et souvent ingrat certes, mais là est précisément notre travail: déduire, à partir de faits, analyser des actes, juger sur le plan des idées et jamais sur de misérables histoires de personnes. A ce propos, nous affirmons qu'il est absolument nécessaire pour des militants honnêtes de garder une élémentaire courtoisie dans la critique des actes des autres, car s'ils agissent différemment de nous, ça n'est pas par une quelconque méchanceté congénitale, mais bien pour des raisons précises et différentes des nôtres, voilà tout !

Nous pensons, et disons, que l'action n'est pas forcément l'activisme. Pendant des années, nous avons collé, vendu, manifesté (nous «faisions», du verbe «qu'est-ce que vous faites ?») parfois sans trop de discernement. Nous ne regrettons rien d'ailleurs et nous continuons à croire que ces multiples activités militantes sont normales et nécessaires à certains moments, mais qu'elles ne sont pas tout.

Nous pensons et disons qu'il est également faux de vouloir à tout prix regrouper toutes les tendances de l'Anarchisme et que la deuxième erreur, la plus flagrante, est de vouloir le faire sous le couvert d'un grand mouvement, avec son journal, ses différents secrétariats, tout un édifice brillant, certes (réconfortant pour le camarade désorienté et qui aspire à retrouver le giron protecteur de la Mère-Organisation) mais dont la belle façade cache mal le vide des locaux, vide imputable au côté prématuré de cette reconstitution, sans bases idéologiques suffisamment réétudiées. Rappelons-nous seulement qu'il est toujours beaucoup plus facile de créer un mouvement contre quelque chose (en l'occurrence, la déviation politicienne de la F.C.L) que de construire, que d'œuvrer pour quelque chose.

Nous pensons et disons enfin, et ceci pour tous les libertaires y compris nous-mêmes bien entendu, qu'il est temps pour les anarchistes de se débarrasser du paternalisme bienveillant, ou, parfois, de l'autoritarisme quasi-despotique des "leaders" en tous genres. Que l'on ne se méprenne pas, nous ne réclamons pas de têtes, mais surtout la fin d'un état d'esprit encore bien trop répandu en nos milieux. Certes, nous reconnaîtrons toujours l'expérience, la valeur de certains camarades, et il faut savoir reconnaître cela. Nous n'avons jamais hésité et nous n'hésiterons pas à leur demander quand nécessaire, un avis, une conférence, une aide, mais ceci n'est pas faire du «leaderisme» alors qu'une dangereuse docilité en face de camarades mieux armés par la plume ou la parole nous a montré le danger d'un tel comportement. Il est vrai qu'aux G.A.A.R. nous ne sommes qu'une poignée de camarades, jeunes pour la plupart, non-guidés par les lumineuses idées d'un penseur de choc et nous ferons tout pour que cet état de chose demeure, sinon, nous déclarons tout net que notre regroupement aurait été un nouvel et inutile effort. Bien sûr notre «manque d'expérience»

(comme on dit) gagnerait à être épaulé par un ou plusieurs solides doctrinaires, penseront certains. Notre jugement s'en trouverait amélioré. Est-ce bien sûr ? Et la pensée collective, le travail fraternel de recherche en commun ne sont-ils pas souvent préférables aux plus savantes cogitations d'un seul homme ? Nous posons la question.

On pourra penser que nous sommes bien sévères et que nous jouons les juges intransigeants, peut-être. Mais il nous semble urgent de parler ce langage-là et de dire avec rudesse parfois, mais sans acrimonie, ce qui nous semble critiquable dans ce que nous avons vécu et dans ce qui se voit aujourd'hui. Nous ne sommes d'ailleurs pas les derniers à solliciter les critiques, nous en avons déjà reçu et celles-ci nous aideront efficacement dans notre travail.

Ainsi, pour toutes les raisons exposées plus haut les G.A.A.R. ont regroupé un certain nombre de camarades. Nous ne chercherons pas à «faire» du recrutement de masse, essayant de garder un certain sens du ridicule et des réalités. L'important, nous semble-t-il, est de préparer les bases d'un anarchisme rénové (ça sera long, mais peut-on faire du «digest» ?), de débroussailler nos propres idées, de faire cheminer patiemment nos idées parmi les camarades encore inconnus mais nombreux, qui nous le savons, sont proches de nous. Le jour où eux, nous, tous ensemble, seront prêts à un efficace regroupement, alors à ce moment-là seulement l'Anarchisme pourra faire de belles et grandes choses.

Christian

N° 6 — 1957

Un an...

Il y a un an paraissait le n° 1 de nos cahiers. Nous ne profiterons pas de l'occasion pour exprimer les auto-congratulations d'usage en pareil cas, car à la vérité l'état actuel de l'anarchisme en ce pays ne devrait pousser les militants libertaires (quelle que soit leur tendance) à aucun optimisme spécial. Non, cet «anniversaire» sera plutôt l'occasion pour nous d'établir un premier bilan dont la modestie même, on s'en doute, nous donne des raisons précises de lutter avec encore plus de ténacité et surtout de patience car il s'annonce de longue haleine, le combat à venir...

Un an. Le sixième numéro de *NOIR et ROUGE*. L'encouragement des lettres de nouveaux camarades, la possibilité d'augmenter notre tirage à chaque parution, l'espoir réel d'améliorer notre présentation dès que possible, voilà pour nos cahiers.
Des militants qui se recrutent un à un, avec une, exigence dont on nous critiquera peut-être mais dont l'amère expérience au sein d'un ex-mouvement

d'origine libertaire nous a rendus résolument partisans, des positions politiques qui s'élaborent, d'autres qui se précisent, tout cela avec difficulté parfois (mais n'est-ce pas normal ?) un lien solidement établi avec les camarades d'une organisation «à l'étranger» dont nous reparlerons, les débuts d'une propagande extérieure, notre deuxième congrès maintenant, voilà pour les G.A.A.R.

Ces quelques précisions apportées quant à nous, il n'est pas inutile d'en venir à un plan beaucoup plus vaste, celui du monde où nous venons précisément de vivre pendant cette année. En effet, et comme par hasard, on peut dire que notre naissance a bénéficié, ce qui est façon de parler, de circonstances exceptionnelles, particulièrement inquiétantes pour la paix du monde. Un rapide retour en arrière nous rappelle qu'effectivement, au début de l'automne dernier, les contradictions du monde capitaliste poussaient le très socialiste Guy MOLLET à s'allier avec le très conservateur EDEN pour une extravagante croisade au cours de laquelle plusieurs milliers de travailleurs égyptiens ensevelis sous les ruines des quartiers pauvres de Port-Saïd (après le passage libérateur des escadrilles démocratiques) payèrent de leur vie l'infortune d'être nés près d'un certain canal.

Dans le même temps les contradictions du monde stalinien, car ce régime engendre lui aussi ses propres contradictions d'une nature certes différente de celles du capitalisme classique mais non moins réelles, poussaient la Russie dite Soviétique à écraser impitoyablement les soviets hongrois au nom de la lutte contre-révolutionnaire ! Quant au prolétariat mondial, en pleine «solidarité agissante», il empilait les boîtes de conserves en prévision du conflit éventuel alors que les fascismes et la racaille réactionnaire des différents pays profitaient de l'occasion inespérée pour se déchaîner de la manière que l'on sait.

Pour en revenir plus particulièrement à l'amère patrie, cette même année voyait la social-démocratie, **fidèle en cela à sa ligne de trahison permanente des intérêts de la classe exploitée**, s'enfoncer dans l'abjecte campagne d'Algérie en rappelant par centaines de milliers les «disponibles». Nous n'épiloguerons pas sur les suites de cette «politique», tout le monde voit aujourd'hui où Mollet-Lacoste-Pineau et leur Parti Socialiste en sont arrivés. Et il n'est pas impossible que de «pacification» en tortures, le socialisme S.F.I.O. ne nous amène tout bonnement le fascisme.
Certes, nous ne sommes pas devins et tel n'est pas notre propos, mais cela s'est déjà vu et après tout, dans «national-socialisme» il y a «socialisme» rappelons-nous

Voici donc rapidement résumé quelques-uns des plus funestes événements d'une année fertile en catastrophes. On pourra nous objecter que nous oublions, entre autres, l'affaire de Jordanie et surtout le danger radioactif. Bien sûr, mais souvenons-nous que tous ces faits font partie d'un même ensemble lequel s'appelle le conflit des deux blocs dirigeants (où ?) le monde. L'important pour nous c'est de savoir ce que feront les libertaires en fonction de cet ensemble. Or, il s'avère (et c'est pour cela qu'au début nous disions qu'il serait vain de se féliciter de l'état actuel de l'anarchisme en ce pays) qu'aux moments les plus critiques des mois écoulés, les anarchistes se retrouvèrent surpris par les événements, quasi paralysés par un manque évident de la plus élémentaire coordination. Nous avons, tous autant que nous sommes, d'excellents motifs pour justifier notre carence, mais la question n'est pas là et

seule demeure l'absolue nécessité de toujours mieux nous organiser, quelles que soient les tendances du mouvement anarchiste dans son ensemble.

Coordonner, organiser, s'organiser, très bien répondront certains, pourquoi restez-vous alors «en dehors», rejoignez la F.A.F., tendez à l'unification !

Nous ne répéterons jamais assez que nous préférons de beaucoup l'organisation par tendances, à un regroupement «pour le principe» où sous prétexte de **Liberté Absolue** tous les efforts s'annulent en fin de compte. D'où la création des G.A.A.R., groupés sur les bases de l'anarchisme-communiste. D'où également notre non-participation à une F.A.F. par trop hétérogène. Il est évident que cette prise de position n'implique aucune hostilité de notre part, mais s'explique par la plus simple logique. La seule chose que nous souhaitons c'est que nos camarades de la Fédération Anarchiste discutent à fond ces problèmes et nous savons que leur congrès de la Pentecôte peut se révéler très positif en ce sens. Dès à présent, les militants anarchistes doivent tendre à une meilleure coordination de leurs efforts afin de ne pas être une fois de plus pris au dépourvu en cas d'événements graves. Les G.A.A.R., au seuil de la deuxième année de leurs cahiers, pensent plus que jamais que l'anarchisme a encore son mot à dire. Cela se fera si nous le voulons tous.

Noir et Rouge

N°6 — 1957

Déclarations de principes

(GROUPES ANARCHISTES D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE)

I — La société humaine vit en ce moment une crise profonde. Deux grands blocs de puissances se disputent le monde. Aucun de ces deux blocs ne représente les véritables intérêts et le bonheur de l'Humanité.

La Russie et ses satellites sont des États totalitaires où le capitalisme privé a été renversé et remplacé par le capitalisme d'État et où une nouvelle classe exploiteuse, la techno-bureaucratie y a établi son pouvoir économique par l'intermédiaire du pouvoir dictatorial d'un parti. Leur puissant expansionnisme, leur organisation mondiale et leur propagande pseudo-ouvrière font qu'ils menacent d'une manière évidente la liberté partout dans le monde.

Bien que les États-Unis et quelques uns de leurs alliés tenants du Capitalisme privé entretiennent toujours certains aspects de la Démocratie Politique, ils sont — à travers des formes variées de prétendu «bien-être» — en train d'évoluer vers une forme totalitaire. Dans le conflit mondial, ils cherchent, par tous les moyens, la mainmise sur les marchés internationaux pour écouler leur

production excédentaire. Ils soutiennent également des régimes coloniaux et semi-féodaux, contre lesquels les populations indigènes sont en révolte active.

En dernière analyse, les anarchistes révolutionnaires ne peuvent ni s'inféoder à un bloc ou à un autre, ni le soutenir. Se plaçant sur le terrain de classe, ils se déclarent solidaires des prolétaires du monde entier. Ils estiment que la seule solution pour un monde surexploité, en état de guerre permanente et menacé de la destruction atomique réside dans un nouvel ordre social, libre et sans classe, qui reste encore à réaliser.

II — Le fédéralisme et la société libertaire.

Il ne nous est pas possible d'indiquer à l'avance ce que sera la société libertaire, mais les expériences du passé peuvent nous montrer quelques-unes des grandes lignes de l'évolution sociale future. Nous savons déjà que certaines choses doivent être faites et que certaines erreurs doivent être évitées.

Le principe d'autorité qui corrompt les individus qui l'exercent et crée la source de toute oppression doit être supprimé.

L'individu a droit, à tous égards, à la plus entière liberté, pour autant que sa liberté ne nuit pas à la liberté des autres, ne la met pas en danger ou n'empiète pas sur elle.

Les classifications sociales artificielles (nationalisme, racisme, etc.) doivent être remplacées par le principe de solidarité.

Les morales traditionnelles et la «moralité» surannée et fausse des églises doivent être remplacées par une éthique humanitaire.

L'État politique doit être liquidé et remplacé par une fédération de communautés libres, de conseils ouvriers et de coopératives à l'échelle mondiale et fonctionnant d'après les principes de l'aide mutuelle et du pacte librement consenti.

Économiquement, la nouvelle société doit se fixer pour but le remplacement du gouvernement des hommes par l'administration des choses. Elle sera basée sur les besoins de la totalité des individus et non sur le profit de quelques-uns seulement d'entre eux.

Pour le bénéfice de tous les membres de la communauté humaine, la production et la distribution seront organisées d'après un plan souple. Ce plan sera élaboré par un accord mutuel des producteurs et des consommateurs directement intéressés. Il sera organisé sur la base locale, régionale et mondiale. Chaque individu aura droit au meilleur de ce que l'effort collectif pourra lui donner ; en échange, chacun devra contribuer au bien-être général au mieux de ses capacités. Cette société sera donc : communiste, sans classe, sans gouvernement et fédéraliste. Elle rendra possible la plus grande liberté individuelle.

III — La révolution et l'État.

La société communiste libertaire ne peut être que le résultat de la Révolution Sociale, qu'elle soit violente ou non. Le caractère de la Révolution doit être, avant tout, négatif, destructif. Il ne s'agit pas d'améliorer certaines institutions du passé pour les adapter à une société nouvelle, mais de les supprimer. En même temps, la Révolution a un côté positif, c'est la prise de possession des

instruments de travail et de toutes les richesses par les travailleurs. Pour nous, seule la lutte de classes opprimées et exploitées est capable d'atteindre ce but.

Les anarchistes révolutionnaires n'accepteront pas les vieux clichés politiques et sociaux. Ils chercheront de nouvelles solutions, tout en réexaminant les vieux mouvements dont ils tireront ce que le temps et l'expérience ont prouvé être valable. Ils rejetteront ce qui, dans ces mouvements est faux et ce qui est dépassé.

De nouvelles sources d'exploitations naissent en dehors de la propriété directe des moyens de production. La lutte révolutionnaire de classe n'existe que lorsqu'il y a «conscience de classe» (conscience qui doit aboutir au refus des valeurs bourgeoises). Ce qui implique un choix sur le plan éthique. C'est pourquoi la notion marxiste stalinienne définissant les classes d'une manière schématique nettement délimitée et strictement calquée sur les phénomènes économiques ne correspond qu'imparfaitement à la réalité dans le stade actuel de la société capitaliste.

L'État est, par nature, un instrument de domination et ne peut servir, de ce fait, au progrès social. On a essayé de l'utiliser en Russie, pour une période «temporaire de transition». Les résultats ont été désastreux.

L'action parlementaire et la participation directe aux élections dans le système actuel ne servent qu'à distraire l'attention et les efforts des exploités du combat de classe contre leurs exploiteurs. L'action directe est la seule arme des exploités.

Au cours de la Révolution espagnole, les véritables objectifs ont été perdus de vue, parce qu'on a accordé à l'unité une importance hors de proportion par rapport au but poursuivi. La collaboration avec les politiciens républicains et staliniens, au sein du gouvernement, a provoqué la liquidation des comités révolutionnaires et a fait perdre au peuple son moral. Elle a fait échouer la Révolution, et, avec elle, la guerre contre le fascisme.

En Russie, le triomphe des conceptions centralistes et du principe du parti unique — application des théories fondamentales des marxistes et qui doivent, selon eux, mener la Société vers l'Anarchie, par le dépérissement de l'État — a fait dégénérer une révolution populaire et l'a transformée en un super-État basé sur l'esclavage économique, moral et culturel le plus abject.

L'indépendance nationale des territoires coloniaux doit être considérée comme une condition indispensable de l'émancipation sociale, car elle crée, en soustrayant un peuple à l'appareil de répression d'un État impérialiste — tout en affaiblissant cet État — les possibilités pour ce peuple de faire sa révolution en supprimant ses propres exploiteurs.

IV — Principes organisationnels.

L'organisation spécifique anarchiste communiste se fixe pour but la prise de conscience des exploités pour qu'ils agissent dans la perspective de la Révolution qui permettra la réalisation de la future société libertaire.

Nous apporterons notre soutien, en tout temps, au combat contre les exploiteurs, pour la construction d'organisations ouvrières et communautaires indépendantes du contrôle politique et de la réglementation gouvernementale. Ces organismes sont destinés à former la base de la future société libertaire.

Sur le plan de l'action directe, l'organisation anarchiste communiste accepte l'alliance avec des militants ou groupes de militants prolétariens dans des actions communes, sur des buts immédiats ou limités, pourvu que l'enjeu de la lutte représente un progrès dans le sens de l'émancipation ouvrière. Elle se réserve, en tout cas, le droit de présenter ses propres positions.

La participation au travail de notre organisation doit être volontaire. Elle doit, cependant, comporter un sens suffisant de la responsabilité pour que les inclinations et les antipathies de chacun soient subordonnées librement et volontairement à l'intérêt d'une organisation suffisante afin d'effectuer efficacement la coordination des activités des groupes.

L'organisation spécifique anarchiste communiste est constituée par une fédération de groupes affinitaires qui se sont mis d'accord sur le principe de l'UNITÉ IDÉOLOGIQUE, en vue de présenter un front uni des anarchistes engagés dans la lutte sociale. L'UNITÉ IDÉOLOGIQUE n'est pas constituée par des principes rigides, elle pourra être révisée en fonction des adaptations nécessaires à la situation économique et sociale.

L'UNITÉ IDÉOLOGIQUE entraîne l'UNITÉ TACTIQUE. Pour nous, l'UNITÉ TACTIQUE, c'est la constatation par l'organisation tout entière de la réussite de telle ou telle méthode par tel ou tel groupe et l'engagement libre de la part des autres de l'employer à leur tour. C'est la constatation par tous les groupes de la nécessité d'employer une tactique commune sur tel ou tel problème précis reconnu par tous comme se posant à l'ensemble. Pour le reste, il est conforme au fédéralisme que chaque groupe agisse comme il l'entend.

Nous élaborerons, ainsi, les bases sur lesquelles des individus libres peuvent s'organiser pour une action efficace et cependant demeurer libres. Dans cet esprit, avec les idéaux, et en tendant vers le but exprimé dans cette déclaration, allons de l'avant, librement et solidairement, dans la fraternité.

N° 19 — 1961

Faire le point

Dès les premiers numéros de *N. & R.*, nous avons souligné notre souci de «répondre avec le maximum de netteté» aux questions qui se posent à nous.

Depuis un certain temps, de nouvelles situations qui ont entraîné différentes décisions, nous obligent à faire de nouveau le point, non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour nos lecteurs. Nous avons hésité assez longtemps, mais pendant les cinq années d'expériences de *N. & R.*, la plupart de nos lecteurs sont devenus nos amis, et il est toujours préférable de parler clairement, et si possible objectivement, plutôt que de laisser les bruits servir d'informations. Enfin, les expériences passées, positives ou négatives, doivent être utiles pour le futur.

Quand nous avons créé les G.A.A.R. et *N. & R.*, nous avions plusieurs raisons communes ; nos lecteurs les connaissent, elles se trouvent dans les éditos de nos premiers numéros. Nous les énumérerons brièvement : bulletin idéologique, une image de l'anarchisme d'aujourd'hui, fouiller au maximum la pensée anarchiste, pas d'action valable sans pensée politique sérieuse, se débarrasser du paternalisme et du leaderisme, essayer de faire une organisation anarchiste-communiste spécifique, etc...

Nos perspectives étaient : préparer les bases d'un anarchisme renouvelé, sauver les principes de l'anarchisme-communisme du naufrage de la FCL, manifester la présence de cet anarchisme. Plus loin ce serait «le jour où eux (les camarades inconnus), nous, tous ensemble, serons prêts à un efficace regroupement, alors, à ce moment-là seulement, l'Anarchie pourra faire de belles et grandes choses.» (*N. & R.* N° 3, 1956).

Aujourd'hui, précisément sur ce dernier point, le regroupement, l'unité tactique et l'organisation spécifique des G.A.A.R. ont subi un échec, et leur existence a été mise en question. L'unité idéologique n'est pas mise en cause.

Quelques camarades ont jugé que ce «regroupement efficace» était faisable, et l'ont réalisé en créant une tendance anarchiste-communiste au sein de la Fédération Anarchiste Française depuis 1961. Ces mêmes camarades ont jugé que *N. & R.* ne les satisfaisait pas, et s'en sont donc désintéressés au moins depuis Novembre 1960.

Une autre partie des camarades reste en dehors de la F.A. Ce sont eux qui ont sorti les numéros 17 et 18 de *NOIR & ROUGE*. **Ce qui importe c'est que *N. & R.* n'engage que la partie de son ancienne équipe rédactionnelle qui continue de le rédiger maintenant** ; c'est que *N. & R.* ne porte plus les initiales des G.A.A.R. ; les G.A.A.R., eux-mêmes, tels qu'ils ont été formés en 1955-56, ont cessé d'exister.

Disons aussi que, si notre attitude vis-à-vis de la F.A. a été parfois réservée (cf. N°3 de *N. & R.*) elle n'a jamais été hostile, et maintenant encore moins qu'avant.

Si nous avons refusé d'y entrer, et si nous continuons d'être en dehors d'elle, c'est que notre propre tâche, telle que nous l'avons décrite au début de cet article, avancera mieux si nous restons indépendants. Le souci d'efficacité, les poussées extérieures vers une union (très forte en ce temps de «ma grandeur» sans lendemain) agissent aussi sur nous. Mais nous les envisageons sur le plan d'une coordination plus étroite. Car nous sommes las des unions sans fondements, des déclarations «le travail théorique est fini, maintenant c'est le temps de l'action» (comme si on pouvait séparer l'action, la pensée et l'éthique).

COMMENT VOYONS-NOUS NOTRE TÂCHE ?

Sur deux plans :
— sur le plan de *N. & R.*
— sur le plan extérieur.

I — Sur le plan de *N. & R.*

Disons tout de suite que nous ne sommes pas pleinement satisfaits de notre revue : nous avons quelquefois été routiniers nous avons évité d'affronter des questions épineuses, nous avons hésité entre des études simples et claires, et d'autres plus avancées, mais plus arides, enfin, techniquement, nous fabriquons nos numéros d'une manière artisanale. Nous sommes conscients et critiques de notre travail et de nos possibilités.

Mais malgré ces insuffisances, nous continuons *NOIR & ROUGE*, car cette Revue a joué un rôle dans le Mouvement et a surtout une tâche à remplir, tâche à peine commencée et qui reste devant nous. Nous considérons qu'avec une conscience aiguë de la nécessité de faire ce travail, une patience visant au-delà des résultats immédiats, une collaboration et une participation plus élargies, un esprit ouvert et critique, nous pouvons faire quelque chose d'utile. Pour cela, nous nous sommes adressés personnellement à un certain nombre de nos lecteurs, nous nous adressons encore à tous ; nous avons demandé leur collaboration à des membres de la F.A. proches de nous ; nous avons modifié notre méthode de travail en essayant de coordonner les initiatives individuelles... Des résultats existent déjà : *N. & R.* au lieu d'être rédigé par les seuls camarades responsables donne de plus en plus de place à d'autres collaborateurs, libertaires ou sympathisants.

Nous avons encore une série de projets que nous espérons réaliser progressivement. Mais si nous nous apercevons que notre travail fait double emploi avec celui d'autres camarades (ce qui à notre connaissance n'est pas le cas en français), que notre travail devient un obstacle supplémentaire au difficile travail d'actualisation de l'Anarchisme, alors nous adapterons nos efforts en fonction de cette situation nouvelle.

II — La deuxième tâche, nos relations extérieures :

Avant tout, avec nos lecteurs : il n'existe pas tellement de revues qui, comme *N. & R.*, aient des relations suivies avec un grand nombre de leurs lecteurs. Il s'agit actuellement pour nous de faire participer d'une manière plus active nos lecteurs que nous considérons, pour la plupart, comme nos amis et nos camarades.

Ensuite, *N. & R.* en tant que cahiers d'études anarchistes-communistes, possède une certaine audience auprès de milieux assez divers, mais sympathisants à nos idées. Nous espérons augmenter ces liens, pour nous enrichir nous-mêmes, et pour permettre en même temps de briser cet espèce d'isolement de silence autour de tout ce qui concerne l'Anarchisme.

Voilà où nous en sommes actuellement et comment nous envisageons notre action commune.

Noir et Rouge

N° 38 — Juin-Juillet 1967

Contre la confusion

Bien sûr, il y a de par le monde des événements bien plus importants, des guerres, de graves conflits sociaux, des bouleversements politiques, la faim dont tout le monde parle parce qu'il faut bien parler de quelque chose, il y a tout ça, bien sûr. Et pourtant nous allons longuement, et durement, traiter d'un autre sujet, d'apparence mineure, mais qui, au-delà de notre réaction d'anarchistes, semble dépasser nos histoires «de famille» pour recouper un conflit qui touche tout le mouvement révolutionnaire : aux questions essentielles il est répondu par des faux-fuyants ou des «personnalisations» qui noient le poisson. Dans la mesure de nos forces, nous avons toujours œuvré (ou du moins nous avons tenté de le faire, avec des lacunes dont nous reparlerons) pour crier les vérités pas bonnes à dire. Nous sommes obligés de le faire particulièrement aujourd'hui, en espérant que le débat, voire les attaques qui s'ensuivront, resteront sur le terrain constructif qui seul nous intéresse. Que l'ensemble des camarades du mouvement anarchiste soit persuadé que, pour notre part, nous sommes absolument décidés à rester sur ce terrain, quoi qu'il nous en coûte.

Prémices d'une crise

Inutile de se cacher les faits : de graves événements viennent de se produire dans le mouvement libertaire et tout particulièrement au sein de la Fédération Anarchiste (F.A.), aboutissant à une scission au cours de son Congrès national, tenu les 13, 14 et 15 mai à Bordeaux. Bien que ne faisant pas partie de la F.A., en tant que militants anarchistes, ces faits nous touchent aussi directement, d'où notre intervention actuelle. Et puis notre groupe doit également tenter de situer ses propres responsabilités, n'étant pas de ceux qui sont perpétuellement satisfaits d'eux-mêmes...

Cela dit, et avant les détails qui suivront, on peut dire que la crise qui secoue le mouvement anarchiste «officiel» en France découle directement d'une tentative de prise en main de la F.A. par certains éléments réunis au sein d'un organisme (l'Association pour l'étude et la diffusion des philosophies rationalistes ou A.E.D.P.R., nous dirons l'Association...) tendant à s'ériger en bureaucratie à l'intérieur de cette même Fédération. On nous dira que le phénomène de la bureaucratisation n'est pas nouveau, même chez les libertaires, et nous avons déjà précisément examiné ici les déviations de ce type pendant la Révolution espagnole,[1] certes. Mais il est curieux, pour ne pas dire inquiétant, que nous souffrions périodiquement des mêmes maux, que nous ne sachions tirer conséquence de ce dont nous avons déjà pâti. S'agit-il d'une faiblesse de notre théorie ou de notre démission devant certains devoirs ? Questions auxquelles il serait peut-être temps de répondre...

Quoi qu'il en soit, un autre phénomène de bureaucratisation, récent, s'était produit autour des années cinquante, au sein de la F.A. d'après-guerre, phénomène qui devait aboutir à la transformation de celle-ci en Fédération communiste libertaire (F.C.L.), elle-même se changeant rapidement en un quasi-parti néo-léniniste dont l'apothéose devait être la participation aux

élections législatives de 1956[2] avec comme conséquences matérielles la disparition de la F.C.L., de son journal *Le Libertaire*, du local, etc. ; les conséquences psychologiques, politiques, étaient bien plus graves encore... Ce beau bilan était le résultat d'un travail de sape entrepris au sein de la F.C.L. par un organisme clandestin, l'O.P.B. (Organisation-Pensée-Bataille), créé par quelques personnages se sentant «désignés» pour veiller sur la pureté idéologique de l'organisation, pour la protéger des «déviations».

Certains vieux compagnons parlent, avec un air entendu, de provocation, c'est possible, et la menace du noyauteur, voire du flic, pèse sur toute organisation inconséquente, mais, outre qu'elle paraît difficilement vérifiable, et même en ce cas, cette thèse nous semble aussi une facilité, un autre moyen d'éviter les questions gênantes et n'empêche rien, ceci par exemple : tout organisme créé à l'intérieur d'un groupe ou d'une organisation pour protéger d'une déviation ne peut que se scléroser bureaucratiquement, **devenir lui-même une déviation**. A plus forte raison chez les anarchistes ! Précisons enfin que l'O.P.B., bureau politique secret, sut profiter de la volonté de changement manifestée par un certain nombre de jeunes (et même de moins jeunes) qui désiraient insérer l'anarchisme 1950 plus en son temps, et ceux d'entre nous qui participèrent à cette longue et triste aventure n'ont jamais renié leurs convictions d'alors, ni leur responsabilité. Nous avons pu nous tromper, nous avons pu exclure (c'est bien pourquoi nous ne sommes pas près de reparticiper à des tentatives d'exclusions ou à justifier celles-ci), mais nous n'avons jamais agi déloyalement, malhonnêtement, en participant, par exemple, à l'O.P.B. Cela dit, nous voudrions bien que les «glorieux aînés», les «sages» (pour employer un mot entendu au Congrès de Bordeaux, auquel nous assistions au titre d'invités) prennent eux aussi leurs responsabilités, qu'ils ne se déchargent pas noblement, et lâchement, des erreurs et faiblesses accumulées malgré leur «expérience» sur le dos des petits jeunes que nous étions alors ! Qu'ils cessent aussi de **tout** expliquer, magiquement, par ce croquemitaine que l'on brandit périodiquement : Fontenis. Car, enfin, si les responsabilités de celui-ci restent importantes et donnent même son nom à un système, qui a inconsidérément poussé le même Fontenis, créateur et pivot de l'O.P.B., vers les postes responsables ? Qui a fermé les yeux bien trop souvent par crainte de se mouiller : les gars des années 52 ou les «sages» qui présidèrent après-guerre au démarrage de la première F.A. ? Nous n'avons pas le culte du passé, mais il faut parfois que certaines choses soient dites. Nous continuerons à les dire, très clairement, en reparlant de notre responsabilité. Mais ceci sur un autre plan.

Notre responsabilité

Oui, à la lumière des événements actuels, nous nous reconnaissons une très grave lacune, mais donnons d'abord quelques explications. En 1956, nous nous reconstituions, après la déroute de la F.C.L., pour continuer, envers et contre tout, le combat anarchiste-communiste d'abord sous la dénomination de G.A.A.R. (Groupes anarchistes d'action révolutionnaire), avec *Noir et Rouge* comme organe théorique, puis sous le seul nom de groupe Noir et Rouge, après le départ de certains de nos camarades qui entrèrent à la F.A. numéro 2, reconstituée, elle, en Noël 1953 avec son propre journal, *Le Monde Libertaire*, en dualité d'ailleurs avec la F.C.L. et *Le Libertaire*. Entre autres objectifs, nous nous étions promis d'attaquer le maximum de sujets réputés

difficiles, voire tabous dans nos propres milieux et de tenter d'y donner une réponse, du moins **notre** réponse. Nous eûmes ainsi l'occasion de traiter de la fameuse (l'inévitable) question franc-maçonne qui, entre parenthèses et selon nous, peut aider à mieux comprendre les comportements et méthodes d'une certaine clique sévissant, aussi, chez les anarchistes ; les problèmes du nationalisme et du colonialisme — rappelons l'accrochage avec Leval à propos de Cuba ! — ainsi que l'étude des errements parlementaristes des camarades-leaders en Espagne, tout cela, entre autres sujets, pouvait nous faire croire que nous avions atteint certains de nos objectifs. Mais une chose manquait, que nous aurions voulu étudier, tenter d'analyser : la déviation bureaucratique de la F.C.L., ce qu'on a appelé le «fontenisme». Certes, nous avons souvent fait allusion à la crise F.C.L. dans nos éditoriaux des premières années, nous en avons même montré un aspect avec l'article sur les élections de 1956 (que nous pourrions réimprimer, en le complétant, si nos lecteurs le désirent), mais tout cela était fragmentaire et nous avions conscience qu'une explication de fond, nécessitant une assez longue étude et de nombreuses recherches, restait à faire. On pouvait hésiter : n'était-ce pas de bien vieilles histoires, déjà poussiéreuses ?

Devant **l'utilisation** du fantôme fonteniste aujourd'hui pratiquée par certains pour justifier leurs propres manœuvres, nous reconnaissons notre lacune. **Nous aurions dû** faire ce travail, quels que soient nos scrupules concernant l'objectivité ou notre répugnance à jouer les historiens. Car le phénomène bureaucratique, après l'O.P.B. et sa finalité de type léniniste, **s'est reproduit** avec la constitution de l'Association créée à l'origine, bien sûr, à titre de couverture juridique mais aussi comme assemblée de quelques personnages choisis (par eux-mêmes et par cooptation) parmi les différentes tendances (sic) de l'anarchisme afin d'éviter que la F.A. numéro 2 ne retombe sous la coupe d'une tendance. En somme, on voit cette énormité : une organisation anarchiste chapeautée par une sélection de militants hors série et ce principe étant admis au Congrès de reconstitution de 1953 !

Certes, pendant longtemps, ladite Association n'eut, semble-t-il, pas à intervenir, mais la sclérose et la quasi-pérennité des responsables à certains secrétariats aidant, il était normal, **inévitable**, que la mainmise se traduisît un jour ou l'autre, à l'occasion du plus minime prétexte.

C'est ce qui se produisit cette année après l'éviction de deux membres du Comité de lecture du *Monde Libertaire* par le secrétaire général, membre de l'Association, sous le prétexte d'engueulades et d'un «mauvais climat» de ce comité. Bien sûr, et pour nous qui ne sommes pas manichéens, des tas d'autres faits ont pu se brancher sur le phénomène bureaucratique : on a parlé de déviations «marxistes»,[3] de complot situationniste et expliqué qu'il fallait se défendre contre ces gens-là, etc.. Nous ne voulons pas fermer les yeux sur les possibles responsabilités de chacun et toutes les déviations peuvent être étudiées puis critiquées, combattues (à moins, comme le disait René Furth au congrès, qu'on **bloque** une discussion gênante en traitant l'autre de «marxiste» ou de «situationniste» ; l'anarchisme craindrait-il de se frotter à ces «ismes»-là ?), mais pour nous la cause essentielle de la crise reste la création, le développement et le **maintien**, nonobstant les «garanties» obtenues au récent congrès de la F.A., de l'organisme bureaucratique ayant nom l'Association. **Ce maintien porte en lui-même, inéluctablement, les**

crises à venir. Des camarades, restés à la F.A., ne le croient pas. Souhaitons nous tromper.

Quoi qu'il en soit, nous regrettons de ne pas avoir expliqué en détail le mécanisme du phénomène O.P.B. Certes, nous n'aurions peut-être pas changé grand chose en le faisant, du moins des camarades auraient-ils été édifiés devant le fontenisme brandi pour justement pratiquer un fontenisme cuvée 1967 ! Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. D'autre part, Maurice Joyeux, pittoresque figure des milieux anarchistes, dans un opuscule ronéoté et expédié par ses soins, avant le congrès, «aux militants anarchistes» — ou la sélection du leader (in)digeste, pardon ! — et intitulé «l'Hydre de Lerne ou la maladie infantile de l'anarchie», promet d'écrire sa version du mouvement anarchiste d'après-guerre, en dépiautant l'O.P.B. au passage. Il a raison et comme nous pensons qu'on n'est jamais trop pour accomplir pareil travail d'Hercule, nous espérons apporter notre petite contribution à l'Histoire en donnant notre point de vue sur l'expérience vécue par quelques-uns d'entre nous.

Nous le ferons à notre échelle, celle de nos cahiers, en prenant notre temps et en soupesant nos mots, documents en main et souvenirs en tête. Ainsi les militants, ceux que l'on dit «inexpérimentés», pourront-ils juger sur pièces, en écoutant si l'on ose dire deux sons de cloches, ou du moins notre petite clochette. Puissent-ils se forger leur propre opinion. Voici ce que nous voulions apporter à un dossier qui pourrait être très constructif, instructif aussi... Parlons maintenant du congrès lui-même.

Sur le congrès

Ce congrès fut, pour nous, fortement révélateur. En ce sens qu'il montra une cristallisation des différentes tendances composant l'Association (puisque celle-ci comprend, paraît-il, les trois principales tendances anarchistes : individualiste, communiste libertaire, anarchosyndicaliste) unies, tous âges mêlés — ça n'est donc pas forcément une querelle de générations comme certains l'expliquent avec complaisance — dans une même défense rigide de l'Organisation pour elle-même, avec tous les risques bureaucratiques que cela comporte, comme devait le souligner un jeune camarade au cours de son intervention à la fin du premier jour. Nous en tirons pour notre part une autre conclusion : nous ne savons pas si l'anarchisme est inaliénable,[4] mais ce que nous savons c'est que l'homme, aliéné dans son travail, ses loisirs, sa vie quotidienne, peut aussi l'être **par sa propre organisation révolutionnaire**. Cette question nous semble assez importante, assez grave, pour fournir matière à amples débats, y compris, et nous l'espérons, au sein de la Fédération anarchiste elle-même. Le même phénomène peut s'appliquer à un groupe, c'est pourquoi nous espérons bientôt esquisser une «théorie des chapelles».[5] Mais n'anticipons pas trop et revenons au congrès.

Nous disions, en début d'article, ne pas être manichéens : oui, il est impossible pour nous que tout soit noir d'un côté, blanc de l'autre, la vie comprend aussi et heureusement des gris de toutes nuances, c'est sa richesse et sa difficulté, il faut en tenir compte si l'on veut éviter le fanatisme. Aussi, si nous reprochons leur sclérose aux inconditionnels de la F.A., on peut également remarquer les erreurs de certains opposants, quelle que soit par ailleurs la valeur de plusieurs interventions et critiques de fond faites par ceux qui allaient bientôt quitter le congrès, et la F.A...

Nous pensons qu'une critique, même violente et surtout si elle est violente, doit rester sur le terrain théorique. Nous considérons qu'il faut à tout prix éviter de **personnaliser** les problèmes, même si des individus posent un problème en eux-mêmes, par la fossilisation de leur pensée ou leur «mauvais caractère» (nous reviendrons plus loin sur ce dernier point). Ce n'est pas en collant une affiche, par exemple, contre tel personnage qu'on résout les questions gênantes, surtout au cours d'un congrès et, en pratiquant ainsi, on contribue à noyer le poisson, à ridiculement passionner le débat et, en définitive, à faire le jeu de la bureaucratie. Sur ce dernier point nous nous adressons, pourquoi le cacher, aux quelques groupes particulièrement influencés par les situationnistes, qui furent **aussi** de ceux à quitter la F.A. le 14 mai. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour le faire que nous ne considérons pas, nous, qu'il soit anti-anarchiste d'étudier les positions situationnistes, pas plus que tout autre position d'ailleurs. Loin de nous par conséquent l'idée d'insulter quiconque avec une épithète, encore moins de bloquer la discussion. Nous essayons simplement d'y voir clair.

A propos des situationnistes

On remarquera que nous n'avons jamais parlé des situationnistes dans *Noir et Rouge* ; indifférence ou méfiance de notre part ? Sincèrement non, tout simplement manque de place et urgences dans nos choix, ce qui ne signifie pas désintérêt et il est possible que nous confrontions nos points de vue sans cacher nos divergences, car nous pensons qu'elles existent. Et on verra bien si le grand méchant loup nous dévore.

Cela dit, le problème situationniste a servi de détonateur au sein de la F.A. à propos d'articles polémiques[6] et autres engueulades entre certains situationnistes et certains anarchistes. Prétexte pour «activer» la crise qui couvait ? Il est en tout cas remarquable de constater l'aveu involontaire fait par certains «sages» qui se croient très futés en parlant de complot situationniste contre la F.A. : après l'U.N.E.F., ç'aurait été le tour de la F.A. Mais c'est, en ce cas, reconnaître **une parenté entre l'organisation U.N.E.F. et la F.A.**, une même dégénérescence bureaucratique, puisque les situationnistes se proposaient précisément de faire exploser les contradictions intérieures de tels organismes : il nous semble que l'on ne devrait pas craindre la critique ou les entreprises situationnistes si l'on se savait inattaquable sur les plans éthique et théorique, non ?

Terminons cet aparté en rappelant que les anarchistes ont bien collaboré avec les surréalistes, loin d'être pourtant toujours d'accord avec nous. On a même vu, dans *le Monde Libertaire*,[7] des articles sur le lettrisme, avec le Lemaître de service, étrange oiseau s'il en fut. Cela a-t-il pour autant déclenché des drames? Pas que nous sachions. L'anarchisme qui est ou devrait être une doctrine ouverte à la vie, aux échanges, aux discussions enrichissantes, va-t-il peureusement se replier sur lui-même, refuser la confrontation pour garder sa «pureté» ? Comme pour les camarades voulant étudier le marxisme et qu'on appelle «marxistes», c'est paralyser le dialogue, c'est un signe de faiblesse et non de force, c'est le contraire de l'anarchisme. C'est aussi favoriser, nous y arrivons, le règne de l'insulte.

L'insulte, arme politique ?

Puisque nous sommes au fond des problèmes et essayons de ne rien laisser de côté, même ce qui paraît le plus futile, consacrons quelques lignes à l'insulte

au risque de faire hurler certains de nos lecteurs. Nous sommes résolument, absolument, contre l'insulte, tel que cela est encore trop pratiqué dans les groupes et organisations révolutionnaires et évidemment chez nous, anarchistes. Nous ne nous élevons pas contre l'insulte parce que c'est «vilain», nous ne sommes pas de belles âmes, comme dit l'autre, encore moins de petits saints, mais nous pensons, là aussi, que c'est trop facile, que cela stoppe, aussi, toute discussion et par là repousse les échéances difficiles, en favorisant les petits conflits d'individu à individu. Nous ne pensons pas que l'«argument» «petits cons marxistes» appliqué à certains opposants, ou «vieilles salopes» renvoyé aux membres de l'Association, amène quoi que ce soit de positif...

Oh ! nous ne sommes pas contre toute insulte par principe et, comme arme politique, on peut se référer aux lettres fameuses expédiées naguère par les surréalistes à Paul Claudel, aux directeurs d'asiles psychiatriques ou au premier de la promotion de Saint-Cyr, sans parler du scandale à propos du «cadavre» Anatole France. Mais cela avait une autre dimension... et comportait aussi plus de risques ! Et puis, de nos jours, le mot «con» est employé à tant de sauces qu'on a fini de désamorcer ce qui lui restait de valeur explosive... Nous pensons que si des camarades veulent absolument se défouler par l'insulte, ils peuvent encore utilement le faire en allant voir leur directeur, au lycée, à l'Université, au bureau ou en usine ; en donnant publiquement des petits noms d'oiseaux au président de la République ou autres célébrités, ils verront bien ce que ça donnera. En ce qui concerne la confrontation, même brutale, entre révolutionnaires, nous sommes contre cette méthode.
De l'insulte à la calomnie il n'y a d'ailleurs qu'un pas et nous ne pourrions clore ce chapitre sans répondre à Joyeux (nous ne le citerons plus, qu'on se rassure) au sujet d'une allusion venimeuse quant à l'honorabilité du défunt camarade Zorkine dans son «Hydre de Lerne». A la page 27 de cet opuscule, il est fait mention du camarade Paul, «très discuté dans les milieux de l'émigration», reprise directe d'infamies lancées contre un camarade que nous connûmes[8] puis qui nous quitta pour aller à la F.A. numéro 2. Paul Zorkine était parfois abrupt dans ses rapports et de plus nous ne pratiquons pas le culte du «cher disparu», mais il nous semble inconcevable de **salir** un camarade, avec d'autant plus d'impunité que celui-ci est mort.[9] Il n'y eut pourtant pas d'opposition à l'article passé dans *le Monde Libertaire*,[10] alors ? On appréciera comme il convient la manière dont certains tentent, dérisoirement, de se débarrasser de contradicteurs qui furent peut-être trop coriaces de leur vivant... Nous ne nous attarderons pas plus sur ce qui nous paraît une malpropreté, mais ces choses-là aussi doivent être dites, car le «mauvais caractère» n'explique pas tout !

Tentation de l'exclusive

Pour continuer sur le congrès, nous dirons qu’hormis les interventions constructives, trop rares, on y a aussi entendu de drôles de choses. C'est ainsi qu'après le départ des opposants, mis en demeure de quitter la F.A. puisque l'adhésion à celle-ci reconnaît de fait l'existence de l'Association, le congrès enfin «entre soi» pouvait se croire serein, toutes passions éteintes, et certains de se féliciter... Or, celles-ci devaient se rallumer avec quelques étranges propositions, entre autres un projet de recrutement en sept points proposé par le groupe Louise Michel. A cette occasion, on voit tout le mal qu'une conception «organisationnelle» à tout prix risque de faire, car on en arrive, et c'est logique, aux mesures restrictives, draconiennes, chères à tous les partis politiques et on

réintroduit par le biais des**clauses d'exclusion** : ainsi la mention que six mois de retard dans les cotisations (sauf explication valable du secrétaire de groupe au trésorier, soyons justes !) pourraient mettre «en dehors de la F.A.» tout groupe, voire individualité, coupable de cette carence. On goûtera tout le sel de la situation quand on saura que le groupe Louise Michel fut précisément exclu de la première F.A. pour de pareils motifs bureaucratiques, rigidement statutaires, en trois points cette fois. Or, le deuxième de ces points mentionnait l'exclusion du groupe L.M. pour non paiement de ses cotisations et le Comité régional de la F.A. demandait «**SEULEMENT sur ce point où il est habilité pour le faire**» la radiation dudit groupe.[11] N'insistons pas.

Après diverses gloses sur les camarades partis, sur les «valables» ou non, une autre proposition, non moins curieuse, était déposée par d'autres : établir une liste des «scissionnistes» afin de contrôler ceux-ci en cas de retour à la F.A. ! On doit à la vérité de dire que, comme les sept points, cette «liste noire» (et rouge ?) devait être repoussée, et rudement pour certains, par une grande majorité du congrès, ce qui prouve qu'il y a encore des camarades honnêtes à la F.A. Mais ce que nous n'acceptons pas, c'est le sort fait par beaucoup trop de camarades à ceux qui, logiques avec eux-mêmes, préférèrent quitter la F.A. Pour nous qui étions à la fois au congrès et à l'assemblée des «partants» réunis aussitôt après leur départ afin de voir leurs possibilités de travail (cela nous aide pour mieux comprendre la situation), nous considérons que maints camarades restés à la F.A. se trompent lourdement s'ils croient que ceux qui les ont quittés vont rester dans la nature en soupirant après un retour dans le giron qu'ils auraient lâché sur un coup de tête ! C'est du moins notre avis. A côté des éternels suiveurs ou de quelques individus murés dans leur patriotisme d'organisation, nous ne nions pas la sincérité et l'honnêteté de camarades demeurés à la Fédération pour y continuer le combat anarchiste ; nous pensons quant à nous que ce combat semble difficile. On verra bien. Quoi qu'il en soit, nous voulons assurer le mouvement libertaire dans son entier que les scissionnistes — nous nous excusons de ce mot incorrect — ne sont ni les fourvoyés ni les petits rigolos décrits par certains, après leur départ. Outre que ces accusations sont ridicules, elles nous paraissent foncièrement malhonnêtes, car, par une dialectique subtile, on présente en coupables ceux qui eurent le seul tort de s'élever contre un état de fait bureaucratique inacceptable et d'en tirer les conséquences. Peut-être un jour les anarchistes dans leur ensemble leur rendront-ils justice, car leur action aura contribué à mettre nos faiblesses au grand jour. Et de cela, nous pensons qu'un grand nombre de camarades de la F.A. sont d'ailleurs conscients...

Pour notre part, ces camarades partis, nous leur adressons notre salut fraternel : ils vont continuer leur action de militants anarchistes, sans, nous l'espérons, rancœur excessive. Sans volontarisme activiste non plus. En ce qui nous concerne, nous gardons un contact étroit avec tous, en province comme à Paris. Nous tiendrons nos lecteurs au courant.

En tant que groupe, notre contribution à ce qui **peut** être un nouveau départ si nous le voulons tous, restera à notre taille. Mais il est bien entendu que nos cahiers seront heureux de s'ouvrir à tout camarade ou groupe désirant travailler, loin des petites bagarres de bonshommes, sur des sujets qui nous enrichiront tous. C'est pourquoi il est possible qu'à l'avenir ces groupes donnent leur position dans *Noir et Rouge*, sous leur propre signature. S'il y a contestation, discussion il y aura dialogue et notre groupe continuera

d'exprimer ses propres idées, en toute égalité et respect des autres. Pas question pour nous de «déclarer la guerre» à la F.A. ou de la proclamer dissoute. Ça ne veut rien dire (ce qui signifie aussi que nous prenons position contre toute action irréfléchie). Mais ce que nous contesterions formellement, par contre, ce serait une prétention à l'**exclusivité** de la représentativité anarchiste, comme nous l'avons déjà fait en ce qui concerne le futur et prétendu congrès international.[12]

L'espoir

Avant de conclure nous voulons également aviser nos lecteurs d'un changement. On remarquera que le sous-titre de nos cahiers s'est allégé du mot «communistes» ; nous pensons en effet que la multiplicité des étiquettes ne signifie plus grand-chose : on a vu que différentes «tendances» pouvaient s'accorder sur une anomalie, espérons que le contraire pourra se faire pour un plus juste combat. C'est pourquoi nous devenons, tout simplement, «cahiers d'études anarchistes» ; il y a d'ailleurs déjà longtemps que nous désirions régler ce détail, c'est fait. Bien sûr, nous restons toujours partisans du communisme libertaire, mais les adjectifs supplémentaires ne feront pas avancer son avènement...

En de telles situations, il y a toujours des camarades qui déplorent, lèvent les bras au ciel en disant : «Entre anarchistes, c'est triste, etc.» Pourquoi pleurer? Ça ne sert à rien et puis, y a-t-il de quoi pleurer ? Nous dirions : oui, si le phénomène bureaucratique n'avait déclenché aucune réaction. C'est précisément la force, la vitalité de l'anarchisme que d'avoir permis un ressaisissement qui pourra un jour, et au-delà des querelles et des aspects apparemment négatifs, se révéler **positif**. De l'effort de tous les anarchistes, à la F.A. ou en dehors, peut résulter une renaissance et en cela la crise aura été utile. Le travail ne manque pas : discussions dans un bulletin de liaison prévu pour un travail de recherche commun, préparation du Camping international[13] où des **dialogues** et non des «cours» devront être présentés à tous et par tous, des vies de groupes réelles et débarrassées de l'activisme que nos organisations empruntent bien trop souvent aux partis politiques, confrontation de groupe à groupe, de revue à revue, bref un anarchisme **vivant**.

Nous avons été longs, nous ne nous en excusons pas, car nous pensons qu'il le fallait. S'informer, informer telles sont les bases essentielles d'un nouveau départ. Remettre en question aussi, car, nous l'avons souvent dit, en ce sens le doute est révolutionnaire. Si nous avons pu communiquer aux camarades notre espoir et nos raisons renforcées de combattre, nous estimerons avoir fait notre part de travail. Et œuvrer pour l'anarchisme signifie pour nous, bien au-delà de l'étiquette, œuvrer pour une véritable libération de l'homme, pour la Révolution. Car les barricades ne sont pas toujours celles de la rue, mais celles que l'intolérance et le refus de «l'air libre» élèvent en nous-mêmes.

Noir et rouge

Texte N° 2

PRÉAMBULE

Le mois de janvier 1970 a vu s'accélérer, au sein de notre groupe, un processus de désintégration, à différents niveaux, dont la réunion du 31 nous a fait prendre conscience avec une acuité particulière et nous oblige maintenant à en tirer les conséquences. Comme celles-ci peuvent être graves pour le groupe lui-même et la revue, nous estimons d'élémentaire «démocratie anarchiste» le fait d'avoir une réunion extraordinaire, réunissant le maximum de camarades ayant eu, de près ou de loin, l'occasion de travailler au groupe ou avec nous. C'est dire l'importance de cette réunion et la nécessité de ne pas s'y noyer dans les discours. D'où également la nécessité de cette feuille d'information faisant rapidement le point, adressée à tous les participants éventuels à cette réunion, pour mieux la préparer.

C'EST LA CRISE... (Comme dirait K.)

La crise qui nous atteint a de multiples causes, tout ça est imbriqué, problèmes du groupe et de la revue se mêlant également, facteurs politiques se mélangeant aux facteurs psychologiques. Peut-être aussi sommes-nous tout simplement, comme on dit, au bout du rouleau (c'est arrivé à plus malins que nous : *Socialisme ou Barbarie*, *Arguments*, *Pouvoir Ouvrier* récemment) encore qu'il paraisse un peu **facile** de se satisfaire de réponses trop simples... Il est vrai aussi, sans que cela nous sécurise pour autant, que la crise dépasse notre petit groupe mais touche tout le mouvement révolutionnaire, du moins ceux qui ne se contentent pas d'activisme ou de gonfler les effectifs, ou encore d'ériger l'autosatisfaction ou le «bidon» en ligne politique.

Pour éviter un trop long pensum aux camarades (nous parlerons plus en détails à la réunion), nous pensons utile de partager notre succincte analyse en deux parties: le groupe, la revue.

LE GROUPE

Il existe sous le nom de «groupe Noir et Rouge» depuis 1961, après le départ de camarades — ayant créé avec nous les GAAR en 1956 — pour la F.A où ils furent à la base de la constitution de l'U.G.A.C. Cela fait donc 9 années que le groupe «NR» existe. Il a subi différentes transformations, employé diverses méthodes, s'est élargi fin 1967 par l'arrivée de copains étudiants pour la plupart, c'est la période du groupe-non-groupe... Puis c'est mai 68 qui, selon l'analyse d'un copain au cours d'une de nos dernières réunions, s'il semble être pour nous le «triomphe» d'une certaine position, d'une certaine insertion plus dans la réalité que d'autres révolutionnaires style centralistes ou même F.A, semble être aussi le début de notre déclin, peut-être notre perte.

Pourquoi ?

Il semble (remarquez notre prudence, nous n'émettons que des hypothèses !) que Mai ait accéléré le **mythe** NR, qui était déjà sensible avant (légende du groupe mystérieux, etc...) et auquel nous avons peut-être contribué. L'appartenance de Dany C.B. au groupe et le fait que ça se soit su n'a peut-être pas arrangé les choses de ce côté... Bref : beaucoup de camarades, de gens isolés ou éloignés se sont fait une fausse idée de nous, exagérant notre influence, notre organisation, etc. Nous étions tout à la fois groupe de théoriciens (ou semi selon l'Intersituationniste), d'action, éditeur, un peu FA et commission de relation internationale aussi : c'est trop ! Une certaine publicité d'après-mai (*Magazine Littéraire, Nouvel Obs*, situs et tout récemment *L'Idiot International* et *le Monde*, entre autres...) nous a **institutionnalisés**, nous et la revue.

Nous sommes donc tout à la fois un mythe et une institution, premier paradoxe d'une situation qui n'en manque pas !

Nous sommes un peu comme des anciens combattants inadaptés : l'après-mai nous a vus incapables de remplir des fonctions nouvelles qu'exigeait une situation nouvelle, vu que nous n'avons pas su, et pu, tirer les profondes conséquences théoriques et politiques de tout cela. Nous abordons ainsi le chapitre de notre faiblesse théorique, d'aucuns diront de notre insuffisance voire de notre paresse : en tout cas le fait est là, c'est le vide de ce côté et nous devons le constater.

Parallèlement à cette carence, l'ambiguïté inhérente au groupe (comme à la revue, nous en reparlerons) s'exerce en ce sens que nous ne savons plus très bien **pourquoi** nous sommes ensemble, et vers quoi nous allons. Pré-supposés éthiques chez les uns, économiques chez les autres se mêlent et ajoutent à la confusion.

Exemple de cette confusion : lors des toutes dernières réunions, un camarade pense qu'il faut **avant tout** étudier les classes, sinon nous merdouillerons sur tout le reste et nous ne saurons nous définir en vue de l'action et de la réflexion, nous donner des perspectives. Or nous n'avons jamais pu étudier à fond certains problèmes parce que les réunions du groupe nous amènent à chaque fois leur lot de petites actions à entreprendre et à discuter, dictées par l'actualité, avec les problèmes de la solidarité sous diverses formes, etc. C'est donc aussi une question de temps mais la question reste : sommes-nous d'abord un groupe d'action, ou de réflexion, ou éditeur ou tout ça ensemble ? Le groupe n'était-il destiné à n'être qu'un carrefour où informations, actions diverses seraient confrontées, où des copains de passage ou de province

viennent prendre le contact comme à une sorte de permanence puisque on sait que « NR est là »...

Tous ces défaut, ajoutés à des raisons psychologiques (fatigue, ennuis personnels, etc.) qui ont leur importance quand on est peu, font en définitive que nous sommes de moins en moins aux réunions et cela pose brutalement le problème. Allons-nous continuer comme ça jusqu'à extinction, ou trouver de nouvelles formes, réagir ? Nous avons certes créé voici quelques mois une commission ouvrière avec d'autres camarades, d'autres commissions se créent. Pouvons-nous évoluer en une sorte de fédération de commissions dont la réunion du groupe (mensuelle par exemple) serait l'occasion de comptes-rendus et de confrontations ? Nous ne voyions pas encore la réponse, tout cela est à étudier profondément...

LA REVUE

S'il y a analogie d'ambiguïté pour la revue et le groupe, ce qui se comprend un peu, d'autres problèmes se posent. Mais d'abord, un bilan rapide. Commencée en 1956 avec 50 exemplaires, la revue arrive fin 1969, soit 13 années après, au 45e N° avec un tirage de 3500 ex. et quelques centaines d'abonnés. Sur le plan financier la situation est donc maintenant rentable, comme on dit. Et pourtant la revue crève tout doucement.

Pourquoi ?

Il y a un désintérêt certain du groupe envers la revue, qui n'est «confectionnée» que par un nombre de plus en plus réduit de volontaires (c'est le mot). Parallèlement les lecteurs, s'ils sont nombreux, participent de moins en moins à la rédaction de *NR*, se contentant de donner leur fric et de nous encourager, ce qui est bien sympa, mais nous confirme dans notre rôle directif (et mystérieux, on y revient) de «penseurs», etc. Voici un premier point suffisamment grave par lui-même...

Il y en a d'autres : la revue (sa confection) tend à devenir aliénante pour certains copains du groupe qui se tapent la boîte postale, le courrier, les articles — inexistence de la **rotation** dans nos tâches ! — d'une part et aliénante pour **l'ensemble** du groupe, d'autre part, qui n'a pas le temps de s'en occuper et renâcle quand on lui rappelle les «délais de parution», d'où un côté corvée que ce *NR* à confectionner... Enfin, si nous soulevons parfois des problèmes intéressants (la théorie des chapelles, lettre de K entre autres*, nous sommes incapables d'y répondre dans le groupe lui-même et à plus forte raison dans la revue. N'y a-t-il pas là quelque chose de révélateur à méditer ?

CONCLUSION ET PROPOSITIONS.

Nous pourrions, sadiquement allonger la liste de nos emmerdements, restons-en là. Allons-nous nous dissoudre ? Arrêter la revue définitivement ou provisoirement ? Nous ressaisir au contraire ou bien nous grouper avec d'autres camarades ? Le meilleur processus, le plus honnête en tout cas et aussi le plus efficace, nous semble être cette réunion où tous s'exprimeraient, ayant ainsi en leurs mains nos problèmes... Si par hasard, la revue ou le groupe (ou les 2 à la fois) devait disparaître, il nous semblerait également normal de prévenir l'ensemble de nos abonnés. Le **minimum** serait une circulaire expliquant la situation. Le mieux serait un numéro «00» de *NR* annonçant publiquement notre situation et démystifiant pour une fois ((la 1re et la dernière) notre groupe et notre revue.

N° 46 — Juin 1970

Sur le néo-anarchisme

ESSAI DE BILAN

Le premier numéro de «Noir et Rouge» est sorti à 50 exemplaires ronéotés en mars 1956 ; nous terminons au N° 46 en juin 1970 à 3000 exemplaires, 3500 même au n° 45. Cela fait donc 14 années de parution. A l'origine cette revue était l'expression d'une organisation : les GAAR (Groupes anarchistes d'action révolutionnaire), lesquels ont scissionné en 1961, des camarades partant à la FA pour créer l'UGAC (Union des groupes anarchistes-communistes), les autres formant le **groupe** «Noir et Rouge» puisque les GAAR avaient cessé, par le fait, d'exister. Ce groupe et la revue du même nom — qui avait donc continué de paraître, éditée par le seul groupe **NR** — disparaissent à leur tour aujourd'hui, après des transformations, des expériences, comme la constitution de ce «groupe-non-groupe» (cf. édito *NR* N° 39-40 ***)** formé par l'arrivée de militants soit FA après la scission du Congrès de Bordeaux 1967 soit organisés en d'autres groupes non FA, puis la retransformation finale du **GNG** en groupe**NR**.

Cette croissance de notre revue d'une part, ces avatars organisationnels de l'autre (que nous n'avons d'ailleurs pas publiquement expliqués : pourquoi le GNG s'est-il révélé inviable ? encore une de nos faiblesses...) forment qu'on le veuille ou non un tout et une trajectoire politique. Étant un des rares créateurs de la revue à avoir participé à l'expérience de bout en bout — ce qui n'est pas forcément positif mais détermine à assumer ses responsabilités — j'ai pensé qu'il serait peut-être intéressant pour les camarades qui nous lisent (plus spécialement pour ceux qui nous connaissent depuis moins longtemps), de tenter un dernier «point» sur ce que fut, précisément, notre trajectoire politique, ce que d'aucuns ont appelé (surtout depuis mai 68), notre «néo-anarchisme», voire notre «Cohnbendisme» (cf. édito *NR* 42-43 *) après avoir été traités de «Fontenistes» ou «Anarcho-Marxistes» dans les débuts de *NR* et des GAAR. Quand je dis d'aucuns, je pense certes à tous les conformistes du mouvement anarchiste dit officiel mais également aux journaux et revues bourgeois qui crurent se mettre à la mode après Mai — le drapeau noir se vendait bien — sans trop savoir de quoi ils parlaient.

Comprenons-nous bien : il ne s'agit pas ici de revendiquer la paternité ou l'exclusivité d'un courant mais plutôt de bien situer notre place dans celui-ci et dans le temps, puis, après une certaine époque, de faire le bilan de notre travail sur les plans positifs et bien sûr négatifs. Suivant la formule consacrée, ce bilan ne sera pas exhaustif ni peut-être juste, il sera de plus exprimé à titre strictement personnel, le lecteur devra donc tenir compte de ces données dans ses appréciations. Cela dit, il n'en reste pas moins que certaines lignes de force se sont dégagées, au cours de toutes ces années et sont parfois étrangement «interprétées» volontairement ou non. De ces lignes de force, de ce travail et de nos carences, qu'en est-il exactement à ce jour ?

POURQUOI LES G.A.A.R. ?

En 1955, divers groupes et camarades, la plupart après une décevante expérience et leur départ d'une Fédération anarchiste transformée en décembre 1953 en Fédération communiste libertaire (FCL) aboutissant à une sorte de parti plus trotskyste que libertaire qui devait se suicider politiquement après le summum de la participation aux élections législatives de 1956 (cf. *NR* N° 9 « La FCL et les élections du 2 janvier 1956 *»), décidaient de se regrouper et créaient les GAAR en novembre 1955.

Pourquoi nous étions-nous retrouvés, pourquoi décidions-nous de reprendre la bagarre ? Il s'agissait d'abord pour nous de «revaloriser» le communisme libertaire en France, de repartir sur des bases anarchistes-communistes, qui nous paraissaient toujours justes malgré les erreurs de la FCL. Nous ne remettions pas en cause l'essence de l'anarchisme mais plutôt certaines méthodes devenues autoritaires et aussi nos insuffisances de jeunes militants : en un mot, ce n'était pas parce que la FCL avait foiré dans sa tentative originelle, quand elle s'appelait encore FA, de créer un anarchisme moderne, plus inséré dans son temps (en 1950) que cette insertion cessait d'être valable. D'autant plus qu'une nouvelle (sic) FA s'était reconstituée de son côté fin 1953, où les éternels «théoriciens», pontes du mouvement anar officiel, tiraient argument de l'écroulement de la FCL pour justifier leur conformisme («on est toujours là, nous !» disaient ces bons apôtres ; forcément, quand on ne bouge pas...) à base de poussière et de tabous, qui nous avaient déjà révoltés quand nous étions à la FA n° 1.

Aussi, notre redépart avec les GAAR avait-il également pour objectif de nous attaquer, cette fois sans «aînés» veillant sur nous, à tous les tabous dont nous estimions que souffrait l'anarchisme. Parmi ceux-ci rappelons entre autres le **manque d'ouverture**, par un respect quasi religieux de la doctrine (par ex.: n'étudions pas, ne discutons pas le marxisme, on risquerait d'être pollués) aboutissant à un sectarisme qui nous paraissait assez peu anar, l'omnipotence des leaders et leur paternalisme vis-à-vis du jeune militant («vois mes années d'anarchisme en brochette, mon petit, écoute mon expérience»), le problème franc-maçon (remarquez qu'on avait lâché des francs-macs à la FA n° 1 pour tomber dans un bureau politique secret, l'OPB, qui devait donner sa ligne léniniste à la FCL ; on n'était sans doute pas assez au courant de certaines habitudes conspiratrices héritées du passé, voir l'Alliance de Bakounine...), l'absence ou la facilité dans le jugement politique (ex. : la guerre d'Algérie ; c'étaient deux nationalismes, donc pour un pur anar il n'y avait qu'à renvoyer dos à dos les deux adversaires, en escamotant du coup le problème colonialiste...), etc.

N'allongeons pas plus la liste, elle montre simplement que nous étions... exigeants — l'exigence de la jeunesse — et que nous ne doutions évidemment de rien !

DES G.A.A.R. À «NOIR ET ROUGE»

A la vérité, disons même que nous voyions un peu grand dans l'enthousiasme de ce nouveau départ. Car il ne suffisait pas de se retrouver un certain nombre de camarades, pensant être cette fois dans la juste voie, un peu ironiques envers le mouvement anarchiste officiel où nous jouions les trouble-fête : cette FA n° 2 et son conglomérat de tendances face auquel nous proclamions la nécessité de «l'unité idéologique et tactique» ce qui est facile à dire mais

aurait dû nous rappeler quelques souvenirs récents, sans pour autant tomber dans la «grande famille» justement dénoncée par nous. Nous avions des groupes, un organe théorique, des congrès annuels, que fallait-il de plus pour, au bout de quelque temps et aussi devant un certain succès de notre audience par la revue, avoir la tentation de jouer à l'«organisation révolutionnaire» en nous contentant parfois plus d'affirmations que d'études ou de confrontations approfondies ?

En un mot, notre période «GAAR» aura peut-être montré que nous n'étions pas encore tout à fait guéris de certaines habitudes de la FCL, la bonne conscience ne tenant pas obligatoirement lieu de boussole politique, même si nous nous étions donné (*NR* N° 6 *) une «déclaration de principes» pas plus mauvaise qu'une autre certes, mais où, comme toutes les autres organisations révolutionnaires, précisément et qui s'en contentent, nous alignions quelques **généralités** : sur les deux blocs, le fédéralisme libertaire, la Révolution et l'État, l'indépendance nationale des territoires coloniaux, enfin les principes organisationnels et leur fameuse unité idéologico-tactique. Nous avions un peu oublié que les problèmes organisationnels ne peuvent se contenter de généralités...

Pourtant certains camarades (par ex. : Théo, dans le *NR* n° 4 «Entre nous») posaient déjà ces questions reliant organisation et réflexion politique, y revenant dans la revue et aussi dans le bulletin («Liaison») des GAAR. Mais, au fait, où en étaient ces GAAR après quelques années déjà d'existence ? Les quelques groupes que nous étions au début s'étaient progressivement réduits à deux secteurs géographiques — ça simplifiait les congrès nationaux ! — alors que nous pensions au contraire nous élargir par la création de nouveaux groupes, de nouvelles régions, et cela assez rapidement. Pourquoi ce rétrécissement ? Probablement que nous ne nous étions pas assez engagés (qui dit «groupes d'action»...) encore que certains d'entre nous aient pris plus de responsabilités pendant la période «algérienne», mais que paradoxalement nous nous sécurisions — comme on dit aujourd'hui — à l'abri d'un sigle, d’une étiquette GAAR dont nous signions, à l'instar d'une quelconque FA, affichettes et tracts. Cela valait-il encore le coup de s'appeler «GAAR» quand il n'y avait presque plus de groupes, quand la majorité des lecteurs ou des militants anarchistes parlant de nous disaient «groupe Noir et Rouge» et jamais «GAAR»? La scission de 1961, consacrant la rupture de notre unité tactique par le départ de camarades à la FA où ils devaient, avec le camarade Zorkine, créer l'UGAC, rendait la situation nette de ce côté. A cette époque, notre tentative de constituer une organisation anarchiste-communiste spécifique avait échoué et nous l'expliquions dans *NR* n° 19 (cf. «Faire le point*»).

Faire le point ? Quels que soient nos défauts ou nos manques en cette période, nous le faisions publiquement de temps à autre, pour éviter les ragots, fausses interprétations et aussi par souci de clarté politique. Sans vouloir anticiper sur la suite de l'article, on peut constater qu'au cours de ces dernières années notre groupe a perdu cette bonne habitude, nous contentant d'appuyer sur tel ou tel point mais négligeant une analyse générale, une explication plus globale dont nous payons peut-être l'absence à ce jour. Mais revenons à 1961. Après 5 années d'existence, les GAAR ont donc vécu : restent la revue et le groupe NR cependant que les camarades partis à la FA travaillent à la constitution d'un regroupement, l'UGAC axé sur une tendance anarchiste-communiste au sein de celle-ci. Aurions-nous dû suivre ces camarades, en cessant la parution

de *NR* comme ils le demandaient ? Personnellement, je pense que nous devions continuer ce travail et que nous avons eu raison de le faire. On peut aussi penser que nos cinq années de combat commun avaient en partie permis cette «revalorisation» de l'anarchisme-communisme en France, fixée comme un de nos premiers objectifs. Nos routes se séparaient et c'était peut-être mieux ainsi car on le verra par la suite, notre groupe et la revue allaient se trouver, dialectiquement, amenés à dépasser notre objectif de base et à remettre en cause la notion d'anarchisme-communisme, voire la notion d'anarchisme elle-même en tant qu'idéologie «sacrée», en tant que dogme...

JUSQU'À MAI...

Après avoir signalé nos faiblesses et puisqu'il s'agit **aussi** d'un bilan, il est bon de rappeler ce que nous estimons également positif au cours de ces cinq années, sur le plan de la revue elle-même. Les tabous dont nous parlions avaient été attaqués, le leaderisme pris à partie dans maints numéros, la Franc-Maçonnerie également (le N°5 spécialement consacré à ce sujet), cependant qu'un autre n° spécial (7-8**) traitait du nationalisme, immédiatement suivi d'un n° spécial sur «Parlement et élections» où nous traitions entre autres — sujet brûlant — de la participation électorale de la CNT d'Espagne et de la bouffonnerie FCL, déjà citée.** Les problèmes du nationalisme allaient bien sûr nous amener à parler de la question coloniale : nous prenions publiquement position sur la révolution algérienne dans le *NR* N° 10, refusant l'attitude «puriste» des anarchistes classiques et nous faisant bien sûr traiter par la suite de «nationalistes algériens» par ceux-ci.

La même réaction — c'est le mot ! — se produira quand nous aurons plus tard l'audace d'essayer de parler du problème cubain en évitant les schématisations confortables, nous y reviendrons...

D'autres thèmes peu étudiés dans nos milieux comme «Gauche et Révolution» par exemple, étaient traités dans un numéro spécial (n° 11) de *NR*. Celui-ci devait d'ailleurs soulever, à juste titre selon moi, des contestations au sein même des GAAR. Il faut dire que ce numéro spécial avait été rédigé non collectivement et que ceci avait été une de nos erreurs : vouloir «sortir» les cahiers régulièrement, quitte à confier leur rédaction à seulement un ou deux camarades (ceci surtout pour les numéros spéciaux) sans vérification ou du moins accord ultérieur des autres militants, méthode fort contestable effectivement à tous points de vue, surtout pour des communistes libertaires...

Pour en terminer avec ce bref rappel de nos thèmes jusqu'en 1961, signalons un «dossier espagnol» ouvert dans notre n° 14... et prématurément clos dans notre n° 15-16, lequel terminait par ailleurs un long article sur «Violence-révolution-organisation» montrant par là que notre n° 44, plus récent, ne découvrait pas un problème spécifiquement neuf («Action violente, action minoritaire et action de masse») mais qu'on doit toujours le réétudier sous un angle actuel. Ce double 15-16, décidément riche, nous voyait accueillir — ô sacrilège — un marxiste, Yvon Bourdet, qui traitait en un long article du «parti révolutionnaire et de la spontanéité des masses ou les contradictions de Trotsky dans *l'Histoire de la révolution russe*». On peut se trouver d'accord ou non avec ledit Bourdet et ceci est une autre histoire. Il n'en reste pas moins vrai que le sujet était passionnant et qu'un solide article-réponse de notre part aurait pu être tenté, ce que nous négligeâmes à l'époque par manque de temps mais certainement aussi par recul devant la difficulté du sujet. Les n° 17

et 18, eux, insistaient sur la guerre d'Algérie et un article important («Refuser») traitait de l'organisation «Jeune Résistance» (organisation clandestine regroupant les insoumis et déserteurs de la guerre d'Algérie, luttant aussi contre elle) pendant que l'auteur du présent article tentait d'expliquer «la difficulté d'être anarchiste»** — sur deux n°, vu la difficulté, précisément ! — article sur lequel je reviendrai brièvement dans les conclusions.

Quoi qu'il en soit de nos insuffisances, on voit donc qu'en 1961 et après 20 numéros, nous avions néanmoins et déjà un certain acquis, une certaine vision, une certaine ligne (mot que je n'hésite pas à employer et maintenir, même contre certains camarades de l'ex-groupe NR...) le tout nous situant dans un courant bien particulier de l'anarchisme. Les années suivantes allaient accentuer ce «particularisme» et dégager de nouvelles lignes de force. C'est la réunion de celles-ci qui montrera ce que fut finalement notre «néo-anarchisme» et ce qu'il faut réellement entendre d'une appellation recouvrant en fait une nouvelle ambiguïté, facile à dissiper selon nous...

Après 1961 et la guerre d'Algérie se terminant, le groupe «seul» allait plus concentrer ses activités sur la revue, ceci pendant environ six années jusqu'à notre rencontre avec de nouveaux camarades et les successives périodes du «groupe-non-groupe», de mai 1968, du rétablissement (ou repli sur lui-même?) du groupe NR jusqu'à la situation actuelle. Les débuts de 1962 allaient nous voir d'autant plus axer nos efforts sur la revue que le tirage de celle-ci commençait à nous poser des problèmes d'ordre divers, ne serait-ce que matériel, vu notre passage à plusieurs centaines d'exemplaires, atteignant le millier à partir du n° 27 et nous obligeant, littéralement, à l'impression dès le n° 28. Mais hormis ces éternelles questions «pratiques» (qui auront aussi leur part dans nos problèmes finaux), le **contenu**même des cahiers requérait également un nouvel effort, ne serait-ce que pour élargir le nombre de rédacteurs, membres du groupe ou non. Sur ce dernier point, disons que cet élargissement que nous appelions dans le n° 19 s'est relativement peu réalisé, à savoir faire une revue anarchiste qui ne soit pas seulement **l'organe d'un groupe** mais un moyen d'échange, de rédaction collective et par là-même de **combat** collectif. Bien sûr on pourrait s'en sortir en disant que de ce côté nos lecteurs «ne nous ont pas aidés», se contentant pour l'écrasante majorité de recevoir la Bonne Parole venue de Paris mais, si cela a **aussi** existé, il est certain que nous-mêmes n'avons pas su nous élargir efficacement, solliciter un travail commun, avec d'autres revues amies également, et qu'après nous être pris au jeu de l'«organisation révolutionnaire» du temps des GAAR, nous nous sommes pris au jeu de la revue elle-même et de son audience grandissante : **pas plus qu'on se bat pour l'organisation-outil en soi**, on ne doit se battre pour une revue en soi, leçon à méditer !

Cette longue parenthèse refermée, voyons néanmoins nos «lignes de force» jusqu'au GNG puis Mai. Si nous avions assez peu remis en question l'anarchisme-communiste lui-même, nos travaux de groupe et *NR* allaient nous amener à approfondir la question nationale, déjà soulevée à propos de l'Algérie, avec l'affaire cubaine. Ainsi les n° 20 et 21 allaient-il voir une violente controverse entre Gaston Leval et nous sur cette question. Comme dit plus haut, nous avions seulement tenté d'examiner objectivement quoique d'un point de vue anarchiste — y avait-il contradiction ? — ce grave problème: pour avoir dégagé les côtés négatifs mais **aussi** positifs de la révolution cubaine, notre camarade Renof se voyait traité de «défenseur du totalitarisme

castriste», pas moins ! Ce conflit illustrait, entre autres, la difficulté de parler de certains sujets dans ce qu'on appelle les milieux libertaires...

Fin 1962, nous saluions une dernière fois notre camarade Zorkine, non pour la pleurnichade «nécro» habituelle en pareille circonstance, mais pour rappeler son apport politique au combat libertaire (voir l'article de Théo, *NR* n° 22). Signalons entre autres travaux, son remarquable article «Réflexions sur la guerre de partisans comme forme de lutte révolutionnaire» * paru dès notre deuxième numéro, au tirage malheureusement trop faible : une étude qui nécessitera certainement un retirage quelque jour, soit dans le bulletin annonce, soit en brochure. Et puisque nous parlons de brochure, rappelons que ces années nous virent également, en plus des cahiers, diffuser des brochures ronéotées consacrées à un problème particulier ; citons entre autres: *Espagne 62, Anarchisme, Kropotkine fédéraliste, Espagne rouge et noire* (brochure imprimée par l'UGAC, conférence faite par notre groupe au cours d'un cycle de causeries communes fin 1963, dont la brochure «l'Organisation» éditée par*NR* était une autre illustration) *Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire, la Plate-forme d'Archinov* *, etc. Sans oublier une brochure imprimée à fort tirage «l'Autogestion, l'État et la révolution**» début d'une série tentée dans l'été 1968 avec ICO. Je terminerai cette incidente sur les brochures en signalant, hormis l'«Autogestion» et «Archinov», notre arrêt de recherches théoriques sous cette forme depuis 1968, appauvrissement ou négligence symptomatique...

En 1964 nous tentions un **dialogue** avec les individualistes en présentant un numéro spécial, collectif celui-là (n°26 et suite n° 27) sur «Individualisme et communisme libertaire»**, non par «esprit de famille» mais pour bien illustrer notre préoccupation d'un anarchisme vivant, donc antidogmatique : au lieu des habituels sarcasmes entre les deux courants, pourquoi des «communistes libertaires» n'essaieraient-ils pas d'étudier **sérieusement** l'apport réel d'un Stirner, par exemple ? Disons d'ailleurs que cette tentative fut relativement peu couronnée de succès, bien qu'ayant fourni au groupe l'occasion de fructueuses recherches sur la question, ce qui était toujours ça !

Avec l'impression du n° 28 nous franchissons un nouveau pas et un «faire le point» en ce numéro expliquait notre conception de «l'idéologie» tout en rappelant que l'aspect théorique de notre travail n'excluait nullement notre engagement en fonction de l'actualité et du militantisme quotidien. Dans ce même n° un article important envoyé par un copain chilien : «Pour une systématisation de la pensée anarchiste» *, soulevait nos remarques, sans toutefois nier l'apport théorique d'une telle étude. Puis à partir de fin 1964 et suite à un «plan de travail» (établi à intervalles réguliers, parfois adressé au lecteur, abandonné en 1968...) le groupe allait centrer son intérêt sur un nouvel axe de travail : les problèmes de l'autogestion.

Le n° 30 préludait par un «Témoignage sur trois collectivités anarchistes en Espagne» terminé dans le n° 31, lequel traitait de l'«Autogestion contemporaine» et estimait «l'autogestion en Yougoslavie» *continuée dans le n° 38. Nous attaquions ensuite «l'Autogestion en Algérie» dans les numéros 34, 36, 37 et 38, un essai de conclusion générale sur le problème étant présenté dans le n° 41 *. Nous n'avons certainement pas étudié la question assez à fond mais cette série d'articles montre également nos préoccupations à une époque où l'on parlait beaucoup moins de l'autogestion qu'aujourd’hui, quand ce n'est pas pour la «récupérer» ou l'adapter. Nous voulions également démontrer que

les anarchistes ne se contentent pas toujours de plaquer leurs schémas sur les réalités économiques mais qu'ils peuvent aussi tenir compte des situations (Algérie, Yougoslavie) qui ne rentrent pas forcément dans leurs schémas...

L'énumération de ces différents axes d'études montre donc, malgré nos défauts de tous ordres signalés en cours d'article, l'élaboration d'une certaine «ligne» aux plans de la recherche et de l'interpénétration des réalités contemporaines. Celle-ci serait incomplète si nous ne signalions maintenant, ceci sur un plan plus proprement «politique» la suite de nos éditoriaux qui, sous une apparence parfois ironique ou «générale», ont souvent plus exprimé nos préoccupations profondes donc nos positions, que certains longs articles. Le problème des éditos n'est d'ailleurs pas un problème facile : on se croit souvent obligé d'en pondre un presque par tradition et nous n'avons pas non plus échappé à ce travers. Il y a eu toutefois plusieurs périodes que nous essaierons, en très gros, de déterminer. Ainsi on peut dire que les éditos des premières années, soit environ un tiers de la parution totale des cahiers, étaient plutôt axés sur un rappel politico-éthique des GAAR et de leur action. Le deuxième tiers vit par contre plus d'éditos du style traditionnel et «fourre-tout» signalés plus haut alors que le 3e tiers allait nous ramener à des textes souvent plus courts mais aussi plus politiquement axés, plus incisifs dans la forme et le fond.

C'est surtout après les études sur l'autogestion que le groupe sera amené, du fait de nos discussions mais aussi de nos contacts extérieurs, à prendre position d'abord — nous y revenions — sur l'anarchisme dit traditionnel et ses variantes dogmatiques dont une conception de l'anarchisme-communisme se réduisant encore pour beaucoup dans la création d'une «organisation-outil» efficace transformée en finalité, puis par extension logique sur les organisations révolutionnaires en général et leurs pratiques-bidon. C'est ensuite Mai, ses révélations, ses conséquences...

Ainsi, si par exemple dans le n° 36 nous traitions de «l'attitude religieuse» en rappelant notre opposition à tout dogme, à toute sanctification de l'idéologie (les problèmes de l’idéologie étaient souvent débattus au groupe...) fût-elle anarchiste, le n° 37 voyait paraître un édito intitulé «Le bidon» qui, au delà cette fois de notre propre secteur libertaire, attaquait la notion même de groupuscule «... petites organisations de minorité agissante, s'occupant à aller prêcher la bonne parole aux travailleurs...» ; ces groupuscules se gonflant comme la grenouille de la fable. Bien entendu l'édito * traitait de l'aspect «publicitaire» — y compris la provocation — du problème sous toutes ses formes. Ce genre d'éditorial, bref et de ton très détendu, me semble précisément être le prototype de ceux qui soulèvent et sans avoir l'air d'y toucher, de gros problèmes : on le vit bien à l'intérieur même du groupe, un camarade exprimant par exemple son désaccord avec ce qu'il considérait comme une attitude «négativiste» amenée à rejeter toute forme d'organisation. Comme on le voit et soit dit en passant à propos de ces discussions internes parfois passionnées (et c'est normal) nous sommes loin du bloc idéologique plein de sérénité dont trop de camarades, lecteurs ou non semblaient se faire une — belle — image de notre groupe. *Noir et Rouge* a d'ailleurs certainement, par négligence, contribué à cette image en n'explicitant pas publiquement certains désaccords, au moyen d'éditos par exemple...

Puis c'était le fameux Congrès de la F.A de Bordeaux, sur lequel nous étions amenés à prendre position dans le n° 38 *, certains des scissionnistes exclus de cette organisation nous rejoignant par la suite. Sans trop revenir sur cette sombre histoire (cf. «contre la confusion») disons que cet édito plutôt en forme d'article allait bien sûr nous valoir des accrochages avec les tenants de l'orthodoxie anar, lesquels allaient d'ailleurs nous retrouver avec un autre congrès, celui de Carrare, mais n'anticipons pas. Le début de 1968 nous voyait annoncer dans un bref édito (n° 40 *) la constitution du GNG avec les copains cités plus haut, cependant que le n° suivant (écrit en mars-avril mais sorti après mai, vu la situation), dénonçait notre tendance à nous, anarchistes, à nous réfugier dans les recettes en éludant les vraies questions (cf. «Des mots»*). Puis ce sont les derniers numéros, quasi actuels, dont les éditos «Cohnbendistes ? *», l'«Extraordinaire *», «Autocritique» résultent directement de nos préoccupations d'après-mai, des difficultés que nous voyions pointer puis s'accumuler face à nos insuffisances. Ce qui nous amène à la dernière partie de cet article.

UNE EXPÉRIENCE : LE G.N.G.

En entamant cette dernière partie, je n'ignore pas ce que cette énumération de numéros, d'articles, d'éditoriaux a pu avoir d'un peu fastidieux pour les camarades, mais un bilan oblige à pareil exercice. Cela permet aussi de retrouver des détails fort utiles quand on aborde les questions théoriques. Ce que nous ferons maintenant plus particulièrement.

Revenons, pour commencer, sur la période suivant le congrès F.A de Bordeaux et notre transformation en «groupe-non-groupe». Le mot avait fait rire à l'époque certes et nous-mêmes l'adoptions plus comme une boutade que comme une affirmation théorique. Pourtant, sous l'apparence ironique, une certaine expérience était tentée, un peu improvisée bien sûr mais découlant aussi d'une logique. Fin 1967 nous étions bien conscients que le groupe commençait, déjà, à se replier sur lui-même et sur la revue, à s'appauvrir à différents points de vue, qu'un élargissement était absolument nécessaire. Celui-ci, proprement physique par l'arrivée de nouveaux camarades devait aussi se concrétiser en tant que vision politique. Et de fait, le n° 40 se ressentait — heureusement — du nouvel apport : deux importants articles, sur le Viet-Nam * et sur Nanterre (ça commençait...) étaient amenés par les camarades avec qui nous venions de former le GNG. Je pense qu'ils avaient une vue plus globale, plus dynamique, plus dialectique aussi que les anciens du groupe qui formions «la vieille garde» nous connaissant bien, habitués à travailler ensemble et à absolument compter les uns sur les autres — ce qui a eu ses avantages — mais peut-être également victimes, à la longue, d'une certaine routine.

Sur un plan politique plus général, l'expérience du GNG avait une ambition plus haute : faire éclater la classique notion de groupe, montrer qu'une nouvelle forme d'organisation est possible, où discussion, rotation des tâches peuvent et doivent être envisagées, réglées **collectivement**, l'élargissement du nombre poussant à des solutions d'autant plus collectives et rotatives. Nos discussions de l'époque sur tous ces problèmes ont-elles trouvé un prolongement et une application dans certaines formes d'organisation du Mouvement de Mai 1968 ? Sans jouer à l'état-major secret cher aux hantises marcellinesques,[14] disons simplement que si nous avons pu apporter notre contribution à l'élaboration de ces idées nouvelles, l'expérience du GNG aura au moins eu son intérêt et son

utilité même si, au plan de notre propre groupe, elle devait ensuite tourner court. En effet, après un hiver de longues discussions mais aussi de dépression générale que nous venions toutefois de surmonter dans les premiers mois de 1968, nous envisagions des applications plus concrètes dans nos méthodes de travail au GNG quand Mai arriva. Le GNG devait alors littéralement «exploser» en différentes activités, ne se reformant réellement qu'à la rentrée de 1968 mais ayant lui-même subi le contre-coup des événements, comme on dit...

Aurions-nous dû nous dissoudre à ce moment, comme l'expose I.R. dans ce numéro ? C'était une éventualité certes mais on peut en avancer une seconde : vu l'abondance des lettres et aussi d'un certain «prestige» du groupe à l'époque (le «groupe à Cohn-Bendit», vous vous rendez compte ? début de la légende...) n'aurions-nous pas dû créer une fédération de groupes «NR», en fait une nouvelle organisation avec aussi son danger de centralisme parisien ? Quoi qu'il en soit, cela n'a pas été fait et on peut tout réécrire avec des «si» : ces questions restent toutefois posées et nous n'avons pas fini d'y répondre.

Sur le plan du GNG lui-même, nous aurions par contre pu et dû constater que s'il avait certes permis un **début** d'ouverture du groupe, l'éclatement de Mai et notre constatation «de facto» du rétablissement ou plutôt du retour à l'ancien groupe nous imposait impérativement d'en tirer certains enseignements, ce que nous ne fîmes pas... Ceux-ci étant seulement tirés dans ce numéro, dans les textes qui précèdent par divers camarades, je ne m'y attarderai donc pas. Je crois cependant, aussi, que les raisons qui ont motivé l'échec du GNG ont leur influence dans la disparition du groupe NR dernière formule.

UN NOUVEL ANARCHISME ?

Sur l'anarchisme lui-même, l'article «Quelques réflexions» (voir ce n°) m'amènera aux conclusions et à une «défense» de l'anarchisme, oui, mais pas d'une église. C'est en ce sens que nous primes position sur le marxisme en disant que le clivage ne passait pas entre celui-ci et l'anarchisme mais entre léninisme et esprit libertaire ou anticentralisme. C’est pour avoir énoncé cette conception toute simple, qui commence à néanmoins faire son chemin dans le mouvement libertaire, ainsi que sur la nécessité de nous confronter au marxisme par esprit normal d'ouverture, que les orthodoxes appelèrent notre tendance «anarcho-marxiste» ! Nous n'avons pourtant jamais voulu, comme le propose Daniel Guérin, une sorte de mélange des deux idéologies, certains cocktails nous paraissant par trop indigestes... Il n'en reste pas moins qu'au sein du groupe, sur tous ces points il y eut des nuances et cela aussi nous l'acceptons comme naturel. Ainsi, quand nos deux camarades de l'article précité jugent inséparable la critique de l'anarchisme et du marxisme, travail en tout cas de longue haleine et que nous ne pouvions plus accomplir dans notre cadre.

Quant à l'anarchisme «en tant qu'idéologie masquant un certain nombre de questions» (cf. «Quelques réflexions») et notre manichéisme entre le Bon et le Mauvais, je ne pense pas que nous ayons spécialement ménagé la Mère-Anarchie en tant qu'entité parfaite, inaliénable comme dirait l'autre. Les orthodoxes ne s'y sont d'ailleurs pas trompés et nous ont toujours accusés, eux, du contraire, à savoir remettre en question l'anarchisme traditionnel, ce qui a effectivement constitué une des lignes de force de notre trajectoire politique.

Un point important demeure toutefois auquel il faut tenter de répondre le plus honnêtement possible : nous considérons-nous tous encore comme des «anarchistes» au terme de cette longue expérience ? On verra que certains copains estiment cette question dépassée et c'est pourquoi je terminerai à titre exclusivement personnel, ne voulant annexer ou déformer aucune pensée. Pour l'auteur de ces lignes, la notion même d'anarchisme se confond avec mouvement, doute et remise en question, dépassement perpétuel, ce qui est une démarche dialectique sans plus. Cela implique donc profondément la nécessité d'attaquer le dogme mais cela ne doit pas forcément pousser à ne plus se considérer comme anar si on se ressent comme tel, sinon c'est un complexe ou une absurdité. Il m'est arrivé une fois d'écrire sur «la difficulté d'être anarchiste» des réflexions souvent sentimentales (bon, les anars sont des sentimentaux, et alors ?) voire «humanistes», insulte suprême à notre époque de style périsitu et de «vision globale» où l'emploi d'une phraséologie implacable — glacée — croit souvent tout résoudre. Mais passons. C'est vrai par contre, et je le reconnais volontiers, qu'en faisant référence à nos déficiences d'hommes par rapport à un «idéal» je respectais et donc sacrais la Mère-Anarchie, c'est pourquoi le contact avec de nouveaux camarades bousculant nos habitudes, notre conformisme, notre vision même, est indispensable. Cela dit, ne peut-on continuer un combat **anarchiste** en tenant compte de toutes ces données ?

Quoi qu'il en soit, le nombre et la complexité des questions que nous avons posées, en tentant de répondre à certaines, que nous nous posons encore sans y avoir répondu, montrent que le prétendu «néo-anarchisme» n'était pour nous rien d'autre qu'une évolution normale pour des libertaires et c'est en ce sens que la disparition d'un groupe et d'une revue *Noir et Rouge* nous semble logique à partir du constat de nécessité d'un nouveau stade. Que sera-t-il ? Nous entrons certainement dans une période de réflexion qui ne devrait toutefois pas nous masquer la période de **répression** actuelle, la nécessité aussi d'envisager à tous points de vue des temps plus durs, une fascisation accrue du régime voire un éventuel «coup à la grecque» un de ces jours : on a l'impression que beaucoup de révolutionnaires, et parmi eux les anars, se soucient peu de cette question, attendant de se retrouver cueillis un petit matin...

Ça ne veut pas dire qu'il faille en attendant se livrer à tous les fantasmes, attendre des vertus magiques de «l'action exemplaire» (j'aime peu le côté **chrétien** de cette dernière formule) ou d'un activisme suicidaire. S'il nous est arrivé d'insister sur la nécessité de l'action quotidienne opposée à «l'extraordinaire» il nous est également arrivé dans le passé d'attaquer le mythe de la barricade en elle-même (cf. *NR* n° 30, juin 1965) et nous ne craignons nullement de le rappeler. C'est tout cela qu'on peut appeler une «ligne» et une trajectoire politiques. Car qui dit ligne et trajectoire ne dit pas forcément belle ligne droite ou courbe harmonieuse, ce qu'on ne voit précisément que dans les **schémas** ou les catéchismes. En ce qui nous concerne, ce fut plutôt zigzaguant, plein de contradictions, de détours et de redéparts, comme la vie...

Mais si cette ligne eut des variables, elle eut aussi des constantes, celles qui motiveront le combat **que nous continuons et poursuivrons**. Entre autres cette lutte contre la bureaucratie, qui nous fit prendre position contre les prétentions d'organismes centralisés lors du congrès de Carrare, et nous fit y

intervenir. C'est peut-être aussi parce que nous avons ressenti une certaine sclérose à la longue, de premiers germes en nous-mêmes en tant que groupe et revue tendant à «s'institutionnaliser» que nous préférons nous dissoudre en tant que tels. Pour nous, c'est aussi cela, l'anarchisme. Alors, qu'on le baptise «néo» ou anarcho-marxisme, peu importe. L'important est qu'un peu partout, et surtout après Mai, de jeunes militants se contactent, s'organisent et n'aient pas spécialement besoin de nous ou du mouvement officiel pour le faire. Je ne pense pas qu'il faille donc parler d'un anarchisme nouveau mais plus sûrement d'une vision nouvelle, d'un esprit nouveau, d'une perception plus aiguë et plus critique de l'anarchisme, oui.

Si, pour notre petite part, au cours de toutes ces années et au long de ces quarante-six cahiers, nous avons pu aider dans la recherche et l'élaboration de ces idées nouvelles, ne serait-ce qu'en tentant une certaine «désaliénation» de l'anarchisme afin de le réinsérer dans la vie de chaque jour, si enfin ce dernier numéro peut faire réfléchir les camarades sur l'exposé public de certaines erreurs et par là-même contribuer à leur combat, alors nous estimerons que notre travail n'a pas été tout à fait vain. En ce qui nous concerne, nous tirons les conséquences d'une fonction directive commençant à s'imposer et dont, pour nous-mêmes comme pour les autres, nous ne voulons pas. Comme la poésie et parodiant Lautréamont, nous pourrions rappeler que la Révolution doit être faite par tous, et non être l'affaire de quelques-uns. Lapalissade ? Comment se fait-il alors que tant de révolutionnaires ne s'en rendent pas encore compte ?

C. LAGANT

Sur la théorie

N° 3 — 1956

Pour la clarté

Depuis plusieurs années et pratiquement depuis la guerre des classes en Espagne, un malaise se sentait dans le mouvement anarchiste international, quelque chose n'allait pas, n'allait plus... Pourtant les événements donnent chaque jour raison.

Allons-nous donc manquer le «rendez-vous de l'histoire» ? Étions nous «en marge» ? Dans cette situation, il était logique de vouloir réexaminer la doctrine anarchiste. Cela fut l'occasion de commettre mille trahisons, mille falsifications, de se «ranger» à droite ou à gauche... Ce n'est pas avec ceux-là que nous voulons polémiquer. Pas plus que «réinventer» l'Anarchisme : il n'en a pas besoin.

Il suffit de le repenser, ce que nous proposons aux camarades, aux amis : quelques textes «classiques», des réflexions de quelques camarades du groupe **Christo Boteff** (qui n'engagent pas les GAAR en tant qu'organisation) et que nous soumettons à la critique constructive de tous. L'Anarchisme est devenu une notion très, trop élastique et il ne s'agit pas d'en faire un exposé complet... encore moins un programme, statut ou manifeste. Mais nous espérons que de la discussion pourront se dégager certaines notions constructives.

L'ANARCHISME EN TANT QUE SYSTÈME SOCIAL

Négation complète de l'ordre social actuel, bien sûr...

Mais, parce que beaucoup d'autres formulent aussi des critiques contre cet ordre, ayant extérieurement le même sens (de certains libéraux aux milieux «progressistes», en passant par tous les partis et toutes les tendances socialistes) nous devons préciser ici le sens de la société actuelle :

— L'État, le pouvoir et le centralisme constituent sa base sociale.
— Le capitalisme privé, les trusts ou le capitalisme d'État, l'exploitation et la misère, la division en classes et l'inégalité font sa base économique.
— La violence, la terreur ou les méthodes politiques parlementaires du gouvernement ; les possessions coloniales ou semi-coloniales, économiques ou militaires, l'esclavage, les guerres impérialistes et l'exploitation des sentiments nationaux ; la religion, les mystifications politiques et les mensonges — sont des moyens et des méthodes qui défendent et soutiennent cette société.

Tandis qu'une société anarchiste est:

— Libertaire, anti-étatiste et sans classe, parce que :
—La liberté, la solidarité et le fédéralisme servent de base à la vie personnelle et commune.
— L'édification de la société se fait sur la base des communes libres et l'association en fédérations libres sans aucun élément de pouvoir.
— La possession de tous les biens, la production et la distribution sont communistes par suite de l'expropriation et de la socialisation des moyens de production, de transport, d'achat et de distribution.

Il est à noter combien absurde — ou intéressé — est le reproche fait aux anarchistes de ne savoir «que détruire», de n'avoir aucune idée «positive», constructrice ; surtout lorsque ce reproche leur est lancé par «les gauches». Les discussions entre les partis politiques d'extrême gauche et les anarchistes avaient toujours pour objet : la tâche positive et constructive à accomplir après la destruction de l'État bourgeois (au sujet de laquelle tout le monde était d'accord). Quel devait être le mode d'édification de la société nouvelle : étatiste, centraliste et politique ou fédéraliste, apolitique, et simplement sociale ? tel fut toujours le sujet des controverses entre les uns et les autres : preuves irréfutables que la préoccupation essentielle des anarchistes fut toujours, précisément, **la construction future**.»

Voline dans *La Révolution Inconnue*
p. 154. (d'après le texte français)

... «Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges... Je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédérées dans les communes, et non par l'action suprême et tutélaire de l'État...

Bakounine

... «Le vrai communisme n'est possible que dans l'anarchie. Le communisme est un idéal, il deviendra un régime, un mode de vie sociale dans lequel la production est organisée dans l'intérêt de tous, dans la manière d'utiliser au mieux le travail humain pour donner à tous le maximum de bien-être et liberté possible et dans lequel tous les rapports sociaux sont conçus en vue de garantir à chacun le maximum de satisfaction de développement possible matériel, moral et intellectuel. Mais une société communiste n'est possible que dans la mesure où elle surgit spontanément du libre accord et par la volonté variable déterminée par les circonstances extérieures et les désirs de chacun.

Malatesta, d'après le texte italien «ancora su communismo ed anarchia»
dans *Umanità Nova*, Milan, 5-9-1920.

L'ANARCHISME ET L'ÉTAT.

L'anarchisme rejette l'État dans toutes ses fonctions sociales, économiques, culturelles, etc... et le considère comme une contradiction de la justice sociale, de la liberté et de l'égalité réelle. Il lutte non seulement pour son abolition complète, mais il refuse de se servir de ses institutions et d'accepter la possibilité d'une «démocratisation» et d'un rôle «progressif temporaire» sous forme d'un nouvel État «socialiste», «ouvrier», «prolétarien». L'émancipation économique et la disparition d'une classe dirigeante sans détruire l'État, le gouvernement et le pouvoir en général, ne mènent pas à la véritable libération.

... «Par conséquent, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir un État, bon, éthique et juste. Tous les États sont mauvais dans ce sens qu'ils sont par leur nature, par les conditions et les buts de leur existence, diamétralement opposés à la justice humaine, à la liberté et à la morale. Dans ce sens là il n'y a pas une grande différence entre le sauvage Empire Russe et l'État européen le plus civilisé. C'est ainsi. Je suis arrivé à la conclusion que celui qui veut, avec nous, la confirmation de la liberté, la justice et la paix, s'il veut l'émancipation complète des peuples — doit demander, avec nous, la destruction de tous les États, et la fondation sur ses ruines des fédérations mondiales, des associations productrices libres dans tous les pays.

Bakounine, d'après les textes russes *Œuvres Complètes* (T.3 116-1)
(Proposition... à la Ligue de la Paix et de la Liberté).

... «L'État, par son principe même est un immense cimetière, où viennent se sacrifier, mourir, s'enterrer toutes les manifestations de la vie individuelle et locale, tous les intérêts particuliers dont l'ensemble constitue précisément la société. C'est l'autel où la liberté réelle et le bien-être des peuples sont immolés à la «grandeur politique» ; et plus cette immolation est complète, plus l'État est parfait. L'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise — classe bureaucratique enfin, lorsque toutes les autres classes s'étant épuisées, l'État tombe (ou s'élève, comme on voudra), à la condition de machine. L'avènement de la liberté est incompatible avec l'existence des États...

Bakounine (d'après les textes russes et français)

... «Cherchons donc à établir les causes essentielles de la défaite de l'idée anarchiste (N.B. en Russie). Elles sont multiples. Énumérons-les, par ordre d'importance, et tâchons de les juger à leur juste valeur:

1°) L'état d'esprit général des masses populaires en Russie, comme partout ailleurs, l'État et le gouvernement apparaissaient aux masses comme des éléments indispensables, naturels, historiquement fondés une fois pour toutes. Les gens ne se demandaient même pas si l'État, si le gouvernement représentent des institutions «normales», utiles, acceptables. Une pareille question ne leur venait pas à l'esprit...

2°) Ce préjugé étatiste, presque inné, dû à une évolution et à une ambiance millénaires, donc, devenu une «seconde nature», fut raffermi ensuite par la presse tout entière, y compris celle des partis socialistes? N'oublions pas que la jeunesse russe avancée lisait une littérature qui invariablement, présentait le

socialisme sous un jour étatiste. Les marxistes et les anti-marxistes se disputaient entre eux, mais pour les uns comme pour les autres, l'État restait la base indiscutable de toute société moderne...
Il faut... donc que la société actuelle soit ruinée de fond en comble, avec son économie, son régime social, sa politique, ses mœurs, ses coutumes et ses préjugés. Telle est la voie où l'histoire s'engage quand les temps sont mûrs pour la véritable Révolution, pour la vraie émancipation.
C'est ici que nous touchons le fond du problème... «J'estime qu'en Russie cette destruction n'est pas allée assez loin. Ainsi, l'idée politique n'a pas été détruite. Ce qui a permis aux bolchevistes de s'emparer du pouvoir, d'imposer leur dictature et de la consolider... Elle ne fut pas assez complète pour les détruire dans leur essence même, pour obliger des millions d'hommes à abandonner tous les faux principes modernes (État, Politique, Pouvoir, Gouvernement, etc...), à agir eux-mêmes sur les bases entièrement nouvelles et à en finir à tout jamais, avec le capitalisme et avec le pouvoir sous toutes ses formes.
Cette insuffisance de la destruction fut, à mon avis, la cause fondamentale de l'arrêt de la Révolution russe et de sa déformation par les bolcheviks.

... Admet-on, oui ou non, qu'un «État» politique dirigé par un «gouvernement» représentatif, politique ou autre, puisse servir de cadre à une vraie société future ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est déjà pour une bonne partie.

Admet-on, oui ou non, qu'un État politique etc... puisse servir de société «transitoire» vers le véritable socialisme ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est...

Voline, *La Révolution inconnue* (p. 160-161-176).

L'ANARCHISME ET L'ORGANISATION

Nous admettons l'organisation dans l'esprit anarchiste-communiste :
Une organisation idéologique spécifique et plusieurs autres organisations — syndicales, de la jeunesse, des femmes, culturelles, des coopératives, etc... selon les besoins et les buts de la lutte jusqu'à la révolution, et ensuite, selon ceux de l'édification de la société nouvelle.

Nous tenons à préciser et à formuler la différence et le plan d'organisation qui existe entre nous :
— Les anarchistes individualistes, qui acceptent certains principes anarchistes mais nient la nécessité des organisations permanentes et bien formées,
— Les anarchistes syndicalistes qui n'acceptent que les organisations purement professionnelles, de production et de distribution, et pensent qu'elles sont suffisantes non seulement pour la production et l'économie, mais aussi pour mener la lutte pour la destruction de la société actuelle, et pour donner la forme sociale à 'anarchisme,
— Ceux qui se basent uniquement sur l'organisation en la considérant comme un moyen universel capable d'apporter l'unité dans la pensée et dans l'action, d'assurer un succès rapide, de créer la discipline : tous ceux qui, pour cette sorte d'organisation, sont prêts à sacrifier les principes mêmes de l'anarchisme: celui de la liberté, de l'accord libre, du fédéralisme, et qui utilisent même le

principe de la majorité imposant des limites à la critique en cas de divergences, de tous ceux dont l'organisation va jusqu’à ne plus se distinguer d'un parti.

Pour arriver à la société libre anarchiste, il faut que l'organisation de ses forces soit aussi libre, créatrice, fédéraliste et révolutionnaire. Dans cette lumière doivent aussi être les autres organisations, plus ou moins libertaires, sans aucune contrainte, sans jouer le rôle de chef des minorités agissantes, etc...

... «Nous ne sommes pas contre l'organisation anarchiste, mais nous la voyons autrement, dans son contenu ainsi que dans sa forme. Nous ne... considérons pas que l'organisation, comme telle, peut guérir et arranger tout ; autrement dit, nous n'exagérons pas son importance et ne voyons ni le profit, ni la nécessité de sacrifier les principes et les idées de l'anarchisme même, pour l'organisation seule...»

(de «Réponse de la plate-forme d'organisation» éditée à Paris en 1927, signée par Voline, avec un groupe anarchiste russe, ici d'après le texte russe.)

... «La seule organisation sociale rationnelle, équitable, compatible avec la dignité et le bonheur humain, sera celle qui aura pour base, pour âme, pour unique loi et pour but suprême la liberté... Rien n'est aussi dangereux pour la morale privée de l'homme que l'habitude du commandement. Le meilleur homme, le plus intelligent, le plus désintéressé, le plus généreux, le plus pur, se gâchera infailliblement et toujours à ce métier. Deux sentiments inhérents au pouvoir ne manquent jamais de produire cette démoralisation : le mépris du chef pour les masses populaires et l'exagération de son propre mérite...

... La solidarité. Ce principe peut être formulé ainsi : aucun individu humain ne peut reconnaître sa propre humanité, ni par conséquent, la réaliser dans sa vie, qu'en la reconnaissant en autrui et qu'en coopérant à sa réalisation pour autrui. Aucun homme ne peut s'émanciper qu'en émancipant avec lui tous les hommes qui l'entourent. Ma liberté est la liberté de tout le monde, car je ne suis réellement libre, libre non seulement dans l'idée mais dans les faits, que lorsque ma liberté et mon droit trouvent leur confirmation, leur sanction, dans la liberté et dans le droit de tous les hommes, mes égaux.

Bakounine, (d'après des textes russes et français).

... «Non, le syndicalisme n'est pas le moyen nécessaire et suffisant de la révolution sociale. Les syndicalistes prennent les moyens pour la fin, la partie pour le tout. L'idée selon laquelle l'organisation ouvrière générale suffirait aux tâches révolutionnaires de l'anarchisme est fondée sur une confusion : la révolution n'est pas ouvrière seulement, mais humaine... Or, c'est le rôle des anarchistes, d'éveiller les syndicats à l’idéal, en les orientant peu à peu vers la révolution sociale».

Malatesta, (discours au Congrès d'Amsterdam, 1907)

... «De façon générale, une interprétation erronée — ou le plus souvent, sciemment inexacte — prétend que la conception libertaire signifie l'absence

de toute organisation. Rien n'est plus faux. Il s'agit, non pas d'organisation et de «non-organisation», mais de deux principes différents d'organisation. Toute révolution commence, nécessairement, d'une manière plus ou moins spontanée, donc confuse, chaotique. Il va de soi — et les libertaires le comprennent aussi bien que les autres — que si une révolution en reste là, à ce stade primitif, elle échoue. Aussitôt après l'élan spontané, le principe d'organisation doit intervenir dans une révolution, comme dans toute autre activité humaine... Naturellement, disent les anarchistes, il faut que la société soit organisée. Mais cette organisation nouvelle, normale et désormais possible, doit se faire librement, socialement et, avant tout, en partant de la base. Le principe d'organisation doit sortir, non d'un centre créé d'avance pour accaparer l'ensemble et s'imposer à lui, mais — ce qui est exactement le contraire — de tous les points, pour aboutir à des nœuds de coordination, centres naturels destinés à desservir tous les points... Mais, en tout lieu et en toute circonstance toutes ces valeurs humaines doivent librement participer à l'œuvre commune, en vrais collaborateurs, et non en dictateurs».

Voline, (*id.* 154-155)

L'ANARCHISME ET LES CLASSES

Nous sommes contre l'État, le Pouvoir et la Société divisée en classes.

Nous sommes pour la société libre et sans classes.

Nous sommes contre tout privilège, oppression, exploitation de l'homme par l'homme, contre toute dictature même quand elle a la prétention de représenter une soi-disant majorité, nous n'acceptons aucune institution basée sur le pouvoir et l'oppression qui n'ont pour but que le soutien des inégalités, des privilèges, de la misère, de l'esclavage et des classes. Nous ne cantonnons pas la Révolution sociale dans les limites étroites d'un changement politique, nous ne la voyons pas comme une œuvre d'un groupe, parti ou même classe, mais nous la considérons comme une libération profonde et complète, économique, sociale, intellectuelle et morale — œuvre, par conséquent, des masses populaires, de tous ceux qui sont exploités, soumis et gouvernés — et aussi de tous ceux qui luttent et désirent cette libération.

Par conséquent, nous considérons l'anarchisme comme un idéal profondément humain, dépassant les intérêts d'une classe quelconque, étant donné qu'il nous conduit vers une société sans classe.

Mais, constatant qu'à la base de la société actuelle **se trouvent deux facteurs : économique** et celui du **pouvoir**, nous sommes amenés à souligner la réalité de **sa structure de classes**. Certaines de ces classes doivent être considérées comme défenseurs de la société actuelle, les autres comme ses ennemies conscientes ou inconscientes, menant la lutte contre le capitalisme, l'État ou la religion comme causes et conséquences de la division en classes, de l'oppression et de l'inégalité, lutte dirigée contre cette société en tant que telle et par conséquent contre les classes qui la soutiennent, lutte

menée principalement par les exploités et les opprimés, engagés par intérêt vital dans cette lutte et la Révolution.

Nous considérons donc que le caractère de classe est un des éléments fondamentaux de l'anarchisme dans sa lutte jusqu'à et pendant la Révolution.

Nous tenons à donner une brève explication sur notre conception des classes :

— **Les classes sont l'expression des rapports de forces économiques dans la société actuelle** ; d'un côté ceux qui possèdent les biens, les crédits, les moyens de production, des transports et d'échanges, les capitalistes, les exploiteurs directs et indirects ; de l'autre ceux qui n'ont que leurs forces physiques et intellectuelles à vendre pour pouvoir vivre — les exploités directs et indirects. Mais une classe, même sur un plan économique, n'est ni contrastée ni compacte — c'est à dire son intégralité varie selon la situation économique et sociale du moment, et selon les passages des éléments d'une classe à l'autre. Les intérêts des différentes couches d'une même classe peuvent ne pas être identiques dans certains cas et peuvent être même opposés. Sur ce fait est basée la pratique de la collaboration de classes (social-démocratie et tous les réformismes de gauche). Mais ce fait prouve également l'erreur du syndicalisme étroit, de l'ouvriérisme. Le seul facteur économique, malgré son importance primordiale, n'est pas capable ni suffisant pour réveiller la conscience et la solidarité de classe pour écarter le danger d'une nouvelle dictature, pour fixer les buts de la Révolution et de la société nouvelle.

— La classe, par ailleurs, **est l'expression du pouvoir, autre caractéristique fondamentale de la société actuelle** — c'est à dire de gouvernants et des gouvernés, des oppresseurs et des oppressés. Mais le pouvoir et l'État, en tant que tels, sont capables, d'autre part, d'engendrer des classes nouvelles, par la création des institutions de l'État, d'un appareil bureaucratique, des responsabilités, des privilèges, des avantages économiques, de la technocratie.

La conscience de classe et la solidarité sont des facteurs importants, mais si elles ne sont pas accompagnées par une profonde conscience révolutionnaire, elles ne sont pas des facteurs suffisants pour conduire les masses jusqu'à l'émancipation complète. Dans ce sens l'anarchisme comme idée et but est le stimulant et le catalyseur qui donne la direction et définit le caractère des luttes sociales et de la Révolution.

La lutte de classe est un fait et non pas un mythe. Mais nous refusons d'utiliser cette lutte pour des buts politiques, étatiques ou d'un parti, pour instaurer la dictature d'une classe sur une autre. Pas de domination, pas de dictature, pas de remplacement d'un gouvernement par un autre — mais l'abolition de tous les privilèges, exploitations, classes, vers la société sans classes, sans pouvoir, vers la société anarchiste.

«Dans son mouvement en avant l'humanité dans chaque époque pose au premier plan le problème de la lutte contre la forme concrète de l’oppression ; la suppression de l'esclavage et des serfs, la liberté de la conscience, l'anéantissement des privilèges féodaux, l'abolition du despotisme politique, l'émancipation des peuples opprimés etc... Dans notre époque, après la Révolution Française, la forme principale d’oppression — c'est le capitalisme, exploitant le travail.

Dans la lutte actuelle des classes, chaque victoire de la classe ouvrière est une victoire aussi du progrès humain, en général. Il n'y a pas contradiction ici — si quelqu'un nous proposait une action profitable pour le prolétariat, mais

dangereuse pour les intérêts de l'humanité et pour l'homme, nous devrions lui répondre qu'il y a ici erreur, qu'une action tactique est sans aucun doute nuisible aussi pour le prolétariat lui-même».

Maria Korn-Isidinle (dans *Humanité ou les classes*)

...« La dictature du prolétariat est une formule de l'impérialisme des classes, absurde et dangereuse. Le prolétariat doit disparaître, mais pas gouverner. Le prolétariat est précisément un prolétariat, parce que de sa naissance jusqu'à sa tombe, sous le fardeau des circonstances, il est condamné à appartenir à la classe la plus pauvre, la plus ignorante et mal instruite ; et par conséquent la moins apte à une émancipation individuelle et moins capable de donner son influence à la vie politique. Le prolétariat, encore plus que les autres classes, est exposé à une vieillesse et une mort prématurée. Libéré de cette injustice, le prolétariat cesse d'être une classe parce que les privilèges des autres classes sont supprimés. Et dans la vie il y aura seulement des catégories humaines : les intelligents et les sots, les instruits et les mal instruits, les sains et les malades, les honnêtes et les malhonnêtes, les beaux et les laids...»

Berneri (dans *La guerre des classes en Espagne*)

... «La dictature du prolétariat est une conception marxiste. Suivant Lénine : “Est seul marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte de classe à la reconnaissance de la Dictature du prolétariat.”
Lénine avait raison: la Dictature du prolétariat n'est en effet, pour Marx que la conquête de l'État par le prolétariat, qui organisé en une classe politiquement dominante, arrive, au travers du socialisme d'État à la suppression de toutes les classes... Lénine déguisait les choses. Les marxistes “ne proposent pas la destruction complète de l'État”, mais ils prévoient la disparition naturelle de l'État comme conséquence de la destruction des classes au moyen d'une révolution sociale, qui supprime, avec les classes l'État. Les marxistes, en outre ne proposent pas la conquête armée de la Commune par tout le prolétariat, mais ils proposent la conquête de l'État par le parti, qu'ils supposent représenter le prolétariat... Les anarchistes admettent l'usage d'un pouvoir direct par le prolétariat, mais ils comprennent l'usage d'un pouvoir comme formé par l'ensemble des systèmes de gestion communiste : organisations corporatives, institutions communales, régionales, nationales, librement constituées en dehors et à l'encontre de tout monopole politique de parti, et s'efforçant de réduire au minimum la centralisation administrative. Lénine, dans des buts de polémiques, simplifie arbitrairement les données de la différence qui existe entre les marxistes et nous.

Camillo Berneri (*id.* d'après le texte français)

... «L'erreur fondamentale de Monatte et de tous les syndicalistes-révolutionnaires provient, selon moi, d'une conception beaucoup trop simpliste de la lutte des classes : la conception selon laquelle il suffit que les travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts propres pour défendre du même

coup les intérêts du prolétariat tout entier contre le patronat. La réalité est, selon moi, très différente. Au sein de la «classe» ouvrière même existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte, les intérêts de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement opposés à ceux d'une autre catégorie... Cependant parmi les prolétaires la solidarité morale est possible à défaut de solidarité économique. Cette solidarité morale, les ouvriers qui se cantonnent dans la défense de leurs intérêts corporatifs ne la connaissent pas ; mais elle naîtra un jour, où une volonté commune de transformation sociale aura fait d'eux des hommes nouveaux. La solidarité, dans la société actuelle, ne peut être que le résultat de la communion au sein d'un même idéal... L'anarchie est un but, la révolution anarchiste que nous voulons, dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe ; elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie au triple point de vue — économique, politique et moral — ... le seul but qui vaille un effort est l'anarchie.»

Malatesta (d'après le texte français)

...« Si les masses ouvrières russes avaient eu à leur disposition, au moment même de la révolution, des organismes de classe de vieille date, expérimentés, éprouvés, prêts à agir... et à mettre cette idée en pratique... Or la réalité fut tout autre. Les organisations ouvrières ne surgiront qu'au cours de la Révolution... Rapidement le pays entier se couvrit d'un vaste réseau de syndicats, de comités d'usines, de soviets etc... Mais ces organismes naissaient sans préparation ni stage d'activité préalable, sans expérience acquise, sans idéologie nette, sans initiative indépendante. Ils n'avaient encore jamais vécu des luttes d'idées ou autres...

L'idée libertaire leur était inconnue. Dans ces conditions, ils étaient condamnés à se traîner dès leurs débuts à la remorque des partis politiques. Et par la suite — les Bolcheviks, justement, s'en chargèrent —, le temps leur manqua pour que les faibles forces anarchistes puissent les éclairer dans la mesure nécessaire.

Les groupements libertaires comme tels ne peuvent être que des «postes émetteurs» d'idées. Pour que ces idées soient appliquées à la vie, il faut des «postes récepteurs» : des organismes ouvriers prêts à se saisir de ces idées-ondes, à les «capter» et les mettre à exécution. Si de tels organismes existent, les anarchistes du corps de métier correspondant y adhèrent, y apportent leur aide éclairée, leurs conseils, leurs exemples, etc... Or en Russie, ces «postes récepteurs» manquaient, les organisations surgies pendant la révolution ne pouvant pas remplir ce rôle tout de suite. Les idées anarchistes tout en étant lancées très énergiquement par quelques «postes émetteurs» — peu nombreux d'ailleurs — se perdaient «dans l'air», sans être utilement «captées», donc sans résultats pratiques, voire presque sans résonance effective... L'absence d'organismes ouvriers socialement prêts à saisir et à réaliser, dès le début, l'idée anarchiste... cette absence fut, à mon avis, l'une des raisons principales de l'échec de l'anarchisme dans la Révolution Russe de 1917...

Voline (*id.* chapitre «Les deux idées de la révolution»
d'après le texte français.)

... «trois conditions sont indispensables — dans cet ordre d'idées — pour qu'une révolution réussisse jusqu'au bout :
— Il faut que de très vastes masses poussées par la nécessité impérieuse y participent de plein gré.
— Que... les éléments les plus avancés et les plus actifs : les révolutionnaires, une partie de la classe ouvrière, etc... n'aient pas à recourir à des mesures de coercition d'allure politique.
— Pour ces deux raisons, l'immense masse «neutre» emportée sans contrainte par le vaste courant, par le libre élan de millions d'hommes et par les premiers résultats positifs de ce gigantesque mouvement, accepte de bon gré le fait accompli et se range de plus en plus du côté de la vraie révolution.
Ainsi, la réalisation de la véritable Révolution émancipatrice exige la participation active, la collaboration étroite, consciente et sans réserve de millions d'hommes de toutes conditions sociales, déclassés, désœuvrés, nivelés et jetés dans la Révolution par la force des choses».

Voline (*id.*)

... «Bakounine, dans son discours de 1867 devant le congrès de la «Ligue pour la Paix et la Liberté» confirma, que l'époque du radicalisme est bien terminée, et que dès alors, commence une phase nouvelle dans la vie révolutionnaire — L'ère du socialisme ouvrier; que désormais en même temps que la liberté politique sera la question pour l'émancipation économique, et que cette question prédominera dans l'histoire. Avec sa brochure adressée aux disciples de Mazzini il a proclamé la fin des conspirations politiques révolutionnaires, et aussi, le social-christianisme sentimental, et le début du réalisme athéiste et communiste dans l'histoire.

Kropotkine : *Pour Bakounine*
(*Écrits* de 1905, ici d'après le texte russe)

... «Dès maintenant entre — le prolétariat affamé, enivré de passions révolutionnaires et luttant sans répit vers un monde nouveau, pour des vérités fondamentales de l'humanité, pour une société fondée sur la justice, la liberté, l'égalité et la fraternité — et de l'autre côté le monde des classes privilégiées défendant aussi avec vigueur l'ordre d'État, de métaphysique, des cléricaux, des militaires, des flics — cet ordre, qui est la dernière forteresse qui garde encore leur privilège «chéri» de l’exploitation économique — entre ces deux mondes, je le répète, celui des hommes simples, les travailleurs et celui de la société «civilisée» — aucune paix n'est possible.
La guerre à outrance. Et pas seulement en France, mais dans toute l'Europe cette lutte doit s'achever avec la victoire de l'un des deux côtés.
Ou le monde bourgeois, «civilisé» doit combattre et opprimer de nouveau les forces populaires avec la force du knout, de la baïonnette, du bâton et avec la bénédiction, bien entendu de Dieu, et la confirmation de la «science moderne» — ... Ou les masses laborieuses lèveront d'elles-mêmes définitivement le haïssable joug des siècles, détruiront à fond l'exploitation bourgeoise, ce qui signifie : la solennité de la Révolution Sociale, l'abolition de tout ce qui s'appelle «État».
Et ainsi, d'un côté l'État, de l'autre la révolution sociale ; ce sont les deux pôles

dont l'antagonisme représente la vraie substance de la vie actuelle. Et aujourd’hui, dans tous les pays du monde civilisé n'existe qu'une seule question entière et définitive : émancipation du prolétariat de l’exploitation économique et de l'oppression étatique. La libération du prolétariat est impossible dans aucun État, car la première condition c'est l'abolition de chaque État...
Le fait économique a toujours précédé et précède le droit juridique.
Comme les États antiques ont péri par la main des esclaves, ainsi les États actuels, périront par le prolétariat...
Entre le prolétariat et la bourgeoisie existe un antagonisme, sans compromis, parce qu'il est une conséquence logique de ses attitudes réciproques. Le bien-être de la classe bourgeoise est incompatible avec le bien-être et la liberté des travailleurs, car ce bien-être ne peut être basé que sur l'exploitation de ces derniers. Pour les mêmes raisons le bien-être et la dignité humaine des masses laborieuses exige l'abolition de la bourgeoisie comme classe.

Bakounine (d'après les textes russes.)

LIBERTÉ ET ÉCONOMIE

Nous affirmons que la possibilité de la liberté effective pour tous implique l'avènement d’une économie communiste. Nous disons bien communiste et non pas collectiviste car le collectivisme veut dire l'absence des différences de propriété, mais les différences de fonctions et de répartition subsistent. Et c'est justement avec ces différences dans la répartition qu'apparaissent les distinctions de classes. D'autre part, nous constatons que les libertés du libéralisme exigeant en fait la servitude du plus grand nombre ne méritent pas d'être défendues puisqu'elles confèrent un droit qui n'est accessible qu'à ceux pour qui il n'y a pas de problèmes économiques. Les libertés «formelles» sont liées à des institutions qui perpétuent l'asservissement du prolétariat.

C’est donc par la résolution communiste du problème économique — c'est à dire par la suppression de l'aliénation — que l'on rend possible la coïncidence parfaite des fins particulières de l'individu et des fins générales de la collectivité.
Mais nous affirmons que cette organisation communiste de l'économie n'est possible que dans l'Anarchie, de même que nous pensons que l'avènement total de l'Anarchie n'est possible que sur une base économique communiste. Car dans un régime autoritaire, régime d'économie dirigée en l'absence des libertés, une classe ou une caste dirigeante se reconstitue fatalement avec ses privilèges et l'oppression comme conséquence. C'est pourquoi nous refusons de confondre l'émancipation du prolétariat avec l'avènement des régimes autoritaires. **Quelle que soit leur origine.**
Nous ne pensons pas pour autant que la transformation du régime de propriété soit suffisante pour définir tout le concept anarchiste de Révolution. Cette transformation de l'infrastructure est une condition nécessaire, sine qua non, de la transformation éthique, morale, culturelle, de ce qu'implique pour nous l'idée de la Révolution totale mais elle peut n'être pas suffisante. Nous ne pensons pas qu'à partir de la révolution économique tout s'enchaîne nécessairement ; pour nous, —contrairement au marxisme — l'anarchisme n'implique pas un automatisme de ce genre et nous pensons, avec Malatesta, que seule la volonté des hommes décidera de ces superstructures, bien

qu'elles n'apparaissent que comme un reflet des conditions objectives. C'est pourquoi en luttant pour la libération économique nous avons conscience de lutter seulement pour une 1re condition pour l'accomplissement de l'homme total et qui sera l'œuvre de lui-même.

N° 28 — Décembre 1964

Pour une systématisation de la pensée anarchiste

Nous avons reçu le texte de la conférence que le camarade Lain-Diez *a récemment faite à Santiago du Chili, en espagnol, et qu'il a traduite lui-même en français pour* N. &.R.

Limités par le nombre de pages de la revue, nous n'avons gardé que le texte intégral des cinq premiers chapitres, ce qui représente environ la moitié de la conférence. Il aurait été plus difficile de condenser le texte entier, au risque d'en déformer la pensée, et les cinq premiers chapitres sont peut-être les plus actuels.

Nous ne sommes pas entièrement d'accord avec Lain-Diez*, et nous ajouterons quelques mots à la f n avec nos remarques.*

1. — L'idéal anarchiste est une société d'où l'on a banni l'empire de toute institution autoritaire et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette société, en langage politique, est synonyme d'un régime fédéral qui s'organise de bas en haut par fédération d'unités territoriales s'engageant mutuellement à respecter leur propre individualité. Sur le terrain économique, ces unités établissent des échelons successifs de coordination dans la mesure où elles jugent nécessaire de centraliser et rationaliser les entreprises et de compenser les inégalités s'ensuivant des différences de productivité ou de situation géographique. Au cours de toute cette œuvre de coordination et compensation le critérium de la croissance organique aura la priorité sur celui de la «planification», si par là on entend la direction centralisée et bureaucratique de l'économie (Gosplan).[15] Par «croissance organique» nous entendons un développement où les demandes réelles de biens et de services de n'importe quelle communauté peuvent s'exprimer librement, sans les distorsions occasionnées soit par la propagande commerciale créatrice de nécessités artificielles, soit par les raretés factices résultant du plan, expression des décisions des techno-bureaucrates qui fixent arbitrairement ce qui doit être consommé ou produit, plus appliqués à leurs intérêts de classe co-dominante et à ceux de l'État qu'ils servent.

Avec les premiers essais d'organiser la société d'accord avec la vision du monde ébauchée, ne disparaîtront pas automatiquement les conflits humains, toujours latents chez l'homme, moulé par des siècles d'oppression, de servilisme et de violence. Aussi bien la sociologie comme la psychologie des

conflits feront l'objet de recherches approfondies (dans le genre de l'école de Birmingham par exemple) pour résoudre harmonieusement les dissensions inévitables, héritage de ces facteurs traditionnels d'une part, de l'autre des réajustements imposés par le nouvel ordre, sans compter les erreurs qu'entraîne toute expérience hors des sentiers battus.

L'idéal de société entrevue par l'anarchisme pose d'emblée le problème des objectifs humains, car il n'y a pas lieu de réformer parallèlement la société sans réformer l'homme. En cela il s'écarte du marxisme, qui fait dépendre l'homme de la société, plus étroitement de son infrastructure économique, et qui ne s'est jamais posé la question de l'autonomie morale, avec les conséquences déplorables qu'on sait. Mais la réforme de l'homme sous-entend des fins éthiques auxquelles s'adaptera son éducation. Ces fins et les méthodes éducatives appropriées ne devront pas poursuivre l'adaptation passive au nouveau régime en vue de le consolider mais l'exaltation des facultés créatrices, surtout sur le terrain de l'art, pour parer aux conformismes qui pourraient mettre un frein au progrès et menacer derechef la liberté de l'individu, cette cellule revitalisante de l'organisme social.

2. — Les fins et les moyens se tiennent pour former un tout inséparable mais ce sont les moyens qui, en dernière instance déterminent les fins.

En effet, si les hommes choisissent des moyens divorcés de normes éthiques librement acceptées qui s'adaptent aux objectifs élevés poursuivis, que ce soit par des circonstances exceptionnelles ou de simple opportunité, il arrivera fatalement qu'ils chercheront à colorer leurs transgressions et à donner le change. Ceci les induira d'une façon subtile et sournoise à modifier les fins et abandonner leurs principes pour leur en substituer d'autres en accord avec leur pratique utilitaire. Ainsi pointe un processus de corruption qui terminera par discréditer le mouvement auquel ils appartiennent et les propres idéaux qui l'enflamment.

De là le besoin de confronter fréquemment les moyens avec les principes. Qu'entendons-nous par «principes» ? Ce sont des points de départ, des postulats, des orientations qui résument notre conception des valeurs humaines et de la vie et nous évitent la peine de réviser continuellement les notions fondamentales. En d'autres termes, il s'agit de formules qui condensent des expériences séculaires illuminées par la raison ; comme telle, leur validité ne peut être sujette aux caprices sporadiques des innovateurs, soucieux de les interpréter ou appliquer pour couvrir d'un drapeau usurpé leur contrebande «circonstancielliste». Qu'on ne s'y méprenne pas, dans l'anarchisme tout n'est pas innovation et changement perpétuel : il y a aussi une œuvre de conservation des valeurs, ce qui n'exclut nullement une lente et patiente assimilation de nouvelles expériences. Celles-ci s'incorporent et enrichissent peu à peu son patrimoine spirituel, fournissant ainsi de nouvelles armes idéologiques et affectives à notre mouvement pour une efficacité accrue dans la propagande et dans l'action.

3. — Les expériences récentes de l'anarchisme imposent la considération des valeurs et des moyens de préférence sur celle des fins et idéaux.

Dans son court passé historique notre mouvement n'a pas réussi à éviter deux écueils qu'une plus grande place accordée aux valeurs et moyens lui aurait permis de contourner: l'un est le millénarisme,[16] l'autre, la superstition négative de l'État, l'antithèse de la superstition positive ou mythe de l'État.

L'idéal défini au début a trop occupé l'imagination des militants de la période héroïque aux dépens d'une vision plus constructive de l'anarchisme dans l'immédiat. En appuyant fastidieusement sur la mi-vérité que «les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain», la fantaisie millénariste, celle du paradis sur la terre, s'est donnée libre cours sans que, du reste, les rêves se soient jamais cristallisés en schémas concrets d'organisation de la société future et des mesures à prendre «le lendemain de la révolution». Ils sont comptés les esprits prévoyants qui ont pensé à ces problèmes ou proposé des solutions aux tâches les plus urgentes d'un organisme de transition.

Si l'on excepte Proudhon, au siècle dernier, qui a dédié très peu de pages, quoique pleines de substance, à cet aspect constructif potentiel, et Kropotkine, dont les recherches mutuelles entre champs, fabriques et ateliers contiennent des données encore utiles et des suggestions intéressantes, nous ne trouvons pratiquement rien sur cette matière dans la copieuse littérature de l'anarchisme, ni aucun effort sérieux de la part des leaders du syndicalisme révolutionnaire pour se rendre capables d'agir dans l'éventualité d'un soudain et immense effort de reconstruction sociale. Francisco Ferrer s'indignait, non sans raison, de cette indifférence et a rudement malmené ses amis des syndicats dans la presse ouvrière de Barcelone à ce sujet.

(J'en ai parlé plus longuement dans ma conférence du cinquantenaire de l'assassinat de Ferrer, au Centre Républicain Espagnol de Santiago, Chili.)

Je ne nie nullement qu'il y ait des livres comme celui de Santillan sur «l'organisme économique de la révolution» (Barcelone 1938) et d'autres de moindre envergure, comme celui d'Hérédia au Chili (1937) ; mais à part leurs limitations, ils ne sont pas libres de préjugés «planistes» qui aboutissent, dans le dernier nommé, à un schématisme si simplificateur et centralisateur à la fois, qu'on courrait bien le risque, si l'on venait jamais à le mettre en pratique, de produire des maux semblables à ceux que nous voulons fuir : planification, bureaucratie et dictature.

Cependant, ces projets d'organisation sont aussi le produit d'une mentalité encline à l'utopisme et ne sont en fin de compte que des compléments techniques dont le but est de fournir une base d'apparence scientifique à nos rêves futuristes. En le serrant de plus près, le problème de préfigurer la société de nos vœux, ne fût-ce que dans ses lignes générales, est un problème insoluble, illustration parfaite du classique paradoxe de Zénon. En fait, si on ne veut pas se payer d'illusions et que l'on cherche à planter ses pieds fermement dans la réalité, il faudra bien partir des statistiques économiques et vitales existantes et combiner ces données, souvent distortionnées, avec des hypothèses arbitraires sur l'incidence des nouveaux facteurs sur la consommation et la production et sur le comportement des hommes dans des circonstances complètement différentes des actuelles ; le tout aggravé par les tensions propres à un procès révolutionnaire qui ajoute des moments d'incertitude. Le fougueux Achille planificateur ne rattrapera jamais la tortue révolutionnaire.

La travail, donc la société, s'organisera de soi-même (thèse chère à Sorel). «On s'engage et puis on voit», disait Napoléon en attaquant, ce qui, traduit en langage populaire de chez nous signifie : «Chemin faisant on partagera la charge». Si le muletier est compétent, nul doute que la troupe ne s'arrêtera pas et que la charge arrivera à destination. Les travailleurs des champs et des ateliers en Espagne savaient très bien ce qu'ils faisaient en collectivisant et ils auraient mieux réussi encore si les leaders syndicalistes, du fait de leur «circonstancialisme»,[17] n'avaient prétendu, avec leur fatras de réglementations, incorporer la société naissante, égalitaire, promesse d'un avenir splendide, à l'État qu'ils contribuèrent à restaurer en bousculant leurs principes.

Mettons donc de côté pour le moment nos plans futuristes et fixons notre attention sur les principes, pour remonter de là aux valeurs, problème fondamental de l'heure actuelle. Nous serons mieux armés ainsi pour aborder le choix des moyens dont nous nous servirons dans notre propagande et notre action, de même que dans l'œuvre tout aussi importante d'harmoniser nos vies avec les principes que nous proclamons.

Il y a une autre raison de poids pour reprendre ce processus classificateur, qui doit être conçu comme un examen de conscience préalable à toute tentative de récupérer des positions perdues : c'est la nécessité de nous identifier et d'éviter toute confusion avec d'autres mouvements, de résister à l'attraction qu'ils ont exercée et pourraient encore exercer sur nous au grand dam de l'avenir du nôtre. Quand il s'agit des fins, le marxisme a pris de temps à autre un masque libertaire. Le premier exemple est celui de l'intervention de Marx en personne dans les deux manifestes et l'adresse lancés du siège londonien de l'Internationale à l'occasion de la Commune de Paris, réunis plus tard en volume dans sa célèbre *Guerre Civile en France*, œuvre, du reste très intéressante et conçue dans un esprit vraiment révolutionnaire. Aussi bien lui que son frère d'armes Engels ont considéré cette épopée et les réalisations politiques et sociales de son bref règne comme le premier essai d'instaurer la «dictature du prolétariat». Mais c'est un fait que la Commune de Paris, par certains côtés, eut une physionomie nettement prolétaire et telles de ses initiatives méritèrent l'approbation enthousiaste du secteur anti-autoritaire de l'Internationale dominé par Bakounine et Guillaume. L'attitude anarchisante de Marx fit beaucoup, malheureusement, pour propager dans les masses l'idée de dictature.

(J'ai analysé les deux interprétations de la Commune, celle de Marx et celle de Bakounine, dans un article du *Libertaire*, le 4 avril 1947. Cet article, ou plutôt essai, a été traduit en anglais par Karl Korsch et publié, précédé d'un commentaire de Korsch même, dans le *Southern Advocate of Council Communism* de Sydney, Australie.)

Lénine devait exploiter à fond cette confusion dans son livre *L'État et la Révolution*, écrit la veille de s'emparer du pouvoir dictatorial. Il obéissait au double dessein de combattre le réformisme de la social-démocratie, tant en Allemagne comme en Russie (menchévisme) et de s'attirer l'important secteur minoritaire anarchiste qui gagnait du terrain avec ses slogans d'action directe et d'abolition de l'État. Beaucoup de gens se firent illusion sur le Lénine d'immédiatement avant la révolution et prirent au sérieux son apparent accord opportuniste avec l'anarchisme, sa pause quasi libertaire. Tant et si bien que la première opposition dans les rangs du bolchévisme — l'Opposition Ouvrière —

s'appuyait sur le Lénine de *L'État et la Révolution* pour combattre la pratique du Lénine au pouvoir.

On pourrait interpréter cette équivoque par un dialogue entre un léniniste de bonne foi et un anarchiste candide. «Pourquoi ne pourrions-nous pas marcher unis», alléguerait le premier, dans la lutte contre la réaction, puisque nos fins sont les mêmes, le communisme du «chacun selon sa capacité et à chacun selon ses besoins» ? «Après tout, ce qui nous sépare n'est qu'une question secondaire, une simple appréciation du temps nécessaire pour passer de la première phase, la dictature (et sa séquelle la terreur, mais de cela il n'en soufflera mot) au communisme libertaire. Qu'on nous donne le temps tout juste pour détruire les mercenaires au service de l'impérialisme et les ennemis de classe à l'intérieur, et pour allumer dans le reste du monde le feu qui anéantira ce régime d'ignominie condamné par l'histoire.» Et il est fort probable, nous en savons quelque chose, que l'anarchiste candide, s'il manque de fermeté doctrinale et d'une trempe éprouvée, se laissera convaincre par ce raisonnement circonstanciel et donnera son approbation à des moyens contraires à ses principes sociaux et moraux, dans l'espoir d'atteindre promptement un but éloigné que l'État dictatorial s'arrange pour reculer de jour en jour.

Voilà pourquoi les considérations sur les fins n'ont pas d'importance pour nous séparer des courants totalitaires qui aspirent au pouvoir et pour nous identifier et parler à cœur ouvert face aux groupes humains et individus que nous prétendons gagner à notre cause. Plus encore, ces considérations risquent de faire tomber les innocents dans des pièges dialectiques du fait de la méconnaissance assez générale dans les milieux libertaires des modes de raisonnement familiers aux marxistes.

Ainsi déblayé le chemin des fins — jusqu'à nouvel ordre — nous pourrons nous concentrer dans les réflexions sur les valeurs, principes et moyens, tâche pressante qu'on ne peut pas remettre à demain. Mais je dois dire d'abord quelques mots sur le second écueil mentionné : la superstition de l'État. C'est une des opinions les plus ancrées, voire obsessive, de l'anarchisme, que la plupart des maux qui affligent l'humanité trouvent leur siège dans l'État. En le supprimant, disparaîtra la source principale de l'autoritarisme et de l'oppression qui entravent le libre épanouissement de la personnalité humaine. C'est pourquoi, en théorie autant qu'en pratique, les anarchistes ont concentré leurs feux sur le mythe de l'État et ses expressions concrètes. Mais on oublie ainsi que l'État est un effet de causes sociales profondes, c'est-à-dire que c'est un produit social dont la genèse dans le temps est conditionnée par des facteurs biologiques, économiques et psychologiques primaires. Certes, l'État même, de nos jours, par un impératif de conservation, en est le promoteur et intensifie leurs effets ; mais cela n'est qu'une réaction secondaire qui présuppose l'existence de ces facteurs primaires. Ce sont ceux-ci qu'il faut déraciner si nous voulons soit empêcher le resurgissement de l'État après chaque tentative de l'abolir, soit simplement réduire son agressivité et sa prépotence.

Il faut le dire et le répéter, l'État plonge ses racines dans les profondeurs de la société et de l'homme mêmes. Ce sujet se prête à de longs développements, mais je me bornerai pour l'instant à énoncer une vérité fondamentale : si l'on veut combattre efficacement l'État, il est nécessaire de réformer la société et l'homme qui l'enfantent et le font durer. Les armes politiques et la politique des

armes sont absolument inefficaces à cette fin. Il y a cependant un aspect positif dans la lutte déjà séculaire de l'anarchisme et, en général, de l'individu contre l'État : c'est l'importance accordée à l'action directe sans laquelle, comme disait Gandhi, «rien ne s'est jamais fait en ce monde». Et il est douloureux de constater comment on a oublié et oublie encore dans des milieux dits libertaires cette vérité si hautement proclamée et victorieusement mise en pratique par le libérateur de l'Inde.[18]

Une dernière remarque sur cette question de l'État. Landauer a justement défini l'État comme un ensemble de relations sociales, on le nie, ajoutait-il, en contractant de nouvelles relations sociales. Comment en contracter ? Plusieurs expériences contemporaines nous l'apprennent : le «bhoodanisme» de Vinova Bhave, disciple de Gandhi, avec ses deux millions et demi d'hectares et quatre cents villages collectivisés ; les kibhutzim d'Israël,[19] qui ont transformé un désert en jardin ; les collectivités agraires pendant la guerre civile en Espagne,[20] dont l'importance n'est pas suffisamment appréciée ; les réalisations urbanistiques et rurales de Danilo Dolci en Sicile, qui a su vraiment vaincre tous les obstacles bureaucratiques d'un gouvernement tracassier ; l'action communautaire engagée par Adrien Olivetti[21] dans le nord de l'Italie, poursuivie après sa mort par l'ensemble des communautés touchées par son initiative ; la nouvelle entreprise d'une «fabrique pour la paix»[22] lancée par de jeunes pionniers émules des vieux coopérateurs de Rochdale, avec un programme vaste et ambitieux, qui mérite notre suffrage et les apports généreux de tous les anarchistes du monde. Et «last but not least», l'action révolutionnaire des «espions pour la paix» en Grande-Bretagne, lesquels ont emporté sur le gouvernement une victoire foudroyante et spectaculaire. N'oublions pas non plus le grand mouvement coopérativiste.

Au cours de toutes ces réalisations nous entrerons parfois en conflit avec l'État. Comment vaincre avec un minimum d'agressivité violente la résistance que celui-ci oppose à l'invasion croissante des initiatives libertaires en voie de se consolider et de s'étendre dans la société, voilà la tâche pratique la plus importante de l'anarchisme d'aujourd'hui.

4. — Contre l'historicisme, notre mouvement doit affirmer le volontarisme.

Par *historicisme* je désignerai toutes les théories qui jugent les doctrines et les exploits humains en général en les replaçant dans un contexte historique, celui-ci conçu comme un développement indéfini, soit rectiligne ou continu, soit dialectique. Le premier cas est illustré par la théorie du progrès en vertu d'une loi de notre évolution intellectuelle, par exemple la loi des trois états de Comte, et le second, par l'alternance de thèse, anti-thèse et synthèse propre au système hégélien (copié par Marx), que Dühring, avec son ironie mordante, qualifiait de «sinonisme» (Janeirenei). La caractéristique commune de ces systèmes historicistes, c'est la suprématie, au point de vue de la décision dans les affaires humaines, de l'Histoire avec majuscule, qui à l'insu des hommes leur imposerait sa loi : un progrès fatal ou un processus didactique. Cette nouvelle divinité, jalouse, a ses intermédiaires lesquels, à l'instar des prêtres des anciennes religions, interprètent ses desseins, prophétisent comme eux et fulminent des anathèmes contre les mécréants qui ne se laissent pas impressionner par leurs révélations. Ils arment aussi le bras séculaire contre les

hérétiques et n'hésitent pas à emprunter les moyens que les inquisitions de tous les temps ont employés contre les esprits libres.

Cependant, à l'idée de loi l'anarchisme ne prétend pas opposer celle de caprice. Il ne nie point l'existence de certaines uniformités dans la société, comme on le constate dans les phénomènes de la nature, qui créent l'environnement, l'ambiance, le milieu, au sein duquel se meuvent et évoluent les hommes. Mais ce sont tout au plus des facteurs de détermination parmi d'autres, lesquels exercent une influence plus ou moins grande selon les circonstances historiques et la capacité créatrice de l'homme, sa volonté de subsister et de se surpasser.

Le volontarisme anarchiste d'après ma conception personnelle — je reconnais cependant ma dette envers Proudhon et Renouvier[23] — postule une évolution discontinue de la société, c'est-à-dire, composée de séries ou évolutions successives. Chaque série se distingue de l'antérieure par de nouveaux apports qui modifient substantiellement la physionomie sociale et les conceptions que les hommes se forment de leurs rapports avec leurs semblables et avec l'univers. Il y a des séries parallèles dans le temps, en des lieux différents du globe, lesquelles s'enchevêtrent chaque fois plus pour configurer finalement un seul processus fondamental, une série mondiale devant être à son tour continuée par une autre série empreinte de caractères nouveaux, et ainsi indéfiniment. Le trait saillant du volontarisme est donc la liberté. Celle-ci se manifeste par l'éclosion de nouvelles forces qui rompent la continuité du développement et ne s'expliquent pas par les antécédents connus ni par les données de la conscience historique. Ce sont comme des ferments qui apparaissent subitement, incubés dans le silence de la gestation humaine. C'est une vaine entreprise que vouloir les relier au passé. Ce processus est typique des grandes religions, dont la genèse n'a aucune explication historique, je dirai même rationnelle et scientifique.

Cette rupture de la continuité historique est la condition du dynamisme dans la société. Les facteurs statiques s'accumulent et se consolident et tendent à l'immobiliser. De cette condition d'immobilité les découvertes et inventions de l'homme la tirent. Les progrès de la navigation et de nos connaissances astronomiques nous ont ouvert des mondes nouveaux ; les concepts inattendus et même révolutionnaires de la physique relativiste et des «quanta» ont modifié profondément notre vision de la nature ; les audacieuses techniques astronautiques font reculer de centaines de milliers de kilomètres les limites de l'exploration directe de l'espace par l'homme. Toutes ces découvertes et inventions, réalisées dans un laps de temps étonnamment court, sont comme de gigantesques diastoles[24] qui secouent les structures vétustes de la société. Les mutations sociales sont d'une ampleur qu'on n'observe guère dans la nature végétale. La biologie humaine, la sociologie et la morale connaissent aussi leurs révolutions libératrices.

5. — Les valeurs et notions qui donneront forme à nos principes d'action doivent être tirées d'un ensemble cohérent de concepts enchaînés logiquement, élaborés à l'aide d'une philosophie analytique de l'histoire et d'une science de la morale. Cet ensemble constituera l'idéologie fondamentale de l'anarchisme.

Il y a beaucoup d'éléments précieux épars dans le monde spirituel susceptibles de s'intégrer dans une pensée systématique de l'anarchisme, seule façon de

penser digne d'arrêter notre attention. Sans pensée systématique nous n'atteindrons jamais une fermeté doctrinale et un pouvoir de convaincre capables de nous assurer la supériorité dans les controverses et luttes avec les autres courants sociaux, politiques ou religieux. Voilà le nœud de la question : ou bien nous pensons méthodiquement pour systématiser nos convictions, leur assurant ainsi un solide front de bataille, ou bien nous continuerons de piétiner sur place dans un empirisme routinier, exposés à chaque moment à des reniements et chutes spectaculaires, soit d'individus isolés, soit de groupes spécifiques ou d'organisations syndicales d'orientation anarchiste.

La religion catholique n'abandonne pas l'arène historique et gagne même des positions.[25] Si nous étudions son passé et son évolution nous constaterons l'importance que l'Église a donnée à la pensée systématique. La *Somme Théologique* de Saint Thomas, qui inspire encore le néo-scolasticisme contemporain, continue à mouler, sept siècles après son élaboration, la mentalité de ses théologues. Cette philosophie fut mise à la portée d'un vaste auditoire dans la *Somme contre les gentils*, arme idéologique de vulgarisation doctrinaire et de combat contre les survivances païennes et le rationalisme.

La vitalité surprenante du thomisme est en grande partie la conséquence de son assimilation de la philosophie d'Aristote, la plus systématique de l'antiquité. Un édifice bien construit résiste mieux aux rigueurs du temps qu'un autre à moitié achevé. Bâtissons le nôtre solidement avec de nouveaux matériaux et avec les vieux qui ont enduré l'épreuve des siècles, entre autres, l'individualisme de l'antiquité et le nominalisme d'Occam, purgé de ses ingrédients théologiques. Aussi bien Epicure que Chrisippe et Occam sont des penseurs systématiques.

Le positivisme est un autre exemple de vitalité.[26] Sur le terrain scientifique et gnoséologique c'est encore la philosophie dominante. Ses modes de penser ont pénétré de telle façon qu'il est difficile de s'imaginer qu'il y a un siècle à peine elle était considérée révolutionnaire et trouvait une résistance opiniâtre non seulement dans les milieux religieux mais aussi dans les milieux philosophiques et sociaux. Mais Comte était le penseur le plus systématique de son temps et avait des solutions pour tous les problèmes de son époque. Qu'ils fussent tous bien posés, c'est une question à part ; ce qui est intéressant c'est qu'il s'efforça d'être complet et voilà le secret de la persistance des habitudes intellectuelles qu'il introduisit chez nous. Son relativisme, sa volonté d'écarter les vaines chimères pour diriger l'effort humain sur des réalisations socialement utiles, sa définition des caractères de la connaissance positive, ce sont tous des éléments susceptibles de s'intégrer dans une philosophie de l'anarchisme.

Plus près, redoutablement près de nous, et comme une preuve palpable de la vitalité de la pensée systématique, nous avons le marxisme. Personne ne peut nier sa vitalité,[27] quoiqu'il se soit attiré le courroux haineux des éléments sociaux les plus rétrogrades, qui ont lancé une croisade après l'autre pour le déraciner et le rendre inoffensif. Sans doute, à certains points de vue, son action a été néfaste pour le progrès de nos idées, mais qui peut nier les apports heureux de Marx à la recherche historique, rajeunie avec sa conception matérialiste de l'histoire, et à l'économie politique avec son*Capital*, monument impérissable où la pensée systématique célèbre une victoire sans pareille. Quels que soient les défauts et les erreurs faciles à signaler dans ses ouvrages

les plus importants, il n'est pas moins certain qu'ils ont été un levain fécond qui a contribué à former l'idéologie d'un Bakounine[28] et, plus près de nous, d'André Nin[29] et Juan Peirô.[30]

Le temps presse. L'élaboration d'une synthèse de la pensée anarchiste répondant à tous les besoins sociaux et spirituels de notre époque troublée doit être la finalité essentielle de notre mouvement. Depuis Proudhon et Bakounine la production des propagandistes des générations postérieures est fort incomplète, car ils n'ont considéré que des aspects partiels. Avec un dévouement exemplaire ils sont allés au plus pressant des tâches pratiques. Sans doute ils ne manquaient pas de vocation et qui sait quelle œuvre monumentale nous aurait laissée Berneri si d'autres circonstances lui avaient permis d'élaborer sa pensée théorique, dont on peut apprécier la richesse et la profondeur à travers les pages, hélas ! trop peu nombreuses, qu'il nous a léguées. C'est peut-être Kropotkine qui a le plus clairement perçu l'urgence que nous signalons quand il entreprit *l'Éthique*, œuvre plutôt faible et inachevée. Son *Entraide* est tout de même un échelon dans la tentation de systématiser la philosophie sous-jacente de l'anarchisme. Il est regrettable que les esprits les mieux doués pour cette tâche hésitent à ouvrir une parenthèse dans leur vie, de crainte de s'enfermer isolés dans une tour d'ivoire, exposés à la méfiance et aux risées des activistes,[31] militants pour la plupart du syndicalisme dit révolutionnaire (chez nous anarcho-syndicalisme).

L'effort de systématisation ne doit cependant pas nous désintéresser, en tant que mouvement, des travaux spécifiques. Il est nécessaire aussi de s'attaquer à des problèmes pratiques dans des milieux divers. Cette double action, théorique d'un côté, pratique de l'autre, peut conduire à un conflit de tendances. Ceci est inévitable, mais nécessaire et utile. Nous ne devons pas craindre d'avoir à condamner, au nom d'une théorie chaque fois plus complète, solide et cohérente, ce qu'un empirisme circonstancielliste nous impose aujourd'hui.

LAIN-DIEZ.

N° 44 — Avril-Mai 1969

Théorie des chapelles

1. — Il y a plusieurs discussions qui touchent toutes à la question du rôle des minorités révolutionnaires. Ainsi :
— analyse de la situation politico-économique mondiale (définition de la nouvelle période) ;
— le «programme révolutionnaire» ;

— le mouvement ouvrier et l'action révolutionnaire ;
— construction du «mouvement révolutionnaire» (les organisations, les masses, la démocratie révolutionnaire, rapports des différentes organisations entre elles et avec le mouvement ouvrier réel...), etc.

2. — Dans la mesure où la réalité s'accommode d'un tel éclatement par analyses distinctes (chacune, une fois isolée, se trouve déformée au point qu'on ne peut plus la «refaire coller» avec l'ensemble), nous donnerons la priorité à l'analyse critique des groupuscules d'extrême-gauche considérés comme un ensemble.

3. — Jusqu'à présent, dans certains groupes gauchistes, la discussion a porté sur une définition formelle des exigences (intuitivement perçues) d'une action «réellement révolutionnaire», ainsi que sur les conséquences d'une telle action sur la forme du groupe.
Les seuls éléments d'analyse critique et réaliste (réflexions sur ce qui est et non sur ce qui doit être) ont été très schématiques :
— Déplacement du centre de gravité de la révolution vers le tiers-monde et les réactions critiques à cette thèse ;
— Séparation entre le mouvement ouvrier réel et le mouvement ouvrier construit, c'est-à-dire entre action autonome de la classe ouvrière, d'une part, et, d'autre part, les directives du mouvement ouvrier officiel (syndicats, parti communiste), ou même l'action des groupuscules se considérant comme révolutionnaires.

4. — Dans le même temps, trois choses deviennent évidentes :
— les luttes d'émancipation anti-impérialistes (nationalistes) prennent, en se poursuivant et en s'aggravant, un sens de plus en plus révolutionnaire, même quand leur «programme» est ouvertement frontiste («collaboration de toutes les classes pour libérer le pays») ;
— une répression politique et psychologique devenue fonctionnelle n'empêche pas la violence des rues, la radicalisation rapide et profonde des revendications du prolétariat dans les pays capitalistes évolués (Détroit, Caen, etc.) ;
— la bureaucratie stalinienne a éclaté sur le plan international, ce qui rend moins efficace l'encadrement des travailleurs par leurs P.C. nationaux ; en France d'ailleurs, le durcissement de la haute bourgeoisie gaulliste (face aux échéances de la concurrence internationale accrue) joue comme un révélateur de la politique avancée de collaboration de classe du P.C.-C.G.T. (planification, commission d'aménagement... et bientôt politique des revenus).

5. — Tout cela pose au premier plan la nécessité de réorganiser (en un sens très large) l'attraction et la stimulation programmatique et tactique que sont les minorités, les groupuscules révolutionnaires, ce qui se traduit chez beaucoup d'entre nous par un sentiment encore vague mais déterminant : la volonté de sortir de l'ornière.
Or, cette volonté ne peut se concrétiser que si elle se précise par une critique radicale des fonctions remplies dans la société par ces groupes d'«extrême-gauche» (en France depuis la guerre) : critique*radicale* en ce sens qu'elle ne reculerait devant aucune des exigences *pratiques* de ces conclusions et, par exemple, devant l'éventuelle auto-liquidation de ces groupes.

5. — Nous parlons plus haut de «réorganisation des minorités révolutionnaires». Plus précisément en ce qui nous concerne, ne pourrait-on parler de reconstruire un mouvement anarchiste ? — les thèmes récents de

«ré-actualisation de l'anarchisme» (= abstrait) ou de «reconstruire l'organisation anarchiste spécifique» (organiser en l'air les morceaux qui ne coïncident pas, ou seulement les nommer «organisation anarchiste», ou encore faire un groupuscule de plus «pour l'unité»), ces thèmes nous y invitent : en somme, on nous propose d'être l'émanation de l'anarchisme (= abstrait) sans se poser la question préalable : de quoi l'anarchisme est-il l'émanation ? (= concret).
De la même façon (mais avec plus de militantisme et de suite dans les idées), les trotskystes se proposent de créer une direction internationale, ou bien des sections nationales d'une des «directions» existantes (= mot d'ordre «reconstruire la 4e internationale»). Ils précisent que cette direction est justifiée par une situation révolutionnaire qu'ils postulent à priori («l'agonie du capitalisme et les tâches de la 4e internationale»).
Nous voulons montrer dans ce texte que ces orientations sont sans perspectives. Notre critique portera sur la tactique d'organisation. Car la tactique et son adaptation, ou plutôt dans le cas présent son inadaptation à la tâche générale qu'on se propose rejaillit tôt ou tard sur l'ensemble de l'orientation. Inadaptée au programme que l'on s'est fixé, la tactique sécrète bientôt à son tour un contenu politique qui, lui, s'adapte à la tactique, dût-il être fort éloigné du programme d'origine.

6. — De façon plus ou moins complète, ont été faites jusqu'ici :
— la critique du P. C. F., de ses antichambres et de ses «couvertures» ;
— la critique d'un ensemble appelé «gauche française», dont le P.C.F. est toujours l'élément dominant ;
— la critique des différents groupuscules à vocation révolutionnaire.
Cette dernière a été faite aussi, mais de manière défectueuse car :
— soit on a fait la *critique de ces groupuscules considérés un à un* ; c'est l'exercice favori des adhérents d'un des groupuscules vis-à-vis de tous les autres),
— soit on a fait cette critique en prétendant inclure les groupes dans l'ensemble d'une «gauche française-qui-devrait-être-unie» (c'est ce que font souvent les vieilles gardes orthodoxes des grands partis) et expliquer ainsi leur échec.
Mais on n'a pas fait la critique de l'ensemble de ces groupuscules considérés comme une unité socio-politique.
Ou bien c'est fait sous la forme d'une critique de droite, sans aucune référence à la situation générale ; la critique le cède alors à l'insulte : «vision fantasmagorique du monde», «inefficacité», «sectarisme outrancier», etc.

7. — Il est bien entendu que la critique «un à un» aussi bien que la critique «dans un sac avec toute la gauche inefficace» rendent chacune compte d'un aspect réel du phénomène : ainsi, il est important de faire l'analyse et l'inventaire critique des différentes idéologies, programmes et tactiques.
D'un autre côté, il est également important de bien voir les aspects généraux et communs de leur faillite : absence d'action révolutionnaire indépendante, sclérose bureaucratique, adaptation au milieu, droitière ou gauchiste.
Mais on n'en sort pas si on pose le problème des groupuscules ainsi : est-ce que ce sont leurs «erreurs» de programme qui expliquent leur inefficacité, ou bien la situation objective, qui est bouchée ?
En fait, l'explication subjective : «ces gens des groupuscules, avec les vues qui sont les leurs, ne sont pas assez armés du point de vue programme, de la tactique, de l'énergie, de la volonté, etc.», ne satisfait guère de monde à

l'heure actuelle.
L'explication objective : «la situation n'est pas révolutionnaire parce que le capitalisme s'est adapté, parce que le prolétariat a changé, parce qu'il n'y aura plus de crises» convainc de moins en moins alors que cette situation évolue si vite qu'elle déborde même ceux qui font métier de la prévoir.
Mais l'existence des chapelles a été effectivement déterminée par le rapport de ces éléments d'ordres subjectifs et objectifs. C'est l'évolution de ce rapport depuis la guerre jusqu'à ces derniers mois qui peut nous donner la clef pour sortir des chapelles.
Nous essaierons d'abord d'étudier le fonctionnement commun, les caractéristiques des groupuscules (= des chapelles) considérés comme un système. Puis il faudrait donner quelques éléments pour l'explication historique de ce système, tenter de voir pourquoi s'est fait le rassemblement des éléments étudiés, comment ce rassemblement a fait du mouvement révolutionnaire un système de chapelles.

8. — Toute chapelle, par son existence même implique :
— une conception donnée de ses propres rapports avec les masses inorganisées et aussi avec les masses organisées dans le mouvement officiel. Selon que l'accent est mis sur la primauté des unes ou des autres on observe des traits opportunistes pouvant aller jusqu'à une relative auto-liquidation, ou à des traits sectaires pouvant mener aux attitudes névrotiques les plus navrantes ;
— d'une façon générale, l'absence de toute conception de ses rapports avec les autres chapelles qu'elle affecte d'ignorer comme quantité négligeable (appréciation exacte pour autant qu'on puisse ne les considérer qu'une par une).
Or, cette façon de séparer la réalité est radicalement fausse. Une chapelle donnée n'existe pas seule face aux masses, en ce sens qu'elle doit tenir compte, face aux «inorganisés», de l'existence du mouvement ouvrier officiel ; mais elle n'existe pas non plus seule à côté du mouvement officiel, en sorte qu'il faut tenir compte, dans l'examen de ses rapports avec les «masses», organisées ou non, de*l'existence de l'ensemble-les-chapelles*.

9. — En étant à peine trop sévère, on pourrait, si l'on notait l'efficacité, mettre à chacune des chapelles un beau zéro. Mais, politiquement, l'ensemble de ces zéros, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ne représente pas le néant, mais un fait objectif très important et qu'il faut reconnaître :
— l'extrême-gauche se compose d'une grande quantité de chapelles ; chacune d'elles est stérile et, prise isolément, ne semble pas avoir le moindre poids sur l'évolution de la situation générale. Mais, à elles toutes, elles représentent en fait un seul mouvement : le courant de rechange révolutionnaire au programme du conservatisme impérialiste, réformiste ou non. On peut négliger chacune d'elles prise en tant que telle, mais on ne peut pas, sous peine d'échec, négliger l'ensemble-les-chapelles.
Et chacune d'elles forme une fraction et une tendance de ce mouvement général. Mouvement qui, jusqu'à la période actuelle, s'est trouvé jouer le rôle d'«opposition de sa majesté» à l'égard du mouvement ouvrier officiel, son concurrent malheureux face aux «masses», et souvent sa caricature en miniature.

10. — Mais les masses qu'une chapelle donnée peut prétendre toucher à un moment donné considèrent cette chapelle *comme une chapelle parmi les*

autres.
Ici, il faut faire une parenthèse : l'expression «les masses» peut paraître grandiloquente ; en effet, le milieu que peut toucher une chapelle est limité et délimité ; c'est de lui, ou plutôt de l'inopérance de la chapelle sur lui qu'il s'agit ici.
Or, *ce milieu est, en gros, le même pour toutes les chapelles* : l'individu qui est touché par le groupe Franck (trotskyste) l'est également par le groupe Lambert (trotskyste), par l'Uas (anar), l'Ugac (anar), etc. Il n'y a pas *une* chapelle *et* son milieu, il y a un ensemble-les-chapelles et un milieu identique, une espèce de frange indécise sur le bord de cette immensité silencieuse et inconnue : les masses.
Le milieu touché par les chapelles est donc unique ; *il est aussi inévitable* : dire «qu'il ne compte pas», dire «qu'il faut le contourner pour s'adresser à des milieux nouveaux» qualifiés de «moins pourris, plus ouvriers, vierges (!)», est carrément imbécile ; car, dans la mesure où ce tour de passe-passe peut réussir dans un endroit limité, il n'a rien changé à la nature du milieu : l'élément «non-pourri» attrape une pourriture que l'on ne voit pas parce qu'on la partage soi-même l'élément «ouvrier» cesse d'être socialement ouvrier/prolétaire, pour devenir «intellectuel», c'est-à-dire militant politiquement cultivé, ou alors il devient «l'ouvrier de service», un alibi pour ses compagnons petits-bourgeois.
Reprenons le raisonnement où nous l'avions laissé : «les masses» considèrent toute chapelle comme une parmi les autres parce qu'à leurs yeux les idéologies, programmes, tactiques surtout livresques de ces chapelles se ressemblent et font d'elles une opposition/alternative/ couverture par rapport au mouvement ouvrier officiel.

11. — Chaque chapelle au contraire se considère comme tout à fait originale et particulière ; et c'est, d'une certaine façon, exact : du fait de leur impuissance et de leurs faibles effectifs, toutes idéalisent et privilégient telle ou telle institution, mouvement ou tendance, où elles «agissent» en opportunistes (pour pêcher quelques militants) et en même temps elles sont spécifiquement sectaires, dans la défense de leur choix comme unique perspective politique. La chapelle combine donc un opportunisme théorique (avec la glorification des «conditions objectives», qu'elles soient considérées comme «favorables» ou «défavorables») et l'idéalisation régulière et forcément fallacieuse de telle institution (syndicat), ou de tel mouvement (comité Vietnam), ou de telle tendance (l'autogestion algérienne et Ben Bella, l'autogestion yougoslave et la Ligue des Communistes Yougoslaves, les maquis et Castro-Guévara, sans parler du reste de la flore exotique révolutionnaire...), ou de telle «opposition» existante ou (à faire) naître, etc. EN PRATIQUE : *renonciation à être soi-même*, c'est-à-dire à se développer à travers une lutte indépendante et directe contre l'État et la classe dirigeante, et cela «un pas en avant» de secteurs pour le moment réceptifs à l'action révolutionnaire, et non pas «un pas en avant» des consignes des vieux appareils dont le crédit politique s'amenuise auprès de leurs propres troupes.

12. — Ainsi, considérée une par une, chaque chapelle ne se définit plus que *par rapport à chacune des autres chapelles* — et non plus essentiellement par rapport à l'ennemi de classe et à ses acolytes. Cette forme de définition est à la fois justifiée (parce que comportant la juste critique d'un certain nombre de conneries que font les chapelles voisines) et scolastique (parce que ça devient un jeu de société compliqué, pour initiés, et non une lutte sociale).

Et ce jeu des différences ou bien apparaît au sympathisant éventuel qui dès lors se fait adhérent-chapelain (en voilà un de promis à une stérilisation politique rapide, voir le point 10), ou bien, et c'est le cas le plus général, ces discussions «byzantines» lui échappent, ne l'intéressent pas, le démoralisent et le dégoûtent (et voilà pas mal de gars voués à la stérilisation politique).

13. — L'exemple clef qui montre le byzantisme des chapelles se trouve dans leurs publications : leur contenu est, pour sa grande partie, une polémique, une manifestation contre les autres chapelles ; et cela que cette polémique soit ouverte, explicite ou implicite.
Le langage qui y a cours est spécialisé et formaliste, tel mot est employé parce qu'il a été employé par les ancêtres-théoriciens de cette chapelle. C'est un langage sacré, magique, parce que le mot n'essaie pas de communiquer un aspect de la réalité, mais parce que c'est un mot spécial à la chapelle, il rassure l'adhérent, entretient le sentiment de son appartenance à une élite particulière, une secte.
Les allusions historiques ou théoriques sont courantes (on n'a pas le temps d'expliquer ces allusions aux non-initiés), tout est entre les lignes.
Résultat : c'est illisible, sauf pour les initiés qui eux ne le lisent pas puisqu'ils le rédigent.

14. — Ainsi s'explique, techniquement, le recrutement très «intellectuel» (même quand il s'agit de militants ouvriers) des chapelles. L'absence de toute expérience révolutionnaire, qui permettait l'homogénéisation des militants, explique que la «sélection» ne peut se faire et ne se fait que sur l'acceptation inconditionnelle des textes vénérés, d'une part, et d'autre part, à un mot d'ordre (résumant le choix opportuniste du moment) destiné à faire le plein des militants face aux autres chapelles.

15. — Donc, alors que la chapelle prétend ignorer les autres chapelles, en réalité ses manifestations, d'ordre surtout propagandiste, et son existence même, sont obnubilées, fascinées par ces autres chapelles.
A la place de cette attitude sectaire, on pourrait théoriquement concevoir aussi un type de déviation opportuniste, qui conduirait une chapelle à chercher une fusion, une union ou une forme de cartel avec d'autres chapelles.
On voit facilement pourquoi cette attitude, qui existe d'ailleurs sous forme de souhaits, regrets, pleurnichage sur les divisions, la multiplicité et la dispersion des actions, etc., n'est guère représentée politiquement par une ou plusieurs chapelles données : en effet, ceux qui, année après année, à travers scissions et autres inspirations divines, ont créé de nouveaux groupuscules pour remplir un vide politique qu'ils étaient les seuls à voir, comment éprouveraient-ils autre chose qu'un mépris sectaire pour les «chapelains» d'à côté ?

16. — Par contre cette attitude (souhaits, regrets, pleurnichage sur les divisions) est très largement, de plus en plus largement représentée par des individus non intégrés par les chapelles, des «sans-parti».
Elle reflète alors, autant que les velléités attentistes (attendre que ça change pour... mettre la main à la pâte), une véritable volonté révolutionnaire (critique à la recherche d'un moyen pour en sortir).
Seule d'ailleurs la pratique révolutionnaire peut faire exister ces deux potentialités, permettant à l'une de l'emporter sur l'autre.
Mais celui qui estime sinon que «tout ça (= les chapelles) se vaut», du moins que «tous ces gens devraient se mettre d'accord au moins (!) pour l'action», pourquoi diable irait-il chercher son salut dans l'une des chapelles en

particulier ?
Voilà pourquoi même une chapelle qui «agit» ne peut pas entraîner ce sympathisant à l'action, si par hasard elle s'y essaie : l'action à laquelle on le convie peut bien lui paraître un choix révolutionnaire, une possibilité intéressante, mais, en même temps, cet aspect est entaché et dominé par l'impression qu'il a que c'est une «politique de chapelle» (c'est à dire que cette action est davantage une affirmation de ladite chapelle face aux autres chapelles qu'une attaque contre la société qui l'opprime).
Comme ceci se passe dans la tête de pas mal de gens, on peut penser que c'est un manque de volonté et de compréhension regrettable, mais c'est malheureusement une donnée que ne peuvent changer les meilleures résolutions du plus pur des chapelains.

17. — Arrivé à ce point de notre raisonnement, on peut dire que les vices des chapelains (points 11, 13, 14, 15) entretiennent ceux des sympathisants (points 12 et 16) et réciproquement. Comment sortir de cette stagnation, comment sortir de cette donnée fondamentale néfaste : la multiplicité des chapelles qui se perpétue par les mécanismes que nous venons de décrire brièvement ?

18. — Mais enfin, demandera-t-on, d'où vient cette multiplicité des groupuscules qui est, malgré tout, ce qui les condamne à n'être que des chapelles ?
Rappelons la question que nous avions posée au point 7 :
— la multiplicité des chapelles (qui est la manifestation de leur échec) vient-elle des défauts spécifiques de chacune d'elles, en sorte que les chapelles qui ont successivement vu le jour ont voulu chaque fois remédier aux défauts qu'elles trouvaient dans celle qui les avait précédées ? Nous avons essayé de répondre sur ce point en montrant que ce ne sont pas les *défauts particuliers* des chapelles qui étaient importants ici, mais leurs vices communs et identiques.
— Ou bien cette stérilité politique des chapelles est-elle due à l'impossibilité d'une action révolutionnaire des masses, au moins en Europe et dans notre pays ? Ce qui expliquerait que, cherchant envers et contre tout à être révolutionnaires dans une situation qui ne l'était pas les militants des chapelles se soient aussi amèrement qu'inutilement déchirés, aient goûté de toutes les théories et essayé vainement tous les «trucs» révolutionnaires qui en d'autres circonstances avaient pu faire leurs preuves.

19. — En d'autres termes, explication subjective ou explication objective ? Nous allons essayer de montrer en quoi l'explication par la situation objective était juste, comme est juste, une fois qu'on considère les défauts communs de l'ensemble-chapelles, l'explication subjective.
Mais *actuellement* nous considérons que la situation objective va s'améliorant, à un «détail» près ; que les éléments subjectifs très disparates (sous la forme d'éléments appartenants aux divers programmes), sous réserve d'une révision méthodique correspondant aux pratiques actuelles, sont suffisants pour orienter l'activité révolutionnaire, encore une fois à un «détail» près.
Le « détail » objectif, c'est celui que nous avons précédemment analysé : la multiplicité des chapelles, et sa conséquence, leur inévitable stérilité. Il semble de prime abord que plus le temps passe, plus les choses s'aggravent (nombre plus grand de chapelles et sous-chapelles, confusion théorique accrue, discrédit renforcé de l'alternative révolutionnaire...). Mais justement on

approche du point de rupture à cause du décalage de plus en plus grand entre l'amélioration, les possibilités de la situation générale et cette extrême-gauche de papa, ou parfois de pépé.

Nous en prenons comme preuve la tendance des «sans-parti» à critiquer les chapelles (voir le point 16), ainsi que certaines tentatives récentes, empiriques d'activités moins sectaires, au-delà des chapelles, de la part de certains militants.
On pourrait ainsi s'acheminer vers la levée du «détail» subjectif, qu'est l'ignorance volontaire, la méconnaissance de l'existence même de ces multiples chapelles et de leur identité fondamentale. Cette «théorie des chapelles» est un des essais faits dans ce sens, forcément insuffisant, puisqu'il émane d'une chapelle. Mais d'autres travaillent aussi dans ce sens.

P. MONTINI.

Ce texte, tel que nous le présentons, est inachevé. Il devrait être suivi de trois parties : — une explication du développement des chapelles dans et par la situation historique des années 1945-1968 (justifiant ainsi le point 19 : la situation objective va s'améliorant...) ; — un bilan de l'acquis théorique des différentes chapelles (projeté au point 7), car il y a plus à tirer de là que ne le croient beaucoup de camarades ; — enfin, évidemment, un ensemble de propositions concrètes.

N° 44 — Avril-Mai 1969

Chers camarades...

Nous avons gardé le meilleur pour la fin. Expliquons-nous : la composition du numéro était déjà bien avancée quand nous est parvenue la lettre suivante... Elle remet en cause pas mal d'idées reçues, y compris nos propres idées «révolutionnaires». Le temps manque ici pour que des réponses ne soient pas «bâclées ». Nous préférons la publier immédiatement, telle quelle, plutôt que de risquer le danger des «oubliettes» sous le prétexte d'étude approfondie. Ainsi des questions, brutales parfois, sont posées ; certains de nos articles et idées, dans ce numéro peut-être, seront-ils d'ores et déjà vus sous un angle différent et plus critique, nos contradictions désagréablement mises à jour. En plus du fait qu'elle semble être, curieusement, une réponse à la «théorie des chapelles», c'est bien parce que cette lettre a ce côté «dérangeant» que nous la publions ; nous pensons que c'est précisément le vrai rôle d'une revue comme la nôtre.

J'arrive un peu maintenant à formuler des désaccords avec vous que je ne faisais que sentir. En effet, sur chaque point pris isolément, ou bien ce n'est guère convaincant, ou bien on a l'air de faire tout un fromage sur un point de détail, car le fait le plus profond (et le plus «grave» aussi) ne ressort pas ; c'est-à-dire qu'il est évidemment difficile de montrer sur des points isolés qu'il s'agit en fait de toute une conception d'ensemble, de toute une façon de penser qui est «celle du groupe» (et non pas toujours celle de tous les individus pris isolement) et qui est viciée. Et c'est là que se trouve à la fois le fil conducteur de vos erreurs (par rapport à ma vérité) et ce qui fait qu'elles ne sont pas «des accidents de parcours», mais bien plutôt un écho de l'idéologie (= des habitudes mentales, de la façon de voir et de sentir) d'une classe sociale révolutionnaire peut-être, mais exploiteuse sûrement : la petite bourgeoisie intellectuelle et «l'aristocratie» ouvrière des ouvriers qualifiés, presque artisans, intellectuels donc.

Cette classe actuelle qui fournit actuellement les cadres des révolutions : les «avant-gardes». Les avant-gardes, au sens où vous l'entendez, ne sont pas «comme ça», suspendues à leur théorie léniniste ou à leurs intentions machiavéliques. Elles sont portées, voire créées, du moins «en tant que» avant-gardes (comme si elles pouvaient «être en tant que saucissons») par le développement du capital. C'est-à-dire qu'elles ne se développent que dans la mesure où elles ont un rôle historique à jouer qui ne peut être joué par une autre couche déjà plus proche du pouvoir (l'administration royale en 1789, la bourgeoisie russe et des pays sous-développés, la technocratie actuelle de pays industrialisés). Ce rôle consiste en grande partie à vaincre les résistances individualistes des capitalistes arriérés ; d'où la présence des idées d'égalité et de socialisme dans leurs idéologies. Ce rôle «historique», enfin, ne saurait donc être que la participation à l'histoire du capital, car, au cas où vous l'auriez oublié, les conditions actuelles du travail et de la vie sont celles de la domination du capital.

Cette analyse sommaire, vous l'avez probablement faite, au moins implicitement. Mais alors c'est une contradiction énorme que de dire que le clivage se fait entre «léniniste» et «anti-léniniste». Que je sache, le matérialisme consiste bien à prendre les gens pour ce qu'ils sont et font et non pour ce qu'ils pensent ou veulent être. Ce serait, je crois, faire preuve d'une certaine mauvaise foi que de dire que Lénine et les bolcheviks n'étaient pas réellement et sincèrement pour le pouvoir des soviets. Et pourtant... Qu'une avant-garde s'organise selon un autre mode que le jacobinisme alias centralisme démocratique ne fait pas forcément qu'elle n'est plus une avant-garde. Ce serait trop facile. Et encore faudrait-il voir si ne renaissent pas «subrepticement» les mêmes structures, sans qu'on s'en aperçoive et au fur et à mesure que l'histoire pousse l'avant-garde en avant. Elle pourrait un jour se retrouver en avant d'elle-même.

A mon sens, l'emploi qui est fait actuellement du terme «avant garde», emploi consacré par Lénine lui-même, est dangereux. Si l'on reste sur le terrain des comparaisons militaires, qui n'est pas forcément mauvais puisqu'il s'agit d'une lutte de classes, c'est le terme «état-major» qui conviendrait mieux pour désigner ces groupuscules qui prétendent entraîner, et qui des fois entraînent, les masses dans des actions qu'elles ne contrôlent pas du tout. Et je suis bien d'accord avec vous pour rejeter cette attitude. Mais il ne faudrait pas tomber dans la négation abstraite du caractère d'avant-garde (au sens vrai : les

éclaireurs et les troupes de choc) que présentent *de fait* les minorités révolutionnaires. Car ainsi on en arrive (et c'est ce qui vous arrive) à ne vouloir agir et même penser que dans un mouvement de masse. Si bien que, lorsqu'un mouvement se produit, on ne fait que le suivre sans critique, on en fait une religion (l'autogestion, les occupations, les barricades), et lorsqu'il ne s'en produit pas, ou bien en même temps, on «suscite des actions spontanées». .. pour ne pas se comporter en avant-garde... (je reviendrai sur des exemples). Au lieu que la situation d'avant-garde demande que l'on se situe *dans* le mouvement des masses. C'est-à-dire qu'il faut se résoudre à n'avoir qu'une action et une pensée de *minorité*, complémentaires adjacentes à l'action des masses. Cela demande bien sûr une vision historique et non événementielle, matérialiste et non politique. Et de ce point de vue, on est bien loin du compte:

«C'est la crise.
— Oh, ben, t'inquiètes pas, ils font bien leurs bénéfices, va.
— C'est pas la crise.
— Hum, t'as qu'à voir tous les licenciements et fermetures de boîtes.
— L'autogestion a échoué.
— Forcément, avec des bureaucrates parachutés.
— Le fascisme ?
— Ils n'ont pas intérêt.
— Mais il ne s'agit pas de ce qu'ils comptent faire...
— Ils n'ont pas intérêt, économiquement, te dis-je.
— D'où tiens-tu ça ?» etc.

Vrai ou pas vrai ?

Ici je voudrais faire une digression historique importante. Il se développe, toujours dans le cadre de «l'anti-avant-gardisme» (curieux, d'ailleurs, qu'on parle plus d'avant-gardisme que d'avant-gardes) une idéologie de «l'expérience» : tout ce qui n'est pas relation d'expérience (vécue forcément) ou au moins fondé sur l'expérience est du bla-bla, voire de la théorie puante, du verbiage de technicien de la révolution. L'expérience est certes intéressante, car elle nous enseigne sur ce que les gens savent et pensent ; mais sur rien d'autre. Par exemple, là où il y a eu des expériences d'autogestion, on sait que les travailleurs ont fait l'expérience de ce qu'était un comité de gestion. Mais on ne sait pas ou du moins l'expérience en elle-même ne nous donne aucune indication, sur les causes réelles et profondes de l'évolution bureaucratique de ce comité.

Savoir (par l'expérience, bien sûr) que les syndicats ont joué et jouent un rôle contre-révolutionnaire est évidemment intéressant, nécessaire même. Mais toutes les expériences de répression syndicale qu'on voudra n'expliquent pas pourquoi il en est ainsi. Et c'est justement ça qu'il faut savoir, si on veut changer quelque chose. Mais il est certain que vouloir changer quelque chose quand on n'est qu'une minorité révolutionnaire, c'est de «l'avant-gardisme»...

Il y a deux choses à remarquer. D'abord que cette religion de l'expérience vécue fait partie de cette manière de voir que j'ai qualifiée d'«événementielle», qui consiste à regarder les choses par le petit bout de la lorgnette ou encore à voir midi à sa porte, qui est évidemment héritée de la société et de l'idéologie bourgeoise. Le deuxième point, c'est que cette façon de penser *revient non pas*, comme vous le dites, à «faire la part de la conscience», à dire qu'«il n'y a pas que les faits matériels, ce qui se passe dans la tête des gens a aussi son

importance», ce qui est évident à quiconque est révolutionnaire (et Dieu sait s'il y en a) *mais au contraire* à tout ramener à la conscience à tout voir à travers le vécu. Or, cela a, à son tour, deux conséquences : l'une théorique, l'autre pratique.

La première, c'est que le point de vue du vécu est exactement l'opposé du point de vue scientifique : l'un vivra dans «l'expérience vécue» comme des «rapports de discipline de parti» ce qui est des rapports de père à fils ; l'autre vivra comme une «trahison de bureaucrates » ce qui n'est que la conséquence temporaire des intérêts de deux classes opposées ; nous vivrons comme des «couleurs» ce qui n'est que l'action photo-chimique sur la rétine, etc. Si l'on me dit que par le biais de cette «science» je veux réhabiliter les avant-gardes, je répondrai que, si l'on veut changer quelque chose, il faut connaître un minimum (je ne dis pas tout) sur les mécanismes que l'on veut changer. Il est vrai que vouloir changer quelque chose... Mais il est vrai aussi que l'ignorance n'a jamais profité qu'aux dirigeants. Or, faire par exemple une théorie des avant-gardes, sous prétexte qu'elles se sont perçues comme telles, qu'elles ont été vécues comme telles, c'est peut-être se fonder sur l'«expérience», mais c'est aussi renoncer au départ à trouver le moyen de détruire les avant-gardes. Comme ça, on va en arriver à des tautologies du genre :
«Les avant-gardes sont des avant-gardes parce qu'elles ont des théories avant-gardistes»,
ou encore:
«Les syndicats ont un rôle répressif parce qu'ils sont des flics du patronat» ;
« Il n'y a pas de fascisme parce que les fascistes ne sont pas au pouvoir».
Le pire est qu'on en déduit:
«Supprimons les théories avant-gardistes, ou ce qu'il y a d'avant-gardiste en nous» ;
«Les flics, c'est pas ça le pire, c'est les flics du patronat» ;
« Il n'y aura pas le fascisme», etc.

La deuxième conséquence, c'est qu'on ne va plus considérer l'action que comme un moyen de «faire comprendre quelque chose aux gens». Il est certain qu'une action fait toujours comprendre quelque chose et il est possible que ce soit souvent son résultat le plus positif, encore que ce ne soit pas sûr. Mais, par contre, une action qui n'est faite, conçue (dans la mesure où elle est conçue) que dans ce but, ou bien ne fait rien comprendre, ou bien ne fait pas comprendre ce qu'il s'agirait de faire comprendre.

Ainsi les barricades, par exemple, ont bien permis de résister un peu aux flics ; mais elles ne l'ont pas du tout *montré*, car, du moment que c'est devenu une habitude de faire des barricades, elles ont plutôt montré leur inefficacité, voire leur danger. Elles ont aussi montré une défaite de plus pour le parti du désordre. Ce n'est pas ça qui est grave, ce qui est «grave» (si souvent), c'est qu'il n'y eut que des barricades.

Cela me rappelle que souvent on se refuse à considérer les «événements» comme une «défaite». Parce qu'on a eu des expériences, on a appris des choses, etc. «La révolution est un long processus et le mois de mai n'est qu'un pas de plus», etc. D'accord, mais cela ne doit pas empêcher de chercher à voir pourquoi il ne s'est pas produit «autre chose». Sinon autant dire que l'expérience, devenue par ailleurs un culte aveugle, ne sert à rien.

Pour en revenir aux actions destinées à montrer quelque chose : l'action révolutionnaire devient une espèce de pédagogie active où il s'agit avant tout de vivre et de faire vivre des expériences, sans se soucier justement d'insérer cette action particulière dans le long processus révolutionnaire (qui ne saurait être la répétition d'«expériences», toutes plus riches les unes que les autres). (En outre, je vous signale que c'est justement un bel exemple de ce qu'il est convenu d'appeler «manipulation»).

Ainsi, par exemple, le tract préconisant l'autogestion des assurances générales (reproduit dans la brochure I.C.O.) vise à faire vivre une expérience d'autogestion. D'autogestion comme ça en général. Mais il ne pose pas le problème pourtant bien concret et révolutionnaire aussi, il me semble, de la situation d'une compagnie d'assurances dans un régime capitaliste et son devenir dans une société socialiste. Et c'est finalement comme ça qu'il finit par mal poser aussi le problème de l'autogestion : «la gestion doit être assurée par ceux qui travaillent actuellement (cf. problème des travailleurs temporaires des fermes autogérées en Algérie, dans *N. & R.*), «les représentants et les responsables seront choisis pour leurs qualités humaines et leurs compétences» (comment les «incompétents» — puisqu'il y en aura forcément, — si on choisit les autres pour leur compétence, jugeront-ils la compétence des «compétents» ?). Enfin, on s'engage à défendre le bien commun contre toute attaque de l'extérieur (si c'est contre les flics, bravo, mais si c'était aux blousons noirs enragés de voir ces beaux bureaux inutiles ?).

Ainsi la thèse 6 d'«Unité ouvrière», de Belgique, plus ou moins reprise par les copains («dans les luttes ouvrières, la façon dont le résultat est obtenu est aussi important que ce résultat lui-même»), est dangereuse car on en arrive à dire ou à faire comme si la façon est plus importante que le résultat, et cela est naturel, parce qu'on contrôle plus facilement le déroulement d'une opération que sa réussite ou son échec.

Ainsi il est certain que lorsqu'on envisage une action de masses, un acte plutôt, on en sait plus sur leur état d'esprit si on attache plus d'importance aux moyens employés qu'aux fins déclarées.

Remarquons, ce faisant, on ne fait que suivre un principe matérialiste que n'importe quelle psychologie scientifique et même le «bon sens courant» ont reconnu depuis longtemps : qu'il vaut mieux se fier aux actes des gens qu'à leurs paroles. Mais, par contre, il est tout à fait artificiel, lorsque des révolutionnaires impulsent une action, de vouloir reproduire cette inconscience spontanée et d'attacher plus d'importance aux moyens qu'au but visé. Une action n'a de sens — non seulement en elle-même, c'est-à-dire si personne n'en parle, mais aussi ne peut être comprise de l'extérieur — que s'il y a un minimum d'adéquation entre le résultat immédiat, matériel visé et les moyens employés. Autrement, comme disaient nos situationnistes : elle n'est que la méprisable mise en spectacle d'une auto-satisfaction vaniteuse ou inconsciente, ou les deux.

Mais voilà que je m'égare dans la psychologie, cette espèce de truc qui veut tout expliquer et qui ne fait que décrire en termes d'expériences vécues, justement. En fait, la vraie démarche que je voudrais suivre est celle-ci : en montrant comment la plupart de vos affirmations forment malgré vous et malgré elles un ensemble cohérent d'implications idéologiques qui est empruntée à des couches qui n'ont rien à voir avec les opprimés.

En fait, toutes vos histoires d'anti-avant-gardisme et de moyens qui comptent plus que la fin, etc., reposent sur l'idéologie spontanéiste. En effet, pour vous, l'organisation de la société future se confond avec l'organisation (les moyens, etc.) des luttes de classes. Le Marx spontanéiste (il y en a un) a très bien formulé ça dans «les luttes de classes en France» (Coll. 10/18, p. 79) :

«Une classe qui concentre en elle les intérêts de la société, dès qu'elle s'est soulevée, trouve immédiatement dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire : écraser ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte : et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent en avant. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche.»

Cette thèse peut être coordonnée par cette autre, exprimée notamment dans «L'idéologie allemande» (Ed. Sc., petit petit format, p. 116-117) :

«Seuls les prolétaires de l'époque actuelle, totalement exclus de toute activité individuelle autonome, sont en mesure de parvenir à un développement total, et non borné, qui consiste dans l'appropriation d'une totalité de forces productives et dans le développement d'une totalité de facultés que cela implique», car:

«l'objet qu'il s'agit de s'approprier, ici donc les forces productives développées jusqu'au stade de la totalité et existant uniquement dans le cadre d'échanges universels. Déjà sous cet angle cette appropriation doit nécessairement présenter un caractère universel correspondant aux forces productives et aux échanges.»

On voit bien ici que ce messianisme du prolétariat n'est en fait que le messianisme du capital :

1. — En tant que capital, les moyens de production sont devenus universels, interchangeables.

2. — En tant que prolétaires (en tant que marchandises), les ouvriers sont eux aussi devenus universels, interchangeables.

3. — Donc l'appropriation des moyens de production ne pose aucun problème, le capitalisme implique le socialisme. Mais il est évident que cette disparition mystérieuse des différences réelles entre les différents instruments de travail et partant aussi entre les différentes sortes de travailleurs n'a de sens que pour l'économie politique, c'est à dire qu'elle n'a de sens que si on les considère uniquement comme des marchandises, c'est à dire encore du point de vue d'une certaine classe d'un certain système social, inutile de préciser lequel. Le prolétariat (le fait d'être prolétaire) est bien une condition réelle des travailleurs, mais «le prolétariat», ce n'est pas «quelqu'un», ce n'est pas «les travailleurs». De même, le capital (le fait d'être rentable) est bien une condition réelle des instruments de production, ce n'est pas ces instruments de travail eux-mêmes. Il est certain que l’apparition et la généralisation du prolétariat ont créé une des conditions de ce que nous appelons socialisme : un masse de déshérités qui ont des intérêts semblables. De même, l'apparition et l'extension des échanges universels sont certainement aussi une condition du socialisme. Mais il ne peut pas suivre de là que le socialisme doive «spontanément» surgir de la contradiction entre ces deux conditions. Le spontanéisme revient en fait à nier magiquement les difficultés réelles du socialisme.

«Soit, direz-vous, mais notre spontanéisme à nous, ce n'est pas ça. Nous n'avons jamais nié les différences réelles entre les “travailleurs” eux-mêmes, nous n’avons jamais prétendu que les difficultés s’aplaniront d'elles-mêmes, ni que le socialisme se ferait rapidement du jour au lendemain. Mais nous nions que les avant-gardes aient “en tant que telles” (précision utile) un quelconque rôle politique autonome à jouer — tout au plus celui de détonateur, d'agitateur, de catalyseur, de miroir, tout ce qu'on voudra.». Et c'est bien ainsi que se comportent les avant-gardes anti-avant-gardistes : elles suscitent, elles développent, elles encouragent, elles défendent la spontanéité des masses!

Il est à peine besoin de souligner toutes les contradictions que renferme une telle affirmation. Toutefois, il n'y a pas de doute que chaque fois que des petits fascistes limitent ou tentent de limiter l'expression directe des masses, les révolutionnaires doivent s'y opposer par tous les moyens. Mais c'est alors déjà reconnaître, du moins en certaines circonstances, que les révolutionnaires jouent un rôle qui ne se confond pas strictement avec celui des masses. Dès lors on entreprend de supprimer tel ou tel obstacle (par exemple, une bureaucratie) à la «liberté des masses» (encore une fois, désolé !) ; pourquoi ne pas considérer aussi toute une autre série d'obstacles, parfois moins apparents, mais souvent plus redoutables ? Ainsi peu à peu se découvre tout un champ d'action qui justifie le terme «d'avant-garde», dans un sens un peu différent (tellement ?) de celui dans lequel les léninistes l'emploient. Mais c'est justement ici que ressurgit votre spontanéisme, en contradiction avec lui-même, car vous ne repoussez pas catégoriquement ce genre d'actions, au contraire même, en un certain sens, vous vous y engagez (détournement de la publicité, lutte contre les bureaucraties, etc.). Mais là encore, votre peur de vous comporter en avant-garde vous donne la hantise de «coller aux masses». «Plus de monde participe à une action et mieux c'est», s'il y a une grève, on va offrir ses bons services à la classe ouvrière ; pour lutter contre la répression, on attendra que la répression se soit dévoilée, etc. En fait dans les trois quarts des cas, il s’agit de détournement d'actions qui, de toutes façons, ne sont pas spontanées et auxquelles vous voulez donner un sens révolutionnaire. Et c'est bien là se comporter à la fois comme avant-garde et idéaliste. En avant-garde parce que vous usez là d'un pouvoir que les masses n'ont pas (temps libre, culture, ronéos...) — ce qui n'est pas grave en soi — ce qui est grave, c'est qu'en fin de compte ce pouvoir, vous en usez sur les masses, sur leurs actions, que vous le vouliez ou non. En idéaliste parce qu'il est fou de croire que c'est une minorité qui fait qu'une action est révolutionnaire ou pas, ou même qu'elle y contribue, car ce qui fait, par exemple, que les grèves de mai-juin pouvaient avoir (et peuvent encore, encore plus même) une issue révolutionnaire, c'est que la situation était telle que les revendications élémentaires, «alimentaires» même des masses (dont l'esprit est bien loin de la révolution) ne pouvaient, ne peuvent pas être satisfaites.

Idéaliste encore parce que tout cela repose sur l'idée qu'une action peut être ou ne pas être révolutionnaire en soi, alors que nous venons de voir qu'il y a des situations où des actes simples et quotidiens (manger, boire, par exemple) peuvent être révolutionnaires et d'autres où l'inceste lui-même, la plus belle fête possible, n'est qu'une anecdote, un îlot de plaisir. En fait, cette idée est celle que certains individus (et non pas certaines actions) sont révolutionnaires, comme ça, et d'autres pas. La révolution devient aussi un sommet inaccessible auquel ne peuvent accéder que certains êtres doués de rares qualités (intelligence, «honnêteté», «esprit libertaire», «prolétaire», etc.). De même que

magiquement, on tente de supprimer, par une espèce d'ascèse pas chrétienne, les différences entre les masses et les minorités, de même, on prétend que «tout est politique», on prétend supprimer la différence entre la «morale» et la «politique». En fait, on en vient à tout penser selon les catégories morales, d'une morale idéaliste («aliénation», «respect de la base», etc. — la base, qui c'est ?).

Idéaliste, enfin, est cette manière de voir, parce qu'elle prétend en fin de compte que seules les masses peuvent être révolutionnaires, ou encore que ce n'est que par, dans les masses (que signifie d'ailleurs ce «par» et ce «dans», si ce n'est un rapport d'avant-garde ?) que l'on peut lutter pour le socialisme. Cette interprétation que je fais de votre attitude coïncide non seulement avec celles que je viens de faire, selon lesquelles, vis-à-vis de la révolution, il y aurait des élus, mais encore aussi avec l'assimilation que j'avais d'abord faite entre votre spontanéisme et celui que l'on peut trouver chez Marx.

Le problème n'est pas «*qui* peut lutter pour le socialisme», mais «étant donnés les moyens dont je (dont nous) dispose (disposons), *quand et comment*...». Il faut construire une société nouvelle avec les matériaux que nous fournit l'actuelle. Pour ça il faudra en détruire certains, en transformer d'autres, etc. Tous les individus de cette société ont, à des titres divers, de différentes manières, plus ou moins prise sur certains de ces éléments.

Ils ne sont pas d'emblée divisés en deux camps, l'un révolutionnaire, l'autre contre-révolutionnaire ; chaque classe, chaque groupe d'intérêt lutte pour ses intérêts propres, dont certains sont convergents, d'autres antagonistes, etc. Mais nous voyons arriver l'heure et le moment où la situation devient telle que, à la condition de certains efforts, les luttes des opprimés peuvent avoir une issue que nous appelons commodément «socialiste». Mais alors il ne s'agit pas de tout mettre dans le même sac, de dire que tous ceux dont les luttes *peuvent* converger vers le socialisme (travailleurs, intellectuels, activistes, femmes, enfants, «peuples opprimés», fous, etc.) peuvent et doivent agir ensemble, sous peine de courir je ne sais quel risque d'avant-gardisme, d'individualisme ou de nationalisme petit bourgeois. Une telle conception a un nom : jacobinisme.

Au contraire, étant donné les différentes situations (sociales, matérielles, économiques, géographiques, etc.) où se trouvent les différents éléments qui peuvent lutter pour le socialisme, il ne peut pas se faire que chacun de ces éléments n'a pas un rôle spécifique à jouer.

Vouloir rejoindre, «soutenir», etc., telle ou telle lutte, c'est faire de l'exotisme, ou de l'avant-gardisme. Il appartient à chaque groupe constitué ou non, de réfléchir sur les moyens dont il dispose, d'évaluer l'action des autres pour s'y coordonner (non s'y rattacher), pour déterminer en faisant quoi et comment il se rendra le plus utile. C'est là qu'intervient, qu'est nécessaire ce que j'ai appelé tout à l'heure une vision historique, matérialiste, ou scientifique. «Scientifique» ne signifie pas qu'elle peut ou doit tout régenter. Au contraire, la science n'est jamais — jusqu'à ce que l'on voie le contraire en tous cas — que partielle.

Je ne crois pas non plus qu'on puisse taxer ces conceptions d'empiriques. Tenir compte des différences réelles, ce n'est pas de l’empirisme ? L'empirisme, au contraire, comme je l'ai dit plus haut, veut soi-disant sauvegarder toutes les différences, y compris celles qui sont imaginaires ou dissimulées derrière des

vécus différents et finir par tout noyer dans une nuit idéaliste où tous les chats sont gris, où tout est «aliénation», «spontanéité», «politique», «économie», etc.

Il ne s'agit pas de vous jeter la pierre à tous ni à tout ce que vous faites. Au contraire, je crois que ce n'est la «faute» d'aucun d'entre vous en particulier, ni des «leaders» (ou prétendus leaders), ni de ceux qui les acceptent, comme trop souvent vous posez le problème. Il est certain par ailleurs qu'il y a chez vous certaines tendances, certains moments qui sont incontestablement matérialistes (avec le sens qui, je crois, se dégage de ce que j'ai dit), mais malheureusement tout cela reste voilé, obscurci, par toute cette idéologie que je viens de commencer à décortiquer, et cela n'atteint jamais la conscience de soi, ce n'est jamais réfléchi théoriquement. Or, je crois la réflexion théorique utile pour lutter contre la confusion mentale qui règne.

Cette idéologie, personne en particulier n'en est porteur, elle imprègne tout votre groupe, ce que vous faites, dites, elle imprègne même toute la gauche révolutionnaire actuelle. Même les «anti-spontanéistes» placent le débat sur ce plan idéaliste qui est à la fois du jacobinisme, du marxisme, de l'anarchisme «style FA» et de l'anarchisme «sauce situationniste» ou «sauce N.R.». L'apparition et le succès de cette idéologie sont probablement des symptômes précurseurs. Précurseurs d'une crise révolutionnaire de la société, mais aussi du fait que le prolétariat n'est pas la seule classe en course dans cette révolution qui s'annonce (et qui n'aura pas forcément lieu d'ailleurs). Il se peut que cette révolution ressemble à toutes celles que l'histoire a connues jusqu'ici : la masse des pauvres servirait de force armée inconsciente et pleine d'espoir et de confiance en elle-même et dans les autres, à une (ou des) classe dirigeante qui persuaderait et serait persuadée d'œuvrer pour le bien de l'humanité tout entière. C'est du moins l'issue qui paraît la plus vraisemblable à partir des conditions actuelles. Cette révolution arrive à grands pas. Les journaux bourgeois ne parlent que de «crises», de ceci, de cela, et ce n'est pas de l'intox.

Le rôle d'anarchistes conséquents ne serait-il pas alors de ne pas se laisser prendre de vitesse ?

Cette révolution peut être prolétarienne, elle peut être aussi l'accession au pouvoir de cadres intellectuels petits bourgeois. Il y a toutes les raisons de penser que ce pouvoir ne sera pas «teinté» d'anarchisme ou d'autre chose du genre, mais qu'au contraire il sera plus fort, mieux assis que le pouvoir actuel. C'est là et c'est ainsi que se situe la problématique d'une action de ceux qui sont conscients de ce fait, action qui ne peut être qu'indépendante, autonome de tout autre parce qu'elle repose sur la conscience d'un fait, elle s'oriente vers un terrain d'action que certains ont et d'autres pas.

Deux remarques pour finir :

1. — Rien de tout cela ne doit être pris à la lettre, ce qui est dit au début doit être corrigé, compris par ce qui est dit ensuite, et vice versa.

2. — Il est bien entendu que tout cela sont des positions idéalistes, volontaristes, avant-gardistes, autoritaires, rigides, sectaires, creuses, sans aucune signification, que c'est de la théorie puante, aristocratique, ... quasiment fasciste, droitière, sélective, idéologique, mensongère, schizophrénique, abstraite aliénée et aliénante, aliénationnée et aliénationnante, voire étonnantes, joyeusiste, franc-maçonnes, religieuses,

judéo-chrétiennes, maoïstes, guévaristes, révisionnistes, philosophiques, sophistiques, empiristes, dogmatiques, non dialectiques, dialectiques, tristes, répressives, stackanovistes, capitalistes, bourgeoises, petites bourgeoises individualistes, centralistes, réactionnaires, antiprogressistes, staliniennes, trotskystes, jacobines, bonapartistes, surréalistes, réalistes à la Dubcek, stupides, imbéciles, bornées, prétentieuses, étroites, métaphysiques paranoïaques, activistes, spontanéistes, pantouflardes, subtiles, erronées, non critiques, critiques dissolvantes, critiques hargneuses méchantes, arrivistes, déviationnistes, impérialistes, royalistes, sociales-démocrates, positivistes à la noix de coco, ésotériques, populistes, curés, catho, luthériennes, américaines, chinoises, linchaoïstes, verbeuses, doctrinaires, et patati et patata.

K.

Anarchisme et marxisme

N° 7-8 —1957 —

Une page mal connue de Marx et Engels apôtres de l’impérialisme

L'article suivant de Marx et Engels publié dans la Neue Rheinische Zeitung *de janvier et février 1849 traite de la question des slaves en général.*

«Toutes ces petites nations impuissantes et chétives doivent en somme de la reconnaissance à ceux qui, selon les nécessités historiques, les rattachent à quelque grand empire, leur permettant ainsi de participer à un développement historique auquel, abandonnées à elles-mêmes, elles seraient restées tout à fait étrangères. C'est l'évidence même qu'un tel résultat ne saurait être réalisé sans écraser quelques pousses tendres. Sans violence, rien ne peut être mené à bonne fin dans l'histoire. Que serait devenue celle-ci, si Alexandre, César et Napoléon avaient été dotés de la même émotivité à laquelle le panslavisme fait maintenant appel en faveur de ses clients ?

Les Tchèques, au nombre desquels nous comptons les Moraves et les Slovaques (quoiqu'ils soient différents au point de vue linguistique et historique) n'ont jamais eu d'histoire. Depuis Charlemagne, la Bohême est rattachée à l'Allemagne. Pendant un instant la nation tchèque s'émancipe pour former l'empire Grand-Morave... Ensuite Bohême et Moravie sont définitivement rattachées à l'Allemagne et les régions slovaques restent à la Hongrie. Et cette «nation» inexistante au point de vue historique exige l'indépendance ?... Il est inadmissible de donner l'indépendance aux tchèques, car alors l'Est de l'Allemagne aurait l'apparence d'une miche de pain rongée par les rats.

La conquête par les Allemands des régions slaves entre l'Elbe et la Warth fut une nécessité géographique et stratégique résultant du partage de l'empire carolingien. Ces régions ont été complètement germanisées. La cause est entendue. Le résultat ne peut être remis en question... Que cette conquête fût dans l'intérêt de la civilisation, cela ne souffre pas de doute.

C'est une nécessité vitale pour les Allemands et les Hongrois de ne pas être coupés de l'Adriatique. Les considérations géographiques et commerciales priment toutes les autres... Est-ce un malheur si la magnifique Californie vient d'être arrachée aux Mexicains pourris qui ne savaient qu'en faire ?... "L'indépendance" de quelques Espagnols de Californie et du Texas en souffrira peut-être ; **la "justice" et autres principes moraux pourront être enfreints par-ci, par-là** ; mais qu'est-ce que cela peut faire en face de tant d'autres faits de ce genre de l'histoire universelle ?

Nous n'avons rien trouvé jusqu'ici dans le manifeste panslaviste hormis **ces catégories plus ou moins morales** : "Justice", "Humanité", "Liberté", "Égalité", "Fraternité" qui sonnent bien mais ne prouvent rien dans le domaine politique ou historique. Nous le répétons : à part les Polonais, les Russes et peut-être les Slaves de Turquie, aucun peuple slave n'a d'avenir pour la simple raison que tous les autres slaves manquent des premières bases historiques, géographiques, politiques et industrielles. L'indépendance et la vitalité leur font défaut... Ceux qui se sont soumis les différentes nations slaves avaient davantage d'énergie et de vitalité que celles-là.

Nous répondrons que la haine des Russes est la première passion révolutionnaire des Allemands et que, maintenant, la haine des Tchèques et des Croates vient s'y ajouter. **La révolution ne peut être sauvegardée que par la pratique d'une terreur résolue contre les peuples slaves**, qui, pour les perspectives de leur misérable "indépendance nationale", ont vendu la

démocratie et la révolution. De cette trahison infâme et lâche nous prendrons un jour sur les slaves une sanglante revanche.»

Un tel texte quelques mois après le *Manifeste Communiste* est peu fait pour nous donner de l'estime envers ce prétendu fondateur du socialisme. Il est en effet difficile d'imaginer un plus extravagant tissu d'erreurs historiques, de jugements faux et d'incompréhension humaine, assaisonné de suffisance, de morgue et de hargne, de haine contre des peuples entiers, sorti d'un esprit plus dominateur et plus chauvin.

Bornons-nous à relever seulement à titre d'exemple que le **peuple tchèque** mis en salade avec ses voisins, et qui n'aurait «jamais eu d'histoire», est un de ceux de l'Europe dont le passé est le plus riche en culture : Prague est une capitale de l'esprit ; son université est une des premières, et, plus ancienne qu'aucune en Allemagne. Les Tchèques comptent non seulement des hommes de tout premier plan comme **Jean Huss** et son ami **Chelchiky** dont Tolstoï disait qu'il était son maître à penser, ou Valdstïjn (Wallenstein) personnage sur lequel on a le plus écrit, Napoléon mis à part. Mais aussi les Tchèques accomplirent le premier grand mouvement de réforme philosophique et de révolution sociale des temps modernes : le Hussisme et le Taborisme dont les paysans armés firent trembler tous les pouvoirs féodaux, politiques et religieux d'Europe (1419-1434). Enfin la résistance acharnée des Tchèques à l'oppression catholique et allemande se prolongeant encore deux siècles se trouva être l'origine de la guerre de 30 ans, qui marqua pour toujours l'histoire et la pensée allemandes et dont l'anéantissement du peuple tchèque fut l'un des buts. Non pleinement atteint, puisque, deux siècles encore plus tard, en 1848, en même temps qu'à Francfort se réunit ce «Parlement d'un pays imaginaire» qu'est alors l'Allemagne, à Prague se tient le congrès panslave. Tandis que Bakounine, après s'être porté à Prague, combattait pour aider les peuples slaves, en Saxe au côté des révolutionnaires allemands, Marx misant sur le Parlement de Francfort et la Grande Allemagne refusait l'existence à un autre peuple ; en invoquant des soucis d'esthétique spatiale vraiment surréalistes, pour justifier la loi de la force pure et du conservatisme le plus pesant et le plus réactionnaire.

Quand écrit Marx, les armées de l'Ordre qui ont pris Prague, dispersé le congrès et jugulé les Tchèques fourbissent les armes qui leur serviront à écraser les révolutions allemandes à Vienne, à Berlin, en Saxe et à Francfort.

En 1878, Monténégrins, Bosniaques, Serbes, Bulgares, Romains dressés contre les Turcs font le pas décisif vers leur indépendance définitive grâce à l'intervention russe. Là encore Marx prend franchement position pour la Turquie contre la libération bulgare. Kropotkine, Stepniak et quelques autres anarchistes russes considéraient au contraire que la libération de la Bulgarie était un pas en avant tandis que James Guillaume, Cafiero, Peron, Élisée Reclus et Nicolaï Joukovski signent le manifeste dans lequel on considère la guerre russo-turque comme une guerre impérialiste et non pas libertaire.

MICHEL BAKOUNINE
A propos de quelques livres récents.

Depuis quelques années, nous n'avons ici rien publié sur Michel Bakounine ; pourtant, il a été très souvent cité dans nos numéros plus anciens. Cela ne prouve pas que nous avons cessé de l'étudier, mais on nous a signalé de plusieurs côtés des travaux en cours analogues, et pour éviter un «double emploi» nous avons préféré consacrer le peu de pages que nous avons ici à d'autres sujets.

Quelques publications annoncées sont en effet sorties, et nous pouvons reprendre aujourd'hui la question. Nous avons souvent regretté le manque de textes sur Bakounine qui entraînait une grande méconnaissance de cet auteur, une partie de cette insuffisance est enfin comblée : *Bakounine ou la vie contre la science*, par Henri Arvon (éd. Seghers, 1966), *Bakounine, La Liberté*, par François Munoz (éd. Pauvert, 1965), *Michel Bakounine, aspects de son œuvre*, par Hem Day (éd. Pensée et Action, 1966), *Ni dieu ni maître,* anthologie historique du mouvement anarchiste avec la collaboration de Daniel Guérin (éd. de Delphes, 1966) (chapitre sur Bakounine p. 163 à 273), *L'anarchisme* par Daniel Guérin (éd. Gallimard, 1965), et *Marxisme et Anarchisme* en russe, Cours de la Faculté de Droit de Moscou, par Mme N.-S. Prosorova (1961) (nous avons traduit, mais pas encore publié, la 3e leçon sur Bakounine).

Avant de nous arrêter sur chacun de ces ouvrages, il me semble nécessaire de faire quelques remarques générales pour éviter de les répéter à chaque livre.

L'œuvre de Michel Bakounine, dont le souvenir a été entretenu pendant longtemps par uniquement quelques «fidèles», commence à déborder ce petit cercle, et s'offre à des recherches et des études plus vastes, ce qui ne peut que nous réjouir. Cela correspond à un intérêt plus grand pour l'anarchisme en général qui se manifeste ces derniers temps. Mais comme tout ce qui a été écrit et continue d'être écrit sur Bakounine ainsi que sur l'anarchisme est toujours discuté et discutable, polémique et passionné, certains milieux anarchistes sont un peu agacés par cette introduction d'éléments extérieurs «dans notre milieu familial», trop sensibles à quelques remarques désobligeantes, trop exigeants pour les autres (sans pour autant l'être pour eux-mêmes). Il me semble que quelques critiques dans un climat non passionné nous permettront de voir les problèmes d'une manière plus objective et nouvelle. Je préfère personnellement la discussion au silence qui a longtemps recouvert tout ce qui touchait à l'anarchisme.

Bakounine s'est battu **passionnément toute sa vie contre tout *dogmatisme*** religieux, politique, économique. Il ne faut donc pas lui faire l'injure de juger son propre exemple d'un point de vue dogmatique.

«La révolution est un instinct plutôt qu'une pensée, c'est comme instinct qu'elle livre ses premières batailles. Voilà pourquoi les philosophes, littérateurs et politiciens qui ont leurs petits systèmes tout faits et s'évertuent à serrer dans des formes et des limites déterminées cet océan sans bornes, s'avèrent tout aussi sots et débordés.»

(Bakounine, avril 1848 — Arvon, p. 66.)

Il n'a jamais voulu constituer un schéma théorique (il disait «métaphysique»). Il n'a énoncé que quelques principes de base d'après l'expérience de sa vie, ainsi que de la vie en général qu'il a analysée avec une étonnante puissance. Rappelons-nous les diatribes enflammées qu'il a adressées aux socialistes doctrinaires (les marxistes) et aux socialistes utopiques (Saint Simon, Fourier, etc.). Rappelons aussi la colère qu'il a eue lorsque les révolutionnaires venus de Russie le traitèrent de maître à penser pour la jeunesse russe...

Michel Bakounine a appliqué cet esprit anti-dogmatique à l'évolution de ses propres idées. Nous avons ainsi un exemple presque unique de capacité d'évolution ; il a parcouru un chemin intellectuel vertigineux, capable de vérifier chaque fois ses positions d'une part devant les faits de la réalité, d'autre part devant l'intransigeance et l'honnêteté de son intelligence, de critiquer ses positions d'hier, de faire un pas en avant. Il est utile de rappeler les différentes étapes de son chemin : noble, officier, mystique chrétien, métaphysicien (Fichte, Schelling, Hegel), panslaviste, révolté pur, militant de la libération nationale, appelant le tsar à libérer la Russie, conspirateur, matérialiste acharné, athée confirmé, socialiste anti-autoritaire, internationaliste, anarchiste... Le tableau devient encore plus compliqué car Bakounine n'était pas seulement un intellectuel qui cherchait, mais un révolutionnaire qui essayait toujours d'agir, d'entraîner les autres : il voyait le levain révolutionnaire chez les étudiants russes, chez les paysans russes, dans la gauche intellectuelle allemande, chez les proscrits de tous les pays, les communistes de Weitling, les théoriciens de toutes parts, les ouvriers parisiens de 48, les combattants slaves de Prague, les révolutionnaires comme Netchaev, les franc-maçons, les internationalistes de la Première Internationale, etc.[32]

Il serait très facile, très injuste et très faux de ne présenter qu'un seul aspect de ce cheminement car Bakounine offre l'accès à toutes sortes de critiques, de compréhensions limitées. Il en était de même de son vivant — quand Herzen en 1839-40 a bousculé les rêveries métaphysiques et conservatrices du cercle de Stankévitch ; Bakounine a quitté ces «rêveries» au grand étonnement de Biélinski ; en 1867, Bakounine rompra avec Herzen qui n'était pas capable de quitter le monde bourgeois et libéral. Il faut donc avoir constamment en vue cette évolution et cette contradiction dialectique si l'on veut saisir le vrai visage, la vraie valeur de Bakounine. Ainsi, la période anarchiste de Bakounine ne comprend que les dix dernières années de son existence, à partir de son entrée dans l'Internationale et de son discours du 10 septembre 1867 (Fédéralisme, Socialisme, Antithéologisme) au congrès de la Ligue de la Paix. Chaque fois qu'on parle de ses écrits, qu'on fait une citation, il faudrait la situer chronologiquement (c'est pourquoi d'ailleurs nous avons publié dans le Bulletin n° 12, janvier 1966, de CIRA[33] «Éléments pour la bibliographie chronologique de Michel Bakounine».

I. — Bakounine — La vie contre la science — Arvon

Henri Arvon vient de publier chez Seghers dans la collection «Philosophes de tous temps» *Bakounine ou la vie contre la science* (avril 1966). Ce livre comprend 90 pages d'un choix de textes de Bakounine, et environ autant de pages de préface, commentaire d'Arvon. Le choix des textes est relativement bon, bien que forcément incomplet et en partie arbitraire ; il recoupe le plus souvent le travail analogue qu'a fait Munoz.

Arvon a déjà publié des études sur l'anarchisme («que sais-je») et sur Max Stirner (P.U.F.), mais il nous semble exagéré de le considérer ainsi que l'écrit Seghers «comme un grand spécialiste des questions de l'anarchisme». D'autant plus que, en ce qui concerne Bakounine, ses connaissances restent assez superficielles et ses conclusions sont un peu hâtives.

Le sous-titre de son livre est un paradoxe : **si Bakounine a préféré la vie à la science** (ce qui est vrai, mais vis-à-vis d'une certaine science), ce n'était pas un philosophe, tout au moins dans le sens généralement admis. Arvon a raison lorsqu'il dit que «Bakounine a mangé le fruit du savoir philosophique», car dans sa jeunesse il voulut faire le professorat de philosophie allemande en général qui gagnerait, pensait-il, à se mettre à l'école du socialisme français. Mais c'est précisément parce qu'il avait **cette formation philosophique qu'il a pu dépasser la philosophie formaliste, spéculative**, abstraite et métaphysique en essayant d'appliquer ces connaissances fondamentales dans la réalité et dans la lutte sociale de tous les jours. Arvon signale que Marx aussi s'est détaché «de la philosophie, décidé de passer de la pensée à l'action», mais ce qu'il ne signale pas, c'est que Marx s'est arrêté à mi-chemin dans cette tentative et qu'il a stérilisé, dogmatisé, schématisé la pensée sociale par sa prétention scientifique (et sa vanité personnelle) ; c'est ainsi qu'après une brève flambée de recherches plus originales pendant la Révolution et immédiatement après, les publications en URSS sont devenues d'une pauvreté lamentable malgré les innombrables Instituts Marx-Engels — ce n'est que manie de citation, de servilité, de répétition (la pensée socialiste conserve uniquement en dehors des pays à pouvoir communiste une certaine vitalité). Il est évident que le phénomène du pouvoir joue le plus (De Gaulle aussi a toujours raison), mais compte aussi la responsabilité de Marx lui-même dont la doctrine manque précisément de vie, et dont la dialectique ne sert plus à pousser de l'avant mais à justifier les pires injustices...

Enfermer Bakounine dans un cadre uniquement philosophique a entraîné Arvon **vers deux erreurs** : mettre l'accent sur le «**jeune Bakounine**» par opposition au «**vieux Bakounine**», c'est-à-dire négliger et nier sa valeur anarchiste qui se situe justement à la fin de son expérience, qui est son couronnement comme nous l'avons déjà signalé, et faire une analogie avec le «jeune Marx» qui eut, paraît-il, des tendances plus humaines dans sa jeunesse, alors que leurs évolutions sont complètement en sens inverse. Et deuxième erreur, opposer la **méthode** de Bakounine acceptée comme bonne, à l'«élaboration de **sa doctrine**» considérée comme essentiellement naïve, contradictoire, insuffisante, alors qu'il nous semble au contraire que ce que l'on peut appeler sa «doctrine» était relativement juste parce que, entre autres, Bakounine a appliqué sa méthode (matérialiste, dialectique même, avec des

correctifs biologistes, positivistes, relativistes) à l'analyse et la critique de la réalité et des autres doctrines, marxisme compris.

Il n'est en tout cas pas inutile que Arvon ait mis l'accent sur la méthode de Bakounine, car certains anarchistes ont la fâcheuse habitude d'oublier la valeur positive de cette méthode, d'isoler quelques conclusions sans essayer de comprendre la démarche de sa pensée et sa manière d'aborder les problèmes. Nous avons ainsi souvent un Bakounine aussi incomplet que celui d'Arvon. Sans pouvoir aborder ici maintenant ce problème, il nous semble que ce qui caractérise Bakounine, en plus du **refus de tout dogmatisme** et de sa **capacité d'évolution** que nous avons déjà vus, c'est **sa recherche constante de la liberté**, sa conviction que dans la lutte sociale les solutions partielles ne serviront que les capitalistes (d'où la nécessité d'une révolution), son collectivisme, son internationalisme, sa lutte contre la bourgeoisie, même libérale, même F.M., sa fidélité aux classes opprimées (la classe ouvrière et la classe paysanne), son désir de participation de la masse dans la gestion et dans la vie sociale, son refus de la dictature, même de celle «du prolétariat», son matérialisme, etc. Toutes les conceptions et toutes les solutions de Bakounine ne nous semblent évidemment pas entièrement valables aujourd'hui, et il ne faut donc pas avoir une attitude idolâtre, mais on ne peut plus laisser sans réponses certaines fausses interprétations, encore moins des calomnies.

En dehors du fait que l'étude philosophique de Bakounine est moins riche et moins originale chez Arvon que chez, par exemple, B.-P. Hepner (*Bakounine et le panslavisme révolutionnaire*, éd. Rivière, 1950), nous avons relevé certains points qui doivent être discutés.

Arvon parle à plusieurs reprises de «**l'aspect farfelu, anachronique, par certain côté réactionnaire**» de Bakounine (p. 6 par exemple). A la p. 10, il va plus loin: «**ce Protée mystique et impie, libertaire et «fasciste» avant la lettre, internationaliste et chauvin**»... (les guillemets à «fasciste» sont dans le texte). Nous avons nous aussi souligné les **contradictions** qui existent chez Bakounine, et qui sont évidentes, mais Arvon **ne voit que des contradictions, car il ne connaît pas le sujet dont il parle, parce que, subjectivement ou objectivement, il ne veut pas ou ne peut pas le comprendre**. Il écrit l'histoire comme «France-Soir» ou «Occident-Université». **Ce n'est pas sérieux**, il faut commencer par le commencement : qu'est-ce que le fascisme ? Si la nouvelle génération ne le connaît pas bien, ce qui est difficilement pardonnable, notre génération le connaît trop bien. Et n'y a-t-il pas, parmi les traits essentiels du fascisme : le culte de l'État, le dirigisme d'État, le culte du chef, la soumission, la discipline, le refus de la liberté, l'impérialisme, harmonie sociale et nationale, etc. Une étude même superficielle ne montre-t-elle pas que les traits essentiels de Bakounine sont à l'opposé de ceux du fascisme ? Il semble donc qu'un philosophe et un historien puisse ne connaître ni la logique, ni l'histoire presque contemporaine...

On peut trouver quelques excuses, ou plutôt quelques «circonstances atténuantes» pour Arvon dans sa compréhension partielle de Bakounine dans le fait que la participation de celui-ci aux luttes clandestines d'une part, et certains passages de sa «Confession» d'autre part, pris isolément, peuvent fausser les problèmes surtout dans une étude de compilation. Il faut donc discuter les points suivants : les contradictions entre la vie de Bakounine, ses

principes, et son écrit «Confession», l'utilité d'une action clandestine, l'attitude révolutionnaire individuelle, et la pratique des sociétés secrètes.

La «**Confession**» de Bakounine sur laquelle se base exclusivement Arvon, a été publiée en russe en 1921 et en français en 1932, et donna lieu à une polémique importante (Arvon cite le travail de Brupbacher et Nettlau). Rappelons ici que cette Confession lui fut demandée par le tsar alors qu'il était en réclusion à perpétuité, en cellule dans la forteresse Pierre et Paul ; il usera donc de ce «subterfuge pour survivre» (Hem Day — qui consacre 10 pages à ce sujet dans son livre *Michel Bakounine, aspects de son œuvre*) : le tsar des Russes ne pouvait être sensible qu'à son côté russe (il ne donna d'ailleurs aucune suite à cette requête). Rappelons aussi que dans une lettre de Sibérie, du 8 déc. 1860, adressée à Herzen, Bakounine souligne qu'il n'a trahi personne et que ses «aveux» ne furent pas faits devant un tribunal public ; il ajoute : «dans ce cas, j'aurais le devoir de rester dans mon rôle jusqu'au bout». Enfin, à Léningrad en 1925, A. Kornilov a publié dans *Années de voyage de Michel Bakounine* le texte que Bakounine réussit à passer à sa sœur Tatiana en 1853, dans lequel il se pose la question « si je dois attendre encore dans l'espoir de pouvoir me rendre utile selon les idées que j'avais, selon les idées que j'ai encore et qui seront toujours les miennes, ou si je dois mourir» ; Hepner qui rapporte ces lignes (p.286 de son livre) y ajoute la note suivante : «sur la ruse dans la tactique révolutionnaire, voir Lénine dans *La maladie infantile du communisme* de 1917».

Parce que dans sa Confession Bakounine a mis l’accent sur son sentiment slave et même russe, Arvon en tire la conclusion du chauvinisme de Bakounine (la question de son panslavisme a déjà été traitée par Hepner). Nous renvoyons le lecteur ainsi qu’Arvon aux pp. 190-195 de *Ni dieu ni maître* (éd. Delphes) où sont reproduits deux textes écrits environ en même temps : «Appel aux Slaves» de Bakounine (fin 1848) et la réplique de Marx et Engels. Bakounine écrit :

«En deux camps est partagé le monde. Ici la révolution, là la contre-révolution... C'est un devoir sacré, pour nous tous soldats de la Révolution, démocrates de tous les pays, d'unir nos forces, de nous entendre et de nous grouper... Le bien-être des nations ne pouvait être assuré tant qu'il existerait encore, quelque part en Europe, un seul peuple courbé sous le joug... Arrière les limites étroites imposées de force par le congrès des despotes, selon les nécessités prétendues historiques, géographiques, commerciales, stratégiques !... Plus de guerre de conquête mais la guerre dernière, suprême, la guerre de la Révolution, pour l'affranchissement de tous les peuples... Vers la Fédération universelle des Républiques européennes...»

Bakounine va plus loin — il met en garde contre une haine **anti-allemande** (l'armée autrichienne vient d'écraser le soulèvement de Prague auquel Bakounine a participé sur les barricades) : «Cette politique ne sera pas celle du futur peuple allemand, elle n'est pas celle de la Révolution allemande, de la démocratie allemande...» Et quelques mois après, sur les barricades de Dresde, il se solidarise effectivement avec ce peuple allemand en lutte, ce qui lui apporte des années de prison...

Rappelons aussi la phrase de Michelet : «Quand l'Allemagne sera Allemagne, ce Russe y aura un autel.»

Marx et Engels répondent dans *Neue Rheinische Zeitung* de janvier-février 1849, donc à peine quelques mois plus tard :

«Toutes ces petites nations impuissantes et chétives doivent en somme la reconnaissance à ceux qui, selon les nécessités historiques, les attachent à quelque grand empire... Les Tchèques... n'ont jamais eu d'histoire... Et cette «nation» inexistante au point de vue historique exige l'indépendance ? ... Il est inadmissible de donner l'indépendance aux Tchèques, car alors l'Est de l'Allemagne aurait l'apparence d'une miche de pain rongée par des rats... Ces régions ont été complètement germanisées (il s'agit de la Pologne). La cause est entendue. Le résultat ne peut plus être mis en question... Que cette conquête fût dans l'intérêt de la civilisation, cela ne souffre pas de doute... Nous répondons que la haine des Russes est la première passion révolutionnaire des Allemands... La révolution ne peut être sauvegardée que par la pratique d'une terreur résolue contre les peuples slaves...»
(Voir «Bakounine» par Étienne Porges, 1946, pp. 53-56, éd. Aux Portes de France — dont nous avons déjà donné quelques extraits, *Noir et Rouge* n° 7-8.)

L'équipe des éd. de Delphes rapporte encore quelques prises de position analogues : «Lutte impitoyable, combat à mort avec les Slaves traîtres à la révolution, extermination, terrorisme sans égards, non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans celui de la révolution»... (texte de 1852, *Ni dieu ni maître*, p. 194).

Cette discussion au sujet de la Confession et du chauvinisme de Bakounine peut sembler un peu secondaire : la Première Internationale fut la meilleure manifestation de solidarité internationale et prolétarienne, et Marx et Bakounine y ont également participé ; au lieu d'être constamment obligés de justifier l'un ou l'autre, il serait plus utile de rechercher pourquoi cette solidarité n'existe plus actuellement, et comment essayer de la ranimer. Mais il fallait quand même rejeter les accusations gratuites et absurdes mais combien tenaces, qui empêchent d'arriver à une vraie discussion.

La question suivante présente un intérêt non seulement historique mais aussi d'actualité : elle porte sur le rôle et les possibilités révolutionnaires en général et celui et celles d'un révolutionnaire en particulier.

«Les rapports entre la masse et la minorité consciente forment un problème dont la solution n'a pas encore été pleinement trouvée, même pour les anarchistes, et sur lequel le dernier mot semble n'avoir pas été dit.»

Daniel Guérin, *L'Anarchisme*, p. 45.

Ce problème se pose donc non seulement à ceux des anarchistes qui se considèrent révolutionnaires, mais à tous les révolutionnaires, à tous ceux qui pensent que les demi-mesures et les compromis ne sont pas de vraies solutions et qui essaient d'entraîner les masses et de les faire participer à leurs efforts plus radicaux. Mais ce serait un sujet trop vaste, et pour en revenir à notre discussion, l'exemple de Michel Bakounine, avec ses tâtonnements, ses découvertes et ses erreurs, est, dans ce domaine, des plus démonstratifs et des plus significatifs, non seulement à cause de sa personnalité, mais aussi à cause des conditions objectives et historiques de son milieu et de son temps (sans nous arrêter sur l'explication si... littéraire et raciste de ce qu'on appelle l'«âme slave, ses déchirements, ses auto-accusations», etc... qu'Arvon utilise aussi). Nous passerons aussi rapidement sur le «machiavélisme révolutionnaire» car en dehors de l'«âme slave», de la Confession (dont nous

avons déjà parlé), il ne reste que le «cas Netchaev» : Bakounine fit en effet confiance au jeune révolutionnaire russe, comme à beaucoup d'autres.

«Il est possible... qu'il ait placé plus d'espoir en ceux qui l'approchaient qu'ils ne le méritèrent. Mais n'a-t-on pas dit la même chose de Mazzini et de tous les autres sincères révolutionnaires ? Peut-être n'exerça-t-il une influence aussi magique que parce qu'il croyait en l'homme.»

(Kropotkine.)

Bakounine a en effet rédigé avec Netchaev le *Catéchisme révolutionnaire* (Netchaev a modifié le texte primitif de sa propre initiative en poussant à leur extrême certaines conclusions ; c'est ce texte qui fut connu le premier, lors d'arrestations de militants de Netchaev en Russie, et plus tard par Sajine qui en parla aussi. Max Nettlau retrouva le texte original primitif, découvrit les différences et rétablit la vérité historique. Il y a donc deux catéchismes ; l'original est reproduit dans *Ni dieu ni maître*, d'après Nettlau). Bakounine a aussi rédigé certains textes adressés plus particulièrement à la Russie en lutte, à la demande de Netchaev. Mais devant un certain nombre de faits qui étaient devenus évidents (malgré les conditions particulières de la lutte clandestine), il a rompu avec lui en juillet 1870 après une explication décisive; dans sa lettre du 2 août 1870 il en a même avisé Ogareff (Herzen était déjà mort). Il est intéressant de rapporter ici le passage d'une lettre où Bakounine caractérise Netchaev, car cela éclaire aussi sa conception du révolutionnaire :

«Personne ne m'a fait dans ma vie autant de mal que lui, de mal prémédité, mais je le plains quand même.
«C'est un homme d'une rare énergie, et lorsque nous l'avons rencontré pour la première fois, son cœur brûlait d'amour et de compassion pour la malheureux peuple russe... A cette époque, il n'avait de malpropre que son extérieur, mais l'intérieur n'était pas souillé. La prétention de devenir un chef .. le jeta dans un abîme de boue.»
«Lorsqu'il s'agit de servir ce qu'il appelle «la cause» il n'hésite et ne s'arrête devant rien et se montre aussi impitoyable pour lui-même que pour les autres... C'est un terrible ambitieux sans le savoir, parce qu'il a fini par identifier complètement la cause de la révolution avec sa propre personne...
«Le fanatique l'emporte jusqu'à le faire devenir un jésuite accompli — par moments il devient tout simplement bête... Il joue au jésuitisme comme d'autres jouent à la Révolution.
«Malgré cette naïveté relative, il est très dangereux, parce qu'il commet journellement... des abus de confiance, des trahisons.
«N'ont-ils pas, Netchaev et un de ses camarades, osé m'avouer ouvertement, en présence d'un témoin, que dénoncer à la police secrète un membre, un dévoué ou dévoué seulement à demi, est un des moyens dont ils considèrent l'usage comme fort légitime et utile quelquefois.
« Tout cela est fort triste et très humiliant... mais la vérité est encore la meilleure issue et le meilleur remède contre toutes les fautes.»

(Lettre de Bakounine à Tallandier) le 24-7-1870,
reproduit intégralement dans
le *Combat syndicaliste* du 14 avril 1966.

Cette citation peut servir de réponse à Arvon. Mais ce qui est encore plus important que la discussion avec Arvon, ou que la défense contre les calomnies qui poursuivent Bakounine, c'est l'avertissement donné à tous ces

révolutionnaires dits «professionnels» qui tout en parlant sans arrêt du «peuple» n'agissent que comme les chefs de ce peuple, qui en partant d'une violence peut-être justifiée aboutissent à une violence absurde, gratuite, inhumaine, qui en analysant la réalité se détachent complètement de toute réalité, vivent dans un monde de rêve, d'abstraction, etc.

La conclusion est typiquement anarchiste : tout en étant des collectivistes convaincus, nous devons conserver à tout prix la personnalité individuelle ; le bonheur collectif ne peut commencer que par le bonheur individuel... on ne peut ni «identifier» ni sacrifier la personne humaine sans qu'elle en sorte mutilée, et donc la société aussi.

L'exemple de Bakounine est aussi significatif dans un autre sens, le sens historique. Bakounine n'est pas le produit d'une prétendue «âme slave», encore moins d'un boyard ; il a été formé historiquement par l'esprit de la jeunesse et de l'intelligentsia russe en révolte mais sans issue, rejetée dans un silence de mort après le massacre des décembristes en 1825, puis par la philosophie allemande, par le socialisme français, par le contact personnel avec des révolutionnaires de tout bord et de tous pays ; toute sa vie, il a cherché à trouver les moyens d'entraîner le peuple sans lequel aucune Révolution ne peut se faire en profondeur et est donc condamnée. Au cours de cette recherche, il a connu beaucoup d'échecs, fait des erreurs, eu des déceptions, des découragements, mais il a aussi démontré certaines possibilités, certaines chances : en premier lieu dans la rupture complète et définitive avec le monde bourgeois et son idéal, une confiance dans la solidarité prolétarienne et dans l'instinct paysan, l'insuffisance de l'action isolée et individuelle, et la nécessité de la formation et de la coordination entre les éléments les plus conscients mais avec une coordination basée sur le fédéralisme et l'autonomie, etc. Il me semble que nous, anarchistes, n'avons pas su tirer suffisamment les conséquences de ces exemples qui, pour être valables, doivent être réadaptés à notre situation présente. Si, pour Bakounine, les problèmes se posaient uniquement en Europe (avant lui, on parlait même uniquement d'Europe occidentale !), ils se posent actuellement pour les peuples de la planète — les peuples «en voie de développement» sont plus près de ses analyses car les sociétés slaves et latines de l'époque étaient aussi des peuples sous-développés — mais nous continuons à ne nous occuper que de notre presqu'île, qu'on appelle encore Europe... Les anarchistes n'ont pas encore de conception universelle.

Les sociétés secrètes : oui, Bakounine les a aussi pratiquées, comme la plupart des révolutionnaires de son époque, dans des conditions historiques et psychologiques données (minorité consciente de l'essor d'une bourgeoisie sans idéal et d'une masse qui subit, esprit romantique, etc...). Marx aussi a participé à plusieurs sociétés secrètes : la Ligue des justes, la Ligue des communistes, etc. ; il a dit lui-même à Bakounine en 1848 : «Je suis à la tête d'une société secrète et il suffit que je dise un mot pour qu'un de mes militants te tue». La Première Internationale même, dans un certain sens, se divisait en plusieurs tendances, presque des sociétés secrètes — les Mazzinistes, les Proudhonistes, le Conseil général de Londres, les Lassalistes déjà réformistes, les jurassiens avec les Italiens et les Espagnols, les communards de Paris au bagne, etc. — et c'est pourquoi l'Internationale s'écroula. Mais c'est aussi précisément à cette Internationale, à la classe ouvrière en lutte ouverte et publique, que Bakounine a donné le meilleur de lui-même... tandis qu'en Russie tsariste à cette époque

l'action ne pouvait être que clandestine et conspiratrice, comme d'ailleurs aujourd'hui aussi. Que l'activité soit ouverte, clandestine, ou semi-clandestine dépend donc des conditions objectives, du régime, des buts que cette action se propose ; on ne peut porter un jugement global sans analyser toutes ces conditions ; on ne peut non plus considérer un seul mode d'action comme absolu et universel ; dans certains cas, même une action non-violente, même une action purement individuelle, artistique, intellectuelle ou autre, peuvent être également valables. C'est avant tout une question de tactique (et ici nous pourrions par exemple citer pas mal de pages de Lénine ou de Trotsky) à condition toutefois de définir les buts et les moyens, de conserver en même temps l'éthique des révolutionnaires et la participation de la masse du peuple...

Après ces quelques points de détail sur lesquels il nous a semblé nécessaire de nous arrêter, venons-en au jugement global d'Arvon qui porte en lui-même des contradictions.

Il considère d'une part l'apport de Bakounine et de l'anarchisme en général comme : «l'ombre d'un monde disparu, un anti-étatisme démenti par l'évolution économique, sociale et politique,... une grande faiblesse intrinsèque, etc...». Et d'autre part, il déclare :

«Le triomphe... du marxisme semble avoir mis un point final à ces polémiques... Mais dans la mesure même où une pensée victorieuse, subissant la lourdeur fatale du pouvoir, se fige en dogme, une foi généreuse en orthodoxie contraignante, un élan révolutionnaire en conservatisme aveugle et étouffant, bref, dans la mesure où le phénomène de vieillissement se produit, la nécessité de réveiller un avertissement qui en dénonce les effets une opposition qui fait tomber les parties desséchées, et une critique soucieuse d'un rajeunissement, se fait sentir avec une intensité croissante... Il semble particulièrement opportun de reprendre l'alerte donnée par Bakounine il y a un siècle...»

(p. 90)

«Ainsi l'histoire récente a prouvé qu'en raison de la permanence de certains traits humains on ne résout que partiellement et, en tous cas, provisoirement la question sociale en s'attaquant à la seule propriété privée, que toute conquête du pouvoir, fût-elle entreprise à l'origine en vue d'une libération définitive, peut être génératrice d'une nouvelle oppression... Or, c'est plus particulièrement la notion du pouvoir que Bakounine passe au crible d'une critique parfois démesurée et même injuste, mais toujours imprégnée du sens de l'homme...»

(p. 90-91)

«... C'est pourquoi, confrontés au Leviathan moderne dont il a prévu toutes les monstruosités, c'est sur sa doctrine plus encore que sur celle de Marx que nous sommes tentés de projeter l'ombre de nos problèmes et de nos inquiétudes...»

(p. 12)

«... Force nous est de reconnaître que dans cette alternance perpétuelle d'aliénation et de suppression d'aliénation, d'oppression et de libération la révolte constitue une valeur permanente et quasi absolue, qu'elle est, comme le dire de nos jours Jean-Paul Sartre dans sa Critique de la raison dialectique, *«le commencement de l'humanité...»*

(p 67)

«... Cette transformation radicale de la société en un ensemble de libres associations peut paraître utopique, ou plus précisément, a pu paraître

utopique pendant la première moitié du XXe siècle où on a vu le monde s'orienter vers de vastes unités politiques et économiques de plus en plus centralisées. Mais depuis que cette évolution, qui se traduit politiquement par un glissement totalitaire et économiquement par une planification bureaucratique, a révélé ses effets déhumanisants et tyranniques, le problème posé et tout au moins apparemment résolu par Bakounine, à savoir l'institution d'un pouvoir qui, au lieu d'être le lieu de l'aliénation politique et économique, garantit à chacun le double rôle permanent de souverain et de sujet, bref l'institution d'une démocratie dont tous assument les responsabilités, a quelque chance de revenir à l'ordre du jour. Problème d'autant plus angoissant que le marxisme n'a pas tenu ses promesses de libération politique et sociale : en dotant une administration omniprésente de toutes les ressources d'une économie confiée à ses soins, il ne fait qu'accentuer la pression que le pouvoir politique exerce sur les individus.»

(p. 77-78)

On voit donc que même pour Arvon, l'anarchisme n'est pas tellement «l'ombre d'un monde disparu» ; son livre mérite d'être lu et discuté, il représente un travail critique, une réflexion utile lorsqu'on cherche à comprendre la pensée de Michel Bakounine. Mais le livre y aurait sûrement gagné si Arvon avait évité de reprendre ces calomnies et ces accusations gratuites ; nous espérons qu'il sera possible de dépasser ces points secondaires et somme toute d'un intérêt relatif pour pouvoir aborder les vrais problèmes que Bakounine a posés et essayé de résoudre : les problèmes de la révolution, du socialisme anti-autoritaire et de la liberté.

II. — Michel Bakounine — aspects de son œuvre

Hem Day a publié en janvier 1966 dans la collection «Pensée et Action» n° 31 *Michel Bakounine, aspects de son œuvre*.

Hem Day est un camarade qui depuis plus de 40 ans poursuit un travail de recherches, de propagande, de documentation, de bibliographie, d'histoire. Il a publié une série de brochures, de cahiers, de revues sur Godwin, La Boétie, Ernestan, Nieuwenhuis, Han Ryner, etc. Sans être toujours d'accord sur son choix et sur son interprétation, nous ne pouvons que le féliciter de sa ténacité, sa persévérance dans le travail d'autant plus qu'il l'effectue le plus souvent d'une manière isolée. Mais cela ne doit pas nous empêcher de faire quelques remarques et quelques critiques sur le livre dont il s'agit ici.

C'est une série de brèves études, ou plutôt d'articles, portant sur différents aspects de l'œuvre de Bakounine : sa vie, la calomnie qui l'a poursuivie, sa «Confession», Bakounine et la Franc-Maçonnerie, Bakounine et le panslavisme, etc. Tout en étant d'un caractère plus facile pour la lecture, ce découpage a aussi ses inconvénients : répétitions, caractère un peu trop polémique et un peu superficiel. Mais cette critique porte sur un côté technique qui n'est pas essentiel.

Ce qui semble plus important, c'est la manière de traiter le sujet : et si cette critique s'adresse à Hem Day, elle s'adresse aussi sur ce point à un état

d'esprit plus général, chez de nombreux anarchistes. Ces camarades se sentent obligés de défendre à tout prix, contre vents et marées, toutes les prises de position de Bakounine, par exemple.

Il faut, bien sûr, relever les injustices et la calomnie, y donner une réponse, d'autant plus que cela dure depuis déjà plus d'un siècle — précisément depuis 1847. Nous l'avons essayé en ce qui concerne le prétendu côté «réactionnaire et fasciste» de Bakounine, son «chauvinisme», son « machiavélisme », etc. Mais nous ne pouvons pas défendre toutes les positions de Bakounine : sur certains points il s'est trompé, sur d'autres il s'est corrigé lui-même, certaines positions sont dépassées par des données nouvelles, d'autres sont trop imprégnées d'une polémique passionnée et personnelle. Nous devons honnêtement, historiquement, objectivement le dire. Les feux d'artifice verbaux, les polémiques passionnées et subjectives ne résoudront pas le problème, au contraire, on reste ainsi constamment à un niveau de discussion nous semblant secondaire, comme si l'on jouait tout le temps à l'accusé et l'accusateur devant un tribunal. Même avec ses erreurs, l'œuvre de Bakounine conserve suffisamment de poids, de valeur et de vérité pour rester toujours présente sur la scène sociale, surtout que précisément le jugement de l'Histoire lui a donné raison sur de grandes notions de sa pensée et de son action.

Cette attitude de «défense passionnée» ne correspond pas non plus, pensons-nous, au caractère propre de Bakounine, qui acceptait l'évolution, la dialectique même, et refusait le dogmatisme et l'idéalisme. Je me demande pourquoi les hommes de notre époque (et peut-être aussi d'autres époques) ont besoin d'avoir une vision absolue, presque mystique, de leur «idéal». Est-ce un résidu d'une attitude religieuse et déiste, est-ce un inconscient en quête de «père spirituel» qui résoudra tous ces problèmes et prendra la responsabilité à sa place...

Pour en revenir à Bakounine, il est possible d'expliquer en partie par les conditions objectives de lutte, de rapports humains, et aussi par les conditions subjectives de sa propre existence, de son propre caractère, certaines manifestations — mais nous ne sommes pas obligés de nous solidariser avec elles, ni de chercher à réfuter par exemple un antisémitisme évident, un certain côté anti-allemand, manifestations surtout présentes dans les dernières années de son existence : si nous pouvons expliquer la «Confession» comme moyen tactique et ruse de guerre, nous ne sommes pas d'accord avec certains passages qui envisagent la nécessité d'une dictature, d'une hiérarchie révolutionnaire, du pouvoir d'une minorité. Nous ne comprenons pas non plus que Bakounine fasse appel au tsar non seulement dans sa Confession, mais aussi une fois retourné en émigration.

Hem Day essaie, avec beaucoup de bonne foi, de défendre ces positions indéfendables. Il renchérit même :

«L'Allemagne reste donc le symbole vivant de l'autorité... elle entend donner au monde cette forme d'esclavage comme idéal (1870-1914-1940)... Que la civilisation d'Outre-Rhin se révèle être le prototype d'organisation bureaucratique, militariste et tyrannique, il serait difficile de le contester.»

(p. 58)

Et pourtant, les peuples latins «démocrates» d'Italie ont accepté le fascisme, ceux d'Espagne supportent encore Franco, et les peuples slaves ont fait l'expérience d'un des règnes les plus tyranniques de l'histoire, celui de

Staline... Chaque peuple porte évidemment des caractéristiques qui lui sont plus ou moins propres, mais il est impossible de les identifier à des bourreaux comme Staline, Mussolini Hitler ou Franco, d'autant plus que ces régimes ont dépendu non seulement d'une situation nationale particulière, mais aussi d'une situation internationale particulière.

Hem Day n'arrive pas non plus à démontrer l'existence de la «pensée intime» de Bakounine sur l'antisémitisme car celui-ci, emporté par la polémique contre Marx, Outine, Hesse, a parlé non contre eux en tant que tenants d'une idéologie différente, mais en tant que juifs (on peut se demander si leur solidarité et leur haine n'ont pas été en partie provoquées par certaines positions de Bakounine, qui les a ainsi réunis). Certains de ses camarades, comme James Guillaume, Anselmo Lorenzo, et d'autres, ont d'ailleurs réagi sur le moment contre cette prise de position, avec juste raison...

Nous le répétons, la valeur d'un Bakounine est suffisamment grande pour supporter ces critiques. Il faut donc séparer ce qui est essentiel, fondamental, de ce qui est secondaire et personnel. Dans ce sens, Bakounine nous donne lui-même un exemple éclatant : quand Herzen lui a reproché de ne pas engager immédiatement la lutte contre Marx, de ne pas répondre à toutes les calomnies, il lui a expliqué, avec son honnêteté un peu naïve même, que tout cela était secondaire, que s'il fallait engager une bataille, ce serait uniquement pour des questions de principe essentielles.

«Je sais aussi bien que toi que Marx n'est pas moins coupable que les autres ; je n'ignore même pas qu'il a été l'instigateur et le meneur de toute cette calomnieuse et infâme polémique qui a été déchaînée contre nous. Pourquoi l'ai-je donc ménagé ? Je l'ai loué, j'ai fait plus que cela : je lui ai conféré le titre de géant. Pour deux raisons, cher Herzen. La première, c'est la justice. Laissant de côté toutes les vilenies qu'il a vomies contre nous, nous ne saurions méconnaître, moi du moins, les grands services qu'il a rendus à la cause socialiste depuis environ 25 ans... Il est aussi l'un des premiers organisateurs, sinon l'instigateur de la société Internationale. A mon point de vue c'est un mérite énorme que je lui reconnaîtrai toujours, quelle que soit son attitude envers nous...

«Cependant, il pourrait arriver, et même dans un bref délai, que j'engage une lutte avec lui, non pas pour l'offense personnelle, bien entendu, mais pour une question de principe, à propos du communisme d'État dont lui-même et les partis anglais et allemand qu'il dirige sont les chaleureux partisans. Mais il y a un temps pour tout et l'heure pour cette lutte n'a pas encore sonné.»

(Bakounine à Herzen, dans Dragomanov.)

Et en effet, si Marx produisait aisément des bulletins clandestins contre Bakounine, il n'eut rien à répondre quand Bakounine publia *L'État et l'Anarchie* ; il nota seulement quelques critiques sur les pages mêmes d'un exemplaire de ce livre, mais il n'a jamais pu publier de réponse.

C'est de là que doit partir notre discussion.

Michel Bakounine
Quelques livres (suite)

... Quelques lecteurs nous ont fait remarquer que la discussion sur Bakounine avait surtout porté sur des détails que le lecteur ne connaît pas et ne peut vérifier, que ce débat aurait dû plutôt se faire dans une publication plus spécialisée. Nous tâcherons donc de tenir compte de ces remarques et d'éviter les discussions un peu trop «entre érudits».

Nous avons déjà signalé (*N et R*, n° 30) la parution du livre de François Munoz *Bakounine — La Liberté*, éd. J.J. Pauvert, 1965. Il s'agit d'un choix de textes, d'environ 300 pages, qui comme tout «choix» est fragmentaire, incomplet, arbitraire. Mais cela n'enlève rien à leur intérêt, étant donné surtout que les vieilles éditions des *Œuvres* de Bakounine (éd. Stock) sont épuisées depuis longtemps et que les volumes des *Archives de Bakounine* en cours d'édition (Amsterdam) sont trop chers. Nous recommandons donc vivement ce livre.

Nous ne pouvons pas en dire autant des 30 pages de présentation de François Munoz ; l'auteur a fréquenté à une certaine époque les milieux libertaires, et l'on pouvait s'attendre à plus de rigueur et plus de connaissances. Il a mis longtemps à préparer ce travail, dans des conditions difficiles. Nous sommes d'accord avec lui quand il pose une série de questions, de comparaisons, de parallèles entre Marx et Bakounine ; le courage de les avoir posées vaut beaucoup mieux que la tendance à les ignorer. Mais nous ne sommes pas d'accord avec ses conclusions : il aboutit à des affirmations hâtives, peu motivées, déconcertantes :

« Bakounine ne se situe pas en dehors du marxisme, pas plus que J.P. Sartre... Bakounine est un marxiste qui ne se met pas au garde à vous devant Marx. Et c'est même, à sa façon, avec Marx (Engels vient loin derrière eux) l'un des deux plus grands marxistes de son temps.» (Préface, p. 11)

Pour nous, cela ne correspond ni à la vérité théorique telle qu'elle existait à l'époque, encore moins à la vérité historique depuis un siècle. Nous sommes évidemment d'accord avec Munoz pour réviser la vision romantique d'un «duel» épique entre deux hommes, opposés sur tous les points. Car il y a un certain nombre de points sur lesquels ils étaient d'accord, et d'autres sur lesquels les désaccords étaient profonds, comme il y a aussi un certain nombre de témoignages de leur estime mutuelle, de leur influence réciproque, et aussi de leur animosité.

On n'a donc pas le droit de minimiser ni d'escamoter ces désaccords théoriques, qui ont une importance considérable car ils portent sur le communisme d'État, la dictature du parti, la subordination des hommes à des considérations purement économiques, etc. Il existe aussi une opposition de deux caractères, de deux visions du monde qui ont entraîné une lutte pas toujours très propre, une division dans les forces révolutionnaires pas toujours très profitable pour tous. Les désaccords se situent donc sur deux plans : l'un théorique, l'autre personnel.

C'est le premier plan qui est important, primordial, car les critiques des différentes conceptions du socialisme sont toujours valables, peut-être même aujourd'hui davantage. Les conceptions libertaires, tout en étant souvent mal formulées et mal défendues, continueront d'exister, même si le dernier anarchiste est exterminé (ce qui est arrivé en Russie), car au delà des qualifications libertaires ou autres, ces conceptions correspondent à des aspirations de justice, de dignité, de liberté, qui se manifestent périodiquement au sein des masses, à des nécessités d'égalité et de révolte. Nous ne rendrons aucun service à la vérité historique et au grand problème d'actualité qui est la réalisation du socialisme en minimisant ces problèmes, en effaçant leur relief — ce que fait en partie Munoz. C'est faire le jeu de ceux qui ont toujours prétendu que les idées anarchistes sont dépassées, que les anarchistes sont anéantis.

Sur le deuxième plan, personnel, nous pouvons et il me semble même que nous devons être moins intransigeants. Ce n'est pas la personnalité en tant que telle d'un Bakounine, d'un Marx, d'un Kropotkine, etc., qui doit déterminer notre attitude, car ils ont tous pu se tromper, ils ont tous eu leur faiblesse humaine. Munoz nous dit «tomber amoureux» de Bakounine dès son premier contact avec sa pensée, avec sa personnalité. C'est peut-être le meilleur moyen de le trahir ; on veut le justifier à tout prix, le voir plus grand que nature, et on le déforme facilement. Nous sommes en droit de dépasser ces jugements subjectifs et affectifs. Bakounine lui-même nous en donne d'ailleurs l'exemple, car il n'a jamais attaqué le premier Marx, et a même accepté de ne pas se défendre, parce qu'il plaçait ses intérêts personnels bien après les intérêts beaucoup plus importants de l'Internationale. Voici quelques extraits de sa lettre du 28/10/1869 adressée à Alexandre Herzen (voir Dragomanov p. 288) ; il répond à Herzen qui lui reprochait de laisser Marx continuer à publier des calomnies sur eux deux :

voir l'extrait de lettre cité p. 110.

En voici un autre exemple, l’«adresse» rédigée par les camarades rassemblés à Berne au lendemain de la mort de Bakounine :

«*Les travailleurs réunis à Berne à l’occasion de la mort de Michel Bakounine, et appartenant à cinq nations différentes, les uns partisans de l'État ouvrier, les autres partisans de la libre fédération des groupes de producteurs, pensent qu'une réconciliation est non seulement très utile, très désirable, mais encore très facile sur le terrain des principes de l'Internationale, tels qu'ils sont formulés à l'article 3 des statuts généraux révisés au Congrès de Genève de 1873* ***(1)****. En conséquence l'assemblée réunie à Berne propose à tous les travailleurs d'oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées et de s'unir plus étroitement sur la reconnaissance des principes énoncés à l'art. 3 des statuts mentionnés ci-dessus.*»

(3 juillet 1876)

La réponse des marxistes est parue quelques jours plus tard (journal) *Tagmacht*, Zurich, rédacteur Herman Greulich, texte repris par *Volkstaat*, Leipzig, *Vpered* de Londres. etc.) :

«*Bakounine était regardé par plusieurs bons socialistes, hommes impartiaux, comme un agent russe ; cette suspicion, erronée sans doute, est fondée sur le fait que l'action destructive de Bakounine n'a fait que du mal au mouvement révolutionnaire, tandis qu'elle a beaucoup profité à la réaction.*»

(8 juillet 1876.)

Nous en sommes toujours au même point, du moins en ce qui concerne l'attitude des marxistes, surtout quand ils sont au pouvoir. Sans ressortir la martyrologie anarchiste en Russie bolchevique et ailleurs, nous ne ferons que citer la phrase de Staline : «*avec les ennemis il faut mener une véritable lutte, et les anarchistes sont nos véritables ennemis*»... En Russie, aujourd'hui, la même attitude entièrement négative a cours officiellement. Nous ne pouvons pas reproduire intégralement ici la traduction que nous avons faite de «Marxisme et Anarchisme», « La lutte de K. Marx et F. Engels contre l'anarchisme» (cours de Mme N.S. Prozorova, Faculté de Droit, Université de Moscou, 1961), mais nous donnons quelques phrases de la préface :

«Les révisionnistes actuels n'utilisent bien entendu que certaines parties des idées de Proudhon et de Bakounine. Ainsi, de nombreuses idées anarchistes reçoivent une interprétation particulière. Par exemple, la position de base de l'Anarchisme — sur la nécessité d'une disparition immédiate de l'État — se transforme chez les Yougoslaves, et d'autres révisionnistes, en la considération que la disparition de l'État est une question fondamentale et décisive dans le système social ; qu'elle vient immédiatement après le principe de pouvoir de la classe ouvrière. Un autre point de vue anarchiste : la négation de la nécessité du rôle dirigeant du parti communiste dans les États socialistes, est aussi plus ou moins ressortie.
D'autres idées aussi, comme “le principe d'une économie décentralisée”, le mot d'ordre “l'entreprise d'autogestion”, d'une démocratie “directe” : politique et économique, etc., qui sont professées par les révisionnistes yougoslaves, ne sont que des reproductions, presque identiques, des théories de Proudhon, Bakounine, sur la “liquidation de l'autorité” et le “refus du principe de centralisme démocratique”.»

Bakounine n'est donc pas reconnu comme marxiste par les marxistes mêmes, bien au contraire... Dans le problème «Anarchisme-Marxisme», de nombreux phénomènes ont, dès l'époque des premiers conflits, beaucoup compliqué les rapports et rendu la question presque insoluble. Il faudrait pourtant essayer de voir plus clairement ce qui nous est commun et ce qui nous sépare, en évitant la passion et les conflits personnels ou les côtés anecdotiques. Cela aiderait aussi quelques esprits plus lucides qui, de l'autre côté de la ligne de démarcation, ont un certain souci semblable. Mais ce travail ne pourrait être fait que par une équipe plus grande que la nôtre.

S'il y a plusieurs sortes d'anarchistes, il existe aussi plusieurs tendances chez les marxistes, et chez certains la «déstalinisation» n'est pas uniquement un problème de police, mais une «dédogmatisation» qui tout en restant sur une base marxiste découvre des côtés différents chez Marx ou plutôt lui donne des explications différentes. Les exemples en sont nombreux, surtout dans une certaine presse marxiste occidentale qui a la possibilité de publier des débats ; on a aussi de temps en temps certains échos à l'Est malgré la sclérose de la pensée créatrice : ainsi, « Le Monde » du 13/11/1966 nous rapporte à propos du philosophe polonais Kolakowski la phrase de Marx que celui-ci utilise comme leitmotiv :

«Le communisme n'est pas pour nous un État à instaurer, un idéal sur lequel la réalité devra se modeler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'État aujourd'hui.»

Il rappelle également l'un de ses derniers articles :

«*Les traits fondamentaux considérés comme positifs sont le manque de dynamisme, la soumission vis à vis de l'ordre établi et de ses représentants, le conformisme et le manque de courage. Le système ne forme pas ces individus, il produit seulement de façon presque mécanique les principes de sélection sociale en vertu desquels les chances d'une participation active dans l'autoreproduction du système sont associées précisément à de telles caractéristiques individuelles.*»

(«La personnalité et la conception de la société.»
La Pologne. 1966)

L'auteur reprend, sans doute sans les connaître, quelques-unes des idées de E. Mounier (*Communisme, Anarchisme et Personnalisme*, 1936, qui vient d'être réédité au Seuil) qu'il a prise à l'Anarchisme (voir notre étude dans *N. et R.* n°25). Cela montre la ténacité et la persistance des idées et leur cheminement à travers différents milieux.

Il est intéressant, à propos de Munoz, de dire quelques mots au sujet d'une certaine polémique qui se manifeste parmi certains autres dont l'optique est assez semblable, tels que Daniel Guérin et Jean Maitron deux auteurs de valeur. Maitron, dans ses «Notes de lecture» sur la bibliographie de l'anarchisme français de 1945-1966 — qui sont excellentes et probablement complètes (*Le Mouvement Social* n°50 et n°56) — semble reprocher à Guérin sa sympathie pour l'anarchisme qui «déforme» sa vision historique de l'anarchisme ; il fait la même remarque pour Lehning (le responsable des *Archives Bakounine*, Amsterdam). Nous n'avons pas nous-mêmes toujours été très tendres envers Guérin, mais il faut souligner son esprit de recherche, son courage et son honnêteté. La vocation de celui qui milite n'est évidemment pas toujours compatible avec celle d'un historien, mais Guérin a le droit de choisir dans le vaste champ d'action des anarchistes ses points de référence et de préférence. Maitron sera sans doute d'accord avec nous, car il lui arrive, à lui aussi, de sortir de son activité d'historien pour donner des jugements de valeur.

L'histoire de notre mouvement, l'exposé de nos idées ont d'ailleurs été tellement ignorés, tellement déformés d'une manière purement négative que les efforts de quelques chercheurs comme Maitron, Guérin, Yvon Bourdet, Arvon, nous sont extrêmement précieux et nous apportent une vision plus fraîche et plus neuve, même si nous ne sommes pas entièrement d'accord avec toutes leurs thèses. Si l'on passe en revue *Noir et Rouge* on voit que les seuls camarades que nous avons critiqués sont ceux qui travaillent le plus pour l'anarchisme : Maitron, Guérin, Leval, Hem Day, Baldelli, Laïn Diez, etc., par le simple fait qu'ils ont une opinion à eux et qu'on ne peut pas critiquer ceux qui ne possèdent aucune opinion originale...

Ceci est aussi valable pour les deux livres de Guérin : *Anarchisme* (éd. Idées, Gallimard, 1965) et *Ni Dieu ni Maître* (éd. Delphes, 1966, réed. Maspéro 1970); le premier de ces deux livres présente trois parties : «les idées force de l'anarchisme» (la révolte, l'anti-étatisme, l'individu, la société, etc.) ; les côtés constructifs de l'anarchisme, si souvent négligés (autogestion, planification, syndicalisme, la Commune, fédéralisme, internationalisme, etc.) ; enfin quelques exemples de cet esprit constructif (le rôle des anarchistes dans le mouvement ouvrier, dans les syndicats, pendant la Révolution russe, dans la

Révolution espagnole). Le dernier chapitre, «En manière de conclusion», est connu de nos lecteurs : il est paru dans *N. et R.*, n°31 (Autogestion contemporaine *) avant la publication du livre.

Il existe ainsi une sorte de trilogie historique de l'anarchisme, dont le premier volet, *Histoire de l'Anarchisme* (Sergent et Harmel, Le Portulan, 1949), s'arrête après la Commune de Paris ; le deuxième,*Histoire du mouvement anarchiste en France* (Maitron, 1955, réed. Maspéro 1975), prend la suite avec les années 1880 à 1914, et le troisième est le livre de Guérin qui continue par les événements d'après guerre. L'ensemble est couronné par *Ni Dieu ni Maître, Anthologie historique du mouvement anarchiste*, qui présente «en quelque sorte le dossier... d'un procès en réhabilitation», car :

«*L'anarchisme... est victime d'un discrédit qu'il ne mérite peut-être pas. D'une injustice qui se manifeste... sous trois formes: ses diffamateurs soutiennent que l'anarchisme est mort, ses détracteurs pour le mieux discréditer nous proposent une vision absolument tendancieuse de sa doctrine, certains de ses commentateurs prennent soin de ne tirer de l'oubli, de ne livrer à une tapageuse publicité que ses déviations les plus discutables, et en tout cas les moins actuelles, telles que le terrorisme, l'attentat individuel, la propagande par les explosifs. Le dossier que nous présentons et où nous laissons les documents parler eux-mêmes réfutera, croyons-nous, ces trois propositions... Il nous paraît... que les idées constructives de l'anarchisme sont toujours vivantes, qu'elles peuvent, à condition d'être réexaminées, passées au crible, aider la pensée socialiste contemporaine à prendre un nouveau départ.*»

(Préface de *Ni Dieu ni Maître*.)

Le «dossier» choisi par Guérin comprend 664 pages d'un texte très riche, presque sans commentaires, bien présenté, vivant, comprenant assez souvent des textes inconnus ou épuisés depuis longtemps. Il comprend environ 150 pages consacrées à Proudhon, presque autant à Bakounine puis, avec de brèves biographies, des textes de Stirner, J. Guillaume, Kropotkine, Malatesta, Louise Michel, Fernand Pelloutier, Émile Pouget, etc. ; également des études sur la Fédération jurassienne, la Commune de Paris, le mouvement de Makhno, Cronstadt, l'Espagne libertaire, etc. En somme, c'est un instrument très utile pour chaque militant, un document très sérieux pour ceux qui veulent connaître nos idées. Le prix en est peut-être un peu élevé, mais il paraît rarement de semblables livres. (...)

Théo

N° 13 — 1959 —

Un essai de Daniel Guérin : «*Jeunesse du socialisme libertaire*»

Nous assistons depuis quelques années à une prolifération de livres et de revues qui se réclament tous du marxisme et en même temps proclament qu'ils le «repensent», le «réexaminent»... Il y a aussi de cette démarche dans le livre *Jeunesse du Socialisme Libertaire* de Daniel Guérin qui vient de paraître chez Marcel Rivière (1959). Son travail nous retiendra plus spécialement car il traite de problèmes intéressant les anarchistes. Rappelons que l'auteur nous est connu par ses études (*La lutte des classes sous la Ire République*, *Fascisme et grand capital*, etc.) et également pour son intérêt très amical pour les libertaires depuis quelques années.

Nous essaierons de donner un aperçu de ce livre qui consiste en une série d'essais un peu hétérogènes et de valeur assez différente, puis nous en tirerons nos conclusions, qui d'ailleurs seront brèves. Nous nous arrêterons surtout sur les trois premiers chapitres qui portent sur le socialisme libertaire. Il est assez difficile de choisir des citations et de résumer un essai surtout sociologique, mais ces quelques extraits, nous l'espérons, en donneront un petit aperçu ; pour nous, ces pages présentent un intérêt tout particulier car, partant de positions marxistes, Daniel Guérin est un des rares auteurs qui arrivent assez près de nous dans ses conclusions.

1er Chapitre — LA RÉVOLUTION DÉJACOBINISÉE —

Daniel Guérin commence par une constatation «*autour de nous aujourd'hui tout n'est que ruine, le fascisme (...), la démocratie bourgeoise (y compris la Veme République) (...), le stalinisme...*», dont il conclut que «*l'heure est venue pour la gauche française de repartir à zéro, de repenser jusque dans leurs fondements ses problèmes, de refaire tout son bagage d'idées*» ce qui doit être fait «*dans le cadre de la pensée socialiste, qui demeure en dépit de tout, la seule valeur solide de notre époque. La double faillite du réformisme et du stalinisme nous fait un devoir urgent de réconcilier la démocratie (prolétarienne) et le socialisme, la liberté et la Révolution*».

Guérin fait ensuite un retour en arrière, dans le temps, jusqu'à la Révolution française qu'il connaît comme peu d'historiens ; pour lui, de la Commune de 1793, à celle de 1871, aux Soviets de 1905-1917, la filiation est évidente. En suivant sa pensée arrêtons-nous sur quelques points concrets : avant tout, la **démocratie directe**, c'est à dire le pouvoir des masses, plus précisément des «sans culottes», des «bras nus» ; démocratie découverte spontanément et qui s'est matérialisée par des sections locales des sociétés populaires et des clubs (surtout l'an II) des révolutionnaires qui de façon fédéraliste sont arrivés au Conseil Général de la Commune de 1793. Ce pouvoir des masses par en bas double en réalité le pouvoir bourgeois d'en haut ; c'est un progrès considérable, «*sans doute la maturité d'une démocratie directe expérimentée pour la première fois dans un pays relativement arriéré*». Daniel Guérin note au passage que «*c'est à cette source que Proudhon, puis Bakounine ont puisé leur fédéralisme libertaire*».

Si, il y a 12 ans, Daniel Guérin (*La lutte de classe sous la 1ere République*, éd. Gallimard 1946) cherche à présenter comme une dictature du prolétariat la contrainte que cette avant-garde prolétarienne (ou qui commençait à se prolétariser) se trouvait obligée d'exercer sur la contre-révolution, il cherche aujourd'hui ici à la présenter autrement, à atténuer le mot et à trouver des

correctifs, s'appuyant, entre autres, sur Bakounine : nécessité d'«une force révolutionnaire, même comme transition révolutionnaire» (Bakounine, *L'égalité*,26/6/ 1869), et l'opposant à l'idée de Lénine :

«Quiconque ne comprend pas la nécessité de la dictature ne comprend rien à la Révolution et n'est pas un véritable révolutionnaire» (Contribution à l'histoire de la dictature, Lénine, 1920).

Les dangers de la dictature viennent soit d'en haut, le gouvernement révolutionnaire ; soit d'en bas, le prolétariat armé par le truchement du parti. D'après Guérin, la dictature amène toujours à une «*concentration du pouvoir*» et à une «*reconstitution d'un appareil d'oppression du peuple*». Il discute en même temps avec les historiens de droite et avec ceux de la gauche jacobine qui, se basant tous sur une «nécessité», arrivent toujours à la dictature et refusent le rôle de la démocratie directe, et il dit : «*pendant les quelques six mois où s'épanouit la démocratie directe, le peuple fit la preuve de son génie créateur ; il révéla, bien que d'une façon encore embryonnaire, qu'il existe d'autres techniques révolutionnaires que celles de la bourgeoisie, que celles de haut en bas*» (p. 47) (...) «*Il n'est pas certain que la Révolution ne pouvait être sauvée que par la technique de la bourgeoisie et que par en haut* (...) *Le renforcement du pouvoir central étouffa et tua l'initiative d'en bas qui avait été le nerf de la Révolution. La technique bourgeoise fut substituée à la fougue populaire. La Révolution perdit sa force essentielle, son dynamisme interne*» (p.46).

Un autre fait historique que Guérin souligne, c'est qu'à la fin de 1793 (surtout après le décret du 4/12/ 1793), en renforçant le pouvoir central sous le prétexte de comprimer la contre-révolution, la bourgeoisie s'appliqua surtout à détruire le régime jusque-là essentiellement démocratique et décentralisateur auquel elle avait elle-même contribué deux ans auparavant dans sa hâte à supprimer le centralisme régional de l'ancien régime, c'est «*la volonté consciente de refouler la démocratie directe des sans-culottes*» (p. 48).

Il montre ensuite la naissance d'une bureaucratie plébéienne (surtout hébertiste) qui, en transformant les militants en employés, et en absorbant par l'appareil d'État les meilleurs cadres des sans-culottes, affaiblit la démocratie au sein des sections locales, et en même temps produit une sclérose bureaucratique (qu'il compare lui-même à la bureaucratie stalinienne).

Daniel Guérin essaie de défendre la conception de la démocratie directe en s'appuyant sur l'Enragé Varlet : «*Pour tout être qui raisonne, gouvernement et révolution sont incompatibles*» ; sur Jacques Roux : «*Une révolution menée par les masses et un pouvoir fort (contre les masses) sont deux choses incompatibles*» ; sur Babeuf : «*Les gouvernants ne font des révolutions que pour toujours gouverner. Nous en voulons faire enfin une pour assurer à jamais le bonheur du peuple par la vraie démocratie*» ; sur Buonarroti : «*S'il se formait dans l'État une classe exclusivement au fait des principes de l'art social, des lois et de l'administration, elle trouverait bientôt le secret de se créer des distinctions et des privilèges*», et surtout sur Proudhon : «*En proclamant la liberté des opinions, l'égalité devant la loi, la souveraineté du peuple, la subordination du pouvoir au pays, la Révolution a fait de la société et du gouvernement deux choses incompatibles* (...). *Il y a incompatibilité absolue du*

pouvoir avec la liberté. Point d'autorité, point de gouvernement, même populaire : la Révolution est là (...) *Le gouvernement du peuple sera toujours l'escamotage du peuple. Si la Révolution laisse subsister le Gouvernement quelque part, il reviendra partout*» (*L'idée générale de la Révolution au XIXe siècle*).

Certaines questions restent à l'arrière-plan de ce chapitre, telles que la révolution permanente, l'application abusive de la conception matérialiste de l'histoire «qui mène inévitablement à un fatalisme historique» ; la tradition jacobine qui se prolonge dans le «désaccord» entre marxistes et libertaires et se manifeste chez Liebknecht, Lénine, Staline (pour Marx et Engels, Guérin se montre plus conciliant).

2e Chapitre — DU JEUNE MARX À MARX —

Nous dirons très peu de choses de ce chapitre, car non seulement les autres en ont trop dit sur les mérites, etc... de Marx, mais parce que Marx lui-même malgré toute sa présentation scientifique est loin d'être clair.

Daniel Guérin en donne l'exemple dans les deux citations suivantes : «*Le marxisme est authentiquement un personnalisme*» (J. Lacroix) et c'est «*un antipersonnalisme absolu*» (André Piettre). Ce n'est pas seulement le zèle de ses élèves qui fausse la pensée du maître, mais celle-ci elle-même mène souvent à la contradiction. Avec la découverte des écrits du jeune Marx, avant 1848, le désaccord est encore plus grand, la discussion encore plus passionnée. Sans dévaloriser ni minimiser le rôle de Marx (Guérin souligne que «*la pensée de Marx domine notre époque*»), il est temps de donner une juste mesure à ce rôle et à ces pensées et de sortir de l'oubli l'apport, le rôle et l'action des prédécesseurs et des contemporains de Marx qui ont également participé à l'élaboration de la pensée sociale du XIXe siècle et à l'action des luttes sociales. Sans entrer dans le détail des écrits de Marx, textes «bouleversants et révélateurs», on peut admettre un souci éthique et humain plus grand dans les écrits d'avant 1848 que dans les suivants : lui-même ne se considérait pas encore comme un génie absolu et ne se figeait pas dans une contemplation et une auto-admiration stériles ; il acceptait encore les discussions et les recherches et la jeunesse est toujours plus altruiste et plus enthousiaste.

Il faut aussi essayer de comprendre l'acharnement de certains marxologues contre «les erreurs de jeunesse» du maître, ainsi que l'enthousiasme de certains néophytes de l'église marxiste qui, conscients de l'existence d'erreurs dans la construction de leur socialisme cherchent le remède dans la même bible et trouvent dans les écrits de jeunesse de Marx un appui à leur «humanisme ».

Ouvrons ici une parenthèse : C'est une attitude très fréquente ces derniers temps — ainsi Milovan Djilas fut chargé après juin 1948 par Tito de trouver des arguments dans la discussion idéologique avec Moscou et il sut expliquer par certains textes de Marx, Engels et Lénine la conception des «voies différentes et spécifiques du socialisme» ; ces écrits furent non seulement acceptés mais loués par les chefs de la Yougoslavie. Plus tard, quand Djilas commença lui-même à douter de la véracité des maîtres marxistes, Tito l'envoya en prison — Guérin a de la chance de ne pas se trouver dans la position de Djilas car le doute est inévitablement interprété comme une erreur, comme un crime.

Pour en revenir à la discussion sur Marx jeune, Guérin la caractérise ainsi : «*Cette querelle entre marxologues prend des formes tant soit peu byzantines, qu'elle se déroule principalement sur un plan abstrait et s'exprime souvent dans un confidentiel jargon philosophique (dont, il faut bien l'avouer, le Marx de 1844 est le premier responsable) ; elle porte sur des textes souvent obscurs, parfois même illisibles, dont le caractère ésotérique est aggravé par des traductions défectueuses à partir de textes douteux ou incomplets et dont l'interprétation est souvent ardue ; elle ne gagnerait donc pas à s'étendre au-delà d'un cercle d'initiés et d'érudits, si, à travers elle, à travers les arguments confus et contradictoires de ses participants, n'apparaissent certaines failles de la pensée marxiste. Le militant qui veut transformer le monde, et qui, pour ce faire, a besoin d'être guidé idéologiquement, ne peut ignorer ces incertitudes et ces points faibles d'une œuvre qui, face à la banqueroute de la pensée bourgeoise, lui offre, aujourd'hui encore, malgré ses déficiences, un fil conducteur relativement solide*» (p. 71)

Dans ces conditions, les discussions subtiles des marxologues sur «jusqu'où» le jeune Marx porte encore les empreintes de Hegel et Feuerbach, sur la question de savoir s'il est plus «idéaliste», «utopiste» que ses maîtres, et sur sa conception de l'aliénation des ouvriers dans le régime bourgeois, toutes ces discussions présentent un intérêt secondaire permettant seulement de mieux comprendre d'une part l'évolution de Marx, et de l'autre la porte qu'il a lui-même entr'ouverte... non seulement aux controverses théoriques mais aussi et surtout aux réalisations actuelles maintenant du socialisme.

Nous retiendrons quelques points; Guérin cite et commente ce que Marx écrivit en 1843-44 : «*Marx a posé le principe qu'«abolition de la propriété privée et communisme ne sont nullement identiques», que l'étatisation de la propriété n'est que la «généralisation» de la propriété privée, productrice d'aliénation, que, par conséquent, un communisme qui se contenterait d'un tel état de choses, qui maintiendrait le salariat ne mettrait pas fin à l'aliénation de l'homme*» (Guérin p. 79; Marx, *Œuvres philosophiques*, 1843 et *Manuscrits* de 1844). Puis Guérin passe au texte de Marx de 1875 : «*de tels défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement*» (*Capital*, Naville, p. 453-55).

Cette discussion a la plus grande importance car, et l'expérience l'a prouvé, la nationalisation et l'étatisation de la production et de la propriété n'ont rien à voir avec la libération des ouvriers de l'exploitation. Et ici nous sommes tout à fait d'accord avec Guérin qui souligne que cette perspective marxiste «temporaire» a servi Lénine, Staline etc. pour instaurer un régime où les ouvriers sont aussi aliénés pour ne pas dire même plus et où ils continuent d'être des salariés. Ainsi la question de la gestion ouvrière, de la propriété et de la répartition des biens n'est pas résolue et se pose tout entière. Ce n'est pas par hasard que les révoltés de l'Est ont, d'une part, retrouvé le vieux slogan des conseils ouvriers, et, d'autre part, sont opposés à la gestion actuelle. Enfin pour nous, les conseils ouvriers eux-mêmes, s'ils sont isolés et s'ils ne s'accompagnent pas d'une socialisation de toute l'économie, d'échanges, etc..., s'ils restent isolés dans un régime étatique et centralisé, ne peuvent non plus résoudre la question (l'expérience des «conseils ouvriers» en Yougoslavie depuis quelques années concorde avec cette conclusion).

Sur les points principaux, Marx, consciemment ou inconsciemment, laisse des équivoques : nous avons vu sa conception sur la **suppression de l'aliénation** ; la même tactique est appliquée à sa conception de **l'État** qui dépérit et en même temps ne dépérit pas ; aussi bien qu'à celle de la liberté qui doit être la base de la société, mais dans un avenir lointain. Cette conception équivoque les libertaires l'ont toujours violemment combattue : devant chaque difficulté on reportait la responsabilité sur les exécutants, mais on ne mettait jamais la source, c'est-à-dire Marx, en doute : Guérin se demande si «*l'ajournement sine die de la* «réappropriation» *et la persistance de la contrainte étatique ne se trouvent pas déjà, au moins en germe, dans la pensée du Marx de la maturité*» (p. 80). C'est un joli compliment fait à Marx pour son «évolution» et sa maturité.

La même dialectique douteuse et miteuse existe au sujet de **la conception humanitaire** de Marx. Guérin oppose aux enthousiastes de Marx trop humanitaires, en se basant lui-même sur Marx, les arguments suivants : «*Il n’est pas certain que la position du jeune Marx soit entièrement satisfaisante pour ceux des socialistes qui se préoccupent de sauvegarder la liberté individuelle. L'homme auquel se réfère constamment le Marx «humaniste» est, on n'y prend sans doute pas assez garde, un Homme hégélien et feuerbachien, un Homme abstrait, universel, un Homme «générique», c'est-à-dire membre de l’«espèce», un Homme essentiellement social. Pour Marx, il n'existe pas de véritable problème de l'individu, car «l'individu est l'être social». «La vie individuelle et la vie générique de l'homme ne sont pas différentes». «Le communisme est la véritable solution du conflit entre l'individu et l'espèce» (Marx, Manuscrits de 1844), entre l’individu et la société. Dans la société communiste, «la solidarité existant nécessairement dans le libre développement de tous assurera la liberté individuelle (Marx, «L'Idéologie allemande», 1846). Mais cette synthèse optimiste et messianique de l'individuel et du social n'est-elle pas un tour de prestidigitation trop brillant et trop habile pour être absolument convaincant ? L'individu sera-t-il réellement «désaliéné» dans une telle perspective «humaniste» et la nouvelle forme de «société» qu'anticipe le jeune Marx cessera-t-elle vraiment, comme il en exprime l'espoir, de se «figer... comme abstraction vis-à-vis de l'individu» (Marx, Manuscrits de 1844) ?*» (Guérin p. 80-81).

Déjà à l'époque, les rapports entre individu et société ont provoqué de vives discussions. Guérin retrouve les vieux textes de Proudhon et les commente ainsi : «*Proudhon (personne, à ma connaissance, ne l'a dit) a été le premier à faire des réserves sur la conception «humaniste» de l'homme, d'abord victime de l'aliénation (le mot vient sous sa plume), puis «réconcilié avec lui-même». Il appréhendait que cette réconciliation n'aboutisse, en fait, à la notion d'«un moi collectif auquel : s'asservit comme à un maître invisible le moi individuel» (Philosophie de la Misère, 1846)*». (Guérin p. 82).

Max Stirner a aussi de son côté attaqué la conception marxiste, et Guérin cite ici l'opinion d'Arvon sur Stirner : «*Arvon a montré que la dévastatrice critique stirnérienne de l'humanisme hégélien et feuerbachien, de la «sacralisation» de l'homme abstrait a, pour une large part, incité Marx à jeter par dessus bord cette philosophie idéaliste dont il était encore quelque peu imprégné. Mais la rupture avec Feuerbach, avec l'ensemble des jeunes hégéliens, a entraîné Marx dans des voies diamétralement opposées à celles de Stirner : elle l'a*

conduit à partir, non de l'individu, mais du matérialisme historique et de la praxis révolutionnaire». (Guérin, p. 87)

3e Chapitre — LÉNINE OU LE SOCIALISME PAR EN HAUT—

Dans le chapitre précédent, Guérin essaie de découvrir l'équivoque et les faiblesses de la pensée de Marx. Poursuivant sa critique, il arrive à Lénine ; et dès le début, il déclare : «*il paraît indispensable aujourd'hui de procéder à une critique serrée de certaines conceptions léninistes, qui portaient en elles le germe de la dictature sur le prolétariat et dont le socialisme doit se débarrasser s'il veut retrouver son authenticité libertaire*» (p. 91) tout en réservant son estime pour Lénine. En cherchant l'origine de la dictature du prolétariat — pivot de la conception léniniste — Guérin va, de la Conspiration des Égaux (1796) dirigée par Babeuf, en passant par les blanquistes de 1839, par Kautsky et Rosa Luxembourg, jusqu'à Lénine.

En quoi consiste, d'après lui, **l'erreur de la conception du socialisme par en haut** ? Avant tout en une conception un peu «ambivalente de la pensée marxiste dès sa naissance» qui oscille entre une conception volontariste où le rôle principal est donné à une avant-garde qui peut forcer l'histoire, et une conception purement mécaniste d'une évolution inévitable, économique, en dehors de tout effort humain. Ainsi Engels critique les blanquistes : «ils partaient de cette idée qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés étaient capables, le moment venu, non seulement de s'emparer du pouvoir, assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la Révolution et à la rassembler autour de la petite troupe directrice. Pour cela, il fallait avant tout autre chose la plus stricte centralisation dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire» (Engels, Introduction du 18 mars 1891 à *La Guerre Civile en France* cité par Guérin, p.92). Et Kautsky : «Le prolétariat, qui était trop ignorant et démoralisé pour s'organiser et se diriger lui-même, devait être organisé et dirigé par un gouvernement composé de son élite instruite, quelque chose comme les Jésuites du Paraguay qui avaient organisé et gouverné les Indiens» (Kautsky, *la dictature du prolétariat*, 1918, cité par Guérin, p. 92).

Mais en même temps, dans le *Manifeste Communiste*, existe la thèse opposée : «Pratiquement, les communistes sont (...) la fraction la plus résolue des partis ouvriers (...), celle qui pousse toujours en avant ; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien» (*Manifeste Communiste*, p. 82, cité par Guérin p. 94).

Lénine profite de cette ambivalence pour construire et imposer sa conception qui, tout en gardant toujours une apparence d'historicisme, est beaucoup plus homogène et beaucoup plus logique que celle de ses maîtres. Il accepte avant tout le rôle d'une avant-garde de révolutionnaires professionnels, espèce de cercle fermé d'initiés liés à une discipline et un centralisme absolus, et en même temps il refuse toute expérience ouvrière et s'acharne contre la spontanéité des masses populaires. «L'histoire de *tout* pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre les patrons» (Lénine, *Que faire ?*, p. 437, cité par Guérin p. 98). «Toute soumission à la spontanéité du mouvement ouvrier, toute restriction du rôle de l'«élément conscient» (...) signifie qu'on le veuille ou non, un renforcement de

l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers» (Lénine, *Que faire ?,* p. 445, cité par Guérin p. 98-99). Il refuse les luttes ouvrières sous prétexte qu'elles sont l'expression de l'influence camouflée de la bourgeoisie (...) pour accepter et glorifier d'une autre façon cette même bourgeoisie : «La doctrine socialiste (...) a surgi des théories philosophiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels. Par leur situation sociale, les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient des intellectuels bourgeois». (Lénine, *Que faire ?*, p. 437, cité par Guérin p. 99)

Non seulement il ne faut pas avoir confiance dans les masses, dans leur spontanéité, dans leur combativité, y compris dans les masses ouvrières ; mais la vérité révélée à quelques fortes têtes (par hasard bourgeoises) devait être imposée aux masses, descendre du sommet vers la base. Comment ? par l'intermédiaire de cette avant-garde de révolutionnaires professionnels, c'est-à-dire détachés de la production de la vie syndicale, des masses, enfermés dans les organisations «militaires» (Lénine, sic) fortement hiérarchisées, disciplinées, «bureaucratisées» (Lénine, re-sic). Parce que chaque démocratisation «mène aux anarchismes» (toujours Lénine). On peut ainsi expliquer le secret des succès de Lénine : c'est une conspiration qui était préparée pour la prise du pouvoir, suffisamment souple pour s'adapter à toutes les conjonctures, suffisamment dure pour mater toute contradiction ; en réalité elle comporte une originalité, car les conspirations semblables dans l'histoire s'étaient appuyées soit sur une oligarchie militaire ou aristocratique, soit sur une démagogie patriotique, tandis que Lénine s'appuyait sur une phraséologie socialiste.

En l'honneur du marxisme, il faut dire que la conception de Lénine a été hautement discutée par certains marxistes (les menchéviks, Martynov, Axelrod, Martov, Trotsky, Rosa Luxembourg, etc...) Guérin retrouve les vieux textes, surtout de ces deux derniers. Nous citerons seulement Rosa Luxembourg car Trotsky, qui menait la critique à peu près avec la même vigueur que Rosa Luxembourg, s'est plus tard corrigé lui-même et a nié la brochure qu'il y avait consacrée, s'alignant complètement sur les positions de Lénine. D'après Rosa Luxembourg (citée et commentée par Guérin), «les membres du parti ne sont plus que des instruments, des agents d’exécution de son altesse le comité central». Elle s'élève contre «l'impitoyable centralisme de Lénine» considérant que celui-ci «prête au prolétariat une sorte de goût masochiste pour les rigueurs d'une discipline impitoyable», et lui oppose sa propre conception, selon laquelle «ce n'est qu'en extirpant jusqu'à la dernière racine ces habitudes d’obéissance et de servilité que la classe ouvrière pourra acquérir le sens d’une discipline nouvelle, de l'auto-discipline librement consentie». Elle continue : «Les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école, jamais le mouvement de classes du prolétariat ne doit être conçu comme mouvement d'une minorité organisée (...). Toute véritable grande lutte de classes doit reposer sur l'appui et la collaboration des masses les plus étendues et une stratégie de la lutte de classes qui (...) serait faite uniquement à la mesure des marches bien exécutées d'une minorité serait vouée par avance à un pitoyable fiasco » (R. L., *Grève générale, Parti et Syndicats*, 1906, p. 47; cité par Guérin p. 107). «L'ultra-centralisme défendu par Lénine nous paraît comme imprégné, non point d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile du veilleur de nuit. Tout son souci tend à contrôler l'activité du parti et non à le féconder, à rétrécir le mouvement plutôt qu'à le développer». Elle conclut : «Nous ne

saurions concevoir de plus grand danger pour le parti socialiste russe que les plans d'organisation proposés par Lénine. Rien ne pourrait plus sûrement asservir un mouvement ouvrier, encore si jeune, à une élite intellectuelle assoiffée de pouvoir que cette cuirasse bureaucratique où on l'immobilise (...)» (cité par Guérin p. 108).

Pour nous, tout en conservant une certaine estime pour Rosa Luxembourg, nous ne pouvons que considérer cette critique comme stérile et superficielle : elle porte sur les aspects secondaires, mais non sur le fond même, lequel consiste dans la question du pouvoir, dans la préparation de la prise du pouvoir avant la Révolution et dans l'exécution de cette prise de pouvoir pendant et après la révolution. Dans ce but, Lénine a fait tous les «compromis» et pour Rosa Luxembourg ce but même est valable. Pour nous, le fonctionnement et le schéma d'une organisation révolutionnaire en lutte reflètent le fonctionnement et le schéma d'une organisation sociale telle que ces mêmes révolutionnaires se proposent de la construire par la suite. Pour nous, il y a une logique entre les erreurs théoriques de Lénine avant 1917 et son action depuis. C'est pourquoi la discussion qui s'est ouverte il y a un siècle entre marxistes et libertaires précisément sur la forme d'une organisation révolutionnaire et sociale, sur le pouvoir et l'État, n'était pas un simple jeu de l'esprit, un simple malentendu ou une blessure d'orgueil personnel. Et les prévisions faites il y a un siècle sont aujourd'hui réalité.

C'est dans cette perspective que Guérin, allant plus loin que Rosa Luxembourg, écrit: «*Cette conception du parti dirigeant va se fondre dans une conception non moins autoritaire, non moins jacobine de la forme du* ***pouvoir*** *qui doit naître de la révolution prolétarienne. Dans* L'État et la Révolution, *écrit à la veille de la Révolution d'Octobre, Lénine commence par se poser en libertaire. L'objectif ultime du socialisme c'est le dépérissement de l'État. Il reprend à son compte les vues de Proudhon sur l'«incompatibilité absolue du pouvoir avec la liberté»* qu'il résume en une formule aussi brillante que lapidaire : *«Tant que l'État existe, pas de liberté ; quand régnera la liberté il n'y aura plus d'État». Mais une fois ce coup de chapeau donné à l'anarchisme, il s'empresse de préciser que la disparition de l'État ne suivra pas immédiatement la conquête du pouvoir par le prolétariat. Elle ne sera possible qu'après une période transitoire plus ou moins longue*». (p. 110)

Pendant ce temps... *«quant à la chose informe, inédite et indéfinissable qui naîtra au lendemain de la Révolution, ce sera un «État transitoire», une «forme révolutionnaire et passagère de l'État», un État à la fois* «démocratique» *et «dictatorial», un «État non politique», un État* «prolétarien ou demi-État», *«quelque chose qui n'est pas à proprement parler l'État», un «État en voie de dépérissement», une «dictature du prolétariat», une «dictature provisoire de la classe opprimée». Cette cascade de définitions variées et embarrassées ouvre la porte à toutes les interprétations et donc, quand sonnera l'heure de l'application, à tous les abus.*» (p. 111-112).

Un des moyens d'arriver au pouvoir est le suivant : «*Dans son désir de capter au profit de son parti le puissant mouvement des masses qui, au moment où il écrit, s'exprime spontanément par les soviets, il suggère que les ministères bourgeois soient remplacés par des «soviets souverains et tout-puissants de députés ouvriers et soldats», et appelle de ses vœux «une république démocratique du type de la Commune ou de la République des Soviets». Mais, à d'autres moments, ce miroir aux alouettes destiné à amener au bolchevisme*

les masses prolétariennes, fait place à des perspectives pour celles-ci beaucoup moins rassurantes (...)» (p.112).

Lénine suit en cela les exemples de ses illustres prédécesseurs : «*Déjà, en 1848, Marx et Engels projetaient de concentrer tout le capital, toute l'industrie, tous les transports, tout l'échange entre les mains de l'État. Depuis, sous la pression des libertaires, ils mirent beaucoup d'eau dans le vin de cet étatisme. Mais Lénine demeure un rigide communiste d'État. Il se fixe pour tache de se «mettre à l'école du capitalisme d'État allemand». L'organisation de la grande industrie moderne par le capitalisme, avec sa «discipline de fer», ne le séduit pas moins et il la propose comme modèle. Pour lui, le capitalisme d'État est «l'antichambre du socialisme» et l'on peut passer de l'un à l'autre «par de simples décrets» (...)* (p.113).

En face de la «nécessité» qui fait fléchir Trotsky, Rosa Luxembourg, Guérin conclut : «*Il faut être aveuglé par le dogmatisme pour ne pas discerner dans le léninisme, se superposant à des tendances libertaires et les annihilant, une propension au plus autoritaire des communismes d'État*» (P.115).

Il termine son étude par quelques citations de Bakounine «*un révolutionnaire de génie aujourd'hui trop oublié*».

CONCLUSION

Bien qu'ayant voulu donner nos conclusions après l'exposé du livre lui-même, il nous a été impossible de ne pas en donner déjà certaines en cours de route ; nous essaierons de les compléter ici.

Ce qui nous semble positif dans l'essai de Guérin est d'abord son souci de repenser vraiment un certain nombre de problèmes que presque tous les autres critiques n'osent pas affronter ou font de façon superficielle, ce souci, lié à une rigueur de pensée, conduit souvent l'auteur à certains «tabous» tels la dictature du prolétariat, l'aliénation de la classe ouvrière, etc... et lui donne le courage de critiquer les maîtres du marxisme eux-mêmes. Cette qualité de Guérin n'est pas liée dans notre esprit à son attitude anti-parti (comme le feraient les théoriciens du P.C., en accusant tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux), ni à sa recherche des textes anarchistes ; mais nous pensons qu'en remontant vers l'origine de ces problèmes sociaux, on arrive inévitablement à la grande discussion : socialisme libertaire—socialisme autoritaire.

Peu de sociologues vont jusque là, et pour nous il sera toujours réjouissant d'en voir, ne serait-ce qu'un seul, y arriver même sur certains points seulement, sans que nous perdions évidemment pour cela notre sens critique.

Les textes de Rocker, Voline, Stirner, Proudhon, Bakounine, que Guérin a retrouvés, montrent une recherche dirigée dans un sens qui nous semble encourageant. Ces textes, il faut aussi le dire, devraient être ressortis non seulement par des non-libertaires, mais aussi par des libertaires ; car un esprit de conformisme mal compris, ou plutôt une commodité d'habitudes a conduit également parmi nous à une stagnation qu'il serait bon de changer par des discussions et des confrontations. C'est ainsi que, en s'opposant au livre de Guérin, Maurice Joyeux donne cette définition de l'anarchisme : «C'est une mosaïque d'école socialiste multiple répondant aux diversités des métiers, des races, des goûts, des éthiques ou mieux, c'est une pléiade de collectivités qui épouse le contour des êtres et des choses dont l'esprit libertaire est le dénominateur commun» (*Le Monde Libertaire* n°49, p.4, à propos de *Jeunesse*

du Socialisme Libertaire). Nous ne pouvons pas être d'accord avec ce camarade bien qu'il soit aussi libertaire que nous, non seulement parce que sa définition est vague et imprécise surtout dans son contenu social, mais aussi à cause de son style de clerc (nous avons la vérité et en dehors de nous il ne peut y avoir de vérité...). Il se plaint lui-même de l'existence des gardiens des tables des lois, mais son article est dans le même esprit.

Cela dit, en quoi ne sommes~nous pas d'accord avec Guérin ? Sa classification : dans les premières pages, il classe d'un côté les libertaires comme socialistes anti-autoritaires, de l'autre les socialistes autoritaires (particulièrement les bolchevistes), et à mi-chemin entre les deux les marxistes (socialistes scientifiques — ? —) ; pour nous ces derniers rejoignent pleinement les socialistes autoritaires, et en réalité tout le reste du texte de Guérin le confirme.

Guérin demande comment on peut «*réconcilier la liberté et la révolution, la démocratie prolétarienne et le socialisme*» ; pour nous cette conception est réalisée dans l'anarchisme, plus précisément dans cette conception d'un anarchisme social, révolutionnaire et prolétarien que nous essayons de défendre même contre certaines tendances anarchistes. Cela ne veut pas dire que cette conception soit suffisamment claire pour ne pas avoir besoin de recherches et de discussions ; l'existence de *N. et R.* se justifie précisément par le rôle qu'il peut remplir dans ce sens ; c'est pourquoi le livre de Daniel Guérin est un apport intéressant pour nous : sortant d'une expérience différente, et regardant d'un point de vue différent du nôtre, il traite de question qui nous occupent tous.

La synthèse que Guérin préconise et tâche en partie de justifier entre marxisme et anarchisme nous semble vouée à l'échec. Il n'y a pas longtemps une expérience semblable mais née dans nos rangs, l'expérience Fontenis, a échoué entre autres parce qu'il a sacrifié certains principes anti-autoritaires à une «certaine efficacité», en s'inspirant précisément du «succès marxiste». Il y avait par exemple la troisième page du *Libertaire* avec de larges extraits comparés d'Engels et Bakounine, il y avait des erreurs sur le rôle de l'avant garde révolutionnaire transformée en un parti révolutionnaire, sur les tactiques majoritaires, parlementaires etc... Ce mariage est artificiel, bien qu'on puisse accepter une certaine parenté en ce qui concerne le but, parce que la base, les moyens, les tactiques sont complètement différents. Guérin lui-même voit cette profonde différence mais garde encore la nostalgie d'une idylle. Même en dépouillant le marxisme de tous ses vêtement crasseux, même en en gardant que certains caractères qui d'ailleurs ne sont pas négatifs (la conception de lutte de classe, la critique de l'économie bourgeoise), tout mélange idéologique entre marxisme et anarchisme, tout rattachement de ces conceptions positives exclusivement à Marx ou Engels, ne nous semblent pas acceptables.

Nous terminerons ces quelques lignes par la conclusion de Guérin lui-même (conclusion où il va plus loin, par exemple, que Djilas qui retourne vers la démocratie sociale) : «*L'avenir n'est ni au capitalisme classique, pas davantage, comme voudrait nous en persuader Merleau-Ponty, au capitalisme revu et corrigé par un «néo-libéralisme» ou par le réformiste social-démocrate. Leur double faillite n'est pas moins retentissante que celle du communisme d'État. L'avenir est toujours, est* ***plus que jamais*** *au socialisme, mais à un socialisme* ***libertaire****.*» (Guérin, p. 21)

Théo

N° 42-43 — 1968 —

Cohnbendistes ?

Nous n'avons pas l'habitude ici de nous attarder sur un homme et nous ne pensons pas, tout au long de ces 42 numéros ou en d'autres prises de position publiques avoir trop sacrifié au culte d'une quelconque «personnalité» anarchiste car, pour prendre un passé lointain, Bakounine ou Proudhon eurent leurs défauts et commirent eux aussi leurs erreurs ; plus proche de nous, un Malatesta, un Durruti, eurent également leurs défaillances : tout cela est normal et devrait rappeler les libertaires à une approximation plus exacte du rôle et de l'importance d'un homme face au «héros» qu'ils seraient tentés de se créer ou qu'on voudrait leur imposer...

C'est parce que le mouvement de Mai a fait émerger, parmi d'autres, la personnalité d'un homme, jeune, notre camarade et notre ami, Daniel Cohn-Bendit, et sur lequel tant de bêtises, flatteries ou au contraire basses attaques, ont déjà été écrites, qu'il nous semble nécessaire de dire quelques mots. Qu'on se rassure, c'est la première et la dernière fois que nous le faisons, mais il est des circonstances où un silence prudent ne nous semble pas de rigueur et où on doit, là aussi, prendre position.

Que nos lecteurs se rassurent également sur l'horrible néologisme servant de titre, ce n'est bien entendu pas nous qui l'avons inventé ; nous l'avons vu fleurir sous la plume des bourgeois, des staliniens et cela était normal de la part de gens ne pouvant imaginer un mouvement sans «chef» et tentant de rabaisser, sous le terme de «cohnbendistes», les partisans d'un bouleversement leur échappant**totalement**. Moins normal fut de voir l'épithète reprise et appliquée par une certaine presse «anarchiste», en particulier à ceux qui eurent l'impudence de venir troubler le brave congrès de Carrare et en général à tous les militants libertaires pas forcément d'accord avec un anarchisme satisfait de lui-même et virant vers une étrange intolérance. Bien entendu, notre groupe et notre revue sont particulièrement visés, (merci), et un des principaux organisateurs dudit congrès nous écrivait lui-même, avant l'ouverture de celui-ci d'ailleurs, que nous «étions devenus cohnbendistes...». S'il n'y avait qu'à souligner la bassesse ou mettons la petite ignominie consistant, pour des militants anarchistes brevetés, à employer les **mêmes armes** que le bourgeois ou le stalinien, pour tenter de**personnaliser** un mouvement en essayant par là même de le vider de tout

contenu politique, nous ne répondrions évidemment pas. Mais c'est parce que le terme «cohnbendiste» a tout de même pour ceux qui l'emploient un contenu politique, nous allons voir lequel, que nous jugeons utile de préciser quelques points.

Celui-ci entre autres : nous serions «cohnbendistes» car nous sommes partisans d'un anarchisme ouvert, prêt au dialogue, y compris avec ce qu'on appelle le marxisme. Et voilà l'horreur car, voyez-vous, l'anarchie est paraît-il inaliénable et doit de ce fait «garder sa pureté», bien protégée dans sa tour d'ivoire, (Sœur Ann... archie, ne vois-tu rien venir ?)... Aussi sommes-nous par extension «anarcho-marxistes» — et voilà le contenu politique du «cohnbendisme» ! — puisque Dany a exprimé ces mêmes idées d'ouverture et de non-sectarisme, parlant d'ailleurs à l'époque en tant que militant du 22 Mars. Mais est-ce que le 22 Mars ne manquait pas un peu de sérieux comme commencent à le dire en cette après-rentrée les «organisationnels» de tout poil et le fin du fin ne consiste-t-il pas pour les uns à faire une Fédération Anarchiste solide (et une belle internationale de fédérations, de beaux congrès) et pour les autres à construire, ou reconstruire, l'organisation révolutionnaire et réaliste, du style par exemple de l'ex J.C.R., avec cette fois une **direction** qui serait vraiment la bonne...

Et c'est là que nous abordons le vrai problème, ce qui nous permet de répondre en passant à Edgar Morin qui, dans le *Magazine littéraire* N° 19 invente un «révisionnisme» anarchiste dont notre revue avec son titre *Rouge et Noir (sic)* signifie bien «cette volonté d'alliance entre le marxisme et l'anarchisme» et au *Nouvel Observateur* N° 197 pour lequel l'idéologie anarchiste de *N. R.* y est inséparable d'une méthode d'analyse marxiste !

Bon. Si toute cette littérature signifie que nous ne craignons pas la confrontation et la discussion anarchisme-marxisme et que nous ne rejetons pas ce que Bakounine lui-même acceptait, à savoir l'apport hégélien, la dialectique, alors nous pensons qu'il est inutile de parler de révisionnisme, d'alliance entre marxisme et anarchisme car tout ça ne veut pas dire grand-chose ou ne veut plus dire grand-chose. Ou plutôt si : nous pensons que le clivage **réel** n'est pas entre «marxisme» ou ce qu'on appelle ainsi et anarchisme mais bien plutôt entre esprit, conception **libertaires** et conception bureaucratique, **léniniste**, bolchevique, de l'organisation. Ce clivage a été une des caractéristiques des derniers événements et pas seulement en France. Et nous n'avons nulle gêne, bien au contraire, à dire que nous nous sentons plus proches de «marxistes» comme le Mouvement des Communistes de Conseil dans le passé ou actuellement certains camarades d'I.C.O. et pas mal de copains du 22 Mars que d'«anarchistes» officiels ayant une conception quasi léniniste de l'organisation-parti. Nous avons déjà dit que nous ne nous battions pas pour une étiquette, encore moins pour une néo-étiquette et puisque nous n'avons jamais caché notre appartenance anarchiste nous ne nous amuserons pas à rechercher de nouveaux adjectifs : aussi restons-nous anarchistes tout simplement mais avec la nette notion d'ouverture que ce mot comporte pour nous et c'est tout.

Quant à Dany, nous avons dit l'avoir connu et estimé. Ça ne signifie pas que nous le revendiquions ou le suivions. Nous pouvons être en désaccord avec lui dans le futur sur certains points, avec lui comme avec d'autres, au sein de notre propre groupe, et cela aussi est normal. Tout le monde sait, Dany le premier, que nous ne nous gênerions pas pour discuter dans *N.R.*, avec lui,

d'une divergence ou d'une quelconque différence d'appréciation. Car pour nous c'est cela le véritable anarchisme : remettre en question, se remettre en question. C'est aussi, accessoirement penseront certains mais c'est important pour nous, une véritable preuve d'amitié, le seul «culte» que nous ayons. Et qui nous empêche précisément d'être «cohnbendistes»...

NOIR et ROUGE

Nationalisme....

... Guerres de libération nationale.

N° 2 — 1956 —

Réflexions sur la guerre de partisans comme type de lutte révolutionnaire

Introduction

Une objection nous est souvent faite : «*vous dites que la révolution se fait chaque jour*» et vous citez Malatesta pour qui :

«*L'anarchie ne peut pas venir d'un seul coup, comme conséquence immédiate d'une insurrection laquelle aurait abattu violemment tout ce qui existe et l'aurait remplacé par des institutions vraiment nouvelles ; il est certain que l'Anarchie ne peut être l'effet d'un miracle et ne peut pas se réaliser en contradiction avec la loi générale de l'évolution, que rien ne se produit sans cause suffisante, que rien ne peut se faire sans avoir la force de le faire. L'Anarchie ne peut se réaliser qu'en augmentant graduellement en intensité et en extension. Il ne s'agit donc pas de faire l'Anarchie aujourd'hui ou demain, toujours.*»[34]

... Mais d'autre part, vous avez horreur du mot «réformisme» et vous prétendez qu'envisager une révolution par étapes plus ou moins échelonnées (l'État soviétique est une étape nécessaire dans le passage au communisme, disent les marxistes), équivaut à s'imaginer l'accouchement et la naissance d'un enfant échelonné sur plusieurs années... Vous préférez couper le cordon ombilical même si cela fait mal sur le moment et vous vous prononcez sur l'action directe et même pour la lutte armée s'il le faut. Autrement dit, en plus d'une contradiction au départ, vous gardez cet esprit quarant'huitard et vous rêvez encore aux barricades sur lesquelles flotte le drapeau noir... A l'époque de la bombe atomique, vraiment, vous n'êtes bons que pour un magasin d'antiquité... !

Anarchistes, nous sommes toujours prêts à bousculer même les saints de notre chapelle quand même nous constaterions leurs erreurs. Mais, sans aucun dogmatisme, nous ne voulons pas le faire quand il s'agit de l'affirmation citée par Malatesta car, en effet, on n'improvise pas une révolution comme un prestidigitateur sort des lapins de son haut-de-forme. Le système capitaliste porte en soi une suite de contradictions qui se traduisent par une lutte de classe permanente. Orienter, intensifier cette lutte c'est déjà **faire** la révolution. Chaque acte anarchiste, chaque parole anarchiste, chaque preuve anarchiste, chaque fois que l'autorité recule, chaque fois que les masses s'organisent et réalisent **en dehors**, est un pas vers et dans la révolution (c'est d'ailleurs la raison même des G.A.A.R.). La somme de ces actes et de cette conscience repose sur une infrastructure économique qui évolue dans un certain sens. C'est ainsi qu'une situation historique se crée provoquant le choc final dans lequel l'action directe, armée, doit en général intervenir. Nous schématisons, car ce n'est pas le propos de notre article, mais il est déjà clair que la prétendue confusion, la «contradiction», est vite dissipée par une

analyse anarchiste, même brève, de l'avènement du fait révolutionnaire. Le problème qui reste est celui de l'intervention armée.

Le fait insurrectionnel — et c'est vieux comme... la lutte des classes — prend en général deux formes : Combats de rue et Guerre de Partisans.

De la guerre de Partisans en général

La guerre de partisans est la forme naturelle de résistance des peuples qui veulent se défendre contre les oppresseurs supérieurs en force, organisés, plus puissants économiquement. Cette forme n'est ni spécifique ni limitée à un certain nombre de peuples — comme on le prétend souvent — et ne dépend pas du degré de développement atteint par une société dans une période historique déterminée. Sans citer les classiques grecs (Xénophon en parlait au 5e siècle avant notre ère...) nous la retrouvons dans les guerres des paysans en Europe aux XIV, XV et XVIe siècles, au Monténégro pendant 5 siècles de résistance aux Turcs, au Mexique avec Villa et Zapata, au cours de la campagne de Napoléon aussi bien en Espagne qu'en Russie. Elle s'est maintenue jusqu'à nos jours, avec les caractéristiques analogues comme le mode de combat de nombreux peuples sur tous les continents. Il est donc naturel que les expériences actuelles se basent sur les anciennes. Qu'elles entrent dans une conception commune de la lutte. Mais les conditions historiques étant totalement différentes, elles comportent de nombreuses particularités qui les distinguent qualitativement parce que conséquences et expressions de conditions générales et aussi du mode de réactions à ces conditions. Il s'est même avéré que les conditions contemporaines aussi bien politiques qu'économiques, permettent un développement inattendu de la guerre de partisans et que tout ce qui entre-temps est venu enrichir «l'art militaire» n'a eu qu'une influence très relative. Par contre, les buts qui se limitaient jadis à la défense, se sont élargis et vont jusqu'aux contre-offensives. Cet élément, qui est déjà par définition orienté, influe puissamment sur la forme même de la lutte et dépend directement de sa ligne politique. A partir de ce stade, l'insurrection armée dit être développée non seulement en largeur, quantitativement, mais surtout qualitativement, idéologiquement. Il ne s'agit pas seulement d'organiser, mais aussi d'orienter politiquement le soulèvement armé. C'est à partir de ce stade que **l'objectif** de la lutte devient le facteur principal. Pour comprendre comparons les traits fondamentaux anarchistes et marxistes : Pour atteindre, par la lutte armée, leur objectif, une société sans classe, sans État, les anarchistes distinguent des actions combinées de grèves générales, d'insurrections populaires, de combats de rue, et la guerre des détachements des partisans. A cela les marxistes ajoutent **la création d'une armée régulière** («rouge») («populaire») («de libération») etc... La création de véritables unités militaires, au sens très classique du mot. Le schéma est simple : pour la création d'une société libertaire et fédéraliste, le moyen et la forme qui déjà déterminent l'objectif. Par contre, quand on envisage la création d'un nouveau pouvoir, c'est à dire d'un nouvel État, le rôle dirigeant du parti pendant la lutte est création d'une force capable d'assurer ce pouvoir (Nous sommes contre «le partisanisme» de l'Armée Rouge de Chine) : «*L'élément partisan est inutile dans une phase plus élevée et doit être réduit progressivement et délibérément...*» (Mao Tse Tung). «*Il s'est avéré qu'il faut passer à la création de véritables unités militaires... pour résoudre non seulement la question de la lutte efficace contre l'occupant mais aussi celle du pouvoir*» (Tito 5e congrès. PCY).

Cela est d'une grande importance pour nous, car l'introduction de cet élément confirme ce que pensait déjà Malatesta et ce que nous pensons et affirmons nous-mêmes :

«*Pour commencer et mener à bout une révolution il faut une force armée et organisée. Cette force ou mieux : les multiples organisations armées des révolutionnaires, feraient œuvre révolutionnaire si elles servaient à libérer et à empêcher toute constitution d'un gouvernement ; elles seraient par contre l'instrument de la réaction et détruiraient leur œuvre propre si elles voulaient servir à imposer un type prévu d'organisation sociale ou le programme spécifique d'un parti donné.*»[35]

L'on peut nous objecter que la création d'une armée devient nécessité **technique** si l'on veut arriver à une solution par les armes.

Nous nous gardons bien de citer un auteur anarchiste pour prouver le contraire et nous laissons volontiers la parole à Marx et à Engels :

«*Lorsque les échecs de l'armée régulière furent devenus un phénomène constant, la guérilla insurrectionnelle devint générale... Mais pendant la troisième période, les guérillas imitèrent l'armée régulière et ce changement de système valut aux Français une grande supériorité sur eux.*»[36]

Tout en se défendant du «partisanisme», Mao Tse Tung se trouve également obligé de se prononcer contre la guerre de positions, contre les opérations à longue durée, contre les fronts immobiles et pour la stratégie de la guerre à longue durée mais aux opérations rapides («*il ne nous servirait à rien d'avoir honte de ce fait*» sic !). Il a été prouvé au cours des guerres de partisans passées, et il est superflu d'insister, que le principe stratégique de partisans reste valable : infliger la défaite à un grand nombre au moyen d'un petit nombre. Établir un plan de lutte sur une telle conception est une question de conditions spécifiques dans lesquelles la lutte a été déclenchée, en tenant compte du potentiel économique et du facteur moral.

En effet il est impossible d'organiser une guerre de partisans à la suite d'une opération déclenchée artificiellement. Les paysans yougoslaves mobilisés en 1941 par le P.C.Y. sur les mots d'ordre du genre «Les russes sont à 100 kms» rentraient dans leurs foyers au bout de quelques jours.

Le facteur économique joue un rôle extrêmement important aussi bien matériel que moral. L'expérience a démontré qu'une population même très favorable moralement, au début, et appuyant économiquement la lutte des partisans, se retourne contre eux si elle constate qu'ils vivent d'une façon parasitaire sur le dos du village.

Autre problème important est celui des réactions de la population devant les représailles. Les «spécialistes » bourgeois de la «petite guerre» ont eu trop vite tendance à conclure que les partisans**provoquent** consciemment les représailles ou «compromettent» une région afin de recruter la population qui, par réflexe de révolte, ou parce qu'elle ne voit pas d'autre issue, prend le maquis. Il y a là d'abord une distinction à faire entre le «maquis» qui est **passif** presque par définition («on prend le maquis» pour se cacher et on se bat seulement si on ne peut pas faire autrement), et le détachement des partisans (où l'on s’engage **pour** se battre). Ensuite il n'est pas sûr que les partisans, dont une des principales forces est leur **mobilité**, désirent s'embarrasser de toute une masse de femmes, d'enfants, de vieillards et aussi

d'une masse idéologiquement peu sûre ; comme d'autre part, il n'est pas intéressant de «compromettre une région importante pour le ravitaillement» (c'est l'explication que nous donne un ami, actuellement à Sétif, du calme relatif dans cette région qui a toujours été à l'avant garde de la lutte anticolonialiste).

Guerre de partisans et question coloniale

Il est évident que la question nationale et coloniale **devrait** être liée avec la cause de la révolution. De là, les marxistes et surtout Staline, ont vite conclu qu'elle s'identifie **toujours** à la révolution. Les guerres coloniales actuelles prouvent bien le contraire. Si la guerre des partisans est la forme naturelle de l'insurrection et la résistance contre un oppresseur beaucoup plus puissant, le développement et le sens révolutionnaire de cette lutte ne peuvent être que la conséquence de la maturité politique du prolétariat, de sa conscience de classe, de sa force idéologique et de sa capacité de s'organiser sans partager l'orientation du mouvement avec d'autres classes. Car dans des situations analogues la bourgeoisie a toujours peur en voyant le peuple prendre les armes, s’organiser et lutter en dehors de tous les cadres existants. C'est la raison pour laquelle, pleinement consciente, une partie de la bourgeoisie se rallie aux partisans précisément pour faire échec au tournant révolutionnaire que ce genre de lutte a naturellement tendance à prendre. C'est pour des motifs de classe donc contre-révolutionnaires qu'Alexandre 1er en Russie, Charles-Albert en 1848 en Italie, ou plus récemment le gouvernement républicain espagnol en 36, De Gaulle, Nasser, Bourguiba, Mohammed V, etc., ont apporté leur «soutien» aux mouvements des partisans.

La théorie militaire, aussi bien des stratèges occidentaux (Dixen) que marxistes (Mao-Tse-Tung, Tito), estime que l'ennemi ne peut être vaincu sans intervention d'une armée «régulière». Pourtant, ce sont bien les détachements de partisans qui ont enlevé la victoire militaire en Chine et l'armée régulière chinoise n'a été constituée qu'après et dans un autre but : celui de la protection du régime de l'État. Le même cas s'est produit en Yougoslavie où les partisans n'avaient pas besoin d'organiser une «armée régulière» pour vaincre la bourgeoisie réactionnaire et où l'aide extérieure était insignifiante sinon nulle (Mocha Pijade : *La fable de l'aide soviétique*.). Depuis des années, les insurgés au Kenya et en Malaisie combattent seuls, sans l'appui d'une armée nationale. Et si les mouvements de partisans n'arrivent pas à une solution définitive la faute n'est pas dans leur incapacité militaire, mais surtout dans la faiblesse du contenu politique et dans le manque des réalisations révolutionnaires («*le mouvement n'est pas désorganisé par les actions des partisans mais par la faiblesse du Parti*» Lénine.).

Il faut conclure que les Fellagas, probablement incapables d'enlever une décision militaire, peuvent infliger en Algérie une défaite **politique** à la France.

Mais le principe selon lequel une guerre comme celle d'Algérie ne peut être gagnée que par le camp qui possède des unités de partisans, est admis même par l'État-major français... C'est surtout depuis l'avènement du fascisme, que la bourgeoisie emploie comme «contrepoison» les formes et la tactique jusque là spécifiquement prolétariennes ; mais où et comment recruter les partisans qui se battront aux côtés du colonialisme français ? Quant aux armes elles ne sont guère modifiées par les récents progrès techniques et les deux adversaires se retrouveront à peu près à égalité devant les problèmes de la guérilla et la

contre-guérilla. L'hélicoptère dont on parle beaucoup actuellement comme d'un moyen décisif contre la guérilla, a été largement employé par les «Jagdkommandos» allemands contre les partisans : ce fut sans aucun succès.

Et comment mener la contre-guérilla contre la complicité de tout un peuple ? Car cette complicité est un facteur primordial indispensable dans une guerre de partisans. C'est pourquoi il serait impensable de «porter la guerre en France» comme l'avait dit, paraît-il, un leader arabe. Ici, il n'y a que le prolétariat de ce pays qui peut la déclencher.

Et nous ?

Il s'agit pour nous d'étudier à fond et d'élaborer sur la base de ces prémices un riche matériel historique. Nous n'avons pas la possibilité matérielle, ni la prétention de dire le mot, mais seulement d'éclairer brièvement cette question à l'aide d'exemples et d'expériences anarchistes.

Tout d'abord nous devons nous expliquer sur le fond même du problème. En effet, on nous reprochera (et on nous a déjà reproché) le fait même **d'envisager une guerre** et on nous dira que nous ne sommes qu'hypocrites car révolutionnaire ou pas, faite par une armée régulière ou par les partisans, une guerre c'est toujours une guerre, basée sur la violence, où l'on tue et où l'on est tué. Nous répondrons avec Malatesta :

«*La violence est bien trop nécessaire pour résister à la violence de l'adversaire, que nous devons la préconiser et la préparer si nous ne voulons pas que les conditions actuelles de l'esclavage larvé dans lesquelles se trouve la grande majorité de l'humanité empirent et se perpétuent. Mais elle contient en soi le danger de transformer la révolution en une mêlée brutale sans lumière de l'idéal et sans possibilité d'obtenir des résultats positifs ; c'est pourquoi il faut insister sur les buts moraux du mouvement et sur la nécessité, sur le devoir de contenir la violence dans les limites de la stricte nécessité. Nous ne disons pas que la violence est bonne quand nous l'employons et mauvaise quand ce sont les autres qui l'appliquent contre nous. Nous disons que la violence est justifiée, est bonne, est «morale», est un devoir quand elle est employée pour la défense de soi-même et des autres contre les menaces des violents. Elle est mauvaise, elle est immorale si elle sert à violer la liberté des autres. Toute la violence nécessaire pour vaincre, mais rien de plus ou de pire*».[37]

L'exemple sans doute le plus frappant de la lutte anarchiste révolutionnaire sous la forme de guerre de partisans est celui du mouvement makhnoviste. Nous ne pouvons pas entrer dans les détails ni de l'analyse militaire ni politique de la guerre civile en Ukraine, mais il nous semble que, malgré la forte personnalité de Makhno qui parfois fait hésiter sur l'organisation «démocratique» du mouvement, elle réunissait tous les facteurs, toutes les caractéristiques d'une guerre de partisans telle que les anarchistes peuvent la concevoir.

En partant de cette expérience Archinoff écrivait : «*Comme l'expérience russe nous l'a démontré, la guerre civile ne sera pas une affaire de quelques mois mais de quelques années. Pour défendre la révolution, les travailleurs devront créer les organisations de défense, opposant ainsi à l'offensive de la réaction une force combattante à la hauteur de sa tâche. Dans les premiers jours de la révolution, cette force combattante sera formée de tous les ouvriers et paysans armés. Cette force armée spontanée ne sera utile que dans les*

premiers jours... Mais dans la révolution sociale le moment le plus critique n'est pas celui de l'écroulement du pouvoir, mais celui qui lui survivra, celui où les forces du régime abattu relanceront une offensive générale contre les travailleurs, celui où il faudra savoir maintenir ses propres conquêtes. Le caractère même de cette offensive, comme la technique et le développement de la guerre civile. obligeront les travailleurs à former des contingents révolutionnaires déterminés. La nature et la base de ces formations devraient être déterminées avant leur constitution. Niant les méthodes étatiques et autoritaires pour gouverner les masses nous nions également pour les mêmes raisons la méthode étatique de l'organisation de la force militaire des travailleurs. En d'autres termes nous nions le principe d'une armée d'État basée sur le service militaire obligatoire. C'est le principe du volontariat qui devrait être mis à la base des formations militaires des travailleurs. Les détachements des partisans formés par les paysans et les ouvriers qui ont mené l'action militaire pendant la révolution russe peuvent être cités comme exemple de telles formations. Toutefois il ne faut pas interpréter le volontariat et l'action des partisans dans le sens strict de ces termes, à savoir comme une lutte contre l'ennemi menée par des détachements des ouvriers et des paysans locaux non liés entre eux sur un plan général d'opérations et agissant chacun à ses risques et périls. L'action et la tactique des partisans devant être orientées dans la période de leur développement complet, vers une stratégie révolutionnaire générale. Semblable à toutes les guerres, la guerre civile ne pourra pas être menée avec succès par les travailleurs sinon en appliquant les deux principes fondamentaux de toute l'action militaire : l'unité au plan des opérations et l'unité du commandement général. Le moment le plus critique de la révolution sera celui où la bourgeoisie marchera contre elle avec des forces organisées. Ce moment critique obligera les travailleurs à recourir aux principes sus-indiqués.

Sous cet aspect, considérant les besoins de la stratégie militaire et également de la contre révolution, les forces armées de la révolution devront se créer sur les principes suivants :

a) Le caractère de classe de l'armée
b) Le volontariat
c) La libre discipline (auto-discipline révolutionnaire)
d) La subordination complète de l'armée révolutionnaire aux masses ouvrières et paysannes ainsi qu'aux organisations ouvrières et paysannes comme à tous ceux qui seront chargés de la conduite de la vie économique et sociale.

En d'autres termes: l'organe de la défense de la révolution chargé de combattre aussi bien sur le front militaire ouvert que sur ceux de la guerre civile secrète... sera entièrement à la disposition des organisations productrices ouvrières et paysannes auxquelles il sera soumis ***politiquement****.*

... Avant d'être organisée conformément aux principes anarchistes déterminés, l'armée elle-même ne devrait pas être considérée comme une question de principes. Elle n'est que la conséquence de la stratégie militaire de la révolution, une mesure stratégique à laquelle les travailleurs seront fatalement conduits par le processus même de la guerre civile. Mais cette mesure doit attirer notre attention, d'ores et déjà, elle doit être scrupuleusement étudiée dès maintenant dans le but d'éviter dans l'œuvre de la protection et la défense de la révolution tout retard irréparable, parce que le retard dans le temps de la

guerre civile pourrait être néfaste pour l'accomplissement de toute révolution sociale.»[38]

Nous avons jugé nécessaire de faire cette longue citation, mais elle n'implique d'aucune façon notre accord intégral avec toutes les positions prises par Archinoff dans la «Plate-forme».

Quel enseignement pouvons-nous tirer de la guerre d'Espagne, l'autre récente expérience à laquelle le mouvement anarchiste participa en tant que tel ?

«*C'est une guerre civile à aspect de guérilla et dont les développements sociaux revêtent un caractère révolutionnaire et collectiviste.*» (C. Berneri)

Mais toute solution au problème des besoins de la guerre était subordonnée à la solution de la question politique espagnole et même internationale. D'un côté une armée «régulière» organisée sur les principes classiques, bien équipée, encadrée d'officiers professionnels ; de l'autre des milices ouvrières et paysannes, contrôlées par les différents partis, syndicats et organisations politiques, sans aucune expérience dans la lutte contre une technique militaire moderne. Mais «l'esprit de la colonne» se développe vite et met à profit les leçons de la guerre. Cependant on reste constamment comme disait Berneri «entre la guerre et la révolution». Nous ne donnerons qu'un exemple : pour pouvoir exercer une pression constante sur les points faibles de la structure militaire de l'ennemi, pour coordonner les différentes armes, pour rationaliser les transports, pour standardiser le matériel, l'armement, les munitions, et en général, le plan économique de guerre, la nécessité d'un commandement de coordination s'imposait.

On a dit que Berneri coupait les cheveux en quatre mais toute la question était là, est là :

«*Je suis contre le commandement unique, mais pour l'unité du commandement*».

Voilà une des principales différences entre l'armée et les partisans comme nous les comprenons. L'autre consiste dans les réalisations sociales pendant la lutte même et qui font que :

«*Les aspects sont la "guerre" mais son essence est celle de la révolution sociale.*» (C. Berneri)

La nécessité de la subordination complète de l'armée révolutionnaire aux masses ainsi qu'aux organisations ouvrière et syndicales dont parle Archinoff n'avait pas échappé à Berneri. C'est avec une extrême justesse qu'il sentit le «tournant dangereux» quand fut décidée la militarisation des milices. Nous savons maintenant qu'en espérant ce tournant nous avons perdu **politiquement** la guerre des classes en Espagne et que dès lors nous ne **pouvions**, pas plus, et justement à cause de cela, la gagner militairement :

«*La militarisation des milices n'est pas une solution uniquement d'ordre technique et c'est une faute politique que de l'avoir pacifiquement acceptée. La suppression du pouvoir des comités ouvriers et de soldats constitue un attentat au contrôle syndical des milices*».[39]

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, le problème de la guerre des partisans n'est pas seulement militaire et politique : comme toute guerre, la

condition indispensable reste une «économie» de guerre qui «*doit avoir comme raison d'être absolue et comme but, l'utilité générale*». (Berneri).

En effet, c'est là que se pose le problème du fameux premier jour.

«*Réaliser pratiquement la transformation même sur un petit territoire arraché est mille fois plus important que tous les manifestes, et naturellement mille fois plus difficile.*»[40]

Si les paysans participent très faiblement à l'insurrection socialiste espagnole en 1934, la raison en est la réforme agraire manquée, comme la collectivisation des terres et des usines fut un des principaux facteurs de la défaite du fascisme deux ans plus tard en Catalogne.

«*En réalité, le moyen le plus puissant pour la défense de la révolution consiste dans la juste solution de ces problèmes positifs : celui de la production, celui de la consommation, celui de la terre*». (Archinoff.)

A cet aspect de la guerre des partisans doit se superposer dans notre optique, une «phase internationale» dans laquelle la conscience de classe et la solidarité du prolétariat international peuvent être décisifs.

Cette solidarité se manifeste dans les sabotages, dans le refus de travailler pour l'économie de guerre du gouvernement qui combat la révolution, dans l'envoi de volontaires (brigades internationales) et dans l'aide matérielle et technique. Mais elle doit se manifester surtout dans la lutte contre les classes dirigeantes propres.

«*Paris envoie des ambulances, des vivres et des volontaires. Cela ne suffit pas. Paris ne donne pas ce qu'il possède de plus puissant : sa colère...*» (Berneri)

Conclusion

Nous ne faisons pas ici une apologie systématique de la guerre des partisans, sans se préoccuper des circonstances politiques et des conditions particulières, économiques et morales.

Personne ne peut rattacher le mouvement anarchiste à une seule forme, bien déterminée, de la lutte. Personne ne peut nier le caractère anarchiste des détachements des partisans de Makhno ou de la colonne Durruti. Si leur forme était différente, c'est que ces camarades ont su s'instruire de tendances spontanées de masses ; ont su comprendre que diverses formes de lutte correspondent aux divers moments de l'histoire et dépendent des diverses conditions politiques, économiques démographiques, culturelles, aux divers «climats» psychologiques et moraux. Nous n'avons aucune prétention d'enseigner aux masses les formes de lutte ni les limites. La modification de la conjoncture, l'aggravation des crises, l'expérience des guerres et, d'autre part l'accroissement de la conscience et des luttes des classes apportent des moyens nouveaux et créent des formes nouvelles. Nous tenons simplement à affirmer que nous considérons la guerre des partisans comme une des formes les plus efficaces à condition de lui donner un contenu révolutionnaire.

Paul Zorkine

Bibliographie

C. Berneri : «Guerre de classe en Espagne»
Kotoba Popovitch : «Révision du marxisme-léninisme, au sujet de la guerre de libération en Yougoslavie» 1949.
Boulganine : «Trente années des forces armées soviétiques» 23 février 1948.
Tito : «Le caractère spécifique de la guerre de libération» N° 1 du «Communiste» oct. 1946.
Marx-Engels : «L'Espagne révolutionnaire» oct. 1854.
Lénine : «L'armée révolutionnaire».
Mao-Tsé-Tung : « Les problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine».
Malatesta : «Scritti scelti».
Général Aubry Dixen et Otto Heilbrunn : «Guérilla et contre-guérilla». **P.C. Standing** : «Guérilla leaders of the world».
Archinoff : «Plate-forme d'organisation» Paris, 20/6/1926.
Voline : «La révolution inconnue».

N° 10 — 1958 —

A propos de la révolution algérienne

Il existe des problèmes essentiels dont on ne peut parler aussi souvent que l'on voudrait, car il est vain de prétendre les résoudre uniquement par la plume (cela est tellement facile) alors que des actes autrement concrets seraient la seule contribution logique à leur résolution : tel est le cas du problème algérien. Là-dessus, nous aurions pu écrire, aussi, de belles pages vertueuses, indiquant à la Résistance algérienne ce qu'elle avait à faire pour éviter ceci ou cela, donnant des directives précises pour l'établissement d'une société libertaire après la liquidation du colonialisme français, etc... Nous aurions eu ainsi l'impression de «faire quelque chose» alors que les Algériens pensent, eux, que les seules attitudes valables sont, soit de collaborer étroitement avec leurs résistants en France, soit de prendre un fusil et d'aller rejoindre les maquis d'Algérie, en réservant les critiques pour après la guerre.

Comme nous n'adoptons toutefois pas ces attitudes, en raison des divergences qui nous séparent effectivement, en tant qu'anarchistes, de certains aspects de la Résistance nationale algérienne, nous avons donc assez peu traité de la question d'Algérie dans nos cahiers (voir *N. et R.* n° 7-8) consacrés au

nationalisme, nous limitant à quelques études d'ordre économique et géographique.

Ce qui ne signifie pas pour autant que nous soyons d'accord avec certaines tendances au sein du mouvement anarchiste, où, sous prétexte des divergences d'ordre idéologique dont nous parlions plus haut (conception, esprit et objectifs de la lutte nationale, rôle de l'État dans la nation algérienne, entre autres) on se complaît dans une attitude équivoque de «balance» renvoyant dos à dos les deux parties et aboutissant à un soutien objectif de la «présence française» en Algérie. Si nous faisons peu, ou rien, pour la résolution du conflit, nous ne pouvons néanmoins accepter, et actuellement moins qu'à tout autre moment, de telles positions. Tout en refusant le nationalisme comme l'impérialisme, on ne peut confondre sciemment l'exploiteur et l'exploité, l'oppresseur et l'opprimé. Pour nous, **les anarchistes ne peuvent qu'être partisans convaincus de la destruction du colonialisme français en Algérie**. Sans réclamer de «fusil d'honneur» et sans être partisans de la boucherie pour cela, nous ne pouvons être moralement qu'avec le peuple algérien combattant, avant son indépendance pour **sa vie** purement et simplement.

Si nous en sommes brièvement revenus à parler de ce problème, c'est que nous pensons qu'à l'heure où la folie militariste et le racisme anti-«bicot» sont en plein déchaînement, même une simple position de principe peut et doit être réaffirmée. Ne serait-ce que pour nous délimiter.

Les Groupes Anarchistes d’Action Révolutionnaire.

N° 21 — Juin 1962 —

À propos des pays sous-développés

Le débat sur CUBA nous permet d'aborder le problème des pays sous-développés, car l'exemple de CUBA n'est ni isolé ni unique : il se situe dans l'ensemble de ce qu'on appelle «LE TIERS MONDE».

Nous ne voulons ici envisager que certains aspects de ce vaste problème.

Quelques généralités

Commençons par quelques généralités et peut-être même des banalités.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale il semble que l’opinion publique ait subitement découvert l'existence de 2/3 de notre globe, avec ses populations affamées, avec leur économie rudimentaire, avec leurs problèmes en décalage de plusieurs siècles sur ceux des pays privilégiés. Tout le monde

s'est pris maintenant d'affection, de tendresse pour ses «frères abandonnés» et cherche le moyen de les aider. C'est très sympathique, c'est même exaltant, s'il n'existait certain doute sur ces soucis humanitaires. Mais prenons le même problème par l'autre bout, par la prise de conscience par les peuples eux-mêmes, de leur situation. En réalité, cette autoconscience ne pouvait pas ne pas se développer : quand on a faim, quand on est en chômage, quand on est exploité et opprimé, on n'a pas besoin que quelqu'un vienne le dire pour s'en apercevoir... C'est donc un fait qui ne date pas d'aujourd'hui. Ce qui est neuf, c'est la prise de conscience de plus en plus aiguë et de plus en plus étendue d'une part, et de l'autre, l'édifice consciemment tenu en équilibre par une mystification (le rôle de la civilisation, les missionnaires, le paternalisme...) et par la violence, qui craque et s'écroule.

Quels sont les facteurs de cette accélération ? Il faut sûrement des connaissances sociologiques et ethnologiques pour pouvoir répondre. Le facteur de facilités d'échanges et de connaissances mutuelles accrues, l'exemple des révolutions dans les pays sous ou semi-développés, la faillibilité des empires coloniaux montrée dans les deux guerres mondiales, le rôle des élites de la bourgeoisie locale avide de prendre la place des anciens maîtres — tout ceci est intervenu selon nous, pour permettre à ces populations d'arriver au stade où l'on ne peut plus supporter ni accepter un certain état de choses.

Au risque de répéter une constatation très courante, on peut dire que la deuxième moitié de notre siècle est déjà bien marquée par l'arrivée sur la scène historique des pays sous-développés.

Et de nombreux problèmes

Mais cette constatation soulève de nombreux problèmes vus sous des angles différents.

Comment ces peuples oubliés organisent-ils leurs luttes ? Comment envisagent-ils leur avenir ? Les voix qui parlent en leur nom expriment-elles un besoin et une réalité, ou font-elles un nouveau mysticisme ? Ne cherchent-elles pas à exploiter la révolte pour asseoir un nouveau pouvoir ? Quelle doit être notre attitude vis à vis d'eux ?

Jusqu'où va la compréhension du reste du monde envers ces réveils d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine (en dehors de ceux qui veulent maintenir l'ancien état de choses) ? Que signifie le mot de «décolonisation» suivant ceux qui l'emploient ? Peut-on réellement échapper à la lutte entre les deux blocs et surmonter seul les difficultés ?

On peut prolonger à l'infini ces questions. Elles sont pour nous en Europe un peu abstraites, lointaines, tandis que pour des millions et des millions d'êtres humains, elles ont une importance capitale, une urgence immédiate et des conséquences incalculables.

Nous ne prétendons pas apporter ici de nouvelles lumières, ni même des solutions toutes faites, mais nous tâchons de saisir la complexité des problèmes, de nous en approcher de plus près, et surtout d'envisager ces problèmes d'un point de vue libertaire.

Pour ne pas rester dans l'abstrait donnons directement quelques points susceptibles d'être discutés.

Encore du nationalisme

Il y a un siècle, les socialistes européens, de Marx à Bakounine, ont considéré que l'esprit de lutte nationale était dépassé, que seule la lutte sociale devait dominer l'actualité, que vers elle devaient être mobilisées les forces du progrès. Bakounine va même plus loin : après avoir lutté au sein du mouvement pour l'émancipation nationale des slaves (mais jamais dans l'esprit du panslavisme et de l'hégémonie), il a constaté que les nationalistes les plus progressistes ne cherchent qu'à singer d'autres États, à faire de nouveaux obstacles au progrès (par exemple sa discussion avec Mazzini), et en adhérant à la Première Internationale, il a adhéré aux principes de solidarité internationale, prolétarienne et socialiste.

Mais aujourd'hui, peut-on confirmer que les mots d'ordre nationalistes, les aspirations nationales, sont dépassés ? Qu'ils ne sont plus aptes à mobiliser les foules ? Ou bien au contraire, ces aspirations sont-elles plus capables de soulever les masses que les aspirations proprement socialistes ?

Nous pensons que l'idéal national continue d'être un moteur important dans les pays qui ne possèdent pas une indépendance nationale. Il n'est même pas dépassé dans les pays européens (chauvinisme ou racisme latents ou virulents). Vu le décalage des époques, les pays d'Afrique par exemple commencent leur histoire et on ne peut pas leur reprocher de vouloir affirmer leur personnalité nationale. Mais ces aspirations nationales ne doivent pas être prises en compte comme une nécessité absolue et obligatoire. Les expériences actuelles directement fédéralistes et plurinationales, encore maintenant en cours et qui théoriquement devraient être plus positives, n'ont pas changé grand'chose au problème : remplacer l'unité nationale, par une unité religieuse, islamique par exemple, ou raciale, est aussi discutable que des ambitions purement nationalistes.

Il s'agit donc d'un contenu, mais non pas de l'étiquette, d'une prise de conscience de plus en plus aiguë, humaine et sociale, du sens de l'égalité et du refus de domination. Les expériences qui se disent même socialistes ne donnent pas obligatoirement un sens socialiste tel que nous le concevons (par exemple l'Égypte de Nasser, ou Cuba de Castro).

Mais pour revenir à l'opposition entre lutte nationale et sociale, nous croyons qu'abattre la domination colonialiste enlève au moins un rideau : les exploités sont face à face, cette fois-ci, avec leurs exploiteurs maintenant compatriotes (sauf quand on est réellement arrivé à se débarrasser de toute exploitation). D'autre part, depuis un siècle, le fait social, même socialiste, est plus ou moins recherché par tout le monde (tout le monde s'appelle socialiste : radical-socialiste, national-socialiste, démocrate-socialiste...). Dans presque tous les pays nouvellement indépendants, les mots d'ordre nationalistes sont intimement liés à des mots d'ordre sociaux, sinon socialistes. Ce qui est nécessaire, **c'est de préciser et de concrétiser le concept de socialisme**.

Nous croyons que ces points théoriques ont conditionné dans une certaine mesure la conduite des mouvements de la gauche européenne, avec toutes ses hésitations (la guerre d'Algérie en est un exemple).

«Les anciens prolétaires»

Nous sommes obligés de constater en même temps que la solidarité prolétarienne n'existe plus. La révolution d'Espagne a peut-être été sa dernière

manifestation, et encore. L'évolution qui s'est faite dans l'esprit des ouvriers les a amenés non seulement à abandonner l'esprit révolutionnaire, mais à les rendre plus solidaires de leurs propres patrons colonialistes que de leurs frères colonisés. Il est vrai que les capitalistes ont partagé quelques miettes du gâteau gagné sur le dos des «indigènes» pour acheter le silence de leurs ouvriers. Mais c'est un fait que les ouvriers français (non seulement leurs syndicats et «leurs partis») sont plus aptes à faire une grève de revendication ou à se solidariser avec quelques-uns des leurs, qu'à s'émouvoir du sort de milliers de prolétaires algériens massacrés, encore moins à participer à leur lutte.

Une parenthèse :

Il est nécessaire d'ouvrir ici une grande parenthèse.

Ferhat Abbas, dans un des derniers numéros de *Jeune Afrique* affirme que la libération du peuple algérien était impossible sans l'aide des pays de l'Est. Notre affirmation du manque de solidarité prolétarienne semblerait donc fausse. Nous continuons pourtant à la maintenir. Nous le faisons non seulement à propos de l'attitude du P.C. français, mais aussi de celle de Moscou: il n'est pas inutile de rappeler quelques faits, comme le vote des pouvoirs spéciaux à Mollet, et à De Gaulle spécialement pour la guerre d'Algérie, le refus de se solidariser avec les réfractaires à la guerre d'Algérie (y compris leurs propres militants) toute la platitude de leurs pétitions, des motions, des solidarités purement platoniques et verbales, la reconnaissance du G.P.R.A. par Moscou, après les accords d'Évian, le souci de ménager De Gaulle pour utiliser son anti-américanisme, etc...

Nous pensons que si les forces socialistes et communistes n'étaient pas inféodées à des partis dits de gauche, le drame algérien pouvait être beaucoup moins tragique (et le drame de la France aussi). Il est vrai que des armes venant des pays de l'Est, ainsi que des armes venant d'ailleurs, ont aidé les combattants algériens. Mais nous reviendrons là-dessus.

Au-delà de cet exemple, il faut reconnaître que les partis communistes, malgré toutes leurs phraséologies ne sont pas des partis révolutionnaires (l'exemple de la Yougoslavie et celui de la Chine est à discuter). Leur seule force «positive» est leur technique du coup d'État. C'est la grande découverte de Lénine (après celle des sociaux-démocrates — la victoire parlementaire) : étant donné l'incapacité du parti à soulever les masses, sa seule chance est de se tenir tout près de la vague révolutionnaire, de préparer sa force, ses cadres, (les révolutionnaires professionnels) pour «après», quand l'ennemi est abattu. Cette tactique de prise de pouvoir par le coup d'État après la vague révolutionnaire a été réalisée à Pétersbourg en Octobre 1917. Le dernier livre sur Trotsky, d'Isaac Deutscher, confirme encore une fois ce fait. Staline (ainsi que Churchill) avait peur des forces révolutionnaires que la deuxième guerre mondiale risquait de soulever ; ainsi ce dernier a vendu 120 millions d'hommes de l'Est européen à Moscou. Et bien qu'aidé par l'Armée Rouge et la police, Staline a utilisé la tactique du coup d'État pour prendre le pouvoir, en Tchécoslovaquie par exemple.

Vis-à-vis des pays sous-développés, la tactique de Moscou est assez bien réglée : son attitude pendant le stade «révolutionnaire» est équivoque, hésitante, timide, en un mot le P.C. se tient à l'arrière plan, ou est obligé de s'effacer devant les autres forces. Mais une fois la victoire évidente, son

attitude et surtout son ambition changent complètement : il devient le vrai champion de la liberté, il réclame presque l'exclusivité. Vu ses prétentions, ses capacités de souplesse et de discipline, il cherche à placer ses hommes dans des positions clés. Il utilise l'aide réelle ou symbolique que les pays de l'Est offrent aux pays nouvellement indépendants. Les camarades espagnols se rappellent bien les bateaux russes en rade de Barcelone pendant la guerre civile et le marchandage : le blé et les fusils contre les postes ministériels ; les abandons de principe, l'exclusivité. La guerre d'Espagne a échoué entre autres parce que Staline, n'ayant pas réussi à noyauter la Révolution, l'a abandonnée (pour s'embrasser quelques mois plus tard avec Hitler). La fourniture d'armes aux Algériens par les Soviétiques est sans doute dans une optique analogue.

Pour clore cette parenthèse, nous citerons deux «petits» faits :

— La presse officielle (et unique) de l'Est souligne que le peuple algérien, guidé par le P.C. algérien aidé par le FLN, a acquis son indépendance...

— Roger Garaudy, un des leaders du P.C. français, dans une conférence publique, explique que «Fidel Castro a dirigé la phase romantique de la Révolution, mais fort heureusement, le parti communiste a ensuite pris les choses en main pour une action sérieuse, efficace, réaliste» (*France-Observateur*, 7 Juin 1962).

«Les nouveaux prolétaires»

Ici se situe un autre phénomène : étant donné la «faillite» du prolétariat européen, on essaie de transposer l'espoir, l'idéalisation, l'enthousiasme vers les pays sous-développés, appelés «pays prolétaires». Il est encore plus significatif que ce soient ceux qui ont essayé de s'identifier au prolétariat ouvrier, et ont ensuite été déçus, qui essaient actuellement de s'identifier aux aspirations des pays sous-développés.

On trouve enfin dans le marasme et le désespoir une cause juste, une force révolutionnaire, sa propre jeunesse avec la jeunesse d'un peuple. Et en même temps, on peut se désolidariser du système colonisateur. L'attitude de certains «apôtres» des pays sous-développés, leur exaltation, leur refus de voir les choses sous un autre angle, montre, chez eux aussi, un certain manque de sens critique.

Les êtres humains sont divisés en deux catégories : colonisés et colonisateurs, en supposant que dans les pays dits colonialistes tout conflit de classe, toute injustice, toute révolte et perspective sociale sont réglés. Les exploités et leurs patrons sont proclamés des hommes égaux, sont tous dans la même catégorie. C'est une simplification trop hardie, car les problèmes sociaux, les nécessités d'une lutte sont loin d'être éliminés et ne doivent pas être négligés. Cette schématisation, si elle n'a pas toujours été complètement acceptée par tous ceux qui se sont solidarisés avec les colonisés, a pourtant existé à l'état de tendance parmi beaucoup d'entre eux. Une autre schématisation dangereuse peut faire aussi oublier le camouflage des régions sous-développées dans les pays colonialistes eux-mêmes : l'empire portugais peut coexister avec une misère, un sous-développement presque aussi important au Portugal même, que dans ses colonies. Les empires les plus riches, l'empire espagnol, l'empire ottoman, ont laissé en héritage des pays qui en Europe même, continuent d'avoir un gros retard économique.

En plaçant le problème dans les pays lointains, on lui donne un aspect abstrait, presque exotique. Si le problème des émancipations nationales et sociales n'est pas limité géographiquement, il n'est pas isolé historiquement non plus ; l'histoire humaine est secouée périodiquement par l'effondrement de système d'oppression, d'empires, par le changement des acteurs sur la scène, par la fin d'une civilisation et le commencement d'une autre. Il y a à peine quelques siècles que les Conquistadores ont été remplacés par des Libertadores sur le continent américain, et leurs luttes pour l'émancipation nationale ont secoué tout le régime retardataire de l'époque. Encore plus près de nous, c'est le même phénomène en Europe Centrale et Orientale, l'émancipation des pays slaves sortant des empires turcs et hongrois. Et comme pour cette «Question d'Orient» à l'époque, aujourd'hui aussi il y a un jeu d'influence des puissances mondiales ainsi que la nécessité pour les peuples en lutte de prendre en considération et d'utiliser même ces forces.

Actuellement, ce fait est encore plus accentué, étant donné la séparation du monde entier en deux blocs, opposés l'un à l'autre, en guerre froide ou chaude, en luttes d'influences et de chasses gardées. Ainsi, chaque événement, en n'importe quel point de la planète, est immédiatement placé sur l'échiquier et utilisé dans cette immense partie d'échecs. Comment les petits peuples peuvent-ils échapper à cette attraction ? Comment, tout en déclarant leur neutralité, peuvent-ils réellement être neutres ? Comment une force réellement révolutionnaire pourra-t-elle se réaliser et échapper à ces deux blocs impérialistes ?

Les deux blocs et nous

Sur ce dernier point, l'attitude des libertaires est également délicate. Et les critiques reçues pour l'article sur Cuba le démontrent encore une fois : les libertaires, tout en étant contre toute oppression et tout gouvernement, n'arrivent pas à échapper à cette division du monde en deux blocs. Il est compréhensible que devant la puissance économique et militaire des deux super-États, devant l'échec de tout mouvement un peu plus indépendant et original, devant la passivité de la classe ouvrière, toute perspective libertaire s'estompe dans l'irréalité. Dans cette situation internationale, on est tenté de choisir le moindre mal, de se ranger même symboliquement à l'ombre de l'une ou l'autre force ; pour être «réaliste», d'accuser d'irréalisme ceux qui continuent à défendre notre position en dehors de ces deux blocs de préférence.

Il est évident qu'il existe des différences quantitatives : nos camarades en Russie ont été massacrés et continuent d'être en prison (je peux le dire, car j'ai expérimenté personnellement pendant des années les «bienfaits» du socialisme de l'Est, y compris son système d'oppression, ce qui m'a obligé à me réfugier dans le monde «libre»). Ici, nous pouvons encore nous exprimer ; aux USA la loi anti-anarchiste est encore en vigueur. C'est un fait aussi que les émigrés libertaires échappant des camps de concentration de l'Est ou d'Espagne trouvent encore certains pays où ils peuvent vivre en se déclarant libertaires. Mais ces faits ne doivent pas nous faire oublier que le «monde libre» a encore son Franco et son Salazar, que le monde capitaliste montre les dents chaque fois qu'il voit en face de lui une force même limitée qui lui échappe, et qui tâche de saper ses bases de privilégié, que les tendances étatiques sont de plus en plus fortes.

Mais surtout, il faut garder présente la fidélité à l'esprit libertaire, et ne pas compromettre un avenir même hypothétique actuellement qui, dans une situation différente, pourrait être plus positif et plus réalisable. Surtout que, malgré leur puissance matérielle, les deux mondes capitaliste et pseudo-capitaliste ont démontré leur échec idéologique, et malgré tous leurs efforts ne pourront empêcher les masses de chercher un idéal plus humain et plus juste. Nous avons vu même dans l'empire soviétique les ouvriers de Budapest détruire la statue de Staline, tout en élevant des principes de conseils ouvriers, d'autogestion, de libre confédération, de refus de dictature mais aussi de refus des valeurs capitalistes. Les quelques exemples de lutte spontanée à l'Ouest ont aussi montré le refus des masses de se solidariser avec leur gouvernement, de suivre les consignes des partis politiques et même de leurs syndicats.

Au lieu de jouer à l'épicier en mesurant les vertus de l'Est ou de l’Ouest, il est plus nécessaire d'utiliser les quelques petites possibilités encore existantes pour essayer de démontrer leurs erreurs respectives, de confirmer l'existence d'une autre voie, de tâcher de la préciser par des exemples historiques et de la faire connaître non seulement ici, mais surtout aux pays sous-développés, comme leur seule chance de pouvoir construire quelque chose de juste et de valable.

Si nous avons des doutes sur les valeurs constructives des principes de l'anarchisme, comment pourrons-nous aider les autres à prendre conscience de leur esprit d'initiative, d'autogestion, de la démocratie effective, d'un fédéralisme partant de la base, du refus du racisme et de l'impérialisme, d'une économie sans exploitation, qui au fond, sont les principes essentiels de l'anarchisme.

En conclusion

— On est obligé de constater que l'esprit nationaliste existe encore. L'humanité se débat encore dans les cadres traditionnels de la famille, la patrie, la race ; elle n'est pas encore arrivée dans sa conscience profonde à la simple fraternité humaine à l'individu. Ce phénomène est encore aggravé dans les pays sous-développés par le systématique mépris des anciens colonisateurs, signe d'une pseudo-supériorité raciale, et par un constant souci de domination et d'exploitation.

— Mais en même temps que cet esprit nationaliste, on est aussi obligé de constater un sens de justice, un besoin d'égalité, une aspiration à un libre épanouissement, une générosité, et un esprit de sacrifice surtout dans les masses en révolte. On ne peut donc pas dissocier leurs besoins d'une affirmation nationale et leur souci de justice sociale.

— Il nous semble que nous devons chercher à appuyer l'esprit de justice sociale, et à nous élever contre tout chauvinisme, tout racisme, toute idée de domination, d'exploitation et de pouvoir.

Dans ce sens, nous n'avons pas suivi certains libertaires, qui ont jugé la lutte algérienne par exemple, uniquement dans son aspect nationaliste, et ont refusé de prendre une attitude plus nuancée.

D'autre part, nous avons refusé de subordonner notre activité à cette lutte, de nous identifier étroitement avec leur combat, car il a présenté et présente encore un certain aspect équivoque, et nous essayons de placer notre activité dans des perspectives différentes.

— Nous pensons qu'on ne peut pas s'identifier aux peuples sous-développés en lutte, ni leur donner des schémas et des plans de combat.

La libération des peuples doit être l'œuvre des peuples eux-mêmes. Ce que nous devons faire, c'est présenter l'idéal libertaire, les principes libertaires — qui sont très peu connus — comme un exemple.

Théo.

Éditorial du N° 33 — Avril 1966 —

Lettre du Maroc

De retour du Sud marocain, je trouve le temps de vous écrire, pour vous dire que la situation ne s'améliore pas du tout. Dans le Sud, il y a le problème de la famine causée par la sécheresse, et personne n'en parle, ni les journaux ni la radio, comme si la misère n'avait jamais existé au Maroc. J'ai visité tout le Sud du pays, et vous ne pouvez pas vous rendre compte comme j'ai honte, honte de moi-même devant cette population affamée, honte des dirigeants qui massacrent les petits paysans, honte des intellectuels qui ne se rendent pas compte le plus souvent de la situation, honte de rester les bras croisés devant la féodalité qui exploite, aidée par les forces de l'ordre, honte de ne pas savoir comment agir. Je ne puis plus vivre dans cette ambiance catastrophique. Quand j'en parle à des amis, ils pensent que je suis en train de perdre mon temps. Il y a des régions où on ne mange qu'une fois par jour seulement du pain et du petit lait si on en trouve. Tu vois les visages durs assoiffés de justice. Personne ne peut en parler. Personne n'a le droit d'ouvrir la bouche. Pas de médecin, pas d'hôpitaux, des écoles qui se trouvent à des dizaines de kilomètres avec des instituteurs qui n'en ont que le nom. Des gens qui travaillent de 5 heures du matin jusqu'à 7 ou 8 heures le soir et ne gagnent même pas 200 francs et quand le caïd passe, tous viennent lui embrasser la main. Et quelques responsables pensent que tout va bien dans ce pays ensoleillé, dans ce pays où c'est la force qui dirige tout, dans ce pays où l'ignorance, la sous-alimentation, la misère règnent partout, dans ce pays où une poignée de riches exploite et utilise plus de 96% de la population. J'ai vu des gens ne manger que des herbes et j'en ai vu d'autres qui prennent 5 à 6 plats par repas tout en disant socialistes et révolutionnaires. Comme c'est beau de parler de la liberté de l'individu alors que les gens des services spéciaux (et paraît-il leur nombre augmente) reniflent partout et tout ce qu'ils peuvent pour intimider ceux qui bougent un peu. Comme c'est beau d'entendre les gens parler de leur innocence alors qu'on sait qu'ils sont les plus grands criminels qui existent. C'est la misère qui fait tout. Dans les pays sous-développés comme le Maroc, on peut tout acheter avec de l'argent. L'homme n'a plus de

personnalité. L'un peut vendre son meilleur ami en échange de quelques billets de dirhams.

Un des ministres a dit dernièrement que nous sommes un pays développé. Bien sûr, quand le monsieur qui parle est un petit milliardaire qui a des hôtels particuliers un peu partout dans le monde, il peut se permettre de faire cette déclaration. Mais moi, j'ai entendu parler de la misère, de la famine en Inde, par exemple, mais je n'ai jamais vu ou entendu parler de ce que j'ai vu dernièrement dans le Sud. Les gens prennent n'importe quel travail pour avoir seulement de quoi manger. Les enfants meurent de FAIM et on n'en a jamais parlé au Maroc. Des familles entières, 7 à 8 personnes restent des jours sans presque rien manger, mais pour les privilégiées, celles qui peuvent donner du bakchich ou bien celles qui sont pistonnées, elles ont leur ration mensuelle de farine américaine, 10 kilos par personne et par mois. Les autres, eh bien qu'ils crèvent puisque ces messieurs ne trouvent pas de solution à ces 400.000 personnes qui viennent chaque année s'ajouter, alors que le produit national brut non seulement reste stationnaire, mais diminue.

Voilà ce que j'ai vu dernièrement. Il y a des dizaines, sinon des centaines d'autres problèmes... Je ne sais vraiment pas comment cela va se terminer, s'il y a une fin à ces problèmes et à cette situation.

Mais nous savons que nous devons combattre l'exploitation là où elle se trouve et qu'elle a ses causes au Maroc, bien sûr, mais aussi en France, aux U.S.A., dans les pays de l'Est, entre autres, tous pays où les exploiteurs du Maroc trouvent leur base et leur appui.

NOIR et ROUGE

N° 17 — 1961 —

Refuser

Une résistance est née. Timide, hésitante, éparpillée d'abord. Se cherchant, croyant se trouver, se trouvant, s'enthousiasmant au contact d'autres refus, se sentant seule, isolée, oubliée avant d'avoir vécu, découvrant la répression et par-là la nécessité impérieuse d'être «sérieux», constatant soudain, étonnée d'elle-même, qu'elle est moins seule qu'elle ne croyait, que la petite flamme allumée par quelques uns éclaire maintenant d'autres jeunes.

Pour infime qu'elle soit encore, la résistance existe — Et s'interroge. Née de réactions individuelles au fait de la guerre d'Algérie, née «de la base» et n'ayant présentement pas de vrai sommet, cette «résistance» rejoignant en cela nombre de ces aînées dans l'histoire, se cherche un commun dénominateur, une idéologie qui cimente son union, qui donne des réponses

claires à toutes les questions et non plus au seul dilemme : refuser ou accepter la guerre d'Algérie — désormais dépassé.

Il n'est pas dans notre propos de prendre position «pour» ou «contre» cette résistance mais plus de chercher à comprendre le pourquoi de cette lutte, les difficultés qu'elle peut rencontrer en chemin, son avenir — positif ou négatif.

D'AUTRES RÉSISTANCES.

Une résistance nationale est en général une lutte clandestine, violente ou non, qui, dans une situation donnée, unit des individus ayant des raisons semblables ou différentes de modifier cette situation. (La situation est le plus souvent l'occupation étrangère ou la dictature interne).

Si la résistance est d'abord un refus, elle n'en a pas moins presque toujours un but. Celui-ci doit être suffisamment vague, imprécis pour ne pas **diviser** la résistance. Dans les cas les plus courants le but, le mythe devrait-on dire, s'appellera « Libération nationale ».

Une fois réalisée l'Unité de la résistance, l'un de ses problèmes permanents est de conserver cette unité. D'où la nécessité de lui donner un cadre où chacun, quels que soient ses motifs personnels de**résister**, puisse avoir l'impression que ses voisins combattent pour la même cause que lui. On appelle cela Front, Mouvement etc... et chaque fraction politique y lutte sourdement contre les autres pour la direction du mouvement, afin que, la victoire venue, elle soit seule à en profiter. Bien sûr plus les mots d'ordre seront ambigus plus «l'unité» de la résistance sera solide. Que l'on reprenne les textes clandestins du Front National de 1940-44 (créé par le P. C. clandestin) ou les textes qui paraissent dans *El Moujahid* (organe officiel FLN) on est frappé par le vocabulaire employé : Liberté, Patrie, Honneur, Dignité humaine... — Et quand un front ou mouvement de résistance prononce la «Démocratie» il a tout dit quant au régime qu'il compte instaurer après la «Libération».

LE MALENTENDU.

Une résistance nationale est souvent un malentendu pour autant qu'on y trouve coude à coude le militant ouvrier qui lutte pour sa classe et le bourgeois qui lutte pour sa patrie, celui qui, comme dit l'autre, croit au ciel et lutte pour la morale chrétienne, et celui qui n'y croit pas et sait cette morale liberticide.

Le malentendu est d'autant plus profond que la composition sociale de la résistance est hétérogène, que son ciment est l'action, chacun ayant des motifs différents d'agir.

Ce malentendu apparut clairement au lendemain de la «Libération» en France. En raison de la multitude de couches sociales ayant plus ou moins participé à la résistance la lutte de classe tarda à redémarrer. En France, un gouvernement «issu de la résistance» et fidèle à son «esprit» fit écran à cette lutte, le P.C. jouant le jeu faisant retrousser les manches, chacun s'en souvient.

Dans d'autres pays européens le P.C. sut noyauter la résistance et — la présence de l'Armée Rouge aidant — lui imposer l'instauration de régimes dits de démocratie populaire. Bien des résistants y payèrent de leur vie ou de leur liberté le malentendu. Et nos camarades anarchistes de l'Est qui après s'être battus dans la résistance de leurs pays pour la libération se sont vus contraints une fois la «Libération» gagnée de choisir entre la prison ou l'exil ne furent-ils pas encore plus que d'autres, victimes de ce malentendu ?

RÉSISTANCE ET GUERRE D'ALGÉRIE.

La résistance française à la guerre d'Algérie présente la particularité de naître non pas dans un pays opprimé par un autre, et donc avec pour objectif une «libération nationale», mais précisément dans un pays oppresseur. Son objectif est donc de lutter pour que la France cesse d'opprimer les peuples qu'elle tient en tutelle et en particulier le peuple algérien.

Ce sont donc avant tout des motifs humanitaires et non plus patriotiques qui animent ceux qui ont choisi d'aider le FLN ou de refuser de combattre contre les Algériens.

Là encore si leur action se réclame de l'Anticolonialisme, terme vague, chacun lutte pour des motifs différents.

Depuis le chrétien sincère, bourgeois ou prolétaire, auquel sa morale dicte d'aider les humbles et qui porte les valises, prend des risques, prie son Dieu, et croit agir par charité chrétienne alors que sa qualité humaine l'a fait dépasser, sans qu'il en soit conscient, cette charité et déboucher de plain-pied sur la vraie solidarité — jusqu'à l'ouvrier militant pour qui solidarité et internationalisme font tant partie de lui-même qu'il n'a pas eu conscience de «s'engager», ni même «d'aider» les Algériens mais seulement d'être fidèle à soi-même, à sa lutte permanente contre l'exploitation d'où qu'elle vienne.

Depuis l'étudiant bourgeois qui, ne se sentant plus solidaire de sa classe d'origine cherchait en vain depuis quelques années dans les formations de gauche un écho à sa révolte et à sa pureté, et qui, un jour, pour avoir bavardé avec un étudiant algérien rencontré par hasard, reconnut que tout ce qu'il pensait et cherchait une autre jeunesse était en train de le vivre et parfois d'en mourir et dès lors choisit de lutter avec elle — jusqu'à cet «intellectuel de gauche» qui hésitant depuis dix ans à entrer «au Parti», à «aller aux masses» espérant y trouver la chaude fraternité dont son isolement avait tant besoin, mais reculant sans cesse à chaque Budapest, et qui a trouvé cette fraternité un soir dans une chambre d'hôtel où une douzaine d'Algériens lui offraient le thé à la menthe.

Tous ceux-là et tant d'autres encore différents (desquels il ne faut pas omettre quelques **patriotes** refusant d'admettre que le seul visage de la France soit celui de Massu, voulant par leur geste refuser leur complicité au génocide accompli «au nom de la France»), se côtoient au hasard des liaisons. Qu'ont-ils de commun en dehors des risques qu'ils partagent, de la parenté que crée la fréquentation quotidienne du courage et de la peur ?

Et pourtant, cette union qu'ils vivent dans les actes, ne cherchent-ils pas à lui donner une base idéologique, à lui donner par une doctrine sa vraie signification ? Les plus sincères s'entend, car il y a forcément ceux qui entrent dans ce combat pour que leur parti ou leur église y soit présent et qu'au jour de la distribution des prix ils aient un pied dans l'Algérie nouvelle...

Déjà, les déclarations au procès du «Réseau Jeanson» montraient clairement que pour différents qu'ils étaient les militants inculpés associaient à leur aide aux Algériens la notion de lutte contre le fascisme en France. Mais l'antifascisme — et nous sommes farouchement antifascistes nous-mêmes — ne saurait constituer en soi une idéologie globale. L'antifascisme est une «résistance à» et n'est pas un programme social, économique et politique.

Un tract clandestin récent du «Mouvement Anticolonialiste Français MAF» qui vise à regrouper les divers réseaux ou mouvements clandestins n'apporte pas de réponse valable à la nécessité d'un étoffement idéologique de la résistance.

Voyons plutôt :

«Le M. A. F. est une organisation clandestine parce que son action est illégale».
«Cela non par goût, ni par principe, mais par nécessité. Il n'est pas possible de mener le combat anticolonialiste de façon conséquente en restant dans le cadre d'une “légalité” gaulliste, réduisant de jour en jour les libertés individuelles et publiques.
C'est pour n'avoir pas voulu jusqu'ici sortir de ce cadre que les partis de gauche se sont pratiquement condamnés à l'impuissance.»
«S'il a pour principe de base la solidarité de la lutte du peuple français avec les forces combattantes du peuple algérien, le M.A.F. est une organisation française qui détermine son orientation et son action de façon indépendante et autonome.»
*«Le M.A.F. mène cette lutte solidaire dans la perspective du **rétablissement intégral de la démocratie en France et de son développement**.»*
«Le M.A.F. n'est pas un parti politique et n'entend pas se substituer aux partis. Il demande à ses membres militant dans des partis ou organisations de gauche d'y poursuivre leur action et de la développer dans le sens d'une lutte effective contre la guerre colonialiste.»
«**Le M.A.F. regroupe des hommes et des femmes venant d'horizons politiques, philosophiques et religieux divers qui ont comme dénominateur commun : l'anticolonialisme.**
Le M.A.F. n'entend pas se substituer aux groupes d'aide pratique, au mouvement “Jeune Résistance”, ou à d'autres organismes qui pourraient se former. Il espère seulement, en leur donnant une plateforme commune, favoriser une coordination croissante de leur action».

Quelle que soit la sympathie que leur anticolonialisme doit valoir aux militants de telles organisations on reste stupéfait de constater que ces hommes et ces femmes qui risquent leur liberté et peut-être leur vie puissent se satisfaire comme but final à leur action d'une formule aussi imprécise que le «rétablissement intégral de la démocratie en France et de son développement».

Or si ces militants courageux ne savent dépasser un vœu platonique pour la démocratie, d'autres sauront bien se servir d'eux et noyauter leurs mouvements.

L'Église peut être fort satisfaite, en temps voulu de reprendre à son compte l'action que des chrétiens sincères et désintéressés ont menés dans ces mouvements. Des prêtres sont déjà sans doute en place pour les coloniser.

Quant au P.C. noyauteur professionnel, qui a marqué sa désapprobation de la lutte clandestine (en affirmant notamment qu'un «**communiste doit aller à la guerre même coloniale et impérialiste**» — ce qui est un peu vache pour les Alban Liechti, les Sanson et tant d'autres jeunes communistes qui sont encore dans les prisons ! Comment ne serait-il pas tenté de disposer «les hommes qu'il faut aux places qu'il faut» dans un mouvement qui vise en fait «**à la restauration et à la rénovation de la démocratie**» (Slogan officiel actuel du P.C.).

Bien des désillusions guettent donc s'ils n'y prennent garde, les militants anticolonialistes.

JEUNE RÉSISTANCE

Si nous avons surtout parlé jusqu'ici de ceux qui aident les Algériens, soit directement soit par ce que la grande presse nous a habitués à appeler les «réseaux de soutien au FLN», ce n'est pourtant sans doute pas eux pour qui la nécessité de tirer les enseignements idéologiques de leur acte est la plus impérieuse.

En effet, c'est volontairement, en fonction de ce qu'ils pensaient déjà qu’ils se sont engagés : s'ils avaient pensé différemment rien ne les forçait à prendre position.

Différente est la situation de ces jeunes que «l'appel sous les drapeaux» a forcés à prendre une décision rapide et à **engager leur vie** en choisissant l'insoumission ou la désertion.

La différence de situations rappelle celle qui existait de 1942 à 44 entre les résistants volontaires et les réfractaires déterminés, eux, par le refus du travail obligatoire en Allemagne.

Le résistant volontaire conserve une part de liberté et tant qu'il n'est pas identifié et recherché comme tel il garde la faculté de se retirer de la lutte si elle cesse de correspondre à ses aspirations, ou de rentrer chez lui comme un «héros» si elle se termine victorieusement.

Le réfractaire, insoumis ou déserteur, lui, est en permanence un réprouvé. Il est, par son acte initial de refus, contraint à lutter ou se rendre ou bien s'exiler en ne sachant combien de temps il sera proscrit dans son pays — Les lois d'amnistie militaire ne viennent que lorsque les régimes changent.

De plus il a vingt ans.

Combien de nos camarades anarchistes surtout parmi les anciens savent, pour avoir déserté à 20 ans, les conséquences que leur acte a eues sur tout le cours de leur existence. Et ils avaient la grande force d'être **anarchistes avant de déserter**.

Mais parmi les jeunes déserteurs d'aujourd'hui combien ont agi en fonction d'un tout ? Pour combien l'acte d'insoumission ou de désertion est-il un refus partiel dans le cadre d'un refus plus général de la société d'exploitation ?

Il semble que tout autres soient les motifs de désertion de ceux qui sont jeunes aujourd'hui.

En effet si l'on compare les désertions **idéologiques** d'antan avec les désertions d'aujourd'hui, il semble que ce soit plus une sorte de réaction instinctive, une santé humaine non analysée, que des jeunes puisent en eux, individuellement, sans le soutien d'appartenir à une collectivité qui refuse, le courage de déserter.

Car enfin, quelles sont les voies ouvertes à ceux qui ont vingt ans actuellement ?

Deux directions principales : l'acceptation ou le refus.

L'acceptation, c'est accepter la règle du jeu d'une société vermoulue, la façade, les bonnes mœurs, le *Parisien-Libéré*-journal-apolitique comme chacun sait ; le train des équipages Service Auxiliaire.

L'acceptation c'est-à-dire la médiocrité, le mensonge, la recherche de la situation d'avenir, accepter d'être larbin aujourd'hui en espérant être maître demain...

L'acceptation...

Oui, mais heureusement pour la race humaine il reste encore des individus qui ne peuvent accepter, qui ne peuvent se soumettre, vivre en marche arrière, flatter les riches et mépriser les terrassiers.

Heureusement il y a le refus.

De ceux qui refusent, il y en a plus qu'on ne croit. Ils ont au départ presque la même qualité humaine que ceux qui deux ou trois ans plus tard seront déserteurs ou paras en Algérie.

Cela semble paradoxal, de pouvoir ne serait-ce qu'un instant mêler le Para et le Déserteur. Et pourtant.

Ceux qui refusent instinctivement d'entrer dans l'édifice pourri n'ont pas eu le temps ni l'occasion de se faire une idée exacte de ce qu'ils peuvent faire. Ils refusent, ils disent non, ils disent merde. Très bien — mais après ?

Après, les plus perdus restent «blousons noirs» (et il est intéressant de noter que presque tous les «blousons noirs» s'engagent dans les Paras, croyant sans doute trouver une communauté fraternelle, mais négligeant de s'inquiéter du fait que cette fraternité sera payée du prix du crime).

Après, les plus intelligents ou les plus sensibles, ceux dont les parents avaient peut-être «bon cœur» comme on dit, ceux qui ont la chance de pouvoir refuser d'être lâches — Ceux-là désertent et, dès lors, **une vie de déserteur** commence pour eux.

Il leur faudra beaucoup de courage et, lorsqu'on est seul, le courage s'effrite vite. Le besoin de solidarité, de s'identifier à un groupe, ce besoin — qui en d'autres temps amena le réfractaire S.T.O. du grenier de la ferme de sa tante au maquis du Vercors — amène les jeunes insoumis et déserteurs de la guerre d'Algérie à se grouper, à s'entraider, à s'organiser.

Et c'est ainsi que dans une fraction de la jeunesse, aujourd'hui, on parle du mouvement “Jeune Résistance”.

On en parle même un peu trop: l'apprentissage de la prudence étant un chemin que la jeunesse ne sait pas toujours prendre, sa haine de la lâcheté l'incitant plus au combat à découvert... ce dont la D.S.T. a tout lieu de se féliciter.

“Jeune Résistance” est née justement de la nécessité ressentie par une dizaine d'insoumis et déserteurs ayant une option idéologique avant leur acte (Syndicalistes, Ajistes, Communistes, Chrétiens de gauche, etc...) de «se rencontrer pour rechercher en commun la façon de rendre leur acte utile».

Par la suite, assurés de la solidarité des jeunes non-réfractaires, la constitution du mouvement fut décidée.

L'objectif de «J.R.» est de dépasser le stade des désertions individuelles et d'engendrer un courant de désertions collectives. Pour aider à cela «J.R.» entre autres activités, assure la liaison avec les «BERGA» (Bureaux d'Entraide aux Résistants à la Guerre d'Algérie fonctionnant dans plusieurs pays européens).

Dans une brochure diffusée au mépris des risques lors de la manifestation du 27 octobre à Paris alors que les flics chargeaient de toute part, «Jeune Résistance s'explique» :

«Il n'est pas question d'un simple réseau d'évasion pour déserteurs, mais d'un mouvement de résistance à la guerre d'Algérie et au fascisme, qui s'adresse à l'ensemble des jeunes Français. Alors que les actes de refus avaient été jusque-là peu efficaces parce qu'individuels, il s'agit de préparer et d'organiser une RÉSISTANCE COLLECTIVE DE LA JEUNESSE FRANÇAISE. Dans chacun des pays où se trouvent de jeunes réfractaires se crée une équipe J.R. Dans différentes régions de France, de jeunes militants de gauche établissent d'autres équipes. Celles-ci se mettent ensuite en liaison avec une équipe centrale».

Là encore on est et on agit contre la guerre et le fascisme, mais ces jeunes n'ont pas encore déterminé vers quoi ils veulent aller si un mouvement de refus collectif se faisait jour en France. Là encore leur mouvement est vacant pour les noyauteurs de partis ou d'églises.

Mieux : il semble presque s'offrir si l'on en juge par l'extrait suivant de la même brochure :

«AVEC LA GAUCHE. Il y a parmi nous des jeunes, membres d'organisations ou de partis de gauche... Ils ne veulent pas s'en exclure... Ils veulent travailler avec eux et parmi eux... Ils veulent les entraîner... Nous ne voulons pas être des francs-tireurs... Nous croyons fermement que la gauche admettra nos raisons et nous soutiendra, triomphera de ses lenteurs et de ses atermoiements... Sinon nous échouerons et nous serons réduits à retourner aux diverses formes d'action individuelle à moins d'attendre passivement le succès définitif du fascisme... et l'écrasement de la gauche».

On ne peut s'empêcher de douter de l'éventualité d'une gauche «comprenant les déserteurs et les soutenant».

Et d'abord quelle gauche ? «Jeune Résistance» semble la mal connaître ou se faire pas mal d'illusions sur elle. Pourtant de récentes études ont permis de la «radiographier», d'en déceler maintes tares.[41]

Respectueuse qu'elle est de sa respectabilité, de la légalité, de la routine, du suffrage universel et du bulletin de vote, ou respectueuse des 80 partis communistes qui font le beau devant le 81e et premier, la gauche, les gauches ne sont pas prêtes de préférer la pureté à la combine, l'action à la pétition, la lutte au confort.

Et, du même coup, les jeunes résistants risquent fort «d'échouer» selon la deuxième proposition de leur alternative.

Pour échouer ? Ces jeunes ont tenté l'aventure, ils ont joué la carte difficile, celle de la Liberté, ils ont choisi de vivre debout... et ils en appelleraient aux vieilles baudruches des partis ou des églises !

Non, comme monsieur Jourdain faisant de la prose sans le savoir, ces jeunes ont par leur refus fait de l'anarchisme sans le savoir. (Un anarchisme que bien des anarchistes déclarés n'auraient pas eu le courage de faire...). Ce n'est pas

pour les annexer que nous disons cela, mais peut-être pour — si d'aventure ces lignes tombent sous les yeux de quelques uns d'entre eux — les «mettre en garde» contre ceux qui voudraient les annexer.

Le fait de n'être pas dans la «Jeune Résistance» nous donne peut-être le recul nécessaire pour la voir dans sa vraie proportion et sa vraie qualité. Il nous semble que la voie qui s'ouvre devant ces jeunes ne passe plus par les partis.

Il nous semble que c'est à eux-mêmes, entre eux, de discuter, de comprendre leur refus et de chercher si, sincèrement, les autres domaines de la vie sociale, politique et économique ne sont pas, tout comme la guerre colonialiste, justiciables **d'autres refus**. Ayant fait le tour de la vie qui leur est offerte à eux qui ont vingt ans, il se peut, il serait logique qu'ils débouchent sur la notion d'un **refus total**de la société, par sa remise en question totale.

Alors peut-être, sentiront-ils mieux que le cheminement vers la liberté et la dignité de l'homme, du colonisé, du déserteur, du travailleur ne passe pas par les partis, les églises, les syndicats politisés, mais se confond avec l'obscure mais permanente lutte des peuples exploités, opprimés, avec la lutte pour la vie, vers la société sans classes.

Ils sentiront peut-être que leur refus de se soumettre à l'État, capitaliste, colonialiste, oppresseur, leur fait prendre rang — quelque soit leur milieu d'origine — à l'avant-garde de la lutte de classe.

Et que c'est dans le camp des travailleurs qu'ils doivent rechercher des contacts et envisager l'avenir et non avec les partis qui, s'en réclamant, ne font le plus souvent que vivre d'eux.

Bien sûr, tous les Jeunes Résistants ne suivront pas le chemin jusqu'au bout et ceux qui iront le plus loin laisseront derrière eux ceux pour lesquels le refus était vraiment isolé. Ces derniers qui n'auront pas la lucidité de dépasser leur acte — et sans doute parmi eux beaucoup de jeunes chrétiens (non que nous voulions leur «jeter la pierre» à priori mais plutôt parce que c'est eux qui auront le plus long et difficile chemin à parcourir, pénétrés qu'ils sont d'une religion dont des exploiteurs tirent les ficelles...) — s'apercevront alors que leur acte même les aura conduits dans une impasse, que c'est peut-être avec inconscience qu'ils ont agi, et vieillis, fixés à l'étranger, ils poursuivront leur vie avec au cœur au lieu de l'orgueil d'avoir voulu être un homme, le goût amer d'avoir loupé sa vie pour une erreur de jeunesse...

Une nouvelle jeunesse est née avec la résistance. La guerre d'Algérie qui l'a révélée n'est qu'un moment dans l'histoire, qu'un passage plus dur dans une lutte qui ne finira qu'avec l'exploitation de l'homme par l'homme sous toutes ses formes. Cette nouvelle jeunesse — pour peu nombreuse qu'elle soit — n'est que provisoirement écartée, pour avoir choisi la voie la plus difficile, de la masse. Elle doit dès maintenant se préparer pour l'avenir où elle prendra sa place dans la lutte ouvrière, à l'avant garde.

A nous dans les usines, les ateliers et les bureaux, de faire comprendre le combat de cette jeunesse, de démonter les calomnies des partis et syndicats à son endroit, de préparer le moment où, la guerre d'Algérie étant finie, il nous faudra lutter pour le retour parmi nous de jeunes réfractaires, déserteurs, insoumis.

Alors, ce sera, peut-être la première fois qu'une résistance ne débouchera pas sur un malentendu...

Jean Marie CHESTER

N° 33 — Avril 1966 —

Le mythe des Conseils Ouvriers chez Tito

Cet article est paru pour la première fois en 1959 (*N et R* n° 14), son auteur, P. Zorkine, a collaboré à *Noir et Rouge* de 1956 à 1960. Il est mort accidentellement en juillet 1962 (voir *N et R* n° 22).

Introduction

La révolution hongroise de 1956, le soulèvement de Berlin, les événements de Pologne, et, d'une façon générale, les échecs du stalinisme aussi bien en Europe orientale qu'occidentale, ont remis le problème des conseils ouvriers au premier plan de l'actualité révolutionnaire.

Il n'est pas dans notre propos de retracer l'historique des conseils ouvriers, que l'on retrouve déjà sous la Révolution française dans les conseils de communes, au cours de divers mouvements révolutionnaires de 1848, puis, sous la Commune, jusqu'au premier soviet des usines Poutilov à Pétersbourg en 1905, le premier congrès des soviets en juin 1917, les soviets de Kronstadt contre la dictature bolchévique en 1921, les «républiques des conseils» à la fin de la première guerre mondiale en Hongrie, en Allemagne, en Autriche, aux deux extrémités de l'Adriatique : à Pola et à Cattaro, en Espagne et en Chine, pour assister au dernier sursaut, en 1956, à Bucarest.

On va nous faire observer que nous oublions dans cette énumération les conseils ouvriers yougoslaves. Il ne s'agit pas, avouons-le tout de suite ! d'un oubli : pour nous, la création de «conseils ouvriers» par le gouvernement yougoslave ne représente qu'une nouvelle mystification de la classe ouvrière par la bureaucratie. Dangereuse :

— pour les ouvriers yougoslaves, chez qui elle compromet une institution révolutionnaire, restée — jusqu'à présent — «propre» (on pouvait opposer au Parti l'idée des conseils ouvriers),

— pour «une certaine gauche européenne» qui s'accroche à «l'exemple yougoslave» et au slogan du gouvernement de Tito : «Le transfert des usines aux ouvriers !» comme à la seule solution restée encore possible entre le capitalisme et le stalinisme.

C'est pourquoi il est important d'examiner le contenu réel de l'«expérience yougoslave» et ses conséquences.

«Standing» de vie ou le socialisme passe par le ventre

C'est avec la loi du 1er avril 1952 que le nouveau système des salaires est entré en vigueur dans toutes les entreprises économiques en Yougoslavie. Jusqu'à cette date, les salaires étaient fixés par décret gouvernemental. La création d'une industrie nouvelle des biens de l'équipement, les investissements chaque année renouvelés ont servi surtout à la croissance et au renforcement de l'appareil bureaucratique de l'État, de la «nouvelle classe». Cet effort se traduisait pour la classé ouvrière par la diminution continuelle du niveau de vie et de la consommation à environ quatre ou cinq fois au-dessous du standing de vie, déjà pas très brillant, des ouvriers en France. Pour la paysannerie, l'«édification socialiste» voulait dire le rachat obligatoire, à des prix dérisoires, des 82 % de leurs produits par l'État. Cette politique a mené le pays à la catastrophe économique. Après la rupture du P.C.Y. avec Moscou, la classe dirigeante, libérée de l'obligation d'exécuter docilement les directives soviétiques dans l'organisation et l'économie de l'État, s'est vue obligée de faire des concessions importantes aussi bien à la paysannerie qu'à la classe ouvrière. C'est ainsi que les paysans ont reconquis la liberté de décider librement la nature de leur production, et le rachat obligatoire de leurs produits fut progressivement abandonné.

La concession consentie à la classe ouvrière était la création des conseils ouvriers d'usine. La propagande officielle affirme que les ouvriers eux-mêmes décident du montant de leurs salaires et de la distribution des revenus des entreprises économiques. Cette participation ouvrière à la gestion des entreprises devait mettre fin à l'abaissement continu du standing de vie des ouvriers. Car c'est là, finalement la question : Qu'est-ce que le gouvernement nous offre comme moyen pour sortir de cette situation misérable ? Est-ce que la «participation ouvrière à la gestion des entreprises» mettra fin à l'abaissement continu du standing de vie des ouvriers ?

Le revenu national ou l'inégalité des tranches du gâteau

C'est la loi qui fixe chaque année le plan pour l'ensemble de la production et de la distribution des biens dans l'État yougoslave. C'est donc le Parlement qui en décide en définitive, après une vague consultation des syndicats, coopératives, etc. Il est vrai que le Plan ne fixe pas la nature et les quantités de produits à fabriquer, à livrer, mais le «minimum obligatoire de l'utilisation des capacités productrices». Ce «minimum» est pour l'agriculture de 105 %, pour arriver à la production prévue et payer les plans chimériques de transformation magique d'un pays agricole en un pays hautement industrialisé — investissements: 17,7 % du revenu national net — et pour apporter la tranquillité d'esprit à la nouvelle classe dirigeante — l'armée, l'armement, l'administration d'État : 45,4 % du revenu national net. La part des salariés dans tout cela ? Eh bien ! dans le revenu produit par l'industrie et la production minière, pour ne citer que cet exemple, elle n'est que de 14,9%. Cette part est fixée *à l'avance* par le plan qui, en dehors du «minimum d'utilisation», fixe le fonds global de salaires à dépenser pour ce degré d'utilisation. Le premier élément pour déterminer le fonds des salaires, ce sont les normes de production et l'optimum du personnel : combien d'ouvriers et d'employés sont indispensables pour faire «tourner» l'entreprise à X% de sa capacité productrice ?

En fixant d'avance le degré d'utilisation des entreprises, l'État détermine la qualité et le volume de la production.

En fixant le fonds global des salaires, l'État s'assure que la consommation et le standing prévus pour les salariés ne seront pas dépassés. A l'intérieur de ce fonds global, les salariés le répartissent entre eux comme bon leur semble et arrivent gentiment à une sorte d'auto-exploitation et, même, d'auto-punition (nous citons «Borba») :

«Le fonds global des salaires (la somme payée à l'ensemble du personnel) sera diminuée par chaque absence de travail non justifiée... cela veut dire que le collectif entier doit se dresser contre ceux de ses membres qui essaieraient de diminuer le fonds commun des salaires en provoquant des faits injustifiés.»

Toute la classe ouvrière yougoslave devrait se transformer en «pointeau», en garde-chiourme, en contremaître... Car le mot d'ordre général est : «Diminution des prix de revient» ou, plus méchamment, «nous ne voulons pas partager les gains avec les paresseux !». En effet, les salaires sont fixés de telle façon qu'ils permettent à peine aux salariés de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Mais ces salaires n'étant qu'une partie seulement du revenu d'un salarié, on lui fait miroiter la possibilité de recevoir la deuxième tranche, puisée dans le fonds global. C'est le bilan de l'année d'une entreprise qui doit faire ressortir la participation de chacun dans la distribution des gains. Le moyen le plus simple d'arriver à l'augmentation de la rentabilité de l'entreprise est la diminution des prix de revient et l'augmentation de la productivité de chaque ouvrier. En réalité, toutes ces mesures se font au détriment de l'ouvrier, aggravent les conditions dans lesquelles il travaille et demandent un effort aussi bien physique que psychique toujours plus grand. D'autant plus, que le chemin est long entre la chaîne de production et le bureau directorial où l'on «partage» les bénéfices... Long, et il passe par la caisse d'État qui couvre les «charges sociales» en prélevant sur les recettes brutes de l'entreprise. Sous la dénomination «charges sociales», on n'entend pas les allocations et assurances sociales, mais TOUTES les dépenses prévues par l'État pour couvrir tous les frais de son administration, de l'armée et des investissements. Avant, donc, de pouvoir toucher la deuxième tranche de leurs salaires, c'est-à-dire la participation aux gains de l'entreprise, les ouvriers yougoslaves doivent réaliser par la vente de leurs produits : le montant de leurs salaires et le montant de leur contribution à la Caisse d'État, sous forme de «charges sociales» incluses. Peut-on se permettre d'offrir des prix compétitifs (le marché yougoslave est un MARCHÉ LIBRE) dans lesquels est incluse une charge si lourde ? Les risques d'une mauvaise conjoncture, l'ouvrier yougoslave les partage avec son employeur — l'État — ou, tout au moins, avec le ministre des Finances dont il devient complice dans l'affaire... si l'on en croit la loi du 1er avril 1952...

Ce qui est certain, c'est que plus une entreprise est développée techniquement, plus son pourcentage des charges est élevé et plus son collectif ouvrier se verra dans l'obligation de diminuer les fonds des salaires, s'il veut lutter avec la concurrence. Cette trouvaille des «communistes» yougoslaves obligeant les ouvriers à baisser eux-mêmes leurs salaires ne manque pas de pittoresque ! Qu'en pensent les «titistes» occidentaux ?

Et la plus-value ?

Eh bien ! elle a changé de nom... cela s'appelle en Yougoslavie «socialiste» «la tranche de l'État». Voilà qui est franc et précis. Les valeurs nouvelles créées

par le travail se répartissent donc en deux tranches : fonds des salaires (tranche ouvrière) et la plus-value (tranche de l'État). D'ailleurs, l'entreprise, totalement privée de moyens financiers, est effectivement contrôlée par l'État, et ses avoirs ne sont que des chiffres dans la comptabilité de la Banque d'État. Si la loi du 1er avril 1952 prétend que les ouvriers yougoslaves ont une part dans la gestion du capital industriel du pays, elle ne peut pas cacher qu'ils n'ont rien à dire dans la gestion du capital financier, qui domine totalement le premier. Et la participation de l'État dans la répartition de la plus-value créée par l'augmentation non planifiée de la production est assurée par un impôt spécial que l'entreprise qui dépasserait la production minimum doit payer. Un fonds d'amortissement garantit le renouvellement des machines et, au cas où le Plan ne le prévoit pas, l'entreprise doit créer son propre Fonds d'investissement, Fonds de réserve et Fonds social.

Le bénéfice net ne commence qu'après avoir alimenté suffisamment ces fonds... après avoir donné à l'État ce qu'il demande comme «charges sociales». **Malgré une forte pression, il n'a pas été possible à la classe dirigeante yougoslave d'obtenir ces revenus sous la direction purement bureaucratique de la production. C'est par le truchement des «conseils ouvriers» que la bureaucratie yougoslave compte s'assurer et les revenus désirés et la complicité de la classe ouvrière.**

«Les usines aux ouvriers»

Voici donc les principes fondamentaux sur lesquels reposent les conseils ouvriers yougoslaves —nous résumons :

— rentabilité : aucune entreprise économique ne doit plus vivre des subsides de l'État, mais au contraire doit être capable de couvrir par ses recettes tous les frais de gestion et de verser à l'État les sommes prévues par le Plan ;

— intéressement : les ouvriers et les employés travaillant dans une entreprise doivent être intéressés à sa réussite, c'est-à-dire que le montant de leurs salaires doit être déterminé par la rentabilité des entreprises.

Comment on a donné «les usines aux ouvriers»

Toutes les entreprises sont la propriété du «Peuple» (lire : de l'État). Le «peuple» qui y travaille n'a pas le moindre droit envers l'entreprise que le gouvernement peut retirer de ses mains n'importe quand sous n'importe quel prétexte «d'intérêt public». Ainsi, un ouvrier peut être licencié de «son» entreprise — et même *l'ensemble* du personnel (y compris le *conseil ouvrier*). Le collectif ouvrier travaillant dans une entreprise est là simplement pour la faire «tourner» sous un certain nombre de conditions *sine qua non* :

— amortissement des machines et du matériel (ou restitution),
— acquisition de nouvelles machines, bâtiments, moyens de production, équipement (investissements),
— la propriété de l'État doit donc s'enrichir chaque année,
— acquittement de toutes les charges prescrites par l'État.

Ceci prouve que dans le système titiste et sous la couverture des «conseils ouvriers», **la propriété des moyens de production reste séparée des producteurs** et que, pour parler clairement,**les ouvriers yougoslaves restent des salariés**. Ils ne peuvent ni disposer des moyens de production, ni de l'ensemble des produits de leur travail, ni orienter la production, ni décider

le mode de distribution. Sans ces quatre facteurs, pour nous, il n'y a pas d'économie socialiste.

Gestion des entreprises

Le système yougoslave se différencie du capitalisme d'État classique du type soviétique par la «co-gestion ouvrière».

Une entreprise économique est, en principe, dirigée par les «collectifs ouvriers», c'est-à-dire par l'ensemble du personnel qui y est employé. Toutes ces personnes ont les mêmes droits dans l'accomplissement de leurs tâches de membres du collectif, quel que soit le travail qu'elles effectuent dans l'entreprise et sans aucun égard au taux de leur salaire. Oui, toutes — ce qui est très démocratique — **sauf le directeur**. Car c'est lui, le Directeur, qui décide même de la composition du «collectif ouvrier», dans la mesure où **c'est lui qui embauche et licencie le personnel**. Ainsi, tout le personnel peut être changé au cours de l'année mais, astuce juridique, le collectif ne cesse d'exister et se compose du personnel travaillant à un moment donné. Le point central reste le Directeur. La raison en est simple : c'est lui — et non pas le «collectif ouvrier» — qui représente le Propriétaire de l'Entreprise : l'État. Nous ne pouvons pas mieux qualifier, définir le rôle du Directeur que la Loi même :

«Le Directeur dirige la production et toutes les affaires de l'Entreprise. Les ouvriers et les employés sont responsables devant le Directeur de l'accomplissement de leur travail. Le Directeur représente l'Entreprise envers l'État et envers les autres entreprises.» (Loi du 18 juin 1950, article 8).

Le Directeur est membre *d'office* du Comité de Gestion mais, ce qui est pour le moins curieux, la Loi le place au-dessus de ce Comité :

«Si le Directeur trouve qu'une décision du Comité de Gestion ne correspond pas à la loi, aux prescriptions légales et **aux ordres des autorités d'État compétentes**, il est obligé d'en avertir immédiatement ces autorités et de suspendre l'exécution de la décision du Comité de Gestion en attendant que l'organisme compétent de l'État prenne la décision définitive» (art. 40 de la même loi).

Il faut bien comprendre que **le Directeur n'est pas le gérant commercial ni le dirigeant technique de l'entreprise**, ce qui aurait pu à la rigueur justifier sa puissance. D'après «Borba» (organe central du P.C.Y., dans son n° du 13-2-52) sur 763 directeurs des entreprises économiques en Yougoslavie, 186 ont une certaine préparation technique, mais 702 sont membres actifs du P.C.Y. Ce qui explique pas mal de choses et ce qui oblige ce journal à les défendre contre les reproches de leur incompétence, de leur inutilité pour l'entreprise :

«Tous ces directeurs ont très bien compris que leur devoir essentiel est d'être fidèles au Parti et que l'autorité de l'État les a nommés à ces postes surtout pour récompenser les militants et les combattants qu'ils ont été...»

«Borba» affirme que «l'autorité du peuple» a justement besoin de tels directeurs, car «ils sont les meilleurs gardiens des biens» dont dispose cette «autorité populaire». Mais, comme un gardien ne suffit pas, on a renforcé la sécurité par la présence de la «Police économique» dans chaque entreprise. C'est cette présence des détachements policiers qui donne aux usines yougoslaves cet aspect de casernes (ou de prisons, ce qui diffère peu). C'est la police qui impose l'application des règlements, la discipline au travail et l'exécution immédiate des ordres du directeur. Devant la porte d'entrée de

chaque usine yougoslave se trouve un policier. Même les touristes occidentaux de «gôche» ne peuvent pas ne pas le voir. Ce qu'ils ne voient pas, c'est un «organe de sûreté intérieure» que les ouvriers yougoslaves appellent, dans leur argot, le «TZYNKAR» (Tzynkar : le Zingueur). Il faut connaître le comportement de l'ouvrier envers «les biens socialistes» et aussi sa mentalité et ses conceptions politiques. Ce genre de surveillance était la tâche des membres du P.C.Y. travaillant dans l'entreprise. Mais ils ne sont pas assez nombreux et ne possèdent que rarement les connaissances techniques suffisantes pour contrôler si l'ouvrier ne «sabote» pas le travail. Pour assurer cette besogne, la direction économique de l'État cherche des personnes aptes à ce genre de travail parmi les membres mêmes du collectif. Il existe des collèges techniques spécialisés où les tzynkars sont formés. Ce ne sont donc pas les misérables petits mouchards que nous connaissons dans les usines de l'Occident, mais une véritable institution, bien organisée, avec une préparation technique — une sorte de sous-officiers de l'industrie. Outre le privilège d'avoir leur emploi assuré (dans certaines entreprises leur nombre est monté jusqu'à 10 % du personnel !), les tzynkars sont portés *par priorité* sur les listes des candidats pour les conseils ouvriers...

Voilà dans quelles conditions le Collectif élit chaque année le conseil ouvrier, composé de 15 à 120 membres (dans les entreprises ayant moins de 30 ouvriers et employés, le Collectif entier constitue le conseil ouvrier). Son rôle ? D'après la loi, il :

— approuve les plans de base et le bilan de clôture de l'entreprise ;
— adopte les conclusions relatives à la gestion de l'entreprise et à la réalisation du plan économique ;
— énonce le règlement de l'entreprise sous approbation de l'organe d'État compétent ;
— effectue la répartition de la partie des capitaux accumulés, restant à la disposition de l'entreprise.

L'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des Comités d'entreprise en France, précise ainsi le rôle social et économique du Comité :

«Le Comité d'entreprise assure ou contrôle la gestion de toutes les œuvres sociales... est obligatoirement consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise... est obligatoirement informé des bénéfices réalisés par l'entreprise et peut émettre des suggestions sur l'affectation à leur donner...»

Mais nous ne voulons pas faire de comparaisons. Notre but était d'essayer de démontrer le mythe des «conseils ouvriers» yougoslaves, qu'une certaine gauche prend pour le modèle même d'institution révolutionnaire. Nous voulons, à la base des faits évoqués, affirmer que les ouvriers ne peuvent pas contrôler la gestion de l'économie sans disposer des droits essentiels de la liberté de parole, de réunion, de l'organisation : **que l'idée même des conseils ouvriers est incompatible avec l'existence de l'appareil de l'État** ; que — chaque fois que l'on avait essayé de faire coexister les deux (État-Conseil ouvrier) — ce ne fut jamais l'État qui «dépérit» mais, au contraire, c'est lui qui absorba les conseils.

Qu'est-ce qu'il en reste en Yougoslavie ?

Paul ZORKINE

Numéro spécial sur le Nationalisme **N° 7-8 — 1957 —**

Historique

Les États avant les Nations

Avant que n'apparaisse l'idée de Nation les États ressemblaient plus à ce qu'ils sont : à des créations politiques ne tenant pas compte de l'existence des peuples. Chaque État assumait pleinement sa vocation qui est de s'étendre à l'infini en annexant le plus de territoire possible, sans se préoccuper de se justifier par l'existence préalable de communautés naturelles à libérer ou à unir. D'ailleurs les peuples les plus réalistes ne prenaient guère d'intérêt à ces jeux de la guerre et des traités de paix. Aucune volonté commune n'était invoquée. Seul entrait en ligne de compte l'appétit d'une ville, dilatée aux dimensions d'un Empire comme Rome ou Byzance, ou d'une dynastie agrandissant son «pré carré» comme les «rois qui firent la France».

Ville ou Empire tels étaient les deux pôles de l'extension des États. Villes de commerçants et d'artisans où parfois s'épanouissaient des libertés comme dans les cités grecques, italiennes, flamandes et puis retombaient dans la tyrannie des grandes familles patriciennes : Carthage, Venise, Empires cosmopolites se succédant sur des mosaïques de peuples cimentés par la terreur ou la religion comme le St Empire romain germanique, les Empires perse, arabe, turc, ceux de l'Inde et de la Chine et le plus vaste de tous et le plus éphémère : l'Empire mongol.

Quelquefois la volonté de domination s'incarnait dans un peuple apparu subitement sur la scène de l'Histoire. Ce peuple, énergique et frustre, combatif et avide, instrument d'une ville, d'une dynastie, d'une église ou de son propre appétit, s'enflait de conquêtes en conquêtes puis lui-même s'assimilant aux populations, soumis, perdait son énergie et disparaissait comme facteur historique décisif. Tels surgirent les Goths, les Vandales, les Arabes, les Normands, les Mongols. Ces peuples étaient devenus des classes dirigeantes, militaires et politiques d'ensembles humains beaucoup plus vastes qu'eux. En quelque sorte des peuples de seigneurs. Jamais ils ne se constituèrent en Nation.

En face d'eux, d'autres peuples ont lutté pour ne pas devenir des peuples d'esclaves.

De même que des mouvements révolutionnaires ont éclaté depuis la plus haute antiquité, de même parfois un peuple entier se soulevait contre l'occupant et proclamait son droit à l'existence. Ainsi les Grecs contre l'Empire perse, les Juifs contre Rome, les Morisques contre les Espagnols. Résistance victorieuse ou écrasement, dispersion ou expulsion, quelle que fut l'issue de la lutte, rares sont les prolongements jusqu'à nous. Invasions, évolutions, transformations diverses au cours des siècles ont généralement effacé et composé de nouveaux amalgames. Seules les résistances populaires aux derniers empires conquérants ont contribué à la naissance de nations actuelles pouvant s'attribuer une origine volontaire voire révolutionnaire.

Les premières Nations

En 1315, à Morgart, les chevaliers de l'Empereur d'Allemagne étaient défaits par les montagnards des cantons boisés qui commandent le St Gothard, soulevés depuis 7 ans. Ainsi naissait ce qui allait devenir la Suisse, première communauté d'Europe à conquérir d'elle-même son indépendance.

En 1566, les Pays-Bas se soulèvent contre l'occupation espagnole. Pendant 80 ans le Roi d'Espagne essaie de tenir tête envoyant, contre ceux qu'il appelle les «gueux», ses meilleures troupes.

En 1648, un même traité reconnaît l'indépendance des Provinces Unies des Pays-Bas et des Cantons Confédérés de la Suisse. Chacune de ces nations aura alors la fierté de devoir son existence non à la volonté d'un Prince, mais à la révolte des simples gens contre l'injustice de l'occupant. Mythes parallèles de Guillaume Tell et de Thyl l'Espiègle.

L'année 1648 était d'ailleurs une année d'espoir pour les peuples opprimés d'Europe. Contemporains des Républiques suisse et néerlandaise, s'étaient soulevés comme cette dernière contre le Roi d'Espagne : la République catalane, le Portugal, Naples et la Sicile. Au même moment la monarchie était menacée en France et la République anglaise était proclamée.

Après la révolution néerlandaise et l'échec de la révolution anglaise ce sont les révolutions américaine et française qui entretiendront le mythe des pays de la liberté, de la nation libre.

La guerre d'indépendance américaine, par la capitulation anglaise de Saratoga (1777) et la défaite de Yorktown (1781), prouve que des «Insurgents» peuvent avoir raison du plus puissant Roi. La Déclaration d'Indépendance et la Déclaration des Droits propagent l'idée de République, souveraineté du peuple, de Nation.

Quelques années plus tard, le quiproquo entre liberté populaire et souveraineté nationale est aggravé par la Révolution française. La Nation opposée à l'absolutisme du monarque devient à son tour un absolu métaphysique et moral imposé au peuple ; au peuple français d'abord, aux peuples conquis —«libérés» —ensuite.

Les Nations contre la Grande Nation

La bourgeoisie révolutionnaire, pour se débarrasser des masses populaires, les envoie aux frontières à l'assaut de l'Europe, introduisant la redoutable innovation du service militaire universel, digne pendant de l'impôt et du suffrage universels. La Révolution a hésité un moment entre une vocation universelle à l'émancipation des peuples et sa vocation purement française. La

première sera conservée comme paravent de la seconde. Les «Armées de la Liberté» seront vite employées à essayer de ramener à l'esclavage les noirs révoltés de Saint-Domingue qui construisent la République de Haïti. Mais même en Europe, la liberté de la nation française n'est conçue que par la négation de celle des autres.

Les peuples d'Europe, les uns après les autres, résistent et se soulèvent contre la «Grande Nation». Belges, Hollandais, Suisses, bientôt Italiens, Allemands sont progressivement inclus dans les limites que la Nation française croit voir pour elle depuis Danton «marquées par la nature». L'Empire napoléonien ne fera que poursuivre l'œuvre des Assemblées Révolutionnaires en la matière.

Successivement libérés, occupés, réduits à l'état de satellites — «les Républiques sœurs» — et finalement annexés ou gouvernés par des fantoches au profit de la France, les peuples d'Europe retournent contre celle-ci les idées nationales

La «guerre d'indépendance» espagnole, la «guerre de libération» allemande et la «guerre patriotique» russe dressent les peuples contre la Grande Armée. Et ceux-ci sont victorieux, passent de la guerre de partisans à la guerre nationale, ils se sont vus partout soumis à la contagion du service militaire obligatoire. Désormais, la guerre, au lieu d'être affaire de souverains et de petites armées de métier, concerne les peuples entiers. A la guerre en dentelle succèdent l'hécatombe des masses et les grandes saignées nationales.

En 1813, la «bataille des nations» à Leipzig a fait contre la France triompher l'unanimité de l'Europe.

La Révolution française a ainsi été, à son corps défendant, le signal de l'éveil des nationalités. Elle a accéléré à son profit ou à son dommage les unités italienne et allemande, elle a essayé de susciter la renaissance nationale égyptienne, yougoslave, polonaise et même hongroise.

Numéro spécial sur le Nationalisme **N° 7-8 — 1957 —**

Question nationale

Socialistes, communistes et souvent anarchistes sont à tel point obnubilés par les problèmes sociaux, qu'agiter devant eux la question nationale vous fait passer pour légèrement farfelu ; les classes travailleuses luttent contre le capitalisme ou l'État, il n'y a pas à sortir de cela ; tout autre objectif ne peut être qu'une diversion — d'ailleurs suspectée d'être inventée par le Capital. Mollet proclamant que «le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est contraire au socialisme» ne fait au fond qu'exprimer avec cynisme ce qu'ont toujours pensé les partis ouvriers. Puisque ces partis luttent pour les travailleurs, tous les exploités n'ont qu'à entrer dedans, sans distinction de

race, de langue ou de nationalité... et puis tout s'arrangera. Sans parler des partis ou même des syndicats qui ont éloigné d'eux volontairement et systématiquement les travailleurs appartenant à des populations inférieures, arriérées, «indigènes»... En fait, la prépondérance de la métropole s'est exercée non seulement dans le domaine capitaliste, économique et politique, mais aussi dans les organisations ouvrières. Les populations opprimées nationalement l'ont été non seulement par l'État dominant, mais simultanément par les partis d'opposition ou les mouvements ouvriers et syndicaux organisés en fonction de cet État, contre lui mais à son image. Il y a un impérialisme socialiste et syndical comme il y a un impérialisme capitaliste militaire, religieux, économique et politique. Cet impérialisme est fondé sur le même préjugé que l'autre : c'est-à-dire que les peuples retardés n'ont qu'à suivre les plus évolués, se laisser guider par eux, et les rattraper pour s'assimiler à eux, à leurs méthodes. Même préjugé contre tout particularisme, tout séparatisme.

Or, la réalité est toute différente, et l'histoire montre chaque peuple refaisant l'expérience de ses devanciers, mais à sa manière, dans son propre cadre. La prise de conscience de classe n'efface pas, qu'on le veuille ou non, la conscience d'appartenir à une autre communauté de langue, de territoire, de coutumes, que le prolétariat métropolitain. C'est cette évidence que les théoriciens et politiciens marxistes ont mis si longtemps à comprendre. C'est ce droit à s'organiser, même pour la lutte de classe, à l'intérieur de chaque peuple, de chaque collectivité linguistique et non pas sans distinction de peuple, de langue, etc... qu'ils ont été si longs à admettre...

N° 7-8 — 1957 —

Les nationalités en France

L'État français, qu'il soit monarchiste ou républicain, jacobin ou bonapartiste, bourgeois ou fasciste, a une inébranlable tradition de centralisation, d'uniformisation et de non reconnaissance des particularités linguistiques et nationales. Ce que la monarchie, malgré un patient effort séculaire, n'avait pu rogner en matière de droit des collectivités régionales, la Révolution l'a balayé d'un trait à partir de la nuit du 4 août. Et le concept d'une république «Une et Indivisible», négateur de toute minorité, est restée antinomique de tout particularisme local comme de toute autonomie et de tout fédéralisme. Ce concept très exactement totalitaire est sur la voie d'être abandonné dans l'évolution actuelle concédée aux territoires d'Outre-Mer par les dernières tentatives juridiques de sauvegarde des possessions africaines (Loi-cadre Deferre promulguée pour l'Afrique Noire, projets de Lois-cadre pour l'Algérie).

Dans la métropole elle-même, tout mouvement autonomiste ou séparatiste est systématiquement poursuivi et mis «hors-la-loi». Les lois «scélérates» frappant les anarchistes ont leur pendant avec les «lois d'exceptions» votées contre les autonomistes bretons et autres. La propagande officielle par la voix des lois du

gouvernement, de l'école, de la presse, de la radio, des hommes de lettre, est parvenue à faire croire qu'une seule langue est parlée en France et que tout le reste n'est que patois informe destiné à disparaître et à être extirpé. Malgré une politique séculaire de francisation, on n'est pourtant pas arrivé à effacer le fait que plus de 10% de la population parle encore des dialectes appartenant à des langues réputées étrangères. Les plus importants sont les dialectes alsaciens et lorrain, dont l'expression écrite (journaux, livres, films, etc...) est l'allemand, utilisé par plus d'un million et demi de personnes. A peine moins de Bretons parlent les dialectes celtes. Enfin les dialectes basque, catalan, corse (de langue italienne) et flamand (néerlandais) sont employés par 200.000 personnes chacun. Sans compter les dialectes occitans (langue d'oc), comme le provençal.

Depuis des siècles, on annonce l'assimilation définitive de ces populations allogènes et la disparition de leurs dialectes. La création de l'école d'État et du service militaire obligatoire est apparue comme instrument idéal pour les leur faire abandonner. Et pourtant ils sont toujours vivants, dans les mêmes aires géographiques. Le français, langue de l'État et de la bourgeoisie, est seul reconnu, seul propagé, seul enseigné aux Alsaciens-Lorrains, Bretons, Basques, Catalans, Corses, Flamands comme aux Algériens, aux Africains, aux Malgaches... et les langues locales ne sont étudiées qu'au niveau du secondaire et comme langues étrangères ! alors qu'elles demeurent d'un emploi familial et populaire constant. Devons-nous, anarchistes, chausser aussi les bottes du «civilisateur» qui s'exclame, indigné : «Pouvez pas parler français comme tout le monde ?»

Peuples intérieurs

Nous avons vu comment le découpage du monde en nations n'est en fait qu'un découpage entre États. Les frontières politiques ne coïncident qu'exceptionnellement avec une limite linguistique ou éthique. Ça et là des minorités restent, fragments de «nations» étrangères ou bien originales, sans appui extérieur. Leur statut va de la tolérance à la persécution et à la proscription de leur langue suivant les États et à l'intérieur de chaque suivant le régime ou le gouvernement.

Mais il est toute une autre catégorie de peuples sous le boisseau, peuples demeurés à des stades différents d'évolution, «inférieurs». Peuples coloniaux bien sûr, mais aussi peuples victimes d'une colonisation intérieure qui a fait d'eux des groupes ethniques ou raciaux à part. Populations tribales, souvent nomades, errantes, non intégrées à un État moderne qui ne vise en aucune manière à exprimer leur personnalité ou à s'appuyer sur eux.

Les derniers d'Europe sont les Lapons au Nord de la Scandinavie et les tsiganes (Gitans, Bohémiens...). Au Moyen-Orient nomadisent de nombreuses tribus turques ou iraniennes — notamment les Kurdes — pour lesquelles les États actuels ne peuvent avoir aucune signification, de même les populations des «zones tribales» difficilement assimilables à cette société de peuples qu'est pourtant l'Inde.

En Amérique, signalons pour mémoire, les difficultés rencontrées par l'intégration des noirs, collectivité purement raciale, sans aucun caractère linguistique ou national distinct. Le sort des premiers habitants du continent est moins connu. Au Nord, les Esquimaux et Aléoutes sont partagés entre les

empires danois (Groënland), canadien et les États-Unis (Alaska). Aux États-Unis et en Alaska subsistent 400.000 Indiens dont la plupart vivent dans des «réserves». Ils ont un statut juridique tribal remplaçant les institutions ordinaires (États, municipalités) et les plaçant plus directement sous la tutelle du gouvernement. La nationalité américaine ne leur a été étendue qu'en 1924, et la dernière des guerres indiennes qui les chassa de leur territoire ne date que de 1892.

En Amérique latine, leur nombre et leur avenir sont bien plus importants. Bien qu'une grande partie ait été assimilée par métissage, il reste des masses compactes de population indienne pour qui le passage à la culture hispanique n'a plus le temps de se faire avant leur réveil politique.

En Amérique centrale, les deux plus importants noyaux ayant gardé leur langue sont ceux du Mexique (4.500.000 : 18% de la population), et les Mayas du Guatémala (60% de la population). En Amérique du Sud, trois grands peuples surtout s'éveillent à l'histoire : les Quéchuas, les Aymaras et les Guaranis, respectivement centrés sur le Pérou, la Bolivie et le Paraguay dont ils composent la majorité de la population. Nations de demain, ressurgies des ruines des empires Aztèques, Maya et Inca ?

Numéro spécial sur le Nationalisme **N° 7-8 — 1957 —**

Nationalisme ou Anarchisme ?

Au terme de cette étude, quelques conclusions s'imposent :

1°) Le nationalisme politique, économique et culturel est peut-être le phénomène le plus important, tout au moins le plus visible de la société contemporaine.

2°) Le mouvement ouvrier n'échappe pas à la division en nations, et les séparations verticales en nations se révèlent, en règle générale, plus fortes que les clivages horizontaux entre classes.

3°) Les peuples évoluent parallèlement sans se connaître, et l'expérience révolutionnaire internationale est très limitée.

4°) Non seulement la solidarité effective est très réduite entre prolétariats métropolitains et peuples coloniaux, mais il n'y en a pas plus entre les peuples européens eux-mêmes. (Affaires similaires de l'Algérie et de la Hongrie).

5°) La cause essentielle de ces entraves au développement d'une conscience et d'une vie sociale mondiales est l'existence des États-nations.

6°) La multiplication des États-nations est un phénomène historique irréversible, c'est le choc en retour de la conquête du monde par les quelques États européens touchés les premiers par le capitalisme et l'industrialisation.

7°) Ce phénomène est irréversible — mais il doit être dépassé —, l'égalité effective des peuples est la condition nécessaire d'une véritable société internationale. La prolifération des États signifie que les plus grands s'affaiblissent et que les plus petits sont invivables.

8°) Les mouvements d'émancipation nationale n'ont pas en vue la société libertaire, mais sans eux elle ne pourrait se réaliser. **La fédération des peuples ne peut se substituer à la juxtaposition des États qu'à la fin d'un processus général de redistribution géographique, égalitaire, des activités humaines**.
Processus que l'impérialisme, dans ses formes anciennes ou nouvelles, n'a fait qu'entraver au profit — les premières de l'Europe de l'Ouest — les secondes des États-Unis et de l'URSS).

9°) Le particularisme local n'est pas en soi un fin libertaire, mais contre le monopole universel, il constitue une aussi saine réaction que la révolte individuelle contre l'oppression sociale et la mystification nationale.

10°) Il n'y a, pour nous, pas plus de peuple élu que de grande nation que de pays de la liberté, des droits de l'homme ou du socialisme, que de la civilisation à admirer. Tout État est anti-libertaire par destination, tout peuple est libertaire en acte dès qu'il se révolte, mais peut aussi rapidement cesser de l'être vis-à-vis des autres peuples dont il tolère l'exploitation.

11°) La mystique nationale n'a qu'une puissante valeur négative et destructrice (quand elle combat l'oppression et fait éclater la domination) ; elle ne peut rien apporter de positif à la conscience humaine et à l'édification d'une société meilleure.

12°) Les anarchistes ne peuvent donc prêter aux mouvements d'émancipation coloniale et nationale qu'un soutien éminemment critique. Leur tâche reste de saper à la base tout esprit national, toute mesure nationale, comme toute institution coloniale et impériale. Le rempart de l'exploitation et de l'oppression, de l'injustice et de la misère, de la haine et de l'ignorance reste l'État où qu'il apparaisse avec son cortège : Armée, Église, Parti, paralysant les hommes et les dressant les uns contre les autres par la guerre, la hiérarchie, la bureaucratie, au lieu de les unir par la coopération, la solidarité, l'entraide.

NOIR et ROUGE

Espagne

N° 36 — Décembre 1967 —

A-t-on renoncé à la Révolution ?

L'article de José Peirats[42] qui suit est tiré de la revue espagnole : *Presencia, tribuna libertaria* (septembre-octobre 1966). (Directeur Pasamar, 24, rue Ste-Marthe, Paris-X.) Nous extrayons quelques phrases de la présentation du texte de Peirats par la rédaction de la revue : «*Presencia* considère que la meilleure façon de rendre hommage à la geste révolutionnaire espagnole, dont le trentième anniversaire vient d'être célébré, est d'adopter à son égard une attitude critique : il ne sert à rien de regarder en arrière lorsque le regard devient un simple culte du passé, un chœur discipliné qui applaudit, un désir d'admiration plus que de compréhension.»

«C'est précisément cette soif de compréhension qui nous a incités à organiser une enquête sur la révolution de 1936. Et nous avons choisi pour ce faire un des aspects les plus fondamentaux, c'est-à-dire le plus complexe. Le mouvement libertaire espagnol, en 1936-1939, a-t-il renoncé à mener à bien la révolution ?»

«(Cette enquête a été adressée, pour le moment, aux camarades suivants : Federica Montseny, José Peirats, Juan Garcia Oliver et Diego Abad de Santillan.)»

RÉPONSE DE JOSÉ PEIRATS

Il faut en premier lieu faire la présentation des tendances révolutionnaires qui, avant le 19 juillet 1936, se manifestaient dans le mouvement libertaire espagnol. Par ordre d'influences, il y avait d'abord la tendance du groupe que représentaient Garcia Oliver, Ascaso et Durruti. Malgré que ces agitateurs aient évité toute dépendance organique,[43] la Fédération Anarchiste Ibérique (F.A.I.) faisait sienne cette tendance. Il s'agissait d'une conception romantique classique, d'origine bakouninienne.[44] Elle se basait sur le coup de main audacieux et considérait assuré l'appui du peuple. Le peuple ayant en lui, dans son subconscient, un révolutionnaire né, il suffisait de le réveiller par l'exemple obstiné des minorités. Ce courant avait tenté plusieurs expériences qui n'éveillèrent aucun subconscient et se soldèrent par de tragiques échecs.[45]

L'ascendant de ce courant était dû à sa rivalité victorieuse sur l'hérésie «trentiste».[46] Accusés, non sans fondement, de s'adapter à la démocratie républicaine, les «trentistes» furent expulsés des postes importants et considérés comme des maudits. Cette discrimination fut populaire et, par contre-coup, elle fit monter les actions de ce que nous appellerons le courant «faïste» (F.A.I.).

Voyons comment les trentistes présentaient leurs rivaux :

«Cette conception de la révolution, fille de la plus pure démagogie patronnée durant des dizaines d'années par tous les partis politiques qui ont essayé et ont réussi souvent à prendre le pouvoir, a, même si cela semble paradoxal, des défenseurs dans nos milieux. (...) Sans s'en rendre compte, ils tombent dans tous les vices de la démagogie politique, des vices qui nous amèneraient à donner la révolution, si elle se faisait dans ces conditions et si elle triomphait, au premier parti politique venu, ou à gouverner nous-mêmes, à prendre le pouvoir comme si nous étions un parti politique quelconque.»

Voyons comment les trentistes présentaient leur thèse :

«Face à cette conception simpliste, classique et un peu cinématographique de la révolution, qui actuellement nous amènerait à un fascisme républicain, attifé de bonnet phrygien, mais fascisme quand même, il s'en élève une autre, la vraie. (...) Elle veut que la préparation ne soit pas faite que d'éléments agressifs de combat, mais, tout en les ayant, en plus, d'éléments moraux, qui sont aujourd'hui les plus forts, les plus destructeurs et les plus difficiles à dominer. Elle ne confie pas seulement la révolution à l'audace des minorités plus ou moins audacieuses, mais elle veut que ce soit un mouvement bouleversant du peuple en masse, de la classe ouvrière allant à la libération définitive, des syndicats et de la Confédération,[47] en fixant le fait, le geste et le moment précis de la révolution. (...) Face à la conception chaotique et incohérente de la révolution qu'ont les premiers se dresse celle, ordonnée, prévoyante et cohérente des seconds. La leur consiste à jouer à l'émeute, à la pagaille, à la révolution ; en réalité, elle retarde la vraie révolution».[48]

Au début de 1934, quand le processus réactionnaire de la politique républicaine poussait à une attitude révolutionnaire généralisée un certain secteur socialiste, *la tendance allianciste apparut, exposée magistralement par le*

militant Orobon Fernandez. Cette nouvelle tendance venait s'opposer à l'exclusivisme révolutionnaire qui dominait.

«A l'heure de la lutte — disait Orobon — les «démocrates» oublient leur filiation politique et s'engagent conformément à leur filiation de classe. Que cet exemple serve aux camarades qui, pour des purismes insignifiants, se barricadent dans la théorie de «nosaltres sols».[49] Pour vaincre l'ennemi qui se multiplie, il faut immanquablement le bloc granitique des forces ouvrières. La fraction qui tourne le dos à cette nécessité se retrouvera seule et portera une lourde responsabilité vis-à-vis d'elle-même et de l'histoire».[50]

D'autres militants et moi nous évoluions *autour d'une quatrième position que représentait sans doute Eusebio C. Carbo*. Nous nous méfiions des alliances avec les politiciens opportunistes et de circonstances et de leurs fiefs syndicaux.[51] Mais nous concevions la révolution comme un phénomène conditionné par la participation du peuple. Nous croyions que le peuple n'est mobilisé que par certaines conjonctures psychologiques émotionnelles. Le rôle du révolutionnaire est de savoir les détecter à temps, de les exploiter à fond avec la propagande et de diriger par des voies libertaires le débordement populaire lorsqu'il se produit. Canaliser une révolution ne voulait pas dire imposer notre droit de propriété sur elle. Et elle ne pouvait être le fruit de minorités audacieuses, fixant de sang-froid une date.

La tendance maximaliste[52] amena les tristes résultats de janvier et de décembre 1933. Le courant allianciste fut digne d'un meilleur sort en tant que mélange explosif de l'insurrection asturienne d'octobre 1934.

II

A la veille du congrès de la C.N.T. de mai 1936, [53] la tendance maximaliste prit une attitude alarmante. Un de ses animateurs se prononça dans des discours publics et privés pour la «prise du pouvoir» par le mouvement libertaire.[54] Federico Urales, déjà vieux, fut responsable d'une autre phase dangereuse : «Dictature pour dictature, la nôtre d'abord».[55] A la suite de ces déclarations, l'hebdomadaire que dirigeait Carbo (*Mas lejos*) organisa une enquête avec des questions très significatives. Federica Montseny y répondait le 30 avril 1936 : «Si un jour la démocratie a représenté l'esprit libéral du monde, aujourd'hui, au moment où un problème économique se pose ainsi qu'une lutte à mort entre la société moribonde et la conception anarchiste de la vie, toute solution intermédiaire, toute théorie du moindre mal représente une concession à notre époque et une conservation du milieu bourgeois en décomposition. (...) L'anarchie est l'antithèse du gouvernement, de l'autorité, du pouvoir. L'anarchie ne peut qu'être freinée et mal aidée, si les anarchistes s'emparent du pouvoir qui la nie et la détruit. (...)»

Le congrès de Saragosse devait choisir une de ces deux expériences : celle de Casas Viejas de janvier 1933 et celle des Asturies d'octobre 1934. Une des interventions les plus valables exprimait : «On a parlé du critère d'un secteur

de notre mouvement à cette époque, mais peut-être l'aspect révolutionnaire que représente le critère de ce secteur n'est qu'un faux aspect de la révolution, d'une révolution jacobine et non anarchiste. Ce critère pouvait représenter une révolution de groupes, mais pas une révolution du peuple. Pour la révolution il manque l'envergure d'un ensemble de circonstances et la préparation organique. (...) Nous devons dire que le 8 janvier[56] fut une erreur, la première erreur révolutionnaire de la Confédération. Malgré ce qu'on a dit de Casas Viejas qui fut une épopée. Nous n'avons pas besoin de telles épopées. (...) En janvier on pouvait compter sur tout, sauf sur les travailleurs. (...) Cela était plus préparé par l'audace que par les autres facteurs indispensables d'organisation et de circonstances. (...)»

Moralement cette position allianciste gagna la partie au congrès. Mais à l'heure des décisions l'autre tendance trouva le moyen de s'infiltrer. D'où une mise en demeure d'alliance révolutionnaire avec l'U.G.T. qui ressemblait plus à un défi dans un combat singulier. Psychologiquement inadmissible, l'accord de Saragosse ne pouvait donner de résultat et il n'en donna pas.[57] D'autre part, la coalition républicaine-socialiste avait gagné les élections trois mois avant et l'opération démagogique préélectorale avait été abandonnée. Pendant ce temps, le fascisme montait sans démagogie sa propre opération. Ainsi donc la nouvelle position allianciste arrivait en retard.

III

Il est indubitable qu'il y eut un renoncement révolutionnaire dès que le soulèvement militaire fut liquidé à Barcelone et en Catalogne.[58] Et, cependant, la révolution ne pouvait se présenter sous de meilleurs auspices. La psychologie populaire avait joué, encore que sans nul doute la partie la plus dure de l'entreprise fut assumée par les minorités énergiques. Surtout les hommes aguerris de la C.N.T.-F.A.I. Mais le peuple, qui comprenait la gravité des intérêts mis en jeu, les appuya massivement, évitant tout retournement de la situation. Le renoncement se fit précisément[59] au moment où un groupe de notables[60] de la C.N.T.-F.A.I. alla à la Généralité[61] écouter les flatteries que prit soin de leur prodiguer le président Companys.[62] Pour l'historien, il reste que ce groupe de notables, au cours d'un bref intervalle, entra comme vainqueur et ressortit comme vaincu.

Garcia Oliver, un des acteurs de l'entrevue, la commentant, écrivait un an plus tard : «la C.N.T. et la F.A.I. se décidèrent pour la collaboration et la démocratie, renonçant au totalitarisme[63] révolutionnaire qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par la dictature confédérale et anarchiste.»

Or ces hommes avaient toujours défini leur révolution comme un acte d'exclusivisme et d'hégémonie, c'est-à-dire totalitaire. Il va de soi donc qu'ils venaient de renoncer purement et simplement à leur révolution. A cause des conséquences de leur action collaborationniste gouvernementale, ils ne tarderaient pas également à renoncer à la révolution de ceux qui ne voulaient pas d'exclusivismes révolutionnaires et d'hégémonies. Non seulement ils y

renoncèrent, mais ils obligèrent à coups de décrets et de claudication à notre renonciation à tous.

Les thèses qui justifient cette attitude varient à l'infini. Elles vont de la nature supposée imprévisible des événements[64] jusqu'au circonstancialisme suprême de la guerre.[65] Mais une attitude révolutionnaire qui se déclare vaincue au premier contact avec la révolution donne la mesure de la qualité insignifiante de tels révolutionnaires. Le phénomène est encore moins explicable si l'on tient compte de ce que ces hommes qui venaient de risquer leur vie sur les barricades jetaient l'éponge alors qu'ils vivaient à Barcelone dans une explosion de victoire anarchiste. Les tramways, peints noir et rouge, promenaient une foule enthousiaste. Les klaxons des voitures scandaient en signe de joie et comme consigne de guerre les six lettres de la C.N.T.-F.A.I.

Les nouvelles reçues de toutes parts n'étaient inquiétantes que par leur caractère confus. Un pronunciamiento militaire qui échouait, liquidé totalement à Madrid et à Barcelone, *était une cause gagnée*. Les spécialistes politiques convenaient que le 20 juillet le fascisme espagnol avait perdu la partie. S'il continua son effort, ce fut parce qu'il se sentait secouru par Mussolini et peut-être par Hitler. Mais cela était ignoré chez les républicains du gouvernement, et à plus forte raison chez les anarchistes de Barcelone. Il n'y a pas d'explication plausible dans les mots de Garcia Oliver.[66] (Nous avons retranché ici un long passage polémique. N.D.L.R.)

IV

On pourra objecter : «Il n'y eut pas un tel renoncement puisqu'on collectivisa révolutionnairement l'économie.» *La collectivisation fut une action spontanée des travailleurs*. La mobilisation anarchiste avait commencé par la consigne de grève générale révolutionnaire lancée par les comités le 18 juillet. Et le 28 exactement ces mêmes comités ordonnaient le retour au travail sans plus d'explication. Les premières saisies d'industries se firent dans les services : 21, les cheminots ouvrent le feu ; 25, les ouvriers des transports urbains ; 26, de l'électricité. Cela se comprend du fait que les services furent les premiers touchés par les besoins révolutionnaires. Pour les autres industries, il n'y eut pas urgence tant que ce besoin ne se fit pas sentir. Les comités de ravitaillement ou d'approvisionnement vinrent ensuite dans l'ordre des besoins pour alimenter la population et les combattants des barricades.

Jusqu'aux premiers jours d'août la C.N.T., officiellement et organiquement, ne s'occupait pas de canaliser les collectivisations.[67] Cela veut dire que *la collectivisation était déjà une réalité au niveau technique des syndicats*. Ils avaient tout le pouvoir économique. Comme par sarcasme, les hautes sphères de la C.N.T. intervenaient pour la première fois afin d'exempter les firmes étrangères à la demande des consulats.[68] Le gouvernement catalan fit un autre contraste en collectivisant à sa manière les banques et les comptes courants. Avec ce pouvoir financier en main, les autorités officielles de Madrid et Barcelone hypothéquèrent l'avenir de la révolution. Les comités des entreprises

collectivisées durent demander à genoux des crédits aux autorités pour payer les ouvriers et pour acheter des matières premières. L'État tenait la révolution dans son centre vital. La révolution économique était hypothéquée par les banques, dominées par l'ennemi irréconciliable, l'État.

Les réalisations économiques, culturelles, artistiques et autres se posaient et *se résolvaient en marge des préoccupations dominantes dans les comités supérieurs de la C.N.T*. Ces comités étaient obsédés par les problèmes de la guerre, l'attitude diplomatique internationale et les querelles politiques.[69] Une véritable révolution est comme une œuvre d'art. Et quelqu'un a dit que pour faire de grandes choses il faut être enthousiaste. Plongés dans le dédale de la politique, laminés par la machine étatique, les hommes politiques flambants perdirent bientôt leur innocence et furent une espèce de personnages maléfiques qui cassaient tout ce qu'ils touchaient.

V

A proprement parler, il ne s'agissait pas d'un renoncement mais d'une reddition de la révolution. On ne peut pardonner aux anarchistes, qui sont les techniciens les plus compétents de l'interprétation des mécanismes politiques de l'État, d'avoir été la proie facile de prévisions soulignées dans les textes les plus élémentaires de théorie. Et on peut difficilement croire à l'ingénuité de ces hommes quand on les voit s'adapter si facilement aux protocoles de la chorégraphie politique, bien que restant discrets devant les humiliations.[70] Dans la période 1936-39, on avait affaire à l'apparition d'une *nouvelle classe*, héritière de toutes les tares de la classe disparue. Le mouvement libertaire n'était pas exempt à certains niveaux de ce phénomène.

Ce saut fut un choc pour la psychologie de certains militants. Après une préparation secrète, on se servit de la presse avec des soutiens artificiels et des lavages de cerveau. Une phrase de Durruti, malheureuse comme d'autres qu'il prononça,[71] servit aux Bureaux de propagande de bombardement d'intoxication. Dans certains cas la presse fut dirigée.[72] Et les rédacteurs qui ne se soumettaient pas aux consignes étaient destitués d'en haut.

La C.N.T. fut appelée au gouvernement pour servir de garant. Dès qu’elle s'incorpora, elle dut accepter la fuite impopulaire du gouvernement à Valence.[73] On avait besoin de la C.N.T. pour relever l'État, le renforcer et le jeter contre la révolution : c'est-à-dire contre la C.N.T. elle-même. On recréa d'abord les corps de répression. Puis ce fut la militarisation des milices et leur remise aux mains des ministres de l'Intérieur et de la Guerre. Pour faire ces choses, on ne fit pratiquement pas la guerre.[74] Et lorsque cela fut fini, il ne restait plus le temps de la faire. Le tribut de la C.N.T.-F.A.I. fut la livraison de 200.000 combattants contrôlés dans les brigades confédérales. Mais l'État continuait à réclamer, et sa bureaucratie incompétente et inutile mit dans son sac les industries collectivisées qui s'occupaient de la guerre. Même les politiciens du gouvernement catalan poussèrent de hauts cris lorsque Madrid saisit les industries de guerre catalanes.[75]

En mai 1937 la population anarchiste de Barcelone, encore sous le coup des idées révolutionnaires, dit «Assez !» quand elle vit clairement qu'on voulait la désarmer. Il ne manquait que cela ! Les ministres et mini-ministres de la C.N.T. se transformèrent en équipe de pompiers. Une fois le feu éteint, les pompiers furent congédiés comme une sale bonniche.[76] L'escalade communiste avait atteint le sommet de l'Himalaya. On vécut dès lors dans un climat de dictature policière et militaire. Cette escalade ne rencontra qu'un seul adversaire efficace : le tour désastreux de la guerre. Ce mal chronique faisait contre-poids, ô paradoxe ! lorsque le climat terroriste devenait insupportable. Quand le front d'Aragon céda en mars 1938 et qu'une série permanente de bombardements terrorisait la population barcelonaise, la C.N.T. fut de nouveau invitée à participer au gouvernement pour le renforcer moralement.[77] Mais cela dut se faire dans des conditions humiliantes que Negrin imposa : un seul ministre, qu'il choisirait dans une proposition de trois noms, et un portefeuille anodin : l'Éducation Nationale. Ce ministre[78] fut renversé avec le reste de l'équipe Negrin par le soulèvement Mera-Casado qui en finit avec la dictature communiste à la fin de la guerre.[79]

VI

Résumons. Le 19 juillet 1936, une révolution totalitaire anarchiste aurait été une catastrophe. Bien que certainement de courte durée. Cette déduction fut le seul pouvoir d'anticipation qu'eurent ces hommes. Ensuite ils ne renoncèrent à la dictature anarchiste que dans la mesure où dans une pièce de théâtre classique on renonce à la main de Léonore.[80] Et pour la même raison il n'y eut pas de transaction ni de sacrifice idéologique pour l'unité antifasciste. Ces hommes étaient esclaves d'une idée révolutionnaire fixe. Et lorsqu'ils eurent raté l'occasion, ils manquèrent d'imagination pour faire avec réussite autre chose. Dans ces conditions, sans une éthique véritablement anarchiste, ils firent ce qu'en semblables circonstances on fait banalement : opter pour le moindre effort. Or, il est interdit aux anarchistes de faire ce que tout le monde fait vulgairement.

Mais étudions le cas : que pouvait-on faire ? En d'autres termes : vu les circonstances et si elles se répétaient, comment faudrait-il procéder ?

Personne ne peut minimiser l'importance des problèmes posés aux anarchistes le 20 juillet 1936 lorsqu'ils se virent avec la situation en main sans savoir qu'en faire. Ce que nous leur reprochons n'est pas le renoncement à la dictature anarchiste, mais d'avoir opté pour la contre-révolution. Le dilemme que l'on présentait : dictature ou collaboration gouvernementale, est faux. Du point de vue anarchiste, la collaboration gouvernementale et la dictature sont une même chose. Et deux choses semblables ne peuvent constituer un dilemme. La dictature est contre-révolutionnaire, l'État est contre-révolutionnaire. Or, si les anarchistes figurent au gouvernement, le pouvoir contre-révolutionnaire se renforce en même temps que l'opposition révolutionnaire s'affaiblit. D'où il s'ensuit que, du seul fait de ne pas collaborer au gouvernement les anarchistes

auraient renforcé l'opposition révolutionnaire et affaibli en même temps la capacité contre-révolutionnaire de l'État.

Aurait-on perdu la guerre plus tôt ? D'abord il faudrait démontrer que l'État a fait quelque chose pour la gagner, lorsqu'il vit la possibilité de pouvoir en finir avec la révolution. Le cas n'aurait sûrement pas été le même avec une position révolutionnaire renforcée par les anarchistes et un gouvernement affaibli par leur absence. Remplaçons donc la question «que pouvait-on faire?» par celle-là «Que fallait-il ne pas faire ?», et nous aurons la moitié de la question de résolue.

D'autre part il faut se mettre dans la tête qu'une révolution, comme une autre action politico-sociale quelconque, vaut avant tout par les moyens et non les fins. On perd une révolution ou on la gagne non à cause du résultat final ou épisodique, mais à cause de la marque indélébile et positive que nous savons mettre en elle. Les révolutions dans leur aspect épisodique sont sujettes aux lois de la décadence, peut-être plus rapidement que les autres choses. Seules leur survivent les réalisations constructives et éthiques exemplaires et les aberrations. Les deux choses sont contagieuses. La contagion de la grande révolution française a été le jacobinisme, et du socialisme, le marxisme et l'anarchisme.

Le destin épisodique d'une révolution est de moindre importance. L'important est le contenu en idées et en réalisations lumineuses, constructives, libres. Elles survivent à toutes les défaites épisodiques. Quand nous guérirons-nous de la manie funéraire de «la victoire au dessus de tout» ? Le triomphe au dessus de tout, comme le «nous renonçons à tout sauf à la victoire», ce n'est pas révolutionnaire, c'est du machiavélisme. Il est absurde que les hommes luttent sans s'identifier à un principe moral rehaussé par la victoire. Mais le principe de «la victoire avant tout» est de ne pas avoir de principes. Une révolution dont le déroulement ne tient pas compte des scrupules à réprimer et des victimes à immoler est quelque chose de tout à fait opposé à une révolution. Et à l'inverse : une chute digne après une série d'épisodes féconds n'est qu'une défaite provisoire. Le libertaire doit toujours préférer ces «défaites» à ces « victoires ».[81]

Mais allons à l'important. Avec ces 200.000 hommes armés et près d'un million d'affiliés organisés dans les centres de production, les anarchistes représentaient un pouvoir économique formidable et une force de dissuasion non moins respectable. S'employer à conserver cette force, l'articuler, la renforcer, face à la guerre, face à l'État agressif et face à la révolution, nous aurait rendus imbattables et notre service à l'antifascisme aurait été en même temps plus efficace. De la révolution du 19 juillet il restera comme leçon pour les futures générations, avant tout, l'exemple d'un peuple qui ne s'est pas laissé intimider quand tout le monde embrassait bassement, secoué de panique, les traces du cheval d'Attila et de l'Ours du Kremlin. A Barcelone et à Madrid le 19 juillet 1936, à Barcelone le 3 mai 1937 et à Madrid le 4 mars 1939,[82] le peuple espagnol livra une bataille épique contre le fascisme sans distinction de couleur. Il restera de ce peuple sa souffrance stoïque, son généreux don de sang sur les fronts, sa faim, son exode ou son supplice en prison et face au mur d'exécution, dans l'univers concentrationnaire et dans les fours crématoires.[83]

Et il restera l'œuvre socialisatrice des syndicats de la C.N.T., ses réalisations culturelles et artistiques sans pause, le rêve bucolique[84] des collectivités de la campagne, expression de ce qu'il y a de meilleur dans l'homme : la solidarité et l'appui mutuel dans la simplicité. Toutes les œuvres positives réalisées resurgiront avec émotion, enthousiasme et imagination. Les absurdités et les vilenies bâties sur du sable ou de la boue s'écraseront.

José PEIRATS.

Nous constatons que pour la première fois depuis fort longtemps les camarades espagnols abandonnent une optique contemplative pour se consacrer à un travail commencé de longue date par Vernons Richards, par exemple, à savoir l'enseignement à tirer de la guerre d'Espagne.

Nous espérons que nos lecteurs, espagnols ou non puisque nous sommes internationalistes, quelle qu'ait été leur responsabilité (ou leur militantisme) puisque nous sommes contre la hiérarchie, voudront bien participer à ce débat. Nous avons nous-mêmes commencé en annotant l'article de Peirats, dont le contenu, très riche, donne matière à de nombreuses discussions.

Nous publierons dans nos prochains numéros des extraits du livre de Vernon Richards «Enseignements de la Révolution espagnole», notre position et sur Peirats et sur Richards et, enfin, nous donnerons une vue d'ensemble du courrier sur ces questions.

N° 38 — Juin 1967 —

Mises au point sur des notes

C'est sous ce titre que le camarade José Peirats publie dans *Presencia*, numéro 7, quelques pages qui sont une réponse directe aux notes que nous avions mises à la traduction de son article. Nous sommes heureux du ton sympathique, de la précision et de l'objectivité de ces «mises au point» qui éclairent de nombreux faits. Puissent toutes les discussions être aussi fructueuses et amicales.

Dans le numéro 36 de la revue *Noir et Rouge* (décembre 1966), j'ai vu une traduction de ma réponse à l'enquête de *Presencia* (numéro 5), mitraillée de notes en bas de page. Je ne me propose pas de réfuter mon annotateur anonyme, mais d'éclairer certaines affirmations — de ma part ou de la sienne — autant qu'il m'est possible au fil de ma plume. Je suis touché du fait que *Noir et Rouge* ait livré mon travail à l'examen de ses lecteurs, mais les annotations

en question peuvent les induire en erreur. Je ferai donc, à mon tour, des notes autant que le demande le cas.

L'annotateur (note 43)[85] met en doute mon affirmation selon laquelle certains militants connus échappaient parfois à toute dépendance organique. Lorsque je me rapportais à Garcia Oliver, Ascaso et Durruti, j'avais en tête, entre autres, ce cas concret : en 1933, après l'échec de la tentative insurrectionnelle du 8 janvier, quelqu'un demanda des explications au sein de la Fédération locale des groupes anarchistes de Barcelone. La réponse fut que Ascaso, Durruti et Garcia Oliver n'étaient pas contrôlés par la F.A.I. J'eus personnellement la confirmation de cette réponse stupéfiante lorsqu'en 1934 (c'est-à-dire l'année suivante), je fus secrétaire général de cette Fédération. En effet, ces camarades n'appartenaient à aucun des groupes contrôlés par la F.A.I. en Catalogne. Et, cependant, c'étaient eux qui parlaient à la tribune au nom de l'organisation spécifique. Le lecteur trouvera l'explication dans un livre que vient de publier Ricardo Sanz. Je me réfère à «El Sindicalismo y la Politica». Ce livre est destiné à mettre en valeur les activités du groupe «Los Solidarios», qui était une sorte de noyau autonome dans le sens le plus large du mot. Les camarades cités appartenaient à ce groupe.

Je n'ai pas voulu simplifier la tactique révolutionnaire de Bakounine, comme on me le reproche dans la note 44. En tout cas, ces camarades la simplifièrent, eux qui, pour la période dont nous parlons, faisaient une révolution par an (parfois deux), sous l'invocation de Bakounine, plus **simplifiée** chez chacun d'eux.

On met en doute mon appréciation (note 45) selon laquelle les mouvements insurrectionnels de 1933 manquaient de base populaire. Pour me corriger, on a recours aux reportages que publia Eduardo de Guzman dans *La Tierra* de Madrid, qui étaient euphoriques de façon journalistique par nécessité et même par déformation professionnelle. J'en profite pour dire que le directeur de *La Tierra* était un certain S. Canovas Cervantes et non Eduardo de Guzman. Ce dernier devait diriger, pendant la guerre, le journal confédéral *Castilla Libre*. Je ne connais pas l'article de Miguel Fox, mais je suis en mesure de connaître l'esprit de sacrifice de nos camarades pour s'enrôler dans des aventures chevaleresques, en sachant souvent leur caractère stérile. Mais, de cette immolation volontaire et personnelle, jusqu'à un mouvement d'envergure populaire, il y a une distance respectable. Il est clair que ce facteur populaire décisif n'a pas joué, loin de là, dans les mouvements insurrectionnels que nous mentionnons.

L'insertion dans mon article d'extraits du manifeste des «Trente» ne fut pas faite pour mettre en évidence la **tendance de Durruti**, comme l'affirme mon annotateur. Ce fut comme base critique et de confrontation des thèses en présence. Et on me permettra ici une autre hérésie : dans ce qu'on a appelé le «trio de la bencina», Durruti n'était pas l'homme moteur ni l'éminence grise, mais l'impulsion et la générosité débordante. Les autres rôles revenaient plutôt à Ascaso, pour sa froide perspicacité et à Garcia Oliver pour sa fantaisie emportée et emportante. Un autre éclaircissement est que Pestana ne fut pas le fondateur d'un «parti anarchiste», mais du Parti Syndicaliste politique.

On me reproche également (note 48) de ne pas donner la parole aux représentants de la **tendance faïste**. Mon annotateur le fait en faisant parler Federica Montseny. Or, Federica Montseny n'appartenait pas à la F.A.I. à cette

date et, sans doute, pas non plus à la C.N.T. Tant que le Syndicat des Professions libérales ne fut pas réorganisé, il était difficile de pouvoir entrer dans notre organisation, si on n'était pas salarié.

Un autre éclaircissement très important (à la note 49) est que le terme «nosaltres sols», employé par V. Orobon Fernandez dans son fameux réquisitoire sur les principes, en 1934, ne s'adressait pas aux anarchistes catalans. Il est imaginaire de vouloir déduire de cette phrase qu'il y avait une guerre civile entre les anarchistes catalans et castillans pour des questions de régionalisme. La phrase fait allusion à un préjugé dans certains niveaux de l'anarchisme espagnol, qui consiste à un exclusivisme révolutionnaire se suffisant à lui-même.

Il faut éclairer la note 51, noblesse oblige. Il est certain que Largo Caballero collabora à la dictature de Primo de Rivera en tant que conseiller d'Etat. De là à en faire un partisan de cette dictature, c'est un excès de zèle, nous semble-t-il. Il n'est pas non plus exact qu'il s'est attribué lui-même le titre de Lénine espagnol. Plusieurs sources sont d'accord sur le fait que Caballero a découvert Lénine lors de son dernier séjour en prison. Le titre fut un cadeau des communistes : un cadeau empoisonné, comme tous les leurs.

Ce fut Garcia Oliver qui se prononça pour la prise de pouvoir dans une conférence publique qu'il donna au Syndicat du Bois de Barcelone en janvier ou février 1936. Il avait fait aussi cette affirmation à une réunion très restreinte de notables qui avait eu lieu auparavant dans un des bureaux de la rédaction de *Solidaridad Obrera*. Parmi les notables qui étaient à la réunion, je me souviens de Pedro Herrera, Santillan, Liberto Callejas et peut-être J. J. Domenech. Cette réunion avait pour objet la convocation d'une conférence régionale de syndicats de Catalogne pour éviter une campagne antiélectorale comme celle qui en novembre 1933 fit perdre les élections à la gauche.[86] On était à la veille des élections du 16 février et il y avait des milliers de prisonniers à cause des événements d'octobre 1934. Pour plausible que soit l'intention, il n'empêche que le conciliabule se faisait aux dépens de l'Organisation. De là sans aucun doute partit la convocation d'une conférence qui, en effet, recommanda une campagne anti-électorale modérée ; tellement, qu'elle eut à peine lieu.

On pourra sans doute se demander comment se fait-il que moi, qui ne participais pas à la réunion, je sois si bien informé. J'étais à l'époque rédacteur de nuit à *Solidaridad Obrera* et j'occupais le bureau à côté. Les bureaux n'étaient séparés que par de simples paravents de bois, avec le même plafond. De plus, le camarade Liberto Callegas allait et venait d'un bureau à l'autre pour commenter avec moi le déroulement de la réunion. Il était scandalisé en me répétant les affirmations de Garcia Oliver.

Je ne me rappelle pas exactement quand et où Federico Urales prononça sa phrase osée : «Dictature pour dictature, la nôtre d'abord.» En tout cas, dans *Solidaridad Obrera* du mardi 29 septembre 1936, il publia un article où, tout en justifiant la tactique circonstancialiste politique, il se déclarait partisan de la dictature du prolétariat. Je n'ai pas le texte sous les yeux, mais ce que j'indique est une bonne référence.

Pour la mise au point des notes 58 et 59, je me vois obligé de m'étendre un peu plus. J'ai écrit dans mon article de *Presencia* : «Le renoncement se faisait précisément au moment où un groupe de notables de la C.N.T.-F.A.I. était allé à

la Généralité écouter les flatteries que le président Companys eut soin de leur prodiguer. Pour l'historien, ce groupe de notables, au bout d'un court intervalle, entra comme vainqueur et sortit comme vaincu.»

Mon annotateur écrit à son tour : «Le renoncement se fit à une assemblée extraordinaire de tous les syndicats de Barcelone et de Catalogne, le 20 ou le 21 juillet. La question de la **dictature anarchiste**, de la réalisation du communisme libertaire fut posée par Garcia Oliver et repoussée par l'assemblée. Il est curieux que personne parmi les historiens n'ait cité cette réunion.»

Pour le cas où je serais un de ces **historiens**, je peux assurer que je n'ai jamais eu entre les mains aucun texte touchant cette assemblée. Mais la mention d'«assemblée extraordinaire» est très significative. Elle indique que ce fut une réunion de militants au niveau régional, et non un plenum régulier avec un ordre du jour régulier à discuter régulièrement par les syndicats ; que ce ne fut qu'une réunion d'information à base de représentants des fédérations, sans attribution pour se prononcer. De tels plenums eurent lieu souvent à cette époque. Le premier plenum que l'on pourrait considérer comme régulier fut celui des syndicats de Catalogne à Barcelone le 24 septembre 1936.

Mon annotateur se réfère sans doute à ce qu'affirme Mariano R. Vazquez dans le rapport du Comité national de la C.N.T. au congrès de l'A.I.T. en décembre 1937. Dans ce rapport, Vazquez écrit ce qui suit : «Le 21 juillet 1936 eut lieu à Barcelone un plenum régional de fédérations locales et sous-régionales convoqué par le Comité régional de Catalogne. La situation était analysée et on décidait à l'unanimité de ne pas parler de communisme libertaire tant que nous n'aurions pas conquis la partie de l'Espagne qui était au pouvoir des factieux. Le plenum décidait, par conséquent, de ne pas faire de réalisations totalitaires, car on se trouvait devant un problème : imposer une dictature, annulant violemment tous ceux — gardes ou militants d'autres partis — qui avaient collaboré le 19 et le 20 juillet au triomphe sur les forces soulevées ; dictature qui, d'autre part, serait étouffée de l'extérieur même si elle s'imposait de l'intérieur. Le plenum décida de collaborer et de former, avec le vote de tous, sauf la fédération régionale du Bajo Llobregat, avec tous les partis et organisations, le Comité de Milices Antifascistes. La C.N.T. et la F.A.I. y envoyèrent leurs représentants par décision de ce plenum.»

On voit donc confirmé officiellement qu'il ne s'agissait pas d'une réunion de syndicats, mais de comités locaux et sous-régionaux. En somme, un plenum de comités. Le second aspect est que le plenum décida que la C.N.T.-F.A.I. participerait au Comité de Milices Antifascistes que, comme nous le verrons, Companys avait suggéré. Le troisième aspect à retenir est la date du plenum. Mariano R. Vazquez affirme qu'il eut lieu le 21 juillet. Et il devait le savoir puisqu'il était alors secrétaire général de Catalogne. Si mon annotateur ne m'avait pas supprimé dans la traduction deux grands paragraphes, sous prétexte que **je polémise**, alors que tout mon article pourrait être considéré comme polémique, nous saurions que le Comité de Milices Antifascistes fut formé le 21 juillet aussi ; c'est-à-dire immédiatement après la fin du plenum. Preuve évidente de ce que tout était préparé pour que les délégués donnent simplement leur accord.

Voyons ce qui se passa lors de la fameuse entrevue avec Companys. C'est Garcia Oliver lui-même qui la décrit dans un article publié dans *Solidaridad*

Obrera le 19 juillet 1937 (c'est-à-dire un an après). L'entrevue eut lieu le 20. Garcia Oliver écrit qu'à l'appel du président Companys, ils arrivèrent à la Généralité «armés jusqu'aux dents, dépoitraillés et sales de poussière et de fumée». Ils arrivaient donc de la barricade. Le président les reçut debout, les salua en vainqueurs et regretta les avoir persécutés «jusqu'à avant-hier» (c'est-à-dire le 18 juillet). Nous sommes, donc, le 20 juillet.

Companys continua à parler pour leur dire que la C.N.T. était maîtresse de Barcelone ; et que s'ils n'avaient pas besoin de lui comme président, il se retirerait pour devenir un simple soldat dans la guerre contre le fascisme. Au contraire, s'ils croyaient que lui et son parti pouvaient leur être utiles, dans l'autre salon se trouvaient réunis tous les représentants des partis antifascistes. Companys s'offrait à présider la réunion, afin de former «un organe capable de poursuivre la lutte révolutionnaire pour assurer la victoire.»

«Nous — dit Garcia Oliver —, nous avions été appelés pour écouter. Nous ne pouvions rien promettre. C'était à nos organisations de décider.» Mais la vérité est qu'ils acceptèrent de se réunir avec des éléments politiques, parmi lesquels se trouvaient Andrés Nin et Juan Comorera, alors qu'il aurait été normal de ne prendre aucun contact tant que l'Organisation ne s'était pas prononcée sur le fond du problème posé.

Enfin, mon annotateur affirme que dans l'assemblée ou plenum du 21, Garcia Oliver posa la question de la dictature anarchiste ou du communisme libertaire et qu'il ne fut pas suivi par l'assemblée. J'affirme que s'il le fit, ce fut sans conviction, convaincu plutôt de ce que la dictature anarchiste n'avait que l'échec devant elle. Il posa le dramatique dilemme pour mieux appuyer son option collaborationniste. On renonçait donc à la main de Dona Léonore, comme ce personnage de la comédie *La pata de Cabra*. En réalité, Dona Leonore y avait déjà renoncé avec ses éclats répétés. Garcia Oliver confirme ce trait de comédie en écrivant avec arrogance : «La C.N.T. et la F.A.I. décidèrent la collaboration et la démocratie, en renonçant au totalitarisme révolutionnaire, qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par la dictature confédérale ou anarchiste.»

Je ne crois pas nécessaire de m'occuper du reste des 41 notes. Mais il faut dire qu'après le 19 juillet, la plupart des militants partirent au front, peuplèrent les nombreux organismes confédéraux ou officiels, ou allèrent aux villages et dans les petites villes de l'intérieur pour prêcher le nouvel évangile de la collectivisation. La direction des syndicats fut peuplée d'éléments inédits en rien ou peu exigeants, selon les pratiques organiques traditionnelles. Les militants vétérans placés dans les charges officielles, le commandement de l'armée et les comités supérieurs de la C.N.T.-F.A.I. n'avaient pas tellement intérêt à ce que la tradition fédéraliste se continuât. Il était facile de convaincre les inédits en question de la nécessité de donner une plus grande souplesse à la manœuvre organique, vu les exigences dramatiques de la guerre ; de leur faire comprendre que pour suivre le rythme qu'imposait la collaboration avec les partis politiques, il fallait les imiter dans leurs procédés centralistes. Et il était aussi facile de réduire les quelques «Peaux-Rouges» [87] irréductibles par des coactions manifestes, des manœuvres répétées et des menaces. Les initiatives commencèrent à partir d'en haut. Il y avait plus d'assemblées d'information que de plenums. Et ces derniers ne pouvaient faire autre chose que de débattre de faits accomplis. Notre sens démocratique si particulier devint rare. Ce fut là, la sanction de la collaboration avec les politiciens,

patronnée par le groupe des notables, le 21 juillet. Il fallut ainsi s'incliner devant la collaboration au gouvernement. Il fallut ainsi capituler devant le Comité exécutif du Mouvement libertaire. Il fallut ainsi accepter le «cessez-le-feu» lors de la provocation stalinienne des événements de mai.

Tout en acceptant le fatalisme de certains faits il n'est pas moins certain que le mouvement libertaire manqua d'imagination, en sautant d'un bond d'une position révolutionnaire enragée au pôle extrême de la collaboration dans la mission réactionnaire de l'État. Ce terrible saut fut une question d'heures.

José PEIRATS.

Sur les grèves tolérées de 1962

(«Espagne 62» publié avec Information Correspondance Ouvrière, 1962)

Certains trouveraient peut-être une victoire dans cette libéralisation du régime ; en réalité il n'y aurait qu'une mutation dans l'appareil d'encadrement et de domination des travailleurs. Une page serait tournée : celle du franquisme dictatorial ; une autre page s'ouvrirait avec ou sans Franco «libéral», se rapprochant des formes politiques occidentales.

Personne ne peut dire ce que ferait alors le prolétariat espagnol : sur le plan intérieur, les dirigeants et le patronat peuvent tenter de réaliser dans le cadre actuel, ce passage nécessaire pour eux, et difficile à cause des tensions sociales, sans dommage pour leur pouvoir social ; sur le plan extérieur les USA et les États occidentaux[88] ont tout autant intérêt à ce que cette évolution ne se fasse pas brutalement. Mais en fin de compte, personne n'est maître des destinées politiques d'un pays ou du monde. Ce qui paraît réalisable dans le contexte actuel national et international, peut se trouver demain brutalement mis en question — par exemple en cas de crise économique — : à l'échelle de l'Espagne, comme pour n'importe quel État de l'Europe de l'Ouest, tout comme en 1936, ce sont autant les facteurs internationaux que nationaux qui conditionnent et conditionneront au fond, le caractère des transformations économiques, sociales et politiques.

C'est volontairement que dans ces pages nous n'avons pas parlé (sauf incidemment) des organisations politiques, celles de l'émigration, celles qui peuvent agir clandestinement. En Espagne, elles paraissent connues plus des étudiants que des travailleurs, plus des anciens de la guerre civile (qui pour beaucoup ne veulent pas d'histoire) que des jeunes travailleurs. L'histoire des 15 dernières années montre que ce mouvement de grève parti spontanément, sur des bases économiques (la revendication d'un salaire, d'un droit à la vie) a plus fait en l'espace de quelques mois que toute l'action des groupes et des partis dont le but commun est le renversement de Franco.

La leçon du mouvement actuel, elle est à notre avis, dans l'autonomie de la lutte ouvrière. Et cette autonomie s'imposera à n'importe quel pouvoir, sous des formes différentes, quelle que soit la couleur de ce pouvoir. Nous posons cela comme le terme de notre exposé et comme la base d'une discussion qui appartient aux camarades espagnols d'abord, mais aussi aux travailleurs de partout.

L’organisation

N° 2 — 1956 —

Entre nous

Il y a un certain nombre de questions et de problèmes que je voudrais soulever devant les camarades. Ce sont les éternelles questions de principes et de tactiques, qui nécessitent actuellement, d'après moi, une nouvelle mise au point. Ce même problème a préoccupé en réalité de nombreux camarades depuis plusieurs années, mais il est devenu encore plus actuel dernièrement.

«... Nous pensons que la réalisation d'un programme suffisamment sérieux et d'une organisation seront impossibles sans une liquidation préulable des hésitations et des incertitudes théoriques. D'un autre côté, même un “programme” ou une “organisation”, une fois créés malgré les hésitations théoriques, n'entraineront pas la liquidation de ces dernières. Contre la maladie causale — hésitations théoriques et idéologiques — il faut les méclicaments correspondants : un travail théorique approfondi sur certains problèmes et leur éclaircissement complet. La guérison de la maladie causale entraînera la guérison de ses conséquences (la désorganisation), mais non vice-versa..».

Réponse à la plateforme d'Archinov.
Voline et les camarades russes, Paris, 1927.

Cette hésitation existe encore. Dans nos rangs, il y a des confusions non seulement dans la terminologie, mais aussi dans les conceptions et les interprétations. A l'extérieur, notre voix en tant que force sociale est absente, tandis que les masses des opprimés et des exploités décus par toutes sortes de «solutions» ou «d'expériences sociales» cherchent de nouvelles voies pour l'avenir.

Il faut avoir la force de faire cette étude collective de notre conscience révolutionnaire, de notre rôle et de notre tâche devant ces opprimés en révolte, et aussi de notre fidélité aux principes anarchistes.

Il faut trouver le moyen de le faire. Mais où ? Dans la grande (?) presse anarchiste avec ses multiples éditions, journaux, etc... — on trouve un pâle reflet de ce travail ingrat, et c'est compréhensible dans une certaine mesure : elle se propose avant tout un travail de propagande, de pénétration et d'éducation. Dans les bulletins intérieurs, même si ce souci existe, le travail reste en famille, et les voix de quelques camarades sont, consciemment ou inconsciemment, isolées et étouffées...

C'est un fait que depuis des années on répète les mêmes formules, toujours plus superficiellement, et d'une certaine manière sclérosée ; on n'ose pas toucher à certains tabous et on stérilise les quelques vérités du siècle dernier : on arrive toujours en retard et toujours à côté des problèmes essentiels. Ce n'est pas encore le pire : quand on sort de ce soi-disant «classicisme» on entre dans une mauvaise imitation des «grands partis ouvriers et révolutionnaires». Ici, les limites entre nous et les autres deviennent floues, pour un succès immédiat on accepte la démagogie, la lutte politique, les élections, tout. Pour gagner quelques militants, on est prêt à abandonner non seulement notre nom mais aussi notre physionomie idéologique, le fédéralisme est vite remplacé par un centralisme dynamique. Ou bien, l’expérience néfaste d'une organisation pareille pousse d'autres camarades à nier toute organisation anarchiste l'identifiant à un parti. Et on tourne en rond.

Sur le plan mondial, beaucoup de camarades sont trop fascinés par la «réalité» des deux forces principales. Et on bascule, soit acceptant la démocratie comme un moindre mal (les camarades qui connaissent un peu trop le bolchevisme), soit cherchant des contacts avec les marxistes (comme force révolutionnaire). Les autres, fatigués de sonner le grand réveil, se réfugient dans une attitude d'incompris. Alors que les peuples des colonies classiques ainsi que ceux des colonies de Moscou, sortent avec les poitrines nues devant les chars, les mitrailleuses ou les hélicoptères. La vie nous donne chaque jour des leçons de

la force inéluctable des milliers de gens qui tournent le dos au passé, refusent la réalité, et les mains tendues en avant cherchent la liberté sociale et économique, la dignité humaine et un nouvel ordre dans le monde. Mais où est notre voie ?

Où faut-il commencer nos discussions ? Avant tout sur le caractère social de notre mouvement. L'individu est, et restera la cellule vivante de l'organisme social, mais trop souvent on se réclame d'anti-autoritarisme... parce qu'on n'admet que sa propre autorité. Ensuite, si aujourd'hui nous ne sommes pas capables de réaliser une organisation fédéraliste et libre entre nous, comment pouvons-nous prétendre que notre société de demain sera fédéraliste et libre ? Il y a encore tant de questions : la possibilité d'une révolution, l'expérience quotidienne des luttes, l'expérience de tant de révoltes encore mal étudiées, l'existence de plusieurs déclarations qui se réclament de l'anarchisme, etc...

Ces remarques ne veulent pas être le signe d'un nihilisme pessimiste, ni de stériles critiques. Pour beaucoup de gens l'anarchisme consiste en discussions intellectuelles et en «jeux de peaux-rouges» ; pour nous, les principes anarchistes ont une valeur, ils jouent et continueront à jouer un rôle dans les luttes sociales. C'est pourquoi nous lançons plutôt des appels et des cris d'alarme pour le redressement de notre mouvement. Dans ce domaine, *N. et R.* peut jouer un rôle non négligable, en tant que cahier d'études socialistes. Il dépend de nous qu'il se dégage de ces pages quelque chose de positif et de constructif. Si nous arrivons à tracer nos limites, entre, d'une part la bourgeoisie progressiste, et de l'autre le marxisme, si nous aidons la tendance sociale, révolutionnaire et organisationnelle dans le mouvement anarchiste, *N. et R.* aura été utile.

Nous rapporterons ici les quelques lignes de Bakounine qui illustrent notre pensée, malgré quelques camarades qui prétendent «n'avoir pas besoin de nurse» ou qui sans connaître nos classiques sont prêts à les abandonner. S'il y a certaines choses à développer, à ajouter ou à corriger dans les thèses des classiques, ils restent une base suffisamment large et valable.

« ... Il n'y a aucun doute que si nous ne formulions pas nettement le caractère réel de nos principes, le nombre de nos adhérents pourrait devenir vite considérable, nous pourrions dans ce cas accepter dans nos rangs, comme on nous le propose, des militaires et des prêtres, et pourquoi pas des policiers. Mais comme on dit : qui trop embrasse mal étreint, nous achèterons ces adhérents au prix de notre suicide idéologique et nous deviendrons les pires des plaisantins dans la masse des phraseurs et des hypocrites qui empoisonnent maintenant l'opinion publique en Europe. De l'autre côté, il est évident que si nous proclamons à haute voix nos principes, le nombre de nos membres sera très limité. Mais en fin de compte, ce sont des adhérents sincères sur qui nous pouvons sûrement compter, et notre travail de propagande, un travail sérieux, sincère, éducatif, pourra assainir moralement notre public... Les erreurs de St Simon et Fourrier se résument ainsi :

— Ils ont cru sincèrement que par une propagande pacifiste et par la force de leurs convictions, ils arriveraient à convaincre les riches à un tel degré que les riches eux-mêmes donneraient le superflu de leurs richesses.

— Ils ont imaginé qu'on pourrait théoriquement construire a-priori le paradis social dans lequel l'humanité se calmera pour l'éternité. Ils n'ont pas compris que, malgré qu'il est pour nous possible de prévoir les grands principes du

futur développement de l'humanité, la réalisation pratique de ces principes devra au moins être réservée à l'expérience future...»

(*Fédéralisme, Socialisme et antithéologisme*,
Bakounine, *Tome 3*, p. 123 -138 du texte russe)

THEO

N° 3 — 1956 —

Au sujet de l'organisation

par MARIA KORN

Actuellement dans les différentes éditions anarchistes ainsi que dans quelques bulletins de rencontres idéologiques anarchistes, il existe une discussion sur un certain nombre de questions concernant nos positions idéologiques et tactiques, entre autres sur l'organisation.

Nous pensons intéressant de donner une série d'articles déjà publiés à différentes époques sur cette même question, même si nous ne partageons pas toujours leur point de vue. Ils peuvent susciter une discussion, des critiques, et nous apporter quelques précisions.

L'article que nous publions ci-dessous est une traduction (un peu abrégée) d'un rapport fait par MARIA KORN à la conférence des anarchistes-communistes russes de Londres en octobre 1906. Nous l'avons extrait de la brochure *PAIN ET VOLONTÉ* éditée en 1907 à Londres (en russe).

«Le reproche fait aux anarchistes qu'ils n'admettent pas l'organisation se base sur une double erreur d'interprétation tant de l'anarchisme que de l'organisation. Une organisation doit avoir deux buts principaux : assurer la solidarité dans la société et permettre le développement des individus dans cette société. Donc, pour nous toute aspiration à un développement complet de l'être humain mène inévitablement à l'acceptation d'une forme de solidarité dans la société meilleure et plus complète.

Nous sommes communistes, précisément parce que nous sommes anarchistes, ces deux notions au lieu d'être opposées se complètent.

La propriété commune des moyens de production et l'utilisation commune des produits du travail demandent aussi inévitablement les formes correspondantes d'une organisation sociale : ici encore la question économique est étroitement liée à une question politique.

Notre idée politique est connue : ce sont les unions libres de communes indépendantes, les associations de production, etc... et leur fédération.

Tout cela représente une certaine forme d'organisation, forme telle qu'elle développerait entre les hommes la plus grande solidarité et une identification des intérêts personnels aux intérêts sociaux.

Cette forme d'organisation est l'organisation libre, volontaire, l’accord libre entre tous. Nous sommes sur ce point contre les formes centralistes, hiérarchisées et obligatoires. La forme libre donne à l'union des hommes un caractère de stabilité et un aspect plus intime.

Quand il s'agit d'un «idéal social», beaucoup sont d'accord avec nous car un «idéal» c'est quelque chose de lointain et, dans les rêves on peut tout se permettre, se promener n'importe où... parce que ça n'engage en rien aujourd'hui. La question est là : un idéal social est exigeant dès à présent : pour celui qui veut être raisonnable, il ne peut exister de dédoublement, d'une part l'idéal, et de l'autre quelque chose qui peut être absolument le contraire du premier, l'activité pratique. La disparition de l'État est prévue non seulement par les anarchistes, mais aussi, par exemple par les sociaux-démocrates. Pour Engels, l'État ne sera pas détruit mais il se détruira de lui-même. De plus, en prévoyant la disparition de l'État dans l'avenir, les sociaux-démocrates font actuellement tout pour renforcer et élargir les principes étatiques. Il se dégage de leur position contradictoire une seule solution : il se produira un saut du «royaume de la nécessité» au «royaume de la liberté», et l'État fort passera dans sa forme contraire, c'est à dire dans la pleine absence d'État. Nous ne pouvons compter sur pareil miracle et nous pensons qu'il est plus juste de s'occuper de chaque chose d'une façon logique et immédiate. Trouvant nuisible le pouvoir et l'obligation dans la société future, nous ferons dès maintenant tout le possible pour faire sauter le pouvoir. Et par conséquent nous n'accepterons aucun élément centraliste dans nos organisations.»

M.K. emploie le mot «nos organisations de parti», mais elle fait immédiatement la remarque suivante : «Par le mot de parti, nous ne comprenons pas un ensemble de gens unis sous le pouvoir d'un comité central, mais un ensemble de gens qui ont un même but et veulent y arriver par les mêmes voies».

«En ce qui concerne les moyens, ils changent, bien entendu, d'après les conditions, les besoins de l'époque. Par exemple, dans un pays les anarchistes peuvent avoir comme tâche principale une lutte de partisans, dans un autre le travail dans les syndicats, dans un troisième la propagande théorique. Mais tous ces moyens d'activité ne se contredisent pas, au contraire. Il faut qu'ils se complètent entre eux. L'absence de programme-minimum (lequel est souvent source de déviation), et l'accord complet en ce qui concerne les buts — tout cela fait l'unité, une unité que ne pourrait faire aucune mesure artificielle...

Les groupes sont à la base de l'organisation anarchiste. Un certain travail, surtout conspiratif, pose souvent des problèmes. Dans un parti de type centraliste, le problème se résout de la façon suivante : à l'intérieur dans les groupes mêmes se forment des comités ou des groupes secrets qui ont pour tâche ces «travaux spéciaux», et qui jouent en réalité le rôle de direction. Nous répondons autrement : un nombre plus grand de groupes, les membres d'un

même groupe se connaissent bien, ayant une confiance mutuelle, un choix plus strict, ainsi qu'un travail adapté à chaque groupe...

Ici une remarque. Il existe un étrange préjugé selon lequel une organisation anarchiste doit être ouverte et que tout le monde peut y avoir libre entrée. C'est complètement faux...

Comment peut-on résoudre, par exemple, dans une organisation anarchiste, les questions litigieuses ? Bien sûr ça ne sera pas par une majorité de voix car nous ne donnons pas une grande valeur au nombre. En réalité nous sommes toujours et partout une minorité (comme tout mouvement révolutionnaire). Si la question est tellement importante que les différents membres de groupe ne peuvent faire entre eux de compromis volontaire, il ne faut pas en arriver à compter mécaniquement les voix pour imposer une solution. Une seule solution existe : la dissolution du groupe et le regroupement de ses membres.

Chaque groupe, soit permanent soit constitué pour un travail donné doit être complètement libre et autonome dans son activité. Si le litige porte sur une question de principe ou sur la préparation d'un acte qui mène à une grande responsabilité, la solution prise est toujours obligatoire seulement pour ceux qui l'ont acceptée ou qui sont d'accord avec elle. C'est le principe fondamental d'une organisation anarchiste et nous devons toujours l'avoir en vue.

Comment concevons-nous un organe anarchiste ou un journal d'organisation? Dans les partis centralistes, la question est évidente : l'organe officiel du parti se trouve dans les mains de la majorité et la minorité doit se taire. Pour nous, une solution pareille ne peut bien entendu exister. Un journal est l'expression de la pensée et de la volonté du groupe qui l'édite, c'est à dire qu'il le considère comme son organe. Les groupes et les camarades qui ne sont pas d'accord ou tout simplement qui conçoivent d'une autre façon le rôle d'un journal peuvent éditer un autre journal sans que les deux journaux entrent inévitablement en hostilité. Dans un parti centraliste, si la minorité édite un journal, celui-ci est toujours en rivalité avec celui de la majorité.

On considère habituellement que l'absence d'organisation centrale dans les organisations anarchistes mène à cette situation : chacun pour soi. Prenons encore l'exemple d'un parti centraliste : supposons qu'il existe un litige sur une certaine question. Cette divergence ne disparaîtra pas sous l'effet de la discipline, elle sera tout simplement étouffée. En résultat, la minorité n'aura pas la possibilité d'exprimer ses conceptions, et tous les membres du parti, les majoritaires comme les minoritaires, n'auront pas la possibilité de voir comment la question va se réaliser en pratique. En même temps cette discordance s'accentue, elle mène aux luttes internes sournoises et aux décompositions chroniques internes. Le parti garde une unité seulement extérieure. Les deux côtés, au lieu de chercher un point de contact et d'accord, s’éloignent encore plus.

Chez nous la même question se résout d'une façon différente — ; comme par exemple en France en 1890 dans les syndicats — par discussion, liberté d'action, par les expériences, puis une mise au point et des conclusions.

Si nous employons aujourd'hui la force sous l'une ou l'autre forme, nous serons demain inévitablement amenés à nous servir de cette force pour le pouvoir.

Si nous comptons aujourd'hui dans nos milieux révolutionnaires et nos organisations sur l'efficacité de nos idées et sur le libre accord, nous

continuerons demain, quand la révolution sera victorieuse, à construire société sur ces mêmes bases.

M. Korn
(ob organizatsii, «Pain
et Volonté» p. 57-68)

N° 10 — Juin 1958 —

Majorité et minorité

Une majorité peut-elle prétendre être l'expression d'une organisation ; ses décisions ont-elles la valeur de décisions organisationnelles ; comment la minorité est-elle traitée dans son expression, sa conduite, son existence même au sein de cette organisation ?

Toutes ces questions ont au premier abord un intérêt secondaire, mais sont en réalité d'une importance considérable quand on veut vivre dans une organisation et quand on veut que celle-ci vive. Et on ne peut pas «laisser-faire, on verra ça au cours de l'expérience, chaque cas est un cas d'espèce, avec de la bonne volonté...» Car souvent l'expérience est très convaincante mais quand on s'en aperçoit il est trop tard pour changer quelque chose, et il faut ou tout accepter ou tout lâcher. Il faut, dès les premiers pas communs, élaborer une ligne de conduite théorique et pratique acceptée par tous, et dans ce contexte, la question minorité/majorité peut influencer la marche dans l'un ou l'autre sens.

Pour nous, le fonctionnement d'une organisation fédéraliste est incompatible avec le maintien du principe de majorité. Il existe une vraie majorité, celle de l'unanimité, librement conçue, librement acceptée. Tout autre majorité, au 2/3, absolue ou simple, avec toutes sortes d'arrangements — **est une majorité seulement pour ceux qui l'ont acceptée ; pour les autres, elle ne peut avoir de valeur, ni être une obligation.**

Chaque fois que l'on veut imposer, pour une raison ou une autre, on arrive à une unité artificielle, fragile, instable. Bien sûr, on trouve et on trouvera toujours dans chaque cas «des conditions exceptionnelles, des nécessités historiques» ; mais quel moment n'est pas historique dans la marche de l'humanité vers son bonheur ? et il n'est pas difficile pour **ceux qui ont besoin de cette majorité, de discourir sur les conditions exceptionnelles.**

Mais... sans majorité on ne peut prendre de décision, et sans décisions une organisation ne sert à rien, c'est la pagaille. C'est l'objection majeure adressée aux libertaires par les amateurs d'autorité, et aussi, il faut le dire, par certains libertaires. L'expérience n'est pas en accord avec ce raisonnement. Non

seulement il existe des organisations construites sur cette base, mais il existe des cas où, sans compter les voix, la majorité était réelle : le 19 juillet 1936, les journées de mai 1937 à Barcelone ; mais la majorité n'existait pas lorsque les anarchistes étaient «obligés» de collaborer avec le gouvernement, et c'est alors que nos alliés ont commencé à s'indigner de l'existence d'une opposition et d'une minorité et à faire des reproches sur la faiblesse et le manque de discipline des anarchistes. C'est cependant l'existence de cette minorité qui a sauvé l'honneur de tout le mouvement, y compris ceux qui avaient accepté le compromis.

Le principe de la majorité vient de la pratique de la lutte politique, du suffrage universel, du parlementarisme. Là, il est nécessaire, plus, il est l'unique facteur indispensable à la bonne marche du système.**La lutte pour la majorité n'a jamais été et ne pourra jamais être franche et honnête**. Pour gagner des voix, personne ne dévoile son vrai visage, les mécanismes de son jeu ni les vrais buts qu'il poursuit. Les appels les plus révolutionnaires ne sont que de simples propositions, vagues et susceptibles de rallier un vaste spectre d'individus ; les sermons les plus solennels ne sont que les cris des démagogues qui essaient de toucher les sentiments bas de la foule, soit égoïste, soit faussement humanitaire. Cette vaste mascarade des beaux parleurs est bien orchestrée dans les coulisses par les jeux d'intimidation, de menaces économiques et autres, ainsi que des promesses et des avantages. Dans les régimes autoritaires, ces mêmes coulisses sont encore plus transparentes, et les vrais acteurs de la majorité (la police officielle et politique, l'oppression directe ou indirecte) sont sur les planches, brandissant leurs «arguments» ; ils ne se gênent même pas pour faire quelques petites démonstrations contre les réticents pour donner des exemples aux autres, et pour arriver à la majorité idéale... 99,99%. Mais ce danger existe même dans les organisations non-autoritaires, démocratiques, voire même libertaires, **quand on accepte le principe de la majorité et de la lutte pour la majorité**. On a vu des congrès dits libertaires préparés dans les coulisses, avec des rôles et des discours distribués à l'avance, avec une propagande appropriée à chaque délégué même ; et on a aussi vu les résultats. **Ce phénomène «à la Fontenis» ne doit pas se reproduire.**

Mais on trouvera toujours des individus non convaincus, réticents, même pour des raisons strictement personnelles ; vous savez quel rôle non avoué jouent les relations personnelles ; même dans les organisations strictement politiques, économiques et idéologiques. On ne peut demander à tout le monde d'avoir de la sympathie pour tout le monde. On arrivera alors aux **obstructions absurdes, non motivées, qui peuvent paralyser et bloquer l'organisation justement quand elle doit agir le plus vite — et alors, que faire ?** ça peut arriver.

Mais cette explication repose sur deux erreurs: celle de **la conception d'une organisation spécifique et homogène**, et **celle de la morale anarchiste**.

Quand les membres d'une organisation sont liés entre eux non seulement par des liens personnels plus ou moins en sympathie, mais aussi et avant tout par un certain nombre de principes idéologiques et tactiques suffisamment grand pour qu'on puisse dire que cette organisation est homogène — les risques de divergences importantes sont alors très minimes. C'est une des raisons pour laquelle nous tenons aux conceptions et à la pratique d'un «**groupe anarchiste spécifique**», et que nous refusons de nous diluer ou **de nous**

faire diluer dans la quantité. Si on accepte l'autre pratique «venez, tous ceux qui sont pour la liberté», ou «contre l'État» ou même « pour l'anarchisme en général» — dès le lendemain, sur n'importe quelle question, les accrochages
seront inévitables. **Cet aspect hétérogène a une autre conséquence** : l'existence de **groupe « initiés»** (même de plusieurs groupes à la fois) le plus souvent secrets ou semi-secrets ; et chacun d'eux se propose de mener le jeu, avec la bonne conscience de «conduire les autres dans la bonne voie»... ce qui dégénérera vite en luttes internes, en OPB, en dirigeants et masse. Il existe ainsi non seulement une majorité et une minorité mais **plusieurs cercles concentriques, gravitant le plus souvent autour d'une «forte tête»** (qui dispense les autres de penser), se méfiant les uns des autres, chacun faisant son petit travail à l'ombre ou au petit jour, tâchant d'attirer les autres vers son groupe, et le tout bien couvert par une apparence heureuse d'unité. C'est une atmosphère malsaine qui ne peut éduquer ni construire des individus droits et honnêtes. C'est un «gouffre du parlementarisme» en miniature.

Mais il ne faut tout de même pas idéaliser, malgré l'homogénéité des vues, des différences et des discussions peuvent se produire. Les idées elles-mêmes ne sont pas figées et peuvent évoluer. Si les divergences sont alors d'un ordre théorique important, il sera mieux pour l'organisation qu'elle éclate et qu'il existe deux ou plusieurs nouvelles organisations plus ou moins homogènes, que de garder une organisation hétérogène. C'est inévitable, et si l'on cherche à empêcher cette évolution, c'est alors qu'on risque de tout bloquer et paralyser, en cherchant des compromis anodins qui empêcheront l'éclatement et empêcheront aussi toute action dans l'un ou l'autre sens.

L'autre facteur mentionné plus haut — **la morale anarchiste** — s'il est bien compris et bien appliqué dans la vie, aidera beaucoup à l'aplanissement des petits conflits, et aussi quand peut se produire l'éclatement de l'organisation — en acceptant une opinion qui n'est pas identique à la nôtre, sans la considérer comme celle d'un ennemi, ni déclencher une lutte contre lui. A condition, bien sûr, qu'il ne s'agisse pas d'une opinion complètement sortie du concept de l'anarchisme. Dans l'histoire de l'anarchisme il existe seulement quelques cas particuliers de cette sorte, et cette dernière possibilité peut pratiquement être éliminée.

Le rôle d'un bulletin intérieur dans une organisation anarchiste où l'on peut discuter ouvertement de toutes les questions intéressant l'organisation, y compris les différents points de vue, est considérable.

Il existe aussi un dernier facteur lié à l'organisation : **les camarades qui entrent dans cette organisation doivent accepter librement sa nécessité et son rôle**. C'est l'évidence même. Celui qui n'a pas **dépassé un stade individuel strict**, qui ne peut imaginer d'autres structures sociales que celles des individus isolés et dispersés, fera mieux de rester isolé, d'aider les autres quand il le veut, mais de ne pas encombrer la vie de l'organisation **par ses pratiques individuelles et intransigeantes**. Pour cette catégorie de camarades, souvent d'ailleurs très bon camarades, il faut trouver une autre nomenclature et les accepter tels qu'ils sont.

Une organisation vraiment démocratique se reconnaît d'après sa conduite envers sa propre opposition. C'est encore plus valable pour une organisation libertaire qui prétend préparer la société de demain. Chaque fois

qu'une majorité discute et applique **les limites imaginées par la majorité elle-même dans lesquelles l'opposition doit exercer son activité**, on peut en trouver deux causes : ou l'admission des membres était très large, ou il existe, dans cette même organisation, des individus qui veulent jouer le rôle de dirigeants. Ces deux possibilités ne s'excluent pas l'une l'autre : tel ou tel membre qui veut s'emparer de l'organisation y fera rentrer de nouveaux membres pour augmenter les chances de sa propre majorité.

En dehors de nos organisations, peut-on exiger et pratiquer le refus de la majorité ? C'est plus difficile, les conditions ne sont pas les mêmes, le but est avant tout de faire progresser nos idées sans les trahir. Mais ici aussi, il faut veiller à ce que la majorité même triomphante n'écrase pas l'esprit de la minorité, non seulement parce que nous risquons de nous trouver un jour dans cette position (les mouvements révolutionnaires sont le plus souvent minoritaires), mais aussi par esprit anti-autoritaire et de tolérance. Chaque fois qu'un dirigeant ou une équipe de dirigeants commence à prétendre être le maître absolu, ils finiront par se dévorer eux-mêmes et arriveront à une dictature camouflée ou ouverte. Le premier signe d'un futur «chef d'État» ou «chef du peuple» est sa haine contre ses propres camarades qui ne l'acceptent pas dans ce rôle. Ensuite, son appétit d'autorité ne s'arrête pas, au contraire ses limites deviennent de plus en plus vastes, illimitées.

Chaque organisation, qu'elle qu'elle soit, est un compromis entre un individu et les autres devant les impératifs de la vie sociale. C'est à dire que chaque individu doit inévitablement renoncer à certaines tendances et certaines habitudes inadmissibles et nuisibles dans la société. Et par conséquent, dans chaque organisation, il existe le risque que les sacrifices demandés aux individus au nom de la société dépassent les nécessités de la société elle-même et deviennent l'objet d'une abstraction comme l'État, la bureaucratie, le chef, les nécessités historiques ; etc... Une barrière à ce danger est la possibilité pour l'individu de ne pas accepter certains faits ou certaines tendances qu'il juge inadéquates et inutiles pour la société, c'est la possibilité d'être en opposition, c'est à dire en minorité. Il existe aussi d'autres barrières : l'organisation fédéraliste elle-même, l'élection directe et limitée des responsables, la participation réelle des simples membres de l'organisation, le caractère économique et non politique de la lutte, etc...

En résumé,

— Le principe de la majorité ne peut avoir de valeur décisive dans une organisation anarchiste.

— Les votes de congrès et des réunions marquent seulement le nombre de propositions et le nombre de camarades pour chacune d'elles, mais sans en imposer aucune.

— La seule majorité est l'unanimité librement acceptée.

— Si cette unanimité n'est pas réalisée, chaque proposition a le droit d'exister et d'agir.

— La minorité ainsi que la majorité ont les mêmes droits et les mêmes possibilités de travail et d'action.

— L'organisation anarchiste spécifique est basée sur l'identification des principes et des tactiques. Si cette identification manque, il doit exister plusieurs groupes plus ou moins homogènes, mais point du tout hostiles les

uns aux autres.

MIT

N° 20 — Mars 1962 —

Sur l’organisation

Il nous a semblé intéressant de donner ici un extrait des positions de la Ligue Libertaire des États-Unis — La Libertarian League — (Bulletin intérieur mars 1961) touchant différents problèmes organisationnels. Quelque différente que puisse être à certains égards la situation en Amérique de la situation française le point de vue de nos camarades de la L.L. peut nous aider à préciser nos positions, à les enrichir.

L'atmosphère est à présent plus favorable à la réception de nos idées qu'elle ne l'a été depuis bien des années. Il y a un renouveau certain de militantisme chez les étudiants et d'autres secteurs de la population. Les mouvements contre la guerre et la discrimination raciale grandissent. Le mécontentement des ouvriers à l'égard de la bureaucratie syndicale s'accroît. Beaucoup de ces mouvements protestataires emploient des tactiques d'action directe et emploient des principes libertaires sur une grande échelle.

Sommes-nous en mesure de faire face et de saisir ces opportunités ? Sommes-nous idéologiquement et organisationnellement préparés ?

La fonction

Il n'y a pas assez de clarté sur notre fonction de mouvement idéologique d'avant-garde agissant d'après les principes exprimés dans notre déclaration provisoire de principes. Nous ne sommes pas un mouvement de masse amorphe, pas plus que nous ne sommes seulement une organisation se cramponnant à ses «idéaux» tout en s'abstenant des mouvements de protestation sociaux de notre époque. Nous devons être un mouvement idéologique d'avant-garde basé sur de fermes principes anarchistes et nous devons aussi dans les limites de nos forces participer aux combats sociaux de tous les jours. C'est une question d'équilibre et de netteté.

En ce moment nous devons par-dessus tout perfectionner **l'organisation interne** de nos groupes et renforcer nos connaissances et notre compréhension idéologique. La théorie et la pratique se complètent. Par notre travail d'éducation et en participant à des mouvements de masse et aux combats de tous les jours, nous pouvons encourager les tendances libertaires à l'intérieur de ces mouvements. Cela aide à construire le mouvement d'avant-garde et donne de l'expérience pratique à ses militants.

L'appartenance

L'accord avec nos principes est la base minimum de l'appartenance. Notre déclaration de principe provisoire est flexible et permet une large tolérance une grande **liberté en matière tactique** lorsqu'un principe n'est pas touché.

La politique à suivre pour l'admission de nouveaux membres doit être souple. Il n'est pas nécessaire d'être un savant ou un théoricien remarquable pour pouvoir joindre la Ligue Libertaire. Il est bien plus important d'être **socialement responsable**, désireux d'apprendre et de travailler pour nos idéaux.

Une fois que l'appartenance à la L. L. aura une bonne base idéologique, nous pourrons alors, pour certains objectifs bien définis, coopérer avec d'autres tendances existantes, dans des mouvements de masse plus larges sans perdre notre propre identité et sans être avalés par eux.

Il y a un autre problème qu'on doit envisager clairement. Ce sont les **relations** qui doivent exister entre les différentes **tendances** de l'Anarchisme. Il a été souvent proposé que toutes les tendances différentes se fédèrent en une seule organisation. Les anarchistes s'accordent généralement pour être contre l'État et la centralisation du pouvoir. Sur cette base, il y a eu possibilité, à beaucoup d'égards, d'une action commune. Toutefois, il n'y a pas d'accord précis parmi les anarchistes sur les principes directeurs, constructifs, et les tactiques.

Certains ne croient pas à «l'organisation» d'aucune sorte. D'autres relèguent l'anarchisme au niveau de la discussion abstraite et ne l'appliquent pas dans leur conduite de tous les jours. Certains «extrémismes» méprisent «l'homme du commun» et tout mouvement populaire, en prétendant que seule l'élite, «l'homme supérieur» est capable de comprendre nos idées. D'autres désirent «la liberté» sans aucune sorte de responsabilité sociale ou éthique. Avoir dans une seule et même organisation des gens avec des idées (en pratique) diamétralement opposées ne peut mener qu'à la confusion, à des mauvaises relations, à des scissions.

Une telle organisation dissiperait ses énergies en disputes internes constantes. Le travail **pratique** serait impossible. Il serait impossible de collaborer à la propagation de nos idées puisque nous aurions des idées opposées. Organisés ensemble, il nous serait impossible de rien accomplir de pratique. Alors qu'au contraire des groupes ou individus divers peuvent toujours **coopérer** à des tâches acceptées de part et d'autre, travaillant séparément là où il y a désaccord.

Conclusion

Souvent dans le passé un manque de clarté sur les principes fondamentaux et un échec dans l'établissement et l'observance de critères minimums pour la participation à notre mouvement ont ouvert grande la porte de l'infiltration par des opportunistes ou des aventuriers.

Outre que cela rend extrêmement difficile toute espèce d'action significative et logique, cela nous aliène aussi les gens capables et qui ont un idéal, dont nous avons tant besoin. Voilà quelques-unes des principales raisons pour lesquelles des essais antérieurs en vue d'établir un mouvement dans ce pays ou dans d'autres, ont échoué et laissé le champ libre à nos adversaires.

Nous devons, si nous voulons réussir à construire un mouvement sérieux, nous expliquer très clairement et précisément sur ce que nous considérons comme concepts fondamentaux. Nous devons rendre claire la différence entre les concepts de la Ligue Libertaire et les autres interprétations de l'Anarchisme. Nous devons exiger l'adhésion aux principes de la part de tous ceux qui ont entrepris de travailler volontairement avec nous à construire le mouvement. Nous devons exclure de l'appartenance ceux qui sont dépourvus du sens des responsabilités ou qui sont incapables d'une conduite rationnelle et saine. Nous devons définir clairement les conditions dans lesquelles nous sommes décidés à coopérer avec d'autres tendances, de gauche, en précisant par où nous différons d'elles.

Nous ne devons pas permettre que la Ligue Libertaire dégénère en une secte ésotérique. Nous luttons pour jeter les bases d'un mouvement social rationnel et efficace. Nous sommes encore un très petit nombre et nous ne pouvons nous permettre de nous étendre et de trop nous disperser, et puisque nous construisons pour le futur, nous devons concentrer nos efforts sur les activités que nous sommes le plus à même d'accomplir et si nous essayons d'étendre notre organisation, nous devons aussi la renforcer de l'intérieur.

(traduit de l'anglais).

Le parlementarisme

N° 29 — 1965 —

Les élections

Manifestation de la souveraineté populaire.

«On nous demande de voter ? ... C'est oublier que le Parlement est un masque, et que le pouvoir réel, dans la société actuelle, réside on ne sait où, incroyablement incontrôlable et secret.»

(C. Radcliffe, *Anarchy*, n° 37,1964.)

Les anarchistes ne voteront pas, une fois de plus, aux prochaines élections. Ils feront un effort de propagande pour expliquer qu'il ne sert à rien de voter. C'est là, quoi qu'il paraisse, non une réaction sentimentale («la société n'est pas pure, les anarchistes ne voudraient pas se mêler à elle»), mais une attitude réfléchie, et depuis longtemps pesée.

La réexaminer n'est peut-être pas inutile, aussi bien pour vérifier qu'elle est toujours raisonnable, que pour expliquer nettement pourquoi nous ne votons pas dans le système étatique.

Pour mieux comprendre la position des anarchistes en matière d'élections présidentielles ou parlementaires, il faut comprendre quelle est, brièvement résumée, leur vue de la société actuelle. Celle-ci est organisée selon le schéma *gouvernants-gouvernés* : ceux qui commandent et ceux qui obéissent. La fiction démocratique n'y est introduite que par le biais du vote qui légitime la plénitude du pouvoir qu'exercent les gouvernants par l'entremise de l'État : *la souveraineté. (la situation est encore plus nette aujourd'hui, l'Assemblée n'a plus de pouvoir, les centres de direction sont ailleurs, et la légitimation, qui en est dissociée, porte sur un seul homme. Le problème n'en reste pas moins exactement le même).*

La souveraineté

L'impôt est de tous les temps. Le service militaire a commencé avec le bulletin de vote.

«Vous qui savez ce que “citoyen” veut dire, vous qui savez que “soldat” et “électeur” sont les deux “moments” de souveraineté du citoyen dans une libre République, vous êtes les bienvenus à la préparation militaire parachutiste.»

(Affichette militaire au fort de Vincennes, 1958.)

Quelle est donc cette souveraineté du citoyen ?

*«Cette souveraineté est la propre seigneurie de l'État... Or elle consiste en **puissance absolue**, c'est-à-dire parfaite et entière de tout point... Et*

comme la couronne ne peut être si son cercle n'est entier, aussi ***la souveraineté n'est point si quelque chose y fait défaut.****»*

Ainsi parlait, en 1666, Loyseau, légiste subtil et serviteur fidèle de la monarchie. La souveraineté dont il parle, c'est celle du roi de France. Mais la souveraineté qu'il définit, c'est toujours celle de «l'État français». La couronne a changé de tête.

L'État est souverain, c'est à dire en clair, les quelques individus qui «représentent» au sommet l'État, qui parfois, disent-ils, «l'incarnent», ont la puissance absolue — c'est-à-dire en clair, le monopole et l'usage exclusif de la force armée, police, force militaire —. Voilà comment, par quelques mots, État, souveraineté, se trouve justifiée l'oppression par la minorité. Mais cette justification ne suffisait pas à rassurer tout le monde, et les juristes vont inventer cette farce illogique : souveraineté du peuple.

«Ce que le prince estime bon a force de loi... puisque le peuple lui confère et met en lui sa souveraineté et sa puissance» (Digeste).

Au IIIe siècle de notre ère, la fiction était déjà inventée. Une classe, la bourgeoisie, allait la reprendre à son compte et bâtir dessus sa fortune.

C'est le peuple qui a la souveraineté ! Mais il ne la garde pas, il la délègue. Les princes qui nous gouvernent renoncent à ne tenir leur pouvoir que de Dieu. Ils ne le tiennent plus que du peuple. En fait, le peuple n'a jamais la matérialité de la souveraineté. Il n'a pas les moyens de l'exercer, ne serait-ce qu'un moment et en partie. Il n'a pas de moyen d'en contrôler l'exercice...
Cet exercice, confié aux mains d'un seul homme, ou d'une petite minorité (députés de la constituante de 89, ministère anglais, président de la République en France, etc.), ne cesse jamais, n'est jamais remis aux mains des «citoyens». On n'attend d'eux qu'une seule chose, qu'ils fassent le geste magique, qu'ils délèguent... quelque chose qu'ils n'ont jamais eu : la puissance absolue.

Berneri faisait d'ailleurs remarquer la parenté de conception entre le «peuple souverain» du jacobinisme et l'équivoque formule de la «dictature du prolétariat».
«Quel que soit le jacobinisme, il est destiné à faire dévier la révolution sociale. Et quand elle dévie, l'ombre d'un Bonaparte se profile.»

Le prolétariat a exercé sa «dictature» de la même façon que le peuple, il l'a déléguée, et elle n'a jamais plus été sienne.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est la même construction. Le pouvoir absolu est confié **en bloc** à une minorité, pour une période indéterminée, par la collectivité. Et ensuite, cette minorité, d'en haut, impose à la collectivité un ordre social, met en place des organisations intermédiaires qui ne dépendent que du sommet, que la collectivité ne peut contrôler. Certes, on peut élire son maire en France (mais pas à Paris), mais une fois élu, il doit obéir au préfet pour ce qui est de la législation, au ministre des finances pour ce qui est des moyens. C'est toujours l'accaparement, le contrôle des organismes intermédiaires par ceux qui exercent la souveraineté. Ce qui plaît au souverain, c'est d'avoir devant lui des individus isolés.

La «souveraineté du peuple», ou «dictature du prolétariat», n'est pas un mécanisme social logique mais une fiction juridique. La délégation populaire ou prolétarienne fut inventée pour justifier une forme de pouvoir (souveraineté

royale, dictature, tyrannie) qui existait bien avant cette justification. Il ne s'agit là que d'une adaptation.

Il nous faut voir maintenant le système électoral en tant que **mécanisme juridique**. Et ensuite essayer de le replacer dans son **contexte général** pour voir plus nettement son rôle et sa portée.

Les mécanismes juridiques

L'opération des élections consiste à donner, par un vote, un mandat. Il y a, en réalité, deux mécanismes qu'il faut distinguer :

1) Le vote : Selon le Larousse, le vote est un suffrage, un vœu énoncé par chacune des personnes appelées à émettre un avis.
Le mot désigne donc un procédé technique, et un procédé technique susceptible de bien des formes. Aussi les anarchistes ne sont-ils pas généralement opposés au vote-procédé technique en tant que tel, au vote indicatif, qui n'a des conséquences obligatoires que pour ceux qui le veulent bien.

Plus exactement, ce n'est pas au vote que les anarchistes en ont, c'est au mandat, à la duperie monumentale que représente dans la société actuelle la pseudo-délégation par le «peuple» de sa prétendue «souveraineté».

Voter en soi, n'a rien, aux yeux d'un anarchiste de «répréhensible». Émettre un avis sur un bulletin de vote, quoi de plus normal. Mais dans les élections, le vote ne sert pas à émettre un avis, il sert à conférer un mandat.

2) Le mandat :

«Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant, en son nom.» (Code civil, art. 1984)

Déléguer des pouvoirs, c'est donner un mandat. Et le terme se retrouve dans deux domaines : mandat civil du **droit privé**, et mandat parlementaire, présidentiel, etc., du **droit public**. Il y a longtemps que la bourgeoisie connaît le mandat civil, privé, hérité du Droit romain. Mais c'est seulement au XVIIIe siècle qu'apparaît cette notion de mandat public, de mandat parlementaire. Or, si l'on compare mandat privé et mandat public, on s'aperçoit vite qu'ils sont très dissemblables : ou, pour parler plus nettement, le «bourgeois» n'a pas du tout la même conception de la délégation de pouvoir selon qu'il s'agit de faire faire des affaires en son nom par un intermédiaire (mandat civil), ou de faire gérer l'État (mandat public). Comparons ces deux mandats :

MANDAT CIVIL	MANDAT PARLEMENTAIRE
1. Si le mandat est conçu en termes généraux (tous pouvoirs, etc...), il ne comporte que de simples pouvoirs**d'administration**, c'est à dire de routine. Pour les actes graves (vente, etc.) il doit être exprès, c'est à dire autoriser précisément **tel ou tel acte**. Et le mandataire ne peut rien faire d'autre que ce qui y est porté.	1. Le bulletin de vote est un mandat en blanc. Le candidat n'est en rien tenu par son programme (qu'en fait il n'exécute jamais). Mais ce mandat en blanc lui confère, nous l'avons vu, les pleins pouvoirs, la souveraineté.
2. Tout mandataire, sa gestion finie rend des comptes à celui qui l'a mandaté.	
3. Le mandataire est responsable des fautes qu'il commet dans sa gestion (et a fortiori de son dol : tromperie).	2. Ceux à qui le «peuple» délègue sa «souveraineté» ne rendent jamais de comptes.
4. Le mandant, celui qui a mandaté, peut révoquer sa procuration quand bon lui semble.	3. Il n'y a aucun exemple de condamnation d'un dirigeant politique, ni pour ses fautes ni même pour son dol avéré.
(Cf, Code Civil, arts 1988, 1989, 1991, 1993, 2004.)	4. Le citoyen ne peut révoquer sa procuration qu'à des intervalles fixés, qu'il ne choisit même pas puisque ce sont ses «délégués» qui décident eux-mêmes du moment favorable à leur reconduction.

On voit que dans le mandat privé, le mandant contrôle à tout moment son mandataire, celui-ci peut logiquement être tenu pour son représentant. Par contre, dans le mandat public, le mandant ne contrôle ses mandataires qu'à intervalles plus ou moins éloignés, et surtout au moment choisi par eux (pensons aux découpages électoraux, à la tactique électorale, aux pressions économiques, à la propagande et autres astuces de même espèce). De plus, le mandataire public est irresponsable, le citoyen contrôle très mal son mandataire, celui-ci n'est pas son représentant.

Comparons ce pseudo-mandat public avec une représentation, par exemple celle du préfet, représentant du pouvoir central dans sa région. Le préfet peut

être révoqué à tout instant par décret en conseil des ministres, celui-ci sait tenir en main ses représentants.

Conclusion : Quand la banque Rothschild se choisit un mandataire (comme naguère Pompidou), le mandat est strict. Quand le même Pompidou délègue des agents de l'«autorité», le mandat est toujours strict. Mais quand le «peuple» délègue ses pouvoirs, qu'**il lui est d'ailleurs interdit d'exercer directement, ne serait-ce qu'en partie, le mandat devient extrêmement souple**, pour ne pas dire inexistant. Dans les deux cas précédents, le mandat est un mécanisme, dans le dernier cas, c'est une fiction.[89]

Est-ce à dire que les gouvernements, ou d'une manière plus générale tous les détenteurs de cette fameuse souveraineté, soient incontrôlés ? (l'idée selon laquelle le Général De Gaulle «fait tout ce qu'il veut»). Ce serait avoir une idée bien naïve de notre monde.
Le gouvernement n'est pas assuré par le «peuple», cette aimable abstraction, mais par une minorité (une classe) et par des moyens autres que ceux du vote.

Le système électoral ne peut être un moyen technique de choisir des responsables. Il y a pourtant une raison à tout ce gaspillage de temps et d'argent qu'est une campagne électorale. Ce qui n'est qu'une bien pauvre fiction juridique devient, dans la vie, une importante opération d'intoxication psychologique. Si le pouvoir de la minorité dirigeante s'exerçait sans masque, il deviendrait vite intolérable pour la plupart des gens. Le pouvoir prétend donc s'exercer au nom des gouvernés eux-mêmes. Encore faut-il de temps à autre, leur donner l'impression qu'ils participent.

C'est le conte classique de la fée qui prête sa baguette magique : fais un vœu, etc. Le vœu se retourne d'ailleurs souvent contre celui qui l'a fait, et la baguette magique revient en des mains plus capables. Pendant un jour, le lampiste de base peut avoir l'impression qu'il a le pouvoir. Pendant quelques semaines, tous les hommes politiques, de tous les partis «révolutionnaires» ou non, vont essayer de lui faire croire qu'il est important, que son opinion compte. L'opération est-elle en général réussie ? oui et non : oui, puisque au moins 50% des gens votent ; non, parce que les pourcentages d'abstention sont gênants,[90] et surtout «parce qu'il faut bien faire quelque chose». Pour beaucoup d'entre eux, la vie se charge de les rappeler à la réalité.

Les élections sont donc pour les anarchistes tout au plus une sorte de vaste socio-drame dirigé, auquel la collectivité est invitée à participer, pour mieux retourner ensuite au travail. Mais où est donc le pouvoir ? Dans les mains d'un groupe social modeste et discret, qui fait tout ce qu'il peut, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, pour expliquer qu'il n'existe pas.

Le gouvernement du peuple

La France est divisée en 3.800 communes, 89 départements, 23 ressorts de légions de gendarmeries, 17 régions de police judiciaire, 9 régions de

groupements de C.R.S., 9 régions militaires, 9 ressorts de «super-préfets». Et tout en haut de cette pyramide veille le ministre de l'Intérieur.

Tous les fils du «gouvernement des hommes» (et pas simplement la police) sont rassemblés dans ses mains, tandis que son puissant collègue, le Ministre des Finances, s'occupe des grandes lignes de «l'administration des choses».

Voici quelle est l'organisation du ministère de l'intérieur :

Premier niveau. — le ministre et son cabinet : secrétariat + services adjoints (courriers, chiffres, transmissions, protection civile et service «intérieur».). **Deuxième niveau.** — Six directions : 1. Finances et contentieux. 2. Personnel et matériel de police. 3. Réglementation. 4. Affaires départementales et communales (tutelle des collectivités locales). 5. Personnel et affaires politiques (administre le corps préfectoral, tient à jour les dossiers, propose l'avancement, prépare les élections).[91] 6. La direction générale : la plus importante, se subdivise elle-même en quatre directions : a) personnel et matériel. b) police judiciaire (rue des Saussaies). c) renseignements généraux (force politique). d) surveillance du territoire (contre-espionnage).

Troisième niveau. — Les **igames** (super-préfets) : prennent tous les pouvoirs du ministre «en cas de troubles, grève générale par exemple» **.**[92]

Quatrième niveau. — Les préfets «dépositaires dans les départements de l'autorité de l'État». Pour le département de la Seine et les 193 communes suburbaines : deux préfectures: 1) de la Seine; 2) de Police : se subdivise en trois services : a) police municipale; b) renseignements généraux (étrangers, contre-espionnage, mouvements factieux); c) police judiciaire (Quai des Orfèvres : quatre brigades: finances, de la voie publique, volante, mondaine).

Le ministre exerce sur tous les fonctionnaires de son administration le pouvoir hiérarchique le plus total. Tous les fonctionnaires dépendent de son ministère, à tous les niveaux et à tous moments sont révocables sans motivation de la décision.

Recrutement : concours à l'École nationale d'Administration avec affectation à la sortie au Ministère de l'Intérieur. Mais le gouvernement peut toujours refuser une candidature ou recruter à l'extérieur.

Ce n'est qu'au **cinquième niveau** qu'interviennent des élections (sauf à Paris où les maires ne sont pas élus, mais nommés).

Le Maire et le Conseil municipal : le conseil municipal est élu par les habitants de la commune en principe tous les six ans (le préfet fixe la date des élections). Il n'est pas permanent (4 sessions, mais possibilité de sessions extraordinaires). Le gouvernement peut dissoudre le conseil municipal (décret en conseil des ministres) sans donner de motifs. Le préfet peut prononcer la «démission d'office» d'un conseiller, notamment en cas de refus d'accomplir une fonction prescrite par la loi.

Pouvoirs du conseil municipal : vote du budget, création de services municipaux. Cette attribution pouvait offrir des possibilités, et à la fin du XIXe siècle, un courant de «socialisme municipal» entraîne certaines communes à créer, sous ce prétexte, des boulangeries municipales, des boucheries municipales, des pharmacies municipales,
La réaction fut d'abord brutale (1901, interdiction par le conseil d'Etat) puis plus nuancée : autorisation de principe, mais seulement en cas de carence des

entreprises privées (loi de 1926 et de 1955) et surtout avec l'organisation suivante, en cas de gestion directe, de Régie, par la municipalité (c'est à dire le seul cas où on pourrait parler de tendances «collectivistes» : le service sera administré par un conseil d'exploitation et un quart des membres nommé par le préfet, un quart par le maire, le directeur nommé par le maire avec **l'agrément du préfet**, le reste des membres peut être nommé par le conseil municipal.

Le maire est élu par le conseil municipal. Il est placé «**sous l'autorité**» du préfet pour : la tenue de l'état-civil, la révision des listes électorales, la collaboration avec la police. Dans tous les cas, il peut être suspendu pour un mois par le préfet (sans motif déclaré), trois mois par le ministère de l'intérieur (idem) et même révoqué par décret motivé (le conseil d'Etat admet comme motivation les injures «grossières» à l'égard d'un ministre).

Pouvoir des maires ? Il prépare le budget (les recettes ordinaires en tant que «représentant du conseil municipal», insuffisantes la plupart du temps, sont fixées mais libres : les emprunts sont autorisés par le gouvernement. Parmi les dépenses, certaines sont obligatoires, d'autres interdites. Toutes celles qui restent sont libres). Le maire a l'entier pouvoir du plan d'alignement des voies de la commune, les reconnaissances de dettes communales, les procès communaux.
Il reste toutefois, en tant que représentant du conseil municipal, placé sous «la surveillance» du préfet. Il est tenu de se conformer aux lois et aux règlements en vigueur.

La classe dirigeante

Les classes dirigeantes passées ayant été bien étudiées (ce sont toujours les classes dirigeantes passées qui sont étudiées), il n'est pas difficile d'en donner une définition : la classe dirigeante est un groupe social minoritaire qui s'est emparé de la direction du reste du milieu social en contrôlant l'organisation politique de ce milieu (elle détient les postes de «commandement», et notamment le monopole de la force armée) et l'organisation économique (soit directement : patron, soit indirectement : État-patron). La conséquence et le signe infaillible de sa prédominance sociale est sa richesse ; si «l'élite» dirigeante n'est pas riche en arrivant au pouvoir, elle ne tarde jamais à le devenir (par richesse, il faut entendre naturellement niveau de vie : peu importe que celui qui dispose d'un palais n'en soit pas «propriétaire», du moment qu'il sait qu'il pourra s'en servir tant qu'il le désire). Enfin, ce groupe social, cette classe, tend automatiquement à la continuité, c'est à dire à l'hérédité du niveau social ; et, corrélativement, elle est à peu près fermée à tout intrus d'un niveau social «inférieur».

Cette définition un peu longue une fois posée, nous pouvons nous demander s'il y a vraiment, oui ou non, une classe dirigeante actuellement. Et nous rencontrons d'abord trois arguments qui nous démontrent qu'il n'y a plus «à proprement parler» de classe dirigeante :

1. *«Les industries clés sont nationalisées, ou en voie de l'être. Les grandes entreprises elles-mêmes sont intégrées dans le plan national. Il n'y a donc plus que des salariés, la «plus-value» tend à disparaître sauf dans le petit commerce, la petite industrie, tenus pour négligeables. L'argument joue encore plus dans le cas de la Russie où tout est pratiquement nationalisé (et non collectivisé comme on le dit à tort).»*

Cette première objection doit à notre avis être écartée immédiatement. Elle confond en effet la **manière** dont une classe s'approprie à la fois le pouvoir et un niveau de vie très supérieur (les deux sont toujours liés) avec **l'existence** de cette classe. Or le mode d'appropriation juridique du pouvoir et de la richesse importe peu en fait. La haute bourgeoisie du XIXe siècle détenait le pouvoir parce qu'elle était individuellement propriétaire des moyens de production, et qu'elle percevait la plus-value. Mais les ancêtres de cette bourgeoisie dans les siècles précédents n'avaient conquis cette position que par l'accaparement des charges publiques. Avant elle, la haute noblesse féodale tirait la richesse de l'exercice des pouvoirs publics.

Cette rapide remontée dans les siècles, pour superficielle qu'elle soit, aide à comprendre que l'exploitation de la société par une classe peut prendre bien d'autres formes que celles de la propriété privée du code civil et de la plus-value au sens strictement marxiste du terme.
D'ailleurs, que le capitalisme ait changé, c'est là une évidence, encore convient-il de bien noter que la régression de la petite et moyenne entreprise au profit des trusts à caractère monopoliste n'en a pas pour autant désagrégé la classe bourgeoise, bien au contraire, elle a plutôt renforcé la solidarité soumise des petits actionnaires avec les «gros», en même temps qu'elle a accru la puissance de ceux-ci et notamment au niveau politique, en consommant la réconciliation du capitalisme industriel avec le capitalisme bancaire.

2. Les différences de niveau de vie (si importantes puisqu'elles forment la mentalité du groupe social, et ses raisons d'agir) se seraient atténuées : Il n'y aurait plus de fossés entre groupes sociaux, on passerait d'un niveau de revenu à un autre par d'insensibles transitions. C'est l'image d'une pente douce, avec le manœuvre portugais à un bout et le président-directeur de Péchiney à l'autre. Il y a bien une petite différence, mais le dimanche ils portent le même complet... Ce genre d'exemple simplet est fréquent dans certains milieux.

3. De toute façon, l'inégalité encore existante dans les niveaux sociaux serait le strict reflet de la «valeur individuelle» de chacun. La preuve en serait que si, par exemple, le fils du manœuvre portugais, devenu français bien entendu, a les «capacités intellectuelles», il pourra s'élever dans l'échelle sociale et, qui sait, devenir président-directeur de, disons St Gobain, pour varier.

L'argumentation tout entière se résume alors ainsi : il manque, de nos jours, deux caractères essentiels pour faire une classe dirigeante : la différence très nette de niveau de vie, autrement dit la coupure sociale (argument 2), et l'hérédité (argument 3). Cette argumentation paraît très démentie par ce que nous pouvons savoir de la réalité.

La coupure sociale

La pyramide des revenus (I.N.S.E.E.). — Établie par l'Institut national de la statistique (le seul organisme sérieux actuellement, et de plus d'Etat), cette pyramide révélatrice a peu attiré l'attention de la presse. A notre connaissance, elle n'a été publiée que par *France Observateur* et *Tribune Socialiste* (troisième semaine d'octobre 1964). Elle méritait pourtant plus d'intérêt.[93] Ce document nous enseigne entre autres :

1. Que la hiérarchie des revenues est énorme dans notre pays, puisque près d'un million de vieux, économiquement faibles, ne disposent que de 6.000 francs par mois, alors qu'à l'autre extrémité de la pyramide, plus de 500 familles ont un revenu de 5 à 6 millions par mois chacune (150.000 disposent de plus de 312.000 francs par mois, 14.000 de plus de 625.000 francs, 3000 de plus de trois millions, et quelques dizaines de 10 à 20 millions par mois).

La hiérarchie des revenus en France va donc de 1 à 2000 ou 3000. Encore cette disparité de revenus serait-elle beaucoup plus forte si les classes privilégiées ne dissimulait pas au fisc une partie importante de leurs revenus, soit que la loi les y autorise (revenus d'emprunts d'Etat, intérêts de prêts aux sociétés d'investissement, certains bénéfices dans la vente d'appartements, avantages en nature offerts à leurs dirigeants par les grandes sociétés : chauffeurs, auto, villa, chasse, domestique, yachts, soit qu'elles fraudent purement et simplement (commerçants, professions libérales...). Les revenus réels de ces groupes sociaux favorisés sont manifestement supérieurs à ceux que le fisc a recensés dans la pyramide ci-dessus.

2. Comme nous l'avons rappelé bien des fois, la grande masse des ménages français n'a encore qu'un revenu extrêmement bas, puisque 45% disposent de moins de 62.500 à 100.000 francs par mois. Au total, trois ménages sur quatre ont moins de 100.000 francs par mois pour vivre.

Cela n'est pas pour surprendre, puisque les statistiques du ministère du travail établissent que 65% des ouvriers et des employés gagnent encore moins de 55.000 anciens francs par mois et que les salaires moyens pour ces deux catégories — qui constituent les 7/8 des salariés du commerce et de l'industrie — sont d'environ :

	Hommes	Femmes
Ouvriers	58.000	38.000
Employés	68.000	52.000

Pour ce qui est de l'hérédité, la documentation se fait plus rare, on pourra cependant prendre une connaissance assez précise du rôle politique et économique que jouent les dynasties financières et industrielles, en compulsant les numéros du «Crapouillot» : «les gros» et les «200 familles»... et aussi «les maîtres de l'UNR» et «la république des Rothschild». Mais l'idée qui nous intéresse ici est celle de la «promotion sociale» : la promotion des individus de valeur serait une réalité, du fait que l'université est ouverte à tous.

Les statistiques récemment publiées dans un ouvrage au titre significatif [94] par les sociologues Passeron et Bourdieu, nous montrent que l'université compte 0,6% de fils de salariés agricoles, 0,9% de fils de personnel de service, 6,4% de fils d'ouvriers, et 7,9% d'employés (de bureau et de commerce). Contre 28% de

fils de cadres supérieurs et de membres de professions libérales, 17,7% de fils de patrons de l'industrie et du commerce, 17,8% de fils de cadres moyens et 7% de fils de rentiers sans profession. Ces pourcentages, déjà révélateurs quant à l'égalitarisme de l'enseignement français, deviennent probants si l'on en déduit le nombre d'étudiants pour 1000 personnes actives de la catégorie d'origine ; ce nombre part de 1,4 pour les salariés agricoles, 1,7 pour le personnel de service, 1,9 pour les ouvriers, passe à 6,8 pour les employés, pour aboutir ensuite à 106,8 pour les industriels et 168 pour les professions libérales.

Aux obstacles économiques, évidents, s'ajoutent les obstacles culturels, peut-être moins apparents mais tout aussi efficaces (cf. titre de l'ouvrage cité) et qui ont notamment pour effet, d'une part le retard et le piétinement des «classes défavorisées» qui, s'il n'est pas absolument rédhibitoire quant à l'obtention des «places» s'accompagne d'autre part d'une relégation des «classes inférieures» dans certaines disciplines : 7,2% et 8,6% de fils d'ouvriers en lettres et en sciences (pour devenir : professeurs, techniciens, cadres moyens et subalternes...) contre 4,8% en droit, 3,1% en médecine et 2,2% en pharmacie, alors que les fils de cadres supérieurs et professions libérales, par exemple, sont 27,1% en droit, 34% en médecine, 44,2% en pharmacie, contre 27,6% et 25,1% en sciences et en lettres. L'inégalité est encore plus nette pour ce qui est des grandes écoles, pépinières de futurs cadres supérieurs, administrateurs publics et privés. Prenons les écoles les plus renommées pour leurs débouchés : Polytechnique compte dans ses effectifs 2% de fils d'ouvriers contre 13% de fils de patrons de l'industrie et du commerce et 57% de fils de professions libérales et cadres supérieurs ; les écoles normales supérieures de la rue d'Ulm (garçons) et de Sèvres (filles) dénombrent 3% de fils d'ouvriers contre 51% de fils de cadres supérieurs et professions libérales, et 9% de fils de patrons de l'industrie et du commerce. Arrivons-en, pour terminer ces énumérations fastidieuses, au sanctuaire de la haute bourgeoisie qu'est l'Institut d'Étude Politique (sciences-Pô pour ceux qui connaissent !) et qui prépare à «ma très fidèle» École Nationale d'Administration (préfets, sous-préfets, diplomates, secrétaires de cabinet, Conseil d'Etat, ministère des Finances...) : on y trouve 2% de fils d'ouvriers (33,8 % de la population active) contre 19% de fils de patrons de l'industrie et du commerce (12% de la population active).

Ainsi donc si pour un fils de prolétaire les chances d'accéder au poste de cadre moyen sont minimes, celles d'accéder à celui de cadres supérieurs ou plus généralement de dirigeants sont purement symboliques, tant il est vrai que :

«Les classes privilégiées trouvent dans l'idéologie (de la sélection par le talent) une légitimation de leurs privilèges culturels qui sont ainsi transmués d'héritage social en grâce individuelle ou en mérite personnel.
Ainsi masqué, le “racisme de classe” peut s'afficher sans jamais s'apparaître.»

(Op. cit.)

Telle est, nous semble-t-il, la juste réponse à l'argument n° 3.

Il reste cependant, et c'est là précisément notre propos, une voie d'accès vers un niveau plus élevé de l'ordre social pour les ambitions prolétariennes individuelles, c'est la voie politique et surtout parlementaire (on pourrait envisager dans cette optique un parlementarisme syndical). L'histoire de la social-démocratie allemande et des partis communistes français et italiens

(entre autres...) est bien faite pour inciter l'arrivisme, ou du moins pour le catalyser, les «représentants» élus, des partis soi-disant prolétariens, et même «révolutionnaires», savent se montrer collectivement de bons gardiens du système dès lors que, députés, il leur assure largement le nécessaire et le superflu, et satisfait leur volonté de puissance (en 1936 : «*il faut savoir terminer une grève*»). Ce sont même de bons gérants du capitalisme à qui l'on peut faire confiance dans les heures graves (en 45 : «*Produire d'abord, revendiquer ensuite*», «*La grève c'est l'arme des trusts*». Mais individuellement aussi, les politiciens du prolétariat peuvent se faire apprécier comme éventuels administrateurs de sociétés (privées), plus couramment encore ils peuvent être tout simplement vénaux. Ce sont là les seuls modes de «promotion sociale» du prolétariat, le second terme de l'alternative étant la destruction de cet ordre libéral hiérarchisé.

Il pourrait y avoir une certaine confusion entre *notre attitude antiparlementaire et celle des idéologues totalitaires* (elles deviennent parlementaristes quand elles peuvent organiser la terreur policière). Si nous sommes anti-parlementaristes, c'est parce que nous reprochons au parlementarisme *son manque de démocratie* (dans le sens «pouvoir du peuple»), tandis que les théories totalitaires lui reprochent *un excès de démocratie*. Les uns et les autres considèrent que le régime électoral et parlementaire, tout en gardant les apparences d'un «vox populi», n'est pas une vraie expression de la voix du peuple. Nous considérons que cela provient de deux faits : le député et le pouvoir législatif sont un paravent au vrai pouvoir, celui de la classe dominante qui utilise les façades pseudo-populaires pour toujours imposer ses décisions ; par le truchement du vote, on continue de tenir et de perpétuer les vieux sentiments, les vieilles habitudes et les symboles de représentation de soumission, d'abdication, de centralisation, d'irresponsabilité, d'immaturité des masses en les empêchant de s'occuper effectivement et directement des problèmes de leur propre vie en tant que producteurs, consommateurs et citoyens.

Les théories autoritaires, encore plus les théories totalitaires, par contre, refusent toute participation populaire, même la fiction du parlementarisme, en décrétant que la masse n'a qu'un devoir — se soumettre, obéir, exécuter les directions venues d'en haut, soit d'un chef providentiel et omniscient, soit d'une oligarchie, parti, mouvement, armée.

L'attitude antiparlementaire classique nous semble insuffisante. La plupart des électeurs sont d'accord sur le côté ridicule et impuissant de la pratique électoraliste, mais *ils continuent tout de même à voter*, parce qu'ils ne voient pas d'autre possibilité. La propagande antiparlementaire purement négative ne suffit pas, il faut en même temps proposer quelque chose d'autre. Cet «autre chose» peut se situer sur deux plans : un plan *lointain* — le changement du régime par un autre, plus juste, plus humain, vraiment démocratique ; un plan *quotidien* — l'encouragement et la participation en tant qu'individu (dans certains cas même, en tant que groupe ou fédération), à l'activité sociale quotidienne, surtout celle où l'emprise étatique est la moins forte, pour pouvoir susciter, encourager les initiatives, les aspirations, les besoins venant de la base, c'est-à-dire de vastes couches du peuple.

L'organisation libertaire de la vie sociale n'est que l'expression de la démocratisation poussée et effective : une multitude d'organisations locales le plus autonome possible (donc le plus responsable et le plus «adulte») réunies

par agglomération, par région, par unité territoriale, réunies aussi par affinité et similitude d'intérêt et de travail, sur la base d'entraide, de fédéralisme, d'autogestion.

L'élimination des secteurs de distribution artificielle (comme aujourd'hui tel produit vendu 5 ou 8 fois plus cher au consommateur qu'il n'est acheté au producteur) abaissera les coûts de production. La concentration des industries, horizontalement et verticalement, supprimera la concurrence et permettra de diversifier, d'adapter l'offre à la demande. Le nivellement, la réduction des différences de salaires évitera les inégalités sociales créées dans les régimes actuels capitalistes et communistes à des fins démagogiques et répressives («diviser pour régner»).

Il est à remarquer que ces trois mesures : suppression des secteurs parasitaires, de la concurrence et égalisation des salaires, en même temps que la création de conseils ou comités ouvriers ou paysans, sont les phénomènes qui apparaissent dans tout mouvement historique où les masses ont une part importante. La Russie de 1917-21, les mouvements spartakistes allemands de 1919-20, les occupations d'usines en Italie en 1920, l'Espagne en 1936, la Hongrie en 1956, l'Algérie en 1962, pour ne prendre que les exemples les plus caractéristiques, ont appliqué ces méthodes. Il ne s'agit par conséquent pas d'une vue théorique. Et il est aussi intéressant de signaler que c'est en Espagne, où l'anarchisme était le plus puissant et le plus organisé, que la participation des travailleurs à la gestion de la société a été la plus poussée.

Les conceptions anarchistes de gestion ne sont pas spécifiques au mouvement anarchiste, elles sont une nécessité dans une société dont les besoins et les contradictions ont créé les chambres à gaz et les bombes nucléaires.

P. J. VIDAL

N° 29 — 1965 —

Élections (suite).

LA C.N.T. ET LES ÉLECTIONS

Depuis sa création (novembre 1910) jusqu'à son interdiction en 1923 lors de l'instauration de la dictature de Primo de Rivera, la Confédération Nationale du Travail n'eut guère à se poser le problème des élections. Celles-ci n'intéressaient que la droite, qui truquait ouvertement le scrutin grâce à ses hommes de main locaux (caciquismo) ou grâce à des fonctionnaires subornés

(pucherazo). La gauche, soit dit en passant, faisait de même mais à une échelle inférieure.

La chute de Primo de Rivera, en 1927, et le régime de transition de Berenguer donnèrent lieu à des élections en vue de créer une assemblée constituante en avril 1931. A dire vrai, ces élections ne faisaient que sanctionner une série d'accords politiques entre la droite modérée et les républicains, pour remplacer la monarchie parlementaire par une république (pacte de San Sébastian).

De 1923 à 1927, la C.N.T. étant interdite, une partie des militants se réfugia en France et en Belgique, mais la grande majorité resta en Espagne. (Il est à noter que le parti communiste, fondé par deux groupes différents en 1921, puis regroupé, était si faible qu'il ne fut pas interdit). Cependant, la propagande anarchiste demeurait et les journaux anarchistes d'Amérique latine circulaient en assez grand nombre. Les exilés de France firent des tentatives armées pour s'introduire en Espagne, mais échouèrent (Val d'Aran et Bidassoa). Comme dans tout mouvement en exil, des mésententes apparurent, certains éléments prirent contact avec des politiciens et participèrent indirectement au pacte de San Sébastian (Pestana), les autres travaillèrent avec les anarchistes français et avec différents anarchistes exilés: russes et italiens. Eusebio Carbo et Orobon Fernandez participèrent même aux réunions sur la plateforme d'Archinof[95] (témoignage d'Ugo Fedeli, participant également, dans *Volontà*, anno III, 6-7, page 373).

La C.N.T., redevenue légale en 1930, annonça bien avant les élections de 1931 que la république ne valait pas mieux que la monarchie, et elle donna la consigne d'abstention.

L'incapacité de la monarchie amena la majorité des votants à élire les candidats républicains, ce qui provoqua le départ du roi ; aucune effusion de sang n'avait eu lieu et, d'autre part, aucun changement social, si minime soit-il, n'avait été fait.

Une bonne preuve de ce que le changement de régime était une farce nous est donnée par l'ancien maire de Sabadell, José Maria Marcet Coll, franquiste aimant parler ferme et franc : «Et le 14 avril 1931, à l'abri d'élections municipales qui, en réalité, signifiaient peu de chose, on forgea rien moins que la chute de la monarchie sans que les monarchistes eux-mêmes ne la défendissent — certains d'ailleurs poussèrent à la roue — et la proclamation de la république» (*Mi ciudad y yo*, page 12, Barcelone 1963).

Plutôt que d'utiliser uniquement des témoignages de camarades, il nous semble préférable de présenter d'abord les chiffres des abstentions, d'en tirer des lignes générales, puis de les comparer à ces témoignages pour essayer de conclure. (Documentation tirée de la thèse de Jean Bécarud: *La IIe République espagnole*, 1962. Fondation nationale des Sciences politiques.)

Nous considérons que les abstentions dues à la propagande anarchiste apparaissent à partir de 30% des inscrits qui n'ont pas voté ; en-dessous, c'est le chiffre moyen d'abstention considéré normal dans toute élection. Il nous faut tout de suite faire remarquer que nos considérations sont aléatoires, du fait qu'il faut inclure parmi les abstentionnistes anarchistes ceux, nombreux, qui ont refusé de se faire inscrire comme votants et qui sont exclus des chiffres que nous allons citer. Cependant nous aurons une idée générale.

Tout d'abord il faut savoir où était la C.N.T. Selon les délégations ayant participé au congrès de 1910, on voit qu'elle s'étendait à la Catalogne et à l'Andalousie et, en moins grande proportion, au Levant, aux Asturies et à la Galicie. Ailleurs il y avait des foyers locaux, comme Madrid et Puertollano en Castille, Santander et Pasajes sur la côte cantabrique.

En 1931, les provinces ayant plus de 35% d'abstentions sont :
De 35 à 40% : Oviedo, Barcelone, Séville, Grenade, Almérie, Murcie.
De 40 à 45% : Cadix, Malaga et la Corogne.
Plus de 45% : Pontevedra.

Dans toutes ces provinces, la C.N.T. est fortement implantée, donc la démonstration est nette : des consignes ont été données et elles ont été suivies.

Il est intéressant de remarquer que, selon le recensement de 1930, les régions les plus peuplées d'Espagne sont : de 750.000 à 1.000.000 d'habitants : La Corogne, Oviedo, Séville ; plus de 1.000.000 d'habitants : Barcelone, Madrid, Valence. Ajoutons que les régions les plus industrielles étaient (et sont) Oviedo, Barcelone, Madrid, Valence et le Pays Basque. On remarque donc que toutes les régions les plus peuplées d'Espagne (sauf Madrid et Valence) et les régions industrialisées (sauf Madrid, Valence et le Pays Basque) sont touchées par l'influence de la C.N.T. en 1931. Ceci est une preuve de ce que l'anarchisme espagnol n'est pas confiné dans les régions les plus retardées d'Espagne.

Voyons maintenant les élections de 1933. En 1931, la C.N.T. avait ordonné un soulèvement, puis en 1933 un autre. La consigne fut l'abstention massive pour permettre à la droite de gouverner et pour déclencher la révolution en entraînant les militants de l'U.G.T. : «*Nous ferons les alliances dans la rue.*» Telle fut la position de la C.N.T.

En 1933, les provinces ayant plus de 35 % d'abstentions sont :

De 35 à 40% : Léon, Alméria, Teruel, Lérida, Gérone, Barcelone.
De 40 à 45% : La Corogne, Pontevedra, Saragosse, Tarragone.
Plus de 45% : Huesca, Séville, Cadix, Malaga.

L'affaire est nette : plusieurs provinces se détachent : la Galice, l'Aragon, une partie de la Catalogne (Barcelone), la Basse-Andalousie. De nouvelles régions ont été gagnées : au Léon, en Aragon et dans le reste de la Catalogne. Si on ajoute à ces chiffres les abstentions de 30 à 35% on retrouve toutes les régions de 1931 : Grenade, Murcie, Oviedo, etc.

L'Espagne à tendance franchement anarchiste se dessine nettement en trois blocs :

1) L'Aragon, la Catalogne et la petite province de Logrono.
2) La Galicie et les Asturies.
3) L'Andalousie et le Levant (sauf Valence).

Passons, pour finir, aux élections de 1936, les plus controversées.

La C.N.T. a lancé un mouvement en décembre 1933 et n'a pu entraîner les masses, bien au contraire, l'U.G.T. a refusé de suivre la grève générale appliquée par la C.N.T. (voir *El Sol*, 12 décembre 1933, page 10).

En octobre 1934, le parti socialiste a lancé une insurrection générale sans avertir la C.N.T., qui y a pourtant participé aux Asturies. Mais les mouvements

de 1931, 1933 et 1934 ont amené l'arrestation d'un grand nombre de militants aguerris (10 à 15.000, le chiffre des emprisonnés étant de 30.000 environ), plusieurs membres importants de la C.N.T, dont Durruti (voir *El Congreso Confederal de Zaragoza*, page 145), sont pour le vote, c'est-à-dire la libération des prisonniers. Cependant une campagne pour l'abstention est menée, mais à Saragosse et à Barcelone le vote est préconisé (même source).[96]

Voici le résultat des abstentions en 1936

De 35 à 40% : La Corogne, Lugo, Zamora, Cadix, Alméria, Murcie.
De 40 à 45% : Burgos, Guadalajara, Malaga.
Plus de 45% : Teruel.

De nouvelles régions apparaissent : Lugo, Zamora et Guadalajara. Lugo a eu de 30 à 35% d'abstentions en 1933, Zamora également, Burgos de 20 à 30%, de même que Guadalajara. Si pour Lugo et Zamora on peut envisager une poussée de la C.N.T., pour Burgos et Guadalajara nous pensons qu'il s'agit de circonstances étrangères à l'influence de la C.N.T.

On remarque que, sauf pour les quatre régions que nous venons de voir, les six autres ont déjà obtenu de fortes abstentions en 1931 ou en 1933 (et 1933 pour la Corogne, Alméria, Cadix, Malaga), donc ce sont surtout l'Aragon et la Catalogne qui ont voté ; ailleurs les résultats sont sensiblement identiques.

Conclusions

Les élections de 1931, 1933 et 1936 montrent que :

— La C.N.T. est un mouvement de masse solidement implanté.
— Elle a étendu son influence de 1931 à 1933 (les chiffres de 1936 ne permettent pas de vérifier si cette avance continuait).
— Alors qu'en 1931 et 1933 ils se sont abstenus, les militants de la C.N.T. ont en majorité voté en 1936. Ce vote a-t-il apporté quelque chose de positif ?

Les prisonniers ont en partie été libérés, mais aucun des éléments de la crise économique et politique n'a changé. Le leurre que furent ces élections est évoqué par Felipe Alaiz :

«Pour l'Espagne, rappelons que, lors des élections de février 1936, on propageait la nécessité de voter «pour écraser le fascisme». On vota pour écraser le fascisme et, cinq mois après avoir été écrasé au Parlement, le fascisme surgit dans la rue avec la violence que l'on sait» (*Nueva maldicion del 1945*, page 9).[97]

Si les anarchistes furent presque partout en Espagne la seule force organisée à réagir immédiatement et par les armes,[98] ce n'est pas à leur «électoralisme»

très circonstanciel de 1936 qu'ils le doivent, mais, bien au contraire, aux habitudes d'action directe qu'ils avaient depuis si longtemps.

RENOF

PROUDHON ET LE PARLEMENTARISME

«Le peuple, dans le vague de sa pensée, se contemple comme une gigantesque et mystérieuse existence et tout dans son langage semble fait pour l'entretenir dans l'opinion de son indivisible unité. Il s'appelle le Peuple, la Nation, c'est-à-dire la Multitude, la Masse ; il est le vrai souverain, le Législateur, la Puissance, la Domination, la Patrie, l'État.

«Il a ses Convocations, ses Scrutins, ses Assises, ses Manifestations, ses Prononcements, ses Plébiscites, sa Législation directe, parfois ses Jugements et ses Exécutions, ses Oracles, sa Voix.

Autant il se sent innombrable, irrésistible, immense, autant il a peur des divisions, des scissions, des minorités.

«Son idéal, son rêve le plus délectable, est unité, identité, uniformité, concentration ; il maudit comme attentatoire à sa majesté tout ce qui peut partager sa volonté, couper sa masse, créer en lui diversité, pluralité, divergence (...).»

«Plein de ses mythes et se considérant comme une collectivité essentiellement indivise, comment le peuple saisirait-il le rapport de plein saut de l'individu à la société ?

Comment sous son inspiration les hommes d'État qui le représentent donneraient-ils la vraie formule du gouvernement ? Là où règne dans sa naïveté le suffrage universel, on peut affirmer d'avance que tout se fera dans le sens de l'indivision. Le Peuple étant la collectivité qui renferme toute autorité et tout droit, le suffrage universel pour être sincère dans son expression devra autant que possible être lui-même indivis. C'est-à-dire que les élections devront se faire par scrutins de liste : il s'est même trouvé en 1848 des unitaires qui demandaient qu'il n'y ait qu'une seule liste pour les 86 départements.

De ce scrutin indivis surgit donc une assemblée indivise, délibérant et légiférant comme un seul homme : En cas de division du vote, c'est la majorité qui représente, sans diminution aucune, l'unité nationale. De cette majorité sortira à son tour un gouvernement indivis qui, tenant ses pouvoirs de la nation indivise, est appelé à gouverner et administrer collectivement et indivisement, sans esprit de localité, ni intérêt de clocher. C'est ainsi que le système de centralisation, d'impérialisme, de communisme, d'absolutisme, tous ces mots

sont synonymes, découle de l'idéalisme populaire ; c'est ainsi que dans le pacte social, conçu à la manière de Rousseau et des jacobins, le citoyen se démet de sa souveraineté et que la commune, le département et la province ne sont plus que des agences sous la direction immédiate du ministère.»

«Les conséquences ne tardent plus à se faire sentir : le citoyen et la commune déchus de toute dignité, les envahissements de l'État se multiplient, et les charges du contribuable croissent en proportion. Ce n'est plus le gouvernement qui est fait pour le peuple, c'est le peuple qui est fait pour le gouvernement. Le pouvoir envahit tout, s'arroge tout, à perpétuité, toujours, à jamais ! Guerre et marine, administration, justice, police, instruction publique, créations et réparations publiques ; banques, bourses, crédit, assurances, secours, épargnes, bienfaisance ; forêts, rivières, canaux ; cultes, finances, douanes, commerce, agriculture, industries, transports. Sur le tout un impôt formidable, qui enlève à la nation le quart de son produit brut. Le citoyen n'a plus à s'occuper que d'accomplir dans son coin sa tâche, recevant son salaire, élevant sa famille et s'en remettant pour le surplus à la providence du gouvernement.»

«Devant cette disposition des esprits, au milieu des puissances hostiles à la révolution, quelle pouvait être la pensée des fondateurs de 89, amis sincères de la liberté ?

N'osant rompre le faisceau de l'État, ils devaient surtout se préoccuper de deux choses : 1° de contenir le pouvoir toujours prêt à usurper ; 2° de contenir le peuple, toujours prêt à se laisser entraîner par ses tribuns et à remplacer les mœurs de la légalité par celles de l'omnipotence.»

«Jusqu'à présent, en effet, les auteurs de constitutions, Seyès, Mirabeau, le sénat de 1814, la chambre de 1830, l'assemblée de 1848, ont cru non sans raison, que le pouvoir capital du système politique était de contenir le pouvoir central, en lui laissant toutefois la plus grande liberté d'action, et la plus grande force. Pour parvenir à ce but, que faisait-on ? D'abord on divisait le pouvoir par catégorie de ministères ; puis on distribuait l'autorité législative entre la royauté et les chambres à la majorité desquelles on subordonnait encore le choix que le prince devait faire des ministres. Enfin l'impôt était voté, pour un an, par les chambres, qui saisissaient cette occasion de passer en revue les actes du gouvernement.»

«Mais, tandis qu'on organisait le parlementage des chambres contre les ministères, qu'on balançait la prérogative royale par l'initiative des représentants, l'autorité de la couronne par la souveraineté de la nation ; tandis qu'on opposait des mots à des mots, des fictions à des fictions, on adjugeait au gouvernement sans réserve aucune, sans autre contrepoids qu'une vaine faculté de critique, la prérogative d'une administration immense ; on mettait en ses mains toutes les forces du pays ; on supprimait, pour plus de sûreté, les libertés locales ; on anéantissait avec un zèle frénétique «l'esprit de clocher». On créait, enfin, une puissance formidable, écrasante, à laquelle on se donnait ensuite le plaisir de faire une guerre d'épigrammes. Aussi qu'arrivait-il ? l'opposition finissait par avoir raison des personnes : on renversait une dynastie, puis une seconde ; on mettait empire sur république, et le despotisme centralisateur, anonyme, ne cessait de grandir, la liberté de décroître.

Tel a été notre progrès depuis la victoire des jacobins sur la Gironde. Résultat inévitable d'un système artificiel, où l'on mettait d'un côté la souveraineté

métaphysique et le droit de critique, de l'autre toutes les réalités du domaine national, toutes les puissances d'action d'un grand peuple.»

PROUDHON.
«Le principe fédératif», chapitre X.
Idéalisme politique, efficacité de la garantie fédérale.
(extraits)

ANARCHISTES « ÉLECTIONNISTES »

Nous ne voulons pas, nous n'avons jamais voulu, sombrer dans le culte des «grands hommes», de la «vieille barbe», fussent-ils anarchistes... Mais nous pensons que l'excès contraire est aussi ridicule : pourquoi ne laisserions-nous pas la parole aux camarades du passé quand ce qu'ils ont dit résonne encore avec clarté, actualité ?

Sur le problème électoral et les «bonnes raisons» — on en découvre toujours — que pourraient donner et se donner d'éventuels camarades «électionnistes», nous trouvons la position d'Errico Malatesta (*Pensiero e Volontà*, n° 10, 15 mai 1924), plus juste, plus actuelle que jamais. Et nous la faisons nôtre.

N.R.

Étant donné qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir aucune autorité qui donne ou enlève le droit de se dire anarchiste, nous sommes bien forcés de temps en temps, de noter l'apparition de quelque converti au parlementarisme qui continue, au moins pendant un certain temps, de se déclarer anarchiste.

Nous ne trouvons rien de mal, ni de déshonorant, à changer d'opinion, quand le changement est motivé par de nouvelles et sincères convictions et non par l'intérêt personnel ; nous voudrions cependant que l'on dise franchement ce que l'on est devenu et ce que l'on a cessé d'être, pour éviter les discussions inutiles. Mais peut-être cela n'est-il pas possible, parce que celui qui change d'idées ne sait généralement pas, au début, où il va atterrir. Du reste, ce qui nous arrive, arrive, dans une proportion plutôt plus grande, à tous les mouvements politiques et sociaux. Les socialistes, par exemple, ont dû subir les socialistes exploiteurs et des politiciens de toute espèce qui se disaient socialistes ; et les républicains sont également contraints aujourd'hui à supporter que certains, vendus au parti dominant, usurpent le nom même de mazziniens.

Heureusement l'équivoque ne peut durer longtemps. Bien vite la logique des idées et le besoin de l'action poussent les prétendus anarchistes à renoncer spontanément à leur nom et à se mettre à la place qui leur revient. Les

anarchistes électionnistes, qui se sont montrés en plusieurs occasions, ont tous plus ou moins rapidement abandonné l'anarchisme, tout comme les anarchistes dictatoriaux ou bolchevisants sont devenus rapidement des bolcheviks sérieux, qui se sont mis au service du Gouvernement russe et de ses délégués.

Le phénomène s'est reproduit en France, à l'occasion des élections de ces derniers jours. Le prétexte est l'amnistie. «Des milliers de victimes gisent dans les prisons et dans les bagnes ; un gouvernement de gauche les amnistierait ; c'est le devoir de tous les révolutionnaires, de tous les hommes de cœur, de faire ce qu'ils peuvent pour que des urnes sortent les noms des hommes politiques dont on attend qu'ils donnent l'amnistie.» Voilà la tendance qui prédomine dans le raisonnement des convertis.

Que les camarades français soient attentifs.

En Italie, il y eut une agitation en faveur de Cipriani, prisonnier, qui servit de prétexte à Andrea Costa pour entraîner les anarchistes romagnols aux urnes et à commencer ainsi à faire dégénérer le mouvement révolutionnaire créé par la Ire Internationale et à finir par réduire le socialisme à un moyen pour amuser les masses et à assurer la tranquillité de la monarchie et de la bourgeoisie.

Mais en vérité les Français n'ont pas besoin d'aller chercher des exemples en Italie, puisqu'ils en ont de très éloquents dans leur histoire.

En France, comme dans tous les pays latins, le socialisme a débuté, sinon par l'anarchisme, du moins comme antiparlementaire ; et la littérature révolutionnaire française de la première décade après la Commune abonde en pages éloquentes dues, entre autres, à la plume de Guesde et de Brousse, contre le mensonge du suffrage universel et la comédie électorale et parlementaire.

Donc, comme Costa en Italie, les Guesde, les Massard, les Deville, et plus tard Brousse en personne, furent pris par la fringale du pouvoir et peut-être aussi par le désir de concilier le renom de révolutionnaire avec la vie sereine et les petits et grands avantages que s'attire celui qui rentre dans la vie politique officielle, même en tant qu'opposant. Et alors toute une manœuvre a commencé pour changer la direction du mouvement et faire que les camarades acceptent la tactique électorale. La note sentimentale servit également beaucoup à ce moment : on voulait l'amnistie pour les Communards, il fallait libérer le vieux Blanqui qui se mourait en prison... et avec une centaine de prétextes, une centaine d'expédients pour vaincre la répugnance qu'eux-mêmes, les transfuges, avaient contribué à faire naître chez les travailleurs contre l'électionnisme et qui, en outre, était alimentée par le souvenir encore vif du plébiscite napoléonien et des massacres perpétrés en juin 1848 et en mai 1871 à cause de la volonté des assemblées issues du suffrage universel. On disait qu'il fallait voter pour se compter, mais que l'on voterait pour les inéligibles, pour les condamnés, ou pour les femmes ou pour les morts ; d'autres proposèrent de voter blanc ou avec un slogan révolutionnaire ; d'autres voulaient que les candidats laissent aux mains des comités électoraux des lettres de démission au cas où ils seraient élus... Et puis, quand le fruit fut mûr, c'est-à-dire quand les gens furent persuadés d'aller voter, on voulut être candidat et député sérieusement : on laissa les condamnés pourrir en prison, on renia l'antiparlementarisme, on jeta la peste sur l'anarchisme ; et Guesde après cent palinodies, finit comme ministre du gouvernement de l'«Union

sacrée», Deville devint ambassadeur de la République Bourgeoise et Massard, je crois, quelque chose de pire encore.

Nous ne voulons pas mettre en doute, préalablement, la bonne foi des nouveaux convertis, d'autant que, parmi eux, il y en a plus d'un avec qui nous avons des liens d'amitié personnels. En général, ces évolutions — ou involutions, si l'on veut — commencent toujours dans la bonne foi, et puis la logique pousse, l'amour-propre s'y mêle, l'ambiance vainc... et l'on devient ce qu'auparavant on répugnait.

Peut-être, dans cette circonstance, n'y aura-t-il rien de ce que nous craignons, parce que les néo-convertis sont fort peu, et bien faible est la probabilité qu'ils trouvent de grandes adhésions dans le camp anarchiste, et ces camarades ou ex-camarades réfléchiront mieux ou reconnaîtront leur erreur. Le nouveau gouvernement qui sera installé en France après le triomphe électoral du bloc de gauche les aidera à se persuader qu'il y a bien peu de différences entre lui et le gouvernement précédent, car il ne fera rien de bon — pas même l'amnistie — si la masse ne l'impose pas par son agitation. Nous chercherons, de notre point de vue, à les aider à trouver la raison par une observation qui, du reste, ne devrait pas être nouvelle pour celui qui a déjà accepté la tactique anarchiste.

Il est inutile de venir nous dire, comme le font ces bons amis, qu'un peu de liberté vaut mieux que la tyrannie brutale sans limite et sans frein, qu'un horaire de travail raisonnable, un salaire qui permette de vivre un peu mieux que les bêtes, la protection des femmes et des enfants, sont préférables à une exploitation du travail humain jusqu'à l'épuisement complet du travailleur, que l'école d'État, pour mauvaise qu'elle soit, est toujours meilleure du point de vue du développement moral de l'enfant, que celle dirigée par les prêtres ou les frères... Nous en convenons volontiers ; et nous convenons également qu'il y peut y avoir des circonstances dans lesquelles le résultat des élections dans un État ou dans une commune peut avoir des conséquences bonnes ou mauvaises et que ce résultat pourrait être déterminé par le vote des anarchistes si les forces des partis en présence étaient presque égales.

Généralement il s'agit là d'une illusion ; les élections, quand elles sont passablement libres, n'ont que la valeur d'un symbole ; elles indiquent l'état de l'opinion publique, opinion qui se serait imposée par des moyens plus efficaces et avec des résultats plus grands si l'échappatoire que constituent les élections ne lui avait pas été présentée. Mais cela n'importe pas : même si certains petits progrès étaient la conséquence directe d'une victoire électorale, les anarchistes ne devraient pas aller aux urnes ni cesser de prêcher leur méthode de lutte.

Puisqu'il n'est pas possible de faire tout dans le monde, il faut choisir sa propre ligne de conduite.

Il y a toujours une certaine contradiction entre les petites améliorations, la satisfaction des besoins immédiats, et le combat pour une société vraiment meilleure que celle qui existe.

Celui qui veut se consacrer à faire construire des urinoirs et des fontaines où il en faut, qui veut se dépenser pour obtenir la construction d'une rue ou l'institution d'une école municipale, ou tout autre petite loi de protection du travail, ou la destitution d'un policier brutal, peut-être fait bien de se servir de son bulletin électoral en promettant son vote à tel ou tel personnage puissant.

Mais alors — puisque l'on veut être «pratique», il faut l'être jusqu'au bout — alors plutôt que d'attendre le triomphe du parti d'opposition, mieux vaut voter pour le parti le plus proche, faire la cour au parti dominant, servir le gouvernement existant, se faire l'agent du préfet ou du maire en exercice. Et, en fait, le néo-converti dont nous parlons ne se proposait pas de voter pour le parti le plus avancé, mais pour celui qui avait la plus grande probabilité d'être élu : le bloc de gauche.

Mais alors, où va-t-on en arriver ?

Les anarchistes ont certainement commis mille erreurs, ont dit une centaine d'absurdités, mais ils sont toujours restés purs et ils demeurent le parti révolutionnaire par excellence, le parti de l'avenir, parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale.

Il serait vraiment impardonnable de se faire attirer dans le tourbillon, au moment où s'approche rapidement notre heure.

MALATESTA.

La Franc-Maçonnerie

N° 23 — Février 1968 —

Franc-Maçonnerie et anarchisme

... Le 3e raisonnement en faveur de la F.M. ou au moins pour la possibilité d'une «double appartenance» à une loge F.M. ou à une organisation anarchiste, est le suivant : nous connaissons beaucoup de libertaires qui ont été des franc-maçons et cela ne les a pas empêchés d'être d'excellents libertaires. Donc, votre position est fausse...

Mais comment savoir vraiment qu'il est F.M. tant qu'un F.M. peut militer à côté de moi dans une organisation libertaire ou une organisation extérieure et latérale pendant des années, sans que je puisse m'apercevoir ou du moins être sûr et certain de sa double appartenance !

Un Francisco Ferrer ? Oui, il était probablement franc-maçon dans le sens de libre-penseur, et surtout plus précisément comme pédagogue et éducateur. Un Michel Bakounine ? Oui il l'écrivit lui-même, le seul libertaire à notre connaissance qui dans un but précis et conscient, et après un court passage, a pris une position claire et nette : de «L'internationale de la bourgeoisie», le mouvement révolutionnaire, prolétarien et libertaire, ne peut rien attendre. Qu'il ait eu le courage de faire une déclaration publique est encore plus significatif, car la F.M. punit (en principe !) de mort ceux de ses membres qui divulguent ses secrets. Malatesta, lui aussi a pris position clairement (il n'a jamais été maçon) :

« ... Je pense moi aussi que probablement la franc-maçonnerie et la "démocratie" en général, intriguent parmi nous dans l'espoir que nous ne leur soyons pas trop hostiles le jour où le régime changera »

(écrit le 7 mars 1932)

Camillo Berneri et Armando Borghi ont publié en mars 1939 une brochure consacrée entièrement «Contre les intrigues maçonniques dans le camp révolutionnaire» (en Italien). Leur travail, très polémique a comme point de départ la position et l'activité d'une libertaire Maria Rygier qui était en même temps ouvertement franc-maçonne. Berneri décrit aussi la F.M. nationaliste en 1914 (Trieste, etc...) puis finançant Mussolini pour se le concilier en 1921, pour se déclarer antifasciste quand ce même Mussolini l'attaque en 1924. Berneri souligne :

«... Heureusement le phénomène maçonnique est dans le camp de l'anarchisme italien tout à fait négligeable.
Mais il y a une considérable minorité d'anarchistes qui, alléchés par l'espérance de "grands moyens" s'est laissée attirer dans le jeu politique de cet antifascisme équivoque qui a abouti aux légions garibaldiennes (mouvement nationaliste pour le rattachement de Trieste et de la Dalmatie et qui devient anti-fasciste... après 1924. Note du trad.) p*uis aux divers mouvements plus ou moins clandestins, et qui maintenant remplit ses filets».*

(Berneri p. 32)

Berneri conclut comme Bakounine,

«La F.M. appuie tout mouvement qui peut aider la bourgeoisie et combat tout ce qui peut la nuire.»

Des «camarades» probablement «frères», nous disent souvent que Proudhon, Elysée Reclus, Sébastien Faure, Voline, etc... étaient franc-maçons. C'est possible mais pas certain, car ils ne l'ont jamais confirmé eux-mêmes, à notre connaissance. Mais ce qui est plus probable, c'est que dans le mouvement libertaire, à côté des autres préoccupations, syndicalistes, individualistes, existe toujours une tendance portée vers la phraséologie humaniste-romantique, les préoccupations métaphysiques, les soucis plus spéculatifs que sociaux et révolutionnaires, une tendance à effacer les luttes idéologiques, les chocs des idées, en envisageant des «synthèses» (Voline, Faure), oubliant le caractère de classe de la société et notre position vis à vis de ces classes ; en un mot, présentant des conclusions plus F.M. que libertaires.

(---)

Notre conclusion est la même que celle de nos camarades qui rédigèrent le N° 5 de *N. et R.* consacré à la F.M. Nous considérons comme incompatible l'appartenance et l'activité anarchiste et franc-maçonne. La F.M. a été, du moins au début, l'organisation spécifique de la Révolution de 1789, en tant qu'avant-garde de la bourgeoisie.

Elle vit actuellement sur l'acquis. Elle est en décalage avec notre temps, elle participe d'une manière plus ou moins consciente et totale au régime bourgeois.

L'anarchiste refuse le régime bourgeois et capitaliste et lutte contre lui, contre la division en classes, contre la classe bourgeoise ; il ne peut donc en aucun cas jouer les étatistes conscients dans ce régime. Le mélange des deux idées dans l'activité d'un militant donne un abandon partiel ou total de nos idées, une tendance à l'affaiblissement du mouvement, car idéologiquement ce mélange est une absurdité.

Théo. (Octobre 1962)

N° 27 — Juin 1964 —

Franc-Maçonnerie et anarchisme

Il nous faut encore une fois aujourd'hui aborder le problème de la Franc-Maçonnerie et des anarchistes (voir *N & R* n° 5, 7, 23 et 24) bien que ce ne soit pas une question suffisamment importante pour lui consacrer tant d'attention.

Les *Cahiers de l'Humanisme Libertaire* de février 1964 (n° 99) ont publié en p.10 un article «A propos de la Franc-Maçonnerie» qui met en cause notre étude sur le même sujet parue un an auparavant (*N & R* n° 23, février 1963). Nous dirons avant tout autre chose, que nous ne désirons pas, bien au contraire, éviter la discussion : nous préférons les positions nettes, même si elles sont en plein désaccord avec les nôtres, plutôt que des insinuations indirectes et non motivées. *L'Humanisme Libertaire* a choisi la discussion ouverte, et il faut s'en réjouir.

Nous voulons répondre à plusieurs questions :

— Sommes-nous de «jeunes exégètes» qui, avec notre intransigeance juvénile jouons aux «législateurs» qui fixent les normes qui demain seront obligatoires, en «oubliant» ce qui ne concorde pas avec nos positions ?

— La Franc-Maçonnerie représente-t-elle aujourd'hui une force progressiste ?

— Les anarchistes peuvent-ils participer utilement à ce travail ?

— Doit-on se solidariser avec la Franc-Maçonnerie en tant que «persécutée» ?

— Que dire de l'attitude de Bakounine à ce sujet ?

La première question est la plus facile à réfuter : nous n'avons jamais eu la moindre prétention d'être des législateurs, d'imposer quoi que ce soit, d'admettre ou d'exclure. Il suffit de parcourir les pages de *N & R* pour le voir. L'accusation d'être «jeune» et de vouloir en même temps «penser» l'anarchisme est la plus grave ; dans le même numéro de *L'Humanisme Libertaire* deux pages plus loin, les rédacteurs regrettent de n'être que «deux» et de n'être plus jeunes. Ils ne comprennent donc pas qu'avec cet esprit de paternalisme, ce refus aux autres et surtout aux jeunes d'avoir une opinion, ils ne peuvent qu'en arriver là.[99]

Mais au fond ce n'est pas tellement l'âge qui porte préjudice à *Noir et Rouge*, c'est plutôt le fait que nous signons collectivement, que nous refusons d'accepter une «tête pensante» bien connue de tous qui fasse autorité. L'anonymat collectif n'est en effet pas très fréquent dans un milieu où l'on met au contraire en épingle la personnalité...

Nous nous sommes expliqués assez longuement dans notre étude sur le caractère progressiste de la Franc-Maçonnerie à ses débuts, qui correspondent à la montée de la bourgeoisie et à la lutte contre l'emprise de l'Église ; que cet aspect progressiste ait été pour quelque chose dans la Révolution de 1789, et dans celles de 1830 et de 1848, dans le suffrage universel, dans la séparation de l'Église et de l'État, etc... est certain ; une série de livres sur la Franc-Maçonnerie sont sortis récemment et ne contrediront pas ce point.

Mais nous avons des doutes (il ne s'agit pas de lois ou de normes) sur **le caractère progressiste actuel de la Franc-Maçonnerie**, précisément parce qu'elle n'a pas pu, par le fait de sa propre essence, s'adapter aux réalités nouvelles telles que la classe ouvrière, le socialisme, l'anticapitalisme, etc... Ou plus exactement, elle s'adapte très bien, mais reste de l'autre côté de la

barricade à côté du pouvoir, de la libre entreprise, de la libre initiative, ce qui dans le régime social actuel signifie du côté du capitalisme et de l'exploitation.

Nous ne doutons pas des bonnes intentions de tel ou tel «frère», mais organiquement, il ne peut aller plus loin que ses bonnes intentions.

Bien que le principe de lutte de classe soit mis en doute par beaucoup d'anarchistes, il est pour nous encore valable, du moins dans le sens de nous interdire d'être dans la même loge que le Préfet de Police ou notre propre patron par exemple.

A la rigueur, on peut admettre «qu'un anarchiste conscient puisse faire un travail positif dans n'importe quel milieu» (quelques camarades ont même trouvé une contradiction dans notre précédent article parce que nous y avons essayé d'envisager cette éventualité). Chaque camarade est libre de ses décisions, d'autant plus que l'appartenance à la F.M. est secrète (encore la question de morale anarchiste !) et cela pose pas mal de problèmes.

Il nous semble à nous, que les efforts anarchistes seront mieux utilisés dans beaucoup d'autres milieux plus réalistes, plus ouverts et moins compromis avec le Pouvoir : les syndicats, la lutte ouvrière et paysanne, l'enseignement, la laïcité, le mouvement coopératif, le planning familial, les mouvements culturels locaux, les mouvements de jeunes, les mouvements pacifistes, les Pays sous-développés, etc... etc...

La solidarité avec les «persécutés» et les «victimes». Il est vrai que la F.M a été persécutée par tous les régimes autoritaires. Peut-être parce que ces régimes sont avant tout basés eux aussi sur la conspiration, le noyautage, et qu'ils craignent que ces mêmes méthodes éprouvées soient employées par les autres.

Il y eut un temps où il suffisait de crier «qui veut mourir pour la liberté ?» et tous les révolutionnaires se trouvaient sur toutes les barricades. Ainsi les anarchistes ont payé de lourds sacrifices qui n'ont pas donné grand chose, du moins dans l'immédiat ; si l'on doit se battre on doit aujourd'hui mieux choisir ses compagnons.

Et enfin, les F.M. ne sont pas si persécutés que ça, du moins dans le régime d'ici. A leur dernier colloque, l'estrade était décorée de leur insigne symbolique et même des ministres y participaient. Le conflit Église—Franc-Maçonnerie n'est pas ce qu'il était il y a un siècle ; au dernier concile Vatican II, le Clergé d'Amérique Centrale a ouvertement posé la question d'une attitude plus compréhensible vis à vis de la F.M.

D'ailleurs ne pas être d'accord, ou refuser de se solidariser avec la F.M. ne signifie pas, au moins pour nous, qu'on doit l'exterminer (C'est une drôle de façon d'imaginer les anarchistes).

Si les auteurs de «A propos de la F. M.» pensent nous «clouer le bec» par leurs connaissances de **Bakounine**, on peut bien dire qu'ils tombent très mal : l'étude de Bakounine présente pour nous un intérêt constant ; peut-être ne le connaissons-nous pas très bien, d'accord, mais suffisamment pour pouvoir le discuter.

Nous n'avons en tout cas, jamais eu une attitude d'idolâtrie, même envers Bakounine ; il a pu se tromper (et il a effectivement fait des erreurs sur

certaines questions) et nous n'avons pas besoin de le chercher pour cacher derrière lui nos propres faiblesses.

Il est certain que Bakounine a appartenu un certain temps à la F.M. Mais quand, comment, où, pour combien de temps, il est impossible de le dire. Les camarades de *l'Humanisme Libertaire* disent que le père de Bakounine était Franc-Maçon.[100] C'était probablement pendant son séjour en Italie et en France, à la fin du 18e siècle. Arthur Lehning écrit dans le tome I des *Archives de Bakounine* (éd. 1960 p.16) que «Bakounine avait été reçu maçon en 1845 ; il avait excipé de cette qualité en Allemagne en 1848» (Il donne deux sources à cette information). Malatesta, dans un écrit d'*Umanita Nova* (7 octobre 1920) situe l'époque à 1864-65.

En tout cas, il est établi que dès que Bakounine débarqua à Florence, le 27 janvier 1864, il se mit en liaison avec La F.M. d'Italie, avant tout avec Giuseppe Dolfi. Giuseppe Mazzoni et Nicolo Io Savio, de la loge «Il progresso sociale» (voir Lehning, idem p. 16).

Il est aussi établi que vers cette époque (1865) Bakounine présenta un projet à sa loge : «Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire» qui fut refusé (une partie du texte de ce manuscrit est perdue, une partie se trouve dans *Werke*, t 3 en allemand).

Il nous semble donc prouvé que Bakounine a été Franc-Maçon. Il n'y a aussi aucun doute qu'en 1869 il ne l'était plus. Car à cette époque, il a publié dans le journal *Le Progrès* de Locle du 1er mars 1869 (le manuscrit est signé du 23/2/1869) une lettre adressée *Aux compagnons de l'A.I.T de Locle et de La Chaux-de-Fonds*.

Cette publication s'est poursuivie dans plusieurs numéros (du 1er mars 1869 au 2 octobre 1869) et a été réunie ensuite sous le titre : *L'Histoire de la bourgeoisie et l'origine du patriotisme*. Le même texte a été ensuite repris sous le titre : *Lettres sur le patriotisme* (en français T. 1, en russe T.4, en allemand T.2). Ce texte est bien connu et n'a pas besoin d'être rappelé aux rédacteurs de*L'Humanisme Libertaire*. Les camarades qui ont publié dans *N & R* la 1re étude sur la F. M. en ont d'ailleurs reproduit un passage (*N & R* n°7, p.124-126) ; nous nous contenterons pour nos lecteurs d'en reproduire un extrait :

«*On se tromperait beaucoup si l'on jugeait de la Franc-Maçonnerie du siècle passé, où même de celle du commencement du siècle présent, d'après ce qu'elle est aujourd'hui. Institution par excellence bourgeoise, dans son développement, par sa croissance d'abord et plus tard par sa décadence la Franc-Maçonnerie a représenté en quelque sorte le développement, la puissance et la décadence intellectuelle et morale de la bourgeoisie. Aujourd'hui descendue au triste rôle d'une vieille intrigante radoteuse, elle est nulle, inutile, quelquefois malfaisante et toujours ridicule.*» (Bakounine dans *N & R*n° 7 p. 125)

L'hypothèse selon laquelle le mouvement ouvrier et prolétarien (l'Internationale de l'époque), la Révolution sociale, ont fini leur rôle, et que même Bakounine dans ses dernières années s'en est aperçu, n'est qu'une hypothèse qui même actuellement n'est pas prouvée.

Dans notre étude sur la F.M. nous avons cité l'opinion de Malatesta. Depuis, nous avons trouvé des textes supplémentaires, que nous ajoutons ici, bien

qu'ils soient un peu en dehors de la discussion, mais parce que, inspiré par Bakounine, Malatesta refit le même geste :

«Je fus Franc-Maçon quand j'étais un brin plus jeune que maintenant du 19 octobre 1875 à mars-avril 1876. Je ne voulais pas me soumettre aux rites ridicules de l'initiation et je sus qu'ils ne me seraient pas appliqués. En un mot, ils voulaient m'avoir à tout prix, et à la fin j'acceptai... aussi parce qu'il me vint à l'idée de répéter la tentative malheureuse de Bakounine de faire revenir la F.M. à ses débuts idéalistes et d'en faire une véritable société révolutionnaire (1864 - 65).
Je remarquais bientôt que je servais seulement les intérêts de certains frères, qui étaient les plus grands mystificateurs... Mais j'y rencontrai des jeunes enthousiastes accessibles aux idées socialistes et je restai pour faire de la propagande parmi eux et je le fis au grand scandale et à la rage des principales personnalités.»

Umanita Nova, 7 octobre 1920, cité par Max Nettlau:
Errico Malatesta, Buenos-Aires. 1923, p. 91.92.

Luigi Fabbri, qui rappelle ce même fait dans son livre sur Malatesta (éd. Buenos-Aires, 1945), écrit que quand Malatesta eut quitté la F.M, «il combattit toujours la F.M. comme son adversaire le plus intransigeant» (p.72).

Nous espérons ne pas avoir à revenir constamment sur ce sujet, sauf pour apporter quelque chose de vraiment positif à la discussion. Mais surtout, nous espérons être compris (même si les camarades ne partagent pas telle ou telle de nos positions) en tant qu'esprit de recherche.

En tout cas, nous l'avons dit et le répétons, nos différences de vues avec les camarades de *l'Humanisme Libertaire* ne doivent pas empêcher d'avoir de bons rapports mutuels.

NOIR et ROUGE

Contre le schématisme quotidien

N° 17 — Janvier-Février 1961 —
N° 18 — Mars-Mai 1961 —

La difficulté d’être anarchiste (fin de l’article)

CHERCHER N’EST PAS CONDAMNER

Nous avons vu, dans la première partie de cet article, que la grande difficulté d'être anarchiste ne vient pas d'une faiblesse de notre idéal (il y a des anarchistes qui le croient et se posent à ce sujet de faux problèmes) mais d'une faiblesse de notre conviction, laquelle se résout souvent par un abandon plus ou moins prononcé de l'éthique libertaire. Suite à cette constatation, une question était posée : les anarchistes sont-ils à la hauteur de l'anarchisme ? Question à laquelle je répondais pour ma part : non, pour un grand nombre.

Certes, notre affrontement permanent avec une société gangrenée explique beaucoup de faiblesses (voir à ce sujet la lettre d'un camarade de Bretagne, que nous publions dans le «courrier des lecteurs» de ce n°) et nous n'avons jamais eu la prétention d'être parfaits ou même «bons» (nous ne luttons pas contre quelque chose de «mauvais» ou de «méchant» parce que nous sommes «meilleurs» et que nous avons reçu la grâce...) car nous ne croyons ni à la bonté ni à la méchanceté originelles de l'homme, parce que d'abord on s'en fout et aussi parce que l'homme est tributaire des autres hommes, donc d'un ensemble et de conditions psycho-économiques également déterminants pour sa vie. D'accord. Mais à côté des facteurs sociaux ci-dessus, les révolutionnaires en général (anarchistes ou pas) ont **tout de même** un fil conducteur, lequel pourra s'appeler par exemple le sens de la justice (ou de l'injustice) et aura, quoi qu'on en dise ou y fasse, un rapport direct avec le comportement moral. Les anarchistes attachant une valeur spéciale à l'individu, et les anarchistes-communistes et autres communistes libertaires ne font pas exception à la règle (mais oui !), il est normal que nous cherchions à voir et à combattre toutes les déviations de notre comportement, ce qui n'est pas une condamnation ou de l'intolérance mais un **travail** aussi nécessaire que vendre un journal, faire une conférence, coller une affiche. L'avance de nos idées est faite de l'addition de tous ces petits travaux.

Pas à la hauteur de l'anarchisme ? Je rappelais, toujours dans la première partie, qu'une brillante péroraison, si elle peut avoir un côté utile, ne vaut pas toujours la vie simple de camarades moins «doués» et que ces derniers nous apportent souvent un exemple et un réconfort plus valables que les plus belles théories, celles dont on se sert uniquement les jours de galas. Enfin,

la **rigueur** était mentionnée, rigueur pour nous-mêmes et qui ne peut que nous pousser à une sérénité (pas d'excitation mais pas non plus de découragement excessifs) nécessaire à un bon travail anarchiste. Les dernières lignes annonçaient d'autres aspects du problème moral posé par l'anarchisme et son application au stade quotidien. Nous allons examiner un de ces aspects des plus importants mais aussi des plus délicats.

LE PROBLÈME DU «LEADER»

Leader : (de l'anglais *to lead*, conduire) personnage le plus en vue d'un parti politique, d'une compétition. (*Larousse universel*).

Normalement, il ne devrait donc pas y avoir de problème du «leader» chez les anarchistes, tout au plus des camarades qui impulsent, plus dynamiques ou plus travailleurs, sans se prendre au sérieux pour cela. C'est malheureusement parce que cette grave déviation existe **aussi** chez nous, déviation **qui a un rapport direct avec l'éthique**, que nous croyons utile de l'examiner longuement aujourd'hui.

Je parlais au début de cet article de «flemme morale», mettons que j'exagère et employons le mot «démission», oui, c'est plutôt cela : beaucoup trop de camarades «démissionnent» devant d'autres mieux doués pour la parole ou l'écrit, en ce sens qu'ils n'osent plus ouvrir la bouche ou écrire une ligne de crainte d'être ridicules, de paraître «primaires» devant les «intellectuels» ou ceux se prenant pour tels. N'est-il jamais arrivé à chacun de nous d'entendre, à l'issue d'une assemblée, réunion ou discussion, un camarade avouer : «j'aurais bien dit ceci, je n'étais pas d'accord avec cela, mais que veux-tu, Machin est trop «fort» pour moi, il m'aurait «contré» trop facilement !». Et le copain est reparti sans avoir rien dit, alors que son intervention était fort intéressante (peut-être) pour tous...

Mais la démission par parole ou écrit, si elle est déjà grave pour un anarchiste, n'est rien à côté de la démission morale pouvant saisir certains camarades devant un «penseur» de choc ! Et un des plus grands dangers pour le mouvement et **l'idée** libertaires est, selon moi, cette facilité que l'on peut avoir petit à petit à laisser des camarades, si intelligents ou instruits soient-ils, **réfléchir** à la place des autres. Et surtout qu'on ne vienne pas sortir ce mauvais argument, comme me l'écrivait à peu près une fois un camarade fort connu dans le mouvement libertaire: «Vous méprisez les élites ! C'est le triomphe de l'autodidactisme et de la suffisance juvénile sur la connaissance universitaire et l'expérience du militant éprouvé !». Je ne garantis pas l'exactitude de chaque mot mais on voit assez nettement où voulait en venir notre indigné, avec ses grands sabots... Comme dit l'autre, il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre et là, on a mieux : le demi-sourd qui n'entend que ce qu'il veut bien entendre, même si c'est le contraire de ce que l'on a dit ! Nous avons eu pour notre part les oreilles trop rabattues de pareils arguments, et ceux-ci ont déjà fait trop de mal dans notre milieu pour qu'on n'y réponde pas immédiatement, avec netteté et une fois pour toutes : il n'a jamais été question pour nous de nier la valeur **réelle** de tel ou tel camarade, nous sommes les premiers à estimer et à étudier l'héritage des grands théoriciens de l'anarchisme, un camarade est une «élite» pour nous (si l'on tient à ce mot) en ce sens que sa vie et ses connaissances (et la **manière** dont il en fait profiter les autres, manière conditionnée par un **esprit**) nous enseignent quelque chose, mais il n'est pas une «élite» parce qu'il s'est proclamé tel,

désolés pour lui ! Nous ne serons jamais impressionnés qu'Untel ait des centaines de livres théoriques chez lui, et même qu'il les ait lus s'il ne tolère pas qu'un camarade plus obscur ou plus jeune pense différemment de lui et surtout ose le lui dire !

On voit donc que s'élever contre l'envahissement du «leader» ne signifie pas nier la compétence ou le savoir, c'est même exactement le contraire, et ceux qui font semblant de ne pas comprendre le savent néanmoins fort bien...
Il reste que le fait de s'en remettre aveuglément, ou plus simplement avec un excès de confiance, à un camarade plus formé est en soi-même un comportement dangereux et à un certain degré**antilibertaire**, car c'est déléguer sa faculté de penser (de prendre confiance) à un autre et inconsciemment c'est se choisir un **chef**. On admettra que pour des anarchistes, il y ait d'autres voies à suivre !

Mais le «leader», dira-t-on, c'est donc ? Oui, c'est donc le camarade auquel un auditoire trop respectueux ou trop amorphe donnera un agréable sentiment de puissance, et qui ne fera rien pour s'élever contre un tel état de fait, pensez-donc, c'est si agréable ! Il est, allons-y, le «chéfaillon» en puissance et essentiellement différent, en cela, du camarade expérimenté partageant simplement ce qu'il sait avec les autres. Car on peut rétorquer que tout le monde ne peut avoir les mêmes capacités ou plus simplement la même expérience du Mouvement et des idées anarchistes, qu'il y aura toujours des gens plus influençables et d'autres ayant plus de personnalité et qu'il faut bien que les camarades plus formés s'occupent des nouveaux militants, soit. Mais c'est là qu'intervient une des erreurs élémentaires à ne plus commettre.

Je pense qu'un camarade appelé à faire un laïus devant un groupe de militants, et plus encore s'il s'agit de jeunes militants voire de sympathisants, doit toujours avoir présent à l'esprit que si ce qu'il dit est intéressant, il est cent fois plus intéressant que ses auditeurs **participent** et, pour cela, il peut toujours leur dire : «Ce que je vous ai exposé vous a plu ? mille mercis, mais ne croyez pas vous en tirer à si bon compte ! Vous n'aurez pas toujours de «conférencier» sous la main et vous devrez faire profiter d'autres camarades de ce que vous aurez appris, si vous avez appris quelque chose ce soir, par exemple. Il y a sûrement des lacunes, des imperfections dans ce que nous venons de voir ensemble, n'hésitez pas à me questionner, à me critiquer. Ne prenez surtout pas l'habitude de vous reposer sur un seul, c'est comme ça qu'on forme des militants sans consistance d'une part, des individus autoritaires de l'autre...».

Bien sûr, il ne s'agit pas de donner ici des recettes infaillibles, mais on peut en tout cas essayer de faire, sinon ce qui est le mieux, du moins ce qui est le moins mal, car l'homme a ses petites faiblesses, c'est bien connu ! Et on ne dira jamais assez que le leader et l'état d'esprit spécial qui l'accompagne naissent de l'adulation portée à ceux qui parlent «trop bien», d'où il découle que faiblesse et autoritarisme sont étroitement liés, l'une venant de l'un et inversement. Il est donc faux de prétendre (prenons un exemple «**historique**» !) que tel jeune leader de la première F.A., devenu par la suite le quasi-chef de la Fédération Communiste Libertaire, ait pareillement dévié parce qu'il était «autoritaire» : il est aussi devenu tel parce que les jeunes militants que nous étions n'ont pas assez été vigilants et qu'aussi des militants pourtant pleins d'expérience, eux, l'ont trop «poussé» à ses débuts, fermant les yeux par «confort intellectuel» sur certains de ses défauts, quitte à jouer les Ponce-

Pilate ou les redresseurs de torts après coup ! Ce que c'est que de prendre ses responsabilités !

Quand je dis à un moment qu'il est un minimum d'erreurs à ne pas recommettre, je pense tout particulièrement à la question du «leader» car on a vu, insensiblement, des camarades appelés à parler devant des auditoires de plus en plus nombreux se prendre au propre jeu de leur éloquence... Ils étaient de ceux qui pensaient que parler à quelques camarades, c'est bien gentil, mais que par «efficacité» on doit plutôt s'adresser à beaucoup plus de gens et, bien sûr, ils en arrivèrent à fort bien s'accoutumer d'avoir une assemblée fidèle (ou de fidèles) autour d'eux, plutôt que de s'inquiéter de savoir si ceux qui les écoutaient **prenaient conscience** et ne devenaient pas, plus simplement, de bons robots, dotés d'une formation anarchiste minimum, juste bons à coller des affiches ou vendre des journaux pendant que les «maîtres» discouraient...

PORTRAITS IMAGINAIRES

Si le leader peut avoir différents «styles» une chose lui reste immuable : l'instinct de propriété. Et n'est-il pas attendrissant d'entendre avec quelle paternelle fierté il parle de «son» groupe ! Pour un peu, il dirait «mes militants» mais tout de même il n'ose pas. Un détail : on peut être assuré qu'il saura se mettre en valeur à la moindre occasion, exalter les actes héroïques d'un fulgurant passé... dont il est le seul témoin. Quand il aura conscience d'avoir été un peu trop loin dans l'immodestie (dame ! on est conscient !) il se débrouillera toujours pour trouver un bon «copain» expert dans le maniement de la brosse à reluire, qui saura faire briller ses mérites du plus vif éclat. Le leader sait soigner sa publicité.

Les «styles» du leader sont par contre fort différents et peuvent aller de la majestueuse gravité de M. Homais-Anar à la frénésie de l'agitateur, en passant par le rat de congrès, habitué aux subtiles et discrètes manœuvres. Mais quels que soient son allure et son genre, le leader déteste une chose : passer pour un «primaire», tout, mais surtout pas ça ! S'il a bien potassé, fiché et bouquiné dans sa vie il a donc un acquis et cela peut être excellent pour nous tous. L'embêtant, c'est que ses connaissances lui ressortent de partout, semblables aux eaux tumultueuses d'un barrage rompu, et les citations latines dont il émaille négligemment quoique copieusement ses lettres ou articles arrivent à accabler les meilleures volontés. Un cas amusant : celui de l'agitateur (ouvrier en ses débuts et n'ayant pu de ce fait poursuivre de longues études) vachement jaloux du «savoir» du leader d'en face, autodidacte soudain grisé par les bouquins qu'il a digérés «au forcing» et qui ne rêve plus que d'une chose, jouer à l'érudit ; on le verra juger de tout et de rien, patauger dans la littérature, anéantir tel philosophe d'un trait de plume, «causer» cinéma ou sculpture. Le leader aime passer pour un monsieur instruit et veut qu'on le sache.

QUESTIONS PLUS DÉLICATES

Mais laissons là ce qui ne peut être que ridicule pour en revenir aux aspects plus sérieux de la difficulté d'être anarchiste. Le premier de ces articles partait du fait qu'au-delà de tout souci organisationnel, il est bien plus difficile d'être anarchiste dans la vie de chaque jour et il insistait sur **l'éthique**, attitude morale sans laquelle toutes les belles paroles ne sont que du vent. Nous finirons par où nous avons commencé, car l'éthique est dans tout : il ne suffit pas de connaître ses «classiques» parfaitement et d'oublier de mettre en

application la plus simple règle, à l'occasion du plus simple fait. Que dire par exemple d'un anarchiste qui écrirait un ouvrage sur l'Autorité en étant lui-même autoritaire ? Ses écrits seraient peut-être fort instructifs mais les lecteurs qui le connaîtraient intimement ne pourraient s'empêcher de le considérer comme un farceur. De même que dire d'un anarchiste qui serait patron et exploiterait, même «fraternellement» un camarade travaillant chez lui ? Et à propos de fraternité, comment ne pas s'étonner de voir encore des anarchistes franc-maçons, côtoyant dans les loges des exploiteurs et autres représentants de l'Ordre établi : ces camarades sont-ils d'abord «frères» avant d'être libertaires ou inversement ? Mais nous avions déjà étudié ce problème et je ne cite que cet exemple en passant...

Un autre aspect, à première vue singulier, de l'éthique libertaire, peut être soulevé ici (encore demanderait-il une étude spéciale, vu la complexité du sujet) : un anarchiste peut-il être ami avec un fasciste ? Je vois le lecteur sursauter ; qu'est ce que cette question, où va-t-il chercher ça ? Eh oui ! Si en Espagne nos camarades ont amplement montré qu'entre le fascisme et nous, c'était une lutte à mort, on a par ailleurs laissé planer une équivoque, qu'il faudra bien crever un jour à fond.

Je ne suis pas le seul, en effet, à m'indigner du rapprochement monstrueux que font parfois certains journaux, certaines revues, certaines émissions de radio, entre anarchistes et fascistes (et je ne parle pas des staliniens, bien sûr!) sans que cela soulevât de bien grosses protestations chez les camarades en cause. Ben quoi ? Untel est fasciste mais c'est un gars «tellement intelligent» et si «à part» ! Il n'empêche qu'entendre M. Loiselet recevoir dans son émission «si anarchisante» du lundi un Pierre Dominique et lui demander avec cordialité (la même employée pour certains interrogés anarchistes ou isants, on a l'air de mettre les deux «extrémismes» dans le même sac !) ce «qu'il a fait de sa vie» me semble un peu dur à digérer ! Je sais que M. Dominique est un «type», comme l'était Paraz et d'autres, mais tout ce joli monde écrit ou écrivait dans un torchon fasciste : *Rivarol*. Je sais que mon indignation me vaudra, de la part de certains, de gentilles accusations de «sectarisme borné» mais je me demande, dans ma candeur, comment un anarchiste peut seulement **fréquenter** des gens qui pratiquent le **racisme** (prenons un seul exemple, en laissant tomber le culte du chef, de la force, etc...) et en font une doctrine ? Mais il est vrai qu'il y a bien des anarchistes eux-mêmes qui sont racistes, **j'en ai connu**, alors ?

Je soutiens simplement que tous ces révoltés-là ont peut-être un petit fond de fascisme qui s'ignore et qu'il ne faudrait sans doute pas grand-chose pour que la maladie ne les gagne un jour (mais je ne veux pas empiéter sur l’article que mon camarade consacre à ce sujet dans le présent numéro).

Et puisque nous parlons de nos ennemis (les fascistes) il ne faut pas oublier que l'éthique anarchiste peut être aussi gravement endommagée si, par souci d'efficience, nous en arrivions à copier certaines méthodes. Il y a par exemple incompatibilité **complète** entre la plupart des méthodes du Parti Communiste, car ses méthodes sont fonction d'une doctrine, et les nôtres. Et on aurait tort d'arguer de la «réussite» de la Russie dite soviétique, comme exemple. Rappelons ce que simplement les méthodes néo-léninistes avaient fait de la défunte F.C.L. ! J'insiste sur cette question car elle peut se rencontrer souvent au cours de la vie militante et quand on s'engage dans le fameux piège de «la fin justifie les moyens» on ne sait jamais où cela peut aller...

Partis de quelques observations sur les difficultés de notre combat, nous sommes allés un peu plus loin... Je ne pense pas qu'il y ait de conclusion spéciale à tirer car chaque chapitre fournit les siennes propres, pour **mon** compte. Il reste que **nous** tirerons des conclusions infiniment plus vastes et précieuses si les camarades nous envoient leur opinion, favorable ou non. Répétons-le une dernière fois : l'important n'est pas que Truc ait écrit telle chose, l'important est de savoir s'il déraillait ou non et cela se sait par le fraternel soutien du lecteur. Nous le disons à chaque article, nos travaux ne sont que des points de vue, uniquement destinés à lancer d'autres discussions, d'autres articles qui, nous l'espérons, iront plus loin que nos propres recherches...

Une chose sûre : la tâche du militant libertaire n'est pas mince ! Mais l'examen des difficultés à vaincre ne doit pas nous décourager et doit au contraire stimuler notre résolution. Je pense à un mot du camarade Lorulot qui, annonçant nos cahiers dans la revue *L'Idée Libre* de mars, déclare que la difficulté d'être anarchiste est peut-être encore plus grande que je ne le suppose. C'est bien possible. Raison de plus pour ne pas ralentir notre effort.

Christian LAGANT

Dans notre courrier

De notre camarade H.S. de Rennes : «La difficulté d'être anarchiste» vient de beaucoup de raisons : la société dans laquelle nous vivons offre à l'individu toutes les déformations morales d'une société viciée. C'est pourquoi l'anarchiste pur au départ se gâte (plus ou moins vite).

Nous vivons dans une société dont nous renions et combattons les structures (Etat-capitalisme-armée-religion-racisme-nationalisme-morale, etc.). Comment donc arriver à vivre dans cette société... qui n'a pas grand chose pour nous plaire !

Le résultat est que nous devenons résistants violents ou non-violents suivant les individus et les moments. Nous nous opposons à la majorité d'individus composant cette société, qui nous oppresse physiquement (État : impôts, armée : obligatoire, capitalisme : exploitation de l'homme, etc.). Elle nous combat aussi sur le plan de la morale par tous les bourrages de crâne (ex : (religion, racisme, nationalisme, morale bourgeoise, presse, R.T.F., actualités cinématographiques, etc...). Il nous reste quelques libertés pour combattre ces bourrages de crâne, mais peu de moyens en rapport avec nos adversaires.

L'anarchiste n'étant qu'un homme comme les autres avec ses faiblesses et ses qualités, il est donc compréhensible que certains anarchistes se gâtent en se «frottant» à la société et s'embourgeoisent dans un pays capitaliste. Cet embourgeoisement se traduit parfois par un renoncement à l'éthique, partiel et même complet. C'est le cas d'anarchistes patrons ou commerçants, exploitant

apprentis, bonne ou femme de ménage. Nous trouverons aussi des anarchistes racistes, nationalistes, croyants, autoritaires, etc... Du côté de la vie privée, c'est souvent pire, car beaucoup plus caché ; là encore on trouve des anarchistes autoritaires et «bon-bourgeois-bien-de-chez-nous» qui se conduisent d'une façon indigne avec leur compagne, enfants, famille, amis et camarades.

Ceci nous prouve qu'il y a beaucoup de pièges dans notre marche vers le mieux (car le parfait, c'est beaucoup demander pour nos générations) et que personne n'est à l'abri d'une **faiblesse** qui fera de lui un pseudo-anarchiste mais non un anarchiste éthiquement en accord avec les principes fondamentaux de l'anarchisme.

En conclusion je pense que nous devons nous efforcer de devenir toujours meilleurs afin d'être dignes de notre idéal et de pouvoir le représenter non comme des illuminés, des fous, mais comme des individus sachant ce qu'ils veulent ; afin que les hommes de demain deviennent des hommes épanouis dans une liberté entière et absolue.

Éditorial N° 36 — Décembre 1966 —

De l'attitude religieuse

Tous les hommes sont-ils, au fond, religieux ? Y compris les révolutionnaires de toutes tendances sans oublier, bien entendu, les anarchistes ? On pourrait se poser la question, devant notre insistance à nous raccrocher aux mythes, aux belles images rassurantes, voire radieuses, à projeter devant nos yeux lassés (et devant de jeunes regards plus confiants, et là c'est plus grave) la vision de paradis idéologiques soutenus par une «foi» en forme de dogme. Il n'est pas question ici de revenir en détail sur les articles de Baldelli (la foi anarchiste) et Martin (la raison anarchiste) parus dans le numéro 34 de nos cahiers ; ces camarades ayant déjà bien débroussaillé la question, il suffit de se reporter à leur controverse pour en tirer le profit résultant de toute confrontation loyale. Et puis tel n'est pas mon propos. En deçà des arguments philosophiques «pour» ou «contre» la foi anarchiste, et je dis tout de suite que notre camarade Martin exprimait notre position d'extrême scepticisme envers toute foi, fût-elle anarchiste (et surtout envers celle-là), les présentes réflexions n'ont d'autre prétention que de fournir la matière d'une sorte d'éditorial car elles sont inspirées, tout bonnement, par l'actualité. Et tant pis si c'est «être à la mode», la mode révolutionnaire bien sûr et ne pas confondre, que de parler «Hongrie» par exemple ou «Provos» ; on nous rendra d'ailleurs cette justice que nous n'avons pas encombré nos colonnes avec cette dernière question, à propos de laquelle on a coupé les cheveux, et les barbes, en quatre...

La base, tout accidentelle, de cet article a été fournie par les arguments entendus au cours d'une récente réunion d'I.C.O.[101] qui groupe, rappelons-le en passant, des camarades venant d'horizons divers mais unis dans une

commune dénonciation des «organisations traditionnelles» de la classe ouvrière, à savoir partis et syndicats, et surtout dans une commune volonté d'information et de liaison, afin de déterminer les formes de lutte propres aux travailleurs. Je résume, certes, mais je dois dire, toujours en passant, que le contact avec certains camarades ne se réclamant pas forcément de l'anarchisme, mais qui parfois agissent de façon aussi libertaire que nous quand ce n'est plus, n'a rien de dangereux pour notre «pureté» idéologique, au contraire. Le tout est de savoir qui on fréquente. Mais passons. Toujours est-il que nous discutions du dixième anniversaire du soulèvement hongrois et un débat, fort intéressant, était ouvert sur les motivations et le caractère de l'«explosion» d'octobre 1956, à Budapest. Et nous fûmes bien obligés de constater qu'en cette occasion comme en d'autres (nous verrons lesquelles plus loin) les mythes quasi religieux que les révolutionnaires de tous bords se sont forgés gardent encore leur force négative : la question est de savoir si nous aurons le courage élémentaire, ou plutôt le simple bon sens de dénoncer ces mythes, quitte à déranger le ronron de nos chères habitudes au risque de nous faire «mal voir» de beaucoup, y compris nos propres camarades. Car si, sur la question hongroise, on peut dire que se sont plutôt les marxistes, ou les ex-marxistes de différents groupes, qui ont le plus «brodé», nous autres, anarchistes, n'avons rien à leur envier, sur la question espagnole par exemple: chacun a sa chasse gardée, sa Terre promise, «sa» Révolution, nous découpons l'Histoire en belles tranches que nous assaisonnons avec nos propres sauces...

Sur la Hongrie : il y a 10 ans, c'était le soulèvement de Budapest. En cette fin d'année, l'actualité est faite plutôt d'anniversaires — l'Octobre hongrois, le Novembre algérien de 1954 — ce qui ne prouve pas qu'il faille les passer sous silence, non, mais la glorification pure et simple comme le dénigrement systématique peuvent être évités. Ainsi de la révolution algérienne : nous lui rendons hommage à notre manière, en étudiant l'autogestion dans ce pays et en essayant de ne pas la magnifier ; le mythe contraire consisterait à se désintéresser de cette expérience sous le prétexte que l'Algérie n'est pas anarchiste. Ainsi de l'Octobre hongrois : pour les gens du Parti (je parlais tout à l'heure des mythes des révolutionnaires, mais l'attitude religieuse se retrouve aussi, et avec quelle force, chez les communistes ; attitude n'est même plus le mot disons plutôt esprit, milieu religieux, et à ce sujet consulter le *Nouvel Observateur*, n° 106, qui dans l'article «Voici comment vous êtes catholique» établit souvent, de plaisante façon, le rapport entre église et P.C., leur parallélisme...), c'était une insurrection fomentée par les Américains aidés des fascistes de tout poil, une «contre-révolution» comme disent les journaux de Kadar, et si les excès du stalinisme servent à expliquer un certain mécontentement, il reste entendu qu'on ne saurait trouver nul révolutionnaire parmi les insurgés, mais seulement quelques travailleurs «abusés» guidés par les agents de la réaction internationale !

Ceci est le mythe communiste, oui, mais n'avons-nous pas tendance à maintenant y opposer celui d'une Révolution dure et pure, quasi sacrée ? Je dis cela en revenant sur la discussion ouverte à I.C.O.[102] sur le chauvinisme anti-russe pendant l'insurrection, un camarade hongrois le niant, un autre le soulignant ! Alors qu'il semble probable qu'il y eut réellement une certaine haine contre les Russes (n'oublions pas toutefois les fraternisations du début entre insurgés et tankistes de l'Armée dite rouge) compréhensible par les contraintes de tous ordres de l'empire stalinien envers la Hongrie. Je ne pense

pas que constater un tel fait soit amoindrir la révolution hongroise, mais pourquoi le nierions-nous par principe ?

En fait je crois qu'il y eut *de tout* dans cette insurrection, comme dans toute insurrection, et je ne crois pas que ce soit rendre un bon service à la révolution hongroise que de l'idéaliser. Certes, je sais qu'à force d'«objectivité» on peut aussi abstraire son jugement et les faits eux-mêmes, mais nous devons tout de même pouvoir examiner des événements vieux, maintenant, de dix ans en gardant un sang-froid d'autant plus grand que le tonnerre des chars russes ne l'a point dérangé...

Justement, après dix ans, que savons-nous au juste de ces tragiques moments? Eh bien ! Malgré toute la littérature consacrée à la question hongroise, on peut considérer que nous ne connaissons encore pas grand-chose. Bien sûr, les événements sont, en gros, reconstitués et il y eut tout de même quelques analyses, quelques reportages valables de par le monde, mais constatons-le aussi : chacun tire les malheureux ouvriers hongrois à soi, s'annexe leur révolte et recompose les événements avec des «si» : si une direction, un parti révolutionnaire avaient guidé les insurgés, tout aurait changé, disent par exemple les trotskystes en déclarant néanmoins que les faits ont justifié leurs thèses, comme de bien entendu. C'est par respect envers le sacrifice des insurgés de Budapest, par volonté aussi de soustraire leur héroïque sursaut aux pattes sales des Lecanuet et autres «démocrates», quand ce ne sont pas les petits fascistes du mouvement «Occident» (pour tous ces salopards, le sang ouvrier est parfois si précieux...), c'est enfin par honnêteté tout simplement que nous devons nous efforcer de rendre à la révolution hongroise, quand nous en parlons, sa vraie place : celle d'un fait politico-social de portée internationale et primordial dans la lutte des opprimés, mais surtout pas celle réservée aux icônes, même illuminées par la flamme de notre «foi» révolutionnaire...

J'ai parlé d'une certaine «transfiguration» de la révolte hongroise, nous pourrions également examiner notre attitude, nos jugements envers un autre fait, moins tragiquement important certes mais dont on a aussi beaucoup parlé, la question des «provos». A cette occasion, on peut bien dire que c'est aux anarchistes de battre leur coulpe car, quelle que soit la sympathie que l'on peut avoir pour leur mouvement, il semble que nous les ayons vus un peu vite présents dans trop de manifestations, nous leur avons donné une importance qui satisfait notre révolutionnarisme certes, mais que la réalité des faits justifiait moins. Un exemple précis en est la quasi-insurrection d'Amsterdam de juin dernier où, pour faire entrer de force certains événements dans le cadre de notre théorie anarchiste (et le signataire de ces lignes tout le premier), nous avons attribué aux provos une place qu'ils n'avaient pas dans les manifestations ouvrières, suivies de violences qui furent plutôt le fait de jeunes gars appartenant à un «lumpen-prolétariat» en colère. Cela veut-il dire pour autant que nous dénions toute influence, tout côté intéressant aux provos ? Pas le moins du monde. Nous espérons même revenir plus en détails sur ce sujet quand nous en aurons la place et puis il serait amusant de relever les âneries commises par certains journaux «dans le vent».[103] Mais cessons de nous faire du cinéma et surtout de vouloir «coiffer» à tout prix ce mouvement. Ajoutons par là-dessus que nous apprécions peu les conseillers municipaux, fussent-ils aussi sympathiques que Bernard de Vries, leader (!) «provo»...

On pourrait certes allonger la liste des questions envers lesquelles notre attitude tend à une certaine religiosité si nous n'y prenons garde, mais je ne puis éviter de mentionner le sujet cher à nos cœurs d'anarchistes : l'Espagne. Et il est vrai que nous sommes sensibilisés à cette question, que nous y trouvons matière à maints articles, études, discussions. Certains camarades ne font d'ailleurs pas que de la théorie et payent parfois durement leur «sensibilisation» : sans crier aux martyrs, rappelons l'arrestation récente de cinq camarades de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires. Mais si nous nous moquons du «encore l'Espagne !» qui peut accueillir les travaux des libertaires (et nous n'avons pas fini de parler de l'Espagne, ça non), nous ne pouvons nous empêcher d'être inquiets envers cette sorte de sclérose intellectuelle qui saisit tant d'anarchistes dès qu'il s'agit d'étudier, pour en tirer profit et c'est normal, nos erreurs et déviations du passé. Pour encore trop de camarades, et pas forcément les «anciens» qui l'ont faite, la Révolution espagnole se pare d'un halo sacré qui interdit toute étude critique. Et un homme comme Vernon Richards, qui prit autrefois la peine d'écrire un livre que nous voudrions, que nous espérons publier : *Leçons de la révolution espagnole*, se voit rappeler à l'ordre en nos propres milieux sous les prétexte que son bouquin risque de «démobiliser» alors que nous devrions plutôt étudier ce que notre théorie a d'enthousiasmant... Comme si l'enthousiasme ne se réchauffait pas précisément au contact de la réalité, de la vérité ! Et tant mieux si tout ne nous fait pas plaisir ; avons-nous jamais soutenu que l'anarchisme était la résolution, la finalité de toute chose, le bonheur garanti pour tous les hommes ? Si oui, nous entrons alors en religion, et le curé anarchiste nous semble aussi détestable que le curé de métier. Même s'il porte une soutane rouge et noire.

Voyons une critique qui peut être faite. J'ai parlé d'I.C.O. au début de cet article et ai aussi employé le mot «idéologie» plusieurs fois. Cela me rappelle les discussions que nous eûmes il y a quelques années au sein de ce groupe à propos de cette question, plusieurs camarades reprochant précisément aux anarchistes d'avoir choisi, eux aussi, une idéologie avec tous les dangers de dogme encourus par un tel choix. Et certes, nous le voyons, ce danger existe. Mais l'anarchisme n'est pour nous que la conjonction d'un ensemble de données philosophiques, sociales, d'un mode de vie, d'un comportement qui nous semblent sinon les meilleurs, du moins les moins mauvais. C'est pourquoi il nous paraît inutile, dangereux et plus encore ridicule d'idéaliser l'anarchie ou, plus prosaïquement, les réalisations anarchistes quand ce ne sont pas, plus absurdement, nos organisations. Comme si l'anarchie était un but en soi, comme si le triomphe des organisations libertaires, qui ne sont que des outils, se substituait aux règles simples que nous nous sommes choisies et nous nous voyons mal criant : «Vive la Fédération Anarchiste !» ou mieux encore «Vive *Noir et Rouge* !». On nous dira que les trotskystes, gens sérieux comme on le sait, crient bien, eux, tout un après-midi «Vive-la-qua-trième-Interna-tionale!» dans les rues de Liège,[104] ce qui est attitude de religion pure. Certes, mais nous nous défions tout autant d'administrer l'anarchisme en pilules, en piqûres ou en cours. Tout doit être étudié, discuté, soupesé et un débat, même désordonné, nous semble préférable au meilleur «professeur». Et combien une libre assemblée de jeunes, et de moins jeunes, comme nous en vîmes cet été au camping international libertaire de St-Mitre, a de valeur formatrice (y compris par les questions soulevées, parfois sans réponse, les doutes émis) par rapport aux savantes causeries d'un orateur qui risque de raser tout le monde

ou pire d'endormir tout sens critique chez «l'élève» d'un quelconque cours du militant. On voit ainsi notre désaccord avec la formule du «cours de formation anarchiste» et je crois qu'il ne faut pas cacher ce désaccord.

Souvenir personnel : je me souviens avoir autrefois subi des cours de formation militante où de soi-disants professeurs, choisis par eux-mêmes d'ailleurs, nous injectaient le Communisme libertaire en douze séances : après cela, on pouvait recevoir sa carte de membre du Parti, pardon, de la Fédération Communiste Libertaire. Pourquoi ce qui était critiquable et — justement — critiqué en 1953 ne le serait-il plus en 1966 ? Et le côté *dogmatique* de tels cours ne nous fait-il pas penser, nous y revenons, à la religion ?

Toujours dans les mythes : le syndicalisme. Nous y reviendrons un jour plus longuement car la question est complexe ; disons tout de suite que nous ne promettons nulle panacée, de ce côté-là non plus. Nous pouvons toutefois affirmer qu'en ce domaine également les anarchistes ont de quoi réfléchir, car entre le sacro-saint anarcho-syndicalisme et sa centrale (sic) qui-résoudront-tout et l'illusion consistant à se laisser doucement embrigader dans les appareils réformistes en place sous le prétexte classique d'y «défendre nos idées» alors que nous devrions savoir depuis longtemps que le boulot de tout appareil est justement d'absorber tout naïf qui s'y laisse prendre, entre ces deux choix, dis-je, nous prétendons que les anarchistes peuvent et doivent trouver une autre voie, et tant mieux s'ils ne s'y retrouvent pas seuls. Nous essaierons, péniblement, de trouver laquelle, en évitant toutefois de bâtir du neuf avec des matériaux usés, archi-usés : une «nouvelle» centrale syndicale par exemple. Celles qui existent suffisent déjà à notre malheur et la religion syndicaliste ne nous tente guère. même si nous possédons parfois la carte de «fidèle»...

En somme, et je ne sais pas si je me suis bien fait comprendre, nous n'avons pas la foi, nous ne croyons en rien, pas même en l'Anarchie. Nous sommes malheureux car, pour nous, toutes les questions ne sont pas résolues, et ce ne sont pas de grands mots (le mot Révolution par exemple) qui nous donneront la bienheureuse béatitude. Il y a toutefois une nuance : on peut ne pas «croire» à la Révolution mais toujours faire comme «si», c'est-à-dire envisager la possibilité de ne pas voir la Révolution de son vivant tout en restant disponible dans le cas de son déclenchement, cela évite les désillusions. C'est aussi meilleur pour les nerfs. Dans les premiers numéros de cette revue, nous affirmions vouloir attaquer nos propres tabous, je crois que nous nous servions aussi de grands mots. Disons plus simplement. et plus modestement, que nous devons tendre à cesser cette sorte d'autocensure pratiquée par tout «révolutionnaire» dans ses écrits, nous éviterons peut-être ainsi d'écrire de nouveaux catéchismes. **C. LAGANT**

Éditorial N° 37 — Mars-Avril 1967 —

Le Bidon

Faute de pouvoir dégager une analyse du capitalisme organisé. de la civilisation du «bien-être», qui puisse nous permettre de déboucher sur une pratique appropriée, nous voulons nous en prendre, aujourd'hui, à ce qui est le plus immédiatement accessible : le ghetto dans lequel se trouve le demi-monde révolutionnaire ; les minorités révolutionnaires sont coupées des gens «ordinaires». Elles n'arrivent pas à les joindre en déployant leur activité traditionnelle. Le fait que le contenu d'une propagande soit anarchiste ne change rien à ça, c'est la méthode elle-même, et l'existence de «minorité révolutionnaire» qui sont en cause.

On peut montrer facilement à quelles activités de devanture se livrent toutes les formations politiques, leurs comités-bidon, leurs fausses démonstrations de force («Tous ensemble de la République à la Nation»). Mais il faut voir que si les anarchistes, à leur petite échelle, pratiquent à peu près les mêmes procédés, c'est parce que, même si leurs théories sont différentes de celles des autres formations, ils font partie du même mouvement.

Les révoltes de l'entre-deux-guerres ont été réprimées, les organisations les plus puissantes (syndicats) ont été intégrées soit politiquement soit administrativement à l'appareil d'État. Les petites organisations elles, sont restées sur le sable, pendant que le vrai mouvement se retirait. Aujourd'hui, elles sont comme les émigrés : «ils n'ont rien appris et ils n'ont rien oublié» ; ils vivent sur des souvenirs, un passé de plus en plus déformé, et ils croient qu'ils sont à l'avant-garde («ils», c'est nous). Tout bon militant peut citer ses auteurs, mais quand il veut parler autour de lui, il s'aperçoit vite que ça ne lui sert à rien.

On ne fait pas du neuf avec de l'ancien, surtout quand on est soi-même lié à l'ancien. On ne réforme pas l'église catholique pour la faire retourner à l'évangile, on ne réformera pas plus les appareils syndicaux devenus bureaux du gouvernement (ne parlons pas d'organisations comme la Franc-maçonnerie qui ont toujours défendu les intérêts de la bourgeoisie).

Il est aussi stupide de vouloir former des petites organisations de minorité agissante, s'occupant à aller prêcher la bonne parole aux travailleurs, leur dire de faire la Révolution, et les inviter à venir grossir, toujours plus nombreux, les rangs de la seule et véritable «Organisation Révolutionnaire». On ne recrute que des maniaques de l'autorité, des flics, et quelques naïfs qui s'en vont ailleurs quand ils ont vu la cuisine d'un peu trop près.

Le problème n'est pas d'amener les «masses» sur les positions actuelles de cette minorité ou d'une autre ; ce serait de l'idéalisme, et ça n'a pas grand sens.

Le problème est plutôt, pour ceux qui, dans notre minorité anarchiste au moins, veulent cesser de vivre dans l'irréel, de se récupérer et de rentrer dans la réalité.

Qu'est-ce que la réalité quotidienne, pour beaucoup d'entre nous, peut-être, et sûrement pour l'immense majorité non anarchiste ? C'est la répression, ses différentes formes, plus ou moins dures, plus ou moins ressenties.

Ici, on peut faire une remarque : certains d'entre nous, sans être des exploiteurs, sont parfois soumis à une répression plus souple, moins présente.

donc moins dure, dans leur milieu de travail par exemple : il y a toute une série de professions où une certaine liberté est laissée aux individus, et où les anarchistes se réfugient volontiers. Mais souvent l'action dans ces mêmes milieux ne peut aller très loin. Ceux d'entre nous qui sont là doivent donc faire autre chose ; ils ont tendance à élaborer des plans généraux sans tenir compte de la réalité, ils sont d'autant plus impatients qu'ils sont «moins dans le bain». La question d'aller vite ou lentement est une fausse question : il vaut mieux faire un petit pas réel que de rêver qu'on court. Comme on ne fait de pas réels qu'avec ses propres jambes, ils sont forcément petits, et nous ne pouvons matériellement pas aller plus vite que tous ces gens que nous considérons souvent comme retardés. Face aux répressions, nous sommes exactement au même point qu'eux. Notre étiquette, nos points de vue made in XIXe siècle...

Ce n'est pas au nom de ça qu'il faut lutter, pour nos morts de Cronstadt ou de Tizi-Ouzou, mais contre les répressions actuelles, si nous les subissons avec ceux qui les subissent. Et plutôt que de dire ce qu'il faut faire, on peut commencer par établir une liste (non limitée) de ce qu'il est inutile de faire :

Il est inutile de prétendre monter des campagnes nationales contre ceci ou cela, inutile de s'adresser aux gens en bloc pour leur dire ce qu'il faut faire. On se met sur le même plan que la publicité, Lecoin et tout le reste. Ça glisse...

Il est inutile de présenter pour eux-mêmes une étiquette, le label de garantie de l'organisation. Quelque chose n'est pas bon parce que c'est anarchiste ou trotskyste, P.C. ou F.A., mais seulement si ça sert à quelque chose.

Aussi inutile de présenter une idée tirée d'une théorie générale a-priori sans étiquette (répandre l'anarchisme sous le couvert d'une association pour l'étude et le développement de la pêche à la ligne).

Prenons un exemple : depuis les Provos, faire de la provocation est la grande idée originale. Mais faire une provocation pour toucher tout le monde, alors qu'on est coupé même de ses voisins, ça ne peut avoir de l'écho que si les journaux par exemple en parlent. Mais si c'est une fois de temps en temps, c'est noyé dans la merde habituelle ça en fait partie. Si on insiste à trois ou quatre, toujours sans contacts, les journaux s'occupent d'autre chose et ce sont les flics qui se mettent au boulot s'ils n'ont en face d'eux qu'une demi douzaine d'activistes qui agissent dans le vide, le boulot n'est pas bien difficile.

Autre chose peut être une provocation devant les milieux qui l'attendent, et la reprennent, parce que faite à l'échelle plus limitée ils ont pu la connaître ; la provocation pas plus qu'aucune forme de lutte, n'est efficace en soi. Ne peuvent vraiment lutter directement contre une forme de répression que ceux qui la connaissent et qui la subissent, et en plus, d'abord d'une façon locale, avec tous ceux qui la subissent avec eux. Ceux qui sont en dehors du coup peuvent aider si on le leur demande, ils ne peuvent pas se substituer, et faire le travail à la place des autres. Par contre le travail d'information peut être fait avec beaucoup moins de limite, à condition lui aussi de ne pas se cantonner à la publicité pour l'étiquette.

C'est seulement à partir de cela qu'on peut porter un jugement sur les différentes tendances du mouvement anarchiste (et sur nous-mêmes) : quels que soient l'étiquette ou le style «réformiste» ou «révolutionnaire», certains ont le principe suivant : toute action doit passer par leur organisation, le résultat c'est que souvent rien ne passe sauf du vent. Trop de camarades se racontent encore avant de s'endormir:

«L'État était méchant
Il réprimait les gens
Alors ? Alors Zorro est arrivé...»

Ils s'étonnent que, quand ils arrivent, ça ne fasse rien, les seules actions réelles et qui ont de l'intérêt sont justement celles qui ne sont pas dans les mains d'organisations préexistantes. Ces actions-là ne peuvent être entreprises au nom de personne, et pour longtemps encore elles ne pourront être que partielles et limitées, même si on fait tous les efforts pour les élargir.

Conclusion : que la forme ne trompe pas; il ne s'agit pas de tout critiquer, puis de s'en aller parce qu'il n'y a rien à faire. Au contraire, c'est pour pouvoir agir, avec moins d'équivoque, et plus de résultats.

P.C. VIDAL

Éditorial N° 41 — Mai 1968 —

Des mots...

... Et rien que des mots ! Voilà ce qu'on entend souvent comme réflexion à la sortie des conférences et meetings, ceux des «autres» mais aussi ceux des anarchistes. Et pourquoi y aurait-il grande différence au fond quand, devant les problèmes de l'action et de la réflexion, on s'en tire par un péremptoire : «Croyez en l'Anarchie et tous unis nous vaincrons» asséné par le grand orateur de service.

Nous avons déjà dit que le doute est révolutionnaire, que la remise en question permanente est inséparable de l'indispensable prise de conscience pour toute action révolutionnaire valable, nous disons répétons, et répéterons que le mythe d'une idéologie infaillible, fût-elle anarchiste, le mythe de l'organisation-qui-amène-la-Révolution-et-résout-tous-les problèmes, fût-elle anarchiste, sont des notions non seulement fausses (et en ce cas on pourrait les traiter par l'indifférence) mais aussi nuisibles et que nous devons **combattre**.

Nous pensons que devant les problèmes qui se posent dans le monde actuel, on ne peut répondre au jeune s'interrogeant comme nous-mêmes sur la valeur

de son combat, ouvrier et étudiant, qu'il lui suffit d'entrer dans l'Organisation ou de lire Pierre Besnard à propos du Monde Nouveau...

Si nous, anarchistes, procédons ainsi, nous ressemblons à toutes les organisations, tous les partis que nous prétendons combattre. Quelle différence alors, sinon **des mots**, sinon une étiquette, sinon un emballage (consommez, la saveur libertaire est plus agréable au palais...) ? Pourquoi pratiquer un avant-gardisme ou un néo-blanquisme dont tout le monde (et les jeunes peut-être plus que d'autres, n'en déplaise aux gens d'«expérience) a plus qu'assez ?

Nous entendons souvent les mots «Anarchisme», «Organisation», «Fédération» et parce que les anarchistes eux-mêmes refusent de répondre aux vraies questions et se réfugient dans le passé ou les recettes il n'y a plus chez nous ni anarchisme, ni organisation, ni fédéralisme et les pleurs de regret n'y feront rien.

Chaque jour, on peut se trouver au cœur de l'action : la situation sociale amène des grèves et des conflits de tous ordres (ex: Caen), les étudiants remuent un peu partout, et ne serait-ce qu'en France, à Nanterre, et des camarades entraînés dans le tourbillon se retrouvent agitateurs et exerçant, **de fait**, le rôle d'une minorité agissante quelconque. Devant les problèmes qui se posent, et que d'ores et déjà ces camarades se posent, allons-nous, à la place de confrontations et d’études réelles, continuer à répondre par des **mots** ?

NOIR et ROUGE

N° 44 — Avril-Mai 1969 —

L'extraordinaire

C'est le printemps, sous l'asphalte le pavé nouveau refleurit... En avril ne te découvre pas d'un flic, en mai fais ce qu'il te plaît : bon, alors on commémore ? On y va d'une couronne à nos barricades défuntes, d'une pensée émue à ce qui ne fournit plus que de belles photos dans les bouquins chez Gibert ou Maspéro («Mai s'est bien vendu, mais depuis il y a eu la Tchéco, la Biafra, les bébés phoques ; on pourra p'têt liquider un peu de stock en ce moment, en rappelant que ça fait un an...»), d'un coup de brosse au drapeau noir un peu déchiré et qui sent encore — un peu — le lacrymogène ?

Oui, bien sûr, on caricature, mais exagérons-nous tellement ? Combien de participants des «folles journées», de camarades, d'entre nous même, n'en sont-ils pas à remâcher leur nostalgie et à attendre, désespérément, la nouvelle explosion, **l'extraordinaire** ? Et là est la danger, le piège auquel la bourgeoisie et ses alliés (partis, syndicats, etc...) risquent de nous prendre. Ils ont «personnalisé» à outrance, sachant ce qu'à la longue cette méthode a de rentable. Pour les uns, mai était uniquement une révolte étudiante, les

étudiants uniquement Nanterre, Nanterre uniquement le 22 mars et ce dernier uniquement Cohn-Bendit. Pour les autres, la grève ouvrière était uniquement revendicative. Les ouvriers uniquement la CGT, la CGT uniquement Séguy... Ainsi pas de discussion possible : les uns suivaient fanatiquement un juif germano-aventuriste, les autres obéissaient calmement aux consignes de leurs «responsables» ; pas de mélange entre ouvriers et étudiants, gardons fermement la division manuels-intellectuels. Tout n'était-il pas mieux comme ça ?

Et nous voici un an après. Cela n'aurait-il servi à rien, mais n'aurait-il été, en définitive, que cette illusion «romantique» dont veulent nous persuader — et se persuader — journalistes, sociologues et historiens revenus à leur picotin habituel ? Nous ne le pensons absolument pas, mais il faut essayer d'y voir clair, quand nous en avons encore le loisir...

D'abord tirer le maximum d'enseignements des événements passés au lieu de nous perdre en souvenirs. Ensuite nous rappeler que le blanquisme ne résout rien, que c'est en fin de compte l'ensemble qui décide et non une minorité, si déterminée soit-elle. Nous éviterons ainsi les «dents de scie» de la surexcitation et du découragement alternés, caractérisant ceux qui attendent le miracle. Prenons par exemple les copains étudiants qui se sont bagarrés tout l'hiver à Nanterre et ailleurs contre les multiples formes du pouvoir, guérilla somme toute assez épuisante dont le point d'orgue furent les élections universitaires : il semble que la tactique de la bourgeoisie mentionnée plus haut ait ainsi momentanément porté ses fruits, un certain nombre de «gauchistes» étudiants paraissant las et désintéressés des petites luttes quotidiennes alors que se développent les entreprises de récupération en tous genres dont nous parlons dans ce numéro.

C'est là qu'on peut dire : attention, camarades, «ils» ont voulu braquer les projecteurs sur vous, vous transformer en êtres d'exception, vivant dans l'extraordinaire, oui, mais vous coupant ainsi de la réalité pour mieux vous casser ensuite ! On peut, en passant et plus précisément, faire la même remarque à propos des anarchistes : contre le «danger» anar, la bourgeoisie et sa gauche tentent de réduire celui-ci à une épopée, ses militants à des surhommes pouvant susciter l'admiration effrayée des foules bien sûr, mais sûrement pas leur adhésion (exemple : une émission radio en février dernier, tartinée par les «historiens» de service et intitulée «le roman noir de l'anarchie» dont les deux militants de la F.A. invités n'ont su voir le sens profond, mais qui, plus grave, a paru très positive et «intéressante» à d'autres camarades et sympathisants, également abusés par ce genre de propagande...).

Nous voulions, à l'origine, faire de ce numéro une sorte d'autocritique à propos de mai, tenter de voir les erreurs commises, les faiblesses et les illusions de ce mouvement. Finalement, notre travail s'est composé différemment et la conclusion implicite de ce cahier semble celle-ci : être conscients des armes de l'adversaire pour mieux préparer les nôtres, en évitant de se laisser piéger sur son propre terrain. En plus, remettre en cause les problèmes de l'action et de l'organisation. Bref, se persuader que rien n'appartient à l'extraordinaire ou plutôt, si, que l'extraordinaire c'est le boulot — étudiant et ouvrier — de chaque jour et qu'aucune tâche, aucune forme de l'action, n'est méprisable ni ridiculement «quotidienne».

Éviter aussi de grimper, idéalement, trop haut pour ne pas se fracasser en retombant car le combat continue, plus que jamais, nécessitant par-delà le grain de folie et d'enthousiasme dont la vraie vie ne peut certes se passer, cette lucidité dont l'ennemi peut avoir si peur...

NOIR et ROUGE.

TOUTE DERNIÈRE MINUTE. — Ce 28 avril, au moment de mettre sous presse, nous apprenons le «non» électoral à De Gaulle. Outre que certaines circonstances dans lesquelles ce résultat a été obtenu nous semblent curieuses (et si le Vieux avait souhaité ce «non» because l'héritage monétaire ou autres raisons...) et nous incitent au sang-froid, nous maintenons, pour ceux qui seraient tentés de pavoiser — hâtivement selon nous — que le bulletin de vote, lui non plus, ne résout jamais rien, bien au contraire. Bon : De Gaulle «s'en va», mais le capitalisme, l'exploitation, l'État foutent-ils le camp avec lui ? On va nous trouver un autre homme de son clan (plus jeune ou plus maniable) pour défendre les mêmes intérêts, ou un lascar «de gauche», à l'instar du camarade Mollet si apprécié avec sa guerre d'Algérie ou du camarade Wilson qui, en Angleterre, fait voter des lois antigrèves. La Révolution ne sort jamais des urnes, le bulletin de vote n'est jamais une «victoire» pour la classe ouvrière : élections, trahisons ! Pour les travailleurs, pour les révolutionnaires: vigilance... **N. R.**

Sommaire

— **Avant-propos** 1

— **Préfaces**

Évolution externe et interne du groupe "NOIR et ROUGE" 3
Le marxisme de *Noir & Rouge* 5
Noir et Rouge... 8
L'histoire, c’est ce qui reste quand l'essentiel est oublié... 12

— **La revue et son évolution**

N° 1 — Avril 1956 — Ce monde qui a changé... 17
N° 3 — 1956 — Faire le point... 18
N° 6 — 1957 — Un an... 22
N° 38 — Juin-Juillet 1967 — Contre la confusion. 31
Texte N° 2. 41
N° 46 — Juin 1970 — Sur le néo-anarchisme. 44

— **Sur la théorie**

N° 3 — 1956 — Pour la clarté 57
N° 28 — Décembre 1964 —Pour une systématisation
de la pensée anarchiste 70

N° 44 — Avril-Mai 1969 — Théorie des chapelles 81
N° 44 — Avril-Mai 1969 — Chers camarades... 89

— **Anarchisme et marxisme**

N° 7-8 —1957 — Une page mal connue de
Marx et Engels apôtres de l'impérialisme 100
N° 34 — Juin 1966 — Michel Bakounine (livres récents) 103
N° 36 — 1966 — Michel Bakounine — Quelques livres (suite) 117
N° 13 — 1959 — Un essai de Daniel Guérin :
«*Jeunesse du socialisme libertaire*» 123
N° 42-43 — 1968 — Cohnbendistes ? 135

— **Nationalisme... Guerres de libération nationale**

N° 2 — 1956 — Réflexions sur la guerre de partisans
comme type de lutte révolutionnaire 139

N° 10 — 1958 — A propos de la révolution algérienne 149
N° 21 — Juin 1962 — À propos des pays sous-développés 150
Éditorial du N° 33 — Avril 1966 — Lettre du Maroc 158
N° 17 — 1961 — Refuser 160
N° 33 — Avril 1966 — Le mythe des Conseils Ouvriers chez Tito 169
Numéro spécial sur le Nationalisme N° 7-8 — 1957 — Historique 176
N° 7-8 — 1957 — Question nationale 179
N° 7-8 — 1957 — Les nationalités en France 180
N° 7-8 — 1957 — Nationalisme ou anarchisme ? 182

— **Espagne**

N° 36 — Décembre 1967 — A-t-on renoncé à la Révolution ? 185
N° 38 — Juin 1967 — Mises au point sur des notes 196

Sur les grèves tolérées de 1962 («Espagne 62» publié avec
Information Correspondance Ouvrière, 1962) 202

— **L'organisation**

N° 2 — 1956 — Entre nous 204
N° 3 — 1956 — Au sujet de l'organisation, par Maria Korn 207
N° 10 — Juin 1958 — Majorité et minorité 211
N° 20 — Mars 1962 — Sur l'organisation 216

— **Le parlementarisme**

N° 29 — 1965 — Les élections 220
N° 29 — 1965 — Élections (suite). 233
Proudhon et le parlementarisme 237
Anarchistes «électionnistes» 239

— **La Franc-Maçonnerie**

N° 23 — Février 1968 — Franc-Maçonnerie et anarchisme 244
N° 27 — Juin 1964 — Franc-Maçonnerie et anarchisme 246

— **Contre le schématisme quotidien**

N° 17 — Janvier-Février 1961 —
N° 18 — Mars-Mai 1961 — La difficulté d’être anarchiste (fin de l’article) 252
Dans notre courrier 258
Editorial N° 36 — Décembre 1966 — De l'attitude religieuse 259
Editorial N° 37 — Mars-Avril 1967 — Le Bidon 264
Editorial N° 41 — Mai 1968 — Des mots... 267
N° 44 — Avril-Mai 1969 — L'extraordinaire 268

Scan et corrections : L'Idée Noire, 31/05/07

[1] «A-t-on renoncé à la Révolution ?», reproduit dans cette anthologie, suivi des notes (*Noir et Rouge* numéro 36). «Leçon de la Révolution espagnole» (*N. et R.* numéro 37) entre autres.

[2] «La F.C. L. et les élections de janvier 1956», numéro spécial de *N. et R.* sur «Anarchisme, Parlement et élections» (ce numéro 9 est épuisé).

[3] Au P.C., les déviationnistes sont actuellement trés souvent exclus pour «déviations de type anarchiste».

[4] Explication de la chose dans *le Monde libertaire* (numéro 124, p. 16).

[5] Les articles siglés * sont reproduit dans cette anthologie.

[6] Voir *Monde libertaire*, numéros 127 page 12, et 128, pages 4 et 12. Enfin et surtout, la fameuse brochure *De la misère en milieu étudiant* ! (Le Pavé, B.P. 323 R8, Strasbourg).

[7] «Où en est le mouvement lettriste», numéro 94. «Les ouvriers et le lettrisme», numéro 95 (articles de Jean Rollin).

[8] «Paul Zorkine» (*N. et R.* numéro 22), article écrit par Théo le 23 octobre 1962.

[9] Le même style est repris dans *La Rue* n° 31, 1982, p 55.

[10] «Vie et mort d'un militant anarchiste» (*Le Monde libertaire*, numéro 83, page 3) par Rolland.

[11] «Le Trait d'union» (sic), bulletin intérieur de la F.A. deuxième région, décembre 1952 (page 5).

[12] *N. et R.*, numéro 37, page 4.

[13] Du 3 juillet au 1er septembre, au lac de Come (Italie).

[14] Du nom du ministre de l’Intérieur de l’époque.

[15] Gosplan: vient du russe Gossoudarstvo-Etat ; signifie Commission d'État au Plan.
[Les notes de cet article sont de la rédaction de *N. & R.*]

[16] Le mot «millénarisme» est expliqué plus loin dans le texte.

[17] Allusion à la C.N.T. en Espagne, aux partisans de l'entrée au Gouvernement qui la justifiaient par «les circonstances», ainsi Peirats, dans *La CNT en la Revolución Española*, écrit-il (Tome III, p. 319) : «La tendance non circonstancialiste mais permanente» de la FAI.

[18] Nous sommes d'accord au sujet de l'action directe, peut-être aussi sur la non-violence de Gandhi ; mais la libération de l'Inde ne l'est qu'en tant qu'indépendance politique, non pas en tant que libération sociale, économique, religieuse.

[19] Nous en avons déjà parlé dans *N. & R.* n° 17.

[20] Voir la brochure *Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire*.

[21] L'expérience d'Adrien Olivetti est moins convaincante, bien qu'il ait fait de belles réalisations (mais aussi des réalisations purement capitalistes).

[22] Voir *le Monde Libertaire* de novembre 1964.

[23] Voir aussi la discussion entre Malatesta et Kropotkine sur le volontarisme et les facteurs économiques. La conception de Lain-Diez est intéressante, mais il néglige peut-être un peu le côté matérialiste du problème.

[24] Diastole : l'un des mouvements du cœur (repos, remplissage) ; l'autre étant la «systole» (contraction, chasse du sang).

[25] C'est un fait que l'Église gagne des positions, ce qui est dû, selon nous, non seulement au thomisme, mais aussi au pouvoir d'adaptation que les catholiques (et les autres) ont montré, ainsi qu'au pouvoir tout court, que l'Église exerce de différentes manières.

[26] Mais le positivisme a montré ses limites et ses insuffisances, précisément en Amérique du Sud (Brésil par exemple) et au Mexique.

[27] Le marxisme a triomphé en Occident (le parti social-démocrate) en devenant le «gérant du capitalisme» ; il a triomphé en Russie en tuant la Révolution et en la transformant en usine étatisée (ou en camp de concentration).

[28] Bakounine a effectivement appris certaines choses de Marx sur le plan économique, et en partie sur le plan philosophique. Marx les avait apprises chez Ricardo, chez Proudhon, etc... qui eux-mêmes... Mais l'enseignement de Marx a tiré de son côté de Bakounine sur le plan révolutionnaire, sur la spontanéité, a été malheureusement tout à fait transitoire (comme en ce qui concerne Lénine également).

[29] Andrès Nin, instituteur, d'abord militant de la CNT. Au Congrès de 1919 il déclarait : «Je suis un fanatique de l'Action, de la Révolution ; je crois aux actes plus qu'aux idéologies lointaines et aux questions abstraites». Ensuite il passa au P.C. puis en fut exclu. Avec d'anciens communistes et des trotskystes, il forma le POUM vers 1932. En mai 1937, la police russe l'assassina à Barcelone.

[30] Juan Peirô, militant très célèbre de la CNT, connu pour sa position opposée à la FAI, il entra au gouvernement comme ministre de l'Industrie. En 1942, il fut livré par Vichy à Franco, avec Compagnys (ex-président de la Catalogne) et après avoir refusé un poste dans les syndicats franquistes, il fut fusillé.

[31] Parmi les syndicalistes, il y a sûrement des «activistes» dans le sens que leur donne Lain-Diez. Mais il y a aussi des «activistes» dans toutes les sortes d'organisations, même en dehors des syndicats. Par contre, parmi les militants syndicalistes il y a aussi des camarades qui «réfléchissent». D'ailleurs la «réflexion» et «l'action» ne doivent pas s'exclure, au contraire. Lain-Diez, plus loin, précise sa pensée dans le même sens.

[32] Enfin, il faut noter que cette évolution personnelle de Bakounine a été en liaison, conditionnée, par l'évolution particulièrement rapide des idées sociales des années 1840-1870 ; d'autre part, en retour, ces mêmes idées ont été leur tour, poussées «en avant» par Bakounine ; ainsi Kropotkine note : «chaque brochure sortie de la plume de Bakounine

marquait un stade de la pensée révolutionnaire en Europe», et Kropotkine fait la démonstration :
«Son discours au Congrès de la Paix... déclarait que le radicalisme de 1848 avait fait son temps vu qu'une ère nouvelle — ère du socialisme du travail — s'était ouverte, que parallèlement à la question de la liberté politique, se posait la question de l'indépendance économique... ce sera le facteur dominant de l'histoire en Europe.
«Sa brochure, adressée aux mazziniens, annonçait la fin de a période des «conspirations» pour l'indépendance nationale et le commencement de la révolution sociale...
«Les Ours de Berne, ce sont un mot d'adieu au démocratisme philistin suisse...
« Les Lettres à un Français... proclamaient l'idée nouvelle d'une Commune communiste...»

[33] Centre International de Recherches sur l'Anarchisme, Case postale 51, Genève 13, Suisse.

[34] Malatesta, dans l'article «vers l'Anarchie», paru dans la *Question sociale* N° 14, Paterson - New-York le 9/12/ 1899

[35] Malatesta : «réponse à un communiste sur l'exercice de la liberté» dans *Fédé* N° II, Rome - 25/II/ 1920.

[36] Marx-Engels : *L'Espagne révolutionnaire*. 1854.

[37] Malatesta, dans *Umanita Nova* du 21/10/1922.

[38] *Plate-forme d'organisation* d'un groupe d'anarchistes russes en exil signée par son secrétaire : Pierre Archinoff, le 20/6/1926.

[39] Berneri: «Attention,tournant dangereux !» dans *Guerre des classes*.

[40] Lénine: *Armée révolutionnaire*

[41] Entre autres *Les Temps Modernes* : «La Gauche respectueuse» et notre numéro spécial consacré à ce sujet.

[42] Militant anarchiste espagnol, auteur du livre en 3 tomes, *la C.N.T. en la revolución española*.

[43] Il nous semble que cela n'est pas exact. Durruti et ses camarades avaient une vision révolutionnaire partagée par beaucoup d'anarchistes espagnols et organiquement, ils ne prenaient pas seuls les décisions.

[44] Il nous semble que Peirats simplifie trop la tactique révolutionnaire de Bakounine.

[45] Il s'agit des tentatives d'implantation du communisme libertaire: la première le 18 janvier 1932, la seconde le 8 janvier 1933 et la troisième et dernière le 8 décembre 1933. Des divisions tactiques graves entre les fédérations régionales firent qu'à aucun moment ces mouvements insurrectionnels ne furent généralisés à toute l'Espagne. Ils demeurèrent localisés et furent réduits par l'armée ; dans la plupart des cas, les militants, se rendant compte de leur isolement, déposèrent les armes. Le 8 janvier 1933 fut marqué par la répression le Casas Viejas — province de Cadix — où les anarchistes refusèrent de se rendre.
Il est historiquement et objectivement difficile de conclure à l'absence de ferveur populaire dans ces mouvements répétés à intervalles très courts, d'après les observateurs (journalistes de El Sol, Eduardo de Guzman, directeur de *La Tierra*), dans certains villages, il y avait un grand enthousiasme. (Voir aussi l'article de Miguel Foz : « El 8 de diciembre de 1933 y la comarcal de Valderobres», *le Combat Syndicaliste*, Paris, 28-1-1965.)

[46] En 1931, trente militants anarchistes espagnols signèrent une déclaration, dont Peirats donne de larges extraits, pour attaquer la tendance Durruti. Ces militants étaient Juan Lopez (futur ministre), Roldan Cortada (futur dirigeant communiste, abattu en avril 1937), mais on trouve aussi des anarchistes plus «constants», Juan Peiro (lui aussi ministre), Pestana (fondateur d'un parti anarchiste et député), Arin.

[47] Il s'agit de la Confédération Nationale du Travail — C.N.T. — centrale anarchiste.

[48] Il est bon de donner la parole à la tendance faïste : « ... le manifeste du groupe de militants que la presse bourgeoise, Macia et Companys ont appelé la «partie sensée de la Confédération». (...) Le résultat immédiat de tout cela a été le début d'une répression violente contre tous les individus importants de la F.A.I.» (El Luchador, n° 37, 18-9-1931, éditorial de

Federica Montseny : La crisis interna y externa de la Confederacion). Dans le même journal, du même auteur, l'éditorial du 9-6-1933 : El fascismo sindicalista.

[49] «Nous seuls». Les mots sont du catalan, sans doute parce que les anarchistes de Catalogne suivaient plus la F.A.I. et Durruti et ses amis que les autres régions. Il nous semble que parfois les antagonismes régionaux excitaient plus les controverses, en l'occurrence Orobon Fernandez est castillan.

[50] Orobon Fernandez est mort en 1936. On ne peut donc savoir quelle aurait été son attitude pendant la guerre. C'était une figure connue, mais sans doute assez éloignée de la majorité des militants, ainsi l'article dont Peirats fait un extrait n'a pas été publié dans un périodique anarchiste, mais dans un journal sympathisant *La Tierra*. Il est désagréable de constater que Eduardo de Guzman (cité en note 2) et le frère d'Orobon Fernandez ont actuellement signé au nom de la C.N.T. un accord d'alliance avec les syndicats franquistes (4-1965).

[51] C'est une allusion à Largo Caballero, leader socialiste et secrétaire de la centrale U.G.T., partisan de la dictature de Primo de Rivera puis se déclarant révolutionnaire et le Lénine espagnol en 1934, c'est-à-dire 5 ans après.

[52] Il faut lire et comprendre majoritaire. Le mot maximaliste ne fait pas partie des divisions normales de tendances dans la C.N.T.-F.A.I.

[53] Il s'agit du congrès de Saragosse qui se prononca pour l'application du communisme libertaire en le définissant et qui mit fin à la scission qui durait depuis le manifeste des Trente et qui avait tellement nui à l'unité des mouvements insurrectionnels. Après s'être traité de fascistes, on faisait l'unité ouvrière et anarchiste.

[54] Il s'agit de Garcia Oliver ou de Durruti.

[55] Federico Urales était le père de Federica Montseny, nous ne savons pas quand ni où cette phrase a été écrite.

[56] Allusion au mouvement insurrectionnel du 8 janvier 1933.

[57] Nous sommes d'accord. De plus, la proximité du coup d'Etat militaire allait empêcher matériellement que le congrès ait une influence pratique.

[58] Le renoncement se fit dans une assemblée extraordinaire de tous les syndicats de Barcelone et de Catalogne le 20 ou le 21 juillet. La question de la «dictature anarchiste», de la réalisation du communisme libertaire fut posée par Garcia Oliver et repoussée par l'assemblée. Curieusement, personne parmi les historiens ne cite cette réunion.

[59] Voir note précédente.

[60] Comme nous venons de le voir, ce ne sont pas des individus, mais un ensemble de militants qui prit, sans demander aux non-anarchistes leur avis une décision. Il reste qu'ensuite Garcia Oliver, Santillan (Duruti), les «notables», comme le dit gauchement Peirats, allèrent chez le président du gouvernement catalan.

[61] La Généralité était le nom du gouvernement catalan qui avait une certaine autonomie depuis 1931 et qui of ficiellement avait sa langue, ses lois, ses députés, etc.

[62] Companys, président de la Généralité, et son gouvernement étaient ainsi qualifiés par l'organe de la C.N.T. de Barcelone *Solidaridad Obrera* : « ... la tarte à la crème et les bonbons pour la droite» (16-5-1936, page 1).

[63] «Totalitaire» dans le langage de l'époque voulait dire : dans toute son ampleur, totalement. Il n'y a aucune référence à la doctrine marxiste et à son application. On trouve de nombreux autres emplois dans le sens indiqué : «Nous pensons qu'un projet de collectivisation doit contenir un sentiment totalitaire dans son programme...» Federacion de la Industria Textil Material de Estudios, sans date (début 1937). Il reste que Peirats, d'après le contexte, l'emploie dans le sens de «dictature».

[64] C'est Gilabert qui, pensons-nous, l'affirmait, ainsi : «Bien sûr, l'anarchisme, en Espagne a changé de direction. Il a rectifié tout ce qu'il y avait de négatif.» *Tierra y Libertad* de Barcelone, 5-11-1936, n° 42, page 8.

[65] «... les circonstances, presque toujours supérieures à la volonté humaine, bien que déterminées par elle, ont défiguré la nature du gouvernement et de l'Etat espagnols» (éditorial de Solidaridad Obrera, 4-11- 1936, page 1). «Ce que la guerre impose : la C.N.T. au gouvernement de la Généralité», grands titres de *Solidaridad Obrera*, 18-12-1938, page 1.

[66] Il n'est pas nécessaire d'accabler un militant qui a prouvé et prouve qu'il est toujours de valeur, alors que sa conduite a été celle de la majorité. Car malgré les nombreuses critiques, les protestations et les incidents dans le milieu anarchiste de 1936 à 1939, il faut reconnaître que le courant général des militants (trop disciplinés ?) suivit les directives d'en haut, du bureau de la C.N.T.

[67] Ceci est exact, les premiers mots d'ordre furent : «Retour au travail» (*Solidaridad Obrera*, 25-7-1936, page 2; 26-7-1936 ; 28-7-1936, page 4 ; 31-71936, page 8) et «Halte au pillage» (*Solidaridad Obrera*, 30-7-1936).

[68] Exact: le *Boletin de Informacion A.I.T.-C.N.T.-F.A.I.* du 27-71936, page 1, cite l'intervention du consul anglais porteur d'une liste d'établissements à ne pas réquisitionner qui fut acceptée par le secrétaire régional de la C.N.T. de Catalogne (Mariano R. Vazquez).

[69] Pour les mêmes raisons tactiques qui les avaient conduits au gouvernement, ils se turent mais on trouve parmi eux des critiques très sévères : «Dans la pratique de la politique et du gouvernement, nous étions des novices, des apprentis, des nouveaux-venus qui allaient se casser le nez...» Juan Lopez, conférence du 27-5-1937 après la sortie du gouvernement, publiée en brochuré pendant la guerre.

[70] Il est injuste de dire que c'était une obsession. C'était le moyen de survivre pour ne pas être écrasé par la propagande communiste, ce qui était une annonce de l'écrasement physique : «Pour ce qui est de la Catalogne, la liquidation des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes a déjà commencé, et elle sera continuée avec la même énergie qu'en U.R.S.S.» *Pravda* de Moscou 17-12-1936. La guerre civile espagnole, pour l'anarchisme, a été un combat sur deux fronts : Franco et Staline.

[71] «Nous renonçons à tout sauf à la victoire» (citée plus loin dans le texte).

[72] Exact. Il y avait trop de critiques, Peirats lui même était alors parmi eux.

[73] Tellement impopulaire que la «Colonne de Fer» arrêta les ministres et tenta de les fusiller (Thomas,. *La guerre civile espagnole*, chapitre 38, livre profranquiste dans bien des aspects). La Colonne de Fer était formée d'anarchistes sûrs et solides idéologiquement. C'est un des incidents auxquels nous faisons allusion dans la note 66.

[74] Là encore. Peirats est emporté par la polémique et oublie la réalité dans son contraste. Il faut lire et comprendre : les luttes internes furent si vives qu'elles nuisirent considérablement au déroulement de la guerre.

[75] Allusion au livre *De Companys à Indalecio Prieto. Documentacion sobre las industrias de guerra de Cataluna*, Buenos-Aires, 1939, 91 pages. On ne peut le consulter que dans des archives privées.

[76] Exact. Le 7 mai : fin des journées de mai ; le 16, démission du cabinet Largo Caballero.

[77] Début avril 1938. Indalecio Prieto abandonna le gouvernement ; socialiste, il était écœuré par les communistes, (après bien avoir collaboré avec eux) et pensait que seules des négociations pouvaient sauver la république. Pour colmater ce départ on repensera aux anarchistes, qui acceptèrent, et Segundo Blanco devint ministre.

[78] Voir note précédente.

[79] A la fin de la guerre (les bonnes idées finissent par se concrétiser), les non-communistes dirigés par Cipriano Mera —v ainqueur de la bataille de Guadalajara avec le Campesino — et Casado — socialiste — attaquèrent les communistes. Il y eut quelques milliers de victimes. Ils traitèrent avec Franco qui exigea que Madrid lui fût livrée sans combat, ce qui fut fait. Ensuite, bafouant les accords, les exécutions commencèrent, Casado inclus (Mera fut gracié et vit maintenant à Paris). Cette stupide action politique, trop tardive et désormais inutile, illustre une petite phrase passée inaperçue, même et surtout chez son auteur Mariano R. Vazquez : «Interventionnisme étatique est égal à fascisme» (*Solidaridad Obrera*, 11-7-1936, page 8).

[80] Il nous semble qu'il s'agit plutôt de Léonise dans «L'Amant libéral» de Cervantes.

[81] Peirats insiste sur le côté positif de la défaite (provisoire). Nous pensons que, de Spartacus à nos jours, ces défaites moralisantes n'ont pas la force et l'effet d'une victoire. Une victoire acquise, sans bafouer nos principes moraux, est difficile, mais, par l'exemple, les mouvements insurrectionnels espagnols que Peirats condamne dans cet article et qu'il a décrits dans son livre sur l'histoire de la C.N.T. présentaient un début de solution accordant à tous (gardes civils compris) le droit de vivre dans la nouvelle société (voir la brochure de Macario Royo *Como implantamos el Communismo Libertario en Mas de las Matas (Bajo Aragon)*, Barcelona, 1934, pages 18 et 19).

[82] Date de l'attaque contre les communistes.

[83] Le camp de Mathausen fut construit par et pour les antifascistes espagnols, qui, ne l'oublions pas, ont été les adversaires des nazis.

[84] Cet adjectif ridicule discrédite la collectivisation agricole, fort différente malgré certaines tendances simplistes, voir *Noir et Rouge*, n° 31, 32, 33* (*Reproduit dans cette anthologie)

[85] Ce sont les numéros de cette présente édition.

[86] NDLR : Voir *N. et R.* n° 29, «Les élections».

[87] N.D.L.R. : Surnom des anarchistes : rouge (la peau), noir (les cheveux).

[88] On pourrait y ajouter l'URSS. L'anti-communisme paraît être actuellement un produit de consommation intérieure et même d'une sorte de démagogie verbale. Des pages pourraient être écrites pour situer d'une part les rapports (pas du tout hostiles) d'État à État entre Franco et la Russie, d'autre part les rapports du P.C. espagnol et du régime à l'intérieur de l'Espagne, notamment dans les conflits actuels.

[89] Le même Pompidou étudie les moyens de faire en sorte qu'en cas de grève, le contrôle de l'E.D.F. demeure aux mains de sa direction, qui en est «*gestionnaire et dépositaire au nom du propriétaire — l'État —, et ne tombe pas, fût-ce pour quelques heures, au seul pouvoir d'un comité de grève sans mandat et sans responsabilité*» (*Le Monde*, 24-12-1964).

[90] Elections cantonales de mars 1964. Pourcentage officiel d'abstention : 43,4% (*Le Monde*, 11 mars 1964). Si l'on tient compte du fait que, d'après une étude de *L'Express* (10-62), sur 30.267.900 Français en âge de voter 2.267.900 n'ont pas pris la peine de s'inscrire, on comprend pourquoi le nombre des «abstentionnistes », au sens large du mot, inquiète tant les «pousse au vote» de droite et de gauche.

[91] Waline : *Traité de Droit administratif*, page 265.

[92] *Idem*, page 269. Pour tous renseignements, se reporter à ce livre.

[93] L'I.N.S.E.E. a dressé son graphique à partir d'une enquête portant sur 20.000 familles-échantillon. Le revenu retenu est le revenu fiscal. Le revenu réel dépasse de 10 à 30% le revenu fiscal, principalement dans les catégories sociales élevées. Aux résultats ainsi obtenus, on pourrait ajouter les quelques lignes que consacrait *Le Monde* (30-4-62) aux pyramides des salaires et aux déclarations d'impôts (2-2-64). L'image que ces documents nous donnent est celle d'un groupe social dont le niveau de vie n'a rien de commun avec le niveau de vie du plus grand nombre.

[94] *Les Héritiers*. *Les étudiants et la culture*, 1964. Ed. de Minuit.

[95] En 1927, des anarchistes russes proposèrent un projet d'organisation du mouvement international, très centraliste et jugé très dangereux par des militants comme Voline, Berneri. Malatesta, etc.

[96] Rappelons que ces différences d'attitudes s'expliquent naturellement par la structure fédéraliste de la C.N.T.

[97] À l'époque, un partisan du vote écrivit : «Si nous avions eu la certitude que les révolutionnaires espagnols eussent été capables de balayer ce pouvoir des droites par l'action directe, la question du vote n'aurait même pas été posée. Mais qui osera nous l'affirmer ?» (P. M., *Voix Libertaire*, 25-4-36, reproduit dans *La Revue Anarchiste*, avril-juin 1936, page 15).

[98] En cela les témoignages sont quasi unanimes. Citons celui de Marcet Coll : «En Catalogne... les seuls drapeaux que l'on voyait étaient ceux de la C.N.T. et de la F.A.I.» (*Mi ciudad y yo*, page 131).

[99] Un camarade de *N & R* tient à affirmer qu'il a des cheveux blancs.

[100] Nous avons vérifié le *Répertoire biographique des Franc-Maçons russes du 18e et 19e siècles* (un gros volume édité en français en 1940, en russe en 1934-35) de Tatiana Bakounine (une parente de Bakounine qui a soutenu une thèse à Paris en 1929, non pas sa sœur qui est morte en 1871). Il n'existe que deux Bakounine dans les F.M. russes : **Pavlovitch Bakounine** (1797-1860) officier, administrateur civil (gouverneur de Tver, 1840-53) et **Vassili Mikhailovitch Bakounine** (1795-1863) officier aussi. Le père de Bakounine Alexandre Mikhailovich n'est pas mentionné. Comme son nom l'indique, le 2e F. M. mentionné est probablement un proche parent de Bakounine.

[101] Information Correspondance Ouvrière.

[102] Voir le détail de cette discussion dans le n° 54 d'«I.C.O.» novembre 66 (pages 6 et 7).

[103] Exemple: dans le *Figaro Littéraire* (n° 1058-59) un certain Gilles Lapouge, en juillet dernier, interviewant des beatniks au quartier latin, à propos de l'éventuelle constitution d'un mouvement «provo» à Paris, obtenait cette réponse : «Peuh ! En France on sait jamais s'organiser», et le Lapouge de qualifier cette réponse de «tout de même succulente de la part d'un anarchiste». On suppose qu'organisation et anarchisme sont choses contradictoires pour ce journaliste. Ou de la nécessité de s'informer avant de bavasser sur certains sujets...

[104] Manifestation internationale contre la guerre au Viet-Nam, organisée par les Jeunes Gardes socialistes belges le 15 octobre 1966.

---

probablement un proche parent de Bakounine.

[101] Information Correspondance Ouvrière.

[102] Voir le détail de cette discussion dans le n° 54 d'«I.C.O.» novembre 66 (pages 6 et 7).

[103] Exemple: dans le *Figaro Littéraire* (n° 1058-59) un certain Gilles Lapouge, en juillet dernier, interviewant des beatniks au quartier latin, à propos de l'éventuelle constitution d'un mouvement «provo» à Paris, obtenait cette réponse : «Peuh ! En France on sait jamais s'organiser», et le Lapouge de qualifier cette réponse de «tout de même succulente de la part d'un anarchiste». On suppose qu'organisation et anarchisme sont choses contradictoires pour ce journaliste. Ou de la nécessité de s'informer avant de bavasser sur certains sujets...

[104] Manifestation internationale contre la guerre au Viet-Nam, organisée par les Jeunes Gardes socialistes belges le 15 octobre 1966.